
U d'/of OTTAWA
39003001108009

HISTOI

DU

PEUPLE A GLAIS

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET C[ie], RUE GARANCIÈRE, 8.

HISTOIRE

DU

PEUPLE ANGLAIS

PAR

JOHN RICHARD GREEN

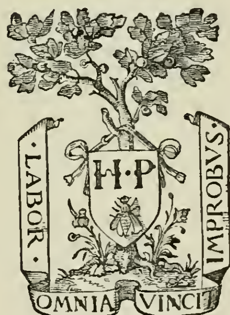
TRADUITE DE L'ANGLAIS PAR AUGUSTE MONOD

ET PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION

PAR

GABRIEL MONOD

TOME SECOND



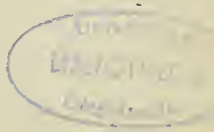
PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

10, RUE GARANCIÈRE

1888



HISTOIRE

DU

PEUPLE ANGLAIS

LIVRE VIII

L'ANGLETERRE PURITAINE

(1583-1603)

CHAPITRE PREMIER

LES PURITAINS[1].

La Bible. — Jamais on ne vit révolution morale plus complète que celle qui transforma l'Angleterre pendant les années comprises entre le désastre de l'Armada et la convocation du Long Parlement. Ce fut un livre qui opéra ce changement, et ce livre était la Bible. Seule, entre tous les écrits de langue anglaise, elle était familière à tous les Anglais. On la lisait dans les églises et dans les maisons; et chacune de ses paroles,

[1] SOURCES : Sur les points essentiels de l'histoire ecclésiastique de cette époque, consulter de John Strype (1643-1737) les *Mémoires ecclésiastiques*, les *Annales de la Réformation* et les *Vies de Grindal* et *de Whitgift*. L'ouvrage de Neal : *History of the puritans*, est non-seulement inexact, mais encore ne contient presque rien en dehors des faits empruntés aux *Annales* plus riches de Strype. Pour l'origine du mouvement presbytérien, voir le *Traité sur les troubles de Francfort*, 1576, souvent réimprimé. Pour la dernière lutte des presbytériens contre Élisabeth, voir *Martin Marprelate*, de M. Maskell, qui donne de longs extraits des pamphlets fort rares publiés sous ce nom. Le récit si complet que M. Hallam fait de toute cette lutte dans les chap. IV et VII de son *Histoire constitutionnelle* est admirable de lucidité et d'impartialité. Le *Journal de Wallington* nous donne des détails sur la vie privée des puritains en général. Les côtés les plus élevés du puritanisme nous sont révélés par les *Mémoires de mistress Hutchinson* sur son mari, et par le récit de la jeunesse de Milton dans sa biographie par M. Masson. Voyez aussi A. Stern, *Milton und seine Zeit*.

dont une longue habitude n'avait pas encore émoussé la force et la beauté, excitait de véritables transports d'admiration. Lorsque l'évêque Bonner plaça les six premières Bibles dans la cathédrale de Saint-Paul, « un grand nombre de personnes pieuses s'y rendaient fréquemment pour entendre la lecture de quelques chapitres, surtout lorsqu'elles pouvaient trouver un bon lecteur. Un certain John Porter se consacrait parfois à ce saint exercice pour sa propre édification et pour celle des fidèles. C'était un tout jeune homme de haute taille, qui attirait à l'église un nombreux auditoire, grâce à sa voix sonore et à son excellente prononciation ».

La popularité de la Bible n'était pas due seulement au sentiment religieux. La prose anglaise, à l'exception de quelques traités oubliés de Wyclif, ne date que de la traduction des Écritures par Tyndale et Coverdale. Aucune histoire, aucun roman, aucune poésie, sauf quelques vers peu connus de Chaucer, ne s'était fait une place dans la vie du peuple anglais, jusqu'au jour où la lecture de la Bible fut imposée dans toutes les églises. Semaine après semaine, jour après jour, une foule immense se pressait autour des Bibles de Bonner dans la nef de Saint-Paul; à l'intérieur des maisons, les familles se réunissaient toutes pour étudier la Bible de Genève et y puisaient, avec les paroles de la foi, les germes d'une nouvelle littérature. Légendes et annales, chants guerriers et psaumes, lois et biographies, prophéties grandioses et paraboles évangéliques, récits de voyages, missions et aventures sur mer et parmi les païens, discussions philosophiques et visions apocalyptiques, tout pénétrait profondément ces esprits vierges pour la plupart de toute autre culture. La découverte des trésors de l'antiquité grecque avait fait naître la révolution littéraire de la Renaissance ; celle de la littérature primitive des Hébreux amena le mouvement de la Réforme. Mais celle-ci devait laisser des traces bien plus étendues et plus profondes que la Renaissance. Aucune traduction ne pouvait rendre le charme exquis du style des classiques grecs et latins; aussi la culture classique restait-elle le privilége des lettrés, c'est-à-dire du petit nombre. Et sur ceux-là même, si l'on en excepte Colet, Thomas More et quelques pédants qui firent revivre les cérémonies païennes à l'Académie de Florence, son influence fut purement intellectuelle. L'hébreu et le grec de la décadence, au contraire, se prêtaient admirablement à la traduction. Aussi, au point de vue purement littéraire, la version de la Bible est-elle restée le plus illustre monument de la langue anglaise. Constamment en usage, elle devint dès son apparition un modèle de style.

Cependant son influence sociale l'emporta encore sur son influence littéraire. Cette influence se manifesta au dehors de mille façons différentes et se fit surtout sentir dans les formes mêmes du langage courant.

Ce livre, nous le répétons, formait à lui seul toute la littérature acces-

sible alors à la masse de la nation ; aussi le langage des Anglais du seizième et du dix-septième siècle était-il émaillé d'une étrange mosaïque de mots et de paroles bibliques, comme l'est celui des Anglais d'aujourd'hui d'emprunts faits à Shakespeare, à Milton, à Dickens ou à Thackeray. Les images et les expressions que l'on emprunte aujourd'hui à des milliers d'ouvrages, les Anglais d'autrefois ne les puisaient que dans un seul. Ce livre est, il est vrai, par sa nature même, merveilleusement propre à fournir des expressions pour les sentiments les plus divers. Quand Spenser, dans le passage le plus ardent et le plus passionné de son poëme l'*Epithalamion,* commande aux portes de s'ouvrir pour l'entrée de sa fiancée, il emploie les paroles mêmes du Psalmiste. Olivier Cromwell, voyant le brouillard se lever au-dessus des collines de Dunbar, salue le soleil par ce cri de David : « Parais, ô Dieu, et tes ennemis seront dispersés. De même que le soleil chasse les brouillards, ainsi chasseras-tu devant toi tes ennemis. » Les grandes images poétiques des prophètes et de l'Apocalypse donnaient au langage des hommes les plus simples de l'élévation et de la chaleur. Quand nous comparons à ce style des bourgeois d'autrefois les trivialités des boutiquiers d'aujourd'hui, nous devenons indulgents pour les exagérations déclamatoires qui s'y mêlaient souvent.

Les puritains. — La Bible eut une influence plus profonde encore sur le caractère du peuple anglais. Élisabeth avait pu, à son gré, imposer ses idées aux prédicateurs ou les réduire au silence; mais elle fut impuissante à étouffer ces paroles de vérité, de justice et de miséricorde qui se faisaient entendre à toutes les nations dans le livre mis par elle-même entre les mains du peuple. L'influence morale exercée de nos jours par les journaux et les traités religieux, par les récits des missionnaires, par les sermons, les conférences, était alors produite par un seul livre, la Bible; et il faut reconnaître, pour peu que l'on soit impartial, que les résultats en étaient surprenants. Le caractère de la nation se transforma. Les anciennes idées que l'on se faisait de la vie et de l'homme furent bouleversées. On ressentit bientôt dans toutes les classes une universelle impulsion morale et religieuse.

La littérature reflétait les tendances de l'époque : les ouvrages de controverse et de piété, ces lourds petits in-quarto qui encombrent encore nos bibliothèques, chassèrent les traductions des auteurs classiques et les contes italiens du temps d'Élisabeth. « Ici la théologie règne en maîtresse », disait Grotius en parlant de l'Angleterre, dix ans seulement après la mort de la Reine; et lorsque Casaubon, le dernier des grands érudits du seizième siècle, fut invité par Jacques Ier à venir lui faire visite, il trouva le Roi et la nation indifférents aux belles-lettres. « Il y a beaucoup de théologiens en Angleterre », écrivait-il à un ami; « tout le monde dirige

ses études dans ce sens. » Gentilshommes et érudits, tous se passionnaient pour la théologie. Dès que le colonel Hutchinson « eut achevé de perfectionner ses dons naturels par l'instruction, il se voua complétement à l'étude de la religion ».

La nation tout entière devint une véritable église. Les grands problèmes de la vie et de la mort, les doutes sans cesse renaissants, que les plus grands esprits du temps de Shakespeare laissaient sans réponse, les hommes de l'âge suivant en cherchaient ardemment la solution. Il ne faut pourtant pas se représenter les premiers puritains comme de sombres fanatiques. Ce n'est que bien plus tard que le mouvement religieux entraîna toutes les classes de la société, au point de menacer le progrès intellectuel. A la fin du règne d'Élisabeth, il est vrai, nous voyons s'affaiblir peu à peu la liberté d'esprit qui avait caractérisé l'époque de la sceptique souveraine et s'éteindre les audacieuses spéculations philosophiques dont Sidney s'était inspiré auprès de Giordano Bruno, et qui avaient fait accuser d'athéisme Marlowe et Raleigh. Mais les côtés les plus séduisants et les plus élégants de la Renaissance concordaient encore assez bien avec le caractère du gentilhomme puritain.

Le colonel Hutchinson, un des régicides, nous apparaît dans le portrait tracé par sa femme avec la grâce et le charme d'un Van Dyck. Elle insiste sur sa remarquable beauté : « ses dents parfaitement égales étaient blanches comme le plus bel ivoire ; ses cheveux bruns, très-touffus dans sa jeunesse et plus soyeux que la soie la plus fine, retombaient en longues boucles sur ses épaules ». Chrétien fervent et homme d'État éminent, on sentait cependant toujours chez lui le gentilhomme ; passionné pour la chasse, il se piquait de danser avec grâce et de tirer l'épée avec adresse. Son sentiment artistique se révélait dans son goût éclairé pour les gravures, la sculpture et tous les arts libéraux, ainsi que dans le soin qu'il prenait de ses jardins, améliorant les terres et plantant des bosquets, des avenues et des arbres fruitiers. Ce lecteur assidu de la Bible aimait beaucoup la musique, et on le voyait souvent prendre sa viole, dont il jouait en véritable artiste.

Le goût de la musique semble, d'ailleurs, avoir été général, même dans les intérieurs les plus austères de cette époque. Si nous quittons Hutchinson pour nous rendre dans la maison d'un notaire de Bread Street, nous y trouvons le père de Milton, homme d'affaires exact et méthodique, composant des madrigaux en l'honneur d'Oriana, ou des cantiques sacrés dignes de Bird ou de Gibbons. Il manque aux puritains sans doute cette impressionnabilité, cette vivacité, cette largeur d'intelligence et de sympathie qui frappent chez les contemporains d'Élisabeth ; mais, d'un autre côté, quelle grandeur morale ! quel sens juste de la vraie dignité humaine ! quelle passion pour l'ordre et la justice ! Le puritanisme ennoblit, élève les âmes et leur donne un calme, une fermeté toute virile. A l'esprit large

et généreux de l'époque précédente succède une sensibilité plus étroite et plus profonde qui se concentre dans le cercle de la famille. « Mon mari », écrit mistress Hutchinson, « était le père le plus tendre, le frère le plus aimé, le maître le plus bienveillant, l'ami le plus fidèle qui fût au monde. » L'amour s'était purifié : « Jamais, ni dans sa jeunesse, ni dans son âge mûr, aucune femme, parmi les plus jolies et les plus séduisantes, n'aurait pu l'entraîner à des familiarités ou à des propos déplacés. Il aimait les femmes sages et vertueuses ; il se plaisait à entretenir avec elles des relations pures et saintes, sans jamais éveiller aucune critique. Il évitait tout ce qui pouvait provoquer le scandale. Il avait horreur des conversations grossières, même entre hommes, et, tout en goûtant fort l'esprit et la gaieté, il ne pouvait supporter les plaisanteries malséantes. »

Les distractions et les plaisirs raffinés qui faisaient sous Élisabeth le fond et le charme de l'existence, étaient considérés par le puritain comme indignes de sa vocation et du but de sa vie. Le but qu'il poursuivait était, avant tout, de se rendre maître de lui-même, de ses pensées, de ses paroles et de ses actions. Il se montrait grave et réfléchi jusque dans les détails les plus insignifiants de la vie. Il se surveillait attentivement et se tenait en garde contre le bavardage et la frivolité, « ne parlant jamais sans avoir pesé la valeur de ses mots ». Méthodique et ordonné en toutes choses, sobre et dur pour lui-même, il se levait de bonne heure, « ne restait jamais inoccupé et ne pouvait souffrir l'oisiveté chez autrui ». Cette rigidité toute nouvelle se révèle aussi dans le costume qu'il adopte : les vêtements éclatants de la Renaissance, ornés de pierreries, disparurent. « Le colonel Hutchinson renonça de bonne heure aux habits somptueux ; mais, dans ses vêtements ordinaires et les plus négligés, on reconnaissait toujours en lui le gentilhomme. » Cette absence de couleur et de variété dans le costume était l'image sans doute d'une certaine monotonie de la vie elle-même ; mais que d'avantages solides en retour ! Le plus important peut-être est d'avoir fait naître une nouvelle conception de l'égalité sociale. Unis par une même vocation éternelle, frères en Christ, les puritains ne pouvaient admettre les écrasantes distinctions sociales, si puissantes à l'époque d'Élisabeth. Le dernier des paysans se sentait relevé et ennobli par son titre d'enfant de Dieu, et le plus fier seigneur reconnaissait dans le plus pauvre « saint » son égal spirituel.

La grande révolution sociale que devaient amener les guerres civiles et le protectorat se fait déjà pressentir dans les mœurs d'un puritain tel que Hutchinson. « Il avait pour les plus pauvres une sorte de courtoisie douce et aimante ; il employait souvent ses heures de loisir à causer avec de simples soldats ou de pauvres ouvriers. Jamais on ne le vit dédaigner les petits ou flatter les grands. » Mais ce sentiment d'égalité est surtout frappant dans les classes inférieures, auxquelles la conscience de leur

« vocation » imprime une dignité, un respect de soi-même inconnus jusqu'alors.

Prenez, par exemple, le portrait que John Wallington, tourneur de son état, nous a laissé de sa mère ; il donne une juste idée d'une ménagère de Londres à cette époque. « Elle était très-affectueuse et obéissante envers ses parents », dit-il, « aimante et douce avec son mari, pleine de sollicitude pour ses enfants. Elle aimait tout ce qui est beau et bon, et avait une répulsion instinctive pour tout ce qui est mauvais et profane. Sa modération en toutes choses aurait pu servir de modèle à plusieurs. Elle ne sortait guère que pour se rendre à l'église ; et, les jours de fête, quand d'autres allaient chercher des amusements, elle prenait son ouvrage à l'aiguille en disant : « Voilà ma distraction. » Dieu lui avait donné un esprit très-ouvert et une excellente mémoire. Elle connaissait à fond tous les récits de la Bible, toutes les histoires des *Martyrs* de Foxe, et elle les citait volontiers. Elle était aussi très-versée dans les chroniques anglaises et la généalogie des rois d'Angleterre. Elle vécut avec son mari, dans une sainte union, pendant vingt ans moins quatre jours. »

John Milton. — Toutefois, la cause puritaine puisait sa véritable force dans la classe moyenne, vouée d'ordinaire aux carrières libérales, plutôt que dans les artisans ou la petite noblesse. C'est là aussi que nous trouvons le type le plus complet et le plus achevé de ce grand mouvement religieux. John Milton naquit au moment où le puritanisme commençait à avoir une influence directe sur la politique et la religion (1608), et il mourut au moment où la réforme puritaine était obligée de renoncer à dominer seule la vie nationale, et n'était plus qu'une des multiples influences qui ont contribué à former le caractère anglais. Ses premiers essais poétiques, les pamphlets de son âge mûr, les épopées de sa vieillesse, marquent avec une singulière précision les trois grandes phases de sa vie. Sa jeunesse nous montre tout ce qu'il y avait encore, dans une maison puritaine, de gaieté, de liberté poétique ; l'influence de la Renaissance y est encore sensible. Son père, homme de loi, était aussi un habile musicien. Milton hérita du talent paternel sur l'orgue et le luth. Un des plus beaux passages du plan d'éducation qu'il traça plus tard est celui où il recommande l'étude de la musique comme un puissant moyen de perfectionnement moral. Sa première éducation fut toute puritaine, à la maison paternelle comme à l'école, mais sans qu'il s'y mêlât rien d'étroit ou d'exclusif. « Mon père », dit-il, « m'avait destiné, dès mon enfance, aux études classiques ; je m'y adonnais avec une telle ardeur qu'à l'âge de douze ans je ne quittais jamais mon travail avant minuit. » A l'école, on lui enseignait le grec, le latin et l'hébreu. Son père lui suggéra l'idée d'apprendre aussi le français et l'italien, et il ne négligeait pas la littérature anglaise.

C'est la lecture de Spenser qui donna la première impulsion à son

génie poétique. Malgré la guerre que se faisaient alors les hommes de loi et les auteurs dramatiques, un jeune puritain pouvait, au temps de Milton, avouer son goût pour le théâtre, surtout « lorsque le docte Ben Jonson chaussait le brodequin et que le doux Shakespeare, enfant de la fantaisie, faisait entendre ses sauvages mélodies ». C'est en assistant aux « masques » et aux tableaux mythologiques des divertissements de la cour qu'il puisait des idées pour son *Comus* et son *Arcadie*. Aucun sombre pressentiment de la lutte prochaine de l'Église ne venait attrister alors les rêveries du jeune homme, soit qu'il errât « sous les voûtes élevées des cathédrales aux larges piliers, aux fenêtres sculptées et ornées de beaux vitraux, laissant filtrer une lumière douce, invitant au recueillement et à la prière », ou qu'il écoutât « les sons de l'orgue accompagnant les chœurs majestueux ». Sa manière de jouir des bienfaits de la vie offre un contraste frappant avec la tristesse et l'austérité des puritains de l'âge suivant. « Malgré une certaine réserve naturelle qui m'éloignait des fêtes et des divertissements pour lesquels j'ai toujours eu fort peu de goût, je savais, à l'occasion, jouir de la folle gaieté et des amusements des compagnons de mon âge. » — « Je pouvais », dit-il encore, « me joindre à la bande joyeuse des rieurs et regarder avec plaisir dans une foire de village des garçons et des filles dansant sous l'ombrage aux sons plaisants du rebec. »

Mais les plaisirs de Milton étaient toujours irréprochables. Il n'y avait certes rien d'ascétique dans son apparence, ni dans son corps svelte et vigoureux, ni dans son visage d'une beauté si délicate et si sérieuse qu'encadraient d'épais cheveux bruns, et les quelques mots que nous avons cités montrent à quel point il savait jouir de tout ce qui est beau. Mais le jeune puritain se détournait avec dégoût de tous les plaisirs sensuels ou grossiers. « Ma timidité naturelle, jointe à un certain dédain pour tout ce qui est vil, m'élevait au-dessus de ces misères honteuses de l'humanité. » Il puisa dans Spenser les principes d'une sorte de chevalerie idéale, mais libre de tous ces engagements futiles sur lesquels reposait tout l'édifice de la chevalerie. Sa piété et sa pureté y répugnaient également. « Tout homme digne et noble », disait Milton, « devrait être chevalier par nature, sans l'obligation du serment. » Tel il était dans son enfance à Londres, à l'école de Saint-Paul, et plus tard comme étudiant au « Christ College » à Cambridge, et tel il fut dans toute sa carrière universitaire. « Je quittai l'Université », dit-il plus tard, « exempt de tout reproche, emportant l'approbation de tous les honnêtes gens et prêt à me dévouer sans réserve à la destinée, humble ou grande, que me réservaient l'avenir et la volonté du ciel. »

Cromwell et Bunyan. — Cependant, même dans la calme beauté d'une telle vie, nous découvrons les côtés les plus rigides du caractère pu-

ritain. Leur but était trop élevé, leur concentration morale trop grande pour que les puritains ne perdissent pas cette faculté de jouir de tout ce qui est humain qui distinguait les hommes de la Renaissance. « Si jamais Dieu a pénétré une âme », disait Milton, « d'un amour intense pour la beauté morale, c'est bien la mienne. » — « Aime la vertu », dit-il à la fin de son *Comus,* « elle seule nous rend vraiment libres. » Mais si cette passion pour la vertu et la beauté morale trempe fortement le caractère, elle émousse la sympathie humaine et rétrécit l'intelligence. Vous voyez chez Milton lui-même « une certaine réserve de caractère, un mépris pour les fausses appréciations du vulgaire, une sorte d'éloignement pour les existences plus rudes et plus mesquines qui l'entourent ». Aussi, malgré son enthousiasme pour Shakespeare, nous ne pouvons guère nous imaginer qu'il goûtât les propos de Falstaff. Chez des esprits moins cultivés, cette tension morale dégénérait en une sorte de rigorisme dur et farouche. Le vrai puritain, comme la ménagère d'Eastcheap dont nous avons parlé, « aimait tout ce qui était selon Dieu (*godly*) et s'éloignait de tout ce qui est profane ou impie ». Il ne se sentait pas lié aux autres hommes par une commune humanité, mais il s'unissait aux quelques élus dans une sorte de fraternité choisie. Hors de la sphère des saints se trouvait le monde, haïssable, disaient-ils, parce qu'il était en hostilité avec leur Dieu. Cette séparation complète entre eux et les « impies » explique le contraste si frappant de leur réelle bonté avec l'insensibilité parfois cruelle d'un grand nombre de leurs actes. Cromwell, que la mort de son fils avait frappé au cœur « comme un coup de poignard », ce sont ses propres expressions, et qui était revenu triste et accablé du champ de victoire de Marston Moor, lança de cruelles plaisanteries en signant l'arrêt de mort de Charles Ier. Une nature qui est ainsi devenue étrangère à la vie de la moitié du genre humain ne peut guère sympathiser avec tous les côtés de la nature humaine. L'humour, cette qualité qui, plus que toute autre, sert de correctif à l'exagération et à l'extravagance, disparut entièrement de la société nouvelle. La soumission aveugle des puritains à la volonté divine contribuait à leur faire perdre le sens de la juste mesure et de la modération dans les petites circonstances de la vie. Les choses les plus insignifiantes prenaient, à la lumière de leur zèle religieux, une importance capitale, et l'homme pieux apprit à se reprocher l'emploi d'un surplis ou l'acte de manger un « mince-pie » le jour de Noël, comme une faute aussi grave que le mensonge et la débauche. La vie gagnait en sérieux et en profondeur ; mais elle devenait dure, rigide, monotone. La gaieté, l'animation, le charme du temps d'Élisabeth avaient fait place à la raison, au sérieux, à la réserve.

Si les puritains avaient une vie soumise aux règles les plus étroites, au fond de leur être moral le bon sens, la raison, le jugement étaient écrasés par la terrible réalité des « choses invisibles ». Les plus anciens docu-

ments sur Olivier Cromwell nous montrent le jeune gentilhomme campagnard établi dans les plaines marécageuses de Huntingdon et de Saint-Yves, en proie à une sombre mélancolie et hanté par la crainte d'une mort prochaine. Il écrit à un ami : « Je vis dans *Meshac,* ce qui signifie *attente,* et dans *Kedar,* c'est-à-dire dans les *ténèbres,* et cependant le Seigneur ne m'abandonne pas. » L'idée de la perfection divine, toujours présente à l'esprit de tels hommes, leur faisait voir du mal dans toutes les actions humaines. « Vous savez comment j'ai vécu », ajoute Cromwell; « oh! je le reconnais, j'ai aimé les ténèbres et haï la lumière et la sainteté. » Et cependant son plus grand péché était peut-être de s'être laissé aller à une exubérance juvénile qui n'avait rien de blâmable, ou d'avoir manqué de ce sérieux que les années seules peuvent donner.

Chez des natures exaltées comme celles de Bunyan, ces luttes morales prenaient une forme plus étrange encore. John Bunyan (1628) était le fils d'un pauvre chaudronnier d'Elstow en Bedfordshire, et dès son enfance son imagination était hantée par de terribles visions du ciel et de l'enfer. « A l'âge de neuf ou dix ans déjà », dit-il, « ces pensées mettaient mon âme dans une telle détresse qu'au milieu de mes amusements, avec mes joyeux camarades, je me sentais triste et abattu; cependant je ne pouvais renoncer à mes péchés. » Ces péchés, auxquels il ne pouvait renoncer, étaient le jeu de la crosse et la danse sur l'herbe verte. Son seul véritable défaut avait été l'habitude de jurer, et le blâme d'une vieille femme avait suffi pour l'en guérir tout de suite et pour toujours. Il ne put se défaire de sa passion pour la sonnerie des cloches, même quand il eut renoncé à cet exercice comme à un vain passe-temps. Il entrait dans le clocher et restait là en contemplation, jusqu'à ce que la pensée qu'une cloche pouvait tomber et l'écraser dans son péché le mît en fuite terrifié. Un sermon contre la danse et les jeux l'éloigna pour un temps de tous les plaisirs de son âge; mais la tentation l'emporta de nouveau sur ses bonnes résolutions. « Je chassais de mon esprit l'exhortation que je venais d'entendre, et je retournais avec joie à mes anciennes habitudes de jeux et de plaisir. Mais, ce même jour, au milieu d'un « jeu de chat », quand, après avoir réussi au premier coup, je me préparais au second, j'entendis soudain une voix du ciel parler à mon âme : Veux-tu renoncer à tes péchés et aller au ciel, ou persévérer dans le mal et aller en enfer? Saisi d'étonnement, je laissai le jeu et regardai le ciel; il me sembla voir, avec les yeux de l'esprit, le Seigneur Jésus qui me regardait d'un air courroucé, comme s'il me menaçait de quelque punition sévère pour m'être laissé entraîner à cet amusement. »

Le presbytérianisme. — Tel était le puritanisme, dans sa grandeur comme dans ses petitesses. Il est de la plus haute importance de le considérer ainsi en lui-même, sans le confondre, comme on le fait trop sou-

vent, avec le système ecclésiastique presbytérien. Ainsi que nous le verrons dans la suite, aucun des chefs puritains du Parlement n'était presbytérien. Pym et Hampden ne se montrèrent jamais hostiles à la hiérarchie ecclésiastique, et si les patriotes puritains adoptèrent plus tard le presbytérianisme, ce fut par des considérations toutes politiques.

L'histoire de ce mouvement, qui exerça pendant un temps une profonde influence, forme l'un des plus curieux épisodes du règne d'Élisabeth. La Reine, dans ses rapports avec l'Église, s'appuyait sur les deux Actes de Suprématie et d'Uniformité. Le premier donnait à l'État un pouvoir absolu en matière de juridiction et de législation ecclésiastiques ; l'autre prescrivait un code de doctrine et de discipline dont il était interdit de s'écarter. Pour la nation, en général, ce système était sans doute bienfaisant et sage ; mais il ne trouva l'appui d'aucun des théologiens ou des hommes d'État d'alors ; ce fut une sorte de trêve armée que la Reine et le primat imposèrent aux différentes factions religieuses. Ils acceptaient les grands principes de la Réforme, mais opposaient une barrière au zèle des réformateurs trop ardents. La Bible resta ouverte à tous ; une liberté complète fut laissée aux discussions privées. Mais, en soumettant les prédicateurs à une autorisation royale, on mit fin aux querelles théologiques dont retentissaient toutes les chaires. On exigeait de tous le même culte extérieur et la présence au service divin ; mais on opposa une énergique résistance aux modifications que, dans leurs tendances radicales, les réformés de Genève avaient introduites dans le rituel, et qui commençaient à pénétrer en Angleterre.

Tant que l'Angleterre eut à lutter pour son indépendance, cette attitude modérée du gouvernement reflétait assez fidèlement l'opinion générale ; mais quand, après l'exécution de Marie Stuart, toute crainte eut disparu, on put constater un changement marqué dans l'état des esprits. Malheureusement, aucun changement analogue ne se fit chez la Reine, et elle resta étrangère et hostile à l'enthousiasme religieux qui grandissait autour d'elle. Aimant la modération par-dessus tout, son seul but était de maintenir l'ordre public ; et, à ses yeux, l'ordre public se trouvait menacé par cette poignée de fanatiques qui se groupaient alors sous la bannière du presbytérianisme. Thomas Cartwright était leur chef. Il avait fait ses études à Genève et en revenait plein de foi dans le calvinisme et dans le système ecclésiastique imaginé par Calvin. Comme professeur de théologie à Cambridge (à Margaret College), il profita largement des occasions qu'il avait de propager ses idées. Aucun chef de parti politique n'inspire rétrospectivement moins de sympathie que Cartwright. On ne peut mettre en doute ni sa science ni sa dévotion ; mais son bigotisme était celui d'un inquisiteur du moyen âge.

Le signe de la croix au baptême, l'emploi du surplis, l'échange de l'anneau nuptial, tous les restes du vieux rituel, simplement désapprouvés par le plupart des puritains, étaient, pour lui, autant d'actes d'idolâtrie et

portaient la marque de la bête de l'*Apocalypse*. Cependant Élisabeth et les primats s'inquiétaient moins de ses déclamations contre les superstitions que de l'ardeur avec laquelle il plaidait en faveur d'un système politique qui aurait mis l'État sous le joug de l'Église. Il attaquait le pouvoir absolu des évêques comme l'œuvre du démon, mais prétendait que la parole de Dieu donnait aux prêtres le droit de gouverner le monde ; il réclamait pour l'Église, modelée sur celle de Genève, une omnipotence qui dépassait les rêves les plus ambitieux des souverains du Vatican. D'après son *Credo* calviniste, tout le pouvoir et la juridiction ecclésiastiques, dans les questions de doctrine comme dans l'ordonnance des cérémonies, appartenaient uniquement aux ministres de l'Église. C'était à eux aussi de veiller aux mœurs publiques. Réunis en « classes » et en « synodes », ils devaient se charger de la direction absolue du troupeau et régler leur propre organisation. Leur arme était l'excommunication, et ils n'étaient responsables de l'usage qu'ils en faisaient que devant le Christ. Le rôle du gouvernement se réduisait alors à veiller à l'exécution des décrets des synodes, et à châtier les rebelles, car un tel système excluait toute tolérance dans les pratiques comme dans la foi.

Au despotisme d'un Hildebrand, Cartwright unissait la cruauté d'un Torquemada ; non-seulement le presbytérianisme devait être la seule religion d'État, mais il voulait écraser sans pitié toutes les communions rivales, l'Église épiscopale comme toutes les sectes. Le crime d'hérésie était puni de mort. Jamais on ne vit exciter à la persécution avec une férocité plus aveugle. « Je nie », écrivait-il, « que l'on doive faire grâce au condamné repentant. Les hérétiques doivent être exécutés sans miséricorde. Cette conduite peut paraître sanguinaire et extrême. Pour moi, il me suffit de savoir que j'agis selon le Saint-Esprit. »

Hooker. — Le bon sens populaire eût suffi pour réfuter de pareilles théories. Elles furent écrasées par le livre de Richard Hooker intitulé : *Ecclesiastical Polity* (le Gouvernement ecclésiastique, 1594). Richard Hooker avait été premier prédicateur de l'église du Temple ; mais sa répugnance pour les controverses auxquelles, dans ce milieu, on se livrait du haut de la chaire, lui fit quitter Londres. Il se retira d'abord à Boscombe, en Wiltshire, puis à Bishopsbourne, au milieu des calmes prairies du comté de Kent. On trouvait en lui l'élévation d'idées qui caractérise les plus nobles esprits de son temps : la profondeur philosophique d'un Bacon et d'un Shakespeare, unie à un talent d'écrivain de premier ordre qui le place parmi les plus grands prosateurs de l'Angleterre. Son caractère ecclésiastique n'ôtait rien à sa liberté d'esprit, à la rigueur de sa méthode plus philosophique que théologique. Au dogmatisme intolérant de Cartwright, il opposait l'autorité de la raison, et, abandonnant le terrain étroit des arguments scripturaires, il établissait ses conclu-

sions sur les grands principes de la morale et de la science sociale, et sur les prescriptions éternelles de la loi naturelle. Pour les presbytériens, la Bible était l'unique et immuable règle, non-seulement en matière de foi, mais pour tout ce qui concerne la conduite de la vie, ainsi que pour la constitution et la discipline de l'Église. Hooker répliquait que l'ordre divin ne se manifeste pas seulement dans la révélation écrite, mais aussi dans les relations morales des hommes entre eux et dans leurs institutions politiques et sociales. A la raison humaine appartenaient le droit et le devoir d'en déterminer les principes essentiels, et de distinguer en eux, comme dans l'Écriture elle-même, ce qui s'y trouve de temporaire et d'éternel. Il lui était facile de poursuivre son adversaire sur le terrain de la controverse théologique que Cartwright avait choisi, en démontrant par l'histoire qu'aucune forme religieuse ne s'est jamais imposée d'une manière absolue à la conscience humaine, et que les cérémonies du culte ont toujours été laissées au choix des églises, qui les ont modifiées selon les besoins des temps.

Le principe sur lequel il appuyait sa polémique contre le dogmatisme presbytérien est d'une valeur bien plus grande que la thèse elle-même ; car c'est un principe qu'aucun dogmatisme, soit catholique, soit presbytérien, ne pourra jamais ébranler. Hooker en appelait au bon sens et à l'intelligence du peuple anglais bien plus qu'à l'érudition des théologiens ; mais cet appel était à peine nécessaire. Le presbytérianisme, populaire en Écosse, gagnait très-peu de terrain en Angleterre, où il resta toujours l'opinion d'une coterie de membres du clergé, et n'eut pas d'influence générale sur le peuple. Même au temps de la République, lorsqu'il semblait triompher, il fut repoussé par toute l'Angleterre, à l'exception de Londres et du Lancashire. Mais l'audacieux défi lancé par Cartwright aux deux Chambres en publiant la *Remontrance au Parlement* (1572), causa une véritable panique parmi les hommes d'État et le clergé anglais, et enleva tout espoir d'apaisement et de conciliation. Il est probable que, sans l'orage causé par ce manifeste, le mécontentement général aurait peu à peu amené l'abolition du rituel si violemment attaqué. Le Parlement de 1571 n'avait pas seulement refusé de contraindre le clergé à souscrire aux trois articles sur la suprématie, sur la forme de la constitution ecclésiastique et sur le pouvoir de l'Église, touchant les rites et les cérémonies du culte ; il était aussi d'avis de réformer la liturgie en en retranchant les pratiques dites superstitieuses.

La publication de la *Remontrance* changea la face des choses. Les hommes les plus modérés, et qui s'étaient montrés les plus empressés à modifier le rituel de l'Église anglicane, s'éloignèrent aussitôt d'une secte aussi intolérante que le papisme. L'archevêque Parker se montra plus rigoureux que jamais contre les ministres non conformistes, et Élisabeth se décida à prendre une mesure de précaution qui souille à jamais sa mémoire.

La Commission ecclésiastique (1583). — En créant la Commission ecclésiastique, Élisabeth changeait en despotisme spirituel la trêve religieuse des dernières années. Simple comité temporaire à l'origine et représentant le pouvoir royal dans les affaires ecclésiastiques, la Commission devint bientôt une assemblée permanente investie par la Couronne de pouvoirs illimités. Toutes les opinions et tous les actes contraires à l'Acte de Suprématie et d'Uniformité étaient portés à sa connaissance. Le droit de révocation dont il était investi mettait le clergé à sa merci. Elle pouvait changer à sa guise les règlements des écoles et des colléges. Non-seulement l'hérésie, le schisme et le non-conformisme, mais aussi les crimes d'adultère et d'inceste dépendaient de sa juridiction. Elle avait un droit d'enquête illimité et condamnait à son gré les coupables à la prison et à l'amende.

L'existence seule d'un pareil tribunal détruisait en partie l'œuvre de la Réforme. La présence de nombreux membres laïques dans la Commission offrait, il est vrai, une certaine sécurité contre les excès de la tyrannie ecclésiastique ; mais parmi les quarante-quatre membres du comité, un petit nombre seulement prenait part aux délibérations, et ses pouvoirs furent presque entièrement laissés aux mains des primats. Aucun archevêque de Canterbury, depuis Augustin, n'avait exercé une autorité aussi despotique et aussi absolue que Parker, Whitgift, Bancroft, Abbot et Laud. Ce qui frappe surtout chez eux, c'est le caractère exclusivement personnel de leur tyrannie spirituelle. Les anciens symboles religieux n'existaient plus, et la loi n'était pas encore intervenue pour protéger le clergé en déterminant les limites exactes des symboles nouveaux. Aussi, à la Commission de Lambeth, les primats fixaient-ils selon leurs caprices individuels les règles de l'orthodoxie, sans se préoccuper des définitions fixées par la loi.

Parker priva un curé de son bénéfice parce qu'il avait nié l'inspiration littérale des Saintes Écritures. Les archevêques, du reste, s'inquiétaient fort peu d'être conséquents avec eux-mêmes et d'accord avec les idées de leurs prédécesseurs. Whitgift s'efforça d'imprimer à l'Église officielle une couleur calviniste ; Bancroft, au contraire, très-hostile au calvinisme, se montra très-ardent dans la question du droit divin des évêques ; Abbot persécuta sans pitié les arminiens ; Laud était sans merci pour les anti-arminiens. Comment s'étonner ensuite que le clergé anglais ait pris en horreur une Commission ecclésiastique représentée par de pareils hommes ? Son établissement toutefois montre clairement la politique adoptée par la Couronne, et ses efforts furent favorisés par de sévères mesures de répression. Toute prédication ou réunion privée fut rigoureusement interdite, et, malgré le refus du Parlement de légaliser cette mesure, on força chaque membre du clergé à souscrire aux *Trois Articles*.

Les dissidents. — Tout d'abord cette nouvelle politique fut couronnée de succès. Le mouvement dirigé par Cartwright fut réprimé ; Cartwright lui-même fut révoqué comme professeur de Cambridge, et, grâce à l'action énergique de la Commission ecclésiastique, une uniformité au moins extérieure se répandit sur le culte de toute l'Angleterre. Les anciennes franchises, qu'on avait laissées à Londres et d'autres villes protestantes du royaume, leur furent retirées. Le clergé puritain, vis-à-vis duquel le gouvernement s'était montré très-tolérant au commencement du règne d'Élisabeth, fut contraint d'adopter le surplis et de faire le signe de la croix. Les remontrances de la petite noblesse, la protestation de lord Burleigh lui-même, furent impuissantes à protéger deux cents pasteurs d'un rare mérite, qui avaient été révoqués pour refus de se soumettre aux *Trois Articles*. Mais cette persécution ne réussit qu'à donner une nouvelle vie et une immense popularité aux doctrines qu'elle était destinée à écraser, car elle rapprocha deux courants d'opinion tout à fait distincts en eux-mêmes. La discipline presbytérienne n'avait fait jusqu'alors que peu de prosélytes, et seulement dans le clergé ; d'un autre côté, le désir d'une réforme dans la liturgie, le désir de renoncer « aux pratiques superstitieuses telles que « l'usage du surplis, le signe de la croix au baptême, l'anneau nuptial, et « l'habitude de s'agenouiller pour la communion », était partagé par un grand nombre de clercs et de laïques. Au début du règne d'Élisabeth, presque tous les membres du clergé, à l'exception de Parker, condamnaient ces pratiques ; il s'en fallut d'une voix qu'elles ne fussent abolies par l'assemblée générale.

Le Parlement représentait exactement l'opinion de la petite noblesse, et l'on n'ignorait pas que cette opinion était partagée par les plus sages conseillers de la Reine, Burleigh, Walsingham et Knollys. Si la persécution qui frappa les deux tendances ne réussit pas à les fondre en un seul parti religieux, elle gagna du moins aux presbytériens certaines sympathies dans le camp puritain, qui transformèrent cette coterie religieuse en un véritable parti populaire.

La persécution eut d'autres conséquences encore. Les dissidents ou « séparatistes », qui commençaient à ne plus assister aux services religieux, disant que le fait seul d'une Église nationale est contraire à la parole de Dieu, et qui avaient été longtemps peu nombreux et disséminés, se groupèrent et s'élevèrent bientôt à vingt mille. Ces indépendants ou « brownistes », comme on les appelait alors du nom de leur fondateur, formèrent des congrégations dans toute l'Angleterre. Mais les persécutions des évêques et des presbytériens, auxquels ils étaient également odieux, les obligèrent à se réfugier en foule de l'autre côté du détroit.

Une de ces congrégations était appelée à de si grandes destinées que nous devons nous arrêter un instant pour étudier « ces pauvres gens »

du Lincolnshire et des environs qui, « éclairés par la parole de Dieu » et « se refusant au joug de l'Église établie », avaient été conduits « à regarder plus haut ». Ils rejetaient les cérémonies du culte comme un reste d'idolâtrie, l'autorité des évêques comme contraire à l'Écriture, et, se considérant comme « le libre peuple du Seigneur », se réunissaient pour former « une Église dans la communion de l'Évangile ». Ils choisirent John Robinson comme leur chef, « proclamèrent le grand principe de la liberté de conscience », et affirmèrent le droit des chrétiens « de marcher dans tous les chemins que leur avait montrés le Seigneur ». La loi sévit bientôt contre leurs réunions ou *conventicules,* et la petite congrégation résolut d'aller chercher la liberté dans d'autres pays.

On réussit à empêcher leur première tentative de fuite ; et, quand une seconde fois ils essayèrent de partir, leurs femmes et leurs enfants furent arrêtés au moment même de l'embarquement. De guerre lasse, les magistrats finirent pourtant par donner un dédaigneux consentement à leurs projets, trop heureux de se débarrasser d'eux à n'importe quel prix; les fugitifs se réfugièrent à Amsterdam. « Ils savaient qu'ils n'étaient que des pèlerins sur la terre ; s'inquiétant peu de ces choses, ils regardaient vers le ciel, leur vraie patrie, et y trouvaient le calme et la paix. » Parmi ces exilés se trouvaient ceux qui furent connus plus tard comme les Pères Pèlerins de la « May Flower ».

L'affaire Martin Marprelate. — Il était facile de se débarrasser des brownistes; mais la conduite du gouvernement souleva un esprit d'opposition comme on n'en connaissait plus depuis l'avénement des Tudor, et qui devint un véritable danger politique. La querelle, connue sous le nom de l'*Affaire Martin Marprelate,* nous montre à quel point le pouvoir de l'opinion publique allait grandissant.

Les puritains avaient dès l'abord fait appel au peuple par de nombreux pamphlets, et Whitgift sentit leur influence, car il chercha à bâillonner la presse (1585). Les règlements que la Chambre Étoilée établit à cette occasion méritent d'être rappelés, comme le début de la lutte acharnée qu'elle devait poursuivre longtemps encore contre la liberté de la presse.

La censure, intermittente à cette époque, s'organisa dès lors d'une manière définitive. On n'accorda plus qu'à Londres et dans les villes d'université le droit d'imprimer ; on réduisit le nombre des imprimeurs, et tous ceux qui réclamaient un privilége furent placés sous la surveillance de la corporation des papetiers. Enfin, chaque nouvelle publication, grande ou petite, devait être approuvée par le primat et par l'évêque de Londres (1588). Ces mesures de répression suscitèrent, l'année même de l'Armada, une série de pamphlets publiés sous le pseudonyme de Martin Marprelate (*Trouble prélat*), sortant d'une imprimerie clandestine qui échappa long-

temps aux poursuites, grâce à l'hospitalité des gentilshommes campagnards. On finit cependant par saisir la presse et par arrêter les auteurs présumés de ces grossiers libelles. L'un d'eux, un jeune Gallois nommé Penry, fut exécuté; le second, un pasteur nommé Udall, mourut en prison.

Cependant la virulence et la hardiesse de leur langage produisirent une profonde impression; car il était impossible, sous le système absolutiste d'Élisabeth, d'attaquer les évêques sans porter atteinte à la Couronne. On sentit qu'une ère nouvelle de liberté politique allait s'ouvrir, lorsque Martin Marprelate livra aux discussions publiques les mesures politiques et ecclésiastiques du gouvernement. La suppression de ces pamphlets ne découragea pas les presbytériens. Cartwright, nommé par lord Leicester directeur d'un hôpital dans le Warwickshire, eut l'audace d'organiser le clergé de ce comté et de celui de Northampton d'après son système particulier. Son exemple fut largement suivi : des réunions générales du clergé tout entier et d'autres plus restreintes, pour les différents diocèses ou comtés, commencèrent à se former de tous côtés. Mais ces réunions, qui portaient dans le système presbytérien le nom de *synodes* et de *classes*, et qui servaient à discuter les affaires de l'Église, furent promptement supprimées. Whitgift demanda l'exil de Cartwright; mais celui-ci y échappa en promettant de se soumettre à l'Église établie. La lutte alors changea de caractère; elle passa dans la sphère plus élevée du Parlement et donna naissance, sous Jacques I[er], à une lutte pour la liberté de conscience, et sous son successeur à la guerre civile.

CHAPITRE II

LE PREMIER DES STUARTS[1].

(1604-1623)

La réaction catholique. — Pour juger avec équité la politique et l'attitude des puritains anglais, ou, pour mieux dire, des trois quarts des protestants d'Angleterre à cette époque, jetons un rapide coup d'œil sur les vicissitudes du protestantisme pendant le règne d'Elisabeth. A l'avénement de la Reine, le succès de la Réforme semblait presque partout assuré : elle était déjà maîtresse du nord de l'Allemagne, quand la *pacification de Passau* (1552) lui ouvrit les provinces du Sud. On crut même un instant que l'empereur Maximilien était ébranlé dans sa foi. En Autriche, en Hongrie, nobles et bourgeois se convertissaient en masse au protestantisme; un ambassadeur de Venise estimait que les catholiques formaient à peine, à ce moment, plus d'un dixième de la population de l'Allemagne. Les royaumes scandinaves avaient aussi embrassé la foi nouvelle, qui pénétrait en même temps dans les « États de l'est et dans ceux de l'ouest de l'Europe ». En Pologne, la majorité de la noblesse devint protestante; l'Écosse avait rejeté le catholicisme dès le règne de Marie Stuart, et l'Angleterre s'était de nouveau rapprochée du protestantisme, sous Élisabeth. En France, après la mort de Henri II, les nouvelles doctrines s'étaient répandues très-rapidement. Partout, au contraire, où pesait la lourde main de Philippe II, c'est-à-dire, en Castille, en Aragon, en Italie, la Réforme

[1] Sources : Le grand ouvrage de Gardiner, *History of England* (1603-1642, 10 vol.), est précieux, plein de bon sens et abondant en faits nouveaux; les cinq premiers volumes se rapportent au règne de Jacques Ier; les *Annales de Jacques Ier*, par Camden, et les *OEuvres complètes* du Roi, ont de la valeur comme source contemporaine. Consulter aussi les *Memorials of State* de Winwood, si riches en documents importants; la *Vie de Williams* par Hacket, et les *Nugae antiquae* de Harrington, fournissent d'inestimables renseignements sur la politique générale. Les *Calendars of State papers* sont pour cette époque une source de premier ordre. Voir aussi pour les deux derniers Parlements : *Debates and Proceedings of the House of Commons* (Oxford, 1766); enfin le livre de M. Spedding, intitulé *Life and Letters of lord Bacon*, ainsi que l'édition complète des *OEuvres* du philosophe, publiée par le même, sont indispensables pour acquérir une véritable connaissance de l'histoire de cette période. Voyez aussi Ch. de Rémusat, *Bacon, sa vie, son temps, sa philosophie.*

avait été étouffée en naissant; elle faillit même être écrasée dans les Pays-Bas. Mais au moment où le triomphe du protestantisme paraissait définitif, ses progrès s'arrêtèrent tout à coup; il y eut une période de stagnation complète pendant les vingt premières années du règne d'Élisabeth. La religion nouvelle usa ses forces dans des controverses théologiques, dans de mesquines persécutions et surtout dans les violentes et funestes querelles qui mettaient aux prises les églises luthériennes et les églises calvinistes. Le protestantisme s'abaissait et se dégradait en mêlant sans cesse la politique à la religion, en acceptant les bons offices de princes allemands avides et méprisables, et en excitant à la révolte la noblesse polonaise et les huguenots français.

Pendant ce temps la papauté réussissait à rallier le monde catholique, grâce au concile de Trente ; l'Église romaine, affaiblie et corrompue par la prospérité, avait enfin compris les leçons du malheur : on arrêta et l'on promulgua définitivement dans ce concile les articles de foi du catholicisme ; et les abus les plus criants du clergé, qui avaient provoqué le mouvement de la Réforme, furent dès lors sévèrement réprimés. L'enthousiasme religieux des protestants avait gagné les catholiques; on voyait naître de tous côtés de nouveaux Ordres monastiques ; les Capucins devinrent les prédicateurs attitrés du catholicisme, les Jésuites ses directeurs, ses missionnaires, ses instituteurs et ses diplomates; aussi le papisme reprit-il une nouvelle vie, grâce à l'admirable organisation de la Compagnie de Jésus, à son habileté consommée, à son aveugle obéissance et à son fanatisme ardent. Les protestants avaient tiré profit des persécutions continuelles qu'ils avaient eu à subir au commencement du siècle; il en fut de même des catholiques lors de l'apparition des disciples de Loyola. Des brochures sur lès supplices de Campian et de Southwell excitèrent à Vienne et à Tolède une indignation aussi violente que le *Livre des Martyrs* de Foxe, quelques années auparavant, parmi les protestants anglais. La science elle-même se mettait au service de la vieille foi. Bellarmin, le plus grand controversiste du temps, et Baronius, le plus érudit des historiens de l'Église, étaient tous deux catholiques. Comment s'étonner qu'avec une telle inégalité de forces le courant ait fini par changer? Aussi, peu d'années avant le désastre de l'Armada, le catholicisme avait-il réellement regagné du terrain. L'Allemagne du Sud, dont les souverains assez tièdes jusque-là pour la défense de leur foi étaient redevenus de zélés catholiques, fut le premier pays reconquis par la papauté; le succès du socinianisme en Pologne avait amené une scission complète entre ce royaume et les autres églises protestantes qui se trouvaient elles-mêmes partagées en deux camps à la suite de controverses sur la communion et le libre arbitre. Les Jésuites faisaient partout des prosélytes, assurés qu'ils étaient de l'appui des armées espagnoles pour décider la victoire. Dans la lutte ardente qui s'engagea à ce moment-là, Philippe II fut vaincu, il est vrai :

le désastre de l'Armada sauva l'Angleterre, les Provinces-Unies devinrent une grande puissance protestante, grâce à l'héroïsme et au génie de Guillaume le Taciturne, et Henri de Navarre reconquit la France par son indomptable courage, à l'heure où sa cause semblait perdue. Mais, malgré ces défaites, le catholicisme gagnait toujours du terrain; dans les Pays-Bas, les réformés étaient chassés des provinces wallonnes, du Brabant et de la Flandre; en France, Henri IV se voyait contraint d'acheter Paris en allant à la messe, et la conversion du Roi fut suivie de la dissolution du parti huguenot. Nobles et savants s'éloignaient de la Réforme, et, bien que le parti protestant comptât de nombreux adhérents au sud de la Loire, il avait perdu tout espoir de gagner le pays à sa cause.

La conspiration des Poudres (1605). — A la mort d'Élisabeth, les protestants d'Angleterre et du continent se trouvaient dans la situation d'un homme qui, après avoir espéré une brillante victoire, se voit entraîné à un épouvantable et irrémédiable désastre. L'espoir d'une réforme de l'Église universelle était devenu le plus irréalisable des rêves, le nombre des protestants diminuait de jour en jour, et il n'y avait aucun lieu de croire à la fin prochaine de la papauté. L'avénement de Jacques I[er], l'allié occulte des catholiques sous Élisabeth, raviva leurs espérances; les persécutions se relâchèrent en effet pendant quelque temps, après qu'il fut monté sur le trône, pour recommencer ensuite comme par le passé. En une seule année, six mille catholiques furent poursuivis comme *récusants*. Une poignée d'hommes, désespérant d'obtenir des secours de l'Espagne et de provoquer une insurrection générale, résolurent, à l'instigation de leur chef Robert Catesby, ancien complice d'Essex, de faire sauter d'un seul coup le Roi et le Parlement (1605). Des barils de poudre furent placés dans une cave au-dessous de la salle de Westminster. En attendant le 5 novembre, jour d'ouverture de la session, les conjurés recrutèrent toute une armée de mécontents. De riches catholiques, tels que sir Everard Digby et Francis Tresham, admis dans la confidence, fournirent de l'argent aux conspirateurs pour les grands projets qu'ils rêvaient. Des armes furent achetées en Flandre, et des chevaux étaient tenus tout prêts; un certain nombre de gentilshommes catholiques, réunis sous prétexte d'une partie de chasse, devaient donner le signal de l'insurrection. Il avait été décidé d'avance qu'on s'emparerait des enfants du Roi immédiatement après l'explosion, et qu'on appellerait de Flandre les Espagnols pour prêter main-forte au soulèvement.

Le complot resta longtemps secret et ne fut révélé qu'au dernier moment par la lâcheté de Tresham, qui, dans une lettre, avertit son parent, lord Monteagle, de ne pas se rendre au Parlement le jour de l'ouverture, et donna ainsi l'éveil aux ministres; on fit immédiatement d'actives recherches qui aboutirent bientôt à la découverte de la cave où se trouvait

Guido Faukes (Guy Fawkes), soldat de fortune, chargé de veiller aux deux barils de poudre. Les gentilshommes, réunis sous prétexte d'une partie de chasse, se dispersèrent en désespoir de cause, et les conspirateurs se virent poursuivis de comté en comté; la plupart furent tués ou envoyés à l'échafaud. Garnet, le provincial des Jésuites anglais, comparut devant le tribunal; bien que resté étranger à la conspiration, il en avait eu vent par un autre Jésuite nommé Greenway; épouvanté de ce qui se tramait autour de lui, il s'était tu, laissant les événements suivre leur cours.

Nous pouvons aisément comprendre le délire d'horreur et d'effroi qui s'empara de la nation entière à la découverte de cette conspiration qui lui faisait sentir le peu de stabilité de l'Église anglicane, toujours exposée au schisme. Était-il possible, en effet, de trouver des personnes plus opposées dans leurs tendances religieuses qu'un latitudinaire comme Hales, et un Laud, chef attitré des partisans de la Haute Église? Or, pour le véritable protestant anglais, l'un était aussi dangereux que l'autre. Pour lui, la lutte contre la papauté n'admettait aucun compromis, aucune complaisance; c'était une question de vie ou de mort, la lutte entre la lumière et les ténèbres. A ses yeux, le caractère de sainteté et de vérité absolue des doctrines protestantes rendait criminelle toute innovation en matière de foi qui aurait pu les rapprocher du catholicisme. Certaines cérémonies, que dans des temps plus heureux on avait pu accepter pour consoler les âmes faibles et chancelantes, devenaient intolérables du moment que des faux frères s'en servaient, à l'heure de la défaite, pour se rapprocher peu à peu de l'ennemi. Le péril était trop pressant pour autoriser aucune faiblesse; aussi sentait-on la nécessité de tracer une ligne de démarcation très-nette entre la vérité et l'erreur. C'est pourquoi, à l'avénement de Jacques Ier, huit cents ministres puritains (c'est-à-dire un dixième du clergé anglican) présentèrent au Roi la *Pétition* dite *des Mille,* rédigée dans un sens moins presbytérien que puritain (1603).

Sans mettre en question l'organisation et le gouvernement de l'Église anglicane, elle demandait la réforme des cours ecclésiastiques, une plus grande sévérité dans le choix et l'éducation des pasteurs, enfin la suppression des « cérémonies papistes du Prayer Book ». Les membres du clergé les plus hostiles au presbytérianisme s'accordaient tous sur l'opportunité de concessions de ce genre. « Pourquoi », demandait François Bacon, « le Parlement se réunirait-il tous les trois ans pour redresser les abus de l'administration et pour voter de bonnes lois, tandis que l'Église resterait, au contraire, enfoncée dans les ornières du passé et n'aurait à subir aucune modification depuis plus de quarante-cinq ans qu'elle existe? » On croyait, en général, qu'à la mort de la Reine on ferait quelque chose. Malheureusement, le théologien Jacques ne s'était pas montré moins résolu que la très-mondaine Élisabeth à s'opposer à tout changement en ce qui concernait l'Église établie.

Le droit divin des rois. — Il était difficile d'imaginer un prince plus différent que le premier des Stuart de l'idéal que l'on s'était fait du souverain en Angleterre, depuis l'avénement des Tudor. Tous ceux qui étaient d'âge à se souvenir de Henri VIII et d'Élisabeth ne pouvaient s'empêcher de sourire en voyant ce grotesque personnage aux jambes noueuses, enfoui dans des vêtements ouatés d'où sortait une tête énorme, à la langue pendante, aux yeux louches. Bavard, rodomont, grossier et pédant, bouffon jusqu'à la trivialité et d'une rare poltronnerie, il cachait sous ces dehors ridicules beaucoup de talent et de savoir naturel, une grande finesse d'esprit, qu'il tenait de sa mère, et une remarquable vivacité de repartie. Aussi spirituel que pénétrant, Jacques laissait échapper, à l'occasion des nombreuses controverses et discussions politiques et religieuses de son temps, des boutades, des épigrammes un peu bizarres, mais d'une remarquable justesse, pleines de malice et de fine ironie, qui ont conservé encore aujourd'hui toute leur saveur. Ayant une lecture immense, surtout en théologie, il écrivait sans cesse sur les sujets les plus divers, depuis des traités sur la prédestination jusqu'à des pamphlets contre l'usage du tabac. Tout son savoir et sa perspicacité ne l'empêchaient pas d'être, suivant Henri IV, « le plus sage imbécile de la chrétienté ». Il y avait chez lui un trait de caractère particulier aux pédants : c'était sa passion pour les théories dépourvues de toute portée pratique. Le mal n'eût pas été grand si le Roi s'était contenté de disserter sur la sorcellerie, la prédestination et les inconvénients du tabac. Malheureusement pour ses sujets et pour son fils Charles Ier, il s'était entiché de deux théories d'où devait naître la lutte implacable qui allait bientôt s'engager entre la Couronne et la nation : le droit divin des rois et le droit divin des évêques.

Parlons tout d'abord du droit divin des rois. Même avant son avénement au trône d'Angleterre, Jacques Ier avait formulé la théorie de la royauté absolue dans un livre intitulé : *De la véritable règle d'une monarchie libre,* où il déclarait « qu'un vrai roi peut se conformer aux lois, mais que rien ne l'y oblige, si ce n'est sa propre volonté et le désir de donner le bon exemple à ses sujets ». Ce principe nouveau était fondé, comme tous les principes de Jacques, sur une confusion ou plutôt sur un jeu de mots. « Un roi *absolu* ou une monarchie *absolue* » signifiait, selon les hommes d'État du temps des Tudor, « un souverain ou un gouvernement muni de tous les pouvoirs nécessaires et libre de tout lien envers le Pape et les puissances étrangères ». Jacques préférait y voir « l'affranchissement du monarque de tout contrôle législatif, le Roi ne devant plus relever désormais que de sa conscience ». Cette erreur du Roi devint un système de gouvernement, une doctrine que les évêques préconisaient du haut de la chaire et pour laquelle nombre de gens portèrent courageusement leurs têtes sur l'échafaud. L'Église anglicane s'était empressée de l'adopter (1606); dans son livre des *Canons,* l'assemblée générale du clergé avait

condamné comme une erreur funeste l'opinion que « le pouvoir civil, la juridiction et l'autorité n'ont pas été établis par Dieu et ne dépendent pas de Dieu seul, mais découlent de la volonté désordonnée du peuple, résident en elle, ou dépendent du consentement universel ». Les docteurs déclaraient aussi, suivant la théorie de Jacques Ier, que l'origine du pouvoir suprême est un privilége de naissance, et ils prêchaient l'obéissance passive comme une sorte de devoir religieux. Un bourgeois, du nom de Cowell, renchérit encore sur les décrets de l'assemblée en prétendant que le Roi est au-dessus de la loi, en vertu de son pouvoir absolu, et peut, malgré son serment, suspendre ou modifier à son gré toute loi qui lui semble nuire à la paix publique. Son livre fut supprimé, à la demande de la Chambre des communes; mais la doctrine de l'obéissance passive gagnait rapidement du terrain.

Peu d'années avant la mort du Roi, l'Université d'Oxford décréta solennellement qu'il était interdit aux sujets, en quelque circonstance que ce fût, d'user de violence contre leurs princes et de lutter contre eux les armes à la main, soit pour l'offensive, soit même pour la défensive. Ces « discours arrogants » du Roi, tout en excitant de l'irritation dans les deux Chambres, finirent, à force d'être répétés, par donner un certain crédit à ces prétendus droits qu'il réclamait sans cesse d'un ton provocant : « C'est un blasphème et un sacrilége, n'est-ce pas, de mettre en doute la toute-puissance de Dieu ? » disait-il un jour devant la Chambre étoilée. « Eh bien ! je déclare présomptueux et rebelle quiconque ose discuter sur ce qu'un roi peut ou ne peut pas dire ou faire. » Son langage, quelques années après son avénement, présageait déjà un danger prochain et menaçant pour les libertés anglaises : « Si le Roi est fidèle à ses principes », disait un profond observateur de ce temps-là, « nous ne laisserons probablement à nos fils aucune des franchises que nous avons reçues de nos ancêtres. »

Le droit divin des évêques. — La conduite du Parlement à l'égard de la Couronne, pendant toute la durée du règne de Jacques Ier, nous paraît agressive au premier abord; mais, pour être juste, il faut tenir compte de l'attitude non moins agressive du gouvernement : une soumission aveugle aux nouvelles prétentions du souverain aurait été une véritable abdication. Cette théorie du droit divin heurtait les plus nobles convictions des puritains de ce temps-là. Le puritain attachait une importance particulière aux questions de droit. Le soin qu'il mettait à étudier les Écritures venait de son ardent besoin d'y trouver, en toutes circonstances, la manifestation de la volonté divine; il était prêt à y obéir aveuglément. Mais, selon lui, l'obéissance passive n'était due qu'à Dieu seul, les décrets des hommes n'ayant de valeur qu'autant qu'ils sont conformes à l'esprit de la Bible; aussi sa conception particulière de la religion l'obligeait-elle à examiner, à chaque instant, les ordres des autorités constituées; il ne s'y soumettait

que s'ils n'étaient pas contraires à ses devoirs supérieurs envers la loi de Dieu. « En matière de foi », nous dit madame Hutchinson en parlant de son mari, « il inclinait sa raison devant la parole de Dieu ; mais, dans toutes les autres questions, aucune puissance au monde n'aurait pu le faire obéir sans de bons motifs. » Un pareil caractère ne pouvait se plier aux exigences de Jacques Ier, qui voulait un dévouement absolu à la Couronne. Le puritain poussait jusqu'au pédantisme son attachement à la légalité ; mais son respect même pour l'ordre et la loi lui inspirait l'horreur de la tyrannie, en raison même de la licence et des désordres qu'elle entraîne ; esprit judicieux et critique, il savait résister, s'il le fallait, avec une énergie d'autant plus indomptable que cette résistance ne venait pas du dédain de l'autorité, mais d'un profond respect pour une puissance plus haute que celle des rois.

Si la théorie du droit divin des rois soulevait contre elle les plus nobles instincts du puritanisme, il y avait quelque chose dans le droit divin des évêques qui excitait son esprit de révolte dans ce qu'il avait à la fois de plus noble et de plus mesquin. Les idées personnelles d'Élisabeth sur la suprématie ecclésiastique avaient déjà scandalisé les Anglais ; mais au moins la Reine ne les considérait que comme une des nombreuses prérogatives de la Couronne ; non-seulement elle obligeait les membres du clergé à se soumettre à ses ordres, mais elle les opprimait bien plus que les membres laïques de l'Église. La Reine les traitait en réalité comme ses prédécesseurs avaient traité les Juifs au moyen âge ; personne sous son règne n'aurait osé les piller et les maltraiter ; mais elle ne se faisait aucun scrupule de les pressurer et de les exploiter autant que possible. Quelle différence avec le système politique de son successeur ! Le contraste est aussi frappant qu'entre les caractères si opposés du théologien Jacques et de la sceptique Élisabeth. La croyance du Roi au droit divin des évêques, puisée dans l'étude assidue des Pères de l'Église, était aussi absolue que sa foi à la monarchie du droit divin. La succession épiscopale, ininterrompue depuis le commencement de l'Église chrétienne, et l'hérédité royale lui paraissaient les fondements inviolables de l'Église et de l'État. Ces deux systèmes se complétaient et se soutenaient l'un l'autre : « Pas d'évêques, pas de roi », telle était la formule de Jacques Ier. A ses convictions théoriques s'ajoutait une masse de préjugés contractés dès sa jeunesse contre les presbytériens écossais, qui l'avaient insulté et terrorisé pendant les premières années de son règne ; aussi confondait-il intentionnellement le puritanisme et le presbytérianisme. Ces préjugés, du reste, n'étaient pas nécessaires pour lui suggérer son système politique ; il se rattachait très-logiquement aux doctrines professées de tout temps par le Roi. Toutes ces cérémonies, condamnées par les puritains, ne puisaient-elles pas leur autorité dans les écrits des Pères de l'Église ? Il est vrai qu'elles blessaient les consciences ; mais cette raison ne suffisait pas au Roi pour les supprimer.

C'était aux chrétiens et aux sujets de Jacques à se soumettre et à laisser aux évêques et au Roi le soin de prendre des décisions. Le monarque accepta la *Pétition des Mille* et convoqua les prélats anglicans et les théologiens puritains à Hampton-Court; mais ce fut moins pour engager avec eux une discussion sérieuse que pour faire étalage de son érudition théologique. Les évêques eurent l'habileté de déclarer que toutes les insultes prodiguées par le Roi à ses adversaires lui étaient dictées par le Saint-Esprit; les puritains hasardèrent bien quelques objections à sa prétendue infaillibilité, mais Jacques les congédia brusquement, la menace à la bouche : « Vous vous soumettrez », dit-il aux récalcitrants, « ou je vous chasserai du royaume. » (1604.)

La Couronne et le Parlement. — Ce n'est que par une étude attentive des idées du Roi et de la nation sur toutes les questions d'ordre civil ou religieux que nous pouvons comprendre la longue lutte parlementaire qui remplit tout le règne de Jacques Ier. Mais, pour la rendre intelligible dans tous ses détails, jetons un coup d'œil en arrière sur les relations qui existaient entre la Couronne et les deux Chambres à l'avénement des Stuart. Nous connaissons déjà la conduite si différente de Wolsey et de Thomas Cromwell à l'égard du Parlement. Le cardinal était trop pénétrant pour ne pas deviner quelle formidable opposition pourrait rencontrer un jour le nouveau système de Henri VIII dans cette forteresse de la résistance nationale, vénérable débris d'une époque de liberté, si la nation s'avisait de faire obstacle à la volonté royale. Jamais peut-être les vieilles franchises du peuple anglais n'avaient été plus menacées que lorsque Wolsey résolut de se passer complétement des deux Chambres. Cromwell, confiant dans son autorité et dans la justice du pouvoir royal, et méprisant les craintes de son prédécesseur, rétablit le Parlement pour en faire le docile instrument du despotisme; les vieilles formes constitutionnelles ne servaient qu'à affermir le pouvoir royal, et c'est grâce à une série de mesures votées par les deux Chambres que l'on dut la révolution qui courba un instant l'Angleterre sous le joug de Henri VIII. La politique de Cromwell sembla justifiée d'ailleurs, pendant toute la durée du règne de Henri, par la servile obéissance des représentants de la nation. Les Communes ne refusèrent qu'une seule fois de voter un projet de loi de la Couronne.

L'effet des grandes réformes religieuses de Cromwell ne commença à se faire sentir que sous la minorité d'Édouard VI, et la réaction catholique du temps de Marie Tudor provoqua de nombreuses divisions et de violentes querelles au sein du Parlement. C'est alors que le gouvernement tenta de neutraliser l'influence de l'opposition toujours grandissante, par un coup d'adresse, en faisant un usage peu scrupuleux d'une prérogative royale qui lui permettait de remplir les Chambres de ses créatures. C'est ainsi que

se trouvèrent formées vingt-deux nouvelles circonscriptions électorales sous Édouard VI, et quatorze sous Marie Tudor. Quelques-unes, sans doute, méritaient d'être représentées à la Chambre, à cause de leur richesse et de leur population; mais la plupart n'étaient que de misérables bourgades ou de simples hameaux, entièrement entre les mains du conseil privé. Enhardis par le succès de cette mesure arbitraire, les ministres d'Édouard VI eurent l'audace d'envoyer aux shériffs une lettre circulaire qui supprimait en fait la liberté des élections. On était tenu de suivre et d'observer les recommandations du conseil en faveur « d'hommes sages et instruits », c'est-à-dire dociles à la volonté royale.

Élisabeth adopta le système de ses prédécesseurs, mais l'appliqua avec modération, soit en créant de nouvelles circonscriptions électorales, soit en recommandant des candidats; convaincue bientôt, grâce à son instinct politique si juste et si pénétrant, de l'inutilité de ces deux expédients, elle en revint autant que possible à la politique de Wolsey et ne réunit plus le Parlement qu'à des intervalles plus ou moins éloignés. Grâce à sa stricte économie et à sa politique de paix et de compromis, elle échappa pendant longtemps à la nécessité de le convoquer. Mais au moment où les libertés anglaises étaient le plus menacées, elles furent sauvées par Philippe et par Marie Stuart. Dans la lutte désespérée qu'elle soutenait contre eux, Élisabeth fut forcée d'avoir recours aux Chambres et de faire appel à la générosité des députés. Le Parlement put alors relever la tête et conserver la vie. La Reine dut s'humilier et céder sur les taxes et monopoles; mais elle se montra intraitable sur la question religieuse, et le pays fut obligé d'attendre le règne de son successeur pour obtenir une réforme.

Dès les premiers actes de son administration, il était évident pour tout le monde que Jacques I[er] s'était préparé longtemps d'avance à lutter plutôt que de faire aucune concession. Jusqu'à son avénement, les deux Chambres avaient su conserver une certaine autorité, grâce à la continuation de la guerre et à la nécessité où se trouvait Élisabeth de leur demander des subsides. Il est juste de reconnaître que les partisans de la guerre au conseil des ministres, sous Élisabeth, ne luttaient pas uniquement pour le triomphe de la cause protestante sur le continent, mais aussi pour la liberté constitutionnelle de leur pays. Lorsque Essex repoussa les avis de Burleigh qui lui conseillait de ne pas troubler la paix, le vieux ministre cita ce verset de la Bible : « L'homme sanguinaire ne parviendra pas à la moitié de sa carrière. » Essex et ses amis avaient d'autres mobiles que la soif du sang, et chez Jacques la crainte de sacrifier la vie de ses sujets entrait pour peu de chose dans son horreur pour la guerre. Il s'était hâté de conclure la paix avec l'Espagne (1604) pour se débarrasser de la tutelle gênante du Parlement, et il aurait pu arriver à ses fins s'il était revenu à la politique d'économie suivie par Élisabeth; mais ses extrava-

gances ne firent que grossir la dette déjà énorme du trésor royal. A peine le traité avait-il été signé, qu'il se trouva contraint de faire un nouvel appel aux Chambres.

Jacques et le Parlement. — Le Parlement de 1604 ne ressemblait guère aux assemblées législatives du dernier siècle; il se réunissait dans des dispositions toutes différentes. Le Roi n'avait pas tardé à laisser voir son véritable caractère, et l'on était effrayé de ses incessantes menaces de soumettre l'Église et l'État au joug du pouvoir absolu. L'espoir de conciliation si longtemps caressé par les puritains s'était évanoui depuis la conférence de Hampton-Court; et parmi les nobles et les bourgeois qui formaient la nouvelle Chambre des communes, les trois quarts étaient puritains de sympathie. Les insultes prodiguées par Jacques aux théologiens puritains avaient profondément irrité la nation; on s'en aperçut à l'énergie des premiers actes du Parlement. Les Communes nommèrent une commission chargée de présenter plusieurs bills pour la réforme des abus ecclésiastiques les plus criants; leurs demandes ayant été repoussées, les députés rédigèrent une adresse au Roi où ils exposaient ouvertement leurs griefs. Le Parlement, y était-il dit, s'est réuni dans un esprit de conciliation. « Notre seul désir est la paix; notre devise, la concorde »; le but des Chambres est de mettre fin aux éternelles dissensions entre les pasteurs et d'assurer l'unité de l'Église en abandonnant certaines cérémonies de peu d'importance, en redressant quelques abus et en organisant un système d'enseignement capable de former de bons prédicateurs.

« Nous avons négligé de nous occuper de ces questions pendant les dernières années de la feue Reine, mais nous voulons aujourd'hui affirmer notre droit. Permettez donc à vos Communes réunies en Parlement d'avertir Votre Majesté des abus qui se commettent, tant dans l'Église que dans l'administration et dans le gouvernement. » Puis, faisant allusion aux prétentions absolutistes du souverain : « Si quelqu'un vous a dit », continuaient-ils en termes qui faisaient pressentir la fameuse *Pétition des Droits,* « que les rois d'Angleterre ont le pouvoir absolu de modifier la religion ou de faire des lois ecclésiastiques, Votre Majesté a été mal informée. Ils ne peuvent légiférer dans les matières spirituelles, et, en ce qui touche au temporel, ils doivent agir d'accord avec le Parlement. » Jacques s'emporta en invectives et en menaces; aussi les évêques, assurés de l'appui de la Couronne, répondirent-ils à l'adresse des puritains par le plus insolent défi. Les canons votés par l'assemblée du clergé, en 1604, forçaient les ministres à souscrire aux *Trois Articles* que le Parlement avait longtemps refusé de rendre obligatoires, et contraignaient les pasteurs, et même leurs lecteurs, à se conformer strictement à la lettre du *Prayer Book,* sous peine de révocation. L'hiver suivant, trois cents prêtres puritains furent chassés de leurs cures pour avoir refusé de se plier à ces exigences.

Ils trouvèrent un allié inattendu dans la magistrature, qui, jalouse depuis longtemps des cours ecclésiastiques, profita de l'indignation générale contre les usurpations du clergé pour attaquer la Haute Commission. Une série d'arrêts *en appel* restreignit sévèrement la juridiction du tribunal jusque-là illimitée, et réduisit la Commission à ne plus prononcer de peine d'emprisonnement qu'en cas de schisme ou d'hérésie. Mais la magistrature n'était pas de force à lutter contre la Couronne, et Jacques était résolu à soutenir les évêques. Heureusement que sa prodigalité avait déjà, en quelques années, malgré la paix, doublé la dette laissée par Élisabeth après quinze années de guerres continuelles, et son système de taxes illégales était loin de suppléer au déficit du Trésor. Sa première grande innovation constitutionnelle avait été de mettre des droits énormes sur toutes les marchandises d'importation et d'exportation. Ce fait n'était pas sans précédent : Marie avait déjà établi, à une ou deux reprises, de nouveaux droits sur les marchandises importées, et Élisabeth les avait étendus aux vins et aux raisins de Corinthe. Cette taxe, peu importante au reste, n'avait pas été augmentée et n'était considérée que comme une mesure financière tout à fait exceptionnelle. Si Élisabeth avait voulu étendre encore ces droits, elle s'y serait prise sans doute avec ménagement et les aurait introduits peu à peu, pour éviter des remontrances publiques. Mais Jacques était un fanatique du pouvoir royal, et il était aussi désireux d'affirmer son autorité absolue que de remplir son trésor. A l'occasion de je ne sais quelle affaire portée devant la Chambre de l'Échiquier, le tribunal déclara solennellement que le souverain avait le droit d'établir toutes les taxes commerciales qu'il lui plairait : « Puisque les droits de douane sont la conséquence naturelle des échanges entre les négociants des différents pays et dépendent, pour toutes les affaires et les traités commerciaux avec l'étranger, du pouvoir absolu du souverain, celui qui est maître des causes doit aussi l'être des effets. »

Jacques comprit immédiatement l'importance d'une décision qui débarrasserait la Couronne de l'obligation d'avoir recours au Parlement. Le commerce anglais prenait un rapide développement, et les négociants se frayaient un chemin jusqu'aux îles des Épices (Moluques, 1608) ; ils établirent des comptoirs même dans l'empire du Grand Mogol. Le jugement de l'Échiquier donnait à Jacques le moyen d'augmenter rapidement ses revenus ; il en profita sans tarder. Un décret royal établit tout un système de droits d'importation et d'exportation. Mais les taxes n'augmentaient pas aussi vite que le déficit du Trésor ; aussi le Roi se vit-il forcé de rappeler le Parlement. Il défendit aux Communes d'aborder le sujet des nouveaux impôts ; mais le langage des représentants de la nation n'en fut pas moins énergique. « Ayant constaté », dirent-ils, « que Votre Majesté a définitivement établi, sans l'avis et conseil du Parlement, et en pleine paix, des impôts plus nombreux et plus lourds que ceux de vos prédécesseurs en

temps de guerre, nous la supplions d'abolir et supprimer toutes les taxes prélevées sans le consentement des deux Chambres, et de faire une nouvelle loi par laquelle tout impôt établi sur votre peuple, sur ses biens et ses marchandises sans l'avis du Parlement, sera nul et de nul effet (1610). » Puis, attaquant de front la question des réformes ecclésiastiques, la Chambre demanda qu'on s'occupât, avant de voter les subsides réclamés par la Couronne, de limiter et de régulariser la juridiction de la Haute Commission par une loi; en d'autres termes, que les affaires de l'Église fussent reconnues comme étant du ressort du Parlement et que l'on autorisât les puritains à recommencer leurs prédications interdites. Quelles que fussent les concessions que Jacques était disposé à faire au sujet de son système douanier, il ne voulait permettre à personne d'usurper sur ses prérogatives ecclésiastiques; aussi le Parlement fut-il dissous, et quatre ans se passèrent avant que les embarras financiers du gouvernement obligeassent Jacques à réunir de nouveau les deux Chambres. Jamais élections n'excitèrent à un aussi haut degré les passions populaires que celles de 1614; partout où cela fut possible, on fit échouer les candidats de la Couronne; tous les principaux représentants, c'est-à-dire les chefs de l'opposition, rentrèrent en triomphe à Westminster. Trois cents députés environ étaient des hommes nouveaux, et parmi eux nous voyons pour la première fois les noms des grands chefs libéraux qui se distinguèrent plus tard dans la lutte contre la Couronne : le Yorkshire réélut Thomas Wentworth; le bourg de Saint-Germain, John Eliot. L'agitation des esprits était si grande que, pour la première fois depuis l'origine du gouvernement parlementaire, des sifflets et des acclamations se firent entendre dans les séances de la nouvelle Chambre. Elle resta fidèle d'ailleurs à la politique des précédents Parlements. Les Communes refusèrent de voter des subsides tant qu'on n'aurait pas fait droit aux plus sérieux griefs, et tout d'abord aboli les taxes illégales. Malheureusement, la majorité de la nouvelle Chambre était trop inexpérimentée; elle se laissa entraîner à de mesquines querelles avec la Chambre des lords sur des questions de privilége, et le Roi, effrayé de la violence de langage du Parlement, s'empressa de saisir cette occasion pour le dissoudre et envoyer quatre des principaux représentants à la Tour.

Le despotisme royal (1614-1621). — Irrité et terrifié de ces désordres, Jacques I[er] résolut dès lors de gouverner sans Parlement, et poursuivit avec une folle obstination, pendant sept ans, un système absolutiste, sans songer au passé et sans s'inquiéter de l'avenir. Tous les abus signalés à chaque session législative furent maintenus et même aggravés, comme pour jeter un défi à l'opinion publique, et la commission ecclésiastique se sentit encouragée à continuer les persécutions. Jacques avait reconnu l'illégalité des décrets royaux, mais il continua à en accroître le nombre.

On lui avait refusé des subsides, il s'obstina à lever des impôts illégaux; trouvant leur revenu insuffisant, il remit en vigueur une mesure exceptionnelle, que Wolsey lui-même, au faîte de son pouvoir, avait été forcé d'abandonner. Le conseil royal envoya des lettres à chaque propriétaire foncier demandant qu'on accordât des *bénévolences* ou prêts d'argent au gouvernement. La plupart des lettres restèrent sans réponse. Pendant les trois premières années qui suivirent la dissolution de 1614, les shériffs les plus zélés ne purent réunir plus de soixante mille livres, c'est-à-dire moins des deux tiers de la valeur d'un seul subside; et quoique les remontrances des comtés de l'Ouest eussent été réduites au silence par les violentes menaces du conseil, deux d'entre eux, le Herefordshire et le Staffordshire, n'envoyèrent pas un sou au Trésor.

Le Roi eut alors recours, dans sa détresse, à des expédients qui creusèrent plus profondément encore l'abîme qui séparait désormais la Couronne de la petite noblesse. D'après un ancien privilége du moyen âge, auquel Jacques avait refusé de renoncer, le Roi se trouvait investi du droit de tutelle sur tous les jeunes héritiers de l'aristocratie, et pouvait marier à son gré les héritières ; c'était pour lui un moyen commode d'extorquer d'énormes sommes d'argent. Il avilit la noblesse par une fructueuse vente à l'encan des siéges de la Chambre des lords; parmi les quatre-vingt-dix pairs laïques qui siégeaient à l'avénement de Charles I[er], la plupart n'avaient pu obtenir cette dignité sous son prédécesseur qu'à beaux deniers comptants. C'est par ces moyens détournés que Jacques espérait reculer de jour en jour le moment critique où il faudrait convoquer de nouveau le Parlement, le seul corps de l'État qui pût mettre un frein à ses tendances despotiques. Il y avait cependant un autre corps constitué dont les traditions étaient assez fortes, non pour arrêter, mais au moins pour enrayer cette réaction absolutiste : la magistrature. Les jurisconsultes s'étaient montrés jusqu'alors les plus dociles et les plus complaisants de tous les sujets de la Couronne : pénétrés d'un respect superstitieux pour les *précédents,* de ceux des temps de liberté comme de ceux des temps de tyrannie, ils avaient soutenu Jacques lorsqu'il réclamait le droit d'établir des droits de douane ou même de lever des *bénévolences;* mais ils refusaient par contre d'approuver toute innovation. Ils avaient fait tout ce qui était possible pour restreindre la juridiction des cours ecclésiastiques et la renfermer dans des limites légales; et lorsque Jacques affirma son droit d'être consulté sur toute décision judiciaire prise dans des causes où la prérogative royale était impliquée, ils repoussèrent timidement, mais fermement, cette prétention, déclarant qu'elle n'était autorisée par aucune loi. Jacques les appela dans son cabinet privé et les tança comme des écoliers; ils tombèrent à genoux, et tous, sauf un seul, promirent d'obéir à ses ordres. Sir Edward Coke, président de la Cour suprême, jurisconsulte éminent, connu pour son esprit étroit et son caractère

violent, mais aussi pour son respect scrupuleux de la légalité, refusa très-nettement de céder au Roi. « J'agirai », répondit-il, « en toute occasion, comme un juge doit agir. » Pour punir son insolence, on fit revivre une ancienne coutume, abandonnée depuis de longues années, qui permettait au souverain de disposer à son gré des offices judiciaires, et Coke, qui avait été déjà exclu du conseil, fut révoqué de ses fonctions de président de la Cour suprême.

Aucun acte politique de Jacques ne semble avoir excité une aussi profonde horreur et une aussi violente indignation; on y vit l'intention formelle de faire de la justice un instrument de despotisme. C'était une atteinte portée au sentiment toujours grandissant du respect de la loi, comme les prodigalités et le libertinage de la cour étaient un outrage à la moralité publique. On épuisait le Trésor pour fournir à des mascarades et à des orgies d'une splendeur inouïe; on prodiguait les terres et les joyaux à de jeunes aventuriers dont la jolie figure avait séduit le Roi. La cour d'Élisabeth avait, certes, été aussi immorale que celle de son prédécesseur, mais les désordres alors étaient au moins voilés d'une sorte de grâce aimable et chevaleresque; sous le règne de Jacques Ier, au contraire, rien ne rachetait l'ignoble grossièreté du Roi et de son entourage. Le fils de Marie Stuart était considéré, à tort, il est vrai, comme un ivrogne, et était soupçonné de vices auprès desquels l'ivrognerie est presque une vertu. On vit en pleine cour des acteurs, jouant des *masques* devant le Roi, rouler ivres-morts à ses pieds. Un procès scandaleux nous montre des grands seigneurs et des fonctionnaires en relations intimes avec des astrologues, des charlatans et des empoisonneurs. Jacques ne rougit pas d'intervenir en personne auprès de la justice pour obtenir le divorce de lady Essex, la femme la plus débauchée de son temps, et d'assister à son mariage avec un de ses favoris.

Devant de pareils excès, l'ancien respect presque superstitieux des Anglais pour leurs princes disparut pour faire place à la haine et au mépris. Les acteurs se moquaient ouvertement du Roi sur le théâtre; madame Hutchinson dénonce et stigmatise les orgies de Whitehall en termes brûlants, qui rappellent Élie vomissant des imprécations contre les désordres de Jézabel. On ne savait ce que l'on devait mépriser le plus de l'immoralité de la cour de Jacques ou de la honteuse faiblesse de son gouvernement. Jusqu'alors le conseil royal, composé non-seulement de ministres, mais aussi de grands seigneurs et des principaux officiers de la Couronne, avait contribué, à défaut du Parlement, à tenir en échec le despotisme monarchique, même sous un despote comme Henri VIII; mais à la mort de Robert Cecil, fils de Burleigh, légué par Élisabeth à son successeur, qui l'avait fait comte de Salisbury en récompense de son zèle à lui assurer le trône, toute l'autorité passa aux mains de Jacques, qui combla d'honneurs ses plus misérables favoris. Un page écossais, Robert Carr, fut fait

comte de Rochester et marié, comme nous l'avons vu, à lady Essex. La découverte d'un crime horrible, l'empoisonnement de sir Thomas Overbury, dont Rochester et sa femme furent convaincus d'avoir été les instigateurs, le perdit auprès du Roi. Cette chute scandaleuse n'empêcha pas Jacques Ier de choisir immédiatement après un autre favori, Georges Villiers, jeune et élégant aventurier, qu'il fit rapidement passer par les divers degrés de la pairie, l'élevant au rang de marquis, puis de duc de Buckingham, et il lui confia la direction des affaires. Bientôt on ne put obtenir d'avancement qu'en soudoyant le premier ministre ou en contractant quelque alliance matrimoniale avec un des membres de sa famille, avide de biens et d'honneurs. La moindre résistance à sa volonté entraînait une révocation immédiate; aussi voyait-on les plus grands seigneurs trembler au moindre signe de tête du jeune parvenu : « Jamais », disait Clarendon avec étonnement, « jamais, dans aucun pays et à aucune époque, on n'a vu un individu s'élever en si peu de temps à un aussi haut degré d'honneurs, de puissance et de fortune, sans autre recommandation que le charme et la grâce de sa personne. » L'insolence et l'égoïsme de Buckingham égalaient sa beauté; aussi ce jeune favori si hautain, que Jacques aimait à caresser et couvrir de baisers, devait-il bientôt entraîner à l'abîme le trône des Stuart.

L'Angleterre et l'Espagne. — Le nouveau système politique fut encore plus désastreux pour les relations de l'Angleterre avec les puissances étrangères que dans le pays même; l'effacement du conseil privé, après la mort de Robert Cecil, laissait le pouvoir tout entier entre les mains de Jacques, qui devint son propre premier ministre et s'occupa des affaires comme aucun souverain anglais ne l'avait fait avant lui. A son avénement, les ministres d'Élisabeth dirigeaient la politique étrangère, et tant que vécut Cecil, l'Angleterre resta fidèle aux traditions de la souveraine. Bien que Jacques eût signé la paix avec l'Espagne, il s'était lié aux Provinces-Unies par une alliance très-étroite et entretenait d'amicales relations avec la France, afin de tenir en échec la puissance espagnole. Dès que la maison d'Autriche sembla, dans son zèle ardent pour le catholicisme, menacer les États protestants d'Allemagne, Cecil avait donné la fille du Roi, Élisabeth, à l'Électeur palatin comme pour promettre aide et protection aux réformés. Aussi, grâce à la ferme administration du premier ministre, la paix régna-t-elle pendant plusieurs années dans l'Europe entière. Mais la mort de Cecil et la dissolution du Parlement de 1614 amenèrent bientôt, pour le malheur de l'Angleterre, un changement complet dans la politique de Jacques Ier. Le Roi s'empressa de détruire tout ce qu'Élisabeth avait fait après le désastre de l'Armada; il s'éloigna de la France et commença une série de négociations en vue de conclure le mariage de son fils Charles avec une infante d'Espagne (1617). Chacun de

ses favoris successifs fut partisan de l'alliance espagnole; et, après des années d'intrigues secrètes, le Roi révéla ses intentions juste au moment où la trêve religieuse fut rompue en Allemagne par les Bohémiens, qui refusèrent de reconnaître pour roi l'archiduc Ferdinand d'Autriche et donnèrent la couronne à l'Électeur palatin. Quel que fût le parti à qui incombait la responsabilité de la guerre, il était évident qu'une nouvelle lutte allait commencer en Allemagne entre le protestantisme et le catholicisme.

Les Anglais devinèrent, avant même le commencement des hostilités, le rôle honteux que Jacques se préparait à jouer; aussi les protestants zélés qui faisaient partie du conseil encouragèrent-ils une entreprise qui pouvait forcer le Roi à changer de politique et à déclarer la guerre à l'Espagne.

Le célèbre sir Walter Raleigh, le seul survivant illustre du siècle d'Élisabeth, avait été emprisonné à la Tour, dès les premières années du nouveau règne, pour crime de haute trahison. Il offrit à ce moment de s'embarquer pour les rives de l'Orénoque, où il prétendait trouver une mine d'or. La Guyane appartenait à l'Espagne, et les protestants espéraient que la cupidité du Roi, excitée par l'expédition de Raleigh, l'obligerait à entrer en lutte avec Philippe III. Mais tandis que Jacques I[er] semblait céder au courant populaire en autorisant Walter Raleigh à mettre à la voile, il avertissait le gouvernement espagnol du départ de cette expédition; aussi, à peine l'amiral anglais eut-il débarqué sur la côte, qu'il fut repoussé avec perte. Raleigh tenta alors, à son retour, de saisir des galions espagnols dans l'espoir de provoquer une guerre; mais il échoua à la suite d'une révolte de son équipage, et le malheureux revint en Angleterre, le cœur brisé, expier sur l'échafaud l'outrage infligé aux nouveaux alliés de Jacques I[er].

Ce désastre avait augmenté encore les anxiétés des protestants anglais quand la guerre éclata. En Allemagne, les réformés étaient divisés par la fatale jalousie des princes luthériens et calvinistes, et il semblait que l'Angleterre seule pouvait les rapprocher; aussi les Bohémiens comptaient-ils sur l'alliance anglaise lorsqu'ils choisirent pour roi le gendre de Jacques Stuart. Une politique ferme eût sans doute tenu l'Espagne à l'écart et réussi à circonscrire la lutte en Allemagne. Mais Jacques se vantait de fonder sa politique sur l'amitié et non sur la crainte des Espagnols; il refusa de fournir aucun secours à l'union des princes protestants qui avaient épousé la cause de la Bohême et menaça la Hollande, la seule puissance qui soutînt sérieusement l'Électeur palatin. En vain la cour et la nation demandaient-elles la guerre à grands cris; en vain l'archevêque Abbot avait-il supplié le Roi, sur son lit de mort, d'agir en faveur du protestantisme; en vain l'Espagne s'était-elle jointe ouvertement à la ligue catholique qui s'était formée sous les ordres du duc de Bavière, et avait-elle dirigé une armée

sur le Rhin, Jacques se contenta d'user de son influence auprès de son gendre pour l'engager à quitter la Bohême, et auprès de l'Espagne pour la décider à retirer ses troupes dès que les hostilités auraient cessé. La défaite de Prague, qui écrasa l'insurrection, rejeta Frédéric sur le Rhin, où il trouva les Espagnols installés en maîtres au cœur du Palatinat. Jacques avait été dupé et se voyait obligé de plier devant la fureur de la nation, surexcitée par les dangers qui menaçaient le protestantisme; une souscription nationale pour la défense du Palatinat permit à l'Électeur de lever une armée; et même une troupe de volontaires anglais, commandés par sir Horace Vere, se joignit à lui. Ce n'était partout qu'un cri pour réclamer un Parlement, qui seul pouvait décider de la guerre. La résistance du Roi fut vaincue, et l'enthousiasme qui accueillit la déclaration belliqueuse du discours du trône rappela les beaux jours d'Élisabeth.

Le Parlement de 1621. — Les Communes répondirent à l'appel de Jacques Ier par un vote unanime. Les députés, levant leurs chapeaux aussi haut que possible, déclarèrent « que pour délivrer le Palatinat, ils risqueraient leurs fortunes, leurs biens et leur vie ». — « Cette déclaration vaut plus de dix mille hommes! » s'écria un des chefs du parti campagnard quand le président en donna lecture.

Malheureusement Jacques, au lieu de s'engager à suivre une politique conforme à ces vœux, autorisa l'exportation d'armes en Espagne. Jusqu'alors on avait pu pardonner les entorses données à la constitution; mais ce défi, lancé par le souverain, poussa les Communes à faire revivre un ancien droit du Parlement tombé en désuétude depuis le règne de Henri VI : celui de citer à comparaître à la barre de la Chambre des lords les grands *délinquants*. On se hâta de se servir de l'arme qu'on avait trouvée. La plus sérieuse atteinte à la constitution avait été le rétablissement des monopoles qu'Élisabeth s'était engagée à abolir; des instigateurs de cette mesure vexatoire, plusieurs furent mis en accusation, et l'on empêcha ainsi la Couronne de se créer des revenus sans l'autorisation du Parlement. Bientôt on porta un coup bien plus grave encore à la corruption de la cour, en ordonnant l'arrestation du chancelier François Bacon, lord Verulam, vicomte de Saint-Alban, l'homme le plus distingué et le plus érudit de son temps, et l'un des plus hauts dignitaires de la Couronne. Les Chambres l'accusèrent de concussion et affirmèrent ainsi leur droit de surveiller l'administration royale. Jacques était trop pénétrant pour ne pas se rendre compte de la gravité de cet acte; mais l'hostilité de Buckingham contre le chancelier et les aveux de Bacon l'obligèrent à consentir à sa condamnation.

Quelque énergiques que fussent ces mesures, le Parlement respecta scrupuleusement les préjugés du Roi sur d'autres questions; et, bien que Jacques s'efforçât de le réduire à l'impuissance en l'ajournant, il résolut à l'unanimité de le soutenir dans toute tentative sérieuse d'intervention en

faveur des protestants. Cette attitude énergique communiqua un instant quelque vigueur à la politique royale. Jacques avait eu jusque-là pour objectif la restitution de la Bohême à Ferdinand et avait essayé d'obtenir de l'Empereur, par la médiation de l'Espagne, qu'il s'abstînt de toutes représailles contre le Palatinat. Il renonça pour un instant aux ménagements diplomatiques, et menaça l'Empereur de lui faire la guerre, s'il attaquait son gendre.

La suspension d'armes dura tout un été; mais de simples menaces ne suffisaient pas pour contenir l'ambition de Ferdinand, et la conquête du haut Palatinat, à la fin de la trêve, par les armées coalisées de la ligue catholique, décida Jacques Ier à revenir à son vieux système de négociations et à la médiation amicale de l'Espagne. Gondomar, l'ambassadeur de Philippe III, tout-puissant à la cour d'Angleterre, recevait l'assurance qu'aucun secours ne serait envoyé à l'Électeur palatin, et l'on rappelait la flotte anglaise qui croisait en vue des côtes espagnoles. Le Roi destitua tous les ministres qui se refusaient encore à suivre une politique favorable à l'Espagne, et saisit de futiles prétextes pour menacer d'une guerre la Hollande, la seule grande puissance protestante alliée de l'Angleterre, prête à soutenir l'Électeur.

Jacques se vit bientôt obligé de rappeler le Parlement, qui exigea, dès sa première séance, une déclaration de guerre à l'Espagne, restée, malgré sa décadence et la ruine de son immense empire, l'éternel champion du catholicisme en Europe. L'instinct de la nation se montra plus sage que la science politique du Roi. C'était l'entrée des troupes espagnoles dans le Palatinat qui avait changé la petite guerre de Bohême en une lutte générale pour l'extermination du protestantisme sur les bords du Rhin. C'étaient l'influence espagnole et l'espoir d'une union entre le prince de Galles et une infante, qui avaient soumis Jacques à une funeste dépendance vis-à-vis du plus cruel ennemi de la cause protestante. Aussi l'adresse des Chambres au Roi demanda-t-elle la guerre avec l'Espagne et un mariage protestant pour leur futur souverain. On devait se rendre compte, plus tard, combien il était dangereux d'avoir pour roi le fils d'une mère catholique. L'audace des députés qui osaient se mêler des mystères de l'État mettait Jacques hors de lui. « Apportez des siéges aux ambassadeurs! » s'écria-t-il d'un ton d'ironie amère, lorsque les commissaires des Communes parurent en sa présence. Il refusa toute pétition, interdit toute discussion sur la politique de la Couronne, et menaça les présidents de les faire enfermer à la Tour. « Contentons-nous, pour le moment, d'avoir recours aux doléances », dit un député à la lecture de la lettre du Roi, « et nous verrons après comment il faudra agir. »

La Chambre montra quelles étaient ses dispositions en protestant contre l'interdiction royale. Elle déclara que les libertés, franchises, priviléges et

juridictions du Parlement sont les droits héréditaires et incontestables de tous les citoyens anglais dès leur naissance ; que les affaires difficiles et urgentes concernant le Roi, l'État, la défense du royaume et de l'Église d'Angleterre, les lois et le redressement des abus commis chaque jour dans le royaume, sont précisément l'objet spécial des délibérations du conseil et du Parlement. Pour traiter et débattre ces matières, chaque député doit avoir le droit de parler, de raisonner, de discuter et d'émettre son avis en toute liberté.

Le Roi répondit à cette protestation par un outrage impardonnable ; il fit demander le Journal de la Chambre, et il arracha les pages qui contenaient le procès-verbal de cette discussion. « Je veux gouverner », dit-il, « pour le bien commun, et non selon la volonté commune. » Peu de jours après, il prononça la dissolution du Parlement. « C'est tout ce qui pouvait arriver de plus heureux pour les intérêts de l'Espagne et de la religion catholique, depuis que Luther a commencé de prêcher », écrivait Gondomar au roi Philippe III dans sa joie de voir disparaître tout danger de guerre. « Je suis tout prêt à partir », disait sir Henry Saville, protestant zélé, sur son lit de mort, « car j'ai vu de beaux jours, et j'en prévois de déplorables. »

Sur le continent, il est vrai, tout était perdu ; l'Allemagne se précipitait aveuglément dans l'horrible guerre de Trente ans; mais en Angleterre la cause de la liberté était gagnée. Jacques avait à jamais ruiné le système d'Élisabeth ; dans sa soif insatiable de gouverner par lui-même, il avait détruit l'autorité du conseil royal et accoutumé ses sujets à avoir peu de considération pour ces grands ministres de la Couronne qu'ils voyaient traités avec insolence par les favoris et chassés de leurs places pour cause de corruption. Le peuple anglais avait perdu sa foi aveugle dans son souverain, grâce à cette politique insensée à l'extérieur comme à l'intérieur, qui blessait tous les instincts de la nation ; Jacques s'était abaissé à de mesquines querelles avec le Parlement, qu'il avait insulté comme aucun monarque anglais ne l'avait fait avant lui, tout en ayant conscience que cette autorité dont il était si fier passait peu à peu, malgré lui, à ce Parlement qu'il outrageait. Il y avait autant de perspicacité que d'aigreur dans les insultes du Roi aux « ambassadeurs des Communes ».

La Chambre des communes était devenue une puissance avec laquelle Jacques était obligé de compter ; malgré les violentes sorties du Roi, le Parlement avait maintenu et fait reconnaître son droit exclusif de contrôle sur les impôts; il avait supprimé les monopoles, réformé les abus de la magistrature, ressuscité le droit de mettre en accusation et de relever de leurs fonctions les plus hauts dignitaires de la Couronne, affirmé son privilége de discuter librement sur toutes les questions intéressant le bien du royaume. Il avait aussi la prétention de s'oc-

cuper des affaires de l'Église; il avait même osé signifier au souverain sa volonté en ce qui concernait les « mystères » de la politique extérieure. Jacques Ier pouvait arracher la protestation du Journal de la Chambre ; mais il y avait des pages de l'histoire parlementaire de 1621 que nulle puissance ne pouvait anéantir.

CHAPITRE III

LE ROI ET LE PARLEMENT[1].

(1623-1629)

Le mariage espagnol. — Jacques s'entêtait à vouloir l'alliance avec l'Espagne. Il était seul de son avis; non-seulement la vieille aristocratie et les hommes politiques restés fidèles à la tradition du temps d'Élisabeth, mais ses ministres eux-mêmes, à l'exception de Buckingham, se trouvaient d'accord sur ce point avec la Chambre des communes.

Le but du Roi, comme nous l'avons déjà dit, était d'imposer la paix aux belligérants, et d'obtenir, par l'entremise de l'Espagne, la restitution du Palatinat à l'électeur Frédéric. Aussi, pour s'assurer les bons offices de cette puissance, cherchait-il à s'allier plus étroitement à elle par le mariage de son fils Charles avec l'Infante, qu'on lui avait proposé comme un appât à sa vanité. Mais plus Jacques se montrait pressant, et plus la cour de Madrid se tenait sur la réserve : le Roi désirait si ardemment la réalisation de ce projet que le prince de Galles, voyant l'insuccès des négociations, quitta l'Angleterre sous un déguisement et se rendit en Espagne en compagnie de Buckingham, pour réclamer la fiancée qui lui était promise (1623). Le roi Philippe III se montra très-exigeant; mais, à chaque nouvelle prétention, l'Angleterre s'empressait de répondre par de nouvelles concessions; elle promit sans difficulté d'abroger les lois pénales contre les

[1] Sources : Nous avons encore pour toute cette période l'ouvrage de M. Gardiner, qui éclaire d'un jour tout nouveau l'aventure du mariage espagnol, l'un des épisodes les plus obscurs du règne de Jacques Ier, et les premières années du règne de Charles Ier, que le livre de M. Forster, *Life of sir John Eliot,* nous avait déjà fait connaître. Pour l'histoire générale de ce temps, voir d'une part Disraeli, *Commentaries on the reign of Charles I,* de l'autre l'*History of the British Empire,* de Brodie, et l'*History of the Commonwealth,* de Godwin. Guizot a écrit sur cette même époque un livre aussi exact qu'impartial, *Histoire de la Révolution d'Angleterre* (1845). Lingard mérite d'être consulté sur les catholiques anglais et les relations diplomatiques avec les puissances étrangères. Voir aussi le *Diary* de Laud et le *Common's Journal,* recueil des procès-verbaux des séances du Parlement. Consulter enfin les *Calendars of State Papers.* On trouvera la *Pétition des droits* dans les *Select Charters* de M. Stubbs.

papistes, d'accorder une maison catholique à l'Infante et enfin de faire élever les enfants à naître de cette union dans la religion de leur mère.

Le mariage cependant fut encore différé, et la guerre continua en Allemagne sans qu'on vît les effets de cette nouvelle politique de l'Angleterre. L'armée de la ligue catholique, commandée par le comte de Tilly, remportait victoire sur victoire, grâce aux dissensions des protestants; la prise de Heidelberg et de Mannheim acheva la conquête du Palatinat; l'Électeur, abandonné de tous, s'enfuit en Hollande, et l'Empereur transmit sa dignité électorale au duc de Bavière. L'Espagne, contrairement à l'attente générale, gardait une attitude expectante; le secret de sa politique fut enfin dévoilé. Sur les pressantes sollicitations de Charles lui-même, qui demandait une intervention énergique en Allemagne, le duc d'Olivarez répondit « que le roi d'Espagne avait pour principe de ne jamais entrer en lutte avec l'Empereur ». — « S'il en est ainsi », répondit le prince de Galles, « tout est rompu. »

Charles Ier. — Son retour excita de véritables transports d'enthousiasme. Il y eut illuminations et feux de joie dans les rues de Londres à la nouvelle de la rupture du mariage espagnol, quelque humiliante qu'elle fût. On applaudissait à l'effondrement de cette politique honteuse qui avait traîné si longtemps l'Angleterre à la remorque de l'Espagne. Charles revint dans son pays, résolu à prendre en main la direction des affaires. Le voyage à Madrid avait révélé à ses intimes ce mélange d'obstination et de faiblesse qui faisait le fond de son caractère, cette duplicité qui le poussait toujours à promettre, parce qu'il était décidé d'avance à ne pas tenir, et ce sot orgueil qui lui faisait subordonner toute considération politique à des questions de vanité et de susceptibilité personnelle. Sa facilité à céder à toutes les demandes d'Olivarez avait fait perdre aux Espagnols eux-mêmes toute confiance dans la sincérité de ses concessions. Furieux de l'inutilité de ses démarches, il avait renouvelé ses engagements avec l'Infante, la veille de son départ, pour avoir le plaisir de lui lancer l'insulte d'une rupture, immédiatement après son retour en Angleterre. Mais, pour le peuple anglais, qui ignorait en général les côtés mesquins du prince de Galles, son attitude digne et réservée et la pureté de ses mœurs formaient un heureux contraste avec la conduite ridicule de son père, ce bavard couronné. Les courtisans qui avaient suivi Charles depuis sa tendre jeunesse priaient Dieu, disaient-ils, « de le faire entrer dès le début de son règne dans la bonne voie, car, une fois dans la mauvaise, ce serait le diable de l'en faire sortir ». La nation ne demandait pas mieux que de prendre cette obstination pour de la fermeté, et de s'imaginer que le mouvement de vanité blessée qui l'avait fait revenir en Angleterre était un acte de patriotisme de bon augure pour l'avenir.

Il se fit remarquer tout d'abord par quelques actes assez énergiques;

Jacques Ier fut obligé de convoquer un nouveau Parlement (1624) et d'accorder ce qu'il avait refusé au précédent, c'est-à-dire de lui soumettre toute l'affaire des négociations avec l'Espagne. Le prince et Buckingham se joignirent au Parlement pour demander la rupture des traités et une déclaration de guerre. Les subsides furent votés avec empressement, et la persécution des catholiques, qui avait été un instant suspendue par déférence pour l'Espagne, recommença avec plus de vigueur que jamais. Le chef du parti espagnol dans le ministère, le lord trésorier Cranfield, comte de Middlesex, fut accusé de vénalité et révoqué; Jacques, entraîné par ce mouvement de réaction anticatholique et réduit à l'impuissance, était trop avisé pour ne pas voir la tournure que prenaient les événements. « Ces verges retomberont sur votre dos », dit-il à Buckingham, qui le pressait de consentir à la disgrâce de Cranfield. Mais le favori et le prince de Galles étaient encore résolus, en ce moment, à déclarer la guerre. L'ambassadeur espagnol quitta le royaume; un traité d'alliance fut conclu avec la Hollande; on entama des négociations avec les princes luthériens du nord de l'Allemagne qui, en haine des tendances calvinistes de l'Électeur palatin, avaient assisté à sa chute avec assez d'indifférence; enfin le mariage de Charles Ier avec Henriette-Marie de France, fille de Henri IV et sœur du roi Louis XIII, sembla indiquer un revirement politique dans le sens d'Élisabeth.

Sur ces entrefaites, le vieux roi mourut (1625), et le Parlement accueillit Charles Ier avec des acclamations d'amour et d'enthousiasme : « Nous pouvons tout espérer du roi qui nous gouverne », s'écriait sir Benjamin Rudyard à la Chambre des communes. Heureusement que les députés n'étaient pas tous si prompts à s'enflammer; d'ailleurs, quel que fût leur dévouement à la personne du Roi, les représentants de la nation en virent assez, dans le court intervalle qui sépara l'avénement de Charles Ier de la première réunion du Parlement, pour mélanger leur enthousiasme de circonspection.

Une guerre avec l'Espagne, il ne faut pas l'oublier, signifiait pour la majorité du peuple anglais une lutte contre le catholicisme; si l'on attaquait les catholiques sur le continent, on voulait aussi leur faire la guerre en Angleterre. Aux yeux des protestants de ce temps-là, tout papiste était un ennemi national; tout membre du clergé, sympathique à l'Église romaine, était un traître. Il était facile de se rendre compte alors de l'opinion de la majorité des Communes sur cette question. « A chaque symptôme des progrès du papisme qui menace l'Église établie et excite les craintes des protestants, toute la Chambre est en émoi », écrivait un député, qui tenait un journal des délibérations parlementaires. Charles avait déjà rétabli les mesures de tolérance à l'égard des catholiques, et signifiait au Parlement de laisser à la Couronne le soin de punir les prêtres et les non-conformistes. On comprit bientôt que la politique religieuse du nouveau

roi serait plus hostile encore aux puritains que celle de son père. L'évêque Laud fut, en effet, placé à la tête des affaires ecclésiastiques, et il s'empressa aussitôt de dresser une liste de pasteurs, divisée en *orthodoxes* et en *puritains*. C'était une sorte de menace. Le plus connu parmi les théologiens de la Haute Église, le docteur Montagu, prêchait dans ses sermons le droit divin des rois et la présence réelle, exaltant l'Église romaine aux dépens des communions protestantes du continent.

Dès leur première séance, les Communes citèrent Montagu à la barre de la Chambre et le firent mettre en prison.

Mais les tendances religieuses du Roi n'étaient pas les seules causes de dissentiment entre lui et les députés de la nation. Les subsides votés par le dernier Parlement avaient été gaspillés, et Charles persistait à refuser de déclarer à quelle puissance l'Angleterre allait faire la guerre et de destiner expressément l'immense flotte, qu'il armait à ce moment, à une action contre l'Espagne. Son véritable rôle dans l'affaire de son mariage avait été peu à peu dévoilé, et cette révélation avait suffi à ôter toute confiance dans la sincérité de son zèle pour la religion protestante. Aussi répondit-on à ses réticences par un redoublement de méfiance; tout en votant les subsides, les Communes n'accordèrent au Roi que pour un an certains droits de douane qui étaient toujours donnés aux nouveaux souverains pour toute la durée de leur règne. Cette restriction parut une insulte; Charles refusa le don, et Buckingham résolut d'en finir à tout prix avec le Parlement. Il demanda tout à coup de nouveaux crédits, persuadé d'avance qu'ils seraient refusés, et sa proposition fut repoussée sans débat. Ce refus augmenta l'irritation du Roi, qui répondit en faisant sortir Montagu de prison, en le créant chapelain royal et en levant, de sa propre autorité, les droits de douane qu'on lui contestait.

Les Chambres se réunirent à Oxford, dans des dispositions peu conciliantes. « L'Angleterre », s'écria sir Robert Philips, « est la seule monarchie qui ait conservé ses libertés; ne les laissons pas périr. » A peine le Parlement eut-il annoncé sa résolution de redresser les griefs de la nation, avant de s'occuper des affaires courantes, qu'il fut dissous par décret royal. Buckingham, plus puissant encore sous Charles Ier que sous son père, voulut faire oublier aux Anglais qu'ils avaient à lutter pour défendre leurs libertés, en remportant de grands succès militaires. Confiant dans son étoile, il s'embarqua pour la Haye, afin d'y conclure une alliance contre la maison d'Autriche, tandis qu'une escadre de quatre-vingt-dix vaisseaux, montés par dix mille hommes bien armés, partait de Plymouth pour les côtes d'Espagne. Mais si Charles était plus hardi que son père dans ses projets, il se montrait aussi incapable que lui dans l'exécution. L'alliance ne put réussir à se former; et, après une inutile tentative de descente à Cadix, la flotte expéditionnaire revint décimée par la maladie et en révolte contre son chef. Les sommes énormes englouties dans cette expédition

obligèrent le favori de songer à une nouvelle réunion des Chambres; mais il avait conscience des périls auxquels son insuccès l'exposait, et savait qu'une ligue était formée contre lui par ses rivaux à la cour et les principaux chefs politiques du dernier Parlement. Il eut l'audace de prévenir le danger en terrorisant ses adversaires par une série de coups de force. Lord Pembroke fut contraint de se soumettre à des conditions humiliantes; lord Arundel fut conduit à la Tour; sir Robert Philips, Coke et quatre autres patriotes furent nommés shériffs de leurs comtés et ne purent ainsi venir siéger au Parlement. Mais leur exclusion laissa le champ libre à un adversaire plus redoutable encore.

Sir John Eliot. — Sir John Eliot personnifie, pour nous, pendant ces premières années de luttes contre le despotisme, comme plus tard Pym et Hampden, la résistance nationale au nom de la liberté. Il appartenait à une ancienne famille, anoblie depuis, qui s'était établie sous Élisabeth près de Saint-Germain, simple hameau de pêcheurs, et dont le magnifique manoir avait donné le nom de Port-Eliot à une petite ville située sur le Tamar. John Eliot, élevé au grade de vice-amiral du Devonshire, grâce à la protection de Buckingham, avait déjà eu à subir un injuste emprisonnement pour avoir voulu débarrasser la Manche des pirates qui l'infestaient. Cet homme, alors dans la force de l'âge, se distinguait par son esprit fin et cultivé, par une connaissance approfondie des poëtes et des savants de son temps; on admirait aussi l'élévation de son caractère, sa profonde piété et son indomptable courage. Fier et emporté dans sa jeunesse, il était allé jusqu'à tirer son épée contre un voisin qui l'avait dénoncé à son père; il conserva dans l'âge mûr une impétuosité qui donnait à son éloquence une passion entraînante. Esprit froid et clairvoyant, malgré l'ardeur de son tempérament, il fut presque le seul député qui, au milieu de l'enthousiasme soulevé par la rupture avec l'Espagne, ait insisté pour que le gouvernement reconnût les droits des Chambres avant que l'on cherchât à se réconcilier avec la cour. Dès ses débuts au Parlement, il déclara que la responsabilité des ministres du Roi vis-à-vis des Communes était une condition essentielle de la liberté. Il se prévalut, pour soutenir cette théorie, du fait que Buckingham avait sacrifié le trésorier Cranfield au ressentiment des Communes : « Plus le coupable est haut placé », dit-il, « plus grand est le délit. Autant l'influence d'habiles ministres et de bons fonctionnaires peut être bienfaisante et bénie dans un pays, autant elle est parfois fatale, lorsqu'ils abusent du pouvoir qui leur est confié. »

A peine le nouveau Parlement s'était-il réuni, qu'Eliot dénonça un plus grand criminel que Cranfield; il demanda une enquête sur l'expédition malheureuse de Cadix en termes si menaçants, que Charles se crut obligé de répondre avec la même arrogance : « Je vois que vous visez le duc de Buckin-

gham », écrivit-il au Parlement; « apprenez que je n'admets pas que l'on demande compte de leur conduite à aucun de mes serviteurs, et moins encore à ceux qui sont à mes côtés dans les plus hauts emplois. » C'était nier ouvertement le droit du Parlement, reconnu lors de l'accusation de Bacon et de Cranfield; mais Eliot ne voulait à aucun prix sortir de la légalité. Selon lui, « le Roi était irresponsable et ne pouvait commettre aucune faute ». Pour que le pays échappât au despotisme, il fallait affirmer la responsabilité des ministres, conseillers du Roi et exécuteurs de ses ordres. Eliot persista à dénoncer Buckingham comme incapable et corrompu, et les Communes résolurent de ne voter les subsides demandés par la Couronne « qu'après avoir reçu la réponse de Sa Majesté touchant les griefs de la nation ». Charles Ier les fit venir à Whitehall et leur ordonna d'annuler cette condition : « Je vous reconnais », dit-il, « le droit de conseiller, non de contrôler. » Et il les congédia par ces paroles menaçantes et significatives : « Souvenez-vous que je suis libre de convoquer, réunir et dissoudre à mon gré les Parlements; suivant que je trouverai leur action bonne ou mauvaise, je les maintiendrai ou les supprimerai. »

Les Communes ne montrèrent pas moins de résolution que le Roi; elles votèrent la mise en accusation de Buckingham, qui fut portée devant la Chambre des lords. Le favori y prit place comme pair du royaume et écouta la lecture du bill d'un air d'insolent mépris qui lui attira cette terrible apostrophe de sir Dudley Digges, l'un des commissaires de la Chambre des communes : « Vous vous raillez de nous, monseigneur : savez-vous qu'un plus grand personnage que Votre Seigneurie, mais aussi puissant et aussi haut placé, et aussi avant que vous dans la faveur du Roi, a été pendu pour des crimes aussi peu importants que ceux dont vous êtes accusé? » L'orgueilleuse attitude de Buckingham provoqua une violente sortie d'Eliot qui marqua une ère nouvelle dans l'histoire de l'éloquence anglaise. On fut frappé dès l'abord de l'ardeur et de la véhémence de son langage, qui contrastait si étrangement avec la dialectique grave et froide des vétérans de la tribune. Ses adversaires lui reprochaient de trop chercher « à exciter les passions ». Il substitua à la phraséologie lourde et embarrassée des orateurs de son temps un style plus bref et plus énergique; la rapidité de son argumentation, la vivacité et la causticité de ses allusions, ses récriminations passionnées, ses audacieuses invectives, tout enfin révélait un genre d'éloquence inconnu jusqu'alors en Angleterre. L'ostentation ridicule de Buckingham, ses vêtements étincelants d'or et de pierreries ne donnaient que trop de prise à cette virulente attaque. « Il a épuisé les nerfs et les muscles du pays, les économies et les trésors du Roi; il n'y a pas besoin d'enquête. Cela ne se voit que trop. Ses prodigalités, ses fêtes somptueuses, ses constructions magnifiques, ses duels, ses excès de toutes sortes, ne sont-ils pas les preuves visibles de cette dilapidation des biens de l'État? Ne racontent-ils pas à tous l'énorme et

scandaleux pillage des revenus de la Couronne? » Eliot rappela avec une brutalité terrible l'avidité et la corruption du favori, son insatiable ambition, son despotisme, son oubli de tous ses devoirs envers le pays, l'abus qu'il avait fait de son pouvoir pour satisfaire ses caprices personnels. « La volonté de Sa Majesté, ses instructions, ses actes publics et privés, les décrets des hautes cours de justice, tout a été mis aux pieds de cet homme ; tous les droits, tous les intérêts doivent plier devant lui ; il marche à son but sans s'inquiéter s'il viole la justice et les lois de l'État. » — « Messeigneurs », s'écria-t-il en terminant, après avoir tracé, en quelques mots, un saisissant parallèle entre Buckingham et Séjan, « vous voyez l'homme, vous voyez ce qu'il a fait, ce qu'il vaut en un mot ; je vous le livre ; c'est à vous de prononcer sa sentence. Souvenons-nous tous, tant que nous sommes, chevaliers, citoyens, bourgeois des Communes, qu'il est la cause de tous nos maux. Ils sont venus par lui ; on n'y remédiera qu'en le frappant. *Pereat qui perdere cuncta festinat! Opprimatur ne omnes opprimat!* »

Le Roi et le peuple. — La réponse du Roi fut aussi violente et aussi inattendue que l'attaque d'Eliot. Il se rendit en toute hâte à la Chambre des pairs et déclara que Buckingham n'avait fait qu'obéir à ses ordres. Il enleva Eliot et Digges de leurs siéges et les envoya à la Tour. Les Communes protestèrent et refusèrent de délibérer tant que leurs représentants ne leur auraient pas été rendus. Dix jours après, Eliot fut relâché.

Cette mise en liberté fut le signal de la clôture de la session. Le conseil invita Charles à la différer encore. « Je n'attendrai pas un instant », dit-il, et il répondit à la remontrance finale des Communes, qui demandaient le renvoi de Buckingham, en prononçant la dissolution du Parlement. La remontrance fut brûlée publiquement par ordre du Roi, Eliot fut privé de son office de vice-amiral, et le gouvernement leva, sous la forme arbitraire de dons gratuits, les subsides que le dernier Parlement avait refusé de voter jusqu'à la réforme des abus. Mais peu à peu s'organisa dans le pays le parti de la résistance ; partout on refusait de payer un seul penny sans un vote exprès du Parlement. « Les juges qui avaient convoqué les contribuables du Middlesex et de Westminster, pour leur persuader de se soumettre, furent accueillis par des cris tumultueux : « Un Parlement! un « Parlement! Pas de subsides sans Parlement! » Les gens du comté de Kent résistèrent comme un seul homme. En Buckinghamshire, les juges eux-mêmes n'osèrent pas réclamer les dons gratuits. Les fermiers-propriétaires de Cornouailles répondirent « que s'ils ne possédaient que deux vaches, ils en vendraient volontiers une pour fournir de l'argent au Trésor, à condition que ce fût avec l'assentiment des deux Chambres ».

Charles Ier, à bout de ressources, essaya d'un emprunt forcé ; des com-

missaires furent nommés pour assurer l'exacte répartition de l'impôt et pour interroger, sous serment, tous les récalcitrants. On eut recours à tous les moyens de persuasion ou de violence. Les chaires de la Haute Église retentissaient d'exhortations à l'obéissance passive. Le Dr Mainwaring prêchait devant Charles lui-même « que le Roi n'avait pas besoin de l'approbation du Parlement pour établir de nouveaux impôts, et que ceux qui lui résistaient encouraient la damnation éternelle ». On envoya des soldats dans les bourgs rebelles pour enrôler de force les récalcitrants dans la marine ou dans l'armée; des boutiquiers obstinés furent jetés en prison. Buckingham se chargea de terroriser l'aristocratie et la petite noblesse. Irrité de l'opposition de l'archevêque primat et de l'évêque Williams de Lincoln, qui, seuls, avaient résisté au Roi, il suspendit le premier de ses fonctions, sous un prétexte frivole, et disgracia le second.

La résistance était devenue universelle; les comtés du Nord bravaient l'autorité royale; les fermiers du Lincolnshire chassèrent de la ville les commissaires royaux, et les gens du Shropshire, du Devonshire et du Warwickshire refusèrent résolûment de se soumettre. Huit pairs du royaume, parmi lesquels on comptait lord Essex et lord Warwick, protestèrent contre la levée des subsides comme étant illégale. Deux cents gentilshommes campagnards, qu'on avait traînés de prison en prison pour vaincre leur obstination, furent sommés de comparaître devant le conseil privé (1627). John Hampden, alors simple propriétaire du comté de Buckingham, et que son dévouement à la cause des libertés publiques a rendu cher à tous les Anglais, parut devant ses juges : « J'aurais bien volontiers prêté mon argent au Roi », dit-il, « mais j'ai craint d'encourir la malédiction dont parle la Grande Charte, et qui doit être prononcée deux fois par an contre ceux qui la violent. » Il fut soumis à une si dure captivité « que jamais, depuis lors, il ne reprit son apparence première ». La banqueroute était imminente, et le mécontentement général grandissait chaque jour; un succès militaire éclatant pouvait seul sauver le duc; aussi équipa-t-il une armée de sept mille hommes pour la plus folle et la plus inutile des expéditions. Les protestants, comme on sait, n'avaient d'espoir, au milieu de leur lutte désespérée avec le catholicisme, que dans l'alliance de l'Angleterre et de la France contre la maison d'Autriche. Blessé dans son amour-propre, à ce que l'on croit, par le cardinal de Richelieu (les causes de cette guerre sont restées obscures), et désireux de conquérir une facile popularité en allant au secours des huguenots français, Buckingham saisit un prétexte frivole pour rompre tout à coup avec la France, s'embarqua en personne pour l'île de Ré et excita la grande cité protestante de la Rochelle à la révolte. Cette expédition impolitique se termina de la façon la plus désastreuse. Après avoir vainement assiégé le château de Saint-Martin, les troupes anglaises se virent contraintes de se replier le long d'une étroite chaussée jusqu'à leurs vaisseaux; deux mille hommes succombèrent pen-

dant cette retraite sans que les Français eussent eu aucune perte à déplorer.

La Pétition des droits. — La folle équipée de Buckingham n'avait réussi qu'à ruiner à la fois la Rochelle et la cause huguenote en France. On en ressentit même indirectement le contre-coup en Allemagne. Charles Ier, criblé de dettes et profondément humilié de cette défaite, fut contraint de convoquer un nouveau Parlement qui se réunit dans des dispositions encore moins conciliantes que les précédents. Les candidats du gouvernement furent partout repoussés, et les chefs du parti national revinrent en triomphe. Le seul fait d'avoir résisté à la taxe arbitraire était un sûr moyen d'être élu. Malgré l'avis d'Eliot, les nouveaux députés paraissaient plus désireux d'obtenir réparation des atteintes portées à la liberté individuelle, que de punir Buckingham et d'obtenir satisfaction des griefs de la nation. « Nous devons revendiquer nos antiques libertés », s'écriait sir Thomas Wentworth ; « il faut remettre en vigueur les lois de nos ancêtres et leur donner une telle autorité que personne n'ose désormais les violer. » Ces paroles devaient être rappelées quelques années plus tard, comme la condamnation de sa propre conduite. La Chambre des communes, dédaignant les messages hautains et menaçants de Charles, et peu confiante dans la promesse royale de défendre et de protéger leurs libertés, se consacra entièrement à la rédaction de la *Pétition des droits* (1628).

On y citait tout au long les ordonnances qui interdisaient les taxes illégales, les emprunts forcés, les dons gratuits, les condamnations, les mises hors la loi, les confiscations de biens prononcées contre les citoyens anglais sans le jugement de leurs pairs, les emprisonnements arbitraires, les logements militaires et l'application de la loi martiale en temps de paix, comme moyen de coercition. On rappelait ensuite les nombreuses circonstances où ces lois avaient été outrageusement violées par les deux derniers souverains, surtout depuis la dissolution du dernier Parlement. Les représentants des Communes priaient, en terminant, le Roi « de révoquer tous ces actes illégaux, de s'engager à y renoncer à l'avenir ». Les lords essayèrent de donner une satisfaction partielle à Charles en réservant « son pouvoir souverain ». « Notre pétition », répliqua tranquillement Pym, « a été faite pour doter l'Angleterre de vraies lois, et la puissance du souverain ainsi affirmée semblerait être distinguée de celle de la loi. » Les lords cédèrent ; mais Charles se contenta de faire une réponse évasive.

Eliot, voyant que les demandes plus modérées devant lesquelles il avait retiré les siennes n'obtenaient aucune satisfaction sérieuse, revint à la charge. Dans un discours d'une hardiesse inconnue jusque-là, il proposa de présenter au Roi une nouvelle *Remontrance* sur l'état du royaume ; mais

lorsqu'il eut déclaré que le renvoi de Buckingham devait être le premier acte d'une politique vraiment réformatrice, le président lui répliqua « qu'il avait reçu l'ordre d'interrompre tous ceux qui se permettraient d'attaquer les ministres ». Cette violation de la liberté de la tribune donna lieu à une scène étrange, unique dans les fastes de l'histoire parlementaire. Eliot s'assit brusquement au milieu d'un silence solennel. « On avait rarement assisté à un spectacle aussi émouvant dans une assemblée délibérante », raconte une lettre du temps; « les uns pleuraient, les autres éclataient en reproches, quelques-uns prophétisaient la ruine fatale du royaume, d'autres, saisis d'une sorte de ferveur religieuse, confessaient leurs péchés et les fautes de la nation, qui nous ont attiré tous ces malheurs; d'autres enfin s'indignaient de la faiblesse de leurs collègues qui ne pouvaient retenir leurs larmes. Une centaine au moins pleuraient; plusieurs essayèrent de parler, mais l'émotion leur coupait la parole. » Pym lui-même, s'étant levé, fut obligé de se rasseoir, suffoqué par les larmes. Sir Édouard Coke put enfin prononcer quelques mots et confessa le tort qu'il avait eu en entravant, par ses timides conseils, l'action d'Eliot au commencement de la session, et déclara « que le seul auteur de tous les malheurs du pays était le duc de Buckingham ».

La mort de Buckingham (1628). — La Chambre accueillit avec des cris d'enthousiasme la proposition d'inscrire dans la *Remontrance* les griefs de la nation contre le duc; pour éviter le danger qui menaçait son favori, le Roi céda et offrit tout à coup de consentir aux demandes de la *Pétition des droits*. Grâce à cette concession, il obtint du Parlement un vote de subsides. Ce ne fut partout que feux de joie parmi le peuple à cette nouvelle et carillon de cloches « comme on n'en avait pas vu depuis le retour d'Espagne de Sa Majesté ». Mais cette concession était trop tardive pour permettre au Roi d'arriver à ses fins. Les Communes persistèrent à lui présenter leur *Remontrance;* Charles reçut les députés d'un air froid et dur, ayant Buckingham à son côté. Le duc écouta la lecture de l'acte d'accusation d'un air de défi; puis, tombant aux genoux du Roi, il voulut parler. « Non, Georges », s'écria Charles en le relevant, et son attitude montrait avec évidence que le duc était toujours en pleine faveur. « Nous périrons ensemble s'il le faut, Georges », ajouta-t-il un peu plus tard. Le brillant favori semblait avoir définitivement échappé à tous les dangers lorsqu'il tenta, après la prorogation du Parlement, une nouvelle expédition pour la délivrance de la Rochelle. Mais un lieutenant de l'armée, Felton, « aigri par des injustices », crut que les termes de la *Remontrance* l'autorisaient à satisfaire le projet de vengeance qu'il méditait depuis longtemps : s'étant mêlé à la foule qui remplissait le grand hall, à Portsmouth, il plongea un poignard dans le cœur du favori. En apprenant cette nouvelle, Charles Ier se jeta sur son lit en sanglotant; mais

la nation entière l'accueillit avec des cris de joie. De jeunes étudiants d'Oxford, de graves *aldermen* de Londres burent ensemble à la santé de Felton. « Que Dieu te bénisse, petit David », s'écria une femme en le voyant passer les menottes aux mains; « que le Seigneur t'apporte ses plus précieuses consolations. » Les marins même de la flotte de Buckingham qui mouillait à Portsmouth crièrent au Roi qu'ils espéraient « qu'il épargnerait Felton, leur ancien compagnon d'armes ». Mais les espérances qu'avait fait naître la chute du favori ne furent pas de longue durée; Weston, une créature de Buckingham, devint lord trésorier, et rien ne fut changé au système de gouvernement. « Achan n'est plus », disait Eliot, « et cependant la tyrannie vit toujours. »

La lutte religieuse. — Il semblait qu'aucun acte de Charles Ier ne pourrait encore élargir l'abîme qui séparait déjà la nation anglaise de son souverain; il n'en fut rien cependant. Il y avait une chose qui était plus chère aux Anglais que la liberté de la parole, la sécurité des biens et même la liberté personnelle; c'était, pour employer le langage du temps, l' « Évangile ». La tristesse qui avait envahi le cœur de tous les puritains au début du règne devenait de plus en plus profonde de jour en jour. La lutte sur le continent tournait de plus en plus contre le protestantisme, et la cause de la réforme semblait perdue. En Allemagne, luthériens et calvinistes avaient été également écrasés par la maison d'Autriche; la chute de la Rochelle avait livré les huguenots à la merci d'un cardinal, et au moment où l'Angleterre elle-même tremblait à la pensée qu'elle pourrait un jour ou l'autre être exposée à un péril mortel comme au temps de l'Armada, Charles Ier éleva Laud au siége épiscopal de Londres et le chargea de la direction des affaires de l'Église. Aux yeux des protestants exaltés, Laud et le clergé de la Haute Église, qui le regardait comme son chef, paraissaient bien plus dangereux encore que le papisme, qui faisait à ce moment de si rapides progrès sur le continent; car ils étaient traîtres à leur patrie, infidèles à leur Dieu, et cherchaient à éloigner l'Église anglicane des autres communions protestantes et à la rapprocher de l'Église de Rome, « la moderne Babylone ». Ils singeaient les cérémonies catholiques et introduisaient avec une extrême prudence dans le *Credo* quelques-unes des doctrines de la religion romaine. Par contre, ils n'avaient pas su, comme l'Église catholique, conserver au clergé son indépendance : ils se montraient d'une servilité vraiment abjecte à l'égard du Roi et lui témoignaient leur reconnaissance pour la protection qu'il leur accordait, en érigeant les plus dangereuses prétentions de la Couronne en articles de foi. A l'exemple de l'évêque Andrewes, qui déclarait publiquement que Jacques était inspiré par la grâce du Saint-Esprit, Laud et ses partisans prêchaient l'obéissance passive à la plus abominable des tyrannies et déclaraient que le Roi pouvait librement disposer de la personne

et des biens de ses sujets. La religion même devenait une arme contre la liberté nationale. Jusqu'alors les partisans de la Haute Église avaient été très-peu nombreux (car la masse du clergé et des fidèles était fermement attachée aux idées puritaines); mais, grâce à l'énergie bien connue de Laud, ils allaient voir s'accroître leur influence et le nombre de leurs adhérents. Les personnes les plus sérieuses prévoyaient déjà le jour où toutes les chaires retentiraient d'exhortations à l'obéissance passive, de virulentes attaques contre le calvinisme et d'apologies passionnées de l'Église romaine. Le moins fanatique de tous les membres de la Chambre des communes, Eliot, écrivait de la campagne dans un élan de foi religieuse : « Les dangers deviennent si menaçants que la pensée seule de la vie à venir nous sauve du désespoir. » La crise religieuse l'absorba dès lors tout entier. Le Parlement se réunit dans les mêmes dispositions, et son premier soin fut de s'occuper des affaires religieuses : « L'Évangile », s'écria Eliot, « est la Parole de Vérité, qui a fait le bonheur de l'Angleterre pendant les longues années où elle a joui d'une prospérité exceptionnelle ; qu'il reste donc à jamais la base de notre édifice social. Nous sommes prêts à défendre la Vérité non-seulement par nos paroles, mais par nos actes. » « Il est d'usage », ajoutait-il, « dans les églises d'Orient, de rester debout pendant que l'on répète le *Credo,* comme pour montrer qu'on saura le conserver et le défendre, non-seulement la tête haute, mais, s'il le faut, les armes à la main. N'est-ce pas là une coutume digne d'être imitée? » Les Communes répondirent à l'appel de leur chef en jurant solennellement de ne reconnaître que les articles de foi établis par le Parlement, tels qu'ils étaient admis par l'Église dans son ensemble et interprétés par la majorité des écrivains anglicans.

Ces débats ne furent pas de longue durée. La Chambre des communes, ayant refusé de voter l'établissement de nouveaux droits de douane avant d'avoir obtenu le redressement des abus commis dans la perception des précédents subsides, avait sommé les fermiers d'impôts de comparaître devant elle ; ils ne se présentèrent que pour déclarer que le Roi leur avait interdit de répondre. La Chambre allait protester, lorsque le président annonça qu'il avait reçu l'ordre d'ajourner le Parlement. Les députés comprirent que c'était le prélude d'une dissolution très-prochaine, et leur indignation se manifesta par une violente scène de désordre. Ils obligèrent le président à continuer de siéger, tandis qu'Eliot, proclamant une fois de plus le grand principe de la responsabilité ministérielle, dénonçait le nouveau lord trésorier comme l'auteur de cette mesure d'ajournement, et ajoutait ces mots auxquels les futurs événements devaient donner une signification terrible : « Tous ceux qui ont brisé les Parlements, les Parlements les ont brisés à leur tour. » Les portes furent verrouillées, malgré les protestations du président, malgré les coups répétés de l'huissier qui sommait les représentants, de la part du Roi, de comparaître

devant lui à la Chambre des lords. Les Communes saluèrent le discours d'Eliot en faveur de la liberté par des acclamations enthousiastes, au milieu d'un tumulte indescriptible. Par une série de résolutions, elles déclarèrent que tous ceux qui voudraient introduire des innovations dans le culte ou le *Credo* de l'Église établie, ou lever des subsides sans autorisation du Parlement, seraient considérés comme « ennemis du royaume et de l'État », et que quiconque s'associerait volontairement à des demandes ou à des actes illégaux serait déclaré « traître envers la patrie et la liberté ».

CHAPITRE IV

LA NOUVELLE-ANGLETERRE[1].

L'Angleterre et le Nouveau Monde. — La dissolution du Parlement de 1628 (10 mars 1629) marque l'heure la plus sombre pour le protestantisme, en Angleterre et dans le monde entier. Et c'est à ce moment, où tout semblait désespéré, que les puritains remportèrent leur plus éclatant triomphe. « Ils se tournèrent vers le Nouveau Monde », selon l'expression de Canning, mais dans un sens plus juste et plus élevé que celui qu'il lui attribuait, « pour rétablir l'équilibre de l'Ancien. » C'est en effet pendant les dix années qui suivirent la clôture du troisième Parlement de Charles Ier qu'eut lieu la fondation des États de la Nouvelle-Angleterre par la grande émigration puritaine.

Les puritains étaient loin d'être les plus anciens colons anglais établis dans l'Amérique du Nord. Les épisodes de la première découverte de ces nouvelles terres de l'Occident ne pouvaient guère faire supposer que cette découverte devait un jour contribuer au progrès de la liberté dans le monde; elle avait commencé, au contraire, par donner un prodigieux essor à la prospérité de la plus fanatique et de la plus despotique des puissances du continent, et par remplir le trésor royal d'Espagne avec les richesses du Mexique et du Pérou. Pendant que les galions espagnols naviguaient dans les mers du Sud et que les colons, sujets du Roi Très-Catholique, réclamaient pour lui la partie méridionale du grand continent, l'instinct plus pratique des Anglais les poussait vers les côtes plus sauvages et moins fertiles de l'Amérique du Nord. Bien avant Colomb, les négociants de Bristol connaissaient déjà les côtes du Groënland, grâce aux pêcheurs de l'océan Glacial; et, deux ans avant que le grand navigateur eût atteint le continent américain, Jean Cabot, Vénitien d'origine, établi à Bristol, avait débarqué avec un équipage de marins anglais sur les côtes de Terre-Neuve (1497), et son fils, Sébastien Cabot, parti de Bristol

[1] Sources : L'admirable récit de la colonisation de l'Amérique, par M. Bancroft, dans son livre *History of the United States,* doit être rectifié pour certains détails par Gardiner (*History of England,* ch. xxxvi et lxxx, t. IV et VIII de la nouv. éd.). — Consulter aussi le *Diary* de Laud; le grossier pamphlet de Prynne : *Canterbury's Doom,* donne une idée de l'activité de l'archevêque primat à Lambeth.

avec lui, poussa au sud jusqu'au Maryland et, remontant vers le nord, atteignit la baie de l'Hudson. Pendant de longues années, personne ne suivit la trace de ces hardis aventuriers. Tandis que la France établissait les colons canadiens le long du Saint-Laurent, et que l'Espagne (déjà maîtresse de l'Amérique du Sud) étendait sa domination au nord jusqu'en Floride, les Anglais se contentaient d'exploiter les pêcheries de Terre-Neuve.

C'est seulement sous Élisabeth que l'on s'occupa de nouveau des découvertes de Cabot. Frobisher, monté sur un bateau de la grandeur du canot d'un navire de guerre, traversa l'Atlantique et débarqua sur la côte du Labrador (1576). Il en rapporta la nouvelle de l'existence de prétendues mines d'or, qui attirèrent des centaines d'aventuriers à travers les montagnes de glace du détroit de l'Hudson. Les plus intelligents d'entre eux renoncèrent bientôt à cette chimère pour se mettre à coloniser. Les premières années furent très-pénibles ; les nouveaux arrivants eurent beaucoup à souffrir des longs hivers de ces contrées et des attaques incessantes des tribus guerrières indiennes qui se trouvaient répandues çà et là dans le pays.

Sir Humphrey Gilbert, l'un des hommes les plus distingués de son temps, après avoir vainement tenté de fonder une colonie, se rembarqua pour l'Angleterre et périt dans une tempête. « On est aussi près du ciel sur mer que sur terre », murmura-t-il, dit-on, peu avant que la petite lumière de son embarcation eût disparu dans les profondeurs de la nuit. Une expédition, commandée par son beau-frère, sir Walter Raleigh, explora le détroit de Pamlico, et le pays qu'il découvrit, habité, disait-on, non sans exagération poétique, « par des peuplades vivant comme à l'époque de l'âge d'or », reçut le nom de Virginie, en l'honneur d'Élisabeth, la Reine vierge. L'introduction du tabac et de la pomme de terre en Europe date de la découverte de Raleigh (1584) ; mais les colons perdaient beaucoup de temps et des forces précieuses à la recherche des prétendues mines d'or; enfin l'hostilité des tribus indiennes les chassa de la côte. Lorsque, plus tard, on donna le nom de Raleigh à la capitale de la Caroline du Nord, ce fut pour ce qu'il avait tenté de faire, plutôt que pour ce qu'il avait fait.

Le premier établissement sérieux des Anglais eut lieu au commencement du règne de Jacques Ier, sur la baie de Chesapeake (1606). Cet essai de colonisation devint très-rapidement prospère, grâce à l'énergie des pionniers qui avaient compris qu'on ne pouvait conquérir le Nouveau Monde que par le travail. Parmi les premiers cent cinq colons, quarante-huit étaient des gentilshommes ; il ne s'y trouvait que douze laboureurs. Leur chef, John Smith, explora non-seulement la vaste baie de Chesapeake et découvrit le Potomac et le Susquehannah, mais il sut encore maintenir l'ordre et la discipline parmi ses hommes, décimés par la famine et les désertions, jusqu'à ce qu'ils eussent appris à cultiver la terre. Dans ses lettres aux futurs

colons qui n'avaient pas encore quitté la mère patrie, il dissipait sans retour le rêve des mines d'or. « On ne peut rien faire ici », écrivait-il, « sans travailler de ses mains. » Aussi, grâce à de nombreux renforts d'ouvriers et à une sage distribution des terres, réussit-il, après cinq ans de luttes incessantes, à faire entrer la Virginie en pleine voie de prospérité. On n'avait pas assez de bras pour bâtir les maisons et semer le blé; le tabac poussait dans les rues de Jamestown, la capitale, ainsi nommée à cause du roi Jacques; et, en quinze ans, la colonie comptait cinq mille âmes.

Les Pères pèlerins. — Les lois et les institutions de l'Angleterre furent introduites dans le Nouveau Monde par les Virginiens. Quelques années plus tard, le Maryland, appelé ainsi en l'honneur de Henriette-Marie, femme de Charles Ier, eut la gloire de mettre en pratique des principes de tolérance aussi inconnus en Angleterre que dans la plupart des pays de l'Europe. Lord Baltimore, l'un des plus fidèles conseillers des Stuart, avait été contraint, à cause de sa conversion au catholicisme, d'aller chercher un refuge, pour lui et les colons qui partageaient sa foi, de l'autre côté du Potomac, autour de la baie de Chesapeake. Comme on ne pouvait fonder d'établissement avec les catholiques seuls, son fils, qui lui succéda en 1632, résolut d'ouvrir cette nouvelle colonie à toutes les communions chrétiennes (1632). « Toute personne professant la foi en Jésus-Christ », disait l'ancienne législation du Maryland, « pourra s'établir dans ce pays et ne sera ni troublée ni persécutée pour cause de religion, ni gênée dans le libre exercice de son culte. »

Longtemps avant la colonisation du Maryland par lord Baltimore et peu d'années après l'arrivée de Smith en Virginie, les brownistes ou indépendants, réfugiés à Amsterdam depuis le règne d'Élisabeth, avaient résolu de quitter la Hollande et de chercher une nouvelle patrie dans les plaines encore sauvages du Nouveau Monde. Les récits des souffrances des colons de la Virginie ne réussirent pas à les décourager. « Nous sommes déjà sevrés de toutes les douceurs de la mère patrie et habitués à surmonter les difficultés à l'étranger », écrivait leur ministre, John Robinson; « nos gens sont laborieux et frugaux; nous nous sentons tous unis sous la très-sainte loi du Seigneur, que nous observons scrupuleusement, et grâce à laquelle nous cherchons à travailler au bien de la communauté en général et de chacun en particulier. Nous ne sommes pas gens à nous laisser décourager par des choses de peu d'importance. » Ils se rendirent à Southampton, d'où ils firent voile sur deux petits vaisseaux pour leur nouvelle patrie. L'un de ces navires fut obligé de revenir en arrière; mais l'autre, le *Mayflower*, de cent quatre-vingts tonnes, ayant à bord quarante et un émigrants, avec leurs familles, persista à continuer le voyage. C'est sur la côte inculte du Massachusetts, à un endroit appelé Plymouth, en souvenir

du dernier port anglais où ils avaient touché, que débarquèrent, en 1620, les Pères pèlerins, comme on se plaisait à les nommer plus tard. Ils eurent beaucoup de peine à supporter les rudes hivers du Nord et furent éprouvés par les épidémies et par la faim. Pendant longtemps, ils ne savaient jamais, le soir, s'ils auraient un morceau de pain le lendemain. Malgré leur activité et leur résolution, leurs progrès furent très-lents, et au bout de dix ans, la colonie ne comptait pas plus de trois cents âmes; mais alors la lutte pour l'existence était finie, et les puritains se voyaient définitivement en possession de leurs biens. « Ne vous affligez pas », leur écrivait-on d'Angleterre, aux temps de leurs plus grandes misères, « d'avoir cassé la glace pour les autres ; ce sera votre éternel honneur. »

L'émigration puritaine (1629-1630). — Les yeux de tous les puritains anglais furent fixés dès lors sur ce petit établissement de leurs coreligionnaires de l'Amérique du Nord. La sanction de la Couronne était nécessaire pour l'élever au rang de colonie; des commerçants de Boston en Lincolnshire obtinrent cette faveur du Roi, et les puritains américains reconnurent ce service en donnant le nom de Boston à leur capitale. Huit jours avant d'annoncer sa résolution de gouverner sans Parlement, Charles Ier accorda la charte qui reconnaissait la colonie du Massachusetts (1629). Les puritains regardèrent en général la coïncidence de ces deux faits comme un appel de la Providence. Au moment où tout espoir de liberté semblait perdu pour la mère patrie et où de grands dangers menaçaient « ceux qui aimaient Dieu », ils voyaient briller dans le lointain, à l'occident, le pays de leurs rêves, où la religion et la liberté trouvaient un asile assuré. A peine le troisième Parlement avait-il été dissous, qu'on ne parlait parmi les commerçants et la *gentry* que de la fondation d'une grande colonie de l'autre côté de l'Atlantique, et toutes les veillées se passaient, dans les maisons puritaines, à entendre des descriptions de ce nouveau pays, le Massachusetts. La proposition fut accueillie avec ce calme et grave enthousiasme qui caractérisait les hommes de ce temps-là; mais voici des paroles prononcées par un des principaux émigrants, qui montrent combien il en coûtait même aux plus rigides fanatiques de s'arracher à leur terre natale : « J'appellerai *patrie* », répondit John Winthorp à ceux qui se lamentaient, « le pays où je pourrai le mieux honorer Dieu et jouir de mes plus chers amis. »

On reconnut généralement la justesse de cette réponse, et l'émigration commença dans des proportions inconnues jusque-là ; deux cents émigrants partirent d'abord pour Salem et furent suivis par Winthorp lui-même avec huit cents hommes, et sept cents passèrent encore l'Atlantique avant la fin de la première année du gouvernement personnel de Charles Ier. Ce n'étaient pas, comme les premiers colons, des gens mis au ban de la société :

aventuriers, criminels, banqueroutiers, ou bien des artisans et des gens de peu, comme les Pères pèlerins de la *May Flower;* beaucoup d'entre eux appartenaient aux classes moyennes et commerçantes; quelques-uns étaient de riches propriétaires fonciers; d'autres, comme Cotton, Hooker et Roger Williams, des membres zélés du clergé; d'autres enfin étaient d'habiles hommes de loi de Londres ou même de jeunes étudiants d'Oxford; mais la plupart des émigrants se recrutaient parmi les pieux fermiers du Lincolnshire et des comtés de l'Est. Les chefs ne voulaient, comme coassociés à leur entreprise, que des hommes « d'élite » et pour lesquels l'ambition, la soif de l'or et le désir de courir les aventures n'entraient pas en ligne de compte dans leur résolution de quitter l'Angleterre, mais bien la crainte de Dieu et leur zèle pour la religion. Quelque ardente que fût leur foi religieuse, ils ne s'arrachèrent pas sans déchirement à la mère patrie : « Adieu, chère Angleterre ! » s'écrièrent tous les émigrants à la fois en voyant les côtes du pays natal disparaître à l'horizon. « Lorsque nous serons dans nos pauvres chaumières », écrivait Winthorp aux frères qu'ils avaient laissés derrière eux, « nous verserons des torrents de larmes pour assurer votre bonheur éternel. »

Laud et les puritains. — La première panique dont Eliot s'était fait le véhément interprète se calma peu à peu pendant les deux années suivantes, et il y eut un temps d'arrêt dans l'émigration. Mais les mesures de Laud réveillèrent les craintes des puritains. Jacques Ier, qui était assez perspicace pour lire dans le cœur de Laud, répondait à Buckingham, qui le pressait de le nommer au siége de Saint-David : « C'est un esprit inquiet et remuant, toujours mécontent, qui aime à renverser et à bouleverser, et qui veut réformer l'Église d'après l'idéal qu'il s'est forgé. Chargez-vous de lui ; mais je parie que vous vous en repentirez. » Malgré ses ridicules, son pédantisme et sa crédulité (il note dans son journal particulier l'entrée d'un rouge-gorge dans son cabinet de travail comme un événement d'une grande portée), Laud s'était élevé peu à peu audessus des prélats de cour, grâce à son activité dévorante, à son désintéressement et à ses remarquables capacités d'administrateur; plus tard, lorsqu'il fut complétement absorbé par les questions politiques, il trouvait encore moyen d'acquérir une connaissance si approfondie des affaires commerciales, que les négociants de Londres eux-mêmes le considéraient comme un oracle en ces matières. Son immense influence sur ses contemporains tenait en grande partie à l'unité de ses vues. Il dévoua toutes les forces de son esprit étroit, mais lucide, et de sa volonté obstinée, à poursuivre un seul but. Il voulait faire de l'Église d'Angleterre une branche, mais une branche réformée, de la grande Église catholique, aussi éloignée des innovations du concile de Trente que de celles de Calvin; il prenait pour base de ses doctrines le

Credo et les cérémonies en usage parmi les chrétiens avant le concile de Nicée.

Il commença par rompre tout lien entre les protestants d'Angleterre et ceux du continent, la succession épiscopale étant, suivant lui, la base principale de l'existence d'une Église ; toutes celles qui rejetaient les évêques, comme les communions luthériennes et calvinistes d'Allemagne et de Suisse, avaient cessé pour lui d'être de véritables Églises ; aussi retira-t-il aux huguenots et aux Wallons réfugiés la liberté du culte. Ceux-ci, indignés qu'on voulût les contraindre à se joindre à l'Église anglicane, se portèrent en foule vers les ports du sud de l'Angleterre pour chercher la tolérance en Hollande. Les commerçants et les soldats anglais sur le continent, qui avaient jusque-là suivi sans scrupule les églises calvinistes, furent contraints d'y renoncer, et l'ambassadeur d'Angleterre reçut l'ordre de ne plus paraître aux prêches huguenots de Charenton. Laud, en s'éloignant ainsi des protestants, se rapprochait chaque jour plus ou moins consciemment de l'Église de Rome. Il reconnaissait l'Église romaine comme une portion de la véritable Église, mais séparée de l'Église anglicane par des erreurs et des innovations contre lesquelles il protestait avec énergie. Une fois ces obstacles écartés, l'union se ferait tout naturellement ; il rêvait de jeter un pont sur l'abîme qui, depuis la Réformation, séparait les deux communions. L'offre secrète que le Pape fit à Laud du chapeau de cardinal prouve qu'il le considérait comme travaillant pour lui ; et d'un autre côté, le refus de l'évêque et ses protestations réitérées prouvent également qu'il n'avait pas conscience de cette alliance. Le temps seul pouvait, selon lui, amener cette union avec le grand corps du catholicisme ; mais Laud voulait y préparer peu à peu l'Église anglicane en rendant des forces à la pensée et au culte catholiques.

Il trouvait sur son chemin un obstacle formidable : le puritanisme, auquel se rattachaient les neuf dixièmes des Anglais ; aussi Laud persécuta-t-il sans pitié les puritains. A peine élevé à la dignité d'archevêque de Canterbury, il se servit de la haute Commission ecclésiastique comme d'une machine de guerre contre les ministres puritains. Recteurs et pasteurs évangéliques étaient réprimandés, suspendus, et on leur interdisait de « prêcher l'Évangile ». Il fut ordonné aux prêtres, dans toutes les paroisses, de porter le surplis et de célébrer les cérémonies qui choquaient le plus les puritains ; les postes de suffragants, établis dans les principales villes et qui étaient d'ordinaire occupés par des ministres puritains, furent brusquement supprimés. Ces prédicateurs cherchèrent un refuge auprès des gentilshommes campagnards, qui se virent aussitôt retirer leur privilége d'entretenir des chapelains particuliers. A chaque nouvelle vacance, le clergé de la haute Église envoyait dans la paroisse des prédicateurs chargés d'attaquer les calvinistes et de prêcher l'obéissance passive au souverain comme un devoir religieux. Les puritains, se

sentant poursuivis de position en position, voulurent répondre à ces procédés odieux en rachetant la propriété des cures et en donnant en bénéfice aux ministres protestants les paroisses dont ils étaient les patrons; mais Laud cita les bénéficiers de ces provinces devant la Chambre étoilée et mit brutalement fin à toute résistance.

La persécution n'atteignit pas seulement les membres du clergé ; sous les deux derniers règnes, les petites Bibles de poche, appelées *Bibles de Genève,* étaient devenues très-populaires parmi les laïques de l'Église anglicane ; mais la couleur calviniste des notes marginales les rendit bientôt suspectes, et l'on en défendit l'importation en Angleterre. Laud obligea aussi les fidèles à adopter l'usage de communier à genoux et non plus assis, comme on était habitué à le faire; on compta par centaines les excommunications prononcées pour refus de se conformer à cet ordre. Les différentes manières de voir sur l'observance du dimanche devinrent un prétexte à d'irritantes mesures. Comme les puritains identifiaient le jour du Seigneur avec le sabbat, ils se croyaient obligés de l'observer aussi rigoureusement que les Juifs eux-mêmes. Le clergé qui obéissait à Laud, au contraire, le regardait simplement comme une des fêtes de l'Église, et encourageait les fidèles à le passer aussi gaiement que possible, comme c'était l'habitude avant la Réformation. Jacques I[er] avait déjà pris parti pour la haute Église et publié le *Livre des divertissements,* qui permettait et recommandait spécialement certains jeux pour le dimanche. Le Parlement tenait fort et ferme, comme on devait s'y attendre, pour les puritains, et avait défendu par décret de s'amuser le dimanche. Le pays semblait en général enclin à observer plus strictement le jour du repos, lorsque Laud mit fin à la querelle par un coup d'autorité. Il somma le juge suprême, Richardson, qui avait été chargé de faire exécuter le décret dans les comtés de l'Ouest, de comparaître devant le conseil du Roi, et l'apostropha avec tant de violence que le vieillard sortit en se plaignant d'avoir été presque étranglé « par une paire de manches de linon ». Il fut alors ordonné à chaque ministre de lire du haut de la chaire la déclaration royale sur les divertissements du dimanche. Un pasteur puritain s'en tira avec esprit; après avoir obéi aux injonctions du gouvernement, il ajouta : « Chers frères, vous avez entendu les commandements de Dieu et les commandements des hommes : choisissez. » La plupart des puritains refusèrent de se soumettre à l'ordre de l'archevêque; des centaines de ministres furent immédiatement cités devant la haute Commission ecclésiastique, réprimandés et destitués. Dans le seul diocèse de Norwich, trente ministres paroissiaux furent privés de leurs cures.

Laud et le clergé. — Cette répression des tendances puritaines dans les rangs du clergé n'était que le prélude de la véritable réforme que rêvait l'archevêque dans le sens du catholicisme. Laud ne cachait pas ses sym-

pathies pour le célibat des prêtres ; quelques évêques et la majorité du nouveau clergé qui occupait les cures d'où les pasteurs puritains avaient été chassés, défendaient des doctrines et des usages dénoncés par les réformateurs comme du pur papisme, tels que la confession auriculaire, la présence réelle et les prières pour les morts. L'un des prélats, Montagu, était catholique de cœur ; un autre, Goodman, mourut en confessant sa foi aux doctrines papistes.

Pendant ce temps, Laud se montrait infatigable dans ses efforts pour ramener le clergé anglais au degré de puissance civile et politique qu'il avait atteint lorsque la Réforme lui avait porté un coup fatal. On peut voir dans les archives de Lambeth un immense et superbe volume sur vélin où se trouvent copiées certaines pièces du Trésor de la Tour sur les priviléges du clergé ; cette compilation est mentionnée dans le journal de Laud comme une « des vingt-deux choses qu'il avait projeté de faire si Dieu le lui permettait », et comme une des quinze qu'il avait pu mener à bien avant sa chute. Il rétablit l'autorité de la Cour des évêques, qui était bien déchue depuis plusieurs années. En 1636, il décida même le Roi à élever Juxon, évêque de Londres, au poste de premier lord trésorier, le plus important du royaume : « Aucun membre du clergé ne l'avait occupé depuis Henri VII », remarque fièrement Laud. « Je prie Dieu de faire en sorte que l'honneur en rejaillisse sur l'Église et sur le gouvernement, et que le nouvel élu rende des services à l'État ; et maintenant, si le clergé ne sait pas soutenir les siens, tant pis, je ne peux rien faire de plus. »

Désireux, comme nous l'avons déjà vu, de relever le catholicisme dans l'estime du clergé, il voulait introduire aussi quelque chose de la pompe de l'Église romaine dans les cérémonies du culte. Sa conduite à Lambeth, dans son propre palais, montre avec quelle intrépidité il heurtait tous les instincts de son temps, à une époque où le côté spirituel de la religion avait beaucoup plus d'action sur les âmes que les pompes du culte. On remarqua alors comme un fatal présage l'accident qui signala sa première entrée à Lambeth. Le bac, surchargé, chavira en passant la rivière ; chevaux et gens de l'archevêque furent sauvés, mais son carrosse resta au fond de la Tamise. Malgré le soin avec lequel il notait ces présages, Laud, esprit étroit, mais hardi, n'en était pas troublé dans son œuvre.

Il commença par restaurer sa chapelle de façon à montrer son mépris pour tout ce qu'avaient fait ses prédécesseurs depuis la Réforme. Sous le règne d'Édouard VI, le zèle iconoclaste des protestants avait été jusqu'à arracher des fenêtres les vitraux peints ; sous Élisabeth, la table de communion avait été transportée au milieu de la chapelle. C'est probablement Abbot qui avait supprimé l'orgue et le chœur, et interdit toutes les cérémonies solennelles. Il refusait, ainsi que toutes les personnes de sa maison, d'incliner la tête au nom du Christ. L'autel avait disparu, et les chapes, que l'on portait encore au temps de Parker, avaient cessé d'être en usage à

l'époque de Laud. Malgré son extrême simplicité, la chapelle du palais de Lambeth était un des édifices religieux les plus remarquables de ce temps; le service divin y avait été célébré chaque jour, depuis Cranmer, par tous les archevêques primats ; il était fréquenté par l'aristocratie, la magistrature, le clergé et des personnages de tout rang d'Angleterre et du continent. Pour Laud, cet état de choses paraissait intolérable.

Avec son énergie habituelle, il aida lui-même à replacer les vitraux aux fenêtres, et se donna une peine inouïe pour en réunir tous les morceaux. Il scandalisa le vitrier en lui ordonnant de réparer et de replacer la croix brisée de la fenêtre de l'est. La sainte table fut enlevée du centre et placée en manière d'autel contre le mur oriental, devant une longue tenture de tapisserie sur laquelle était brodée une sainte Cène. L'archevêque ne fut satisfait que lorsque le jubé de bois, précieusement sculpté, les riches chapes du chapelain, les chandeliers d'argent, la table de l'autel, l'orgue et le chœur eurent été rétablis, et lorsque le vieux rituel, les génuflexions devant l'autel et les prosternations au nom de Jésus, eurent fait de cette chapelle le modèle des églises selon ses idées particulières.

Comme il ne pouvait établir partout la même pompe, il exigea du moins le plus qu'il put; par exemple, les saluts et génuflexions devant l'autel furent introduits dans toutes les cathédrales ; enfin, un décret royal ordonna de transporter dans le chœur les tables de communion, qui, depuis un demi-siècle, se trouvaient dans presque toutes les églises paroissiales au milieu de la nef. Comme avant la Réforme, une balustrade les protégea contre toute profanation. C'était une sorte de reconnaissance implicite de la présence réelle et le désaveu de la doctrine protestante adoptée généralement en Angleterre au sujet de la sainte Cène. Laud vint à bout de toutes les résistances, assez violentes parfois, grâce à sa rigueur et à son opiniâtreté. Des prêtres furent condamnés à de fortes amendes et à la prison, et privés de leurs bénéfices, pour avoir attaqué ces changements du haut de la chaire ; et des marguilliers, qui avaient refusé ou tardé d'obéir à cette injonction, se virent cités à comparaître devant la Commission ecclésiastique, qui les réprimanda sévèrement, et leur arracha par la terreur la promesse de se soumettre aux nouveaux usages.

Les colonies puritaines. — Dans leur dernière remontrance au Roi, les Communes avaient désigné Laud comme le chef de la réaction antiprotestante de l'Église anglicane; et, chaque année, le primat semblait prendre à tâche de justifier cette accusation. Sa politique avait cessé d'être purement conservatrice comme celle de Parker ou de Whitgift; elle devenait agressive et révolutionnaire. Aussi, les puritains rallièrent-ils autour d'eux tous les sentiments conservateurs, car c'étaient eux désormais qui

semblaient défendre la vieille Église anglicane contre les attaques du primat.

La lutte devenait chaque jour plus difficile à cause de la puissance de Laud, qui avait pour lui le Roi et la cour. Les puritains voyaient leurs ministres réduits au silence ou privés de leurs cures, le sabbat profané, et la cérémonie la plus sainte du culte rapprochée autant que possible de la messe romaine. Ils retrouvaient la doctrine catholique enseignée du haut des chaires et les cérémonies catholiques célébrées dans les églises. Qu'y a-t-il d'étonnant, après cela, que les hommes pieux d'Angleterre aient vu l'intervention directe de la main de Dieu dans la fondation de la colonie du Massachusetts et aient senti leurs cœurs attirés au delà de l'Océan ? Vainement des âmes faibles revenaient raconter les dangers et les difficultés qu'on y rencontrait, et comment deux cents des nouveaux colons avaient péri pendant le premier hiver ; une lettre de Winthorp leur apprenait avec quelle énergie avait lutté la poignée de courageux pionniers restés à leur poste : « Nous adorons en paix Dieu et Jésus-Christ ; n'est-ce pas assez ? Je remercie le Seigneur de me sentir si bien ici et de ne pas me repentir d'être venu ; je ne voudrais pas avoir renoncé à mon projet, quoique j'eusse prévu toutes ces épreuves ; je n'ai jamais ressenti un plus grand contentement d'esprit. »

Malheureusement, en traversant l'Atlantique, les puritains, si énergiques et si virils, ne s'étaient pas dépouillés de leur étroitesse et de leur rigorisme. Un jeune pasteur, Roger Williams, fut obligé de quitter le Massachusetts et de se réfugier chez les colons de Rhode-Island pour avoir prêché la liberté de conscience (1636). Ils montrèrent aussi leur ressentiment des persécutions qu'ils avaient eu à subir dans leur pays, en abolissant l'épiscopat et en interdisant le *Prayer Book*. La colonie devint bientôt, grâce au zèle religieux de ses membres, une sorte de théocratie. Pour que le gouvernement restât confié à de bons et honnêtes citoyens, il fut ordonné qu'aucun homme ne serait admis à jouir des libertés politiques, à moins qu'il ne fît partie d'une des nombreuses églises de la communion protestante.

Plus la main de Laud s'appesantissait sur l'Angleterre, plus l'émigration puritaine prenait de l'extension. Trois mille colons arrivèrent d'Angleterre en une seule année. Le débarquement de Harry Vane, fils d'un secrétaire d'État, destiné à jouer l'un des principaux rôles dans la future révolution, semblait annoncer l'arrivée des chefs mêmes du mouvement puritain. L'anecdote qui veut qu'un ordre du Roi ait seul empêché Cromwell de passer les mers, est probablement controuvée; mais il est certain que la révolution qui suivit l'insurrection écossaise empêcha seule les hommes du plus haut rang de quitter l'Angleterre. Lord Warwick s'était assuré la possession de la vallée du Connecticut, lord Say et Sele et lord Brooke entrèrent en négociations pour se faire transporter dans le Nouveau

Monde. Hampden acheta des terres dans le Narragansett. Le nombre croissant des émigrants est une preuve de la violence des persécutions.

Entre le départ de Winthorp et la réunion du Long Parlement, c'est-à-dire pendant une période de dix à onze ans, deux cents navires d'émigrants traversèrent l'Atlantique, et vingt mille Anglais trouvèrent un refuge en Amérique.

CHAPITRE V

LA TYRANNIE[1].

(1629-1640)

La suspension du Parlement. — A l'ouverture du troisième Parlement, Charles avait fait entendre aux députés, d'un ton menaçant, que l'existence d'une Chambre dépendait de leur degré de soumission à la volonté royale. « Si vous ne faites pas votre devoir », dit le Roi, « je serai obligé d'user des moyens que Dieu a mis entre mes mains. » Cette menace ne réussit pas à ébranler l'énergique opposition des Communes, et Charles passa des paroles aux actes. « Nous avons montré jusqu'ici, en convoquant à plusieurs reprises les députés de la nation, notre amour pour le gouvernement parlementaire », dit-il dans une proclamation qui suivit la dissolution des deux Chambres ; « mais les derniers scandales m'ont obligé à suivre, bien à contre-cœur, une autre politique, et nous regarderons comme une atteinte à notre puissance toute prétention de fixer d'avance une date pour la réouverture du Parlement. »

Onze ans se passèrent, en effet, sans que le Parlement fût convoqué. Il serait injuste cependant d'accuser le Roi d'avoir eu le plan arrêté d'établir l'absolutisme en Angleterre et d'apporter aucun changement à ce qu'il croyait être l'ancienne constitution du royaume. Bien que Charles détestât le nom seul de *Parlement,* jamais il ne lui fût venu à l'idée de le supprimer définitivement. Il espérait que la nation recouvrerait tôt ou tard son bon sens, et qu'alors les Chambres pourraient se réunir de nouveau sans danger pour la Couronne. En attendant, il se proposait de gouverner seul, avec les ressources « que Dieu lui avait mises entre les mains ». Il étouffa ainsi toute velléité de résistance, en jetant les chefs du parti national en prison. Eliot expira à la Tour, premier martyr de la liberté. On interdit sévèrement de parler de la réunion d'un nouveau Parlement, et Laud se

[1] Sources : Pour les principaux événements de cette époque, voir les chapitres précédents. Consulter les *Lettres de Strafford,* les *Calendars of State Papers.* Consulter aussi pour l'Écosse l'excellente *Histoire d'Écosse* de M. Burton, et pour l'insurrection écossaise, les *Lettres de Baillie.* Lire dans Clarendon : *History of the rebellion,* les portraits de Weston et des principaux hommes d'État de cette période.

sentit autorisé à vaincre l'obstination des puritains en se servant de mesures de coercition. Mais le Roi s'en tint là. Un Richelieu aurait profité de l'occasion pour organiser un gouvernement despotique; Charles se contenta de remplir le Trésor; il n'avait, d'ailleurs, ni les qualités ni les défauts d'un véritable tyran ; il n'essaya pas de s'emparer du pouvoir absolu. Ne le possédait-il pas déjà en vertu de la Constitution? Il ne songeait même pas à entretenir une armée permanente, un peu faute d'argent et surtout parce qu'il avait foi dans son principe et ne croyait pas qu'on pût songer à lui résister.

Son seul moyen pour se libérer de cette dépendance vis-à-vis du Parlement, qui révoltait son orgueil de roi, était une politique de paix et d'économie. Pour éviter la guerre, il se montra plus indifférent que son père lui-même aux intérêts des protestants du continent. A cette époque, l'Allemagne était en feu; l'apparition inattendue de Gustave-Adolphe et de ses Suédois au cœur de l'Empire avait complétement changé la face des choses; la défaite et la mort de Tilly, l'humiliation de la ligue catholique et la prise de Munich, la capitale de son chef, par les Suédois, délivrèrent les princes luthériens de l'Allemagne du Nord de la soldatesque impériale et contraignirent l'empereur Ferdinand II, tremblant derrière les murs de Vienne, à appeler à son aide un aventurier nommé Wallenstein dont il redoutait l'ambition, mais qui seul était capable de repousser le conquérant suédois. Le protestantisme n'avait pour le moment rien à craindre. Mais ces victoires des protestants n'arrachèrent pas plus Charles à ses mesquines préoccupations de politique intérieure, que Jacques n'avait été arraché par leurs défaites aux ridicules tergiversations de sa diplomatie. Porter secours à Gustave-Adolphe, ou même se tenir sur un pied de neutralité armée, c'était imposer une charge au trésor royal et rendre nécessaire un nouvel appel aux Communes; or, Charles avait résolu de n'y plus avoir recours. Aussi s'empressa-t-il, au plus fort de la lutte, de signer la paix avec la France et l'Espagne, les deux grandes puissances catholiques, et eut-il soin de se tenir à l'écart de toute intervention dans les affaires du continent.

La question financière, de jour en jour plus grave, l'absorbait entièrement; la dette publique était énorme, et le revenu de la Couronne, privé désormais des subsides du Parlement, ne suffisait pas aux dépenses courantes. Charles était naturellement frugal et laborieux, et l'administration du nouveau lord trésorier, Weston, créé comte de Portland, formait un contraste heureux avec les folies et les prodigalités du temps de Buckingham. Cependant les économies réalisées par Weston ne pouvaient combler le déficit ou plutôt le gouffre du Trésor. C'est alors que Charles eut recours à des mesures financières illégales qui montrèrent combien les Communes avaient raison de signaler le système des taxes arbitraires comme un péril imminent pour la liberté constitutionnelle.

Le gouvernement du Roi. — Il est curieux de voir à quels moyens honteux la majesté royale était obligée de s'abaisser pour remplir le Trésor, tout en évitant de violer ouvertement les anciennes lois constitutionnelles et de lever des impôts par la seule autorité de la Couronne. Il usa et abusa de ses prérogatives royales ; il fit revivre un ancien droit tombé en désuétude qui lui permettait d'imposer aux grands propriétaires ruraux de se faire recevoir chevaliers ; en cas de refus, il obligeait les récalcitrants à entrer en arrangements avec lui et les frappait de lourdes amendes, à la plus légère irrégularité dans leurs titres de propriété ; enfin, une commission forestière extorquait d'énormes sommes d'argent aux possesseurs de terres voisines des domaines de la Couronne, sous prétexte d'empiétements illégaux. La ville de Londres, qui s'était attirée l'animadversion particulière de la cour à cause de son attachement obstiné au puritanisme, eut beaucoup à souffrir de l'avidité et de la violence de Charles Ier. Celui-ci avait fait revivre un ancien décret de Jacques, interdisant l'extension de la capitale en dehors de certaines limites. Hors de ces limites, les maisons des immenses faubourgs de la capitale ne furent sauvées qu'au prix d'une somme équivalant à trois années de revenu. Le Trésor, par cette habile mesure, se fit une centaine de mille livres ; mais Charles s'attira ainsi la profonde inimitié des bourgeois de Londres, dont les richesses et l'énergie devaient plus tard si puissamment contribuer à sa chute. Bien que les catholiques n'eussent plus à subir aucune persécution directe et que le lord trésorier leur fût tout à fait sympathique, la pénurie du Trésor était telle, que la Couronne fut obligée de maintenir l'ancien système d'amendes contre les « récusants ».

Ces mesures étaient sans doute aussi vexatoires qu'illégales, mais elles firent encore moins de tort au gouvernement que l'avilissement de la justice, devenue, entre les mains de la Chambre étoilée, une source de revenus pour le Roi. C'est Wolsey, comme on sait, qui avait rendu au conseil royal son caractère judiciaire pour faire échec à l'aristocratie, et son autorité devint de plus en plus grande sous les Tudor, surtout en matière criminelle ; il jugeait les gens accusés de faux et parjures, les émeutiers, les banqueroutiers, les libellistes et enfin les conspirateurs ; tous les délits restés impunis, soit à cause de l'insuffisance des lois en vigueur, soit à cause de la haute situation des coupables, étaient jugés devant le conseil. La procédure en usage ressemblait beaucoup à celle de la chancellerie : le procureur du Roi (*King's attorney*) portait les affaires devant le conseil ; accusés et témoins étaient interrogés sous serment, chacun à leur tour ; le tribunal pouvait prononcer toutes les peines en vigueur, à l'exception de la peine de mort. Une arme aussi redoutable aurait pu devenir fatale à la liberté aux mains d'un despote de génie ; mais Charles Ier n'y voyait qu'une source de profits pour le Trésor. Un grand nombre de cas, qui auraient dû être portés devant les tribunaux ordinaires,

étaient évoqués devant la Chambre étoilée, à seule fin de frapper les accusés d'amendes au profit de la Couronne. C'est ce qui explique les peines sévères prononcées pour des peccadilles; par exemple, un oncle qui épousait sa nièce était frappé d'une amende de douze mille livres, et l'on exigeait jusqu'à quatre et cinq mille livres pour la moindre querelle entre seigneurs de la cour.

On extorquait aussi de l'argent pour la flotte en se servant par abus d'un ancien privilége qui donna lieu plus tard à la grande lutte provoquée par le *ship money* (argent des vaisseaux). L'un des fonctionnaires de la Couronne, appelé Noy, très-versé dans les questions de droit, avait découvert, dans les Archives de la Tour, de vieux arrêtés stipulant que les navires du Roi devaient être fournis par les ports du royaume, et que l'armement de la flotte était à la charge des comtés maritimes. Ces décrets dataient d'un siècle où n'existait aucune flotte permanente et où la guerre maritime était faite par des vaisseaux empruntés à différents ports du royaume. On vit dans ces décrets un moyen d'entretenir la marine royale sans qu'il en coûtât un sou au Trésor; les récalcitrants étaient menacés de lourdes amendes et de la prison.

Ces expédients cependant donnèrent plus d'ennui que de profit. Charles Ier fut entraîné d'illégalité en illégalité jusqu'à violer ouvertement la loi; il ressuscita d'anciens monopoles abandonnés par Élisabeth, abrogés sous le règne de Jacques Ier par un acte du Parlement, et formellement condamnés de son propre consentement, dans la *Pétition des droits,* pour les rétablir sur une échelle beaucoup plus vaste encore qu'autrefois, les compagnies qui s'en chargeaient payaient à la Couronne, outre une part dans les bénéfices, une somme énorme pour prix de la concession du monopole. Bientôt le savon, le vin, le sel, enfin tous les articles de première nécessité, se trouvèrent aux mains des spéculateurs et s'élevèrent à un taux hors de proportion avec le gain du gouvernement. « Ils buvaient dans nos tasses », disait plus tard Colepepper en plein Parlement, « trempaient leurs doigts dans nos plats et s'asseyaient à nos foyers; nous les trouvions dans la cuve à teinture, dans le baquet à lessive, presque dans notre poire à poudre; ils partageaient les bénéfices du coutelier; en un mot, nous leur appartenions corps et biens. »

Rien ne donne mieux l'idée du caractère de Charles que sa conduite dans l'affaire de la *Pétition des droits.* Le serment qu'il avait prêté, affirmant aux députés « qu'ils pouvaient compter sur sa parole royale », ne troubla jamais son repos. Après la dissolution du Parlement de 1628, il eut recours à tous les abus qu'il avait promis de supprimer, aux emprisonnements arbitraires, aux pressions exercées sur la magistrature, comme à des choses toutes naturelles. La pénurie du Trésor, malgré les expédients financiers, le poussa fatalement vers la pente dangereuse des impôts illégaux; on continua à lever comme autrefois d'énormes droits de douane,

et dans les ports le Roi décréta la levée de nouveaux dons gratuits dans les comtés. Les bourgeois de Londres récalcitrants étaient sévèrement punis par la Chambre étoilée. Un alderman de Londres, nommé Chambers, fut condamné à une amende de deux mille livres pour avoir dit « que les choses allaient plus mal en Angleterre qu'en Turquie ». Le malheureux mourut de chagrin en prison, complétement ruiné. Les francs tenanciers des comtés se soumirent moins aisément ; ceux de Cornouailles, convoqués à Bodmin pour souscrire à un emprunt, refusèrent en grand nombre, et les autres ne payèrent pas plus de deux mille livres. L'un de ces francs tenanciers nous a laissé un amusant récit de l'entrevue avec les commissaires du gouvernement : « Ils s'étaient mis en frais d'éloquence, tour à tour priant ou menaçant. Quelques-uns d'entre nous se laissèrent intimider ; quant à moi, on fit tout au monde pour me soutirer de l'argent ; mais, sachant à qui j'avais affaire, j'ai gardé tout le temps mes mains serrées dans mes poches. »

Strafford (1630-1640). — Malgré toutes ces mesures vexatoires et arbitraires, la nation ne paraissait pas inquiète pour ses libertés. Dans toutes les lettres de cette époque, on trouve une confiance touchante dans le triomphe définitif de la légalité. Charles était obstiné, mais l'obstination se rencontre trop fréquemment chez les Anglais pour qu'on pût lui en vouloir beaucoup. Le peuple était aussi entêté que son souverain et avait assez de bon sens pour savoir que la moindre crise ferait écrouler tout le système financier que Charles avait si patiemment édifié et l'obligerait à convoquer les Chambres pour demander des subsides. Aussi attendait-il des jours meilleurs. La merveilleuse prospérité du royaume expliquait cette patience. Grâce à la longue période de paix dont on avait joui, le commerce s'était développé rapidement, et l'industrie avait pris une grande extension dans la partie ouest du Yorkshire ; on défrichait des terres et l'on achevait un vaste plan de desséchement des marais. Le luxe inouï des manoirs de la petite noblesse prouvait à quel point elle s'était enrichie. Le contraste que présentait l'Angleterre, paisible et florissante, avec les royaumes du continent, déchus et ruinés par la guerre civile, semblait donner raison aux partisans du régime despotique.

Le pays paraissait si tranquille, qu'à la cour tout sentiment de danger avait disparu. « Des hommes d'État et des membres du conseil privé se mettaient à rire lorsqu'on parlait devant eux de liberté individuelle ». Il y avait des courtisans assez hardis pour exprimer l'espoir « que le Roi n'aurait plus jamais besoin de Parlements ». Sous ce calme apparent grondait un mécontentement croissant. « Le peuple était prêt à la révolte », avoue ingénument Clarendon. Des milliers d'Anglais quittaient leur patrie pour l'Amérique ; la petite noblesse se tenait à l'écart de la cour, et la majorité de la nation, surtout les francs tenanciers, pouvait

à bon droit se plaindre de voir ses intérêts sans cesse lésés et sa liberté compromise.

Charles était plein d'illusions sur les véritables sentiments de son peuple ; mais un de ses ministres vit clairement combien les Anglais avaient raison d'attendre patiemment la suite des événements ; il comprit que si le despotisme n'était pas établi sur des bases plus solides, il suffirait du moindre échec pour le renverser. Je veux parler de sir Thomas Wentworth, grand propriétaire du Yorkshire et l'un des représentants de ce comté au Parlement. Il avait été longtemps considéré comme l'un des membres les plus actifs du parti rural dans la Chambre des communes. Mais, dès son entrée dans la vie publique, il s'était montré ardemment désireux de trouver un emploi au service du gouvernement. Dès la fin du règne de Jacques Ier, il était entré en relation avec la cour ; il avait procuré un siége au Parlement à l'un des ministres du Roi, et on le croyait généralement en passe d'entrer à la Chambre des lords, lorsque Buckingham, jaloux de son habileté politique qu'aiguisait encore son ambition, le rejeta par des marques de mépris dans l'opposition. Son éloquence entraînante et enflammée, mais moins soutenue et moins grave que celle d'Eliot, en fit un des plus redoutables adversaires du gouvernement. Son patriotisme, toutefois, n'avait guère d'autre source que son aversion pour le favori ; ses intrigues à la cour décidèrent Buckingham à ruiner, par une insulte sanglante, cet insolent et redoutable rival.

Pendant une session des assises, où il siégeait comme shériff du Yorkshire, Wentworth reçut la nouvelle de sa destitution et de son remplacement par sir John Savile, son rival dans le comté. « Puisqu'il a la lâcheté de faire semblant de me disgracier à la face même du pays », s'écria-t-il dans un de ces fréquents accès d'indignation où il exhalait sa colère et son mépris, « je saurai bien effacer cet outrage avec le même éclat. » Il se mit aussitôt en avant à la Chambre des communes, et fut un des promoteurs de la *Pétition des droits*. Y eut-il chez Wentworth, à cette heure de crise, un sentiment plus noble que le désir de vengeance, un véritable amour de la liberté ? Il est très-difficile de le discerner ; mais il plaida la cause avec feu. « Si je n'ai pas loyalement insisté sur la nécessité de conserver la liberté individuelle pleine et entière », dit-il en terminant un de ses discours au Parlement, « je consens à être pendu sur une colline pour servir d'exemple à ceux qui viendront après moi. »

Il resta en effet l'un des chefs du parti national jusqu'à l'assassinat de Buckingham. A peine eut-il vu disparaître l'homme qui faisait obstacle à l'accomplissement de son rêve d'ambition, que Wentworth jeta son masque de patriotisme. Il entra au conseil privé, et promit, le jour où il y siégea pour la première fois, « de délivrer la monarchie pour toujours des restrictions et des entraves que ses sujets voulaient lui imposer ». Son zèle

et son activité pour plaire à son royal maître lui valurent la pairie et le poste élevé de lord président des comtés du Nord.

Charles pouvait à bon droit témoigner une aussi haute confiance à son ministre, car Thomas Wentworth, créé à la fin de sa vie comte de Strafford, devint l'incarnation même de la tyrannie. Trop clairvoyant pour s'imaginer comme son maître que le pouvoir arbitraire qu'il exerçait était conforme à la vieille constitution du pays, et que le temps suffirait pour changer la nation et la réconcilier avec le despotisme, il savait que le peuple anglais n'avait jamais connu le pouvoir absolu, et qu'il fallait imposer par la terreur ce qu'on ne pouvait implanter ni par la persuasion ni par la force de l'habitude. Son système était en parfaite harmonie avec sa personne; lorsqu'on regarde le portrait de Strafford et que l'on voit ce visage sombre, au regard fixe et lourd, on comprend mieux le caractère de sa politique effrénée et sans scrupules. S'il s'imposa au parti royaliste, ce fut par la seule force de son tempérament, par la terreur que sa violence inspirait aux hommes incapables que Buckingham avait laissés après lui, ce fut aussi par son esprit de gouvernement. Il ignorait les petites roueries des courtisans; aussi cet homme taciturne, fier et irascible, faisait-il singulière figure à Whitehall, où ses manières rudes excitèrent le sourire la première fois qu'il parut devant le Roi; ce sourire se changea bientôt en une animadversion générale. La Reine, la frivole et intrigante Henriette-Marie, le détestait; les autres ministres, ses collègues, désireux de le ruiner dans l'esprit du Roi, prenaient occasion pour le discréditer de ses querelles avec le ménage royal, de ses violentes invectives contre les lords et de ses transports de colère à la table même du conseil royal. Charles Ier, tout en le soutenant avec énergie, était tout à fait incapable de comprendre le but qu'il poursuivait. Il l'appréciait sans doute comme administrateur, à cause de son désintéressement, de sa hauteur pleine d'indifférence avec grands et petits, et de son dévouement à la cause royale; mais lorsque Strafford se préparait à attaquer de vive force les libertés publiques, à établir en Angleterre un despotisme analogue à celui que Richelieu exerçait en France, et à donner ainsi à l'Angleterre un rôle international égal à celui de la France, il n'avait à attendre de Charles ni sympathie ni appui.

Wentworth en Irlande. — Wentworth était impatient de trouver enfin une sphère d'action où il pourrait agir à sa guise, sans être entravé à chaque instant par les difficultés qu'il rencontrait en Angleterre. Il voulait préparer, en prévision d'une lutte future, en se créant des revenus fixes, une armée permanente, des arsenaux et des forteresses; c'est de l'Irlande qu'il résolut de tirer ces revenus. Il voyait dans ce malheureux pays, qui avait été jusqu'ici horriblement pressuré par le trésor royal, le levier dont il avait besoin pour détruire la liberté en Angleterre. Il était facile, en

tenant la balance égale entre catholiques et protestants, de rendre les deux communions complétement dépendantes de l'autorité royale; le pays tout entier se trouvait, d'après les théories de Strafford, sous la domination absolue de la Couronne par droit de conquête et ouvrait ainsi un vaste champ à son activité administrative ; pour le reste, il comptait à bon droit sur son talent et sa volonté.

En 1632, il fut nommé lord député et gouverneur d'Irlande, et cinq ans après, son but semblait atteint. « Le Roi », écrivait-il à Laud, « est ici souverain aussi absolu qu'aucun autre prince du monde entier. » Wentworth était arrivé à son but en répandant partout la terreur ; l'archevêque Usher et tous ceux qui portaient un nom connu et respecté dans l'île se virent l'objet de ses insultes et de ses persécutions ; son despotisme ne respectait plus aucune loi. Quelques paroles insolentes échappées à lord Mountnorris suffirent à le faire traduire en conseil de guerre, comme rebelle, et condamner à mort. On dit même que Wentworth se servait parfois de son pouvoir dans un but personnel et peu avouable. Une passion adultère pour la belle-fille du chancelier l'entraîna à donner l'ordre à ce pair du royaume de disposer de ses domaines en faveur de sa maîtresse, et, sur son refus, à le priver de sa charge. Mais de tels faits étaient rares; il poursuivait d'ordinaire, malgré sa tyrannie, l'intérêt du pays ; et son despotisme délivra le peuple des nombreux petits seigneurs locaux qui l'opprimaient. Les propriétaires fonciers irlandais furent, pour la première fois, obligés de se soumettre à la loi. Wentworth régularisa la justice, réprima les violences, améliora le sort du clergé et purgea la mer des pirates qui l'infestaient. La création de l'industrie des toiles de lin, qui devait enrichir l'Ulster, et le premier développement du commerce, datent de l'époque de Strafford.

Toutes ces améliorations cependant n'étaient pas pour lui un but, mais un moyen. Il ne songeait qu'à la réalisation de ses vues tyranniques. Il eût été digne de lui de réconcilier catholiques et protestants, et de calmer la soif de vengeance qu'avait excitée chez le peuple irlandais la colonisation de l'Ulster. Strafford, au contraire, irrita les protestants en tolérant le culte catholique et en suspendant la persécution, qui avait recommencé, mais avec mollesse, tandis qu'il entretenait le mécontentement des catholiques en projetant la colonisation du Connaught ; il voulait, par ce moyen, jeter la discorde entre les deux partis qui se trouveraient ainsi entièrement sous la domination de la Couronne. Cette politique tortueuse devait finir par les épouvantables massacres d'Irlande, par les vengeances de Cromwell et par la longue série d'atrocités qui fait de l'histoire de ce pays une des plus lugubres qui soient.

Pour le moment, l'Irlande se trouvait à la merci de Wentworth ; il avait doublé le revenu du fisc, organisé une armée; il se sentait enfin assez fort pour convoquer, malgré les craintes du Roi, un Parlement irlan-

dais. Il voulait donner une leçon à l'Angleterre et à Charles Ier en montrant qu'on pouvait faire d'un Parlement, cet épouvantail, un instrument de la volonté royale : son succès fut complet. Les deux tiers de la Chambre des communes irlandaise consistaient en députés de misérables villages, de bourgs pourris, entièrement à la discrétion de la Couronne; et les lords absents étaient obligés d'envoyer leurs mandataires au conseil irlandais pour recevoir les ordres du gouverneur. Ces précautions étaient d'ailleurs presque inutiles; les deux Chambres tremblaient devant leur redoutable maître, qui leur signifia « de voter sans murmurer ou plutôt sans conspirer en secret »; elles se soumirent aussitôt, et, grâce à leur docilité, Wentworth put mettre en ligne une armée de cinq mille fantassins et cinq cents cavaliers. Si même les subsides eussent été refusés, le résultat aurait été le même. « Je veux arriver », écrivait Strafford, « fût-ce au péril de ma tête, à rendre l'armée du Roi capable de subsister et de se pourvoir du nécessaire, sans l'aide des Irlandais. »

L'Écosse et les Stuart. — Tandis que Wentworth établissait ainsi le despotisme « à outrance[1] » sur l'un des côtés du canal Saint-Georges, un homme d'un esprit inférieur au sien, mais égal à lui en courage et en ténacité, s'ingéniait à établir l'autorité royale en Angleterre et en Écosse. A la mort de Weston, Laud était devenu dans le conseil, en fait, sinon en titre, le premier ministre de la Couronne. Nous avons déjà vu avec quelle activité dévorante et audacieuse il essayait d'anéantir le puritanisme dans l'Église anglicane, et chassait les ministres puritains de toutes les chaires d'Angleterre; sa nouvelle position lui permit de fortifier l'autorité de la haute Commission ecclésiastique en y ajoutant les terreurs de la Chambre étoilée (1635). Il voulait accomplir une œuvre à la fois politique et religieuse en unissant étroitement la cause du dogmatisme anglican à celle de l'absolutisme; et, tout en se servant du bras séculier pour écraser la liberté dans l'Église, il fit du pouvoir ecclésiastique une machine de guerre pour ruiner la liberté civile. Mais son omnipotence ne s'étendait pas au delà des frontières écossaises. Là se trouvait une Église, avec des évêques, il est vrai, mais sans rituel, modelée sur le système ecclésiastique et la doctrine de l'Église de Genève, et toute pénétrée de l'esprit calviniste. L'existence seule de cette congrégation dissidente était un encouragement pour les puritains anglais et menaçait l'Église anglicane d'être, dans un moment de crise, opprimée par le presbytérianisme.

Laud ne pouvait agir qu'indirectement en Écosse, par Charles Ier, qui, jaloux de ses prérogatives, ne permettait ni aux ministres ni au Parlement anglais de se mêler des affaires de son royaume du Nord ; mais le Roi était d'accord avec Laud dans sa politique écossaise. Il avait hérité de

[1] On appelait son système le système de « Thorough »

la haine de son père contre les presbytériens; et, dès le commencement de son règne, il avait fait tous ses efforts pour rétablir le système épiscopal. Pour bien comprendre ce qui s'était passé et les relations existantes entre l'Écosse et le Roi, reprenons l'histoire de ce pays à l'époque où nous l'avons laissée, c'est-à-dire au moment où Marie se réfugia sur le territoire anglais.

Après quelques années d'une administration sage et paisible, le comte de Murray périt assassiné (1570); les protestants restés sans chef, on vit renaître la faction de la Reine, et la guerre civile éclata de nouveau. Cette réaction catholique fut de courte durée, et l'horreur excitée par le massacre de la Saint-Barthélemy acheva la ruine des partisans de l'Église romaine; Édimbourg, qui tenait encore pour Marie, se rendit à une armée anglaise envoyée par Élisabeth, et le commandant de la place, le chevaleresque Kirkcaldy de Grange, fut pendu, pour crime de haute trahison, sur la place du Marché. La population des Basses-Terres devint fervente calviniste; l'Église protestante d'Écosse se développa rapidement après la mort de Knox, et devint une véritable puissance qui, à chaque crise politique ou religieuse, jetait de plus profondes racines dans le pays. Au moment de la lutte contre le catholicisme, les évêques s'étaient déclarés pour l'ancienne religion, et la nouvelle foi, méprisée par le haut clergé, répandue en Écosse par Knox, disciple de Genève, emprunta à Calvin son système ecclésiastique comme elle lui avait déjà emprunté sa théologie. Le presbytérianisme, en se développant sans avoir reçu de sanction légale, unit peu à peu l'Écosse tout entière, grâce à son organisation administrative, à ses synodes, à ses assemblées générales; en même temps, par les pouvoirs donnés aux anciens laïques dans chaque congrégation, il accordait au peuple une influence, et même une influence prépondérante sur les affaires de l'Église.

Le gouvernement des pasteurs donnait à l'Église d'Écosse l'apparence d'un despotisme ecclésiastique, et cependant aucune Église ne s'est montrée en fait aussi démocratique que celle d'Écosse. Grâce à l'influence du presbytérianisme, la nation prit conscience de ses forces, comme le prouvent les profondes modifications que subirent le gouvernement et les mœurs du pays immédiatement après l'établissement définitif de la Réforme en Écosse. Le pays cessa d'appartenir aux grands seigneurs qui s'en étaient servis comme d'un champ de bataille depuis le temps de Robert Bruce. Après l'exécution du comte de Morton (1581), qui avait mis fin à la guerre civile et gouverné le royaume pendant cinq ou six ans avec autant de fermeté que de sagesse, les principaux membres de l'aristocratie se disputèrent la tutelle du jeune monarque; mais l'autorité du clergé se fit sentir de jour en jour plus fortement aux nobles et au Roi. Melville, successeur de Knox, réclamait pour le corps ecclésiastique une entière indépendance vis-à-vis de la Couronne; Jacques VI osait à peine protester, accablé

qu'il était par la pression de l'opinion publique, représentée par l'assemblée générale de l'Église presbytérienne.

Pendant l'expédition de l'Armada, le Roi se trouva les mains liées par l'alliance qu'on l'avait obligé de conclure avec l'Angleterre. L'audace démocratique du calvinisme s'alliait chez les ministres presbytériens à un orgueil démesuré dans leurs relations avec la Couronne. Melville, en plein conseil, tirait Jacques VI par la manche, en l'appelant : « Sot vassal de Dieu. » A Jacques affirmant ses droits de souverain, il répondait : « Il y a deux royaumes en Écosse, l'un spirituel, l'autre temporel. Jésus-Christ est roi du premier, qui est l'Église. Là, Jacques VI est son sujet : il est membre de ce royaume, il n'en est ni le roi, ni le seigneur, ni le chef. »

Jacques ne se rappelait pas sans amertume le ton et les paroles du grand prédicateur presbytérien ; on le vit bien lorsqu'il monta sur le trône d'Angleterre : « Le presbytérianisme et la monarchie », dit-il à la conférence de Hampton-Court, « ne vont pas mieux ensemble que Dieu et le démon ! Sans évêques, pas de roi. » L'Écosse était résolue à ne pas avoir d'évêques; l'épiscopat s'identifiait, pour certains presbytériens fanatiques, avec le catholicisme qui venait d'être détruit ; aussi, lorsque Melville vint siéger au conseil privé d'Angleterre, il saisit l'archevêque de Canterbury par les manches de son rochet et le tança vertement d'oser porter ainsi « les haillons papistes, cette livrée de la Bête ».

Quatre ans après le désastre de l'Armada (1592), l'épiscopat avait été formellement aboli en Écosse, et le presbytérianisme reconnu comme le seul mode légal du gouvernement de l'Église nationale; celle-ci était dirigée par une assemblée suprême ayant sous ses ordres des synodes provinciaux, des conseils presbytériens et des consistoires chargés d'imposer la discipline à tous les membres des congrégations. L'autorité de cette assemblée ne se faisait pourtant réellement sentir qu'au sud de la Tay, et même là le presbytérianisme était loin de posséder alors la puissance qu'il devait avoir plus tard.

A peine Jacques était-il monté sur le trône d'Angleterre, qu'il s'efforça de ruiner la réforme accomplie dans l'Église d'Écosse ; Melville fut banni du royaume à la suite de sa sortie inconvenante en plein conseil, et mourut en exil à Sedan. On rétablit les anciens siéges épiscopaux, et l'on envoya dans le Nord trois nouveaux évêques consacrés en Angleterre et chargés de transmettre le don apostolique à leurs collègues (1610); mais le système épiscopal était purement nominal : l'organisation presbytérienne subsistait dans la discipline comme dans la doctrine. Tout ce que Jacques put faire fut d'imposer les prélats comme modérateurs et présidents à vie des synodes provinciaux, et d'interdire à l'Assemblée générale de se réunir sans convocation spéciale de la Couronne. La lutte continua pendant toute la durée de son règne avec plus ou moins d'intensité. La tentative du gou-

vernement de mettre l'Église presbytérienne entre les mains du Roi et des évêques échoua complétement par l'énergique opposition de l'immense majorité des presbytériens; mais l'Assemblée générale, réunie à Perth, consentit à adopter quelques-uns des usages qui lui étaient le plus odieux.

La politique de Charles Ier fut assez modérée pendant les premières années de son règne, bien qu'il suivît la ligne de conduite de son père. Il se contenta d'obliger les lords écossais à rendre une partie des biens ecclésiastiques. A peine Laud fut-il parvenu au ministère, que sa vigoureuse action se fit sentir. Charles se borna tout d'abord à réformer quelques points particuliers du culte et ne s'attaqua pas tout de suite à l'organisation même de l'Église presbytérienne : les États furent amenés à retirer les questions du rituel à l'Assemblée pour les confier à la Couronne (1635). Les évêques écossais purent ainsi reprendre leur ancien costume; l'évêque de Moray prêcha en rochet devant Charles Ier, lors de son voyage à Édimbourg, ce qu'on n'avait pas vu depuis la Réforme. Bientôt un décret royal enjoignit à tous les membres du clergé de porter le surplis pour célébrer le service divin.

Laud passa bientôt à des questions plus importantes. Plusieurs années auparavant, il avait déjà conseillé au roi Jacques de rapprocher ses sujets écossais de l'Église anglicane en modifiant la liturgie et les canons des presbytériens : « Je l'ai envoyé promener », disait familièrement le vieux et spirituel monarque, « lui et son absurde projet ; mais il ne s'est pas laissé décourager et est revenu plusieurs fois à la charge, voulant à tout prix soumettre ces presbytériens inflexibles à la discipline anglicane. Mais je ne veux pas me lancer en avant et perdre mes paroles. Il ne connaît pas la complexion de ce peuple. » Laud savait attendre, et son temps était venu : un nouveau diocèse, celui d'Édimbourg, fut créé par lui, et il nomma l'archevêque de Saint-Andrew chancelier du royaume (1636). On publia, par ordre du Roi seul, un nouveau livre des Canons qui ne mentionnait ni l'Assemblée ni les consistoires; le système presbytérien se trouvait ainsi virtuellement abrogé. Le Roi alla même jusqu'à user de sa prérogative pour remplacer la *Liturgie* de Knox (ou *Book of Common Order*) modelée sur celle de Genève et en usage dans l'Écosse entière, par une nouvelle *Liturgie,* imitée du *Prayer Book* de l'Église anglicane. Le rituel et les ordonnances ecclésiastiques avaient été fabriqués par Laud lui-même; l'Assemblée générale n'avait pas été consultée, et son existence n'y était pas reconnue. Imposer de pareils livres à l'Église d'Écosse, c'était opérer une grave révolution. Ces livres furent néanmoins imposés par ordre du Roi, et Laud se flatta que la révolution était désormais un fait accompli.

Milton. Ses premiers poëmes. — Après ce facile triomphe sur les presbytériens d'Écosse qu'il croyait à jamais écrasés, Laud fit peser sur

les puritains d'Angleterre la plus accablante des tyrannies. Un homme moins hardi que lui aurait été cependant effrayé des signes évidents d'une grande révolution morale; des milliers de savants, de commerçants, d'hommes de lettres, de fermiers, s'enfuyaient au delà de l'Atlantique pour chercher la liberté de servir Dieu selon leur conscience dans les solitudes du Nouveau Monde; de grands propriétaires fonciers et même des membres de l'aristocratie se préparaient à les suivre, et des centaines de pasteurs quittaient leurs presbytères plutôt que de se soumettre au décret royal qui violait la sainteté du jour du sabbat; le clergé puritain préférait renoncer à ses foyers plutôt que de transformer la table de communion en autel et de s'abstenir de protester contre le nouveau papisme anglican; l'élite enfin de la nation anglaise refusait d'accepter une religion qui ne gouvernait « que par le parjure et la servilité ».

Nous avons déjà vu John Milton quittant Cambridge pour se consacrer entièrement « à la tâche à laquelle Dieu l'appellera, qu'elle doive être importante ou médiocre ». Ce n'était pas d'abord la carrière littéraire ou politique qu'il désirait suivre, mais le pastorat. « Ce sont les prélats qui m'ont chassé de l'Église », disait-il plus tard, non sans amertume. « Arrivé à l'âge d'homme, je me suis aperçu que l'esprit de tyrannie avait envahi l'Église tout entière, et que ceux qui prennent les Ordres doivent se résigner à être esclaves et à prêter un serment qui les rendra parjures ou impies pour peu qu'ils aient de la conscience; j'ai pensé qu'il valait mieux m'abstenir que d'acheter le privilége de prêcher la parole de Dieu au prix d'un parjure ou d'une honteuse servitude. » Aussi, malgré les regrets et les prières de son père, se retira-t-il à Horton, aux environs de Windsor, où il se livra tranquillement à l'étude et à la poésie.

La renaissance littéraire du seizième siècle avait peu à peu perdu, sous les Stuart, de sa vigueur et de son originalité; le théâtre était tombé dans l'extravagance et l'obscénité. A la mort de Shakespeare, Milton n'était encore qu'un enfant, et la dernière et la plus mauvaise pièce de Ben Jonson avait paru l'année même du départ de notre poëte pour Horton. Ford et Massinger vivaient encore, mais ne comptaient pas de successeurs dignes d'être cités, à l'exception pourtant de Shirley et de Davenant. La tendance méditative et philosophique du siècle donna naissance à de nouvelles écoles poétiques tout à fait originales. Hall, connu plus tard comme évêque, avait mis à la mode le genre satirique qui devait compter à cette époque un poëte vigoureux, Georges Wither; le genre « métaphysique », où les idées les plus communes et les plus prosaïques sont revêtues d'une forme énergique et emphatique, commença avec sir John Davies, pour s'ensevelir plus tard sous le ridicule, grâce à Donne, poëte aussi étrange qu'affecté; les allégories obscures des poésies religieuses de Quarles et les délicats raffinements que Georges Herbert mêlait dans ses poëmes à des extravagances et à des jeux de mots burlesques, eurent un moment de po-

pularité. Quant à la vraie poésie, on n'en trouve guère que chez des poëtes lyriques comme Robert Herrick, aimable et gracieux chanteur, plein de charme et de fantaisie, mais artificiel et gâté souvent par le pédantisme et la grossièreté; ou bien chez les disciples directs de Spenser, tels que Brown, le poëte pastoral, et les deux Fletcher, Phinéas et Giles, auteurs d'allégories illisibles où, à défaut de la puissante imagination du maître, on trouve quelque chose de son exquise harmonie.

Milton lui-même avait commencé par imiter Spenser; il avoua plus tard à Dryden que le grand poëte avait été son modèle dans quelques-uns de ses premiers vers composés à Horton; il aime, dit-il, « à méditer sur les nobles et solennelles harmonies de la *Reine des Fées* et sur ces effrayantes forêts enchantées où l'on entend plus que ce qui frappe l'oreille ». Il n'y a pas trace chez lui de cette fadeur et de cette afféterie qui caractérisent en général les imitateurs de Spenser. Nous retrouvons dans l'*Allegro* et le *Penseroso,* composés dans sa retraite à Horton, l'imagination et l'harmonie des poëtes du temps d'Élisabeth, leur merveilleuse richesse d'images et leur sympathie si large pour la nature et l'humanité; il lui manque peut-être un peu de l'aisance et de la spontanéité des œuvres de la Renaissance; il y a chez le jeune poëte plus de rhétorique que de passion, une absence totale de puissance dramatique et un certain manque de précision et d'exactitude dans les détails pittoresques. L'imagination de Milton n'était pas assez ardente pour qu'il pût s'identifier avec ses propres créations; il s'en désintéresse et, les regardant de loin, les arrange un peu à sa fantaisie; mais si, à ce point de vue, il est, dans ses premiers poëmes et dans ses œuvres de l'âge mûr, très-inférieur à Shakespeare et à Spenser, il fait preuve d'une grande élévation de pensée et d'expression, d'une sûreté de goût parfaite, de beaucoup de dignité et surtout d'une perfection de forme qui n'est égalée que par la solidité du fond. La grandeur morale de l'esprit puritain se fait sentir jusque dans ses œuvres les plus légères. Le *Comus,* pièce féerique ou *masque,* composée pour les fêtes données par le comte de Bridgewater dans le château de Ludlow, se transforme en une apologie presque enthousiaste de la vertu.

Hampden et le ship-money. — Ce qui constitue l'intérêt historique du *Comus,* c'est qu'on y trouve une protestation des puritains les plus instruits de ce temps contre le sombre bigotisme que la persécution commençait à faire naître parmi leurs coreligionnaires. La patience des Anglais commençait à se lasser. On vit paraître tout à coup une quantité de pamphlets virulents dans le genre du vieux Martin Marprelate. Des inconnus colportaient de porte en porte, chez les gentilshommes comme chez les marchands, des libelles anonymes. A mesure qu'on perdait l'espoir d'avoir bientôt un Parlement et de rentrer dans la légalité, les violents et les fanatiques faibles d'esprit devenaient, comme toujours en pareil cas, de

plus en plus influents. Leighton, le père du saint archevêque de ce nom, avait donné le ton au début de cette période, en dénonçant les prélats comme des hommes sanguinaires, l'épiscopat comme une œuvre de l'Antechrist et la reine papiste comme une fille de Heth. L'*Histrio-Mastix* ou *Fouet des histrions* de Prynne (1633), légiste remarquable par ses connaissances en matière de droit constitutionnel, mais le plus étroit et le plus obstiné des hommes, est une preuve éclatante du mal qu'avait fait la persécution des dissidents par Laud en exaspérant le fanatisme puritain. Ce pamphlet était une attaque contre les acteurs qu'il traitait de suppôts de Satan, contre les théâtres appelés chapelles du démon, contre la chasse, le mai, la décoration des maisons à Noël avec le houx et le gui, contre les cartes, la musique et les faux cheveux. Les puritains intelligents furent aussi choqués de ses violentes invectives contre le théâtre que les gens de l'entourage de Charles Ier ; Selden et Whitelock prirent une part très-active à la grande mascarade que les colléges d'avocats organisèrent pour répondre à ces provocations, et c'est l'année suivante que Milton composa sa comédie-féerie de *Comus,* à la demande du châtelain de Ludlow.

Il aurait mieux valu laisser Prynne en repos, exposé aux railleries de tous les gens sensés ; mais c'eût été trop raisonnable pour l'irascible primat. Jamais la prison n'a puni un tel amas de niaiseries. Mais loin de se laisser intimider, Prynne écrivit dans le cachot où Laud le fit enfermer un nouveau pamphlet, où les évêques étaient traités de « loups dévorants et de serviteurs de Lucifer ». Un de ses compagnons de captivité, John Bastwick, déclara dans sa *Litanie* que « l'enfer est déchaîné », que « les démons en surplis, en capuchons, en chapes et en rochets sont au milieu de nous ». Burton, prêtre de Londres, interdit par la haute Commission ecclésiastique, appela tous les chrétiens à résister aux évêques comme « voleurs d'âmes, membres de la Bête et agents de l'Antechrist ».

Bien que de pareils excès de délire fussent un signe évident des progrès croissants du mécontentement populaire, les ministres s'en montraient moins inquiets que des difficultés financières toujours grandissantes. Ni les ingénieux expédients des jurisconsultes, ni les vieux priviléges ressuscités à cette occasion, ni les impôts illégaux, les amendes et les confiscations qui avaient aliéné à la Couronne toutes les classes de la société et semé dans le cœur des Anglais une haine violente contre le gouvernement, ne suffisaient à remplir le Trésor. Aussi, malgré la sévère économie de Charles et de ses ministres, de nouvelles exactions devenaient-elles nécessaires, à un moment où le mécontentement croissant de la nation faisait de chaque exaction nouvelle une provocation à la révolte.

Mais les deux hommes qui gouvernaient l'Angleterre ne connaissaient ni les difficultés ni les dangers. Le Roi leur paraissait trop prudent, la Chambre étoilée trop faible, les juges trop scrupuleux. « Il faut aller

jusqu'au bout[1] », tel est le mot qu'ils échangent, impatientés par les lenteurs des réformes qui entravent leur œuvre. Strafford était très-anxieux à la pensée qu'on pourrait gâter son œuvre en Irlande. Laud était d'accord avec lui, et enviait au lord lieutenant sa liberté d'action. « Vous avez toutes sortes de facilités pour agir où vous êtes », lui écrivait-il. « Allez de l'avant, pour l'amour de Dieu. J'ai perdu, quant à moi, l'espoir de réaliser ici le système bien à fond. » — Ils profitèrent tous deux des embarras financiers du Roi pour le pousser à agir avec plus d'audace. — « Une fois débarrassé de ces dettes de la Couronne », écrivait Strafford, « vous pourrez gouverner comme vous l'entendrez. » Tout prétexte spécieux fut soudain laissé de côté, et Laud résolut de trouver des revenus permanents en transformant le *ship-money* ou taxe des vaisseaux, qu'on ne levait d'ordinaire que sur les ports de mer et les comtés maritimes, en un impôt général, décrété arbitrairement par le Roi. On espérait ainsi obtenir un revenu annuel d'un quart de million de livres sterling (6,205,000 francs) : « Je ne vois pas pourquoi vous ne vous rendriez pas maître de l'Angleterre aussi bien que moi de l'Irlande, moi, pauvre misérable que je suis », écrivait énergiquement Strafford. A peine le tribunal réorganisé sur son conseil eut-il déclaré la nouvelle taxe légale, qu'il tira les conclusions logiques de cette décision : « Puisque le Roi peut lever de nouveaux impôts pour armer la flotte, il peut agir de même pour équiper une armée ; et, puisqu'il a le droit de lever une armée pour résister à une invasion, il peut tout aussi bien conduire cette armée hors d'Angleterre pour la prévenir. Ce qui est légal en Angleterre doit l'être aussi en Écosse et en Irlande ; c'est de la décision des juges que dépend désormais la situation du Roi ; grâce à elle, il pourra régner en souverain absolu dans son royaume et se faire craindre sur le continent. Qu'il s'abstienne seulement de faire la guerre pendant quelques années jusqu'à ce que ses sujets soient habitués à la nouvelle taxe, et il se trouvera au bout de ce temps bien plus puissant et plus respecté qu'aucun de ses prédécesseurs. » Il y eut heureusement des hommes qui virent, aussi clairement que Strafford lui-même, les dangers de l'établissement du *ship-money* pour la liberté nationale. John Hampden, ami d'Eliot, déjà connu pour sa résistance à l'emprunt forcé de 1626, l'un des hommes les plus habiles et les plus éloquents de ce temps, aussi intelligent et aussi instruit qu'aimable et généreux, renouvela son refus ; il déclara le *ship-money* illégal et résolut de pousser le pays à la résistance en faisant appel à la protection des lois.

La résistance. — La nouvelle de l'attitude énergique de Hampden se répandit rapidement dans le pays et fit tressaillir tous les cœurs au moment

[1] *I am for Thorough.*

même où le Nord commençait à s'agiter. L'Écosse était lasse d'essuyer insulte sur insulte; aussi, à peine le doyen d'Édimbourg eut-il ouvert le *Prayer Book,* que des murmures se firent entendre dans l'auditoire, murmures qui se changèrent bientôt en une formidable émeute (juill. 1637). On fit évacuer l'église, et l'on parvint ainsi à terminer le service; mais les magistrats, effrayés de ces symptômes de mécontentement, déclarèrent que le décret royal avait prescrit l'achat seul et non l'usage du *Prayer Book*. On cessa dès lors de le lire en Écosse, et l'on répondit aux ordres impérieux de Laud, qui voulait le rétablir, par une grêle de protestations. Le duc de Lennox porta lui-même soixante-huit pétitions à la cour, tandis que pasteurs, nobles et gentilshommes campagnards affluaient à Édimbourg pour organiser la résistance nationale.

Le contre-coup de ces événements en Écosse se fit sentir immédiatement au sud de la frontière. Prynne et ses coaccusés, traînés par l'archevêque primat devant la Chambre étoilée comme « trompettes de sédition », écoutèrent d'un air de défi la sentence qui les condamnait au pilori et à la prison perpétuelle. La foule, qui remplissait la cour du palais pour assister à l'exécution de la sentence, poussa des cris d'indignation quand le bourreau leur coupa les oreilles, et applaudit lorsque Prynne déclara que cette condamnation était contraire aux lois. Cent mille habitants de Londres formèrent une haie le long de la route qui les conduisait à la prison; et ce défilé des martyrs, comme les appelaient les spectateurs, ressembla à une marche triomphale. Bien que très-étonné de cette explosion inattendue du sentiment populaire, Laud ne se laissa pas intimider. Pendant ses voyages à travers les comtés, l'archevêque somma les partisans de Prynne de comparaître devant la Chambre étoilée, tandis que la censure frappait les publications puritaines de peines de plus en plus sévères. Mais ces pamphlets de quelques étroits fanatiques présentaient moins de danger pour le gouvernement que l'attitude de l'Écosse et que l'effet produit dans l'Angleterre entière par le procès de Hampden (nov. 1637). La discussion à propos du *ship-money* dura douze jours, et fut plaidée devant le tribunal, réuni au complet. On prouva que dans les temps passés, la taxe avait été levée dans des circonstances critiques et seulement sur la côte et dans les ports de mer, et que depuis lors les ordonnances et la *Pétition des droits* avaient rendu la levée absolument illégale.

L'affaire fut ajournée, mais la discussion avait eu un immense retentissement en Écosse aussi bien qu'en Angleterre. Charles n'avait répondu aux pétitions écossaises qu'en donnant l'ordre de quitter Londres à tous ceux qui n'y étaient pas domiciliés, et le conseil privé se trouvait impuissant à le faire exécuter; aussi, nobles et gentilshommes, avant de rentrer chez eux, nommèrent-ils un comité de délégués qui, sous le nom bizarre de *Tables,* poursuivirent pendant tout l'hiver une série de négo-

ciations avec la Couronne. Les négociations furent interrompues au printemps suivant (1638), par un nouvel ordre du Roi leur enjoignant de se disperser et d'accepter le *Prayer Book*. C'est à ce moment que les juges, en Angleterre, prononcèrent, après bien des atermoiements, leur décision sur l'affaire de Hampden ; ils déclarèrent, à l'unanimité moins deux voix, qu'il était défendu de faire valoir, contre la volonté royale, des ordonnances interdisant les taxes arbitraires. « Je n'ai jamais lu, ni vu », disait le juge Berkley, « que *lex* fût *rex ;* mais il est reconnu et vrai que *rex* est *lex*. » Le juge suprême, Finch, résuma l'opinion de ses collègues en disant : « Tout acte du Parlement tendant à enlever au Roi son pouvoir, en cas de danger public, est nul et non avenu ; il en est de même pour tous ceux qui restreignent les droits du Roi sur ses sujets, leurs personnes, leurs biens et même leur fortune ; car aucun acte du Parlement n'y peut changer quoi que ce soit. »

Le Covenant. — « M. Hampden et ses pareils », écrivait Strafford avec amertume, « mériteraient d'être bien fouettés pour rentrer dans leur bon sens. » A la nouvelle de cette sentence de la Haute Cour, malgré l'enthousiasme des partisans du Roi, Wentworth vit immédiatement que l'énergie de Hampden avait porté coup. Sa résistance avait révélé aux Anglais les dangers auxquels les libertés étaient exposées, et dévoilé le but des prétentions royales.

L'élégie que Milton publia à cette époque, *Lycidas,* nous montre à quel degré d'irritation et d'amertume étaient arrivés les plus graves puritains. Au milieu de sa noble et touchante lamentation, il éclate tout à coup en paroles indignées à la pensée des dangers qui menacent l'Église, « contre ces bergers aveugles sachant à peine tenir une houlette, auxquels regardent les moutons affamés sans obtenir de nourriture, tandis que la farouche louve de Rome en dévore silencieusement à l'écart ». La nation était résolue à demander justice de ses tyrans et à ne pas reculer même devant la menace de l'échafaud. Strafford, Laud et Charles Ier lui-même auront maintenant à compter avec cette hache à deux tranchants placée à la porte de la Chambre des communes, prête à frapper une fois un coup décisif.

Quelque résolue que se montrât l'opinion publique, on ne pensait pas qu'il fût nécessaire d'agir immédiatement, car les difficultés qui s'amassaient dans le Nord devaient, à un moment donné, obliger le gouvernement à chercher un appui auprès du peuple. Dès qu'on eut reçu à Édimbourg la sommation du Roi d'avoir à se soumettre immédiatement, ainsi que le commentaire significatif du jugement de Hampden, un certain nombre de membres de l'opposition se réunirent autour des « Tables », à Stirling; là, après avoir signé une protestation déjà élaborée à Édimbourg, ils renouvelèrent, sur le conseil d'Archibald Johnston de Warriston, le

serment de maintenir le *Covenant* établi autrefois entre Dieu et la nation à l'heure du danger, lorsque Marie Stuart conspirait contre le protestantisme et que l'Espagne préparait l'expédition de l'*Armada :* « Nous promettons et jurons », disaient-ils en terminant, « au nom du Dieu et Seigneur tout-puissant, de continuer à observer ladite religion et à lui obéir, à la défendre et à résister aux erreurs et aux hérésies, selon nos moyens et avec le pouvoir que Dieu a mis entre nos mains, et cela tous les jours de notre vie. » Le Covenant fut signé dans le cimetière des Frères-Gris, à Édimbourg, dans un élan de vif enthousiasme et de véritable joie « de la part de ceux qui, ayant été longtemps auparavant proscrits et rebelles, étaient admis de nouveau dans l'alliance du Très-Haut. »

Nobles et gentilshommes parcoururent l'Écosse à cheval avec le document dans leurs poches, recueillant des signatures, tandis que les pasteurs, du haut de la chaire, pressaient leurs auditeurs de signer la protestation. Mais toute pression était inutile. « Tel était le zèle des adhérents, qu'ils signaient les joues ruisselantes de larmes; quelques-uns même », dit-on, « faisaient couler leur sang et s'en servaient, à la place d'encre, pour écrire leurs noms ». On comprit la force que donnait à la liberté écossaise ce réveil de ferveur religieuse, en voyant l'attitude nouvelle des covenantaires. Le marquis de Hamilton, venu en qualité de commissaire royal pour mettre fin à cette querelle, fut assailli de demandes tendant à l'abolition de la haute Cour ecclésiastique, au retrait des livres de Canons et du *Prayer Book,* et à la nomination d'un nouveau Parlement et d'une Assemblée générale. En vain le marquis menaça les Écossais du courroux du Roi. Le conseil privé lui-même pressait Charles d'accorder une plus complète satisfaction aux désirs de son peuple : « Je mourrais », écrivait le Roi à Hamilton, « plutôt que de céder à ces impertinentes et maudites demandes. » Mais il fallait gagner du temps. « Le mécontentement », écrivait lord Northumberland, « ne fait que croître au lieu d'aller en diminuant ». Charles était sans hommes et sans argent; il demanda en vain à l'Espagne de lui faire un prêt, sur la promesse qu'il déclarerait la guerre à la Hollande; il essaya de se procurer une armée de dix mille hommes en Flandre, qu'il aurait pu utiliser en Angleterre après avoir vaincu les Écossais. Hommes et argent, tout lui fut refusé, et les contributions offertes par les catholiques anglais étaient très-loin de suffire à remplir le Trésor. Charles avait envoyé le marquis en Écosse pour retarder la rupture décisive jusqu'à ce que la flotte royale eût fait son apparition dans le Forth; mais il était difficile d'équiper une flotte quelconque. L'Écosse fut prête à la guerre bien avant le Roi. Les volontaires qui avaient servi pendant la guerre de Trente ans rentrèrent en foule à l'appel de leurs frères; le général Leslie, un vétéran formé par Gustave-Adolphe, vint de Suède pour prendre le commandement des nouvelles troupes. On leva une taxe volontaire dans chaque comté.

Le Roi, effrayé de ces menaces, céda enfin aux demandes des Écossais; mais à peine avait-il consenti, qu'il retira tout ce qu'il avait accordé, et l'Assemblée, qui venait de se réunir, reçut l'ordre de se dissoudre. Elle ne se soumit à cet ordre que lorsqu'elle eut abrogé toutes les innovations de Laud dans le culte et la discipline ecclésiastique, déposé les évêques, et réorganisé complétement les tribunaux de l'Église presbytérienne. On apprit tout à coup que Charles Ier était à York et comptait sur un soulèvement des clans du Nord ; il lui fut répondu par la prise d'Édimbourg, de Dumbarton et de Stirling, tandis que dix mille hommes de troupe bien équipés, sous les ordres de Leslie et du comte de Montrose, s'emparaient d'Aberdeen et ramenaient en triomphe dans le Sud leur prisonnier, le comte catholique de Huntley. Loin d'intimider l'Écosse, l'apparition de la flotte royale dans le Forth fut le signal de la marche en avant de Leslie vers la frontière. Charles avait à peine passé la Tweed, que le « vieux petit soldat contrefait », campé sur les collines de Dunse-Law, lui offrit hardiment la bataille.

La guerre des évêques. — Charles n'était pas cependant en mesure de combattre, et les deux armées rentrèrent dans leurs foyers, sur la promesse du Roi de réunir un Parlement et une Assemblée libres. Mais cette convention de Berwick n'était qu'une simple suspension d'armes ; le rappel d'Irlande de Thomas Wentworth, nouvellement créé comte de Strafford, prouvait que le monarque se disposait à prendre des mesures violentes; et les Écossais répondirent à cette provocation en demandant l'établissement de parlements triennaux et la plus complète liberté d'élection et de discussion. Strafford conseillait de les assagir à coups de verges; et la découverte d'une correspondance entre quelques chefs covenantaires et la cour de France donna un instant l'espoir au Roi qu'un appel au pays contre la trahison écossaise trouverait un certain écho en Angleterre.

Tandis que Strafford se rendait en toute hâte en Irlande pour lever une armée, Charles convoqua un Parlement, connu sous le nom de *Court Parlement,* à cause de son peu de durée. Les Chambres se réunirent dans des dispositions qui permettaient d'espérer la conclusion d'un arrangement avec la Couronne; mais on dut renoncer à lui faire déclarer la guerre à l'Écosse. Le Parlement écarta la question des lettres interceptées, et demanda, comme toujours, que le redressement des abus précédât le vote des subsides; il se montra inexorable, malgré l'offre que lui fit le Roi d'abandonner le *ship-money ;* et, après trois semaines de discussion, il fut brusquement dissous : « Les choses doivent aller plus mal encore avant que les affaires puissent marcher un peu mieux », disait froidement Saint-John, un des chefs du parti national. Mais la surexcitation était grande dans le pays. « Jamais, de mémoire d'homme, on n'avait vu pareille

défection », écrivait lord Northumberland. Strafford seul restait intraitable ; il était revenu d'Irlande avec des hommes et de l'argent qu'il avait aisément obtenus de son servile Parlement, dans l'espoir d'inspirer au Roi des mesures plus énergiques. Il soutenait que le refus du Parlement d'accéder aux demandes de Charles avait dégagé le souverain de toutes entraves légales, et qu'il pouvait désormais lever les impôts qu'il lui plairait. Le comte était d'avis de faire la guerre, et il prit le commandement de l'armée qui marcha de nouveau vers le nord ; mais les Écossais avaient déjà passé la frontière, traversé la Tyne, occupé Newcastle, et envoyé de là des propositions de paix, priant le Roi d'avoir égard à leurs griefs, et, « avec l'avis et l'approbation des États d'Angleterre réunis en Parlement, d'établir une paix durable et désirée par tout le royaume ». Ils se préparaient en même temps à marcher sur York, où Charles s'abandonnait déjà au désespoir.

Derrière lui, l'Angleterre était en pleine révolte. Les apprentis de Londres insultaient Laud à Lambeth, et faisaient irruption dans la salle, en pleine séance, de la Haute Commission ecclésiastique, à Saint-Paul. On appelait partout cette nouvelle prise d'armes, la *Guerre des Évêques;* les nouvelles recrues massacraient leurs officiers suspects de papisme, brisaient les balustrades des autels de toutes les églises qui se trouvaient sur leur chemin, et désertaient pour retourner dans leurs foyers. Dans le camp même, ni les prières ni les menaces de Strafford ne pouvaient rappeler les troupes à leur devoir, et il fut obligé de reconnaître qu'il fallait au moins deux mois avant d'être prêt à livrer une bataille.

Le succès des Écossais enhardit deux pairs, lord Wharton et lord Howard, à présenter au Roi une pétition en faveur de la paix ; Strafford les arrêta et proposa de les fusiller. Le conseil privé recula devant une pareille mesure. Les progrès menaçants des Écossais obligèrent Charles à céder; et, après avoir essayé de tourner la difficulté en convoquant un *Grand Conseil* des pairs à York, il se décida, devant l'opposition générale, à convoquer les Chambres à Westminster.

CHAPITRE VI

LE LONG PARLEMENT[1].

(1640-1644)

Pym. — Si Strafford est pour nous la personnification de l'esprit de despotisme, John Pym, champion des Communes dans le nouveau Parlement, incarne le respect de la légalité. Issu d'une famille noble et riche du Somersetshire, il entra au Parlement dès 1614, et son emprisonnement à la fin de la session en fit un martyr de la cause nationale. Chef du parti de l'opposition en 1620 avec John Eliot, il était un « des douze ambassadeurs » pour lesquels Jacques ordonna d'apporter des fauteuils lors de la conférence de Whitehall. En 1640, il se trouvait être le seul survivant de toute une phalange de patriotes qui avaient lutté avec lui pour la liberté

[1] Sources : L'*Histoire du Parlement* de Clarendon « appartient plutôt », comme le fait très-justement remarquer Hallam, « à la classe des Mémoires qu'au genre historique ». Le singulier contraste entre la conduite de l'auteur à cette époque et son compte rendu des séances du Parlement, ainsi que l'insigne mauvaise foi avec laquelle il a sciemment altéré la plupart des événements, enlève toute valeur historique à cet ouvrage pour la première partie de la guerre civile. Néanmoins, l'ouvrage se recommande par de sérieux mérites; le style a une grande allure, et l'on y trouve de beaux portraits historiques. L'*Histoire du Parlement* de May est exacte et assez impartiale; mais les seules véritables bases de toute étude sérieuse de cette époque sont les comptes rendus des séances du Parlement conservés dans les *Notes* de sir Ralph Varney (publiées par M. Bruce) et dans celles de sir Symonds d'Ewes. C'est ce dernier qui a fourni à M. Forster la matière de ses deux ouvrages *The Great Remonstrance* et *The Arrest of the Five Members*, les livres les mieux documentés que nous ayons pour cette période. Les *State Papers* de Rushworth sont précieux pour toute cette époque; la collection de son rival, Nalson, est aussi digne de confiance, mais moins riche; toutes deux sont complétées par les *Clarendon* et *Hardwicke State Papers*. Citons parmi les Mémoires du temps ceux de Whitelock, Ludlow, Warwick, et de madame Hutchinson, ainsi que *The Life of Clarendon*. Consulter pour l'Irlande, Carte, *Life of Ormond*, enrichie de pièces justificatives; pour l'Écosse, les *Lettres* de Baillie et l'*Histoire* de M. Burton. Lingard nous donne d'utiles informations sur les intrigues de Charles avec les catholiques anglais et irlandais. Guizot attire surtout notre attention sur les rapports de l'Angleterre avec les puissances étrangères. La physionomie de Pym a été bien esquissée par M. Forster dans ses *Statesmen of the Commonwealth*, et dans l'essai biographique de M. Goldwin Smith. On trouve enfin beaucoup de renseignements précieux dans l'ouvrage de M. Sandford, *Illustrations of the Great Rebellion*.

pendant les premières années du régime despotique de Charles Ier. Coke était mort de vieillesse, Cotton avait succombé au chagrin, Eliot avait expiré à la Tour, et Wentworth avait passé à l'ennemi. Pym restait seul, aussi calme, aussi résolu qu'autrefois; sa réputation était allée grandissant toujours pendant ces onze années d'un despotisme souvent accablant; et tous ceux qui avaient conservé l'espoir de jours meilleurs regardaient à lui avec une confiance absolue, comme au seul homme qui n'avait jamais douté du triomphe final de la liberté et de la loi. Clarendon insinue d'un ton amer et haineux, dans l'*Histoire de la Rébellion,* « qu'il était le plus populaire, mais aussi le plus dangereux des hommes de son temps et de tous les temps ». Patient au jour de l'épreuve, il montra à l'heure de la lutte qu'il savait agir. Peu avant l'ouverture du Long Parlement, il parcourut l'Angleterre à cheval pour réveiller chez les électeurs le sentiment de la crise qu'ils allaient traverser; aussi, dès l'ouverture des Chambres, il apparut, non-seulement comme le représentant du bourg de Tavistock, mais comme le chef incontesté des Communes. Il était du petit nombre des gentilshommes campagnards de la majorité qui avaient siégé dans les derniers Parlements; aucun d'eux n'était aussi bien préparé que lui à représenter la tradition parlementaire au nom de laquelle on allait se battre. Moins hardie et moins originale que celle d'Eliot ou de Wentworth, l'éloquence de Pym était très-logique et très-persuasive, et mieux appropriée aux nécessités du rôle de chef d'un grand parti. Ajoutez à cela beaucoup de sang-froid, une grande dextérité, un véritable esprit d'ordre dans le maniement des affaires, une prodigieuse habileté à diriger les débats et à y apporter une suite, une méthode inconnue jusque-là.

A toutes ces qualités si précieuses, il en joignait une autre, qui a fait de lui le plus grand des chefs parlementaires anglais, comme il en est le premier en date : sa clairvoyance. Il était le seul des cinq cents députés siégeant à Westminster qui eût nettement prévu les difficultés de la situation et deviné la meilleure manière de les résoudre. Il était évident qu'une lutte terrible allait s'engager entre la Couronne et le Parlement; qu'il y aurait scission entre les deux Chambres, comme cela s'était déjà vu dans des circonstances semblables. Les vieux politiciens du Parlement se sentaient impuissants en face d'un pareil conflit de deux pouvoirs associés, conflit que n'avait prévu aucune loi et que les précédents rendaient plus difficile encore à débrouiller. Pym, aussi bien informé que tous ses collègues des précédents parlementaires, avait une intelligence beaucoup plus juste et plus élevée des principes constitutionnels. C'est lui qui, le premier, découvrit et appliqua aux circonstances une doctrine qu'on peut appeler la *proportionnalité constitutionnelle;* il comprit que, dans le jeu des institutions parlementaires, le Parlement avait plus d'importance que le souverain, la Chambre des communes que celle des lords. Ces deux faits devinrent les bases essentielles de toute sa politique dans la lutte qui allait

commencer. Lorque Charles refusa d'agir, d'accord avec le Parlement, Pym considéra ce refus comme une sorte d'abdication temporaire qui investissait les deux Chambres, jusqu'à nouvel ordre, de la plénitude du pouvoir exécutif; de même, lorsque les lords essayèrent de s'opposer au fonctionnement régulier de la machine parlementaire, il les avertit que leur opposition n'empêcherait pas les Communes de se charger seules « de sauver le royaume ».

Ces deux principes, qui paraissaient alors tout à fait révolutionnaires, ont été reconnus, depuis le temps de Pym, comme les fondements mêmes du régime constitutionnel; le premier fut établi par le Parlement-Convention, qui se réunit après le départ de Jacques II; le second a été universellement accepté depuis le vote du *Bill de Réforme* de 1832. On a reconnu que le gouvernement a pour organe essentiel la Chambre des communes, et doit être dirigé par des ministres qui représentent la majorité de cette Chambre.

En réalité Pym était, par son caractère, tout le contraire d'un révolutionnaire; peu d'hommes ont jamais eu autant de largeur dans leurs goûts et de modération dans leurs actes. Foncièrement sérieux, il n'en avait pas moins des manières aimables, presque chevaleresques; il passait sans effort d'un discours véhément contre Strafford à un gai bavardage avec lady Carlisle; la bonne grâce et la gaieté qu'il conserva toujours dans ses allures, même lorsque le soin et le poids des affaires publiques le minaient lentement, firent courir beaucoup d'absurdes petites calomnies sur son compte parmi les débauchés du parti royaliste. C'est ce mélange étonnant de puissance et de souplesse qui le fit considérer dès le commencement comme un homme né pour gouverner; il se montra le plus subtil des diplomates et le plus éloquent des démagogues, tantôt démêlant les fils les plus cachés de la conspiration de l'armée, tantôt enflammant les passions populaires par sa parole entraînante et passionnée. Bien qu'il ne fût plus dans la première jeunesse, car il était né en 1584, quatre ans avant l'Armada, il montra dès la première réunion du Long Parlement de grandes qualités d'administrateur, une prodigieuse faculté de travail, un véritable génie d'organisation, beaucoup de tact et de patience; il avait le talent d'inspirer confiance à tous ceux qui avaient affaire à lui, beaucoup de sang-froid et de modération dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, un courage indomptable et une volonté de fer. Aucun homme d'État anglais n'a jamais fait preuve d'une plus grande élévation de caractère unie à de plus hautes capacités gouvernementales que ce gentilhomme du Somersetshire, très-justement appelé le *Roi Pym* par ses ennemis, que la haine rendait clairvoyants.

L'œuvre du Parlement. — Son voyage à cheval à travers l'Angleterre n'était guère nécessaire, car la convocation seule du Parlement avait

suffi pour réveiller toute la nation. L'émigration puritaine qui se portait chaque année vers les nouvelles colonies anglaises fut instantanément suspendue. « Cet événement inattendu », disait Winthorp, « avait décidé tout le monde à rester : on prévoyait une révolution. » Les chaires puritaines retentissaient de plaintes contre le gouvernement, et l'irritation générale du pays se révéla tout à coup dans une grêle de libelles, premiers spécimens de ce torrent de pamphlets qui continua de couler jusqu'à la Restauration, et transforma l'Angleterre en une véritable école de discussion politique. L'attitude résolue des députés à Westminster faisait contraste avec le langage hésitant du souverain. Chaque membre avait apporté de son bourg et de son comté un cahier de doléances, et chaque jour de nouvelles pétitions leur étaient remises par des députations de bourgeois et de fermiers. On nomma quarante commissions chargées de les examiner et d'en faire des rapports qui devaient être discutés à la Chambre des communes. Les différents actes illégaux et despotiques de la royauté furent abrogés les uns après les autres : Prynne et ses comartyrs sortirent de prison aux acclamations de la foule, qui jetait des lauriers sur leur passage. La juridiction civile et criminelle du conseil privé, la Chambre étoilée, la cour de la Haute Commission ecclésiastique furent supprimées sans discussion, ainsi que les juridictions exceptionnelles du Conseil du Nord et du Conseil du duché de Lancastre, le tribunal du comté de Chester et une quantité d'autres moins importantes. Le *ship-money* fut déclaré illégal, et le jugement dans l'affaire de Hampden simplement annulé. Une ordonnance « affirmant que, d'après l'ancien droit populaire du royaume, aucun subside ou droit de douane ne pouvait être établi ou imposé sur aucune marchandise d'importation ou d'exportation sans un vote du Parlement », mit fin à la prétention de la Couronne de lever des taxes selon son caprice. Le Bill triennal obligeait le gouvernement à convoquer les Chambres tous les trois ans et forçait les fonctionnaires, chargés de surveiller les élections, de procéder au renouvellement des Chambres, dans le cas où le Roi refuserait de les convoquer.

Charles protesta, mais finit par céder ; il était contraint d'assister impuissant à la ruine de son système despotique, car l'armée écossaise campait toujours au nord de la Tweed. Pour le Parlement, la présence des Écossais était comme une garantie contre toute dissolution ; aussi ne se pressait-il nullement de voter l'argent nécessaire pour les renvoyer chez eux. « Nous ne pouvons nous passer d'eux », confessait ingénument Strode ; « les Philistins sont encore trop forts parmi nous. » Pendant ce temps le Parlement se montrait sévère, presque dur, pour les agents du système royal ; il ordonna de dresser, dans chaque comté, et de soumettre aux deux Chambres une liste des fonctionnaires royaux sous le nom de coupables ou *délinquants*. Windebank, le secrétaire d'État, et le chancelier Finch s'enfuirent saisis de terreur sur le continent. Laud lui-même

fut jeté en prison. Le pressentiment du sort qui l'attendait se reflète dans les pages du *Journal* écrit à cette époque, et leur donne un accent ému qui étonne chez cet homme inflexible. « Je restai à Lambeth jusqu'au soir », écrit l'archevêque, « pour éviter les regards du peuple, et je me rendis à ma chapelle pour les prières du soir; je lus le psaume du jour et le chapitre L d'Isaïe, qui me firent grand bien. Que Dieu me vienne en aide et me rende digne de jouir de ses consolations! En allant à mon bateau, j'y trouvai des centaines de pauvres voisins qui m'attendaient et priaient pour que je retournasse sain et sauf dans mon palais; je les bénis et remerciai Dieu de m'avoir donné cette douce joie. »

La mort de Strafford. — Malgré les haines terribles soulevées par Laud dans toutes les classes, sauf chez quelques pauvres familles où il s'était fait des amis par ses abondantes aumônes, elles étaient peu de chose en comparaison de l'horreur universelle qu'inspirait le comte de Strafford. On lui reprochait moins d'avoir été le docile instrument de la tyrannie que d'avoir trahi la cause nationale. « Cet apostat », s'écriait le comte de Digby en terminant sa terrible invective, « ne doit pas s'attendre à être pardonné en ce monde avant d'avoir été expédié dans l'autre. » Strafford comprit le danger, mais Charles le contraignit à paraître à la cour. Voulant payer d'audace, il résolut de prévenir l'attaque des chefs du Parlement en les accusant d'entretenir une correspondance criminelle avec les Écossais; il était justement en train de développer son plan devant le Roi, lorsqu'il apprit que Pym présentait à la barre de la Chambre des lords sa mise en accusation pour crime de haute trahison. « Il s'empressa », dit un témoin oculaire, « de se rendre à l'assemblée, et, après avoir violemment frappé à la porte, il s'avança d'un air sombre et hautain jusqu'à sa place au banc des ministres. Plusieurs voix s'élevèrent pour le prier de quitter la Chambre, et il dut tout confus attendre à la porte qu'on le rappelât ». Il ne rentra que pour entendre l'ordre de le conduire à la Tour; il voulait répondre à ses ennemis et les accuser à son tour de trahison; il demanda de développer ses preuves; « mais on lui intima l'ordre de se retirer sans ajouter un mot ». Le gardien de la Verge Noire, qui était chargé de le conduire en prison, le pria de lui remettre son épée; « après quoi, Strafford se fraya un chemin à travers la foule jusqu'à son carrosse, et il ne se trouva personne pour saluer cet homme devant lequel, le matin même, les plus grands seigneurs d'Angleterre restaient tête nue ».

Dès lors, le Roi renonça à son attitude impérieuse et hautaine, et essaya de former un ministère parmi les patriotes, sous la direction du duc de Bedford, à condition que Strafford aurait la vie sauve. Cette proposition paraissait difficile à accepter; d'ailleurs, la mort de Bedford et la duplicité de Charles interrompirent bientôt les négociations. On découvrit que le Roi

n'avait cessé d'intriguer avec une poignée d'aventuriers qui lui offraient de le délivrer en poussant l'armée à s'insurger contre le Parlement. La découverte du complot de l'armée décida du sort de Strafford. Le procès commença à Westminster Hall, et tous les membres de la Chambre des communes se présentèrent comme témoins à charge. La passion politique était montée à un tel degré qu'on entendait à chaque instant des cris de sympathie ou de haine partir des bancs des députés. Strafford se défendit pendant quinze jours avec un véritable courage et une remarquable habileté contre les accusations accumulées contre lui ; il avait déjà, à plusieurs reprises, tiré des larmes de l'assistance par son éloquence pathétique, lorsque le procès fut tout à coup suspendu. On pouvait bien prouver d'une manière irréfutable qu'il avait gouverné en despote et abusé de son pouvoir, mais il était difficile de prouver qu'il était pour cela coupable de trahison. « La loi anglaise », dit Hallam, « ne parle pas des conspirations qui peuvent être formées contre elle, et les *Statuts* d'Édouard III restreignaient le crime de trahison à l'attaque à main armée contre le Roi et aux attentats contre sa personne. » Les Communes essayèrent de fortifier leurs accusations en présentant le procès-verbal d'une réunion du conseil privé, où Strafford avait proposé d'employer les troupes irlandaises à réduire le royaume à l'obéissance; mais qui pouvait démontrer que ces paroles étaient littéralement exactes? Les lords ne voulurent admettre cette preuve qu'à la condition de recommencer tout le procès. Pym et Hampden restaient convaincus de l'excellence de leurs preuves; mais la Chambre refusa de les suivre ; et, sur la proposition de Saint-John et de lord Falkland, elle résolut d'abandonner la procédure judiciaire et d'avoir recours à un *bill d'attainder* ou de mise hors la loi.

Cette décision a été amèrement critiquée par quelques personnes dont l'opinion en cette matière mérite toute considération. Cependant le crime de Strafford n'en était pas moins un crime, parce qu'il ne tombait pas sous le coup de la loi contre les traîtres. Il est impossible, en effet, de prévenir par une loi spéciale tous les dangers qui peuvent menacer la liberté nationale. Même de nos jours un ministre, profitant des dispositions d'un Parlement élu dans un moment de panique, pourrait, une fois le péril passé et la nation rassurée, refuser de faire appel au pays, et gouverner contre son vœu. Une pareille conduite serait légale, à prendre les choses au pied de la lettre ; mais le ministre n'en serait pas moins criminel. La conduite de Strafford, qu'elle tombât ou non sous le coup de la loi, n'était qu'une série d'atteintes aux libertés de la nation. La nation conserve toujours le droit de se défendre, et le *bill d'attainder* a précisément pour objet de punir l'ennemi public qui se trouve pour ainsi dire en dehors des lois. La crainte de voir le criminel leur échapper excita chez les habitants de Londres une sorte de délire furieux ; on vit une foule innombrable se presser aux abords de la maison du Parlement, criant :

« Justice ! justice ! » au moment même où le bill passait à la Chambre des lords.

Le comte n'avait plus d'espoir qu'en la clémence royale ; mais trois jours plus tard, Charles contre-signait l'arrêt de mort. Il ne restait plus à Strafford qu'à se préparer à son sort ; il mourut comme il avait vécu. Ses amis l'avertirent qu'il y avait une foule énorme aux pieds de la Tour pour assister à sa chute : « Je sais regarder la mort en face et le peuple aussi », répondit-il fièrement. « Je rends grâces à Dieu de n'avoir pas plus peur de mourir et de pouvoir ôter mon pourpoint aussi gaiement que si j'allais me mettre au lit. » La hache tomba au milieu d'un morne silence ; puis, aussitôt après, on entendit des acclamations retentir de tous côtés ; partout dans les rues on voyait flamber des feux de joie, et les cloches de toutes les églises faisaient entendre de joyeux carillons. « Plusieurs citoyens », raconte un témoin oculaire, « venus à la ville pour voir l'exécution, rentrèrent chez eux à cheval, l'air rayonnant, agitant leurs chapeaux et criant dans toutes les villes qu'ils traversaient : Sa tête est tombée ! sa tête est tombée ! » (Mai 1641.)

La Grande Remontrance. — Quelque importantes qu'aient été les modifications apportées au gouvernement pendant les six premiers mois du Long Parlement, on s'était borné, en somme, au rétablissement de la vieille constitution anglaise, telle qu'elle existait à la fin de la guerre des Deux Roses. La position devenait tous les jours plus difficile. Depuis le dernier complot militaire, il circulait partout des rumeurs confuses et des bruits alarmants ; des craquements mystérieux dans quelques bancs de la Chambre réveillèrent le souvenir de la conspiration des Poudres, et les députés s'enfuirent, convaincus que l'édifice était miné. D'un autre côté, Charles prétendait que son consentement aux dernières mesures lui avait été arraché par la force, et qu'il pouvait par conséquent être révoqué à la première occasion. Les deux Chambres, inquiètes, jurèrent de défendre la religion protestante et les libertés publiques ; ce serment dut être, désormais, prêté par tous les nouveaux fonctionnaires civils, et la grande masse de la nation anglaise y souscrivit avec enthousiasme. Cette même crainte d'une contre-révolution poussa Hyde et les membres du parti modéré dans les Communes à présenter un bill arrêtant que le Parlement actuel ne pourrait être dissous qu'avec son assentiment ; Charles l'accepta sans objection, mais en même temps il cherchait l'alliance de la France et préparait la contre-révolution que ce bill avait pour but d'empêcher. Jusqu'alors, l'armée écossaise l'avait retenu ; mais on ne pouvait retarder davantage de la payer et de la renvoyer dans ses foyers. A peine eut-elle passé la frontière, le Roi résolut d'empêcher son retour. Malgré les instances du Parlement, il quitta Londres pour Édimbourg, accéda à toutes les demandes de l'Assemblée ecclésiastique et des États d'Écosse, assista

au service presbytérien, combla de titres et de faveurs Argyle et les autres chefs du parti national, et gagna ainsi en peu de mois une popularité qui jeta le désarroi dans le Parlement anglais. Celui-ci vit un nouveau et sérieux sujet de craintes dans les intrigues de Charles en Écosse avec le comte de Montrose qui s'était détaché du parti national avant l'arrivée du Roi et qui expiait sa trahison dans la forteresse d'Édimbourg. Hamilton et Argyle sortirent brusquement de la capitale et accusèrent le Roi d'avoir traîtreusement comploté de les faire arrêter et conduire hors du royaume.

Cette terreur se changea en une véritable panique, lorsqu'on apprit que la chute de Strafford avait mis fin, en Irlande, à toute espèce de gouvernement. Les soldats débandés se répandaient dans le pays, et la fureur, trop longtemps contenue, embrasa l'île tout entière. La conspiration, préparée avec beaucoup d'habileté et un grand secret, éclata tout d'abord dans l'Ulster, où l'on n'avait pas oublié les confiscations qui avaient précédé l'établissement des Anglais ; elle se répandit avec la rapidité de l'incendie dans l'Ouest et le Centre. Dublin fut sauvé par un pur hasard; mais dans l'intérieur du pays, les massacreurs ne rencontrèrent aucune résistance. Cinquante mille Anglais périrent en quelques jours, et le bruit public fit monter ce nombre au double et au triple de la réalité. Des récits épouvantables de crimes et d'horreurs de toutes sortes, dans le genre de ceux qui jetèrent la terreur en Angleterre lors des massacres de Cawnpore, arrivaient chaque jour pour ainsi dire à travers le canal Saint-Georges : des témoins racontèrent sous serment avoir vu des maris coupés en morceaux en présence de leurs femmes, des cervelles d'enfants jaillissant à la figure de leurs mères, et des jeunes filles abandonnées nues et mourant de froid dans les bois, après avoir subi les derniers outrages (octobre 1641). « Quelques-uns », dit May, « furent brûlés à dessein; d'autres, noyés par amusement et par passe-temps ; s'ils essayaient de nager, on les empêchait d'aborder à coups de perche ou à coups de fusil ; plusieurs furent ensevelis vivants; d'autres, enterrés presque à mi-corps et abandonnés aux tortures de la faim. » Ce n'était pas seulement les atrocités commises qui frappaient dans cette insurrection, mais surtout son caractère religieux : ce n'était plus comme autrefois la lutte du Celte et du Saxon, mais celle du catholique et du protestant. Les papistes en dedans de l'Enceinte se joignirent aux sauvages Kernes du dehors. Les rebelles se donnaient le nom de « Confédérés catholiques », résolus à défendre le « public et libre exercice de la religion catholique romaine ». La terreur s'accrut encore lorsqu'on apprit qu'ils se réclamaient du Roi et prétendaient avoir agi conformément à ses ordres; ils se déclaraient partisans de Charles et de la famille royale, et prêts à les défendre contre tous ceux qui directement ou indirectement essayeraient de supprimer les prérogatives du souverain; ils montraient même un décret royal daté

d'Édimbourg leur ordonnant d'agir, et ils s'intitulaient « Armée du Roi ». Ce décret était fabriqué, mais on y crut en voyant le mépris affiché par Charles pour l'honneur national.

Cette révolte ne semblait au Roi qu'une heureuse diversion qui tenait ses ennemis en échec. « J'espère », écrivait-il froidement en apprenant ces tristes nouvelles, « que ces événements d'Irlande empêcheront de nouvelles folies en Angleterre. » C'était surtout pour lui une occasion de lever une nouvelle armée et de redevenir ainsi maître du Parlement. Les parlementaires, de leur côté, voyaient dans la révolte irlandaise la révélation d'un vaste plan de réaction dont la retraite de l'armée écossaise, l'apparente réconciliation de Charles avec les presbytériens d'Écosse, les intrigues d'Édimbourg, la joie des royalistes au retour du Roi à Londres et leur réapparition au Parlement étaient les premiers symptômes. A la tête du nouveau parti, on remarquait lord Falkland, homme de beaucoup d'instruction et de talent, et qui comptait parmi ses amis les esprits les plus libéraux de son temps; cet habile orateur, plein de finesse et de raison, que ses convictions poussaient du côté du Parlement, se laissait entraîner par son caractère impressionnable et prime-sautier, son attachement à l'Église alors menacée, son amour de la paix et sa sympathie pour les vaincus, à défendre un roi dont il se méfiait, et à mourir pour une cause qui n'était pas la sienne. Il avait derrière lui des intrigants comme Hyde, de chevaleresques soldats comme sir Edmund Varney, qui disait : « Puisque j'ai mangé le pain du Roi et l'ai servi depuis bientôt trente ans, je ne serai pas assez vil pour me séparer de lui », ou des hommes effrayés de la marche rapide de la révolution et des dangers qui menaçaient l'épiscopat.

En face de ce Parlement désorganisé et des dangers toujours croissants au dehors, Pym résolut de faire appel à la nation elle-même. Il soumit aux deux Chambres une *solennelle remontrance,* où étaient énumérés en détail tout ce que le Parlement avait fait, les difficultés qu'il avait surmontées et les nouveaux obstacles qu'il y avait encore à vaincre. Le Parlement, accusé de vouloir l'abolition de l'épiscopat, déclara qu'il désirait seulement abaisser la puissance des évêques; il répudiait en politique les solutions radicales et ne demandait que le respect des lois existantes contre le papisme, des garanties pour la bonne administration de la justice et l'appel au ministère d'hommes ayant la confiance du pays (novembre 1641). Le nouveau parti royaliste lutta avec acharnement, les discussions succédaient aux discussions, les séances se prolongeaient au delà du jour, ce qui ne s'était jamais vu jusque-là.

C'est au milieu de la nuit, et avec onze voix seulement de majorité, que la Remontrance fut définitivement adoptée, après une séance d'une violence inouïe. Quelques membres de la minorité ayant voulu formuler une protestation en forme, ce fut une étincelle qui mit le feu aux pas-

sions endormies; « quelques-uns agitaient leurs chapeaux au-dessus de leurs têtes; d'autres tiraient leurs épées, encore au fourreau, hors du ceinturon et les tenaient à la main par le pommeau, la pointe en bas ». Grâce au sang-froid et au tact de Hampden, on put éviter un conflit.

Le vote de la *Remontrance* était d'une importance capitale dans la crise actuelle. On le comprit dans les deux partis. « Si elle avait été repoussée », dit Cromwell en sortant de la séance, « j'aurais vendu demain tout ce que je possède et j'aurais quitté l'Angleterre pour toujours. » Charles I[er] écouta la lecture de la *Remontrance* d'un air ennuyé; mais le pays l'accueillit avec des transports de joie, et Londres jura de vivre et de mourir pour le Parlement. On forma partout des associations pour la défense des Chambres, et lorsque la garde qui leur avait été donnée par lord Essex leur eut été retirée par le Roi, le peuple se porta en foule à Westminster pour la remplacer.

L'arrestation des cinq membres. — C'était surtout la question ecclésiastique qui avait mis le feu aux poudres. Tout le monde était d'accord sur la nécessité d'une réforme de l'Église; car, depuis la chute de Laud, le parti de la haute Église avait été réduit à l'impuissance par la force des événements, et l'un des premiers actes du Parlement avait été de nommer une commission ecclésiastique. Au dedans comme en dehors du Parlement, l'opinion était, en général, favorable à une réduction du pouvoir et des revenus de l'Église, sans pour cela apporter de profondes modifications à sa constitution même. Parmi les évêques, les plus haut placés voyaient la nécessité de supprimer les chapitres et les tribunaux des évêques. L'archevêque Usher avait même conseillé de créer un conseil de pasteurs dans chaque diocèse pour contre-balancer l'autocratie épiscopale. L'évêque Williams de Lincoln présenta un projet de ce genre à la Chambre, mais il ne parut pas satisfaire la majorité des Communes; Pym et lord Falkland proposèrent plusieurs articles additionnels écartant les membres du clergé de toute fonction civile ou politique et expulsant les évêques de la Chambre des lords. Cette dernière demande était appuyée par une pétition signée de sept cents pasteurs.

La division qui régnait parmi les anglicans donnait une force nouvelle à ceux qui réclamaient l'abolition immédiate de l'épiscopat. Les doctrines de Cartwright s'étaient répandues dans le peuple, grâce aux persécutions dont ses adhérents avaient été l'objet de la part de Laud, et le presbytérianisme régnait désormais dans presque toute la classe moyenne. Il dominait surtout à Londres et dans les comtés de l'Est, où quelques pasteurs, tels que Calamy et Marshall, avaient formé un comité spécial pour la diffusion de la doctrine. Il était représenté au Parlement par lord Brooke, lord Mandeville, lord Saye et Sele. Sir Harry Vane, dans la Chambre des communes, personnifiait le parti extrême des réformés, appelés plus tard

indépendants, non moins hostiles aux presbytériens qu'aux anglicans, mais qui s'unissaient pour le moment aux premiers et formaient un parti qui devait être connu plus tard sous le nom de *la racine et la branche,* à cause de son acharnement à poursuivre l'extirpation du haut clergé.

L'attitude de l'Écosse dans cette grande lutte contre la tyrannie, l'avantage politique d'une union religieuse entre les deux royaumes, ainsi que le désir d'unir plus étroitement l'Église anglicane aux Églises protestantes du continent, donnèrent une force nouvelle aux projets du parti presbytérien. Milton, qui, après la composition de son *Lycidas,* avait passé un an à voyager en Europe, fut rappelé d'Italie par la nouvelle de l'ouverture du Parlement, et se jeta avec ardeur dans la mêlée religieuse. Il considérait « comme une injustice que l'Église anglicane fût différente de toutes les Églises réformées ». Cependant, malgré ce mouvement en faveur du presbytérianisme et la pétition de Londres, couverte de quinze mille signatures et rédigée dans le même esprit, le Comité de religion se déclara en faveur des réformes modérées proposées par Pym et Falkland. Un bill en faveur de l'exclusion des évêques de la Chambre des pairs fut voté par les Communes à la presque unanimité; rejeté par les lords, à la veille du départ du Roi pour l'Écosse, il fut présenté de nouveau à son retour. Malgré les remontrances de la Chambre des communes, il trouva encore une violente opposition dans la Chambre haute.

Ces délais excitèrent la populace de Londres, qui s'amassa autour de Whitehall ; on arrêtait les carrosses des évêques se rendant à la Chambre, et les prélats étaient grossièrement insultés. Williams de Lincoln, blessé dans son orgueil, conseilla à dix évêques de ses collègues de déclarer qu'ils ne pouvaient assister aux séances de la Chambre, et que toutes résolutions prises en leur absence seraient comme nulles et non avenues. La Chambre haute répondit à cette protestation en faisant enfermer à la Tour tous ceux qui l'avaient signée.

Ces discordes contribuèrent puissamment à favoriser les projets du Roi ; aussi les courtisans disaient-ils ouvertement que les insultes dont les évêques avaient été l'objet prouvaient que le Parlement n'était pas libre, et cherchaient-ils à provoquer de nouveaux désordres en réunissant des soldats et des officiers de fortune désireux d'être employés en Irlande, et en les lançant contre la foule rassemblée devant Whitehall. Le Parlement s'effrayait de ces querelles et de la formation de deux partis qui se donnaient réciproquement les sobriquets de *Têtes rondes* et de *Cavaliers;* mais Charles I[er] persistait à ne pas lui donner de garde militaire. Il s'engagea, « sur son honneur de roi », à défendre les députés contre toute violence, comme s'ils étaient ses propres enfants. A peine eut-il fait cette déclaration qu'un procureur parut à la barre de la Chambre des lords, et accusa Hampden, Pym, Holles, Strode et Haselrig de haute trahison, à cause de leur correspondance avec les Écossais. Un héraut

d'armes se présentait en même temps devant les Communes, et demandait qu'on lui livrât les cinq accusés ; c'était une violation manifeste de la loi ; le Roi se constituait personnellement comme accusateur. Les accusés étaient privés du droit d'être jugés par leurs pairs, et ils se trouvaient cités à comparaître devant un tribunal qui n'avait en réalité aucune juridiction sur eux.

Les Communes promirent simplement de prendre cette demande en considération et redemandèrent une garde. « Je leur répondrai demain », répliqua le Roi. Dès le lendemain, il ordonna à trois cents gentilshommes de le suivre, et, embrassant la Reine, il lui promit de revenir maître de son royaume. Au moment où Charles quittait son palais, il fut rejoint par une troupe de Cavaliers qui resta à Westminster Hall, tandis que lui, accompagné de son neveu l'Électeur palatin, entrait à la Chambre des communes. « Monsieur le président », dit-il, « permettez-moi de m'asseoir un instant sur votre fauteuil. » Il s'arrêta un peu confus en voyant que la place de Pym était vide, car, à la nouvelle de son approche, la Chambre avait ordonné aux cinq membres de se retirer. « Messieurs », commença-t-il d'une voix lente et saccadée, « je regrette d'avoir à venir auprès de vous dans de pareilles circonstances ; hier, je vous ai envoyé mon sergent d'armes pour une affaire de la plus haute importance, avec l'ordre d'arrêter quelques-uns d'entre vous accusés de haute trahison. Je m'attendais à être obéi, et non à recevoir un message. Les traîtres ne doivent pas être protégés », continua-t-il, « et je viens savoir si aucune des personnes incriminées n'est ici présente. » On ne lui répondit que par un silence de mort. « Il me les faut, par quelque moyen que ce soit », répéta-t-il. Il s'arrêta de nouveau, personne ne répondit. Alors, élevant la voix : « M. Pym est-il ici ? » Pas de réponse. Charles, se tournant vers le président, lui demanda où se trouvaient les cinq membres ; Lenthall tomba à genoux et répondit qu'il n'avait ni yeux ni langue à son service pour voir ou dire quoi que ce fût sans la permission de la Chambre. « C'est bien ! c'est bien ! » s'écria Charles avec colère. « Peu importe ; je pense que mes yeux en valent bien d'autres. » Il y eut encore un long silence, pendant qu'il parcourait du regard les rangs de l'assemblée. « Je vois que les oiseaux sont envolés, mais je m'attends à ce que vous me les renvoyiez. » Et il ajouta : « Sinon, je viendrai les chercher en personne. » Puis il sortit, nous raconte un témoin oculaire, en protestant de ses intentions pacifiques, « mais plus mécontent et plus irrité que lorsqu'il était entré ». (4 janv. 1642.)

Les préparatifs de la guerre civile. — C'était bien grâce à l'absence des cinq députés et à l'attitude calme et digne de la Chambre que cet essai de coup d'État du Roi avait échoué sans la moindre effusion de sang. « On était convaincu », rapporte Whitelock, présent à cette séance,

« que si le Roi les avait trouvés et avait ordonné aux gardes de les saisir, les membres des Communes auraient tenté de défendre leurs collègues, ce qui aurait été déplorable et malheureux de toutes façons. » Certes, cinq cents gentilshommes, des premières familles d'Angleterre, n'auraient pu rester impassibles, en voyant les sbires de Whitehall mettre la main sur leurs chefs, et cela en plein Parlement.

Mais Charles était aveuglé sur le danger de sa nouvelle position. Les cinq membres avaient trouvé refuge dans la cité, et c'est là que le Roi demanda le lendemain aux *aldermen* de Guildhall qu'on lui livrât les coupables. A son retour, il n'entendit sur son passage que les cris de : « Privilége ! privilége ! » Les shériffs eux-mêmes ne firent aucune attention au décret qui ordonnait l'arrestation des cinq ; et l'on répondit à une proclamation publiée quatre jours plus tard, et qui les déclarait traîtres à la patrie, en les portant en triomphe jusqu'à Saint-Étienne. Les milices municipales de Londres et de Southwark étaient sur pied, et les bateliers de la Tamise, « qui avaient juré de protéger le Parlement, le royaume et le Roi », escortèrent les cinq députés qui se rendaient à Westminster le long de la rivière. Les Cavaliers, épouvantés, s'enfuirent de Whitehall, où Charles resta complétement abandonné ; car cette insulte faite au Parlement l'avait séparé momentanément de ses nouveaux amis et de ses ministres Falkland et Colepepper, choisis parmi eux.

Malgré son isolement, Charles Ier était bien résolu à la guerre. Le comte de Newcastle fut envoyé dans le Nord pour réunir une armée dévouée à la cause royale ; et, dès que les cinq députés furent rentrés à la Chambre, Charles quitta Whitehall (10 janv.). Dans les deux camps, on se préparait à la lutte ; la reine Henriette-Marie s'était embarquée à Douvres, avec les joyaux de la couronne, pour acheter des munitions de guerre; les Cavaliers se ralliaient de nouveau autour du Roi, et la presse royaliste inondait le pays de proclamations rédigées par Hyde. De même, des processions de francs tenanciers du Kent et du Buckinghamshire traversaient Londres, se rendant à Westminster, pour promettre sous serment de vivre et mourir pour le Parlement. Pym fortifiait la Tour, et s'emparait des deux grands arsenaux de Hull et de Portsmouth. Les lords furent obligés de cesser leur opposition, en voyant avec quelle énergie la Chambre des communes prenait position. « Les Communes », leur dit Pym, « seront heureuses d'avoir votre aide et votre concours pour sauver le royaume ; mais si vous refusez de vous joindre à elles, elles rempliront leur devoir sans hésiter. Que le royaume soit sauvé ou non, il serait déplorable qu'on puisse dire plus tard, en écrivant l'histoire du Parlement actuel, que dans ces pressantes et dangereuses conjonctures, la Chambre des communes seule a tenté de sauver le royaume. » Ces paroles de Pym entraînèrent le vote du bill qui excluait les évêques de la Chambre des lords.

Le point le plus important, pour l'un et l'autre parti, était de s'assurer

l'appui de la masse de la nation en état de porter les armes ; mais, des deux côtés, les difficultés étaient grandes. Bien avant les réformes introduites dans l'armée par les Tudor, et qui avaient été abrogées par le bill interdisant de recruter des soldats sans une loi, le Roi n'avait aucun droit d'appeler ses sujets aux armes, si ce n'est pour rétablir l'ordre, ou pour repousser une invasion étrangère. D'un autre côté, personne n'osait prétendre qu'un pareil droit pût être exercé par les deux Chambres sans le Roi, et Charles refusait énergiquement de consentir à un *bill de la milice* qui mettait le commandement de la force armée de chaque comté entre les mains d'hommes dévoués à la cause du Parlement. Royalistes et libéraux ne se firent aucun scrupule de violer la constitution : le Parlement en nommant de sa propre autorité des officiers de la milice, et Charles en faisant lever des troupes par des commissaires royaux.

Le Roi eut beaucoup de peine à se procurer des armes et des munitions ; aussi parut-il à la fin d'avril devant Hull, le grand entrepôt de guerre du nord du royaume, et demanda-t-il à y être admis. Le nouveau gouverneur, sir John Hotham, tombant à genoux, déclara qu'il ne pouvait lui ouvrir les portes de la ville. L'approbation donnée par le Parlement à cet acte d'insubordination fut suivie du départ d'un certain nombre de députés royalistes qui abandonnèrent leurs siéges à Westminster. Trente-deux pairs, soixante membres de la Chambre des communes, Hyde, Falkland, Colepepper rejoignirent Charles à York, et le lord chancelier Lyttelton les y suivit peu après avec le grand sceau (avril 1642).

Les projets belliqueux du Roi étaient encore entravés par l'opposition de la majorité de ses sujets. La grande réunion des francs tenanciers du Yorkshire, qu'il convoqua à Heyworth Moor, se termina par une pétition le suppliant de se réconcilier avec le Parlement. Malgré les dons spontanés de vaisselle d'argent faits au Roi par les Universités et les nobles de son parti, on continuait à manquer d'armes et d'argent pour les nouvelles levées. Les deux Chambres, par contre, avaient gagné en unité et en force depuis la retraite des royalistes.

La milice se forma en peu de temps, et l'on confia le commandement de la flotte à lord Warwick; on préleva un emprunt à Londres, les femmes répondirent en apportant jusqu'à leurs anneaux de mariage. Le ton des deux Chambres était devenu plus hautain depuis ces derniers préparatifs de défense : elles proposèrent la paix à la condition qu'on leur reconnaîtrait le droit de nommer et de destituer les ministres, de choisir les gouverneurs des enfants de la famille royale, et de surveiller toutes les affaires civiles, militaires et religieuses. « Si je vous accordais cela », répliqua Charles Ier, « je ne serais plus qu'un simulacre, un vain fantôme de roi ! »

CHAPITRE VII

LA GUERRE CIVILE[1].

(JUILLET 1642 — AOUT 1646)

Edgehill. — La rupture des négociations fut suivie, des deux côtés, de préparatifs pour une guerre immédiate. Hampden, Pym et Holles devinrent l'âme du comité de salut public créé par le Parlement pour agir en son nom ; on rappela des Pays-Bas tous les officiers anglais et écossais, et lord Essex fut nommé commandant en chef d'une armée de vingt mille fantassins et de quatre mille cavaliers. La confiance était si grande chez les parlementaires qu'ils s'imaginaient, avoua Baxter, après la première rencontre, « qu'il suffirait d'une seule bataille pour décider la victoire », car le Roi était presque dépourvu d'armes et d'argent; il avait de la peine à lever des troupes, et ses propres partisans répugnaient à commencer les hostilités. Bien résolu cependant à en venir aux mains le plus tôt possible, Charles Ier planta l'étendard royal à Nottingham (23 août 1642), « le soir d'un jour d'orage et de tempête » ; mais personne ne répondit à son appel. Pendant ce temps, Essex, qui avait quitté Londres aux acclamations d'une foule immense, avec ordre du Parlement de suivre le Roi, « de l'arracher de gré ou de force à ses perfides conseillers et de le ramener au milieu des parlementaires », rassemblait son armée à Northampton. Charles n'avait qu'une poignée d'hommes, et il aurait suffi de lancer contre lui quelques régiments de cavalerie pour terminer la guerre en une seule rencontre ; mais Essex reculait devant toute action décisive et espérait obliger Charles à se soumettre par un simple déploiement de troupes.

[1] SOURCES : Aux ouvrages cités dans le chapitre précédent, ajoutons la biographie du prince Rupert, par Warburton, l'excellente *Vie de Fairfax,* de M. Clements Markham, la correspondance de ce général et les *Mémoires* de Ludlow. L'*Anglia rediviva* de Spriggs nous donne des renseignements sur la nouvelle organisation militaire de Cromwell. Consulter aussi Carlyle, *Life and Letters of Cromwell,* livre précieux par l'immense quantité des documents qui s'y trouvent, mis en œuvre avec le soin d'un érudit et le génie d'un poëte ; et enfin Clarendon, qui mérite beaucoup plus de créance pour cette période de l'histoire de Charles Ier, et qui donne un beau récit de ce soulèvement du Cornouailles.

A peine le Roi se fut-il replié sur Shrewsbury, que la face des événements changea complétement. Catholiques et royalistes se rallièrent avec enthousiasme autour de son étendard, et une marche audacieuse de Charles sur Londres força Essex à sortir de son inaction et à accourir de Worcester au secours de la capitale. Les deux armées se rencontrèrent à Edgehill, près de Banbury (23 octobre 1642). Cette rencontre était tout à fait inattendue; aussi le combat qui suivit ne fut-il guère qu'un combat de cavalerie assez indécis, où la désertion de sir Faithful Fortescue, avec tout un régiment, jeta vers la fin le désordre dans l'armée du Parlement, tandis que les deux ailes de la cavalerie royaliste chassaient leurs adversaires du champ de bataille; en revanche le corps de réserve d'Essex rompit l'infanterie qui formait le centre de l'armée du Roi, et il fallut l'intervention du prince Rupert et de ses escadrons pour empêcher Charles d'être fait prisonnier ou contraint de fuir. La nuit survint sans que l'avantage fût resté à l'une ou à l'autre des deux armées : c'était pourtant une victoire morale pour le Roi. Essex comprit que ses troupes ne pouvaient guère se mesurer avec les Cavaliers, et sa retraite sur Warwick laissa ouverte la route de la capitale. Rupèrt insistait pour qu'on se mît immédiatement en marche vers Londres; mais la proposition rencontra une énergique résistance parmi les royalistes modérés qui craignaient un triomphe trop complet de Charles autant que sa défaite. Le Roi s'arrêta donc à Oxford pendant quelque temps et y fut accueilli avec de bruyants témoignages de joie; mais lorsque Reading fut tombée aux mains de la cavalerie de Rupert par la lâcheté de la garnison, et que l'audacieuse prise d'assaut de Brentford eut conduit l'armée royale presque jusqu'aux portes de la capitale, la panique des habitants de Londres était passée, et la jonction des milices municipales avec l'armée d'Essex obligea Charles à se replier sur ses anciens quartiers.

Quoique les parlementaires se fussent aisément remis de la surprise d'Edgehill, la guerre, à mesure que l'hiver avançait, devenait de plus en plus favorable au Roi. En fortifiant Oxford, il prit solidement pied dans les comtés du Centre; et, au nord, les chances, d'abord égales, tournèrent en sa faveur, quand le comte de Newcastle, avec les troupes qu'il avait levées en Northumberland, marcha sur York. Lord Fairfax, chef du parti parlementaire dans cette région, se trouva rejeté sur les villes manufacturières du Yorkshire, où dominait le puritanisme; enfin, l'arrivée de la Reine, qui apportait de Hollande du matériel de guerre, décida les royalistes à lancer leurs éclaireurs au delà du Trent et à menacer les comtés de l'Est qui se montraient très-zélés pour la cause du Parlement. Le danger était imminent; aussi les deux Chambres firent-elles preuve d'autant d'activité que de vigueur. Les négociations du printemps avaient été rompues, lorsque le Parlement exigea le retour du Roi. Londres fut fortifié, et on imposa une taxe annuelle de deux millions de livres sterling sur toutes les provinces qui avaient adhéré à la cause parlemen-

taire. Essex, dont l'armée venait d'être équipée de nouveau de pied en cap, reçut l'ordre de marcher sur Oxford; mais, quoique le Roi se tînt prêt à se replier sur les comtés de l'Ouest, le général des troupes parlementaires n'osa pas exposer ses soldats encore novices aux chances d'une bataille rangée; il se contenta de prendre Reading et de rester campé pendant un mois autour de Brill, dans la plus complète inaction; l'épidémie décimait son armée lorsque les royalistes survinrent et la mirent en pleine déroute.

Soulèvement du Cornouailles (mai 1643). — Pendant qu'Essex hésitait et perdait son temps en manœuvres inutiles, Charles envoya un détachement de son armée réunie à Oxford pour soutenir une insurrection royaliste dans l'Ouest. Nulle part le dévouement à la personne du Roi ne s'était conservé aussi noble et aussi désintéressé que parmi les habitants du Cornouailles. Ce comté avait une physionomie tout à fait particulière; il était séparé du reste de l'Angleterre par les différences de race et de langue, et surtout par les tendances féodales de ses habitants, qui témoignaient, comme tous les peuples celtes, un dévouement absolu à leurs chefs locaux, et étaient restés comme eux fidèles à la Couronne.

Ils n'avaient fait jusque-là que se tenir sur la défensive, lorsque la nouvelle de l'approche d'un petit corps de parlementaires, qui marchait sous la conduite de lord Stamford sur Launceston, les obligea à agir. Une petite troupe d'habitants du pays, si mal approvisionnée que les meilleurs officiers n'avaient qu'un biscuit par jour et une toute petite quantité de poudre, se réunit autour du chevaleresque sir Bevil Greenvil; cette poignée d'hommes affamés escalada la pente abrupte de Stratton-Hill, l'épée au poing, et contraignit Stamford à se retirer précipitamment sur Exeter, après avoir perdu deux mille hommes, ses bagages et son artillerie. Sir Ralph Hopton, le meilleur des généraux royalistes, se mit à la tête de l'armée victorieuse, qui s'avançait dans le Somersetshire, et jeta la terreur dans les comtés de l'Ouest. Essex envoya un détachement de troupes d'élite, sous la conduite de sir William Waller, pour les empêcher d'avancer; mais le Somerset était déjà perdu avant qu'il eût atteint Bath, et les paysans du Cornouailles emportèrent d'assaut son camp retranché de Landsdown Hill. Cette lutte acharnée priva les vainqueurs de leurs chefs; Hopton fut blessé, Greenvil tué, et avec eux tombèrent aussi les deux héros de la petite armée : sir Nicholas Slanning et sir John Trevanion, « tous deux jeunes, ayant à peine vingt-huit ans, amis intimes de sir Bevil Greenvil et unis ensemble par la plus tendre affection ». Malgré sa défaite, Waller s'attacha à poursuivre leurs troupes affaiblies, au moment où elles se mettaient en marche pour chercher du secours à Oxford, et réussit à enfermer l'infanterie à Devizes; mais la cavalerie royaliste réussit à s'échapper. Après avoir rejoint les troupes qui avaient été en-

voyées à leur secours, sous les ordres de Wilmot, plus tard lord Rochester, elle revint sur ses pas et tailla en pièces le corps de Waller à Roundway Hill (juillet 1643). Le soulèvement du Cornouailles semblait avoir changé le cours des événements; affermi dans sa position par ces premiers succès et par les secours que la reine Henriette-Marie lui amenait du Nord, Charles avait déjà fait ses préparatifs pour aller de l'avant, lorsque le prince Rupert, s'étant hardiment aventuré du côté de Wycombe, rencontra à Chalgrove un corps de cavalerie parlementaire, commandé par Hampden. L'escarmouche se termina à l'avantage des royalistes, et l'on vit Hampden quitter à cheval le lieu du combat, « avant la fin, ce qu'il ne faisait jamais, la tête pendante sur sa poitrine et les mains sur le cou du cheval ». Il était mortellement blessé, et sa mort sembla un présage fatal pour la cause qu'il défendait avec passion. Les désastres succédaient aux désastres, et Essex, de plus en plus désireux de la paix, se replia sur Uxbridge, tandis que la honteuse reddition de Bristol livrait au prince Rupert la seconde ville du royaume, et rendait Charles Ier maître absolu des comtés de l'Ouest. Ces nouvelles, tombant coup sur coup, semblèrent au Parlement « un arrêt de mort ». Les lords ne parlaient que de propositions de paix; Londres elle-même était divisée, et « un grand nombre de femmes des principaux bourgeois » se présentèrent à la porte de la Chambre des communes, demandant la paix à grands cris. La fuite, au camp d'Oxford, de six d'entre les pairs restés à Westminster, prouvait que l'on commençait à désespérer du triomphe du Parlement.

Le Covenant. — Grâce à la fermeté d'âme des chefs du parti national, les chances de la guerre commencèrent pourtant à se retourner en leur faveur. Waller fut reçu, à son retour de Roundway Hill, « comme s'il ramenait le Roi prisonnier ». Une nouvelle armée fut placée sous le commandement de lord Manchester pour arrêter les progrès du comte de Newcastle. A l'ouest, il est vrai, les choses allaient de mal en pis. Le prince Maurice, continuant les succès de Rupert, assura à Charles, par la prise de Barnstaple et d'Exeter, la possession du Devonshire. Glocester seul interrompait les communications entre Bristol et le Nord; aussi Charles marcha-t-il sur cette ville dans l'espoir qu'elle se rendrait en peu de temps (août 1643); mais la courageuse résistance de la garnison permit à Essex de venir à son secours; elle en était réduite à un baril de poudre, lorsque l'approche du comte obligea Charles à lever le siége. L'armée puritaine revint précipitamment sur Londres, après un engagement indécis auprès de Newbury, dans lequel lord Falkland tomba en criant : « La paix! la paix! » et où les milices municipales de Londres culbutèrent la cavalerie de Rupert qui s'était précipitée sur leurs lignes hérissées de piques. En un pareil moment, une grande victoire pouvait seule sauver le Roi, car le jour même du retour triomphal d'Essex à Londres,

les parlementaires s'associèrent au *Covenant écossais* (25 septembre 1643).

Pym s'était résigné à jeter l'épée de l'armée presbytérienne dans la balance encore vacillante, et sir Harry Vane avait été envoyé en toute hâte à Édimbourg, à l'heure la plus critique pour le Parlement, afin de discuter les conditions de l'alliance écossaise. On exigea tout d'abord l' « unité de religion », en d'autres termes, l'adoption du système presbytérien par l'Église d'Angleterre. Les événements avaient marché si vite depuis les premières discussions à la Chambre des communes sur la réforme ecclésiastique, qu'il était urgent de se soumettre à cet arrangement. Tous les évêques sans exception et la masse du clergé, dont les tendances étaient favorables à l'épiscopat, avaient rejoint l'armée royale et se trouvaient dépossédés de leurs cures et bénéfices comme *délinquants*. Un nouveau système ecclésiastique était devenu absolument nécessaire, et, bien que Pym et les principaux hommes d'État de ce temps fussent des anglicans modérés, ils furent contraints par les progrès même du presbytérianisme et par les nécessités de la guerre d'adopter la discipline de l'Église d'Écosse. L'Écosse, de son côté, comprit que sa propre sécurité dépendait du triomphe du Parlement. D'ailleurs, les intrigues de Charles Ier hâtèrent la conclusion des négociations, que sir Harry Vane avait conduites avec autant de prudence que de rapidité.

Tandis que le Parlement attendait du Nord son secours, le Roi n'avait cessé de négocier avec les rebelles irlandais. Le dernier massacre avait excité chez les Anglais une soif de vengeance inconnue jusque-là ; mais pour Charles, les Irlandais étaient un précieux atout dans son jeu. Une trêve ayant été conclue avec eux, l'armée commandée par lord Ormond, qui les avait jusque-là tenus en échec, resta à la disposition du Roi pour l'aider dans sa guerre contre le Parlement ; Charles s'assura en même temps d'une troupe de catholiques irlandais qui devait débarquer dans l'Argyleshire pour soutenir un soulèvement des Highlanders, sous la conduite de Montrose, contre le gouvernement presbytérien d'Édimbourg. Aucun projet du Roi ne fut aussi fatal à sa cause. Dès que le plan eut été découvert, les officiers donnèrent leur démission les uns après les autres ; les lords qui s'étaient enfuis à Oxford retournèrent en toute hâte à Londres, et le mouvement royaliste qui s'était produit dans le Parlement se trouva arrêté. L'Écosse, inquiète pour sa propre indépendance, se hâta de signer l'alliance, et la Chambre des communes réunie à Saint-Margaret's Church jura « les mains levées » de l'observer fidèlement ; elle s'engageait « à amener les diverses Églises de Dieu dans les trois royaumes à s'unir aussi étroitement que possible en adoptant la même confession de foi, le même système ecclésiastique, le même culte et le même catéchisme ». « Nous jurons », disaient-ils, « en notre nom et au nom de nos enfants, de vivre en frères unis par l'amour et par la foi, afin que le Seigneur se plaise à être au milieu de nous, d'extirper le papisme, l'épiscopat,

la superstition, le schisme et l'impiété, de défendre les droits et priviléges du Parlement et les libertés nationales, de punir enfin les méchants et les ennemis de la réforme de l'Église et de l'État, et d'unir les deux royaumes par une étroite alliance qui se puisse perpétuer de génération en génération. » Le *Covenant* se terminait par une sorte de confession des péchés et la promesse d'une réforme prochaine. « Nous désirons sincèrement et ardemment », disait-il, « et nous nous proposons en notre nom et au nom de ceux qui dépendent de nous, comme chefs de l'État et simples particuliers, et tout en remplissant nos devoirs envers Dieu et envers les hommes, de réformer notre vie et d'offrir à nos compatriotes l'exemple d'un changement complet. »

Marston Moor. — La conclusion du Covenant avait été la dernière œuvre de Pym, mais ce n'était qu'une partie du vaste plan conçu par ce grand patriote, et qui fut exécuté par le Comité des Deux Royaumes, chargé après sa mort (décembre 1643) de la conduite de la guerre et des affaires étrangères. Trois armées considérables, comprenant à peu près une cinquantaine de mille hommes, avaient été levées pour la campagne qui allait s'ouvrir. Essex, au centre du royaume, était chargé de surveiller le Roi enfermé dans Oxford, et de le suivre, si, comme on s'y attendait, il s'avançait vers le nord pour attaquer les Écossais. Waller, à l'ouest, devait tenir en échec le prince Maurice, en Dorsetshire et en Devonshire ; enfin, les quatorze mille hommes fournis au Parlement par le zèle des comtés de l'Est, et parmi lesquels Cromwell s'était déjà fait un nom comme chef militaire, furent placés sous le commandement de lord Manchester et envoyés en Yorkshire pour soutenir sir Thomas Fairfax et les Écossais. Charles se trouvait réduit à la défensive. Les troupes irlandaises, dont il s'était assuré le secours en signant une trêve avec les rebelles, essuyèrent deux sanglants échecs dès leur arrivée en Angleterre ; ils furent écrasés au sud par Waller, et en Cheshire par sir Thomas Fairfax. Ce dernier s'était trouvé libre, grâce à la marche en avant de Newcastle jusqu'à la frontière, que les Écossais étaient sur le point de franchir « par un temps de neige et de gelée épouvantable ». Après avoir dispersé les troupes irlandaises, Fairfax remporta une victoire sur les troupes que le marquis avait laissées pour protéger York, et l'obligea à revenir en toute hâte sur ses pas.

Le plan de Pym se réalisait avec une rapidité prodigieuse ; Essex et Waller se réunirent pour bloquer Oxford, tandis que Manchester et Fairfax opéraient leur jonction avec les Écossais sous les murs d'York (janvier 1644). Le cri de détresse de Newcastle fut entendu, et l'on envoya d'Oxford le prince Rupert pour réunir des troupes sur la frontière galloise. Ce brillant chef de partisans, après avoir fait lever les siéges de Newark et de Lathom-House, et franchi les collines du Lancashire, pénétra

dans le Yorkshire, et échappant à l'armée parlementaire, il entra à York sans coup férir.

Le succès de ce hardi fait d'armes l'engagea à tenter plus encore ; il résolut de livrer une bataille décisive ; les deux armées se rencontrèrent à Marston Moor. Une décharge de mousqueterie amena, à la tombée de la nuit, un engagement qui devint bientôt une véritable mêlée (2 juillet 1644). Une charge de la cavalerie royale rompit les rangs des Écossais, tandis qu'à l'autre aile, la brigade de Cromwell, dite *Côtes de fer,* remportait un succès complet sur les soldats de Rupert. « Grâce au Dieu tout-puissant, ils se sont couchés comme du chaume, au vent de nos épées », écrivait le général à la fin de la journée. Il rappela ses hommes, qui voulaient, dans l'enivrement de la victoire, poursuivre l'ennemi, afin de soutenir Manchester dans sa lutte contre l'infanterie royale et de mettre en déroute la cavalerie qui revenait toute haletante de la poursuite des Écossais. Ce fut le moment le plus chaud de la journée. Un jeune puritain, étendu blessé mortellement sur le champ de bataille, dit à Cromwell, qui se penchait sur lui, qu'il y avait une chose qui pesait sur sa conscience. « Comme je lui demandais ce que c'était », écrivit plus tard Olivier, « il me répondit qu'il regrettait que Dieu ne lui eût pas permis d'être plus longtemps le bourreau de ses ennemis. » La nuit mit fin au combat, et la cause royaliste se trouva ainsi, d'un seul coup, perdue dans le Nord. Newcastle s'enfuit sur le continent; York se rendit, et Rupert rentra à Oxford presque sans soldats.

Cette catastrophe était d'autant plus terrible pour Charles, qu'elle survenait au moment où il remportait presque partout ailleurs des succès aussi brillants qu'inespérés. Après un mois de siége, le Roi s'était échappé d'Oxford, et après avoir attendu qu'Essex se fût engagé dans l'Ouest, il s'était tourné avec impétuosité contre Waller à Cropredy-Bridge, et l'avait chassé jusqu'à Londres, trois jours avant la bataille de Marston Moor. Charles profita de ces avantages en traquant Essex, qu'il espérait écraser entre ses propres troupes et celles du prince Maurice, que le comte avait l'intention d'attaquer.

Par une erreur qui devait lui être fatale, Essex s'aventura dans le Cornouailles, entièrement dévoué à la cause royale ; Charles l'enferma dans les défilés de ce pays montagneux, et le serra de si près que toute l'infanterie parlementaire fut obligée de se rendre à merci. La cavalerie put se frayer un chemin au travers des ennemis, et Essex s'enfuit par mer jusqu'à Londres. Le jour même de la capitulation, les royalistes remportèrent encore en Écosse un éclatant triomphe qui promettait de réparer le désastre de Marston Moor.

Le débarquement de soldats irlandais dans le comté d'Argyle avait fait revivre le projet, formé depuis longtemps, de reconquérir l'Écosse. Montrose, se jetant dans les Hautes-Terres, appela aux armes tous les

clans, et se précipita, avec ses nouvelles forces, sur les covenantaires campés à Tippermuir. Il remporta une victoire qui lui permit d'occuper Perth, de mettre Aberdeen à sac, et de répandre la terreur dans Édimbourg. Ces nouvelles encouragèrent Charles, qui revenait de sa campagne dans l'Ouest, à tenter un coup de main sur Londres ; les Écossais étaient encore arrêtés par le siége de Newcastle ; mais les autres vainqueurs de Marston Moor se trouvèrent sur le chemin du Roi, à Newbury, où leurs troupes, grossies par les soldats qui avaient échappé à la capitulation du Cornouailles, lui livrèrent bataille. Les furieuses charges des royalistes ne purent réussir à briser les escadrons parlementaires, et les soldats d'Essex vengèrent la honte de leur récente défaite en se jetant sur les canons qu'ils avaient perdus, et en les ramenant en triomphe dans leurs lignes (octobre 1644). Cromwell voulut profiter de l'occasion, et supplia les chefs de le laisser charger à la tête d'une seule brigade. Mais Manchester, comme Essex, craignait de remporter une victoire trop éclatante sur le Roi ; Charles put ramener son armée à Oxford, et reparaître sur le champ de sa défaite sans être inquiété.

Cromwell. — La querelle entre Cromwell et lord Manchester à Newbury allait faire entrer la guerre dans une nouvelle phase. A peine Pym avait-il éte enseveli à Westminster, que l'Angleterre reconnut d'instinct que Pym allait avoir, dans le vainqueur de Marston Moor, un successeur d'un génie encore supérieur au sien.

Né à la fin du règne d'Élisabeth (1599), d'un cadet de la grande maison des Cromwell de Hinchinbrook, et allié par les femmes à Hampden et à Saint-John, il avait été, par la mort de son père, rappelé de Cambridge, où il était resté très-peu de temps dans le petit domaine patrimonial de Huntingdon, qu'il quitta pour une ferme à Saint-Ives. Nous l'avons déjà vu, au temps du gouvernement personnel de Charles Ier, sombre et languissant, plein de pressentiments d'une mort prochaine, rongé par la mélancolie qui faisait le fond de sa nature, mais qu'accroissait encore l'inaction où le despotisme maintenait l'Angleterre. Mais à peine la tyrannie royale fut-elle brisée que son énergie se manifesta avec éclat. Son père, ainsi que trois de ses oncles, avaient siégé dans les derniers Parlements d'Élisabeth. Olivier, élu député en 1628, avait été renvoyé au Court et au Long Parlement par la ville de Cambridge. Un personnage de la cour, sir Philippe Warwick, a esquissé un portrait du futur protecteur qui nous donne une idée de son extérieur au commencement de sa carrière politique : « J'entrai un matin à la Chambre, j'étais mis avec beaucoup de soin, et j'aperçus un homme qui parlait et qui m'était tout à fait inconnu. Son costume consistait en un vêtement de drap d'une excessive simplicité, qui semblait avoir été fait par un mauvais tailleur de campagne. Son linge était grossier et d'une propreté douteuse ; je me souviens

même d'avoir remarqué une ou deux taches de sang sur son rabat, qui n'était pas beaucoup plus large que sa collerette; son chapeau n'avait pas de ruban. Il paraissait de taille moyenne, le sabre serré à la taille; sa figure était rouge et joufflue, sa voix dure et discordante; mais il parlait avec une éloquence pleine de feu. » Il était très-écouté; sa valeur cependant se montrait beaucoup plus en actes qu'en paroles.

Il avait paru à Edgehill avec des troupes levées par lui ; il saisit d'un coup d'œil le vice radical de l'armée d'Essex : « Une masse indisciplinée de pauvres garçons d'auberge et de pauvres apprentis des villes », avait-il dit d'avance à Hampden, « ne pourront jamais lutter contre des gentilshommes. » Il vit que l'enthousiasme religieux était la seule arme qu'on pût opposer avec succès au courage chevaleresque des royalistes. Ce projet semblait une pure utopie, même à Hampden ; mais Cromwell prit sur lui de lever pour l'*Association des comtés de l'Est* un régiment d'un millier de soldats, connus bientôt sous le nom de « Côtes de fer », et qui était uniquement formé d'« hommes pieux ». Il consacra toute sa fortune à cette œuvre à laquelle il s'était donné tout entier : « J'y ai dépensé onze à douze cents livres ; et comme mon patrimoine est très-peu considérable, il ne me reste que peu de chose pour venir en aide à mes soldats. » Ces soldats formaient « une délicieuse compagnie », disait-il à ses amis, avec un orgueil tout militaire. « Parmi eux, on ne souffrait ni ivrognerie, ni désordres, ni blasphèmes, ni impiétés. Tout jurement était puni d'une amende de douze pence. »

Ses innovations ne s'arrêtèrent pas là. Il n'eut aucun égard à la tradition qui voulait que les commandements fussent confiés à des hommes de haute naissance. « Vous êtes irrités », écrivait-il, en réponse aux plaintes des membres de l'Association, « de voir des hommes de basse extraction devenir capitaines de cavalerie. Je n'aurais pas demandé mieux que de voir dans mon armée des gentilshommes ; mais pourquoi n'y paraissent-ils pas ? Il faut agir, à présent, et mieux vaut des gens du commun à la tête des troupes que de les laisser sans chefs ; et l'important est d'avoir des soldats sobres, fidèles, consciencieux dans l'accomplissement de leurs devoirs, tels que seront les miens, je l'espère. » Ces quelques lignes donnent une idée aussi précise que vivante de ce Cromwell, qui tenait bien plus du soldat que du réformateur religieux, bien que son génie l'emporte en dehors de ses sympathies aristocratiques et de ses idées conservatrices, et prévoie la révolution sociale qui devait sortir de la guerre. « J'aimerais mieux », s'écria-t-il une fois avec impatience, « un capitaine vêtu d'un simple drap roussâtre et grossier, qui sait pourquoi il se bat et aime sa cause, que ce que vous appelez un gentilhomme et qui n'est que cela ; croyez cependant que je ne méprise nullement un gentilhomme digne de ce nom », ajouta-t-il par une sorte de retour à ses sentiments ordinaires.

Le même esprit pratique se fit jour à l'occasion d'une réforme qui eut des résultats encore plus immédiats. Malgré sa haine violente pour le clergé anglican, et sa part active aux changements apportés à la constitution de l'Église, Cromwell, comme la plupart des chefs parlementaires, semblait se contenter du nouveau presbytérianisme, ce qui le faisait très-bien voir des presbytériens. Lord Manchester consentit même à lui laisser la libre direction de son armée. « Cet homme », écrivait, en parlant de Cromwell, l'Écossais Baillie, « cet homme est un esprit sage, actif, universellement aimé et connu pour sa piété et son courage indomptable. » Mais la haine des presbytériens contre les dissidents était aussi profonde que celle de Laud lui-même ; et pourtant les non-conformistes croissaient en nombre, chaque jour, sous l'influence des idées régnantes de liberté des cultes. Cromwell résolut le problème à sa manière, c'est-à-dire en homme purement pratique. Comme il avait besoin de bons soldats et d'hommes dévoués, cela suffisait pour lui faire admettre parmi ses Côtes de fer des indépendants, des baptistes et des niveleurs. « Vous les respecteriez, si vous les voyiez », répondait-il aux presbytériens effrayés, qui les accusaient d'anabaptisme et d'esprit révolutionnaire; « ce ne sont pas des anabaptistes, mais d'honnêtes et sincères chrétiens; ils s'attendent à être traités comme des hommes. »

Il allait bientôt (grâce à la révolution sociale à laquelle nous avons déjà fait allusion) être amené peu à peu à considérer les choses à un point de vue beaucoup plus large et plus élevé. « L'État », dit-il hardiment, « ne doit faire aucune attention, dans le choix de ses serviteurs, à leurs opinions particulières ; s'ils sont honnêtes et fidèles, cela suffit. » Mais il s'occupait à cette époque beaucoup plus de son nouveau régiment que de théories politiques. Aussi, dès qu'il s'agit d'en venir aux mains, les Côtes de fer se montrèrent-ils supérieurs à tous les corps d'armée connus jusqu'ici. « Ils n'ont jamais été battus ! » disait fièrement Cromwell, à la fin de la guerre, et il avait raison. A Winceby, ils chargèrent en chantant des psaumes; grâce à eux, le Lincolnshire se trouva débarrassé des Cavendish, et les comtés de l'Ouest furent délivrés de la crainte du comte de Newcastle; à Marston Moor, les Côtes de fer avaient tenu tête au prince Rupert et l'avaient battu; enfin, ce ne fut que la résistance de Manchester qui les empêcha à Newbury d'achever la ruine de Charles.

La Nouvelle Armée. — Cromwell avait montré ses talents d'organisateur en formant le régiment des Côtes de fer, son génie militaire à Marston Moor; Newbury le révéla comme chef politique. « Si nous ne donnons pas une plus vive et plus énergique impulsion à la guerre », dit-il aux Communes après sa querelle avec Manchester, « et si l'on ne renonce pas à ces atermoiements perpétuels, nous nous rendrons odieux au pays, comme ces soldats de fortune qui s'en vont chercher aventure au delà

des mers, et l'on finira par haïr jusqu'au nom même de Parlement. » Mais avec de pareils chefs, toute action énergique était impossible. « Ils ont peur de vaincre », disait Cromwell. En effet, ils ne voulaient pas écraser Charles, mais l'obliger, en lui conservant autant que possible son ancienne autorité, à rentrer dans son rôle de roi constitutionnel. Leur vieille fidélité à la personne royale les entravait à chaque instant; ils évitaient toute apparence de trahison : « Si le Roi est vaincu », alléguait Manchester à Newbury, « il sera roi quand même; si nous perdons la bataille, il nous fera tous pendre comme traîtres. » La réponse de Cromwell dut paraître abominable au loyalisme de Manchester : « Si je rencontre le Roi dans la mêlée, je le viserai avec mon pistolet comme le premier venu. »

L'armée, comme il l'avait déjà fait remarquer longtemps auparavant à Edgehill, n'était pas en mesure de prendre l'offensive; et il démontrait que jusqu'à ce qu'elle eût été entièrement réorganisée et soumise à une discipline plus sévère, on ne devait s'attendre à aucun véritable succès. La première mesure à prendre était tout d'abord de changer les officiers. L'armée se trouvait entre les mains des membres des deux Chambres; aussi Cromwell et Vane présentèrent-ils un *Acte de renonciation* déclarant la jouissance de tout office civil ou militaire incompatible avec le mandat de député. Après une longue et violente résistance que justifièrent plus tard les résultats politiques de la rupture du lien qui avait uni jusqu'alors l'armée au Parlement, il fallut bien céder au courant irrésistible de l'opinion publique.

Le vote de cette nouvelle ordonnance amena la retraite d'Essex, de Manchester et de Waller, et l'armée, rapidement réorganisée, fut placée sous les ordres de sir Thomas Fairfax, le héros de la longue lutte dans le Yorkshire, qui s'était illustré par sa victoire de Nantwich et par sa bravoure à Marston Moor. Pour former la nouvelle armée (qu'on appela le *Nouveau Modèle*), on s'était servi du système suivi par Cromwell pour son régiment des Côtes de fer, mais sur une beaucoup plus large échelle. Il fallait trouver, selon l'expression de Cromwell, « vingt mille honnêtes soldats ». — « Soyez prudents », écrivait-il, « dans le choix de vos capitaines de cavalerie et des gens qui composeront les escadrons; la qualité vaut mieux que la quantité. Des chefs pieux et honnêtes trouveront toujours d'honnêtes soldats. » Aussi les officiers de la Nouvelle Armée présentaient-ils un curieux mélange de toutes les classes de la société. La plupart appartenaient à la petite noblesse ou à la haute aristocratie, comme les Montagu, les Pickering, les Fortescue, les Sheffield, les Sidney et d'autres semblables; mais à côté on trouvait, bien qu'en moins grand nombre, des gens tels que Ewer, qui avait été garçon d'auberge, le camionneur Okey et Rainsborough, un ancien « patron de barque ». Toutes les communions étaient représentées, grâce à un article de la loi de réorganisation de l'armée,

qui avait permis à Fairfax de dispenser les hommes d'une piété reconnue de signer le Covenant. Parmi les fermiers des comtés de l'Est qui formaient la masse des simples soldats, on trouvait même presque tous les genres de dissidence. Les officiers de cette armée étaient extraordinairement jeunes; il y en avait bien peu parmi eux qui eussent, comme Cromwell, dépassé la moyenne ordinaire de la vie des hommes. Fairfax n'avait que trente-trois ans, et la plupart des colonels étaient encore plus jeunes. Nous verrons plus tard quelle était la couleur politique de la Nouvelle Armée; elle ne songeait, pour le moment, qu'à poursuivre la guerre avec vigueur et à la terminer le plus vite possible.

Au moment même où Fairfax était prêt à reprendre les hostilités, la politique de Charles Ier vint anéantir les espérances des partisans de la paix. Depuis Newbury, le Parlement était divisé en deux partis : celui de la guerre et celui de la paix; les commissaires écossais, soutenus par ce dernier, avaient même ouvert de nouvelles négociations avec Charles, à Uxbridge; elles durèrent six mois, au bout desquels le Roi retira, au printemps, toutes les espérances de concession qu'il avait fait entrevoir durant l'hiver. Il croyait l'armée parlementaire presque dissoute et ruinée par la nouvelle organisation, et il venait d'apprendre la nouvelle des succès de Montrose en Écosse sur les troupes du marquis d'Argyle, écrasées à Inverlochy : « Avant la fin de l'été », écrivait le vainqueur, « je serai en mesure de venir au secours de Votre Majesté avec mes braves soldats. »

Les négociations d'Uxbridge furent immédiatement rompues, et, quelques mois plus tard, le Roi ouvrit la campagne en marchant vers le Nord dans l'espoir d'opérer sa jonction avec Montrose; Leicester fut emporté d'assaut; le Roi fit lever le siége de Chester et menaça les comtés de l'Est; aussi Fairfax, qui avait espéré le bloquer de nouveau dans Oxford, se hâta-t-il de suivre ses traces. Cromwell, à qui le Parlement avait permis de garder pour quelques jours son commandement, rejoignit Fairfax au moment où il atteignait le Roi, et son arrivée fut saluée par les acclamations enthousiastes des soldats. Les deux armées se rencontrèrent à Naseby, au nord-ouest de Northampton. Le Roi était impatient de se battre : « Mes affaires n'ont jamais été aussi brillantes », s'écria-t-il, et le prince Rupert se montrait aussi impatient que son oncle. Du côté des parlementaires, Cromwell lui-même doutait du succès de la nouvelle organisation. « Lorsque je vis à Naseby », écrivait-il plus tard, « l'ennemi se ranger et s'avancer en bon ordre contre nous, pauvres êtres ignorants, qui cherchions à nous former tant bien que mal en bataille, je ne pus m'empêcher, tout en m'occupant de mes hommes (car le général en chef m'avait chargé de commander la cavalerie), de remercier Dieu en souriant, persuadé qu'il nous accorderait la victoire, et qu'il se servirait de nous qui n'étions rien pour anéantir ceux qui se croyaient

tout. Telle était ma conviction, et Dieu l'a confirmée. » (14 juin 1645.) La bataille commença par une charge furieuse du prince Rupert qui escalada les positions de l'ennemi, mit en déroute l'aile commandée par Ireton, tandis que l'infanterie royale, après une seule décharge de mousqueterie, cessait le feu et tombait à coups de crosse sur Fairfax et le centre des puritains qui durent reculer pied à pied. Mais les Côtes de fer étaient vainqueurs à l'aile gauche; en une seule charge, ils débandèrent le corps de cavalerie de Langdale qui avait déjà fui devant eux à Marston Moor, et Cromwell, sentant qu'il pouvait compter sur ses soldats, fondit sur les flancs de l'infanterie ennemie qui se croyait victorieuse. Une panique de la réserve de l'armée royale décida du sort de la journée; elle s'enfuit du champ de bataille. En vain Rupert donna-t-il encore avec ses troupes, épuisées par la poursuite de l'ennemi; en vain Charles appela-t-il ses soldats, dans un accès de désespoir, « pour faire encore une charge », la bataille était définitivement perdue : l'artillerie, les bagages et même les papiers du Roi tombaient aux mains des ennemis; cinq mille hommes furent faits prisonniers, et deux mille seulement purent suivre leur souverain dans sa fuite éperdue à travers les comtés de l'Ouest.

C'était, pour ainsi dire, la fin de la guerre; tandis que Charles errait à l'aventure, cherchant de nouvelles troupes, Fairfax marcha en toute hâte sur le Somersetshire, mit en déroute les forces royales à Langport et se trouva en trois mois maître de l'Ouest. Une victoire à Kilsyth, qui livra pendant quelque temps l'Écosse à Montrose, jeta un dernier rayon de gloire et d'espérance sur la cause royale; mais la reddition de Bristol et la dispersion de la dernière armée que Charles eût pu réunir au moment où elle tentait de délivrer Chester, furent suivies par la terrible nouvelle de l'écrasante et irréparable défaite du « Grand Marquis » à Philiphaugh (septembre 1645).

Arrêtons-nous un instant sur un épisode qui nous montre les combattants des deux partis sous leurs plus nobles côtés. Cromwell « passa de longues heures en prière devant Dieu », avant d'ordonner l'assaut de Basing-House, où le marquis de Winchester avait bravement tenu pour le Roi pendant toute la guerre. L'assaut vainquit sa résistance, et l'héroïque vieillard royaliste fut fait prisonnier dans sa maison en flammes. Il éclata alors, rapporte un puritain, témoin de la scène, et dit : « Que si même le Roi n'avait plus rien possédé en Angleterre que Basing-House, il serait prêt à refaire ce qu'il avait fait, c'est-à-dire à le défendre jusqu'à la dernière extrémité, car Basing-House est synonyme de *fidélité.* » Charles était tout à fait indigne d'un pareil dévouement. La saisie de ses papiers à Naseby avait déjà dévoilé ses intrigues avec les catholiques irlandais, lorsque le Parlement révéla à l'Angleterre que son souverain avait recherché, non plus seulement la neutralité, mais le secours des rebelles au prix de toutes sortes de concessions. Charles s'était humilié honteusement sans aucun

profit, car les Irlandais arrivaient trop tard pour lui rendre service. Au printemps de l'année suivante (1646), les quelques régiments restés fidèles au Roi furent cernés et dispersés à Stow : « Vous êtes arrivés à vos fins », dit amèrement sir Jacob Astley aux vainqueurs ; « vous pouvez « prendre du bon temps, à moins que vous ne vous déchiriez les uns les « autres. »

CHAPITRE VIII

L'ARMÉE ET LE PARLEMENT[1].

(1646-1649)

Les indépendants. — Nous entrons, avec la fin de la guerre civile, dans une courte période de luttes confuses, fatigantes, et en apparence sans intérêt, mais qui eurent bien plus d'influence que la guerre elle-même sur l'avenir de l'Angleterre. L'Angleterre moderne, avec ses tendances, ses sentiments et ses idées d'aujourd'hui, ne prit véritablement naissance qu'à partir de la victoire de Naseby. Le passé s'écroula en un instant, et lorsque Astley rendit son épée, l'œuvre de tant de générations qui avaient lutté pour le protestantisme contre le catholicisme, pour la liberté contre le pouvoir absolu, se trouvait enfin accomplie. Dès lors, quels que furent les efforts des derniers Stuart pour ranimer les luttes religieuses et politiques, l'Angleterre « se trouvait libre de prendre ses aises ». Mais avec la fin de l'ancien ordre de choses, un monde nouveau était né; les problèmes ecclésiastiques et constitutionnels, qui s'agitent encore aujourd'hui, devinrent le principal sujet de discussions dans toute l'Angleterre pendant les années qui s'écoulèrent entre la fin de la guerre civile et la mort du Roi; on vit alors s'organiser les deux partis qui ont toujours, depuis, divisé les Anglais : indépendants et presbytériens, whigs et tories, conservateurs et libéraux; ils se manifestèrent pour la première fois dans la lutte entre l'armée et le Parlement. Alors éclata l'antagonisme de la politique traditionnelle et de la politique libérale progressiste, de

[1] Sources : Les sources sont les mêmes que pour l'époque précédente. Cependant Clarendon, si précieux pour toute la période de la guerre civile, est ici presque sans valeur, et les *Lettres de Cromwell* deviennent malheureusement très-rares au moment où nous en aurions le plus besoin; Ludlow et Whitelock, ainsi que les *Mémoires* passionnés et injustes de Holles et du major Hutchinson, fournissent de précieux renseignements. Consulter sur le rôle de Charles I[er] pendant les deux dernières années de son règne les *Mémoires* de sir Thomas Herbert, la *Vie des ducs James et William de Hamilton*, par Burnet, qui jettent une vive lumière sur les affaires d'Écosse, ainsi que les *Mémoires* de sir James Turner sur l'invasion écossaise. M. Masson donne d'intéressants détails sur les indépendants et le principe de la liberté de conscience dans sa *Vie de Milton* (vol. III). Voyez aussi Stern, *Milton und seine Zeit*.

l'unité religieuse et de la liberté de culte, antagonisme qui subsiste toujours.

Les querelles religieuses donnèrent naissance à la lutte politique. Nous avons déjà signalé la naissance, sous Élisabeth, de différentes sectes qui ne visaient pas seulement, comme les presbytériens, à un changement dans le gouvernement de l'Église, mais qui rejetaient tout à fait le principe d'une Église nationale, et insistaient sur le droit de chaque congrégation à une complète indépendance en matière de culte et de foi. A la fin du règne, cependant, les *brownistes,* appelés ainsi du nom de leur chef, le pasteur Brown, disparurent presque entièrement. Quelques-uns, comme nous l'avons vu à l'époque de l'émigration des Pères pèlerins, avaient trouvé un refuge en Hollande; mais la plupart s'étaient soumis de nouveau à l'Église établie : « Quant à ceux que nous appelons *brownistes* », dit Bacon, « qui n'étaient qu'un petit nombre d'hommes ignorants et vulgaires, dispersés çà et là dans des coins, ils sont maintenant supprimés et détruits (Dieu merci !), grâce aux mesures énergiques prises contre eux, de sorte que l'on sait à peine ce qu'ils sont devenus. »

Pourtant, dès que le primat Abbot, connu pour sa douceur, eut été nommé au siége archiépiscopal de Canterbury, les réfugiés dissidents commencèrent à essayer timidement de revenir en Angleterre. Pendant leur séjour en Hollande, la majorité d'entre eux, qui obéissaient à l'autorité de Robinson, s'étaient contentés de développer leur système de congrégations indépendantes, chacune formant une Église à part ; c'est à eux qu'on donna plus tard le nom d'*indépendants.* Un petit nombre cependant se séparaient encore plus profondément de l'Église établie, surtout en ce qui concerne le baptême : ils ne le donnaient qu'aux adultes. Cette doctrine fit donner le nom de *baptistes* aux membres de l'obscure congrégation de Leyde. Ces deux sectes établirent une église à Londres au milieu du règne de Jacques Ier. Mais, sous Charles Ier, les persécutions de Laud les empêchèrent de répandre leurs doctrines. C'est seulement au moment de l'ouverture du Long Parlement qu'ils s'accrurent tout à coup par le retour d'un grand nombre d'émigrants de la Nouvelle-Angleterre, sous la conduite de Hugh Peters.

Les congrégationalistes ou indépendants commencèrent alors à attirer l'attention. Lilburne et Burton se déclarèrent bientôt partisans de ce qu'on appelait la *doctrine de la Nouvelle-Angleterre;* et, plus tard, on vit se former, rien qu'à Londres, quatre groupes de congrégations « de sectaires dirigés », selon les expressions dédaigneuses de l'évêque Hall, « par des chefs, des hommes dignes d'eux, savetiers, tailleurs, chapeliers et autre racaille ». Mais l'influence religieuse du mouvement congrégationaliste était encore presque insignifiante. Baxter ne connaissait pas l'existence des indépendants ; Milton n'en fait aucune mention dans ses premières brochures. Parmi les cent cinq pasteurs présents à l'assemblée de

Westminster, on ne comptait que cinq congrégationalistes, qui se trouvaient tous être d'anciens réfugiés de Hollande, et sur les cent vingt prédicateurs de Londres, en 1643, trois seulement étaient suspects de sympathies pour les sectaires.

L'Angleterre presbytérienne. — La lutte contre Charles Ier ne fit que retarder le triomphe de la liberté religieuse. Pym et ses collègues avaient commencé la guerre civile dans des sentiments purement conservateurs aussi bien en politique qu'en matières ecclésiastiques. Ils ne se proposaient que de rétablir l'Église d'Angleterre, telle qu'elle avait été sous Élisabeth, et de la débarrasser des « innovations et modifications sans nombre introduites par Laud et ses collègues ». La grande majorité du Parlement était opposée à tout changement à la constitution ou à la doctrine de l'Église même, et ce n'est que le refus des évêques d'accepter aucune diminution de leur puissance et de leurs revenus, le rapide développement d'un parti religieux hostile à l'épiscopat, la nécessité d'acheter l'aide des Écossais en promettant l'unité religieuse et politique, et surtout l'obligation absolue de former un nouveau système ecclésiastique à cause de l'attitude des évêques royalistes, qui obligèrent les deux Chambres à accepter le *Covenant*. Le changement parut tout d'abord de peu d'importance à la majorité de la nation anglaise ; la doctrine de Laud sur la nécessité de l'épiscopat n'était acceptée que d'un très-petit nombre de gens; les modifications apportées par le Covenant, et qui rapprochaient l'Église d'Angleterre de l'Église d'Écosse et des autres communions réformées du continent, avaient été généralement approuvées; mais personne ne pensait que ces changements administratifs détruiraient l'Église anglicane. La théorie des Tudor sur les rapports de l'Église et de l'État, sur le droit de l'Église de considérer tous les Anglais comme lui appartenant, et de leur imposer des articles de foi et la forme de leur culte, restait hors de question pour les hommes les plus distingués du parti national.

La lutte avec le Roi n'avait fait que fortifier les sentiments sur lesquels reposait toute cette théorie : la puissance de la tradition, la crainte de la dissidence considérée comme un danger pour l'État, l'instinct de l'ordre si puissant chez les Anglais, leur antipathie pour les nouveautés et leur horreur de l'indifférence et de la tiédeur en matière de foi. Aussi le Parlement avait-il beaucoup poussé à l'adoption du nouveau système ecclésiastique au moment le plus critique de la guerre civile. Une réunion de théologiens, à Westminster, reçut l'ordre de reviser les Trente-neuf articles, de rédiger une nouvelle confession de foi et de modifier les cérémonies du culte (1643). Les deux Chambres acceptèrent le plan d'organisation ecclésiastique qu'ils rédigèrent, organisation qui ne différait de celle de l'Église d'Écosse que par une addition assez significative, celle

d'un tribunal laïque supérieur placé comme juridiction d'appel au-dessus de tous les tribunaux et assemblées ecclésiastiques.

La liberté de conscience. — Si ce changement avait eu lieu lorsque les membres des Communes, « les mains levées au ciel », juraient fidélité au Covenant dans l'église de Sainte-Marguerite, il aurait été probablement accepté de la nation entière; mais, à la fin de la guerre, les circonstances avaient complétement changé; malgré les votes répétés du Parlement exprimant le désir de le voir adopté dans tout le royaume, le système presbytérien ne s'implanta qu'à Londres et dans le Lancashire. Tandis que les théologiens, réunis dans la chambre dite de Jérusalem, formulaient leur programme de foi et de culte uniforme, les sectes dissidentes étaient devenues une véritable puissance. A la fin de cette terrible et longue guerre civile, les spéculations théologiques devenaient de plus en plus hardies, et la conviction individuelle l'emportait de beaucoup maintenant sur la tradition religieuse. Quatre ans après le début de la guerre, un pamphlétaire constatait avec horreur l'existence de seize sectes religieuses, au mépris des dépenses formelles de la loi; quoique très-différentes les unes des autres, elles s'unissaient pour repousser tout contrôle de l'Église et du clergé en matière de culte et de foi. Milton, qui avait abandonné le presbytérianisme, ne voyait plus dans le *presbyter* ou pasteur qu'un prêtre déguisé.

Cette question des progrès de l'esprit sectaire prit, pendant la guerre, une portée pratique; car la classe particulièrement infectée du nouvel esprit de liberté religieuse était justement la classe sur le zèle et l'énergie de laquelle le Parlement était obligé de compter pour vaincre dans la lutte.

Nous avons déjà constaté que cet esprit avait prévalu parmi les fermiers dont Cromwell avait composé ses régiments des *Côtes de fer,* et l'engagement de ces sectaires fut la première violation flagrante de l'ancien *système de conformité.* Cromwell avait signé le Covenant, et il n'y avait aucune raison de croire qu'il eût aucun éloignement pour le presbytérianisme comme doctrine ou comme organisation ecclésiastique. Il n'agit tout d'abord que par des considérations purement pratiques, sous la pression des nécessités de la guerre; son libéralisme en matière de recrutement était justifié, à ses propres yeux, par sa sympathie pour ceux qu'il qualifiait d' « honnêtes gens », et par la vague conception qui se formait en lui d'une large communion entre les chrétiens en dehors de l'unité de culte et de doctrine. Mais les craintes et les reproches des presbytériens l'obligèrent à accentuer ses idées religieuses. « L'État en choisissant ses serviteurs », écrivait-il à la veille de Marston Moor, « ne fait aucune attention à leurs opinions et se montre satisfait s'ils remplissent leur devoir avec fidélité. » Après Marston Moor, il se crut en mesure de conseiller au

Parlement de *tolérer* au moins les dissidents et réussit à former un comité chargé de trouver les moyens de mettre ce projet à exécution. Mais cette initiative et le rapide développement des sectes réveillèrent l'esprit conservateur du clergé presbytérien. « Nous détestons et abhorrons », écrivait le clergé de Londres en 1645, « cette tolérance que l'on veut nous imposer. » La municipalité de Londres fit une pétition au Parlement demandant qu'il supprimât « les sectes sans exception ». Le Parlement avait lui-même des tendances très-conservatrices, mais les circonstances semblaient déjouer tous les projets des conservateurs. Essex et les presbytériens marchaient de défaite en défaite; il fallait à tout prix reformer les cadres de l'armée; aussi autorisa-t-on Fairfax, chargé de la levée des nouvelles troupes, à dispenser les soldats de se soumettre au Covenant.

La victoire de Naseby souleva une question bien plus importante: il ne s'agissait plus de tolérance seulement pour les Églises dissidentes. « D'honnêtes gens vous ont fidèlement servi », écrivait Cromwell du champ de bataille au président de la Chambre des communes; « on peut compter sur eux; aussi je vous en supplie, au nom de Dieu, de ne pas les décourager, car je voudrais que celui qui sait risquer sa vie pour la liberté de sa patrie ait confiance que Dieu lui donnera la liberté de conscience. » La prise d'assaut de Bristol lui permit de proclamer ses principes avec plus de force que jamais. « Presbytériens et indépendants, tous ont le même esprit de foi et de prière, la même confiance en Dieu, et s'accordent à dire que là-dessus ils ne diffèrent pas de croyance. Quel malheur qu'il n'en soit pas ainsi partout ailleurs! Tous ceux qui ont la même foi possèdent la seule véritable unité, la plus glorieuse, l'unité intérieure et spirituelle, du corps et de l'esprit. En ce qui regarde les formes extérieures du culte (ce qu'on appelle vulgairement *uniformité*), tous les chrétiens feront leur possible, par amour de la paix, pour se rapprocher, autant que la conscience le permet à des frères en l'esprit; nous ne pouvons chercher à agir sur eux que par de la lumière et de la raison. »

Charles Ier et les presbytériens. — La fermeté du langage de Cromwell croissait en raison de l'irritation de ses adversaires presbytériens. La division des deux partis devenait de plus en plus tranchée. Les ministres presbytériens se plaignaient amèrement de la multiplication des Églises dissidentes et blâmaient la tolérance dont elles jouissaient. L'armée écossaise, toujours campée devant Newark, insistait sur la nécessité d'exécuter le Covenant, et d'imposer partout le système presbytérien. Sir Harry Vane, d'un autre côté, luttait pour décider le Parlement à se montrer moins rigide, et à admettre dans son sein deux cent trente nouveaux membres, qui rempliraient les siéges laissés vacants par les défections royalistes, et parmi lesquels on comptait des hommes comme Ireton et Algernon Sidney, qui inclinaient du côté des indépendants. L'attitude de

la nouvelle armée et les remontrances de son représentant Cromwell empêchèrent tout retour sérieux au système de persécution.

Charles Ier, malgré ses malheurs et la ruine de ses espérances, continuait à intriguer avec les deux partis, et promettait à Vane et aux indépendants la liberté de conscience, tout en négociant avec les presbytériens d'Écosse pour trouver refuge au milieu d'eux. La marche de Fairfax sur Oxford hâta les négociations. Chassé de son dernier refuge, le Roi, après avoir erré quelque temps au hasard, parut tout à coup dans le camp écossais. Lord Leven se replia immédiatement sur Newcastle avec sa royale capture (mai 1646). Le parti de la liberté religieuse semblait bien compromis. En butte, comme l'étaient les indépendants, à la haine des Écossais, des lords et des bourgeois de Londres, l'apparente alliance de Charles avec leurs ennemis ruinait toutes leurs espérances, car la perspective d'une paix prochaine entre Charles et les presbytériens avait immédiatement grossi le nombre de leurs adversaires dans la Chambre des communes. Le Parlement présenta au Roi ses conditions de paix sans admettre un instant qu'un homme, réduit pour ainsi dire à merci, pût résister à ses demandes. Il réclamait la direction de l'armée et de la flotte pendant vingt ans, l'interdiction de tous les emplois civils et militaires aux *malignants* ou royalistes ayant pris part à la guerre, l'abolition de l'épiscopat, et l'établissement de l'Église presbytérienne. Pas un mot sur les questions de tolérance et de liberté de conscience.

Les Écossais pressèrent le Roi, avec larmes, d'accepter ces conditions; ses amis et la Reine elle-même se joignirent à leurs prières. Mais Charles ne cherchait qu'à gagner du temps; il espérait que les dissensions intestines de ses ennemis serviraient sa cause. « Je n'ai pas perdu l'espoir », écrivait-il froidement, « de décider les presbytériens ou les indépendants à se mettre avec moi pour détruire leurs adversaires, et de redevenir vraiment roi. » Son refus d'accepter les conditions proposées par les Chambres était un échec pour les presbytériens. « Que deviendrons-nous, maintenant que le Roi a rejeté nos offres? » demanda l'un d'entre eux. — « Que serions-nous devenus s'il les avait acceptées? » répliqua un indépendant. Grâce à l'énergie de Holles et des chefs du parti conservateur, on tenta un suprême effort; tant que l'armée écossaise restait campée à Newcastle, le Parlement ne pouvait songer à licencier la sienne; si, au contraire, elle évacuait l'Angleterre et livrait aux Chambres la personne du Roi, celles-ci pouvaient s'affranchir de toute pression extérieure en licenciant la nouvelle armée. Désespérant de se mettre d'accord avec le Roi, et comprenant qu'il était impossible d'emmener en Écosse un souverain que l'Assemblée générale se refusait de reconnaître parce qu'il n'acceptait pas le Covenant, l'armée écossaise livra Charles Ier pour 400,000 livres aux commissaires du Parlement; puis elle repassa la frontière.

Une fois maîtres du Roi (janvier 1647), les presbytériens commencèrent leur attaque contre les dissidents. Ils votèrent la dissolution de l'armée existante et la levée d'une armée nouvelle pour écraser la révolte irlandaise, qui ne devait avoir, comme officiers, que de rigides presbytériens. Des soldats protestèrent, ne voulant pas, disaient-ils, être séparés « de chefs qu'ils aimaient » ; le conseil des officiers essaya de gagner du temps en menaçant le Parlement d'une mutinerie militaire, mais ce fut en vain. Holles et ses amis tinrent bon, et leur conduite vis-à-vis de leurs adversaires religieux montra le but auquel ils tendaient. Comme il était impossible d'exiger cette unité de croyance tant que l'armée de Cromwell existait encore, le Parlement se hâta de poursuivre son œuvre pour que tout fût réorganisé au moment du licenciement de l'armée. Des votes successifs établirent dans tout le pays le système presbytérien; l'organisation presbytérienne à Londres, et la première réunion du synode à Saint-Paul, furent les premiers résultats visibles de ces nouvelles mesures. Les officiers de Fairfax reçurent même l'ordre de signer le Covenant.

L'armée et le Parlement. — Tout dépendait du licenciement de l'armée, et l'armée ne paraissait nullement disposée à se dissoudre. On ne peut juger sa conduite avec équité qu'en se rappelant ce qu'étaient les vainqueurs de Naseby; soldats sortis de tous les rangs de la société et animés d'un esprit tout différent de celui des armées qu'on avait vues jusqu'alors, ils étaient presque tous de jeunes fermiers ou de petits commerçants, vivant sur leur pécule, leur paye se trouvant de douze mois en arrière. Tous ces hommes religieux et honnêtes, et choisis comme tels, avaient su, malgré leur ardeur fanatique, commander le respect, même à leurs ennemis, par leur piété et leur discipline. Aussi ne se considéraient-ils pas comme de vulgaires soudards, que l'on peut prendre et rejeter selon le caprice de celui qui les paye, mais comme des hommes qui avaient abandonné fermes et négoce pour obéir à la voix même de Dieu. Une grande œuvre leur avait été donnée à accomplir, et ils ne voulaient pas se séparer qu'elle n'eût été exécutée. Charles Ier espérait que le respect des Anglais pour la royauté lui permettrait de rétablir la tyrannie. Un danger plus imminent encore menaçait cette liberté de conscience, qui était l'origine même de la lutte pour laquelle « leurs amis étaient morts et eux-mêmes avaient si souvent donné leur propre sang » ; aussi ne voulaient-ils se disperser qu'après avoir assuré à leurs coreligionnaires la jouissance de ces libertés; s'il le fallait, ils sauraient combattre encore pour les conquérir. Cette résolution ne venait pas d'une confiance exagérée dans le pouvoir de la force brutale; au contraire, ils ne cessaient de représenter avec chaleur aux Communes « qu'en devenant soldats, ils n'avaient pas renoncé pour cela à leurs droits de citoyens ». Et, comme tout bon citoyen, ils ne désiraient qu'une chose, une fois leur mission remplie, rentrer paisiblement dans leurs foyers.

L'entière liberté de penser et de discuter avait transformé l'armée en un vaste Parlement qui se considérait comme représentant « les hommes pieux au même titre que le Parlement de Westminster, et qui devenait de plus en plus conscient de sa supériorité sur son rival dans les questions politiques ». Ireton, l'âme même de la nouvelle armée, n'avait dans les Chambres aucun rival qui pût lui être comparé comme homme d'État, et les vues larges et profondes des chefs de l'armée contrastaient étrangement avec la politique étroite et aveugle des parlementaires. Quoi que nous puissions penser des moyens employés par l'armée pour atteindre son but, il est nécessaire de se rappeler que ce but était juste. Pendant les deux siècles précédents, tous les efforts de l'Angleterre avaient tendu à réaliser, lentement et timidement, les réformes politiques et religieuses que l'armée exigeait à la fin de la guerre civile.

Elle ne se décida à agir qu'après le rejet des propositions des officiers; mais son action fut énergique et rapide. Ce ne fut pas le conseil des officiers qui fut investi des fonctions politiques; on élut pour cela un « Conseil d'*adjuteurs* ou *assistants* » (chaque régiment ayant droit à deux représentants), qui convoqua une assemblée générale de l'armée à Triploe Heath, où l'on ne répondit aux propositions du Parlement qui voulait payer les soldats et les licencier que par les cris de : « Justice, justice! » Pendant cette réunion générale de l'armée, les adjuteurs avaient pris une résolution qui rendait désormais toute soumission impossible. Le bruit avait couru que le Roi allait être conduit à Londres, que l'on allait lever une nouvelle armée, et qu'une nouvelle guerre civile était imminente. Ces nouvelles excitèrent une indignation indescriptible parmi les soldats; cinq cents d'entre eux paraissent tout à coup devant Holmby House où résidait le Roi, sous la surveillance de commissaires du Parlement, et changent la garde (janvier 1647) : « Où est le mandat qui vous autorise à en agir ainsi? » demanda Charles au sous-lieutenant qui les commandait. — « Derrière moi », dit Joyce en indiquant ses soldats. — « Il est écrit en caractères excellents et très-clairs », repartit le Roi en riant. Ces mesures avaient été en réalité arrangées à l'avance entre lui et les adjuteurs. « Je suis prêt à partir », dit-il à Joyce, « si les soldats confirment tout ce que vous m'avez promis, et si vous n'exigez rien de moi qui blesse mon honneur et ma conscience. » — « Nous n'avons pas l'habitude de violenter la conscience de qui que ce soit », repartit le sous-lieutenant, « et encore moins celle de notre roi. »

Le premier moment de terreur passé, le Parlement se retourna avec colère contre Cromwell, qui avait abandonné son commandement et l'armée avant la fin de la guerre, et s'était depuis lors employé comme médiateur entre les deux partis. Il prouva par ses énergiques protestations qu'il n'était pour rien dans la mutinerie, mais il fut obligé de se réfugier dans l'armée, et trois jours après il marchait sur Londres. Une *Humble*

Pétition, où étaient très-clairement exposées les réclamations des soldats, fut adressée aux Chambres : « Nous désirons », disaient les signataires, « l'établissement de la paix dans le royaume et la garantie de nos libertés, conformément aux votes et déclarations du Parlement. Nous ne désirons aucun changement dans la direction des affaires civiles, ni ne voulons nous mêler en rien de l'organisation de l'Église presbytérienne. » Ils demandaient la tolérance, « mais non la licence, sous prétexte de ne pas effaroucher les consciences timorées ; nous déclarons », ajoutait la Pétition, « qu'en ces choses-là, lorsque l'État a décidé, nous n'avons rien à faire qu'à courber la tête et à nous soumettre ». Pour obtenir ces concessions, l'armée exigeait l'expulsion de onze membres de la Chambre des communes, Holles en tête, que les soldats accusaient de jeter la mésintelligence entre l'armée et le Parlement, avec l'idée de recommencer la guerre civile. Après des négociations infructueuses, les habitants de Londres effrayés obligèrent les onze à se retirer, et les deux Chambres nommèrent des commissaires chargés d'examiner les propositions de l'armée.

L'armée et le Roi. — Bien que Fairfax et Cromwell eussent été forcés de renoncer à leurs rôles de médiateurs entre les deux partis et de se tourner franchement du côté de l'armée, la direction des affaires politiques était en ce moment entre les mains du gendre de Cromwell, Henry Ireton, qui attendait le triomphe de sa cause, non du Parlement, mais du Roi : « Il doit y avoir quelque différence », disait-il brusquement, « entre vainqueurs et vaincus » ; mais les conditions qu'il offrait à Charles Ier étaient aussi douces que possible. On n'y retrouvait rien de l'esprit vindicatif dont le Parlement avait fait preuve envers les royalistes et l'Église. L'armée se contentait de solliciter le bannissement des sept principaux « délinquants » (tous les autres devaient être compris dans une amnistie générale), l'abrogation de tout privilége judiciaire pour le clergé, et, pour le Parlement, le contrôle pendant dix ans sur toutes les forces navales et militaires, ainsi que le droit de nommer les grands officiers de l'État. A ces demandes s'ajoutait l'admirable et vaste plan de réformes qui avait déjà été esquissé dans l'*Humble Pétition,* présentée au Parlement lors de la marche de Cromwell sur Londres : complète liberté de croyances et de culte, abrogation des actes imposant le *Prayer Book,* assiduité aux offices, acceptation du Covenant. Les papistes mêmes, quelles que pussent être les contraintes auxquelles ils resteraient soumis, ne seraient plus astreints à aucune pratique religieuse ; les Parlements devaient être triennaux ; la répartition des siéges et le système des élections par la Chambre des communes seraient rendus plus équitables ; les impôts seraient revisés, la procédure simplifiée ; une foule de priviléges politiques, commerciaux et judiciaires supprimés.

Ireton croyait « qu'avec des ménagements », nous dit madame Hutchinson, « on pourrait fléchir l'indomptable volonté de Charles Ier et le faire accéder aux réformes nécessaires pour le bien de ses sujets ». Mais Charles restait sourd à toute tentative de conciliation et ne pouvait comprendre la modération et la haute sagesse de ce grand *Acte de Constitution*. Il ne vit dans cette crise qu'une occasion de faire échec aux deux partis, en les opposant l'un à l'autre, et se persuadait que l'armée avait plus besoin de lui que lui de l'armée : « Vous ne pouvez rien faire sans moi ; vous êtes perdus si je ne vous soutiens pas », disait-il à Ireton qui le pressait d'accepter ses propositions. « Vous voulez être arbitre entre nous et le Parlement », répliquait Ireton avec calme, « et nous, nous voulons jouer le même rôle entre le Parlement et Votre Majesté. » Un soulèvement de la populace de Londres, qui envahit la salle des séances à Wesminster et obligea de rappeler les onze, vint bientôt expliquer l'arrogance du Roi. Tandis que quatorze pairs et cent membres de la Chambre des communes fuyaient pour rejoindre l'armée, les députés restés à leur poste se préparèrent à une lutte énergique et invitèrent Charles à rentrer à Londres. Mais l'armée marcha de nouveau sur la capitale. « Dans douze jours », disait froidement Cromwell, « la ville sera dans nos mains. » Les soldats entrèrent à Londres en triomphe, rétablirent les membres fugitifs, chassèrent de nouveau les onze membres proscrits, et leurs chefs rouvrirent des négociations avec le Roi. Les intrigues et les lenteurs de Charles Ier indignaient les soldats et rendaient tout accommodement plus difficile d'heure en heure. Mais Cromwell, qui s'était ouvertement prononcé en faveur d'Ireton, s'attachait avec une singulière ténacité à l'idée d'un accommodement; conservateur par tradition et surtout très-pratique par nature, il voyait d'avance les difficultés que ferait surgir l'abolition de la royauté, et il persistait à négocier avec Charles, malgré sa mauvaise foi.

Cromwell était presque seul de son avis ; le Parlement avait refusé de prendre les propositions d'Ireton pour base de la paix ; Charles cherchait toujours des faux-fuyants, et dans l'armée l'agitation et la méfiance allaient grandissant. On réclamait une réforme plus radicale : l'abolition de la Chambre des pairs, par exemple, et la convocation d'une nouvelle Chambre des communes ; les adjuteurs allèrent même jusqu'à agiter, en plein conseil des officiers, l'idée de la suppression de la royauté. Cromwell n'était jamais plus intrépide que lorsqu'il avait à braver une tempête ; il interdit la discussion, ajourna le conseil et renvoya les officiers dans leurs régiments respectifs. Mais la situation était trop tendue pour durer longtemps encore, et Charles persistait à jouer double jeu ; au moment où Cromwell et Ireton risquaient leur vie pour lui, il dirigeait d'autres négociations aussi illusoires avec le Parlement, fomentant des désordres à Londres, préparant une nouvelle insurrection royaliste et une invasion des Écossais en sa faveur (mai 1647). « Les deux nations vont bientôt

être aux prises », écrivait-il joyeusement. Une seule chose manquait au succès de ses entreprises, il fallait qu'il fût libre. Au moment où Cromwell espérait arriver à ses fins, il s'aperçut avec stupeur qu'il avait été joué, et que le Roi avait pris la fuite.

La seconde guerre civile. — Cette fuite excita l'armée jusqu'à la fureur, et sans l'énergie de Cromwell il y aurait eu à Ware une insurrection militaire. Mais Cromwell ne pouvait plus désormais calmer les esprits; la perfidie du Roi avait causé un mal sans remède. « Le Roi », disait-il, « est un homme d'une haute intelligence et d'une rare habileté, mais sa fausseté et sa dissimulation sont telles qu'il est impossible de compter sur lui. » Par une étrange aberration, Charles Ier se réfugia dans l'île de Wight, où il espérait probablement se concilier la sympathie du colonel Hammond, gouverneur de Carisbrook Castle, et où il se trouva, au contraire, de nouveau prisonnier. Déçu dans son projet de prendre en main la direction de la nouvelle guerre civile, il se mit à l'organiser, de sa prison; et, tout en ouvrant de nouvelles et illusoires négociations avec le Parlement, il signait un traité secret avec les Écossais pour les engager à envahir l'Angleterre. Les progrès de la secte des indépendants et la suspension du Covenant avaient produit une violente réaction au nord de la Tweed. Les nobles se rallièrent autour du duc de Hamilton et dirigèrent les élections contre Argyle et les partisans du Parlement; sur la promesse du Roi de rétablir le presbytérianisme en Angleterre, ils ordonnèrent de lever une armée pour soutenir sa cause. En Angleterre, le parti conservateur et plusieurs des chefs les plus marquants du Long Parlement se rapprochaient de Charles par horreur des bouleversements politiques et religieux qui semblaient menacer. Les nouvelles d'Écosse donnèrent le signal de terribles insurrections dans plusieurs comtés. Londres ne put être contenu que par la force armée; d'anciens fonctionnaires du Parlement déployèrent l'étendard royal dans le sud du pays de Galles et surprirent Pembroke; la prise de Berwick et de Carlisle ouvrit le chemin à l'invasion écossaise. Les comtés de Kent, d'Essex et de Hertford se soulevèrent à leur tour; la flotte qui se trouvait aux Downs envoya ses officiers à terre, hissa l'étendard du Roi et bloqua la Tamise.

« L'heure est venue pour le Parlement », s'écria Cromwell, « de sauver le royaume et de gouverner seul. » Mais le Parlement se montrait tout disposé à profiter de la crise pour témoigner de son attachement à la personne royale, à renouer les négociations rompues et à donner un coup fatal à la liberté religieuse. Les presbytériens revinrent en masse prendre part aux délibérations, et l'*Ordonnance pour la répression des blasphèmes et hérésies,* que Vane et Cromwell avaient réussi pendant longtemps à écarter, passa à une très-forte majorité. « Tout homme », dit la terrible loi, « qui nie la doctrine de la Trinité, la divinité du Christ ou l'inspiration

des Écritures, la résurrection des corps et le jugement dernier, et qui refuse d'abjurer ses hérésies devant un tribunal, sera condamné à mort. Seront passibles de la prison tous ceux qui refusent de croire que l'homme est libre de donner son cœur à Dieu, qui admettent le purgatoire, le culte des images, et repoussent le baptême des enfants, qui négligent d'observer le jour du Seigneur et affirment que l'organisation presbytérienne est condamnable et antichrétienne. » Et nous ne citons là qu'une partie des hérésies visées par cette ordonnance. Il était évident que le parti presbytérien comptait sur le succès du Roi pour reprendre sa politique étroite et tyrannique en matière religieuse, et que si Charles avait été libre ou l'armée de Cromwell dispersée, ces espérances se seraient probablement réalisées. Mais Charles, tout désireux qu'il fût de s'évader, était toujours sous bonne garde à Carisbrook, et l'armée tenait tête courageusement aux dangers qui la menaçaient de toutes parts. Ce renouvellement perfide des hostilités, au moment où tout annonçait un apaisement dans les esprits, effaça, chez Cromwell, Fairfax et la majorité des officiers de l'armée, tout désir de réconciliation avec le Roi. Chefs et soldats semblaient animés d'une même résolution. A la veille de se mettre en marche, ils s'assemblèrent en une solennelle réunion de prières et reconnurent comme leur devoir, dans le cas où le Seigneur leur accorderait la victoire, de citer Charles Stuart, cet homme sanguinaire, devant un tribunal, pour rendre compte du sang versé par lui et du mal qu'il avait fait au peuple et à la cause de Dieu.

En peu de jours, Fairfax avait écrasé l'insurrection du comté de Kent, enfermé les rebelles des comtés de l'Est dans les murs de Colchester, tandis que Cromwell poursuivait les Gallois jusque dans ceux de Pembroke. Les deux villes résistèrent longtemps avec énergie ; et, bien qu'un soulèvement royaliste, organisé par lord Holland près de Londres, eût été facilement réprimé par les troupes, il ne restait plus de forces suffisantes pour s'opposer aux Écossais, qui, franchissant la frontière au nombre de vingt mille hommes, se répandaient comme un torrent dans le nord de l'Angleterre. Heureusement, la capitulation de Pembroke vint, à cet instant critique, rendre la liberté à Cromwell. S'avançant rapidement vers le nord, il appela à lui les troupes de Lambert, occupé à harceler les flancs de l'armée écossaise ; et, passant les collines du Yorkshire, il pénétra dans la vallée de la Ribble. Le duc de Hamilton, avec trois mille hommes de renfort, s'était avancé jusqu'à Preston ; Cromwell lança son armée, forte de dix mille hommes, sur les troupes disséminées de l'armée royale, attaqua les Écossais comme ils se retiraient derrière la Ribble, passa la rivière avec eux, tailla en pièces leur arrière-garde à Wigan, força le défilé de Warrington, où l'ennemi avait tenté désespérément une dernière résistance, et obligea leur infanterie à se rendre, tandis que Lambert dispersait la cavalerie d'Hamilton (17 août 1648).

Enivrés de leur victoire, les soldats de Cromwell franchirent la frontière et pénétrèrent jusqu'en Ayrshire, où les paysans se soulevèrent en leur faveur. Marchant sur Édimbourg, ils dispersèrent les royalistes et rétablirent le duc d'Argyle[1].

La mort du Roi. — Argyle salua Cromwell comme un libérateur; mais le général victorieux était à peine entré dans Édimbourg qu'il fut rappelé à Londres par des nouvelles inquiétantes. Le Parlement, comme nous l'avons vu, avait accueilli l'insurrection royaliste dans un tout autre esprit que l'armée ; il avait rappelé tous les députés exilés et voté le décret d'hérésie. Au moment de la victoire de Preston, les lords discutaient une accusation de haute trahison contre Cromwell, tandis qu'on expédiait des commissaires à l'île de Wight, malgré l'opposition des indépendants, pour traiter avec le Roi ; royalistes et presbytériens s'entendaient pour supplier Charles d'accepter les conditions très-modérées qui lui étaient offertes. Mais le Roi, déçu dans ses espérances en Écosse, s'imaginait maintenant recevoir bientôt des secours de l'Irlande, et quarante jours se passèrent en misérables chicanes. « Rien », écrivait Charles I[er] à ses amis, « rien n'est changé dans mes plans. » La capitulation de Colchester et le traité d'alliance avec Argyle rendirent à l'armée sa liberté d'action, et l'on vit affluer au Parlement des suppliques des différents régiments, demandant avec instance la « mise en accusation du Roi ». Le conseil des officiers réclamait à nouveau la dissolution du Parlement, la réforme électorale, la reconnaissance de la souveraineté des représentants du peuple, sans veto suspensif pour le chef de l'État, la transformation de la royauté en un office électif dont le titulaire serait nommé par les Chambres ; il insista enfin « pour que le grand et principal auteur des troubles intérieurs, par l'ordre et dans l'intérêt de qui ont éclaté toutes les insurrections et guerres civiles, accompagnées de si horribles misères, fût cité à comparaître en justice pour être puni de sa trahison, du sang versé par son ordre et de tous ses méfaits ». Le Parlement répondit en acceptant les concessions du Roi, quelque insuffisantes qu'elles fussent, comme base de réconciliation.

Un pareil procédé était un défi à l'armée ; aussi Charles fut-il enlevé par un corps de cavalerie et emmené à Hurst Castle, pendant qu'une lettre de Fairfax annonçait la marche de son armée sur Londres. « Nous allons voir », dit Vane en plaçant ses troupes autour du Parlement, « qui est pour le Roi et qui est pour le peuple. » Mais le dévouement à la personne du souverain l'emporta encore sur la terreur de l'armée, et la Chambre vota le traité

[1] Ce soulèvement des paysans de l'Écosse occidentale reçut le nom de *Whiggamore raid.* C'est la première fois qu'on voit apparaître le terme *Whig*, peut-être synonyme de *Whey*, qui aurait servi à qualifier les figures, couleur de lait tourné, des fanatiques de l'Ayrshire.

de paix avec Charles à une immense majorité. Le lendemain matin, le colonel Pride se plaça à la porte de la Chambre des communes, avec une liste de quarante membres que le conseil des officiers avait résolu d'exclure, et lorsque ces députés parurent, ils furent immédiatement arrêtés et conduits en prison : « De quel droit agissez-vous ainsi? » demanda un des députés. — « Par le droit de l'épée », répondit tranquillement Hugh Peters, si l'anecdote est authentique. La Chambre restait inébranlable ; le jour suivant, nouvelle épuration de quarante autres députés; le reste de la Chambre céda. L'expulsion de cent quarante représentants laissa les indépendants, qui restaient presque seuls, libres de s'entendre avec l'armée qui les avait délivrés; le vote du traité de paix fut annulé ; on transporta Charles à Windsor, et une haute cour de justice de cent cinquante commissaires, présidée par John Bradshaw, légiste éminent, commença à instruire le procès du Roi. Le rejet de l'ordonnance qui mettait le Roi en accusation par les quelques pairs qui restaient à Westminster, amena la Chambre basse à déclarer « que le peuple est, après Dieu, la source de tout pouvoir, et que les communes d'Angleterre, réunies en Parlement, choisies par le peuple et chargées de le représenter, sont le véritable souverain, et que tout vote de la Chambre des communes a force de loi et doit être obéi par la nation, même sans la sanction et le consentement du Roi et de la Chambre des lords ».

Charles Ier ne parut devant la Cour que pour nier sa compétence et refuser de se défendre. On interrogea trente-trois témoins pour calmer la conscience des juges, et ce ne fut qu'au bout de cinq jours qu'il fut condamné à mort comme « tyran, traître, meurtrier et ennemi du pays ». L'exaltation des deux partis était si grande, parmi le peuple, que l'on entendait à chaque instant, pendant le cours du procès, retentir les cris de : « Justice! justice! » ou : « Dieu sauve Votre Majesté! » brutalement étouffés plus tard par les imprécations des soldats, lorsque Charles Ier marcha au supplice. Il retrouva alors cette dignité qui lui avait trop manqué pendant ses longues discussions avec Bradshaw et les juges. « Quelles qu'aient été les fautes et les folies de sa vie », dit un contemporain, « il montra une grande noblesse dans son attitude et ses sentiments à ce moment suprême. » Deux bourreaux masqués attendaient le Roi, tandis qu'il gravissait l'échafaud, élevé en dehors d'une des fenêtres de la salle des banquets à Whitehall. Les rues et les toits étaient couverts de spectateurs, et des troupes nombreuses avaient été placées tout autour de l'échafaud. La tête tomba du premier coup, et lorsque le bourreau la souleva, la foule, silencieuse jusque-là, répondit par des gémissements d'horreur et de pitié (30 janvier 1648, vieux style; 9 février 1649, nouveau style).

CHAPITRE IX

LA RÉPUBLIQUE[1].

(1649-1653)

Le conseil d'État. — La nouvelle de la mort du Roi excita l'horreur et l'indignation de l'Europe entière. Le tsar de Russie chassa de sa cour l'envoyé d'Angleterre ; l'ambassadeur de France fut rappelé lors de la proclamation de la République ; les puissances protestantes se montrèrent encore plus empressées à rompre tout rapport avec des coreligionnaires qui avaient fait monter leur roi sur l'échafaud. C'est la Hollande qui donna l'exemple d'une hostilité ouverte envers le nouveau gouvernement, dès que la nouvelle de l'exécution fut parvenue à la Haye. Les États Généraux firent une réception solennelle au prince de Galles, qui avait pris le nom de Charles II, et lui reconnurent le titre de *Majesté,* tandis qu'ils refusaient audience aux chargés d'affaires anglais. Le stathouder Guillaume II, prince d'Orange et beau-frère de Charles II, se sentait soutenu par la sympathie et l'approbation de ses concitoyens dans l'aide et les encouragements qu'il donnait au nouveau roi. Les onze vaisseaux de la flotte anglaise, réfugiés en Hollande depuis leur rupture avec le Parlement,

[1] Sources : Le Recueil de Rushworth finit avec le procès du Roi ; Thurloe Whitelock et Ludlow doivent être complétés par l'*Histoire du Parlement qui commença le* 3 *novembre* 1640, composée par May (1647), par le recueil des *Procès d'État* qu'ont formé Cobbett et Howell le 1er octobre (va jusqu'en 1660), enfin les *Papiers d'État* analysés dans les *Calendars of State Papers.* On trouve des biographies particulières de Vane et Martyn dans les *Statesmen of the Commonwealth,* de M. Forster, et une vigoureuse défense du conseil d'État dans l'*Histoire de la République,* de M. Bisset. Consulter, pour les affaires d'Irlande, les *Papiers et lettres du duc d'Ormond,* recueillis par Carte, auxquels on peut ajouter les dépêches de Cromwell publiées par Carlyle et l'*Histoire des affaires d'Irlande,* de 1640 à 1652, publiée par M. Gilbert en 1879-1885. Le récit de la guerre d'Écosse, dans Carlyle, est peut-être la plus remarquable partie de son œuvre. La politique étrangère et les guerres de ce temps ont été admirablement exposées à l'aide d'abondants documents par M. Guizot (*la République et Cromwell,* t. I). M. Hepworth-Dixon a publié une biographie de Blake. M. A. Stern a aussi donné dans l'*Histoire universelle* d'Oncken (en all.) une *Histoire de la Révolution d'Angleterre* qui est, pour toute cette période, l'ouvrage le plus complet et le plus impartial que l'on puisse lire.

obtinrent l'autorisation de mettre à la voile et d'aller, avec l'autorisation du Roi, sous le commandement du prince Rupert, faire de la piraterie dans les mers anglaises et gêner le commerce de la République.

Le danger était plus menaçant encore dans l'île même. Les Écossais avaient proclamé Charles II dès qu'ils eurent appris la mort de son père, et ils envoyèrent immédiatement une ambassade à la Haye pour l'inviter à venir prendre possession de son trône. Ormond, qui avait réussi à unir les innombrables factions qui déchiraient l'Irlande, à savoir les vieux catholiques irlandais ou parti national, sous Owen Roe O'Neil, les catholiques anglais de l'Enceinte, les royalistes épiscopaux et les presbytériens monarchistes du Nord, invitait, de son côté, Charles à débarquer dans un pays où les trois quarts des habitants étaient fidèles à sa cause. Le Parlement, très-amoindri par l'épuration de Pride, ne sut pas faire face à ces périls pressants avec énergie et résolution : il hésita et tergiversa. Ce n'est qu'un mois entier après l'exécution de Charles Ier que la monarchie fut formellement abolie, et qu'on pourvut au gouvernement en créant un conseil d'État de quarante et un membres choisis parmi les députés des communes et revêtus de la plénitude du pouvoir exécutif. Il fallut deux mois de plus pour faire passer l'acte mémorable qui déclarait : « que les peuples d'Angleterre et de tous les empires et territoires lui appartenant, seront désormais, et pour toujours, constitués en *République* et *État libre,* et gouvernés en conséquence par la nation souveraine, c'est-à-dire par les représentants du peuple réunis en Parlement. Ceux-ci seraient chargés aussi de pourvoir aux emplois publics pour le bien de la nation et sans le secours d'un roi et d'une chambre des lords. »

L'armée et le Parlement Croupion. — Parmi tous les dangers qui menaçaient la nouvelle République, il y en avait de plus apparents que réels. La rivalité de l'Espagne et de la France, toutes deux très-désireuses de conserver son alliance, la mettait à l'abri des attaques des grandes puissances du continent, et l'on espérait endormir le mauvais vouloir de la Hollande, sinon le conjurer entièrement, par d'habiles négociations. L'Écosse tenait beaucoup à ce que Charles acceptât le Covenant avant d'être ouvertement reconnu comme souverain ; mais il aurait fallu une nécessité absolue, impérieuse, pour le décider à se soumettre à une pareille exigence. Du côté de l'Irlande, cependant, le péril était imminent, et douze mille hommes furent destinés à y réprimer la révolte. La République, d'un autre côté, se trouvait en face de grandes difficultés intérieures ; la mort de Charles Ier avait donné une vigueur nouvelle à la cause royaliste, et les sentiments monarchiques étaient surexcités au plus haut degré par la publication de l'*Eikon Basilikè,* dû à la plume habile du Dr Gauden, ministre presbytérien. On l'attribua au Roi lui-même, qui l'aurait composé pendant les derniers temps de sa captivité. Cette brochure

reflétait admirablement les espérances, les souffrances et la piété du royal martyr. L'espoir d'un prochain soulèvement royaliste fut, il est vrai, brutalement anéanti par l'exécution du duc de Hamilton et des lords Holland et Capell qui étaient restés jusqu'alors enfermés à la Tour; mais l'éloignement du peuple pour la République rendit difficile l'organisation du conseil d'État; la majorité refusa même, à la première réunion, d'approuver solennellement la mort du Roi et l'établissement de la République ; la moitié des juges se démirent de leurs fonctions, et des milliers de membres du clergé et de fonctionnaires civils refusèrent de prêter serment de fidélité au gouvernement républicain. Aussi ne fut-ce qu'au mois de mai suivant que le conseil osa se prononcer ouvertement et proclamer la République à Londres, malgré l'attitude hostile des citoyens.

L'égoïsme des membres du Parlement menaçait de devenir fatal à la cause qu'ils servaient : ce grand corps de l'État se trouvait réduit à n'être plus qu'un débris de l'ancienne Chambre des communes. Le Parlement Croupion, comme on l'appelait, comptait à peine cent membres, dont une cinquantaine seulement prenaient part d'ordinaire aux délibérations. En épurant ainsi la Chambre des communes, au point d'en faire une sorte de fantôme, l'armée n'avait jamais songé qu'elle pût se constituer en assemblée permanente, et avait exigé au contraire, comme condition expresse à son maintien temporaire, qu'elle se hâterait de préparer, avant sa dissolution, un bill de convocation du nouveau Parlement. Le système auquel le conseil des officiers s'était arrêté pour les nouvelles élections, offre encore un certain intérêt, car il a servi de base plus tard à maint projet de réforme parlementaire ; le Long Parlement devait être dissous au printemps, et la Chambre, élue tous les deux ans, devait se composer de quatre cents membres nommés par tous les chefs de famille payant la taxe des pauvres; on aurait remanié la distribution des siéges de manière à assurer la représentation de toutes les villes importantes ; enfin, les fonctionnaires civils et militaires rémunérés étaient inéligibles.

Ce plan parut un instant devoir être accepté par les Communes, qui consacrèrent de longues séances à discuter le bill de réformes; mais la nation comprit bientôt que le Parlement n'avait jamais sérieusement songé à prononcer sa propre dissolution. Un brave soldat, qui avait la tête chaude, John Lilburne, se fit l'interprète du mécontentement populaire, et l'armée indignée se révolta contre le Parlement. « Il faut tailler ces gens en pièces », s'écria Cromwell en plein conseil, « ou c'est eux qui vous anéantiront. » Et, grâce à une marche forcée de cinquante milles, il arriva à Burford, tomba à l'improviste au milieu de la nuit sur les rebelles et étouffa la révolte.

Malgré ce coup d'autorité contre les mécontents, Cromwell se joignait à l'armée pour demander que l'on renouvelât le Parlement. Il croyait, et il s'en était porté garant vis-à-vis des insurgés, que la Chambre se disposait

à se dissoudre. Mais, dans la Chambre, il y avait tout un groupe de politiciens bien résolus à prolonger son existence, et, selon une spirituelle remarque de Henri Martyn, empruntée à l'histoire de Moïse dans la Genèse, « la République est comme un nouveau-né très-délicat, que personne n'est plus capable d'élever que la mère qui l'a mis au monde ». Leurs desseins avaient été tenus secrets jusqu'alors; et, malgré les retards sans fin apportés par les députés au vote de la loi électorale, Cromwell ne soupçonnait pas encore les véritables intentions du Parlement, lorsqu'il fut appelé en Irlande par une série de succès des royalistes qui ne laissaient que Dublin aux mains des parlementaires.

La conquête de l'Irlande. — L'Écosse conservait toujours son attitude hostile, et la Hollande ne cessait de menacer l'Angleterre d'une guerre maritime; aussi Cromwell comprit-il qu'il fallait en finir à tout prix avec les catholiques irlandais; ses soldats et lui ne respiraient que la vengeance; le souvenir des massacres d'Irlande était resté profondément gravé dans le cœur de tous les Anglais, et cette insurrection était considérée comme la continuation du massacre : « Nous venons », dit Cromwell en débarquant, « pour demander compte du sang innocent qui a été versé et essayer de soumettre tous ceux qui paraîtront en armes pour justifier une pareille atrocité. » Une sortie de la garnison de Dublin avait déjà obligé d'Ormond à lever le siége de la capitale de l'Irlande, et le marquis, se sentant incapable de tenir tête à la nouvelle armée, avait jeté dans Drogheda ses meilleures troupes, c'est-à-dire trois mille Anglais sous le commandement de sir Arthur Aston. L'assaut de cette ville (septembre 1649) fut le signal d'épouvantables massacres : la garnison se défendit bravement et repoussa le premier assaut; le second obligea Aston et ses troupes de reculer jusqu'au Mill Mount : « Dès que nous les eûmes atteints », écrivait Cromwell, dans une terrible dépêche au Parlement, « je donnai l'ordre de les passer tous au fil de l'épée. Nous étions au fort de l'action, et j'interdis d'épargner aucun de ceux qui se trouvaient en armes dans la ville; nous avons massacré ainsi en une nuit à peu près deux milliers d'hommes. » Un petit nombre trouva refuge dans l'église de Saint-Pierre. « J'ordonnai », dit encore Cromwell, « de brûler le clocher, et l'on entendit du milieu des flammes une voix qui criait : « Dieu me damne, je « brûle, je brûle! » Dans l'église même, près d'un millier d'hommes furent égorgés; je crois même que tous les moines eurent le crâne fendu à l'exception de deux, qui furent épargnés, je ne sais pourquoi. » Mais, en général, on ne tua que les soldats. Plus tard Cromwell défia ses ennemis « de lui citer un seul homme qui, depuis son arrivée en Irlande, ait été tué ou brûlé, sans avoir été pris les armes à la main ». Il se montrait, par contre, impitoyable pour les soldats. Parmi ceux qui se rendirent, pressés par la famine, les officiers eurent la tête fendue, les simples sol-

dats furent décimés, et le reste fut transporté en masse aux Barbades. « Je suis persuadé », ajoutait Cromwell en terminant la dépêche, « que c'est un juste jugement de Dieu contre ces misérables, ces barbares, qui ont trempé leurs mains dans le sang innocent, et que ce châtiment servira à prévenir plus tard une nouvelle effusion de sang. »

Un simple détachement suffit à délivrer le Derry et à pacifier l'Ulster; Cromwell se tourna alors vers le sud, où il rencontra une énergique résistance dont il se vengea par l'épouvantable massacre de Wexford. De nouveaux succès à Ross et à Carrick l'amenèrent jusqu'à Waterford; la ville résista avec une constance admirable; l'épidémie commençait déjà à décimer son armée : pas un officier, pour ainsi dire, n'avait échappé à la maladie, et le général lui-même s'était vu contraint de s'aliter, lorsque les tempêtes l'obligèrent à prendre ses quartiers d'hiver à Cork sans avoir achevé sa tâche.

Cet hiver se passa dans une terrible anxiété. Le Parlement se montrait de moins en moins disposé à se dissoudre et répondait aux témoignages de mécontentement de la nation en se montrant d'une extrême sévérité pour la presse et en poursuivant sans succès John Lilburne devant les tribunaux. Le commerce anglais se trouvait ruiné par les actes de piraterie de la flotte du prince Rupert, qui avait jeté l'ancre à Kinsale pour soutenir la cause royaliste en Irlande. Grâce à l'énergie et à l'activité de Vane, la marine anglaise fut rapidement réorganisée, des escadres sillonnèrent les mers anglaises, la Méditerranée et le Levant, et le colonel Blake, qui s'était distingué par l'héroïque défense de Taunton pendant la guerre civile, reçut le commandement d'une flotte qui chassa Rupert des côtes irlandaises et finit par le bloquer dans le Tage. Mais l'énergique Vane lui-même trembla en apprenant les nouvelles d'Écosse.

« Je dois aller en Irlande et y mourir », s'était écrié le jeune roi, au récit de la défaite d'Ormond devant Dublin, « car c'est une honte pour moi de ne pas y être. » Cette ardeur se calma, en apprenant qu'Olivier marchait de victoire en victoire; et, de Jersey, le seul point de l'empire britannique qui lui fût resté fidèle, Charles renoua ses négociations avec l'Écosse, maintenant que l'Irlande était perdue pour lui. Une proposition de Montrose qui lui offrait de renverser le gouvernement écossais avec lequel il était en pourparlers, lui fit traîner les choses en longueur; mais la défaite et la mort du marquis, au printemps, contraignirent Charles à accepter les conditions des presbytériens. La nouvelle des négociations de Bréda jeta l'épouvante dans le cœur des membres du Parlement. L'Écosse levait une armée, et Fairfax, bien que désireux de défendre l'Angleterre contre l'invasion, se faisait scrupule de prendre l'offensive et d'entrer en Écosse. Le conseil rappela Cromwell d'Irlande, mais celui-ci avait trop de sang-froid pour ne pas voir qu'il fallait d'abord en finir avec les Irlandais. Il s'était préparé pendant l'hiver pour une nouvelle campagne, et ce ne fut qu'après

la prise de Clonmel et la défaite, dans une des plus terribles batailles de cette guerre, des rebelles commandés par Hugh O'Neile, qu'il se rembarqua pour l'Angleterre (1650).

Dunbar et Worcester. — Cromwell entra à Londres aux acclamations de la multitude, et, un mois plus tard, tandis que Charles débarquait sur les côtes d'Écosse, l'armée anglaise se mit en route pour le Nord. Elle traversa le Tweed, forte de quinze mille hommes; le souvenir des massacres d'Irlande répandait la terreur devant Cromwell; on fuyait à son approche; aussi fut-il obligé pour se ravitailler de ne pas s'éloigner des côtes que longeait la flotte anglaise. Bien que Leslie fût à la tête d'une armée considérable, il refusait le combat et s'obstinait à rester dans ses retranchements entre Leith et Édimbourg. Une marche en avant de l'armée anglaise autour de ses positions jusqu'aux collines des Pentlands ne réussit qu'à faire changer ses troupes de front; Cromwell découragé se repliait sur Dunbar, lorsque Leslie se campa sur les hauteurs qui entouraient la ville et coupa la retraite des Anglais le long de la côte en s'emparant de Cockburnspath. Ces positions étaient presque impossibles à attaquer; les soldats de Cromwell étaient décimés par les maladies épidémiques. Le général anglais s'était décidé à s'embarquer, lorsqu'il aperçut à la brune un grand mouvement dans le camp des Écossais. Le zèle des prédicateurs l'emportant sur la tactique prudente de Leslie, l'armée écossaise s'ébranla pour descendre sur le terrain plat qui s'étendait entre les flancs de la colline où elle était campée et le petit ruisseau qui protégeait le front de l'armée anglaise : la cavalerie écossaise se trouvait extrêmement loin du gros des troupes de Leslie. Aussi à peine avait-elle atteint le bas de la colline que Cromwell lança ses hommes contre elle, au moment où l'aurore commençait à poindre. « Ils se sauvent, je suis sûr qu'ils se sauvent! » cria-t-il, en voyant les cavaliers écossais se disperser après une résistance désespérée et jeter le désordre dans l'infanterie qui accourait à leur secours. Comme le soleil perçait la brume matinale, il ajouta ces belles paroles : « Que Dieu paraisse, et ses ennemis rentreront dans la poudre; comme le brouillard se dissipe, ainsi disparaîtront-ils devant ta face, ô Éternel ! » En moins d'une heure, la victoire des Anglais était complète; la défaite des Écossais devint bientôt une véritable déroute, dix mille hommes restèrent prisonniers avec armes et bagages, laissant trois mille morts sur le champ de bataille, sans que les vainqueurs eussent perdu pour ainsi dire un seul homme (3 septembre 1650). Lorsque Leslie parvint à rentrer à Édimbourg, il n'avait plus d'armée.

La victoire de Dunbar eut un effet prodigieux sur les puissances du continent. L'Espagne se hâta de reconnaître la République, et la Hollande lui offrit son alliance. Mais Cromwell suivait avec inquiétude les signes de mécontentement qui se faisaient jour en Angleterre. L'amnistie générale réclamée par Ireton et le bill de dissolution du Parlement n'avaient pas

encore été votés; la réforme des tribunaux, demandée avec instance par l'armée, avait échoué devant les difficultés soulevées à dessein par les jurisconsultes des Communes. « Soulagez les opprimés », écrivait Cromwell, après Dunbar; « écoutez les gémissements des prisonniers et donnez tous vos soins au redressement des abus : s'enrichir aux dépens des pauvres est indigne de véritables républicains. » Le Parlement cherchait à gagner la faveur populaire par un grand triomphe diplomatique; il conçut, en le gardant secret, l'extravagant dessein de réunir la Hollande à l'Angleterre, et il profita de la victoire de Cromwell pour envoyer Olivier Saint-John comme ambassadeur extraordinaire à la Haye. Après avoir refusé l'alliance et le traité de commerce offerts par les Hollandais, Saint-John fit aux États Généraux la proposition d'union imaginée par le Parlement. Elle fut repoussée à l'unanimité. Les envoyés revinrent furieux de leur échec et l'attribuèrent à l'état des affaires d'Écosse, où Charles II se préparait à entreprendre une nouvelle campagne. « Je crois que le Roi va se battre enfin et agir par lui-même », écrivait Cromwell après Dunbar. Le malheureux prince avait été abreuvé d'humiliations depuis son débarquement dans son royaume du Nord; il fut obligé de souscrire au Covenant et d'écouter les sermons et semonces des ministres presbytériens; on voulut lui faire signer une déclaration où il condamnait la tyrannie de son père et l'idolâtrie de sa mère. Malgré la corruption et la bassesse de son caractère, le jeune roi ne put s'empêcher de reculer devant une pareille infamie : « Je ne pourrais plus regarder ma mère en face », s'écria-t-il, « si je signais cela! » Il signa néanmoins. Réduit à un rôle purement nominal, séparé du conseil et de l'armée, il était éloigné, ainsi que ses amis, du gouvernement et de la direction de la guerre. Débarrassé de Leslie, d'Argyle et des presbytériens étroits par la défaite de Dunbar, Charles II se mit à la tête des royalistes commandés par Hamilton, frère et successeur du duc fait prisonnier à Preston, et insista beaucoup pour prendre part aux délibérations du conseil et être couronné à Scone. Maître d'Édimbourg, mais ayant échoué dans son attaque contre Stirling, Cromwell resta dans une attitude expectante tout l'hiver et tout le printemps suivant, tandis que des querelles intestines mettaient le désordre parmi ses adversaires et que les covenantaires rigides abandonnaient leur jeune roi, à cause du retour dans l'armée des « *malignants* », c'est-à-dire des royalistes de la première guerre civile.

La campagne recommença en été, et Leslie reprit sa tactique précédente. Cromwell, comprenant que son camp à Stirling était inexpugnable, traversa le Fife et laissa la route libre vers le sud. Le stratagème réussit. Charles, malgré les avertissements de Leslie, résolut d'envahir l'Angleterre et se mit bientôt en marche le long de la Severn, dans le Lancashire, poursuivi par la cavalerie anglaise commandée par Lambert; le gros de l'armée de Cromwell se hâta de lui couper la route de Londres

par York et Coventry. « Nous avons agi aussi sagement que possible », répliqua Cromwell aux réclamations irritées du Parlement, « sachant que si l'on n'agissait pas avec énergie, la guerre pourrait encore durer tout un hiver. » A Coventry, il se rendit compte de la position de Charles, et, faisant un détour par Evesham, il tomba sur Worcester, où le roi d'Écosse s'était campé; lançant ses troupes à travers la rivière, Cromwell attaqua la ville de deux côtés à la fois, le jour anniversaire de la bataille de Dunbar (3 septembre 1651). Il commandait l'avant-garde en personne et « fut le premier à mettre le pied sur le terrain de l'ennemi ». Lorsque Charles descendit de la tour de la cathédrale pour se jeter sur la division placée à l'est, Cromwell se précipita dans la rivière et se trouva bientôt au milieu de la mêlée. Pendant quatre ou cinq heures, « la lutte fut une des plus ardentes que j'aie jamais vues », disait Cromwell. Les Écossais, écrasés par le nombre et poursuivis jusque dans la ville, refusèrent obstinément de se rendre jusqu'à ce que la nuit vînt mettre fin au combat. La perte des vainqueurs fut insignifiante comme d'ordinaire; les vaincus, au contraire, perdirent six mille hommes, leurs bagages et leur artillerie; Leslie était parmi les prisonniers, Hamilton au nombre des morts.

Guerre avec la Hollande. — « Maintenant que le Roi est mort et son fils défait », dit gravement Cromwell en pleine Chambre des communes, « il est absolument urgent de régler les affaires publiques. » Mais cette solution, réclamée depuis Naseby, était aussi éloignée que jamais après Worcester. Le bill de dissolution du Parlement, demandé par Cromwell en personne, ne passa qu'à la majorité de deux voix et ne fut obtenu que par un compromis qui permettait à la Chambre de siéger encore pendant trois ans. Les affaires extérieures étaient dans une stagnation complète; le Parlement nommait bien des commissions pour préparer des réformes ecclésiastiques et législatives, mais tout restait à l'état de projet; il se trouvait accablé par la masse des affaires, confiscations, séquestrations, nominations aux différents emplois civils et militaires; enfin, par tous les détails de gouvernement que les troubles de la guerre civile avaient mis entre ses mains. Ajoutez à ces désordres et à cette confusion les scandales inévitables qui en découlaient : les accusations de malversation et de corruption étaient prodiguées aux membres des Communes; quelques-uns, comme Haselrig, étaient accusés de n'user du pouvoir que dans leur propre intérêt. A tout cela, il n'y avait qu'un seul remède, selon Cromwell et ses soldats : une dissolution immédiate du Parlement et l'élection d'une nouvelle assemblée, où le pays tout entier serait représenté. C'est justement ce que le Parlement voulait éviter à tout prix. Vane le poussait à se livrer à une activité toute nouvelle; le bill d'amnistie fut enfin voté, article par article, et un grand comité, présidé par sir Mathew Hale, s'occupa de la réforme de la législation. On

se hâta de conclure l'union avec l'Écosse; huit commissaires anglais invitèrent les délégués des différents comtés et des villes du royaume à se réunir en convention à Édimbourg. Ils ratifièrent l'acte d'union, malgré une opposition enragée. Un bill voté par le Parlement confirma cette résolution, et l'on décida que des députés écossais seraient admis au prochain Parlement; un plan analogue fut proposé pour l'Irlande.

Il fallait, pour l'accomplissement des projets de Vane, non-seulement que les Communes fissent preuve d'énergie, mais aussi qu'elles s'affranchissent du contrôle de l'armée; à cet effet, il essaya de faire de la marine anglaise un corps militaire dévoué au Parlement et capable d'éclipser la gloire de Dunbar et de Worcester par de plus grands triomphes sur mer. Aussi entretenait-on avec soin les hostilités contre la Hollande; un acte de navigation ne permettant aux navires étrangers d'importer en Angleterre que des marchandises originaires du pays auquel ils appartenaient, portait un coup fatal au commerce de transit qui était une source de prospérité pour les Hollandais. Les Anglais allèrent même jusqu'à exiger que leurs navires dans la Manche fussent salués par tous les vaisseaux des puissances du continent. Les deux flottes, anglaise et hollandaise, se rencontrèrent devant Douvres. Van Tromp, l'amiral hollandais, ne répondit aux sommations de Blake, qui lui ordonnait de baisser le pavillon des Pays-Bas, qu'en tirant une bordée de coups de canon (mai 1652). Les États Généraux prétendirent que la collision avait été l'effet du hasard et offrirent de rappeler Van Tromp; mais les prétentions de l'Angleterre devinrent tellement exorbitantes que la guerre fut désormais inévitable.

Dissolution du Parlement. — L'armée n'avait pas eu besoin de savoir qu'on discutait un bill de licenciement pour comprendre la politique du Parlement. Tout en votant sa propre dissolution, la Chambre des communes n'avait préparé aucune loi électorale pour la nomination d'une nouvelle assemblée. Cette omission était significative; aussi, à peine la guerre entre la Hollande et l'Angleterre était-elle déclarée, que l'armée, abandonnant la politique d'inaction qu'elle avait adoptée depuis le commencement de la République, déposa une pétition réclamant non-seulement la réforme de l'Église et de l'État, mais une promesse formelle de la Chambre de terminer ses travaux le plus tôt possible. Cette pétition obligea la Chambre à discuter une nouvelle loi électorale; au cours du débat, les membres déclarèrent qu'ils continueraient à siéger au nouveau Parlement sans être soumis à une réélection. Les officiers, irrités d'une prétention aussi exorbitante, demandèrent à plusieurs reprises la dissolution immédiate; la Chambre s'y refusa énergiquement. Cromwell soutint la protestation de l'armée en termes menaçants : « L'armée commence à prendre le Parlement en dégoût, et cela à bon droit. » « Elle n'avait que trop de raisons, faisait-il remarquer, pour montrer du

mécontentement, en voyant l'avidité des députés, les scandales de la vie de plusieurs d'entre eux, leur partialité comme juges, les violations de la loi inspirées par des intérêts privés, les lenteurs infinies apportées à la réforme judiciaire, et surtout leur intention manifeste de perpétuer leur propre pouvoir. Il y a peu d'espoir », concluait-il, revenant à son idée fixe, « que ces gens-là organisent un gouvernement. »

La crise fut momentanément éloignée par la guerre contre les Hollandais. Une effroyable tempête sépara les deux flottes au moment où elles allaient en venir aux mains dans les parages des Orcades ; mais Ruyter et Blake se rencontrèrent de nouveau dans la Manche ; et, après un combat acharné, les Hollandais furent obligés de se retirer à la faveur de la nuit. Depuis la décadence de l'Espagne, la Hollande était devenue la première puissance navale de l'Europe ; aussi sut-elle facilement se relever de cette première défaite : on fit d'immenses sacrifices pour augmenter la flotte, et le vétéran Van Tromp, qui avait été replacé à sa tête, parut dans la Manche avec soixante-treize vaisseaux de guerre. Blake ne pouvait lui en opposer que la moitié, mais il accepta le défi, et le combat dura jusqu'à la nuit ; la flotte anglaise fut obligée enfin de se retirer à moitié détruite dans la Tamise (30 novembre 1652). Tromp parcourut la Manche en vainqueur, un balai attaché au grand mât du navire amiral ; le Parlement, à la suite de cette défaite, se montra moins intraitable que par le passé. Un compromis était sur le point d'être conclu entre les deux partis, et un nouveau bill électoral allait être voté, sur la promesse de Cromwell de ne pas s'opposer à une réduction de l'armée, à la condition que le Parlement se séparerait en novembre (février 1653), quand de nouveaux succès sur mer rendirent au Parlement son énergie.

Blake avait réussi à reprendre la mer peu de mois après sa défaite, et bien que Tromp eût été assez habile pour sauver les transports qu'il convoyait, les Anglais étaient restés vainqueurs après quatre jours de combat. La Chambre, à cette nouvelle, résolut de garder le pouvoir. Non-seulement ses membres devaient continuer à siéger dans le nouveau Parlement, au grand dommage des villes qu'ils représentaient, mais ils devaient constituer un comité de révision chargé d'examiner la validité de chaque élection et la capacité des nouveaux députés. Une conférence eut lieu entre les chefs des Communes et les officiers de l'armée, qui demandèrent avec instance que l'on ne s'arrêtât pas à ces conditions, que le Parlement prononçât à l'instant même sa dissolution et chargeât le conseil d'État de procéder à de nouvelles élections. « Nos fonctions ne peuvent être transmises à qui que ce soit », répliqua Haselrig. La conférence fut ajournée au lendemain, sur la promesse qu'on ne prendrait aucune résolution définitive. A peine était-elle réunie de nouveau, que Cromwell s'aperçut de l'absence des principaux chefs des Communes, et apprit que Vane était à la Chambre, essayant de faire passer la nouvelle loi électorale.

« C'est contraire à la plus vulgaire honnêteté! » s'écria Cromwell avec colère; et, se levant, il quitta Whitehall et donna ordre à une compagnie de mousquetaires de le suivre à la porte des Communes. Il s'assit tranquillement à sa place, vêtu de grossiers habits gris et de mauvais bas de laine de même couleur, et écouta le discours véhément de Harry Vane. « Je suis venu », dit-il à son voisin Saint-John, « pour faire une chose qui me navre le cœur. » Mais il resta immobile pendant que Vane pressait la Chambre de laisser de côté les formalités habituelles et de faire passer le bill sans retard : « Le moment est venu », dit Cromwell à Harrison. — « Prenez garde », répondit celui-ci, « c'est un jeu dangereux. » Il attendit encore un quart d'heure, écoutant les discussions. Au moment où l'on mit le bill aux voix, il se leva enfin et répéta ses accusations habituelles contre l'injustice, l'égoïsme et les lenteurs des députés. « Votre heure a sonné », dit-il en concluant, « le Seigneur en a fini avec vous. » Les représentants se lèvent en masse, protestant avec colère. « C'est bon, c'est bon, assez de tout cela », dit Cromwell, et, marchant à grands pas dans la salle, il enfonce son chapeau sur sa tête et s'écrie : « Je vais mettre un terme à votre bavardage! » Au milieu du tumulte qui suivit, on entendit des éclats de voix et des lambeaux de phrases : « Vous n'êtes pas dignes de siéger plus longtemps ici! Vous devez laisser la place à de meilleurs que vous! Vous n'êtes pas un Parlement! »

Trente mousquetaires entrèrent sur un signe de leur chef. Les cinquante membres présents se précipitèrent vers la porte. « Ivrogne! » cria Cromwell à Wentworth qui passait près de lui, et il lança à Martin une épithète plus grossière encore. Vane, resté impassible, lui dit simplement « qu'il avait agi contrairement aux droits et à l'honneur ». — « Ah! sir Harry Vane, sir Harry Vane! » répliqua Cromwell avec une violente indignation, à la pensée du tour qu'il lui avait joué; « vous auriez pu empêcher tout cela; mais vous êtes un charlatan; vous n'avez pas la moindre honnêteté. Seigneur, délivre-moi de sir Harry Vane! » Le président refusa de quitter son fauteuil jusqu'à ce que Harrison lui eût offert de l'aider à descendre. Cromwell souleva la masse sur la table : « Qu'allons-nous faire de ce joujou? Emportez-le! » La porte fut fermée au verrou, et quelques heures après, le conseil d'État subit le même sort. Cromwell en personne somma les membres de se retirer : « Nous savons ce que vous avez fait ce matin à la Chambre », dit John Bradshaw, « et dans quelques heures toute l'Angleterre l'apprendra; mais vous vous trompez, monsieur, si vous vous imaginez que le Parlement est dissous. Aucun pouvoir au monde ne peut le dissoudre que lui-même, sachez-le bien. » (30 avril 1653.)

CHAPITRE X

LA CHUTE DU PURITANISME[1]

La Convention puritaine. — La dissolution simultanée du Parlement et de la commission exécutive laissa l'Angleterre sans gouvernement, car les pouvoirs de tous les fonctionnaires expiraient avec l'assemblée même qui les leur avait confiés. Cromwell, capitaine général de l'armée, se trouvait, en fait, seul responsable du maintien de l'ordre public; mais les actes du général et de l'armée ne permettaient pas de les accuser de préparer une tyrannie militaire. Ils ne considéraient d'ailleurs nullement leur position comme révolutionnaire; bien que du reste aucun texte de loi ne pût être cité pour justifier leur conduite, il faut reconnaître qu'ils avaient eu pour but de défendre l'ancienne constitution, et que la nation s'accordait avec eux pour demander un corps législatif complet et pour résister aux projets du Parlement Croupion qui auraient privé la moitié des Anglais de leurs droits électoraux. Ce n'est qu'à bout d'arguments et pour prévenir de plus grands malheurs que les soldats s'étaient décidés à chasser les coupables. « C'est vous », s'écria Cromwell en expulsant les membres de la Chambre des communes, « qui m'avez obligé à le faire. J'ai supplié Dieu jour et nuit qu'il me fît mourir plutôt que de me forcer à accomplir un pareil acte. » Il avait fait violence aux députés, mais il les avait ainsi empêchés de violer les droits constitutionnels de la nation tout entière. Le peuple se montrait généralement mécontent de l'état des affaires publiques; aussi approuva-t-il l'expulsion du Parlement Croupion : « Nous n'avons pas entendu un seul chien grogner en les voyant partir », disait le Protecteur plusieurs années plus tard. La crainte qu'on avait pu ressentir un instant d'être soumis au « régime du sabre »

[1] Sources : Plusieurs des ouvrages mentionnés plus haut sont encore à consulter pour cette période; mais la véritable clef de l'histoire du Protectorat est, sans contredit, le tome III des *Lettres et discours de Cromwell,* publiés par Carlyle. Les *State Papers* de Thurloe fournissent une masse énorme de documents. Pour le second Parlement du Protecteur, consultez le *Diary,* de Burton; *Cromwell et la République,* de Guizot, le meilleur des livres modernes que l'on puisse lire sur cette époque, surtout pour l'histoire diplomatique. Pour la Restauration, voir : *Richard Cromwell et la Restauration,* de Guizot; les *Mémoires* de Ludlow, l'*Autobiographie* de Baxter (1615-1685), et les *Clarendon's State Papers,* ainsi que le récit exact et minutieux de Clarendon lui-même.

fut promptement dissipée par la proclamation des officiers. Ils déclaraient « ne désirer en aucune manière s'emparer de l'autorité ni confier le pouvoir à l'armée, pas même pour un jour », et promettaient « de mettre à la tête du gouvernement des hommes d'une probité reconnue et d'un dévouement éprouvé ». C'est alors que fut créé le nouveau *conseil d'État*, composé de huit officiers de haut rang et de quatre fonctionnaires civils, Cromwell en tête. On offrit un siége à Vane, qui le refusa.

Le premier devoir de ce conseil était de convoquer sans tarder une nouvelle Chambre et de lui remettre ses pouvoirs; mais le bill de réforme se trouvait annulé par suite de l'expulsion du Parlement Croupion; et le conseil d'État, bien que peu disposé à composer le nouveau Parlement d'après l'ancienne loi, reculait devant la responsabilité de changer lui-même le système électoral. C'est alors qu'on décida la réunion d'une Convention constituante. Cromwell raconta plus tard l'histoire de cette malheureuse assemblée avec une amusante franchise : « Voyez où m'ont conduit ma propre faiblesse et ma folie! Et cependant j'ai agi en toute simplicité, je vous assure... Il semblait alors que des hommes comme nous, vieux routiers de guerre et qui étions tous du même avis sur ce sujet... eh! sûrement, ces hommes-là pourront toucher juste; ils pourront faire dans une occasion comme celle-ci tout ce qu'on peut désirer; nous le croyions; du moins, je le croyais... je n'en suis que plus coupable. » Parmi les cent cinquante-six hommes fidèles et craignant Dieu, purs de tout soupçon de cupidité, choisis par le conseil d'État et sur des listes présentées par les églises congrégationalistes, la plupart, comme Ashley Cooper, par exemple, étaient de bonne famille et grands propriétaires, et le reste appartenait à la bourgeoisie, tel que le négociant en cuirs, Louez-Dieu Barebones, qui devait plus tard donner son nom au Parlement dont il faisait partie. C'était à peu près la composition des anciens Parlements; mais les conditions mêmes dans lesquelles ils avaient été élus influèrent fatalement sur le caractère de cette assemblée. Cromwell lui-même, dans son discours d'ouverture (juillet 1653), s'écria dans un accès d'enthousiasme, avec cette rude éloquence qui lui était familière : « Montrez à la nation que si des hommes craignant Dieu l'ont délivrée de la servitude sous la monarchie, des hommes pieux sauront bien aussi la gouverner dans la crainte de l'Éternel... Suivez votre vocation, car elle vient de Dieu! C'est une chose merveilleuse et à laquelle nous ne nous serions certes pas attendus. Y a-t-il jamais eu un gouvernement aussi pénétré de l'esprit de Dieu et aussi visiblement béni que le nôtre? »

La Convention se montra encore plus fanatique que lui, et cela dès les débuts de la session. La démission de Cromwell et du conseil d'État laissait dans ses mains l'autorité suprême; mais l'acte qui la convoquait stipulait expressément que l'autorité devait être transmise au bout de quinze mois à une autre assemblée, élue d'après la loi électorale qu'elle

allait élaborer. C'était, en somme, une assemblée constituante, préparant les voies à un Parlement vraiment national; mais la Convention prit sa mission dans le sens le plus large et entreprit hardiment de remanier la constitution tout entière. On nomma des comités chargés d'examiner les besoins de l'Église et de la nation. Un désir universel de sagesse et d'économie s'empara de l'assemblée : elle le montra bien en redressant les abus de l'administration civile et en établissant l'assiette de l'impôt sur de plus justes bases; elle voulut même entreprendre une quantité de réformes dont l'Angleterre attend encore de nos jours la réalisation. La Cour de chancellerie était, pour ainsi dire, un nid d'abus de toutes sortes : plus de vingt-trois mille causes n'avaient jamais été jugées; mais le Long Parlement n'avait pas osé toucher à cette vénérable institution. La Convention proposa sa suppression; on reprit l'œuvre entreprise par un comité du Long Parlement, sous la présidence de sir Matthew Hale, en vue de la rédaction d'un Code unique.

Ces mesures hardies alarmaient la magistrature, et surtout le clergé, qui se voyait menacé de perdre une partie de ses revenus par l'établissement du mariage civil et par la substitution des libres contributions des congrégationalistes aux dîmes ecclésiastiques. Les propriétaires fonciers s'indignaient aussi que la Convention songeât à abolir le patronage des laïques sur les églises, et prédisaient une ère de désordre et de spoliation. Le Parlement Décharné (*Barebones Parliament,* ainsi qu'on l'appelait par dérision) était accusé de vouloir détruire la propriété, l'Église et la magistrature, de haïr l'instruction et d'être imbu d'un fanatisme aveugle et grossier. Cromwell partageait le malaise général, car il avait plutôt la tête d'un administrateur que celle d'un homme d'État; il ne comprenait rien aux spéculations politiques, ne s'occupait que de l'avenir et se montrait conservateur et éminemment pratique. Il s'apercevait bien de la nécessité d'une réforme administrative dans l'Église et dans l'État, mais il n'éprouvait aucune sympathie pour les théories révolutionnaires qui flottaient dans l'air; il voulait un gouvernement aussi semblable que possible à l'ancien ordre de choses. Bien que la monarchie eût disparu dans les troubles des guerres civiles, sa longue expérience politique l'avait confirmé dans l'idée qu'un pouvoir exécutif du même genre et indépendant des Chambres était essentiel à la liberté. Il avait conquis la liberté de conscience à la pointe de l'épée et tenait beaucoup à la conserver, mais il se montrait partisan d'une Église officielle, du système paroissial et d'un clergé entretenu par des dîmes. Ses tendances sociales étaient celles de la classe à laquelle il appartenait : « Je suis né gentilhomme », disait-il plus tard au Parlement, et, dans ses projets de reconstitution de la société, il regardait les distinctions entre les nobles, les gentilshommes et les cultivateurs libres comme nécessaires à l'existence et aux intérêts d'un grand royaume. Il détestait le principe égalitaire, qui tend à abaisser toutes

les classes au même niveau. « Dans quel but? » disait-il avec une amusante franchise. « Tout simplement pour rendre le tenancier aussi libre par sa fortune que son propriétaire. »

La nouvelle constitution (déc. 1653). — Pour un homme aussi pratique, les réformes théoriques de la Convention étaient aussi odieuses qu'aux magistrats et au clergé menacés dans leurs priviléges. « Ces gens », disait Cromwell, « ne songent qu'à une seule chose, bouleverser, bouleverser, toujours bouleverser. » Mais il fut bientôt délivré de cette inquiétude, grâce aux dissensions intestines de l'Assemblée elle-même. Le lendemain du jour où l'on avait supprimé la dîme, les députés les plus conservateurs arrachèrent par surprise le vote d'une proposition par laquelle la Convention déclarait « que la prolongation de ses pouvoirs, sous la forme actuelle, ne serait pas bonne pour la République, et qu'il est urgent de remettre ses pouvoirs au lord général, de qui nous les avons reçus ». (Déc. 1663.) Le président, en effet, remit leur démission collective à Cromwell, et cet acte fut ensuite approuvé par la majorité des membres de la Convention. Cette dissolution remettait les choses au point où elles en étaient auparavant; mais on désirait toujours ardemment substituer un gouvernement légal au régime du sabre. La Convention avait nommé, pendant sa session, un nouveau conseil d'État, qui fit, sous le nom d'*instrument du gouvernement,* une remarquable constitution, adoptée par le conseil des officiers. Ceux-ci se trouvèrent aussi obligés par la nécessité d'accepter ce qu'ils avaient tant hésité à faire, c'est-à-dire de convoquer un Parlement sur de nouvelles bases électorales. La Chambre se composait de quatre cents députés pour l'Angleterre, trente pour l'Écosse et trente pour l'Irlande ; les siéges réservés jusqu'ici aux petites villes et aux bourgs pourris furent transportés à des circonscriptions électorales plus importantes, et surtout aux comtés. On supprima toute espèce de priviléges électoraux, et on les remplaça par un droit universel de suffrage, basé sur une fortune mobilière et immobilière qui devait être au moins de deux cents livres. Les catholiques et « malintentionnés » (*malignants*), ainsi qu'on appelait ceux qui avaient pris part à la guerre civile dans les rangs de l'armée royale, furent seuls exclus des listes électorales.

Au point de vue strictement constitutionnel, l'organisation complète du nouveau gouvernement aurait dû être laissée à la nouvelle Chambre; mais la crainte des désordres qui pourraient éclater avant les élections, ainsi qu'un ardent désir de stabilité, engagèrent le conseil à achever son œuvre, en insistant auprès de Cromwell pour qu'il acceptât la charge et le titre de Protecteur : « On m'a fait comprendre », disait-il, « que si je ne me mettais pas à la tête du gouvernement, la tranquillité et la stabilité du royaume seraient sans cesse troublées par des émeutes, et que l'on verrait le sang couler dans les rues. » Il ne se décida à accepter cette proposition,

à ce qu'il prétend, que sur l'assurance que le Protecteur n'aurait pas plus d'autorité que le lord général, « et ne pourrait rien faire sans le consentement du conseil jusqu'à l'élection du Parlement ». En effet, les pouvoirs du nouveau Protecteur se trouvaient très-limités; bien que les membres du conseil eussent été choisis par lui, chaque membre, individuellement, ne pouvait être révoqué que sur le consentement de ses collègues; le Protecteur était, de plus, obligé de les consulter pour toutes les affaires diplomatiques, sur les questions de paix et de guerre, sur les nominations aux grandes charges de l'État et aux postes importants civils et militaires; c'est à ce conseil, enfin, qu'était dévolu le droit de choisir les successeurs de Cromwell.

A côté de l'influence modératrice du conseil dans toutes les questions administratives, il y avait le contrôle du Parlement pour les affaires politiques. Cette assemblée était renouvelable au moins tous les trois ans; aucune loi ne pouvait être faite, aucune taxe ne pouvait être imposée que par la volonté du Parlement; ses décisions avaient force de loi, après vingt jours d'intervalle, même si le Protecteur refusait de les approuver. La nouvelle constitution était évidemment populaire, et l'espoir de voir bientôt élire un nouveau Parlement voilait un peu ce que la nouvelle constitution avait d'illégal. On considérait le gouvernement existant comme provisoire et comme ne pouvant acquérir une véritable autorité que par la sanction du nouveau Parlement. Le désir de rentrer ainsi dans les voies constitutionnelles était universel chez les députés, qui se réunirent en automne à Westminster (sept. 1654).

Le Parlement de 1654. — Peu de Parlements ont joué un rôle aussi important que celui de 1654. Il avait le mérite de représenter exactement l'état général de l'opinion en Angleterre. Pour la première fois les députés anglais étaient assis, comme de nos jours, à côté des représentants de l'Écosse et de l'Irlande; les députés des *bourgs pourris* et des *bourgs de poche* avaient disparu. Malgré l'exclusion des royalistes des urnes électorales et la radiation arbitraire de quelques noms ultra-républicains par le conseil, la Chambre pouvait s'appeler *Parlement libre,* à plus juste titre qu'aucun des précédents. C'est à cette liberté électorale sans doute que l'on dut la rentrée d'un si grand nombre de députés presbytériens et la réapparition de Bradshaw et d'Haselrig, ainsi que de plusieurs membres du Long Parlement, qui prirent place à côté de lord Herbert et du vieux sir Harry Vane. La Chambre avait tout d'abord à examiner la question gouvernementale; Haselrig et les républicains les plus ardents nièrent la légalité des pouvoirs du Protecteur et du conseil, sous prétexte que le Long Parlement n'avait jamais été dissous. Cet argument pouvait être retourné contre la Chambre elle-même; aussi la majorité de l'Assemblée se contenta-t-elle de ne reconnaître à la constitution et au

Protectorat qu'un caractère purement provisoire, et s'occupa-t-elle sans retard d'établir un gouvernement parlementaire d'après l'*Instrument d'État,* qu'il prit pour base. La nouvelle constitution fut votée article par article. On s'accorda pour prier Cromwell de conserver le pouvoir en qualité de Protecteur; la question de savoir s'il aurait droit de *veto* et pourrait présenter des lois aussi bien que les députés donna lieu à une discussion très-animée, mais relativement modérée, malgré la violence de langage d'Haselrig. Cromwell intervint tout à coup dans les débats, déclarant qu'il n'avait accepté les charges du Protectorat qu'avec répugnance, devant le vœu unanime de la nation, et que ce fait seul suffisait à lui faire oublier l'illégalité de son élection. « Je n'ai pas choisi moi-même cette place », ajoutait-il avec insistance, « Dieu et les trois royaumes en sont témoins. » Son autorité avait été acceptée par la ville de Londres, par l'armée, et confirmée par une décision solennelle de la magistrature, par les adresses des différents comtés, par la présence même des membres du Parlement, en réponse à la lettre de convocation. « Pourquoi mettre en balance », leur demanda-t-il, « cet appel providentiel avec je ne sais quel intérêt héréditaire? Car », poursuivait-il, « je vois dans cette approbation unanime un appel de Dieu, un droit divin supérieur à celui des anciens rois. » Il avait encore un autre motif d'inquiétude : il se demandait si le Parlement ratifierait les nombreuses réformes que, dans sa passion pour l'administration, il avait accomplies, sans attendre la réunion de la nouvelle Chambre (ce qui était un peu illégal pour un gouvernement provisoire). Possédé d'un ardent désir de stabilité, entraîné par l'opinion publique et par la nécessité de pourvoir aux besoins les plus pressants, il avait saisi avec avidité le prétexte que lui offrait l'article de l'*Instrument d'État,* qui lui permettait « de promulguer des ordonnances provisoires, jusqu'au moment où le Parlement pourrait prendre des résolutions définitives ». Il avait donné libre essor à sa merveilleuse activité et publié soixante-quatre ordonnances pendant les neuf mois qui avaient précédé la réunion du Parlement; la paix avait été conclue avec la Hollande, l'Église réorganisée, l'union avec l'Écosse définitivement réglée, et le Protecteur s'était même occupé de régulariser la législation.

Il était si loin de supposer que ces mesures, ou l'autorité dont elles émanaient, pourraient être mises en question, qu'il comptait sur le Parlement pour compléter son œuvre. « Le but essentiel de cette session », dit-il à la séance d'ouverture, « sera de pacifier le pays et d'organiser un gouvernement stable. » Quoiqu'il eût beaucoup fait par lui-même, il ajouta « qu'il y avait encore beaucoup à faire ». Il fallait conclure la paix avec le Portugal et une alliance avec l'Espagne. La Chambre fut saisie de projets de loi sur la rédaction d'un Code; enfin il fallait achever la colonisation et la pacification de l'Irlande. Cromwell fut vivement irrité en voyant qu'on mettait ses projets de côté pour discuter des questions constitution-

nelles qui, à ses yeux, avaient déjà été tranchées par Dieu même; il fut plus irrité encore de la prétention, déjà formulée par le Parlement, de revendiquer pour lui seul l'initiative législative. La guerre civile et les maux qui étaient résultés de la concentration du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif entre les mains du Long Parlement avaient convaincu le Protecteur des dangers d'une pareille mesure pour la liberté publique, tandis que l'association d'un chef unique et d'un Parlement « était le seul moyen d'empêcher le Parlement de s'éterniser et d'abuser de son pouvoir au détriment de la nation ».

Malgré la force de ses arguments, il employa pour les faire triompher un moyen fatal à la liberté, et dans la suite au puritanisme : « Si l'autorité m'a été confiée par Dieu et confirmée par le peuple, c'est à eux seuls que revient le droit de me la retirer; sinon je ne m'en démettrai jamais. » Il déclara qu' « aucun député ne pourrait entrer au Parlement sans signer la promesse de ne rien changer à l'organisation du gouvernement existant, consistant en un chef unique et un Parlement ». Aucun acte des Stuart n'avait été un plus hardi défi à la constitution, et, de plus, il était aussi inutile qu'illégal. Cent membres seulement refusèrent de prendre cet engagement; les trois quarts des députés consentirent à signer; cela prouva que Cromwell aurait pu obtenir ce qu'il désirait, simplement par un vote régulier du Parlement.

Les membres de la Chambre, ainsi épurés, continuèrent leur tâche de réorganisation constitutionnelle avec une inébranlable fermeté. Ils revendiquèrent leur droit exclusif de gouverner en renvoyant les décrets du Protecteur devant des commissions chargées de les reviser et de les transformer en lois. L'*Instrument d'État* fut présenté sous forme de bill à la Chambre des communes, discuté et lu en troisième lecture; le vote des subsides était différé, comme dans les anciens Parlements, jusqu'à ce qu'on eût fait droit à leurs doléances. Cromwell s'interposa de nouveau. Il y avait une nouvelle agitation royaliste dans le pays; le Protecteur attribuait ce réveil à l'attitude hostile du Parlement. L'armée, privée de sa solde, tant que les subsides n'étaient pas votés, se montrait mécontente et irritée : « Il semble, disait Cromwell, qu'on cherche plutôt à créer des sujets de querelle qu'à organiser un bon gouvernement. Jugez vous-mêmes si ces disputes, à propos de choses déjà décidées par le gouvernement, ont été utiles au bien de la nation. » Puis, éclatant en aigres reproches, il prononça la dissolution du Parlement (janvier 1655).

La nouvelle tyrannie. — Avec la dissolution du Parlement de 1654, disparaissait le dernier vestige d'un régime légal : le Protectorat, qui s'était privé volontairement de toute sanction, devint une pure tyrannie. Cromwell prétendait, il est vrai, que son pouvoir était limité par l'*Instrument*; mais la seule restriction sérieuse, l'interdiction de lever des impôts sans

l'assentiment des députés, fut rejetée par lui, sous prétexte de nécessités urgentes. « Le peuple », disait le Protecteur, en termes qui auraient pu être prononcés par Strafford, « préfère la sécurité aux apparences de la liberté. » Le danger d'une insurrection royaliste était indéniable, mais le mécontement général rendait ce danger encore plus menaçant. Dès lors, raconte Whitelock, « beaucoup de bons patriotes, désespérant de conquérir la véritable liberté, commençaient à désirer une restauration monarchique ». Dans la masse de la nation, la réaction fut plus rapide encore : « Charles Stuart », écrivait un correspondant du Cheshire au secrétaire d'État, « compte cinq cents amis, dans les comtés environnants, pour un partisan du Protectorat. » Mais, en face de l'écrasante puissance de l'armée, tous les mécontents se sentaient dans l'impossibilité d'agir. Le Yorkshire, où l'on s'attendait à une formidable insurrection royaliste, ne bougea pas; il y eut quelques soulèvements partiels en Devonshire, en Dorsetshire et dans les Marches galloises, mais ils furent aisément étouffés; leurs chefs périrent sur l'échafaud. Bien que la révolte eût été très-vite réprimée, on peut mesurer quelles avaient été les craintes du gouvernement aux moyens énergiques employés par Cromwell pour assurer l'ordre. Le pays fut divisé en dix gouvernements militaires administrés chacun par un major général, qui était chargé de désarmer tous les papistes et royalistes, et d'arrêter les personnes suspectes. Le conseil d'État rendit une ordonnance pour se procurer des fonds destinés à soutenir le despotisme militaire : tous ceux qui, à quelque moment que ce fût, avaient porté les armes pour la cause royale, étaient obligés, malgré l'amnistie, de payer annuellement un dixième sur leurs revenus, en punition de leurs sympathies pour les Stuart. Ces majors généraux se servaient des mêmes moyens d'action que le régime absolu ; le clergé anglican expia son zèle pour Charles II pendant l'insurrection, en se voyant exclu des fonctions pastorales ou universitaires. On créa une censure très-rigoureuse de la presse. La levée des taxes décrétées par le Protecteur seul fut garantie par des saisies, et l'on envoya à la Tour les avocats qui avaient poursuivi les percepteurs devant les tribunaux.

L'Écosse et l'Irlande. — Si jamais la tyrannie peut mériter le pardon, le Protecteur s'en est rendu digne par la sagesse et la magnanimité avec lesquelles il usa du pouvoir qu'il avait usurpé. La plus importante parmi les entreprises du Long Parlement avait été, sans contredit, l'union des trois royaumes ; l'Écosse s'était déjà rapprochée de l'Angleterre, grâce au tact et à la vigueur de sir Harry Vane; mais c'est à Cromwell que revient l'honneur de la réalisation complète de cette union. Après quatre mois de combats acharnés, Monk avait pacifié entièrement les Hautes-Terres, et la présence d'une armée de sept mille hommes, appuyée par une ligne de forteresses, suffit pour retenir les clans les plus turbulents dans l'obéissance.

Grâce à la modération et à la sagacité du général Deane, successeur de Monk, l'Écosse fut promptement réorganisée ; le système presbytérien continua à être la loi du pays ; on se contenta de supprimer l'Assemblée générale du clergé, mais on établit une liberté religieuse complète, et Deane osa même intervenir pour protéger les malheureux que le bigotisme écossais torturait et brûlait comme sorciers. Les fidèles royalistes reconnaissaient eux-mêmes l'esprit de justice de ce gouvernement et la merveilleuse discipline des troupes républicaines. « Nous avons toujours considéré ces huit années d'usurpation », disait plus tard Burnet, « comme une époque de paix et de grande prospérité. »

La pacification et l'union de l'Irlande avec l'île sœur allaient être bien autrement difficiles. C'est Ireton qui en avait continué la conquête, et, après sa mort, c'est au général Ludlow que revint le pesant honneur d'achever son œuvre. Celui-ci se montra aussi impitoyable que son prédécesseur : des milliers d'habitants périrent par la famine et par le fer, d'autres furent entassés dans des navires et envoyés à la Jamaïque et aux Indes occidentales pour y être vendus comme esclaves, et plus de quarante mille Irlandais allèrent chercher un refuge en Espagne et en France, où ils prirent du service. Henri Cromwell, le plus jeune et le plus capable des fils du Protecteur, s'appliqua à la colonisation, et son œuvre fut plus terrible encore que celle des chefs militaires. Il prit comme modèle la colonisation de l'Ulster, cette fatale mesure, vraie cause des massacres, qui avait à jamais détruit tout espoir d'union absolue entre l'Irlande et l'Angleterre, et rendu la guerre inévitable. Il divisa la nation irlandaise en catégories, selon leur prétendu degré de culpabilité ; tous ceux qui, après un procès régulier, étaient reconnus coupables d'avoir pris une part personnelle au massacre furent condamnés à la mort ou à l'exil. L'amnistie générale, accordée « à tous les gens du menu peuple », ne s'étendait pas aux propriétaires fonciers. Les catholiques hostiles au Parlement pendant la guerre civile tout en restant étrangers à la lutte, eurent un tiers de leurs domaines confisqué ; enfin, tous ceux qui avaient porté les armes étaient privés de la totalité de leurs biens et conduits dans le Connaught, où on leur tailla de nouvelles propriétés dans les terres des clans indigènes. Aucune nation moderne n'eut à subir d'aussi horribles traitements que l'Irlande pendant cette nouvelle colonisation du pays par les Anglais. Le souvenir de ces temps de massacres et de confiscations est le plus atroce de tous les affreux souvenirs qui ont créé un abîme entre l'Angleterre et l'Irlande ; le nom des puritains y est surtout détesté, et le nom de « Cromwell » est resté depuis lors, en Irlande, la plus sanglante injure que l'on puisse lancer à son ennemi. Quelque impitoyable que fût la politique du Protecteur, il réussit à atteindre le but qu'il poursuivait ; la nation irlandaise était écrasée et réduite à l'impuissance ; l'ordre et la paix se trouvèrent bientôt rétablis, et une colonie protestante très-considérable,

venue d'Écosse et d'Angleterre, rendit une prospérité nouvelle à la contrée dévastée. On accorda enfin à l'Irlande ce qu'on avait déjà fait pour l'Écosse, en attribuant trente siéges à ses députés dans le Parlement anglais.

L'Angleterre et le Protectorat. — En Angleterre, Cromwell traitait les royalistes comme d'irréconciliables ennemis ; mais pour tout le reste, il demeura fidèle à son projet de « pacifier et de guérir ». La série de réformes administratives préparées par la Convention avaient été réalisées en partie avant la réunion du Parlement de 1654 ; mais Cromwell redoubla d'énergie après sa dissolution. Une centaine de décrets montra quelle était l'activité du gouvernement : la police, les jeux publics, les routes, les finances, les prisons pour crimes et pour dettes, attirèrent tout d'abord l'attention de Cromwell. Une ordonnance de plus de cinquante articles réforma la Cour de chancellerie. Il mit fin à l'anarchie qui avait repris dans l'Église depuis la chute de l'épiscopat et l'échec du système presbytérien par une série de mesures de réorganisation très-sages et très-modérées. Les droits de patronage restèrent intacts, mais un *Conseil d'examen*, composé pour un quart de laïques, fut chargé de vérifier si les nouveaux candidats au saint ministère avaient les qualités requises ; on établit, dans chaque comté, un comité mi-ecclésiastique, mi-laïque, chargé d'exercer une sorte de surveillance sur les affaires de l'Église ; on l'autorisait même à destituer tout pasteur reconnu incapable ou indigne.

Les adversaires de Cromwell eux-mêmes reconnaissaient que la réforme avait les meilleurs résultats. « Le pays eut ainsi », nous dit Baxter, « des prédicateurs sérieux et capables de toutes les communions, qu'on acceptait pourvu qu'ils eussent une réelle piété ; comme les patrons pouvaient choisir à leur guise des presbytériens ou des indépendants, l'union religieuse des différentes communions protestantes se trouva conciliée avec la variété des opinions de la manière la plus pratique. » Il fut absolument interdit à l'Église, ainsi réorganisée, de faire la police de l'opinion religieuse. Cromwell resta fidèle, jusqu'au bout, à la grande cause de la liberté de conscience ; les quakers mêmes, rejetés par toutes les autres Églises comme anarchistes et blasphémateurs, trouvèrent protection et sympathie auprès de lui. Les Juifs, qui avaient été bannis d'Angleterre depuis Édouard I[er], présentèrent une pétition pour demander l'autorisation de rentrer. Malgré le refus de la commission de commerçants et de théologiens à laquelle il en référa pour la forme, Cromwell permit à un petit nombre de Juifs de s'établir à Londres et à Oxford ; et personne n'osa protester.

Cromwell et l'Europe. — Rien ne donne une idée plus juste et plus caractéristique à la fois de la grandeur et de l'étroitesse de l'esprit de

Cromwell que sa politique étrangère. Pendant que l'Angleterre était absorbée par la longue lutte si opiniâtre qu'elle avait engagée pour conquérir sa liberté, la face de l'Europe avait complétement changé. La guerre de Trente ans était terminée, grâce aux victoires de Gustave-Adolphe et des généraux suédois qui lui avaient succédé, grâce aussi à l'intervention de la France, guidée par l'habile politique de Richelieu. Dès lors, le protestantisme n'eut plus rien à craindre en Allemagne du bigotisme et de l'ambition de la Maison d'Autriche : le traité de Westphalie avait mis fin aux contestations entre les partisans de l'ancienne religion et ceux de la nouvelle. La vieille maison catholique de Charles-Quint, qui pendant si longtemps avait menacé la liberté européenne, était réduite à l'impuissance. La branche d'Autriche se voyait détournée de tout rêve d'agression dans l'Ouest par les Turcs, qui menaçaient la Hongrie et l'Autriche elle-même; l'Espagne, pour des raisons que nous n'avons pas à approfondir ici, tombait dans une décrépitude profonde; loin de pouvoir prétendre à dominer en Europe, elle allait bientôt être la proie de l'ambition de Louis XIV. C'était la France qui était devenue la puissance prépondérante dans la chrétienté, bien qu'elle fût loin d'être encore arrivée à l'omnipotence dont elle jouit un moment sous le grand Roi. Le rétablissement de l'ordre et de la paix, après les guerres de religion, dans toute l'étendue de son fertile territoire, permit à la nation française, si active et si intelligente, de se développer sous Henri IV, Richelieu et Mazarin, qui avaient concentré toute la richesse et toute l'énergie du pays dans les mains de l'État. Grâce à ces trois grands hommes d'État, elle n'avait plus qu'une ambition : agrandir son territoire de toutes les provinces impériales et espagnoles qui la séparaient encore des frontières des Pyrénées, des Alpes et du Rhin. Un homme d'État avisé aurait pu deviner dès lors que la France allait entreprendre une lutte nationale pour conquérir la suprématie en Europe, ambition qui ne devait être brisée que par le génie de Marlborough et les victoires de la Grande Alliance. Mais le point de vue politique de Cromwell dans les questions européennes était faussé par son esprit étroit et conservateur, et par son fanatisme religieux. Le monde avait complétement changé autour de lui sans qu'il parût s'en douter ; ses idées et ses espérances, au moment des triomphes de Mazarin, étaient encore celles qui faisaient battre le cœur des Anglais, dans sa jeunesse, au début de la guerre de Trente ans. L'Espagne était toujours pour lui la tête du parti papiste, soit en Angleterre, soit sur le continent : « Les papistes anglais », disait-il au Parlement de 1656, « ont toujours été considérés, depuis mon enfance, comme à moitié Espagnols ; ils ne comptent pas sur la France ou sur tout autre État catholique, mais sur l'Espagne seule. » La vieille haine de l'Angleterre contre l'Espagne, l'ancienne rancune des Anglais, humiliés du rôle honteux joué par leur pays dans la grande guerre d'Allemagne sous Jacques Ier et Charles Ier, étaient restées toujours vivantes au cœur de

Cromwell, qu'exaltait encore l'enthousiasme religieux éveillé en lui par les succès du puritanisme. « Le Seigneur lui-même », écrivait-il aux amiraux qui partaient pour les Indes occidentales, « combat tous vos ennemis, même cette Babylone romaine qui cherche en Espagne son appui ; aussi sommes-nous bien véritablement les soldats du Seigneur. » Cromwell rêvait de prendre, comme Gustave-Adolphe, le commandement d'une grande *Ligue protestante,* contre les agressions des puissances catholiques. « C'est sur vous », disait-il au Parlement de 1654, « que repose l'avenir de la chrétienté. Puisse cette pensée rester gravée dans vos cœurs et vous donner du zèle pour les intérêts qui vous sont confiés ! »

Il fallait avant tout pour cela unir les États protestants; aussi Cromwell s'efforça-t-il tout d'abord de mettre fin à la lutte ruineuse et toujours indécise contre la Hollande. Chaque nouvel engagement semblait en augmenter l'intensité; mais les espérances de la Hollande périrent avec l'amiral Tromp, qui reçut un coup mortel au moment où il forçait les lignes anglaises. Ruyter, son successeur, malgré toute son habileté et toute son énergie, ne réussit pas à relever la fortune chancelante de la Hollande. Elle ne dut son salut qu'à l'expulsion du Long Parlement (1653), qui persistait à demander l'union politique des deux États. Cromwell s'empressa de conclure la paix sur une simple promesse des Hollandais d'offrir de larges compensations aux négociants anglais pour leurs pertes pendant la guerre (1654).

La paix avec la Hollande fut suivie de traités semblables avec la Suède et le Danemark. Un ambassadeur suédois étant venu à Londres pour proposer une étroite alliance, Cromwell tenta de faire entrer la Hollande, le Brandebourg et le Danemark dans cette confédération des puissances protestantes. Son projet ne put aboutir; mais il ne se laissa pas décourager. Il était résolu à rallumer la lutte religieuse qui avait été close par le traité de Westphalie, et saisit le prétexte des différends qui s'étaient élevés entre le duc de Savoie et ses sujets protestants des vallées du Piémont pour mettre le feu aux poudres. L'horrible massacre des Vaudois par les troupes du duc avait soulevé dans toute l'Angleterre une vraie indignation, dont nous retrouvons l'écho dans le plus magnifique des sonnets de Milton. Tandis que le poëte appelait la vengeance de Dieu sur les meurtriers « des saints massacrés, dont les ossements gisaient dispersés sur les sommets glacés des Alpes », Cromwell se préparait à les venger sans attendre le secours d'en haut. Un envoyé anglais parut à la cour de Charles-Emmanuel, apportant un message hautain demandant bonne et prompte justice. Un refus aurait été suivi d'une guerre immédiate, car les cantons suisses protestants, gagnés à prix d'argent, avaient promis de fournir dix mille hommes pour envahir la Savoie, et l'attitude de Cromwell à l'égard de l'Espagne montra jusqu'où allait son désir d'exciter partout la guerre.

Il avait déjà demandé la liberté de commerce et de culte pour les marchands anglais dans l'Amérique du Sud ; une flotte fut directement envoyée à Saint-Domingue avec trois mille hommes de troupes (1655).

Pour commencer cette guerre universelle, Blake apparut dans la Méditerranée, bombardant Alger et détruisant la flottille de pirates qui s'était aventurée, sous Charles Ier, jusqu'aux côtes d'Angleterre. Le bruit du canon anglais devait, selon les puritains, être entendu jusqu'au château Saint-Ange, et Rome elle-même s'incliner devant Cromwell. Le Protecteur échoua partout dans ses vastes desseins. Le froid Italien qui gouvernait la France, le cardinal Mazarin, déjoua ses projets contre le Piémont en obligeant le duc de Savoie à accorder satisfaction aux demandes de l'Angleterre. Blake, qui s'était approché des côtes d'Espagne, ne put réussir à intercepter les galions revenant d'Amérique, et son expédition aux Indes occidentales échoua devant Saint-Domingue. La conquête de la Jamaïque, malgré sa réelle importance (car elle mettait fin au monopole de l'Espagne dans l'Amérique du Sud), semblait alors une pauvre compensation pour tant d'argent dépensé et tant de sang répandu. La guerre, provoquée par l'attaque de Saint-Domingue, vit la dernière et la plus éclatante victoire du premier des grands amiraux anglais. Blake trouva la flotte de la Plata protégée par les galions espagnols dans le port très-fortifié de Santa-Cruz (1657) ; il en força l'entrée, coula et brûla tous les vaisseaux, et réussit à faire sortir de nouveau son escadre, malgré une violente tempête. Sa mort, au moment où il arrivait à Plymouth, jeta un voile sur la joie de cette grande victoire.

Cromwell désirait triompher sur terre comme sur mer, et, pour cela, il se jeta aveuglément dans les bras de Mazarin, engagé de son côté dans une guerre avec l'Espagne qui devait se terminer plus tard par le traité des Pyrénées (1659). Le cardinal promit Dunkerque à Cromwell, qui ne voulait accorder son aide qu'à cette condition expresse, et un détachement de soldats puritains se joignit aux troupes françaises qui étaient entrées en Flandres sous les ordres de Turenne ; il se distingua par sa discipline et sa bravoure à la bataille des Dunes. Les villes flamandes se virent obligées d'ouvrir les portes aux Français, et Mazarin céda Dunkerque à Cromwell (1658).

Le Parlement de 1657. — Jamais l'Angleterre n'avait été plus grande à l'extérieur, malgré la fatale erreur où tomba son gouvernement en prêtant la main aux ambitieux desseins de la France. Mais les fautes de la politique étrangère de Cromwell sont peu de chose en comparaison de celles qu'il commit dans sa politique intérieure. Le gouvernement du Protecteur était devenu une véritable tyrannie. Cependant il ne pouvait se contenter du rôle de despote ; il était désireux de donner une base légale

à son gouvernement; aussi s'empressa-t-il de saisir le prétexte de la guerre pour convoquer un nouveau Parlement. Malheureusement, on n'avait plus, comme en 1654, la liberté des élections. Les soixante membres envoyés par l'Irlande et l'Écosse furent, pour ainsi dire, nommés par le gouvernement. Cromwell exerça une violente pression pour faire élire les membres du conseil; les catholiques et les royalistes, qui avaient combattu pour le Roi, furent de nouveau dépouillés du droit de vote, et l'on calcule qu'une moitié au moins des députés était liée au gouvernement par des questions de position et d'intérêt. Mais Cromwell trouvait ces garanties insuffisantes : il exigea de chaque membre un certificat du conseil pour être admis au Parlement ; un quart au moins des députés, c'est-à-dire une centaine (Haselrig en tête), furent exclus par ce moyen, pour cause de tiédeur religieuse et de manque de dévouement (septembre 1656).

En face de ces actes arbitraires et violents, la Chambre montra beaucoup de sagesse et de modération. Elle désavoua tout d'abord les bruits que l'on faisait courir sur ses projets d'opposition au gouvernement. L'un de ses premiers soins fut d'assurer la sécurité de la personne de Cromwell sans cesse menacée par de nouveaux complots ; elle le soutint dans sa politique belliqueuse et vota des subsides extraordinaires pour continuer la lutte. Ces mesures, qui témoignaient de tant de respect et de dévouement pour la personne du Protecteur, lui permirent de refuser sa sanction au système despotique qui avait placé, en fait, l'Angleterre sous la loi martiale. Dans son discours d'ouverture, Cromwell soutint hardiment le despotisme militaire des majors généraux. « Il a été plus efficace pour décourager le vice et établir la religion que tout ce qu'on a fait depuis cinquante ans. Je le maintiendrai », dit-il avec une singulière véhémence, « en dépit de l'envie et des calomnies des insensés ; je risquerai pour cela ma vie plus volontiers que pour quoi que ce soit de ce que j'ai entrepris; et si c'était encore à faire, je le recommencerais. » A peine avait-il présenté un bill au Parlement, approuvant la conduite des majors généraux, qu'une discussion s'engagea où se révélait le tempérament de la Chambre des communes. Elle était prête, disait-elle, à consentir au Protectorat, mais résolue à le façonner sur le modèle des gouvernements réguliers. C'était aussi le désir des partisans les plus sages de Cromwell : « Ce qui me fait craindre le vote de cette loi », écrivait l'un d'eux à Henri, fils du Protecteur, « c'est que le pouvoir de Son Altesse se trouvera établi plus sur la force matérielle que sur les bases légales que le Parlement serait prêt à lui donner s'il consentait à se rapprocher de lui. » Le bill fut rejeté, et Cromwell s'inclina devant la volonté de la nation en retirant aux majors leurs pouvoirs extraordinaires.

Cette défaite du despotisme militaire fut suivie d'une tentative beaucoup plus audacieuse pour rétablir un régime légal. Le Parlement offrit à Crom-

well le titre de roi; ce n'était ni flatterie vulgaire, ni respect exagéré de la tradition; l'expérience de ces dernières années avait appris à la nation la valeur des formes traditionnelles qui avaient permis le libre développement de ses libertés; le Roi était soumis à des précédents constitutionnels. La prérogative royale, faisait-on remarquer, est soumise aux cours de justice et à des limites définies, aussi bien que tout arpent de terre ou toute propriété. Un Protecteur, au contraire, était tout nouveau dans l'histoire d'Angleterre, et il n'existait aucun moyen légal pour limiter sa puissance : voilà pourquoi le Parlement insistait tant pour que Cromwell acceptât le titre et la position de roi. « C'était, disait Glynne, le seul pouvoir légal par nature, connu par la nation, fixe par lui-même, déterminé et réglé par la loi. » En réalité, sous ce nom de monarchie, il s'agissait de savoir qui l'emporterait du parti des officiers ou de celui des légistes de la Chambre des communes dans cette lutte pour le rétablissement de l'ordre légal et du gouvernement constitutionnel. La proposition fut votée à une immense majorité (1657); mais un mois se passa en consultations sans fin entre le Parlement et le Protecteur. Son bon sens, sa connaissance du sentiment national, son réel désir d'obtenir un arrangement qui garantirait la liberté politique et religieuse pour laquelle les puritains avaient tant combattu, se faisaient jour dans ces conférences, à travers les flots troubles de son éloquence. Cromwell se préoccupait surtout de l'armée. Pour lui, ses soldats n'étaient pas de vulgaires soudards, « c'étaient des hommes pieux, inaccessibles aux tentations de la chair et de l'esprit du monde, et se gardant purs de toute souillure », des hommes enfin « dont la voix lui semblait celle même de Dieu. Ils sont honnêtes et fidèles », alléguait-il, « sincèrement attachés aux grands principes du gouvernement. Bien qu'ils ne méritent pas d'être loués pour refuser de se soumettre aux décrets du Parlement, je crois devoir vous demander de ne pas leur imposer des choses trop difficiles à accepter, et je doute que Dieu bénisse des entreprises qui pourraient à bon droit les affliger ». L'armée dévoila bientôt ses sentiments; ses chefs, Lambert, Fleetwood et Desborough en tête, remirent leurs commandements entre les mains de Cromwell. Une pétition des officiers au Parlement demandait qu'on retirât la proposition du rétablissement de la monarchie « au nom de la vieille cause pour laquelle ils avaient versé leur sang ». Le Protecteur prévint aussitôt toute discussion sur ce sujet, qui eût amené une rupture entre l'armée et les Communes, en refusant la couronne. « Je ne peux pas », répondit-il, « prendre sur moi le fardeau du gouvernement avec ce titre de roi; c'est tout ce que je puis dire sur cette grande et importante question. »

Déçu dans ses espérances, le Parlement se décida avec une remarquable sagesse à changer de tactique pour arriver à ses fins; il avait joint à l'offre de la couronne la condition que le nouveau roi se soumettrait à la constitu-

tion, qui était une réédition un peu modifiée de l'*Instrument* adopté par la Chambre de 1654, et que Cromwell avait accepté avec empressement. « Ce décret du gouvernement », avouait-il, « protége les libertés du peuple de Dieu comme elles n'ont jamais été protégées auparavant. » Cette ordonnance prit force de loi, et l'on se contenta de substituer le titre de Protecteur à celui de roi. Cromwell fut solennellement investi par la Chambre de ses nouveaux pouvoirs; c'était de sa part un aveu implicite de son usurpation. Le président le revêtit, au nom de la Chambre des communes, du manteau d'État, plaça le sceptre dans ses mains et le ceignit de l'épée de justice. Par cette nouvelle constitution, Cromwell se trouvait autorisé à désigner lui-même son successeur; mais cette fonction de Protecteur devait être plus tard purement élective. En dehors de ces points particuliers, l'ancienne constitution fut entièrement rétablie. Le Parlement se composa de nouveau de deux Chambres; les soixante-dix membres de l'*autre Chambre* devaient être nommés par le Protecteur. Les Communes reprirent leur ancien droit de juger seules de la capacité et des titres des nouveaux élus; le Parlement établit aussi quelques restrictions au choix des membres du conseil, des fonctionnaires et des officiers de l'armée. On assigna une liste civile au Protecteur, et il fut décidé qu'on ne lèverait aucun impôt sans l'aveu du Parlement. La liberté religieuse se trouva dès lors assurée à toutes les sectes, sauf aux papistes, épiscopaux, sociniens, et à ceux qui niaient l'inspiration des Écritures; mais tout le monde était admis à jouir de la liberté de conscience.

La mort de Cromwell (3 septembre 1658). — Les membres exclus furent admis de nouveau au Parlement lorsqu'il se réunit après avoir été ajourné pendant six mois. L'imprudence commise par Cromwell, en donnant aux membres de l' « autre Chambre » le nom de *lords,* amena une violente querelle que Haselrig eut soin d'attiser par tous les moyens possibles. Tandis que les Chambres ne s'occupaient que de leurs disputes, la main de la mort s'abattit brusquement sur le Protecteur. Il était depuis longtemps fatigué de sa tâche : « Dieu m'est témoin », s'écria-t-il un jour, en plein Parlement, « que j'aurais mieux aimé vivre paisiblement à l'ombre de mes bois et garder mes moutons que de me charger de gouverner ce pays. » Maintenant, l'extrême faiblesse et la fiévreuse impatience que lui causait la maladie s'ajoutaient à la fatigue du pouvoir. Bien qu'il eût toujours montré de la vigueur et de l'énergie, sa santé était loin de répondre à sa volonté; accablé souvent par des fièvres intermittentes pendant ses campagnes d'Écosse et d'Irlande, il en avait souffert, l'année précédente, à plusieurs reprises : « J'ai quelques infirmités », disait-il dans son discours d'ouverture du Parlement. Son irritabilité maladive ne faisait que croître en présence du danger public; le subside n'avait pas été voté, et la paye de l'armée était très-arriérée. Ajoutez à cela les préoccupations que lui

donnaient une constitution nouvelle et le réveil des intrigues royalistes; son caractère s'aigrit de plus en plus. La continuation de la lutte parlementaire jeta Cromwell, nous dit un témoin oculaire, « dans une rage qui ressemblait presque à de la folie ». Il demande un jour brusquement son carrosse et se rend avec quelques gardes à Westminster, où, sans écouter les remontrances de Fleetwood, il fait comparaître les deux Chambres en sa présence. « Je dissous ce Parlement », dit-il en terminant, après leur avoir adressé des paroles pleines de colère et de reproches, « et que Dieu juge entre vous et moi. » (Février 1658.) C'était une grande faute, mais pour le moment tout se passa bien; l'armée était satisfaite du coup porté à ses adversaires, et le petit nombre de mécontents qu'elle comptait encore dans ses rangs disparurent après une nouvelle épuration. Les officiers triomphants jurèrent « de soutenir Son Altesse ou de succomber avec lui ». Le danger d'une insurrection royaliste s'était évanoui, les adresses de fidélité des provinces affluaient à Whitehall; enfin, à l'étranger, la victoire des Dunes et la cession de Dunkerque mettaient le sceau à la gloire de Cromwell. La fièvre continuait néanmoins son œuvre, et les regards même du Protecteur, nous dit le quaker Fox, qui le rencontra un jour se promenant à cheval dans le parc de Hampton Court, parlaient de mort. « Avant de m'être approché de lui », dit-il, « comme il était à cheval à la tête de ses gardes du corps, je vis et sentis comme un souffle de mort passer sur sa figure, et lorsque je fus près de lui, il me sembla voir un cadavre. »

Cromwell, au milieu de son triomphe, se sentait accablé à la pensée qu'après tout son œuvre n'était pas viable. Il n'avait pas désiré jouer au tyran et ne croyait pas à la durée d'un gouvernement absolu. A peine avait-il dissous le Parlement, qu'il songeait à en convoquer un nouveau et s'irritait de l'opposition que son conseil faisait à ce projet : « Il faut que je prenne moi-même une décision », disait-il d'un air sombre à son entourage. « Je ne peux pas me contenter de rester tranquille et me sentir responsable de la ruine de mon parti et de la nation elle-même. » Mais avant qu'il eût pu réaliser ses plans, les forces surmenées du Protecteur lui manquèrent tout à coup. Il vit clairement qu'après sa mort le pays allait être en proie à l'anarchie, et il se raccrochait à la vie. « Ne croyez pas que je sois sur le point de mourir », criait-il avec une fiévreuse énergie aux médecins qui étaient réunis autour de lui. « Ne dites pas que j'ai perdu la raison. Je vous dis la vérité; je le sais d'une autorité plus haute que Galien et Hippocrate. C'est la réponse de Dieu même à mes prières. » De tous côtés, on priait avec ardeur pour sa guérison, mais la mort approchait à grands pas. Cromwell sentit enfin que son heure était venue. « J'aurais bien voulu vivre encore », murmura-t-il en expirant, « pour servir Dieu et son peuple! Mais Dieu n'abandonnera pas les siens! » A ce moment suprême, une tempête qui arracha les toits des

maisons et brisa le faîte des arbres les plus élevés dans les forêts, sembla un digne avant-coureur de la fin de ce grand esprit. Trois jours plus tard, le 3 septembre, jour anniversaire de ses victoires de Worcester et de Dunbar, Cromwell exhala tranquillement son dernier soupir (septembre 1658).

La chute du puritanisme. — Sa puissance sur l'esprit des hommes, même après sa mort, était telle qu'à la stupéfaction des royalistes, dont les espérances se réveillaient, il suffit d'une simple parole vaguement prononcée par le Protecteur à son lit de mort, pour assurer à son fils aîné, Richard, la succession à ses titres et dignités. Beaucoup de gens qui avaient refusé de reconnaître l'autorité d'Olivier Cromwell se soumirent sans difficulté à celle du nouveau Protecteur. Baxter, le plus distingué des pasteurs presbytériens, en expliqua très-bien les motifs dans son adresse à Richard. « J'ai remarqué », dit-il, « que la nation se réjouit en général de vous voir prendre paisiblement la place de votre père; nombre de personnes pensent que vous avez été providentiellement tenu loin de nos dernières et sanglantes querelles, parce que Dieu veut vous charger de panser nos plaies et vous employer à construire le temple, dont il n'a pas été donné à David lui-même, malgré tout son désir, de poser la première pierre, à cause de ses nombreuses guerres et du sang qu'il a versé en abondance. »

Le nouveau Protecteur était un homme faible et sans valeur; mais la majorité de la nation était bien aise de n'être gouvernée ni par un soldat, ni par un puritain, ni par un novateur. Richard avait la réputation d'un incrédule, aux mœurs assez dissolues, et on le considérait comme étant monarchiste et conservateur au fond du cœur. L'esprit de réaction gagnait le conseil lui-même. Son premier acte fut de laisser de côté une des plus importantes réformes de Cromwell et de revenir à l'ancien système électoral pour la nomination du nouveau Parlement. La réaction se fit sentir plus encore après la réunion de la nouvelle Chambre des communes. Les républicains, dirigés par Vane et soutenus adroitement par les royalistes, attaquèrent avec violence le système de Cromwell. Sir Ashley Cooper se montra particulièrement agressif. Ce gentilhomme du Dorsetshire, qui avait changé plusieurs fois de parti pendant la guerre civile, avait abandonné le Roi pour le Parlement, puis était entré au conseil de Cromwell, dont il s'était retiré à la fin du Protectorat. Sa violente invective contre « Son Altesse de triste mémoire, qui avait privé les Anglais de la liberté, par fraude et par violence, pendant sa vie, et les avait voués à l'esclavage après sa mort », fut suivie d'une invective non moins virulente contre l'armée. « Ces soudards », s'écria Cooper, « n'ont pas seulement soumis les ennemis, mais les maîtres qui les avaient formés et protégés; ils n'ont pas conquis seulement l'Écosse et l'Irlande, mais aussi l'Angleterre rebelle, et

supprimé, sous le nom de *malignants,* les juges et les lois. » L'armée ne tarda pas à répondre. Le conseil des officiers demanda la nomination d'un militaire en qualité de général en chef à la place du nouveau Protecteur qui s'était arrogé le droit de commander l'armée. Les Communes ordonnèrent la destitution immédiate de tous les officiers qui refusaient de s'engager « à ne pas troubler ou interrompre les libres assemblées du Parlement », et Richard prononça la dissolution du conseil des officiers. Ils répondirent en demandant la dissolution du Parlement, demande à laquelle Richard fut obligé de céder (1659).

Le but avoué de l'armée était dès lors de s'assurer d'un gouvernement stable; aussi, après avoir déposé le nouveau Protecteur, dont la faiblesse devenait trop évidente, résolut-elle de rappeler le Parlement qu'elle avait chassé de Saint-Étienne, mais qui était resté le seul corps de l'État ayant conservé une autorité légitime. Parmi les cent soixante membres qui avaient continué à siéger après la mort du Roi, quatre-vingt-dix reprirent leur place à la Chambre des communes et s'emparèrent de la direction des affaires. Mais le souvenir de l'expulsion rendait toute confiance réciproque et toute réconciliation avec l'armée impossibles. Malgré les conseils de Vane, le Parlement voulut changer le mode d'élection des officiers; un soulèvement royaliste en Cheshire, sous la conduite de sir Georges Booth, rapprocha un instant les adversaires, mais la querelle se ranima immédiatement dès que le danger eut cessé.

Un nouvel espoir remplissait le cœur non-seulement de la nation lasse du régime militaire, mais encore de l'armée, invincible tant qu'elle était restée unie, mais où fermentaient déjà des germes de division. Les dispositions des troupes en Écosse et en Irlande encouragèrent Haselrig à demander la démission de Fleetwood et de Lambert; ils répondirent en chassant de nouveau le Parlement de Westminster et en marchant à la rencontre de Monk, qui était en Écosse et menaçait d'envahir le nord de l'Angleterre. Monk engagea aussitôt des négociations qui lui donnèrent le temps de convoquer un Parlement-Convention à Édimbourg, et de réunir de l'argent et des troupes fraîches. Il s'avança alors rapidement sur Coldstream, et tout le pays retentit du cri de : « Un Parlement libre, un Parlement libre! » cri bientôt répété, non-seulement par Fairfax et son armée qui parurent dans le Yorkshire, mais aussi par la flotte mouillée dans la Tamise et par la populace qui remplissait les rues de Londres. L'armée, profondément divisée, luttait pour s'opposer au torrent et rappelait les Communes. Monk, qui prodiguait à cette Chambre ses protestations de fidélité, tandis qu'il acceptait les pétitions pour un *Parlement libre,* entra à Londres sans la moindre opposition (1660).

Dès lors, la restauration des Stuart devint inévitable. L'armée, malgré son énergique résolution de soutenir la *Cause,* fut trompée par les assurances de fidélité de Monk et réduite à l'impuissance, grâce aux mesures

habiles du général, qui fit disperser les soldats dans tout le pays. A l'instigation d'Ashley Cooper, les survivants parmi les membres exclus des Communes par l'épuration Pride reprirent leurs siéges au Parlement, et firent voter la dissolution et l'élection d'une nouvelle Chambre. A peine ce Parlement-Convention, composé surtout de presbytériens, avait-il juré d'observer la Ligue et le *Covenant*, et ses principaux chefs commençaient-ils à s'entendre sur les conditions d'une restauration monarchique, qu'on découvrit la trahison de Monk. Ce général poursuivait des négociations avec la cour exilée. Il n'était plus possible d'imposer des conditions ; par la déclaration de Bréda, Charles II promettait un pardon général, la tolérance religieuse, et des satisfactions à l'armée; elle fut reçue avec un véritable enthousiasme par la nation entière, et l'ancienne constitution fut rétablie « par un vote de la Convention, suivant les vieilles lois fondamentales du royaume, c'est-à-dire un roi, une Chambre des lords et une Chambre des communes ». A peine ce vote avait-il eu lieu que Charles II débarqua à Douvres et se rendit à Whitehall, aux acclamations d'une foule immense. « C'est ma faute », disait en riant le nouveau Roi, non sans ironie, « si je ne suis pas revenu plus tôt; car je ne vois personne ici qui ne me dise avoir toujours soupiré après mon retour. » (Mai 1660.)

John Milton. — Le puritanisme était tombé, croyait-on, pour ne jamais se relever. En tant qu'expérience politique, il avait inspiré un dégoût et une lassitude universelle, et son système religieux avait produit dans la nation la plus violente révolte morale que l'Angleterre ait jamais ressentie. Mais le puritanisme était loin d'avoir disparu ; il ne fit que grandir au milieu des épreuves. Rien ne nous fait mieux comprendre son influence, depuis la chute de la République, que de penser aux deux grandes œuvres qui représentent depuis trois siècles l'esprit du puritanisme sous sa forme la plus haute et la plus noble : je veux parler du plus populaire des livres religieux, le *Voyage du pèlerin* (*Pilgrim's progress*), et du plus répandu des poëmes anglais, l'épopée du *Paradis perdu* (*Paradise lost*).

Milton avait eu à lutter pendant la guerre civile contre les presbytériens et les royalistes, au nom de la liberté civile et religieuse, de la liberté sociale et de la presse. Plus tard, il devint secrétaire latin du Protecteur, malgré sa cécité provoquée par des excès de travail. A la Restauration, il était, aux yeux des royalistes, le plus odieux de tous les survivants de la République, car il avait écrit la *Défense du peuple anglais*, pour justifier aux yeux de l'Europe l'exécution de Charles I[er]. Le Parlement donna l'ordre que ce livre fût brûlé par la main du bourreau, et Milton lui-même eut à subir quelques mois de prison, et se trouva, après avoir été relâché, exposé aux menaces de mort des Cavaliers fanatiques. A la ruine de sa cause s'ajoutèrent encore ses propres malheurs : la faillite du notaire

qui avait entre ses mains la majeure partie de sa fortune, et l'incendie de Londres qui le priva de presque tout ce qui lui restait. En avançant en âge, il se trouva réduit à une indigence relative, et se vit forcé de vendre sa bibliothèque pour subvenir à ses besoins.

Même parmi les sectaires qui partageaient ses opinions politiques, Milton se faisait remarquer par des idées religieuses tout à fait particulières ; il s'était peu à peu séparé de toute Église reconnue pour embrasser l'arianisme, et il avait cessé de suivre aucun culte. Son intérieur n'était pas heureux non plus ; la grâce et la charmante gaieté de sa jeunesse avaient disparu au milieu des pénibles labeurs d'une vie de maître d'école et des violences de la polémique. Il devint dur et exigeant en vieillissant ; ses filles, qui étaient obligées de lire à leur père aveugle dans des langues qu'elles ne pouvaient pas comprendre, se révoltaient contre cet esclavage. Mais la solitude et le malheur ne firent que mettre en relief la grandeur morale de Milton. Il était d'une simplicité vraiment digne de tout respect pendant les dernières années de sa vie. Chaque matin il écoutait la lecture d'un chapitre de la Bible en hébreu, et après quelques minutes de méditation silencieuse, il poursuivait son travail jusqu'au milieu du jour ; il passait alors une heure à la promenade, puis il jouait encore pendant une heure de la viole ou de l'orgue, pour reprendre ensuite ses études. La soirée se passait en causerie avec des visiteurs et des amis.

Malgré l'isolement et l'impopularité du vieux puritain, il avait pour lui un avantage qui faisait de Bunhill-Fields un lieu de pèlerinage pour les beaux esprits de la Restauration : il était le dernier des poëtes du temps d'Élisabeth. Il avait pu voir Shakespeare, pendant un des séjours que celui-ci fit à Londres, après s'être retiré à Stratford ; le grand dramaturge passait par Bread street pour aller à la Sirène, où il luttait d'esprit et d'humour avec les habitués. Il avait été le contemporain de Webster, de Massinger, de Herrick, de Crashaw ; son *Comus* et son *Arcadie* avaient rivalisé avec le *Berger amoureux* et les autres masques de Ben Jonson. C'est pourquoi Dryden regardait avec respect le poëte aveugle vêtu de noir, assis dans cette chambre tapissée d'une tenture verte tout usée, ses longs cheveux châtains encadrant comme autrefois une figure calme et sereine, encore belle malgré les années, aux joues délicatement colorées et aux yeux clairs qui paraissaient avoir conservé leur regard. Devenu célèbre depuis quinze ans, pour son malheur plus que pour son bonheur, par ses œuvres en prose, il ne s'était manifesté comme poëte, depuis le *Comus,* que par quelques rares sonnets. Ce fut dans sa vieillesse, accablé par les infirmités, en sentant la cause qu'il aimait foulée aux pieds par des hommes aussi vils que les monstres du *Comus,* que le génie de Milton se réfugia dans le grand poëme qui n'avait cessé de hanter son imagination pendant ces années de silence.

Le Paradis perdu (1667). — Au retour de ses voyages d'Italie, Milton parla de son dessein de « faire un ouvrage d'un genre nouveau. Il ne serait pas improvisé dans la fougue de la jeunesse ou les fumées du vin, comme ces vers qui coulent à flots de la plume d'un vulgaire poëte érotique ou d'un versificateur parasite en délire ; il ne serait point placé sous l'invocation de dame Mémoire et de ses filles les Sirènes. Il le composerait après avoir prié dévotement cet Esprit d'en haut, qui nous donne l'intelligence et la parole, et envoie un séraphin, avec le feu sacré de l'autel, toucher et purifier les lèvres de ceux qu'il choisit pour chanter ses louanges ». Milton fut un de ces poëtes privilégiés. Sept ans après la Restauration parut le *Paradis perdu* (1667); quatre ans plus tard (1671), le *Paradis reconquis* et la tragédie de *Samson* (*Samson Agonistes*), dont la sévère grandeur de style nous rappelle le poëte lui-même tombé comme Samson « dans des temps mauvais, au milieu d'hommes méchants et corrompus, plongé dans les ténèbres et entouré de dangers ».

Malgré la beauté de ces deux dernières œuvres, elles furent éclipsées par le *Paradis perdu.* Le génie de Milton s'y révèle tout entier. On y trouve la force d'invention, l'éblouissante fantaisie, la hardiesse d'inspiration des poëtes du temps d'Élisabeth, unies à cette perfection de forme dont il avait trouvé le modèle dans les littératures de la Grèce et de Rome; on y trouve aussi la sublimité de conception, l'élévation de style qu'il devait à ce magnifique récit biblique « de la première désobéissance de l'homme qui a mangé le fruit de l'arbre défendu, dont la saveur mortelle a fait régner la mort et le péché dans le monde ». C'est seulement en songeant aux multiples éléments dont ce poëme est formé, que nous réalisons la puissance du génie qui les a fondus pour en faire un tout parfait ; aussi est-ce à peine si nous reconnaissons les lignes un peu vagues de la légende hébraïque au milieu des vers splendides et harmonieux de Milton ; le rigide idéalisme de Genève s'y trouve revêtu de toutes les magnificences du style de la Renaissance. S'il y manque l'aimable fantaisie de Spenser et quelque chose de cette ivresse charmante d'imagination qui entraînait les premiers auteurs dramatiques de la Renaissance, et qui rend leurs conceptions si vivantes, nous admirons à la place le plus beau modèle de perfection classique offert par la littérature anglaise.

Mais nous n'avons pas ici à nous occuper de la valeur littéraire du *Paradis perdu.* Il a une grande importance historique; c'est l'épopée du puritanisme, dont le sujet consiste dans ce problème du péché et de la rédemption, de la lutte entre le bien et le mal, sur lequel les puritains méditaient dans les sombres heures de tristesse. La prodigieuse puissance de concentration morale des puritains avait déjà transformé en personnages réels les abstractions spirituelles avant que Milton leur eût donné la vie dans ses personnages du *Péché* et de la *Mort.* C'était aussi une tendance puri-

taine de personnifier toutes les différentes formes du mal en un seul « être », un corps de péché ; la haine intense du péché en exagérait la puissance et la grandeur ; c'est à ces sentiments que nous devons le *Satan* de Milton. La grandeur de l'idéal des puritains pendant cette longue lutte pour le bien et la justice, si souvent incertaine, la noblesse de caractère qu'ils montrèrent dans cette lutte, la puissance des passions bonnes ou mauvaises mises en jeu, les discussions, les batailles et les complots au milieu desquels avaient vécu les Anglais pendant une vingtaine d'années, l'éloquence entraînante et les ambitions démesurées que la guerre avait développées, tout cela laissa son empreinte sur le *Paradis perdu*. On retrouve ce que le puritanisme a de meilleur et de plus élevé dans ce poëme si beau et si noble, d'une inspiration à la fois si pure et si grandiose, où a été réalisée d'une manière si parfaite une si magnifique conception. Dans ses élans les plus hardis, Milton est calme et maître de lui-même ; sa touche est d'une parfaite justesse; qu'il passe du ciel à l'enfer, qu'il nous parle de la salle où Satan tient conseil ou de la tendre entrevue d'Adam et d'Ève, son style est d'une fermeté et d'une égalité merveilleuses.

A côté de ces beautés supérieures qu'il doit à l'influence puritaine, l'esprit de secte y a aussi laissé ses traces. Nous y remarquons une absence presque pénible de cette sympathie délicate et subtile, de cette humanité large et généreuse, de ce sentiment du mystère spirituel, de ces doutes obstinés sur les choses invisibles qui font la grandeur d'un Shakespeare. Milton, qui a choisi pour sujets les plus effrayants mystères qui aient jamais tenté le cerveau d'un poëte, ne se sent jamais troublé. En vain cherchons-nous ce fond ténébreux du vaste inconnu que l'on sent derrière les personnages d'Eschyle ; la désobéissance de l'homme et le plan de la rédemption dans l'histoire de l'humanité y sont exposés aussi clairement que dans un discours puritain. Dieu le Père n'est plus, comme le fait remarquer ironiquement Pope, « qu'un théologien de collége ». Milton, qui, dans ses premiers poëmes, avait arrangé et embelli la nature, invente un ciel et un enfer à sa fantaisie dans le *Paradis perdu*. Ses grandes figures d'ange ou d'archange, Satan et Bélial, sont colossales, mais très-nettes; il n'y a rien là de la large communion avec l'humanité qui fait le charme de Chaucer et de Shakespeare. Au contraire, nulle part l'individualité puritaine n'est aussi absorbante que chez Milton ; il laisse son empreinte sur toutes ses créations ; nous entendons sa voix dans chaque vers de son poëme. La froide et sévère conception de la vertu morale qui règne dans tout l'œuvre, la manière purement intellectuelle dont le poëte décrit la beauté (car la beauté d'Ève est une beauté qu'aucun mortel ne peut aimer) appartiennent en propre à Milton. Ses personnages ont le stoïcisme concentré et la dignité du vieux puritain; Adam ne jette pas un seul cri d'angoisse lorsqu'il est chassé du paradis, Satan souffre en

s'enveloppant d'un silence dédaigneux. C'est à cet excès de concentration que nous devons cet étrange manque d' « humour » qui caractérise les puritains en général, et qui a empêché Milton de corriger les touches un peu grotesques qui détonnent au milieu de la sublimité du poëme. C'est aussi à son puritanisme qu'il faut attribuer l'absence chez lui de tout génie dramatique. Jamais poëte ne se montra plus dépourvu du don de créer des caractères, de faire parler et agir chaque personnage d'une manière variée et logique, de s'oublier soi-même pour ne penser qu'à ses créations.

Le licenciement de l'armée (1668). — Le poëme de Milton était l'épopée d'une cause perdue. Le titre seul du *Paradis perdu* disait ses espérances perdues, ce rêve du royaume des saints qui s'était évanoui en fumée. Le paradis fut perdu une seconde fois lorsque la nouvelle armée, qui incarnait le courage et les espérances des puritains, mit bas les armes. Pendant sa marche triomphale sur Londres, Charles II passa les soldats en revue à Blackheath. Trahis par leur général Monk, abandonnés par leurs chefs, entourés par la nation en armes, les anciens compagnons de Cromwell gardèrent un sombre silence qui effraya le Roi lui-même, malgré sa frivolité. Mais aucune des victoires de l'armée ne fut plus glorieuse que celle qu'elle remporta sur elle-même. Tranquillement, sans lutte, ces hommes s'inclinèrent devant l'insondable volonté de Dieu; ces fermiers et ces commerçants qui avaient taillé en pièces la cavalerie de Rupert à Nasaby, dispersé à Worcester l'armée « des étrangers », qui avaient réduit à une fuite désespérée ce souverain « revenant maintenant jouir en paix de ses biens »; ces soldats qui avaient renouvelé au delà des mers les triomphes de Crécy et d'Azincourt, qui avaient soumis le Parlement, conduit un roi au tribunal, puis à l'échafaud, donné des lois à l'Angleterre et terrifié Cromwell lui-même, redevinrent fermiers et commerçants, et ne se distinguèrent désormais de leurs confrères que par leur sobriété et leur activité. Le puritanisme désarma en même temps qu'eux; les sectaires renoncèrent à bâtir par force et violence le royaume de Dieu; ils se contentèrent d'une œuvre meilleure : l'établissement d'un royaume de justice dans le cœur et la conscience des hommes. C'est à cette heure de la défaite que commence leur véritable triomphe. Après les orgies de la Restauration, on découvrit que rien de ce qui était digne de subsister dans l'ouvrage du puritanisme n'était détruit. Les scandales de Whitehall, le scepticisme et la débauche des courtisans, la corruption des hommes d'État, n'empêchèrent pas la masse de la nation de rester, grâce à l'influence puritaine, honnête, sérieuse, sobre dans sa vie et sa conduite, et inébranlable dans son amour du protestantisme et de la liberté. Dans la révolution de 1688, le puritanisme accomplit l'œuvre de liberté politique qui avait échoué en 1642. Avec Wesley et le réveil du dix-huitième siècle, il

réalise la réforme religieuse que ses premières tentatives avaient retardée d'une centaine d'années. Peu à peu, il introduit le sérieux et la décence dans la société, la littérature et la politique de l'Angleterre. Toute l'histoire du développement de l'esprit anglais depuis la Restauration, au point de vue moral et spirituel, se confond avec l'histoire du puritanisme.

LIVRE IX

L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER[1]

L'Angleterre moderne. — Aucun événement n'a produit sur le caractère du peuple anglais un changement plus profond et plus durable que l'entrée de Charles II à Whitehall. C'est le point de départ de l'Angleterre moderne. Il sembla tout à coup que la Réforme, les traditions despotiques de la nouvelle monarchie, le régime féodal du moyen âge, les coutumes et les traditions plus anciennes, en un mot, tout ce qui avait été jusqu'alors l'histoire même du peuple anglais, s'effaçaient de sa mémoire comme par enchantement. C'est à cette époque que l'on voit par contre se dessiner les grands courants d'idées et d'activité qui, depuis lors, ont toujours pris plus de force et d'étendue. L'Angleterre de la Restauration est l'Angleterre moderne. C'est cette Angleterre qui puise sa force dans la science et l'industrie, dans l'amour de la liberté et le respect de la loi; cette Angleterre qui tend constamment à ramener à des principes rationnels toutes les coutumes, toutes les traditions, religieuses, intellectuelles et politiques.

Il y a comme un abîme entre la pensée moderne et les idées des

[1] Sources : Voir pour la révolution sociale les *Mémoires* de Pepys et d'Evelyn, les œuvres dramatiques de Wycherley et d'Etherege, et l'essai de Macaulay sur le *Théâtre de la Restauration*. Sur lord Bacon, lire la biographie et la correspondance qui accompagnent ses OEuvres dans l'édition de M. Spedding, dont le tableau apologétique fait un si étrange contraste avec le verdict de lord Macaulay dans son *Essai sur lord Bacon*, et le jugement plus modéré de M. Gardiner (*History of England*, surtout le tome IV). M. Lewes a parfaitement marqué dans son *Histoire de la philosophie* le rang qu'occupe Bacon dans le mouvement scientifique de son temps. La biographie de Bacon en français par Ch. de Rémusat, et celle en allemand par K. Fischer, sont des travaux utiles à consulter au point de vue philosophique. Consulter aussi sur les origines du mouvement scientifique en Angleterre : Hallam, *Literary History*, t. IV; les *Histoires de la Société royale*, par Wade et par Thompson, et la biographie de Newton, par sir D. Brewster. On doit à sir W. Molesworth une édition des *OEuvres* de Hobbes.

hommes d'avant la Restauration. Imaginez un politicien de nos jours causant avec lord Burleigh et Olivier Cromwell : il ne trouverait guère de points de contact avec ses interlocuteurs ni sur les questions politiques, ni sur les questions économiques et sociales ; leur conception du gouvernement serait aussi différente que leur conception du bien public et des devoirs envers le pays. Il n'en serait pas de même avec les Anglais de la Restauration et des générations suivantes ; quelques différences qu'il puisse y avoir d'un siècle à l'autre dans les conclusions pratiques que l'on peut tirer des mêmes questions, tous s'accordent sur les principes de la vie politique, sociale, intellectuelle et religieuse. Paley comprendrait sans peine Tillotson ; Newton et sir Humphrey Davy s'entendraient à merveille ; et je ne vois pas ce qui aurait pu empêcher Locke et Jérémie Bentham de discuter en toute liberté sur le gouvernement et la législation de l'Angleterre.

L'idéal puritain. — La différence entre la vieille Angleterre et l'Angleterre moderne est si frappante qu'on est tenté de croire le changement plus subit qu'il ne l'a été en réalité ; l'aspect extérieur de la société au temps de Charles II contribua à faire naître cette illusion. Le but des puritains avait été d'établir « le royaume visible de Dieu sur terre » ; mais ils s'y étaient pris par la violence en renversant le système politique des Stuart et des Tudor. Depuis Henri VIII jusqu'à Charles Ier, on avait, en principe, considéré l'Église comme un simple agent du pouvoir chargé de mettre son influence morale et religieuse au service des vues politiques et sociales du souverain ; tandis que sous la République, au contraire, l'État était un instrument aux mains de l'Église, et devait mettre son autorité politique et sociale au service des vérités morales et religieuses. D'après la théorie puritaine, les Anglais étaient le peuple de Dieu, l'exécuteur de sa volonté, consacré à lui par une alliance solennelle. Pour remplir une telle mission, il fallait que les gouvernants, aussi bien que les gouvernés, fussent des hommes pieux. La piété devenait une qualité essentielle pour occuper un emploi public. L'armée de Cromwell, réorganisée par lui, était entièrement composée de « saints ». Le Parlement résolut de ne se servir que de personnes « dont la Chambre des communes avait constaté la piété ». L'alliance de la nation avec Dieu l'obligeait à imposer l'obéissance aux lois divines, plus strictement encore que l'obéissance aux lois humaines. La Bible se trouvait toujours sur la table de la Chambre des communes, et ses préceptes contre les jurements, l'ivrognerie, la fornication, furent transformés en lois expresses. On considérait l'adultère comme un acte de félonie pour lequel il n'y avait pas de pardon possible ; on ordonna même de brûler tous les tableaux qui choquaient la pudeur puritaine, et les statues, sous prétexte de décence, furent impitoyablement mutilées.

Cette tyrannie s'étendit de la vie publique aux moindres actes de la vie privée. Le Covenant ne liait pas seulement la nation, mais chaque citoyen individuellement, à un Dieu jaloux de toute superstition qui le privait du culte auquel il avait seul droit, jaloux aussi des amusements et des plaisirs qui détournaient un moment les hommes de son service. L'absence d'esprit poétique et d'imagination qui caractérisait les puritains, leur faisait condamner, au nom de la religion, un grand nombre de coutumes et d'usages anglais : c'était superstition, d'après eux, de fêter Noël, d'orner à cette occasion les demeures de houx et de lierre ; c'était superstition de danser autour du mai ; c'était un pur papisme de manger des *mince pies*. Tous les jeux bruyants, la gaieté et les ébattements de la « joyeuse Angleterre », semblaient déplacés dans un pays appelé à une aussi sainte mission. Les combats de dogues, d'ours et de coqs, les courses de chevaux, les bombances villageoises et les danses sur la pelouse étaient interdits avec la même impitoyable sévérité. La longue lutte entre les puritains et les auteurs dramatiques se termina par la clôture définitive des théâtres.

La réaction royaliste. — A peine Charles II était-il entré à Whitehall, qu'une violente réaction changeait en peu de temps la physionomie de la société anglaise. Une explosion de haine populaire emporta le puritanisme, ses vertus et sa noblesse, aussi bien que ses mesquineries et sa tyrannie. La religion, qui avait servi d'instrument au despotisme politique et social d'une secte de fanatiques, disparut avec elle. Être taxé de piété devint une injure ; la simplicité dans les manières, le langage et l'habillement, était tournée en ridicule comme un signe détestable de puritanisme. Butler, dans son *Hudibras,* prodigue l'insulte au passé avec plus de gaieté forcée et de pédantisme que d'esprit, et dut son succès bien moins à son talent qu'aux passions populaires. L'archevêque Sheldon assistait dans le hall de Lambeth au soi-disant sermon d'un cavalier qui parodiait la phraséologie et le nasillement des prédicateurs puritains. Le duel et le libertinage devenaient la marque distinctive du vrai gentilhomme, et l'on voyait de graves théologiens fermer les yeux sur les folies « de ces braves garçons » qui s'écharpaient, jouaient, juraient, buvaient, et allaient le plus souvent finir dans le ruisseau une journée passée dans les orgies. La vie d'un homme à la mode se partageait entre les plaisirs les plus frivoles et les débauches les plus effrénées ; une comédie du temps nous dit : « qu'un homme de cour doit savoir s'habiller avec goût, danser avec grâce, faire les armes selon les règles de l'art, tourner agréablement les lettres d'amour, posséder une jolie voix, être galant et discret... sans trop de constance. » A ces grâces mondaines, les libertins de la Restauration ajoutaient une grossièreté et une effronterie qui passaient toute imagination. Lord Rochester était un poëte à la mode sous Charles II, et il a écrit certaines pièces de vers dont les titres mêmes ne peuvent être cités. Sir

Charles Sedley, bel esprit très-goûté dans la haute société, se permettait parfois des propos d'une grossièreté si révoltante que les portefaix de Covent Garden eux-mêmes lancèrent un jour des pierres contre le balcon du haut duquel il osait les haranguer. Mais le prince des débauchés était, sans contredit, le duc de Buckingham, qui décida lady Shrewsbury à se donner à lui en tuant son mari dans un duel, tandis que la comtesse, déguisée en page, assistait au meurtre en tenant par la bride le cheval de son séducteur.

Le théâtre était alors le fidèle miroir de la licence des mœurs. La comédie anglaise ne sut prendre à la comédie française ni sa poésie, ni sa délicatesse, ni son bon goût ; elle ne sut qu'en imiter les plus basses productions ; on n'y trouve que séductions, intrigues brutales, débauches infâmes, exposées dans une langue d'un cynisme voulu, propre à faire reculer les moins délicats. Wycherley, le premier auteur comique de ce temps, est le plus brutal des écrivains qui travaillèrent pour le théâtre, et il faut que le niveau moral fût tombé bien bas pour qu'on ait pu trouver des acteurs pour jouer, et des spectateurs pour applaudir ses pièces. Wycherley est un de ces hommes qui ont servi de modèles à Milton pour son Bélial, « cet esprit, le plus impudique qui soit tombé des cieux, corrompu au point d'aimer le vice pour lui-même ». Il se piquait de franchise et de « rondeur », et prétend peindre le monde comme il le voit, et c'est un monde de querelles, de défis et d'orgies à Vauxhall, de batailles avec le guet, de mensonges et de mots à double sens, un monde de chenapans et de dupes où les pères vendent leurs filles et où les femmes trompent leurs maris. Wycherley, d'ailleurs, n'était pas plus cynique que ses contemporains, et, en fait de corruption, de dédain et de scepticisme pour tout ce qui est honnête, juste et élevé, Charles II n'avait rien à envier à aucun de ses sujets.

Symptômes antérieurs de la réaction. — Néanmoins il est facile de s'exagérer l'étendue de cette réaction. Autant que nous pouvons en juger par les Mémoires du temps, elle se montra particulièrement violente dans la capitale et à la cour. La masse du peuple anglais était heureuse de ravoir ses arbres de mai et ses *mince pies;* mais une grande partie de la nation restait fidèle aux croyances et aux mœurs des puritains, tout en rejetant plusieurs de leurs singularités. La révolution dans les idées fut loin d'être aussi soudaine qu'elle nous paraît à distance. En admettant même que les puritains eussent conservé le pouvoir, leur influence sociale n'aurait pas tardé à disparaître ; car la jeune génération, élevée au milieu des horreurs de la guerre civile, ne savait rien de cette période de tyrannie qui avait exalté le fanatisme religieux de leurs pères ; aussi, grâce à l'anarchie religieuse et sociale, et à l'atmosphère de controverses et de discussions où ils vivaient, ils avaient pris des habitudes de scepticisme, de doute et

de libre recherche. L'enthousiasme religieux qui avait brisé le joug de la tyrannie ecclésiastique se perdit par ses propres extravagances, et les jeunes gens se détournèrent avec dégoût du puritanisme pour essayer de fonder le gouvernement et la foi sur des bases rationnelles, plus sûres et plus solides que l'enthousiasme de leurs pères.

On peut observer les progrès rapides de cette tendance dans les familles des chefs puritains. Aucun des fils de Cromwell n'avait de prétentions à la piété, et le Protecteur lui-même sentit amèrement, dans ses dernières années, à quel point les puritains avaient manqué leur but. La noblesse provinciale, effrayée par leur despotisme et plus encore par les apparences d'une liberté religieuse à laquelle elle n'était pas préparée, s'éloignait chaque jour du puritanisme et se sentait de nouveau attirée vers l'ancienne Église qu'elle avait combattue autrefois. L'opposition de la nation presque tout entière devenait de plus en plus menaçante, et la tentative de faire servir la force au triomphe de la religion avait échoué comme échouent toutes les tentatives du même genre. Le puritanisme s'effondra devant l'indifférence et l'hostilité du grand nombre, de tous ceux qui, bien que n'étant ni libertins ni fanatiques, restaient attachés aux vieilles traditions d'ordre social, et dont le bon sens se révoltait à la fin contre la conception fausse de la vie préconisée par les puritains et contre leurs tentatives pour l'imposer légalement à la nation. La corruption des puritains eux-mêmes lui porta le dernier coup. Comment distinguer entre les saints et les hypocrites, du moment que la piété offrait tant d'avantages? Ashley Cooper, débauché et sceptique, était au nombre « des cornemuses les plus criardes de cette troupe glapissante ». Même chez les puritains sincères on rencontrait à l'heure de la prospérité un orgueil, une frivolité, une dureté qu'ils avaient dû dissimuler au temps de la persécution.

Le ton des derniers discours de Cromwell montre qu'il sentait le sol se dérober sous lui; il a renoncé à son rêve de faire une Angleterre puritaine, une nation devenant tout entière le *peuple de Dieu*. Il revient aux conceptions de sa jeunesse; les saints ne sont plus qu'une élite, une exception au milieu de la nation. Mais il ne pouvait guère soupçonner le caractère des influences qui l'avaient empêché d'atteindre à son but et qui contribuaient peu à peu, sous ses yeux, à la formation de cette nouvelle Angleterre dont il se détournait avec horreur. Avant même le commencement de la guerre civile, un petit groupe d'esprits très-larges en matière théologique s'était réuni à Great Tew autour de lord Falkland; Hobbes publia son premier livre sur le gouvernement l'année même où Charles Ier dressait son étendard à Nottingham; et les derniers royalistes venaient de mettre bas les armes, lorsqu'un petit cercle de savants, connu plus tard sous le nom de *Société royale*, se groupa autour de Wilkins, à Oxford. C'est chez ces savants et ces observateurs que nous surprenons le secret de la génération suivante. L'Angleterre, abandonnant les problèmes reli-

gieux qu'elle avait creusés si vainement pendant tant d'années, se tourna vers le monde visible, s'occupa de l'observation des phénomènes physiques et des lois qui les gouvernent. On renonça à s'occuper exclusivement d'objets inaccessibles à l'esprit humain, et l'on se passionna pour l'étude des sciences et pour les nouvelles méthodes d'observation, de comparaison et d'expérimentation. En religion, en politique, dans l'étude de l'homme et de la nature, les mots d'ordre de l'avenir devaient être la raison et non la foi, le libre examen et non la tradition; on ne se sentait plus accablé par le poids du passé, et la nouvelle Angleterre entendit enfin et comprit l'appel de François Bacon.

Lord Bacon (1561-1626). — Si dans notre esquisse de la littérature sous Élisabeth nous n'avons pas nommé lord Bacon, c'est que son influence scientifique ne se fit sentir que sous la Restauration : « Je confie », disait-il à la fin de sa vie, « ma renommée et ma mémoire à l'indulgence des hommes, aux nations étrangères et à la génération future. » Si l'on rendit immédiatement hommage à sa sagesse et à sa haute intelligence, ce fut la génération nouvelle, en effet, qui comprit seule la méthode scientifique de Bacon ; les contemporains ne connurent que les côtés les moins élevés et les moins féconds de son génie. Né au commencement du règne d'Élisabeth (1561), trois ans avant Shakespeare, il était le plus jeune fils du lord garde du sceau privé et le neveu de lord Burleigh ; il sut s'attirer, dès sa première jeunesse, les bonnes grâces de la Reine, par son intelligence et sa vivacité. Élisabeth « aimait beaucoup à causer avec lui et à l'embarrasser par ses questions, auxquelles il répondait avec une gravité et une maturité tellement au-dessus de son âge, que Sa Majesté l'appelait souvent *le petit garde des sceaux* ». Ces précoces espérances de succès à la cour s'évanouirent bientôt. Orphelin de bonne heure et sans fortune, il se heurta contre le mauvais vouloir des deux Cecil, qui l'empêchèrent de s'insinuer dans la faveur de la Reine. Il entra à Gray's Inn, peu d'années avant l'arrivée de Shakespeare à Londres, et devint bientôt l'un des avocats les plus renommés de son temps.

Entré à vingt-trois ans membre de la Chambre des communes, son éloquence et sa haute raison le mirent bientôt au premier rang. Ben Jonson nous dit « que ses auditeurs n'avaient qu'une crainte en l'écoutant, c'est qu'il n'achevât trop tôt son discours ». Sa réputation s'accrut encore par la publication des *Essais* (1597), ouvrage remarquable, non-seulement par la force de la pensée, unie à une précision et à un charme de style bien rares, mais aussi par la puissance avec laquelle Bacon applique à la vie humaine cette méthode d'analyse expérimentale dont il devait faire plus tard la clef des sciences. Sa réputation commençait déjà à se répandre à l'étranger aussi bien qu'en Angleterre, mais Bacon ne se contentait pas de cette pure gloire. Conscient de sa propre valeur et persuadé de l'excel-

lence du but qu'il poursuivait dans l'intérêt de la nation, il vivait à une époque où aucun progrès ne pouvait être réalisé sans l'appui de la couronne. Or, il semblait plus éloigné que jamais d'arriver à une situation politique importante. Ayant irrité Élisabeth, dès son entrée à la Chambre, en s'opposant à une de ses demandes de subsides, il se vit refuser, à plusieurs reprises, divers emplois judiciaires, bien qu'il eût essayé de racheter son offense par de plates et prolixes excuses, et en cessant toute opposition à la politique de la cour. Ce n'est qu'après la publication des *Essais* qu'il put obtenir les modestes fonctions de conseiller de la Reine. La faiblesse morale dont il fit preuve alors explique et excuse la répugnance de la Reine (répugnance qui contraste étrangement avec sa tactique ordinaire) à appeler dans son conseil des ministres l'homme le plus sage du royaume. Les ministres d'Élisabeth avaient été, en général, animés d'un tel amour du bien public, d'un si ardent patriotisme et d'un si profond sentiment religieux, que l'on excuse ce qui nous paraît un peu excessif dans leur vénération pour la Reine; bien que défenseurs jaloux des prérogatives de la couronne, ils se montraient en toutes occasions observateurs scrupuleux de la loi. Tout séparait Bacon d'hommes comme ceux-là, aussi bien la grandeur et l'originalité de son esprit que son absence de sens moral; en politique comme en science, il avait peu de respect pour le passé; les lois, les garanties constitutionnelles, la religion même, n'étaient à ses yeux que des moyens pour accomplir des choses utiles, et s'il se trouvait par hasard un plus court chemin pour arriver au but, il y avait quelque pédantisme, selon lui, à s'en tenir à la tradition. Ses plans de réforme sociale et religieuse ne manquaient pas de grandeur : il voulait retoucher et codifier les lois, civiliser l'Irlande, purifier l'Église; un peu plus tard, il rêvait l'union de l'Écosse et de l'Angleterre, des perfectionnements dans les systèmes d'éducation, certaines réformes sociales, pour lesquelles, il fallait, selon lui, se servir de l'autorité de la couronne. Cette conception particulière du pouvoir royal, qui eut tant de charme pour Jacques Ier, séduisait fort peu Élisabeth; elle ne montrait que de la répulsion pour la servilité avec laquelle Bacon travaillait à son avancement. Le comte d'Essex, en partie par hostilité contre les Cecil, et en partie aussi par estime pour les talents de Bacon, le soutenait et défendait ses prétentions auprès de la Reine; il adoucissait l'échec de ses espérances par le don généreux d'un domaine valant près de douze mille livres sterling actuelles (300,000 francs). Bacon, en ami sincère, fit tous ses efforts pour le dissuader de s'engager dans cette voie d'opposition qui devait le conduire à l'échafaud; mais plus tard il oublia tout ce qu'il lui devait, lorsqu'il parut en qualité de conseiller de la Reine pour soutenir l'acte d'accusation dans le procès du comte; il sut même, par son habileté et la véhémence de son attaque, aggraver les charges qui pesaient contre Essex, et ne rougit pas d'accepter

une gratification de la cour, en récompense de la publication d'une relation inexacte des « intrigues et trahisons » de son ami.

Élisabeth conserva cependant son attitude froide et réservée ; et ce ne fut qu'à l'avénement de Jacques Ier que les rayons de la faveur royale tombèrent enfin sur lui. Il devint successivement avoué, puis procureur général ; l'année de la mort de Shakespeare le vit entrer au conseil privé. Enfin, la prédiction d'Élisabeth se trouva vérifiée : il fut nommé lord garde des sceaux (1617). Il se trouvait arrivé au faîte de son ambition. S'étant attaché à la fortune naissante de Buckingham, il obtint, grâce à la faveur du nouveau ministre, le poste de lord chancelier. Il devint pair d'Angleterre et baron Verulam, plus tard vicomte de Saint-Alban ; mais il ne put mettre à exécution les beaux rêves pour lesquels il avait recherché ces honneurs. Ses projets restaient toujours à l'état de projets, et Bacon, pour ne pas perdre sa position, se laissait aller à toutes sortes de complaisances honteuses, et favorisait les pires fantaisies de Buckingham et de son royal maître. Les années qu'il passa à la chancellerie comptent parmi les plus mauvaises de ce misérable règne : elles virent l'exécution de W. Raleigh, la perte du Palatinat, les extorsions de dons gratuits, la multiplication des monopoles, la toute-puissance de Buckingham. C'est tout au plus si Bacon protesta contre les actes les plus insensés et les plus coupables ; il prit une part active à quelques-uns des plus criminels : par exemple, aux efforts faits pour exercer une pression sur les juges et soumettre la loi aux caprices royaux. Mais les timides remontrances qu'il hasarda parfois importunaient le jeune favori, qui l'avait toujours considéré comme une de ses créatures. En vain Bacon se jeta à ses pieds et supplia d'oublier le seul acte d'opposition qu'il eût osé faire à ses caprices. Le Parlement allait se réunir ; Buckingham résolut de détourner l'orage qui le menaçait en sacrifiant quelques-uns de ses subalternes. Aux yeux du public, le chancelier semblait au faîte de la gloire ; Ben Jonson venait de le célébrer dans une pièce de vers comme « un de ces hommes pour qui les Parques filent de longs jours avec leur laine la plus blanche, la plus fine », lorsque la tempête éclata. Le grand Parlement de 1620 se réunit après un long silence de six années de honteux despotisme, et l'un de ses premiers actes fut d'accuser Bacon de s'être laissé corrompre dans l'exercice de ses fonctions. Le chancelier reconnut sa culpabilité : « J'avoue franchement et sans arrière-pensée que je suis coupable de m'être laissé acheter, et je renonce à me défendre ; je prie seulement Vos Seigneuries, ajouta-t-il, d'être indulgents pour un roseau brisé. » Il fut condamné à une très-forte amende que la Couronne le dispensa de payer ; mais il fut privé du grand sceau et déclaré incapable de tenir un emploi public ou de siéger au Parlement.

Le Novum Organum. — La chute de Bacon le rendit aux études qui

ont fait sa véritable gloire et d'où l'ambition l'avait si longtemps détourné. « Mon estime pour sa personne a toujours été grande », disait Ben Jonson ; « elle n'a jamais été accrue par sa position ou ses dignités, mais je l'honore pour sa grandeur personnelle; il m'a paru par ses œuvres un des plus grands hommes qui aient vécu depuis des siècles, et des plus dignes d'admiration. Lorsqu'il s'est trouvé dans le malheur, j'ai prié Dieu de lui donner la force, car quant à la grandeur, elle ne lui fit jamais défaut. » Les quatre dernières années de sa vie furent les plus belles et les plus fécondes. Il commença alors un digeste des lois et une *Histoire d'Angleterre sous les Tudor;* il revisa et compléta ses *Essais,* dicta un livre de bons mots et s'occupa activement d'expériences de physique. C'est même ce qui causa sa mort : comme il étudiait les effets préventifs du froid sur la putréfaction des animaux, il arrêta son carrosse pour bourrer de neige le corps d'une poule et prit la fièvre qui devait l'emporter (1626).

La grande œuvre de sa vie resta inachevée. Dès le collége, il avait exprimé une vive aversion pour la philosophie d'Aristote, « qui n'est bonne qu'à exciter des discussions sans fin, mais impuissante à produire des œuvres utiles au bien de l'humanité ». Pendant ses études de droit, à vingt et un ans, il avait déjà esquissé dans un traité bizarrement intitulé *Greatest Birth of Time* la méthode d'induction qu'il devait substituer plus tard à la méthode aristotélique; à quarante-quatre ans, lorsqu'il se vit déçu dans ses espérances politiques par Élisabeth, il publia son livre sur le *Progrès des sciences,* où sa philosophie se trouvait nettement exposée pour la première fois (1605). Il fit, selon ses propres termes, « un fidèle tableau de l'état de la science, une enquête sur ce qu'il y a encore de nouveau et d'inexploré dans ce domaine, et sur les parties qui n'ont pas encore été fécondées et utilisées par l'intelligence humaine, dans l'espoir que ce tableau, transmis à la postérité, pourra fournir des lumières pour des entreprises utiles et servira à exciter des recherches nouvelles ». C'est par de telles vues d'ensemble que les hommes peuvent être détournés d'études inutiles et d'efforts infructueux et malhabiles, pour apprendre à connaître le vrai but de la science, « dépôt qui ne doit servir qu'au bien-être de l'humanité et à la gloire du Créateur ».

Deux ans plus tard, parut sa brochure intitulée : *Cogitata et Visa,* première ébauche du *Novum Organum,* qui fut présenté à Jacques Ier, sous sa forme définitive, immédiatement avant la chute de Bacon. L'année suivante, il écrivit son *Histoire naturelle et expérimentale,* qui est avec le *Novum Organum* et le *Progrès des sciences* tout ce que nous possédons du grand ouvrage qu'il méditait : l'*Instauratio magna.* Les deux dernières parties sont même inachevées. Quant aux trois autres, l'*Échelle de l'entendement,* où il enseignait le meilleur moyen d'arriver, d'expériences en expériences, à la certitude scientifique; les *Anticipations* ou *Hypothèses* provisoires, destinées à établir la nouvelle philosophie, ainsi que la con-

clusion intitulée *Science pratique*, restèrent toujours à l'état de projet. « Le début de notre méthode n'est pas sans valeur », dit Bacon; « mais ce sera aux générations futures à compléter mon œuvre, et je suis persuadé qu'elles y réussiront bien plus qu'on ne peut se l'imaginer aujourd'hui; de là dépendent non-seulement les futurs progrès intellectuels, mais le bonheur et la prospérité même de l'humanité. » Lorsque, après avoir lu ce passage, nous ouvrons ses ouvrages, nous ne pouvons nous défendre d'un certain désappointement; il ne comprenait qu'imparfaitement l'ancienne philosophie qu'il combattait, et son indignation contre la mauvaise direction imprimée jusque-là à l'intelligence humaine, par suite d'une fausse méthode d'investigation, l'aveuglait sur la réelle valeur du raisonnement déductif comme moyen de découverte, d'autant plus qu'il ignorait complétement les mathématiques, et que d'ailleurs les deux sciences déductives, la physique et l'astronomie, n'existaient pas de son temps. Ses prévisions ne furent pas beaucoup plus justes en ce qui concerne la méthode des sciences modernes. Le système d'induction, qu'il préconisait exclusivement, ne produisit entre ses mains aucun résultat. L'« art d'étudier la nature », qu'il se vantait d'avoir inventé, n'a été d'aucune utilité scientifique, et serait rejeté par tous les savants modernes; là même où il voit juste, on ne peut guère le considérer comme original. « Je doute fort », nous dit Dugald Steward, « qu'il y ait dans les œuvres de Bacon une seule règle importante sur la véritable méthode d'investigation scientifique, qu'on ne puisse retrouver, au moins en embryon, dans les livres de ses prédécesseurs. » Non-seulement il n'a pas deviné les méthodes de la science moderne, mais il a même rejeté les grandes découvertes scientifiques de son temps. Il n'a exprimé que du dédain pour les théories astronomiques de Copernic, et pour les recherches sur le magnétisme de Gilbert; ce qui lui valut, en retour, le dédain bien mérité des hommes de science. « Le lord chancelier », disait Harvey, qui a découvert la circulation du sang, « écrit sur les sciences... comme un lord chancelier. »

Malgré les erreurs de jugement de Bacon dans son appréciation de l'ancienne et de la nouvelle philosophie, le suffrage presque unanime de la postérité a très-justement attribué au *Novum Organum* une influence décisive sur le développement de la science moderne. S'il n'a pas découvert la véritable méthode expérimentale, c'est lui qui, le premier, a affirmé l'existence d'une philosophie des sciences; c'est à lui que revient l'honneur d'avoir fait de l'unité de tous les phénomènes physiques la base de toute science et de toute recherche; d'avoir, par la largeur et l'élévation de ses vues, fait comprendre l'importance des petites expériences et des tâtonnements par lesquels la science se constitue; de lui avoir frayé la voie en la déblayant résolûment de toutes les traditions du passé; de lui avoir rendu le rang éminent qui lui appartient; d'avoir enfin montré

les immenses bénéfices que l'humanité pouvait retirer de la science pour son bonheur et sa puissance.

Sur un point important, la question religieuse, son attitude fut significative; à l'époque où il vivait, la théologie avait absorbé presque toutes les forces intellectuelles du monde civilisé, et Bacon lui-même se trouvait être au service d'un roi qui en faisait la principale occupation de sa vie; mais le philosophe, qui s'était presque toujours montré servile à l'égard de Jacques, sut mieux lui résister sur ce point que Casaubon; il n'essaya même pas, comme Descartes, de transformer la théologie en revêtant de formes scolastiques ses démonstrations rationnelles. Il repoussait toute espèce de compromis. Bien qu'il ne craignît pas, en sa qualité d'homme politique, de s'occuper de la réforme de l'Église, il la regardait comme une affaire d'ordre purement civil; dans sa longue énumération des différentes branches du savoir humain, il en excluait la théologie, et la théologie seule. Sa méthode d'investigation était d'ailleurs inapplicable à un sujet où les prémisses étaient regardées comme certaines et où les conclusions étaient connues d'avance. Son but à lui était de découvrir l'inconnu par la pure méthode expérimentale. Tout son système était une protestation contre l'usage de l'autorité et de la tradition dans les investigations scientifiques; la certitude ne pouvait, à ses yeux, se passer de preuves, et les seules preuves valables étaient celles par lesquelles la raison nous conduit à l'évidence. Les théologiens eux-mêmes reconnaissent que la raison ne joue en théologie qu'un rôle secondaire. « C'est pour cela, disait Bacon, que si je m'occupais de théologie, je me verrais forcé de sortir du domaine de la raison humaine pour entrer dans celui de l'Église, et dès lors les étoiles de la philosophie, qui nous ont guidé jusqu'ici, ne brilleraient plus sur nous. » Le caractère immuable des conclusions de la théologie ne pouvait s'accorder avec la philosophie de Bacon, qui, avec une noble franchise, pose en principe la faillibilité de tout chercheur.

Il se donna surtout pour tâche de prémunir les hommes contre les vains mirages de science qui les avaient si longtemps empêchés de faire de réels progrès, contre les « idoles de la Tribu, de la Caverne, du Forum et du Théâtre », erreurs qui naissent de l'esprit de système qui entraîne tous les groupes d'hommes, ou des tendances individuelles, ou de l'étrange puissance des mots et des phrases toutes faites, ou enfin de la tyrannie du passé. Il n'était pas facile non plus de concilier la théologie avec l'importance que Bacon accordait aux sciences naturelles. « Pendant tous les siècles qui nous ont précédés, ces siècles plus ou moins riches en hommes de génie ou de savoir, c'est de la philosophie naturelle qu'on s'est le moins occupé; et cependant elle doit être considérée comme la mère de toutes les sciences; sans elle, les autres sciences peuvent être perfectionnées dans leur forme et appliquées même jusqu'à un certain point, mais elles ne peuvent faire de réels progrès. » C'est en adoptant

la méthode d'induction propre aux sciences physiques, en fondant toutes les recherches sur les sciences physiques, que les sciences morales et politiques pourraient se développer. « Ne vous attendez pas à de grands progrès dans les sciences, surtout au point de vue de leur application, tant que l'on n'aura pas su déduire la philosophie naturelle de toutes les connaissances particulières, et ramener celles-ci à la philosophie naturelle; sans ce travail préliminaire, l'astronomie, l'optique, la musique, les arts mécaniques et (chose étrange) la philosophie morale et politique, et la logique, ne sortiront guère des langes et ne feront qu'effleurer la surface des choses. »

Les débuts de la science anglaise. — C'est donc à Bacon que revient l'honneur d'avoir, pour la première fois, fait comprendre la grandeur des sciences naturelles et l'avenir qui leur était réservé. A ce moment, l'intelligence humaine commençait à explorer des domaines jusqu'alors inconnus. Képler et Galilée créaient l'astronomie moderne; Descartes révélait les lois du mouvement, et Harvey celles de la circulation du sang. Mais, pour la grande masse des hommes, ce grand changement aurait passé presque inaperçu si l'énergie, la conviction profonde et l'éloquence de Bacon n'avaient pas fait comprendre aux hommes de son siècle l'importance et l'utilité des études physiques. C'est la noble foi de Bacon dans les résultats et les victoires de la nouvelle philosophie qui inspira à ses successeurs un zèle et une confiance égaux aux siens. C'est lui surtout qui fit apprécier à leur juste valeur les lents et patients procédés d'investigation, d'expérimentation, de comparaison, qui apprit à sacrifier les hypothèses aux faits, à ne chercher que la vérité désintéressée. Il a ainsi montré à la science moderne quelle devait être sa loi.

Bacon, en Angleterre du moins, était bien en avance sur son temps. Les commencements des études physiques y furent plus lents et plus timides que partout ailleurs en Europe. On ne compte que deux découvertes de quelque importance faites par des savants anglais avant la Restauration : celle du magnétisme terrestre due à Gilbert, à la fin du règne d'Élisabeth, et la grande découverte de la circulation du sang, révélée par Harvey, sous Jacques Ier. En dehors de ces deux noms illustres, l'Angleterre ne prit qu'une part presque insignifiante au mouvement scientifique du continent; toutes ses forces vives semblent avoir été emportées, anéanties dans les débats théologiques et politiques de la guerre civile. Les hostilités continuaient encore (1647), lorsqu'il se forma à Londres un petit groupe d'étudiants, « esprits curieux de philosophie naturelle et des autres branches de la science humaine », nous dit l'un d'eux, « et particulièrement de ce qu'on appelle la Nouvelle Philosophie, qui, depuis le temps de Galilée et de sir Francis Bacon (lord Verulam), a été très-cultivée en Italie, en France et en Allemagne, aussi bien qu'en

Angleterre ». Les luttes de ce temps portaient les esprits vers les sciences naturelles. « S'ils avaient passé leur temps à discuter des questions théologiques », nous dit l'évêque Sprat, le premier historien de la Société royale, « ils auraient été chercher leur agrément personnel précisément dans des débats qui avaient si odieusement agité l'Angleterre; rester éternellement à réfléchir aux affaires politiques et aux malheurs du pays eût été par trop mélancolique; il n'y avait que l'étude de la nature qui pût leur offrir un sujet d'agréable entretien. »

Les principaux personnages de ce groupe étaient les docteurs Wallis et Wilkins qui en passant à Oxford, dont les universités venaient d'être réorganisées par les inspecteurs puritains (1648), divisèrent la petite Compagnie en deux Sociétés. Celle d'Oxford, la plus importante des deux, tenait ses réunions dans le logement du docteur Wilkins, devenu directeur de Wadham College, et comptait parmi ses membres l'éminent mathématicien docteur Ward, et le premier en date des économistes anglais, sir William Petty. « Laissant de côté la théologie et la politique, nous nous occupions surtout », dit Wallis, « de discuter et d'étudier toutes sortes de questions philosophiques ou scientifiques, la physique, l'anatomie, la géométrie, l'astronomie, la navigation, la statique, le magnétisme, la chimie, la mécanique; nous cherchions à nous rendre compte de l'état de ces sciences en Angleterre et sur le continent. Nous causions de la circulation du sang, des valvules, des veines lactées, des vaisseaux lymphatiques, de l'hypothèse de Copernic, de la nature des comètes et des étoiles nouvelles, des satellites de Jupiter, de la forme ovale de Saturne, des taches du soleil et de sa rotation sur son axe, des inégalités et de la sélénographie de la lune, des différentes phases de Vénus et de Mercure, du perfectionnement des télescopes et du polissage de leurs verres, du poids de l'air, de la possibilité ou de l'impossibilité du vide et de la prétendue horreur qu'il inspire à la nature. Nous discutions les expériences de Torricelli sur le mercure, la chute des corps lourds, leur vitesse, et autres questions de même nature. »

La Société royale. — L'autre petit cercle de chercheurs, qui était resté à Londres, fut dispersé par les troubles du second Protectorat, puis reformé à la Restauration, grâce au retour à Londres des membres les plus éminents du groupe d'Oxford. La science devint subitement à la mode. Charles II était lui-même un assez bon chimiste et prenait un vif intérêt aux problèmes de navigation; le duc de Buckingham faisait diversion à ses accès de poésie, de musique et d'ivrognerie en s'enfermant pendant des semaines entières dans son laboratoire; des poëtes comme Denham et Cowley, des courtisans comme sir Robert Murray et sir Kenelm Digby se joignirent à la Société scientifique à laquelle le Roi décerna le titre de *Société royale,* en témoignage d'intérêt et de sympathie (1662).

Les curieux joujoux de verre appelés *gouttes du prince Rupert* (larmes bataviques) rappellent les recherches scientifiques qui amusèrent la vieillesse de l'illustre général des cavaliers pendant la guerre civile. Beaux esprits et petits maîtres se pressaient aux séances de la Société, et un homme d'État tel que lord Somers se regardait comme très-honoré d'être élu président. L'établissement définitif de cette illustre Compagnie ouvre une ère de grandes découvertes en Angleterre; pendant un demi-siècle, on put constater presque chaque année un progrès véritable, une connaissance plus approfondie des différentes branches de la science. C'est à cette époque que l'on vit s'élever à Greenwich le premier observatoire anglais, et que l'astronomie moderne fut fondée par la série d'observations qui a immortalisé le nom d'un Flamsteed. Son successeur, Halley, entreprit l'étude des marées, des comètes et du magnétisme terrestre. Hooke perfectionna le microscope et donna une nouvelle impulsion aux recherches microscopiques; Boyle inventa la pompe à air qui facilita les études sur la pression atmosphérique, et il fonda la chimie expérimentale; Wilkins entrevit la science philologique dans son essai de langue universelle; Sydenham renouvela la médecine en y introduisant l'observation attentive de la nature et des faits; les recherches de Willis jetèrent pour la première fois la lumière sur la structure du cerveau; Woodward fut le fondateur de la minéralogie; dans son édition de l'*Ornithologie* de Willoughby et dans sa propre *Histoire des poissons,* John Rag, le premier, éleva la zoologie au rang d'une science, et c'est à lui aussi qu'on doit la première classification scientifique des animaux dans son *Tableau des quadrupèdes;* la botanique moderne commence avec son *Histoire des plantes* et avec les recherches du professeur d'Oxford, Robert Morrison; tandis que Grow partageait avec Malpighi l'honneur de créer la physiologie des végétaux.

Quelque grands que soient ces noms, ils se perdent dans le rayonnement de celui d'Isaac Newton. Né à Woolsthorpe, en Lincolnshire, le jour de Noël, l'année même où éclata la guerre civile (1642), Newton entra à Cambridge l'année de la Restauration. L'enseignement d'Isaac Barrow éveilla son goût pour les mathématiques, où la méthode de Descartes avait remplacé les vieux systèmes. Depuis sa sortie de l'Université jusqu'à sa mort, la vie de Newton ne fut qu'une longue série de découvertes physiques. A vingt-trois ans (1665), il facilitait le calcul des mouvements planétaires par la théorie des fluxions; ses expériences avec le prisme l'amenèrent à faire une série de découvertes en optique, révélées en partie dans les leçons qu'il donna comme professeur de mathématiques à Cambridge, et coordonnées dans la théorie de la lumière qu'il exposa à la Société royale lorsqu'il y fut reçu (1671). Il avait découvert la loi de la gravitation dès 1666; mais les fausses données que l'on avait alors sur le diamètre de la terre l'empêchèrent pendant seize ans de la faire con-

naître. Ce ne fut qu'à la veille de la Révolution (1687) que les *Principia* révélèrent au monde la nouvelle théorie de l'univers.

Les latitudinaires. — Il est impossible, dans un aperçu aussi rapide, d'insister davantage sur la merveilleuse activité scientifique de l'époque de la Restauration. L'esprit d'examen ét d'expérimentation qui provoquait cette activité s'étendait sur tous les domaines. Nous avons déjà vu sortir de la société de lord Falkland et de ses amis, à Great-Tew, un groupe de théologiens latitudinaires qui prétendaient concilier leur théologie avec les conclusions de la raison et de l'expérience. C'est un honneur pour Falkland, dont le nom restera attaché à l'histoire de la pensée religieuse, quel que soit le verdict prononcé sur sa carrière politique. Une nouvelle ère s'ouvrit alors pour l'Église anglaise. Les nouveaux théologiens niaient l'autorité de la tradition en matière de foi, comme Bacon l'avait fait pour les sciences physiques; ils affirmaient, ainsi que lui, la supériorité de la raison comme critérium de la vérité. Selon John Hales, chanoine de Windsor et ami de Laud, « l'autorité de l'Église, des Pères, des conciles, est nulle ». Quant à la preuve tirée du consentement universel, il la rejetait avec dédain. « La vérité aurait honte d'être démontrée par l'argument du consentement universel. Les hommes dont l'opinion mérite de faire autorité sont les plus sages et les plus vertueux; or, la sagesse et la vertu ne sont pas, que je sache, universellement répandues. »

William Chillingworth, esprit plus large sinon plus fin que Hales, converti dans sa jeunesse au catholicisme, puis ramené bientôt à la religion réformée, avait fait l'expérience de la fragilité de la foi en dehors de l'expérience personnelle. Dans son livre sur la *Religion protestante,* il repousse la tradition ecclésiastique et l'autorité de l'Église, et n'accepte que la Bible comme fondement de la foi, mais la Bible interprétée par la raison humaine. Le plus brillant des prédicateurs anglais, Jérémie Taylor, qui avait souffert comme Chillingworth pour la cause royale pendant la guerre civile et avait été récompensé sous la Restauration par l'évêché de Down, limitait l'autorité des Écritures elles-mêmes. Il n'acceptait que la raison pour l'interprétation de la Bible; mais il reconnaissait que la certitude des conclusions de la raison varie avec la raison elle-même. Nous ne sommes sûrs d'être exempts d'erreurs, pensait-il, qu'en ce qui concerne les plus simples vérités de la religion naturelle, tandis que tous les dogmes tirés de l'interprétation de l'Écriture sainte sont exposés à l'incertitude et aux erreurs qui naissent de l'infinie variété de l'intelligence humaine, des obscurités dont la vérité est enveloppée, enfin des influences qui détournent les esprits de la vérité ou la font méconnaître. Il est évident qu'aux yeux de Chillingworth, ce refus de croire à l'autorité, cette intelligence si juste de l'impuissance de la raison humaine à atteindre la vérité absolue, frappaient au cœur le dogmatisme protestant aussi bien que l'infaillibilité

catholique. « Les protestants ont un tort en matière d'autorité, ce n'est pas d'être trop peu dogmatiques, c'est de l'être trop. La prétention d'imposer à la parole de Dieu l'interprétation humaine, de soumettre le sens général des paroles divines aux conceptions individuelles, et d'imposer ces conceptions aux autres hommes sous peine de mort et de damnation éternelle, l'illusion de croire que nous pouvons mieux parler des choses de Dieu que dans les termes mêmes de sa *Parole,* cette espèce de déification de nos interprétations et cette tyrannie qui les impose, enlèvent à la Bible cette largeur et cette universalité et à l'esprit humain cette liberté que Christ et ses apôtres leur avaient laissées. C'est là, dans tous les temps, la source de tous les schismes de l'Église et ce qui les empêche de disparaître. » Jérémie Taylor, dans sa *Liberté de prophétiser,* plaidait la cause de la tolérance avec une telle force qu'elle n'avait plus guère besoin de la victoire des indépendants ni de la bataille de Naseby pour triompher.

Pour les indépendants, la liberté de conscience était surtout fondée sur la communion intime et personnelle de l'âme avec Dieu ; pour les latitudinaires, elle avait pour base la faiblesse de l'autorité et l'imperfection de la raison humaine. Taylor la réclamait même pour les anabaptistes et les catholiques, et ne faisait exception que pour les sectes « dont l'existence seule était une menace pour le gouvernement et dont les principes pouvaient être entachés d'immoralité ». Hales disait bien haut « qu'il n'hésiterait pas à quitter immédiatement l'Église établie, si l'on voulait exiger de lui qu'il considérât tous les dissidents comme damnés ». Chillingworth flétrissait les persécutions en termes brûlants d'indignation : « Pourquoi toujours des persécutions, des bûchers, des malédictions ? Pourquoi damner ceux qui ne prennent pas la parole des hommes pour la parole de Dieu ? Ne demandons qu'une chose aux chrétiens, c'est de croire au Christ et de ne reconnaître d'autre maître que lui ; laissez aux uns revendiquer une infaillibilité à laquelle ils n'ont aucun droit, et ceux qui la nient la désavouer par leurs actes... Les protestants sont inexcusables de faire violence à la conscience de leur prochain. »

Grâce à leur horreur de l'intolérance, les latitudinaires en étaient venus à adopter les idées larges et élevées qui hantaient les plus nobles âmes depuis la publication de l'*Utopie,* de Moore. Hales se réclamait de l'Église anglicane « uniquement », disait-il, « parce qu'elle était la plus tolérante de l'Europe entière », et Chillingworth faisait ressortir que l'unique moyen de réunir les diverses communions chrétiennes était de rendre la religion plus simple en la ramenant à une théologie rationnelle. Il recommandait, comme Thomas Moore, « que le culte public fût célébré de façon que tous ceux qui croient aux saintes Écritures et y conforment leur vie, puissent y prendre part sans hésitation, sans scrupule et sans hypocrisie ». Taylor croyait, ainsi que Chillingworth, à la pos-

sibilité d'une pareille union, disant « qu'il y a une part d'erreur dans toutes les confessions et tous les *Credo* adoptés par les Églises chrétiennes, et qu'ils font plus de mal que de bien ». « Le véritable schismatique est bien plutôt celui qui impose des articles de foi inutiles et incommodes que celui qui leur désobéit pour ne pas agir contre sa conscience. » Le Symbole des apôtres lui semblait le plus approprié, dans son sens littéral, aux besoins des diverses communions chrétiennes.

A la Restauration, les latitudinaires se trouvèrent en évidence ; ils se séparaient à la fois des puritains et des partisans de la Haute-Église par leur opposition aux dogmes, par la préférence donnée à la raison sur la tradition de la Bible et de l'Église ; ils fondaient la religion sur la théologie naturelle, ils attachaient plus de prix à la pureté de la vie qu'à l'orthodoxie des doctrines, ils faisaient de la tolérance et d'une large interprétation du dogme la base de l'unité chrétienne. Chillingworth et Taylor trouvèrent des disciples dans Burnet, dont le bon sens était toujours à la recherche du progrès, dans le pieux et instruit Tillotson et dans l'évêque Butler, le plus doux des philosophes. Pendant que ces hommes d'élite donnaient une impulsion toute nouvelle aux spéculations religieuses, un esprit bien plus puissant et plus pénétrant amenait une révolution complète dans les théories politiques et sociales.

Hobbes (1588-1679). — Thomas Hobbes était le secrétaire favori de Bacon. « Milord », raconte Aubrey, « avait une telle affection pour lui, qu'il l'emmenait souvent se promener dans les ravissants bosquets de son parc, où il aimait à méditer ; dès qu'une pensée traversait son esprit, M. Hobbes devait être prêt à la mettre par écrit », « car, disait Bacon, il le fait mieux que qui que ce soit ; lorsque je veux relire les notes de mes autres secrétaires, c'est à peine si je peux deviner ce qu'ils ont noté, car ils ne le comprennent pas clairement eux-mêmes ». Hobbes vécut presque un siècle entier ; il naquit l'année même de la victoire sur l'Armada et mourut à quatre-vingt-onze ans, neuf ans seulement avant la Révolution. Il montra un talent précoce, entra jeune au service de Bacon, se lia avec Ben Jonson et lord Herbert de Cherbury. Ce n'est toutefois qu'à l'âge de cinquante-deux ans (1642), à la veille de la guerre civile et au moment de s'embarquer pour la France, qu'il publia son premier traité politique, le *De cive*. Il rejoignit la cour exilée à Paris et devint le professeur de mathématiques du futur Charles II, auquel il sut inspirer une affection et un respect qui ne se démentirent jamais. Néanmoins, la publication du *Leviathan* lui fit perdre sa place ; on lui défendit de reparaître à la cour d'Henriette-Marie. Il retourna en Angleterre et sembla se rallier au gouvernement de Cromwell. Cependant, à la Restauration, il reçut une pension du Roi, bien que ses deux grands ouvrages eussent été con-

damnés par le Parlement et que le *hobbisme* fût devenu, avant sa mort, le synonyme d'irréligion et d'immoralité.

Ce jugement nous semble d'autant plus étrange, que l'écrivain affirme dans ses livres la nécessité de croire au Christ et d'obéir à sa loi pour être sauvé ; mais une étude un peu approfondie de ses œuvres suffit à nous expliquer en quoi la philosophie de Hobbes battait en brèche la religion traditionnelle et les idées généralement admises en politique et en morale sociale. Hobbes est le premier grand écrivain anglais qui ait traité de la science du gouvernement en faisant appel à la raison seule et non à la tradition. Ses théories sur l'état social et sur l'homme avant les temps historiques choquaient brutalement toutes les idées reçues. La nature a fait les hommes égaux, selon lui ; l'état de nature est pour eux l'état de guerre, et ce n'est point une vertu innée dans l'homme qui a fait sortir la société du chaos des passions en lutte. En fait, Hobbes niait les côtés spirituels de la nature humaine ; sa logique dure et brutale disséquait chaque coutume, chaque sentiment, même les plus sacrés, et n'y voyait que les manifestations d'un prudent égoïsme. L'amitié dérivait de la conscience des services sociaux que les hommes peuvent naturellement se rendre. Les prétendues lois naturelles, telles que la reconnaissance et l'amour du prochain, se trouvent en opposition complète avec les véritables sentiments de la nature humaine et sont impuissantes à les maîtriser. Enfin, la religion n'a pas réussi à sauver l'homme par une intervention de la volonté divine. Rien ne montre mieux l'audace avec laquelle ce nouveau scepticisme se préparait à briser toutes les traditions théologiques de l'ancien monde, que la logique impitoyable avec laquelle Hobbes attaque la théorie de la révélation : « Dire que Dieu a parlé à l'homme dans un rêve, c'est dire que l'homme a rêvé que Dieu lui avait parlé, et rien de plus. » « Dire qu'on a eu une vision ou qu'on a entendu une voix, c'est dire qu'on a rêvé entre le sommeil et le réveil. » La religion n'est, d'après Hobbes, que « la crainte des puissances invisibles », et, ici, comme dans toutes les autres branches de la science humaine, le savoir ne s'occupe que des mots et non des choses. C'est l'homme lui-même qui a créé la société à son profit, en sacrifiant certains droits naturels et en ne perdant pas ceux qui sont utiles à sa conservation personnelle. Un contrat d'hommes à hommes engendra à l'origine « ce grand *Léviathan,* appelé la *République* et l'*État*, qui n'est qu'un homme artificiel, bien que d'une taille plus élevée et d'une force plus redoutable que l'homme naturel, et destiné à le protéger et à le défendre ». La fiction d'un « contrat primitif » a été depuis longtemps abandonnée dans les spéculations politiques ; mais elle produisit, quand elle fut exposée pour la première fois, un effet immense. Adoptée presque partout, elle mit fin aux théories religieuses et patriarcales de la société, sur lesquelles la royauté avait jusqu'alors fondé ses prétentions, au

nom du droit divin, à une autorité que personne ne devait mettre en question.

Si Hobbes avait détruit les anciennes bases du despotisme royal, il lui en donne de nouvelles et de plus solides encore. « Pour créer une société, il faut », disait-il, « que la masse de la nation abandonne tous ses droits, à l'exception du droit à l'existence, entre les mains d'un seul homme qui est le représentant de tous. Ce gouvernement doit être absolu, car lui imposer des conditions, ce serait pour l'homme se poser des conditions à soi-même. Le transfert des droits était irrévocable et liait autant les futures générations que celles qui l'avaient opéré. Placé à la tête du corps politique, le chef du gouvernement juge toutes les questions, impose les nouvelles lois justes ou injustes et décide entre la religion et la superstition. Son droit est divin, et il est le seul droit divin, car il incarne en lui les droits de chacun de ses sujets. » Hobbes ne comptait pas sur le frein de la Constitution pour empêcher la tyrannie, mais sur des principes communs au sujet et au prince, sur une connaissance certaine du but qu'ils poursuivent ensemble et de la meilleure manière d'y atteindre. Ce but était le bien et la prospérité de la chose publique dans son sens le plus large. Ces théories de Hobbes, sur le but du gouvernement et sur le contrat qui lui sert de base, eurent une réelle influence sur la science politique. Locke, comme son maître, fait dériver le pouvoir politique du consentement des gouvernés, et lui donne comme but le bien général ; mais, d'après lui, la nation restait en possession virtuelle de l'autorité déléguée au prince et a le droit de la lui retirer s'il en fait un usage contraire au bien général. Aux deux grandes doctrines de Hobbes, l'origine populaire de l'autorité et l'exercice de cette même autorité pour le bien de la nation, Locke ajoutait le droit de résistance, la responsabilité des princes vis-à-vis de leurs sujets dans l'accomplissement de la tâche qui leur a été confiée, et la suprématie des Assemblées législatives considérées comme la voix du peuple même. Ce fut sous cette forme modifiée et élargie que la nouvelle philosophie politique se révéla dans la révolution de 1688.

CHAPITRE II

LA RESTAURATION [1].

(1660-1667)

La Restauration. — Ce n'est qu'en étudiant les tendances générales de l'esprit anglais que nous pouvons comprendre l'histoire du pays pendant la période qui suivit la Restauration. Lorsque Charles II entra à Whitehall, l'œuvre du Parlement semblait à jamais détruite ; la monarchie se trouvait rétablie, sans conditions ni restrictions d'aucune sorte, et des deux grandes influences qui avaient jusqu'alors tenu en échec le pouvoir royal, « la première, celle du puritanisme, était devenue odieuse à la majorité de la nation, et la seconde, la tradition de liberté constitutionnelle », avait été discréditée par les tristes résultats de la guerre civile; mais, au milieu des bruyantes démonstrations de loyalisme, la « grande révolution du dix-septième siècle », comme on l'appelle à si juste titre, n'avait pas arrêté sa marche progressive. Le pouvoir suprême passait insensiblement de la couronne à la Chambre des communes. Peu à peu, le Parlement se rapprochait de la solution du problème qui avait si longtemps déjoué tous ses efforts, celui de diriger l'administration sans se substituer à elle.

Les premiers actes du nouveau gouvernement montrèrent que, quelle que fût la sincérité du loyalisme de la nation, il ne ressemblait en rien au

[1] SOURCES : Le récit que nous a fait Clarendon de son ministère, dans son *Autobiographie ;* le *Register and Chronicle* (1600-1662) de l'évêque Kennet, qui a écrit aussi les *Vies de Charles II et de Jacques III;* la vivante *Histoire de mon temps* de Burnet, sont nos principales sources d'information. La *Vie de Jacques II,* tirée des *Papiers originaux* de Macpherson, est d'une haute valeur pour cette période et la suivante, mais demande à être consultée avec précaution. Pour les rapports de l'Église avec les dissidents, lire l'*Histoire des puritains* de Neal, les *Mémoires des ministres expulsés* de Calamy, la *Vie de William Penn* de M. Dixon, l'*Autobiogrophie* de Baxter, et enfin les récits de ses souffrances faits par Bunyan dans ses différents ouvrages. La vie sociale de ce temps est admirablement décrite par Pepys dans ses *Mémoires* et par ceux du comte de Grammont, par Hamilton, et nous trouvons dans la judicieuse *Histoire constitutionnelle* d'Hallam une mine inépuisable de précieuses informations sur le règne de Charles II. Le *Calendar of State Papers,* pour le règne de Charles II, publié par mademoiselle Green, va jusqu'en 1667.

dévouement aveugle des cavaliers. Les presbytériens avaient joué le principal rôle dans la Restauration et étaient encore en possession de presque tous les siéges de la magistrature et de l'autorité locale ; aussi Charles II, en formant son premier ministère, chercha-t-il à donner des gages de son esprit de conciliation. Le chef de cabinet, sir Edward Hyde, très-influent auprès du Roi, dont il avait été le principal conseiller pendant l'exil, devint comte de Clarendon et lord chancelier ; un royaliste convaincu, lord Southampton, accepta le poste de lord trésorier, et le dévouement de lord Ormond fut récompensé par le « titre de duc et la dignité de grand maître de la maison du Roi ». Les presbytériens eurent cependant la part du lion : Monk resta lord général et devint duc d'Albemarle ; le frère du Roi, Jacques, duc d'York, fut, il est vrai, nommé lord amiral, mais le commandement de la flotte se trouvait réellement entre les mains d'un des partisans de Cromwell, Montagu, récemment créé comte de Sandwich ; lord Saye et Sele fut nommé lord du sceau privé, et l'on éleva sir Ashley Cooper, en retour de ses services, au rang de baron et à la charge de chancelier de l'Échiquier ; enfin, des deux secrétaires d'État, l'un, Nicholas, était un ardent royaliste, et l'autre, Morice, un presbytérien convaincu. Parmi les trente membres du conseil privé, douze avaient porté les armes contre le Roi ; il était évident qu'un pareil ministère ne se prêterait pas volontiers à une politique de réaction, et ses membres les plus dévoués aux Stuarts, tels que Clarendon et Southampton, étaient royalistes constitutionnels.

La Convention. — La politique du nouveau gouvernement s'accordait assez bien avec l'esprit de la Convention qui, après s'être constituée en Parlement, procéda à l'examen des mesures nécessaires à l'organisation du pays. La Convention se trouvait avoir été élue sous le régime des ordonnances qui enlevaient le droit de voter aux royalistes dits *malintentionnés* (malignants) ; aussi la majorité se trouvait-elle presbytérienne de sympathie, sincèrement royaliste, mais aussi opposée au despotisme que le Long Parlement lui-même. Pendant la première session, un de ses membres fut sévèrement rappelé à l'ordre par le président, pour avoir prétendu que ceux qui avaient combattu contre le Roi étaient aussi coupables que ceux qui l'avaient décapité. La Chambre vota tout d'abord le *bill d'indemnité et d'oubli* pour tous les crimes commis pendant les derniers troubles, et donna ainsi, dès les premiers jours, des gages de modération. Pour châtier les régicides, il est vrai, les presbytériens auraient pu se montrer aussi zélés que les cavaliers. Malgré la proclamation publiée peu après son retour, où il promettait implicitement le pardon à tous les juges du dernier roi qui se présenteraient eux-mêmes à la justice, Charles II se montrait avide de se venger de ceux qu'il regardait comme les meurtriers de son père, et les lords se rallièrent avec empressement au projet du Roi.

Les Communes, en cette occasion, surent, il faut le reconnaître, résister énergiquement à cette soif de sang. A l'origine, sept seulement des régicides survivants avaient été exclus de l'amnistie dans le *bill d'indemnité et d'oubli;* bientôt après, dans la première ferveur royaliste qui se manifesta pendant les trois mois que dura la discussion du bill, la Chambre se vit contrainte d'abandonner tous les régicides à la justice ; mais comme elle exigea un acte spécial du Parlement pour l'exécution de ceux qui s'étaient livrés sur la foi de la proclamation, la plupart d'entre eux eurent la vie sauve. Vingt-huit des juges du Roi avaient été mis en accusation, mais treize seulement furent exécutés, parmi lesquels le colonel Harrison avait seul joué un rôle important dans la guerre civile. Vingt autres, qui s'étaient mêlés activement de ce qu'on appelait maintenant les *troubles* des dernières années, furent déclarés incapables d'occuper aucune fonction publique ; et, par une injustice inqualifiable, on ajouta, avant l'adoption définitive de l'acte du Parlement, une clause particulière qui excluait de l'amnistie sir Harry Vane et le général Lambert, bien qu'ils n'eussent pris aucune part à la condamnation de Charles Ier.

En abordant les questions de propriété relatives aux confiscations et cessions de domaines pendant les guerres civiles, la Convention se trouva en face de difficultés bien plus grandes encore ; elle ne fit aucune opposition à ce que l'État reprît toutes les terres de la couronne, mais elle exprima le désir de protéger dans leurs droits ceux qui avaient acheté les biens de l'Église et les possesseurs actuels des propriétés privées confisquées par le Long Parlement et par Cromwell. Grâce aux manœuvres de Hyde, les bills préparés à cette intention furent retardés, et, à la fin de la session, les évêques et les royalistes évincés rentrèrent tranquillement en possession de leurs anciens domaines. Mais les royalistes étaient loin d'être satisfaits de cette confiscation sommaire ; les amendes et les mises sous séquestre avaient appauvri les plus fermes partisans du pouvoir royal et forcé un grand nombre d'entre eux à vendre leurs domaines à vil prix ; aussi demanda-t-on des compensations pour ces pertes et l'annulation de ces ventes ; « sans quoi », disaient les cavaliers fanatiques, « cet acte serait un *bill d'indemnité* pour les ennemis du Roi et *d'oubli* pour ses amis ». Mais, sur ce point, la Convention resta inébranlable. Toute cession de propriétés par vente fut reconnue valide, et toutes les demandes de compensation pour les pertes éprouvées à la suite de mise sous séquestre furent repoussées.

Après avoir réorganisé le pays, la Convention s'occupa de régler les rapports entre la couronne et la nation. L'œuvre du Long Parlement était si loin d'être détruite, que ses plus importantes réformes furent prises comme base du gouvernement futur ; pas une seule voix ne se fit entendre pour demander le rétablissement de la Chambre étoilée, des monopoles ou de la haute cour ecclésiastique ; personne ne songea à discuter l'aboli-

tion de la taxe des vaisseaux (ship-money) et le droit exclusif du Parlement d'accorder des subsides à la couronne. La milice, il est vrai, fut placée entre les mains du souverain; mais bien que Charles II eût obtenu de conserver quelques régiments pour sa garde personnelle, la Convention prononça le licenciement de l'armée. Le revenu annuel du Roi avait été fixé à 1,200,000 livres (30 millions de francs), sa vie durant; une pareille attribution aurait pu être dangereuse pour la liberté, si le revenu des taxes destinées à y pourvoir n'avait été constamment inférieur aux prévisions, tandis que les dépenses courantes de la maison royale, même en temps de paix, les dépassaient de beaucoup. Le Parlement fit d'ailleurs acheter fort cher au Roi la liste civile qu'il lui accordait. Quoique les droits de la couronne sur les fiefs militaires (c'est-à-dire sur la plus grande partie des propriétés anglaises) ne fussent plus la source de revenus importants, ils étaient indirectement une source d'influence et de puissance. Le droit de garde et de mariage permettait au souverain d'exercer une véritable tyrannie sur les relations sociales et les affaires privées des propriétaires fonciers. Sous Élisabeth, on s'était servi des droits de garde pour élever les catholiques orphelins et mineurs dans la foi protestante; plus tard, sous Jacques Ier et son successeur, des héritières et des mineures avaient été accordées à des favoris du Roi ou vendues ouvertement au plus offrant. Ces droits avaient une importance plus grande encore pour la couronne, en lui permettant d'exercer une véritable pression politique sur toute la petite noblesse provinciale. Un propriétaire était naturellement très-désireux d'acheter la bienveillance de ce souverain, qui pouvait être un jour le tuteur de sa fille et l'administrateur de ses biens. Mais les mêmes motifs qui portaient le Roi à tenir à sa prérogative rendaient le Parlement très-désireux de la supprimer.

Ses efforts pour opérer cette réforme sous Jacques Ier avaient échoué par suite de la résistance opiniâtre du Roi, mais le long intervalle des guerres civiles avait rendu le rétablissement de ces droits presque impossible au moment de la Restauration; aussi l'un des premiers actes de la Convention fut-il d'affranchir la petite noblesse provinciale, en abolissant tous ces droits de relief, de garde, de provision et de préemption, et en convertissant les fiefs militaires en simples tenures. Charles II fit le sacrifice de ses droits moyennant 1,000,000 de livres (25 millions de francs) de revenu annuel, somme qui, à l'origine, devait être fournie par une taxe sur les terres désormais exemptées de toute redevance féodale; on finit par la tirer moins équitablement des contributions indirectes ou *excise*.

Le Parlement cavalier. — La Convention, qui avait su réorganiser les affaires politiques, fut moins heureuse dans les questions d'Église. Dans sa proclamation de Bréda, Charles II avait promis de respecter la liberté de conscience et de donner son approbation à tous les actes du

Parlement qui auraient pour objet de la garantir à ses sujets. La Convention était en grande majorité presbytérienne, mais il devint bientôt évident que le système purement presbytérien était devenu impossible. « La plupart des Anglais », écrivait de Londres un sagace observateur écossais, « ne rêvent qu'épiscopat et *Prayer Book.* » La Convention espérait qu'en se contentant de modifier le système épiscopal, la masse du parti puritain pourrait rester dans l'Église. Beaucoup de membres du clergé étaient alors, il est vrai, des indépendants qui n'admettaient aucun compromis avec l'épiscopat; mais la majorité se composait de presbytériens modérés tout prêts à se soumettre, « crainte de pis », au projet de gouvernement ecclésiastique proposé par l'archevêque Usher : l'évêque devait être simplement président du conseil diocésain des pasteurs ; la liturgie anglicane serait acceptée avec quelques modifications et la suppression « de quelques pratiques superstitieuses ». Charles II lui-même, au début de son règne, penchait pour un compromis de ce genre, et une proclamation royale avait approuvé les demandes des puritains ; mais un bill, présenté par sir Mathew Hale, pour transformer cette proclamation en loi, fut rejeté par l'opposition de Hyde et sur la promesse d'un conciliabule. Les membres encore vivants de l'ancien clergé anglican rentrèrent dans leurs cures, les évêques reprirent possession de leurs diocèses, et la dissolution du Parlement-Convention fit évanouir les derniers espoirs d'une entente sur le terrain ecclésiastique.

L'enthousiasme royaliste n'avait fait que grandir pendant la session, comme on put le voir par une des dernières résolutions de la Chambre. Les corps de Cromwell, de Bradshaw et d'Ireton furent arrachés de leurs tombes par son ordre et pendus aux gibets de Tyburn, tandis que ceux de Pym et de Blake étaient jetés hors de l'abbaye de Westminster et enterrés au cimetière de Sainte-Marguerite. Le fanatisme royaliste et épiscopal qui animait les membres du nouveau Parlement détruisit les dernières espérances d'entente et de modération. Les nouveaux élus étaient, pour la plupart, des jeunes gens, « et les garçons les plus impies, les plus blasphémateurs qu'on pût imaginer », écrivait un puritain, Samuel Pepys. Les presbytériens se trouvèrent réduits à une cinquantaine de membres. Le dévouement de la nouvelle Chambre à la personne royale avait un caractère beaucoup plus exalté que celui de Clarendon lui-même : bien qu'elle ne fît en général que donner sa sanction aux actes de la Convention, elle eut de la peine à consentir à l'acte d'amnistie. Les Communes demandèrent qu'on mît sir Herry Vane en accusation (1661); Vane se trouvait protégé à la fois par la loi et par la promesse du Roi à la Convention de ne jamais permettre qu'il fût condamné à mort, même s'il était convaincu de trahison. Il fut cependant cité à comparaître devant un tribunal, sous la charge de haute trahison envers le Roi, « que des traîtres et des rebelles avaient tenu éloigné du gouvernement »; l'éloquence de sa dé-

fense servit d'excuse à son exécution : « C'est un homme trop dangereux pour que nous le laissions vivre », écrivait froidement Charles, « si nous pouvons nous en débarrasser sans danger. »

Les nouveaux députés étaient encore plus dévoués à l'Église qu'à la personne royale. Des souffrances communes avaient uni la noblesse provinciale au clergé anglican, et, pour la première fois, les propriétaires ruraux se montrèrent pleins de zèle pour l'Église. A l'ouverture de la session, tous les membres prirent la communion, et le *Covenant* fut solennellement brûlé par la main du bourreau dans la cour du palais. Les évêques reprirent possession de leurs siéges à la Chambre des lords. La conférence au palais de Savoie entre épiscopaux et presbytériens se sépara sans avoir produit d'autre résultat qu'une violente irritation chez tous ses membres ; les quelques changements que l'on avait consenti à faire à la liturgie étaient plutôt de nature à éloigner qu'à concilier le parti puritain. Celui-ci comptait surtout des adhérents dans les corporations des petites villes, et l'on essaya de les en chasser par une sévère ordonnance, d'après laquelle toutes les personnes désirant être admises aux fonctions municipales devaient recevoir la communion selon les rites anglicans, renier le Covenant et déclarer illégale toute tentative de révolte contre le Roi. Le renouvellement du bill d'uniformité porta un coup plus terrible encore au parti puritain ; non-seulement l'usage du *Prayer Book,* et du *Prayer Book* seul, était imposé à tous les cultes publics, mais on exigeait de tous les ministres de l'Église de donner une pleine et entière adhésion à tous les articles de foi qu'il contient ; enfin, pour la première fois depuis la Réformation, toutes les ordinations qui n'avaient pas été conférées par les évêques se trouvaient également annulées ; c'est en vain qu'Ashley Cooper s'opposa énergiquement au vote de ce bill à la Chambre des lords, et que Clarendon lui-même, convaincu que l'honneur de Charles II y était engagé, insista pour qu'on insérât deux clauses laissant à la couronne la latitude d'accorder certaines dispenses ; le Roi, qui voulait assurer la tolérance aux catholiques en faisant sentir aux presbytériens qu'ils étaient sous le coup d'une persécution, sanctionna ce bill, tout en se promettant d'en suspendre l'exécution en faisant usage de sa prérogative royale.

La Saint-Barthélemy de 1662. — Les évêques de 1662 étaient cependant résolus à exécuter la nouvelle loi ; aussi en 1662 (24 août), le jour de la Saint-Barthélemy, dernier délai accordé aux récalcitrants, près de deux mille recteurs et curés (c'est-à-dire un cinquième du clergé anglais) furent chassés de leurs paroisses comme non conformistes. Jamais on n'avait vu de changement aussi complet dans l'Église ; les modifications apportées à l'organisation de l'Église par la Réforme avaient peu modifié le personnel du clergé ; la sévérité outrée de la haute commission sous Élisabeth n'avait abouti qu'à l'expulsion de quelques centaines de

prêtres. Si Laud avait énergiquement travaillé à chasser des chaires tous les puritains, il avait été arrêté dans ses projets par les prescriptions de la loi et par le développement de l'esprit puritain dans la masse du clergé. La guerre civile avait amené de bien plus grands changements, mais ils avaient été graduels et avaient eu des causes politiques plutôt que religieuses. Les pasteurs destitués avaient été expulsés comme royalistes ou bien à cause de leur paresse, de leur inconduite ou de leur peu de talent oratoire.

Le coup d'État de la Saint-Barthélemy (1662) fut essentiellement religieux ; radical et très-inattendu, il reste unique en son genre. Les recteurs et vicaires qui avaient été chassés étaient les hommes les plus actifs de leur ordre ; les bénéfices les plus importants du royaume se trouvaient entre leurs mains ; parmi eux se trouvaient les chefs du clergé de Londres, que l'on considérait comme le premier du royaume ; ils occupaient aussi les postes les plus importants des deux Universités. Aucun prédicateur anglais, à l'exception de Jérémie Taylor, ne pouvait rivaliser avec Howe ; aucun controversiste n'était aussi célèbre que Baxter, et jamais on ne vit prêtre de paroisse plus infatigable. Derrière ces hommes se trouvaient des prêtres dont le zèle et l'activité avaient fait pénétrer dans le pays des sentiments de piété inconnus jusque-là ; leur expulsion était pour l'Église une perte bien plus sensible que celle de leurs services individuels ; c'était la disparition définitive d'un grand parti, du parti qui avait montré le plus d'activité dans l'Église et qui avait exercé le plus d'influence sur le peuple ; c'était surtout la fin des efforts faits depuis Élisabeth pour rapprocher l'Église anglicane des communions protestantes du continent, et pour la mettre en harmonie plus complète avec les instincts religieux de la nation tout entière. L'Église d'Angleterre resta dès lors complétement isolée parmi les Églises du monde chrétien : la Réforme l'avait séparée à jamais de celles qui étaient restées attachées au Saint-Siége, et le *bill d'uniformité,* en rejetant toutes les ordinations non épiscopales, la séparait complétement des Églises protestantes, soit luthériennes, soit calvinistes. Privée de toute communication avec le monde extérieur, elle tomba dans l'immobilité spirituelle ; avec l'expulsion du clergé puritain, disparut tout progrès, toute tentative de réformes ; le développement religieux national s'arrêta, et, depuis cette époque jusqu'à la nôtre, l'Église épiscopale s'est montrée incapable de modifier son culte et sa forme de gouvernement, pour se plier aux besoins spirituels de ses fidèles ; seule, parmi toutes les congrégations religieuses de l'Occident, elle n'a rien changé, pendant deux cents ans, à sa forme, à son culte et à ses prières.

Si la Saint-Barthélemy fut fatale au développement de l'Église anglicane, elle favorisa beaucoup la cause de la liberté religieuse. A la Restauration, elle semblait de nouveau perdue ; quelques indépendants et un petit nombre de sectes méprisées, telles que les quakers, soutenaient le

droit de chaque individu d'adorer Dieu selon sa conscience. La grande masse du parti puritain, ayant à sa tête les presbytériens, était d'accord avec ses adversaires pour désirer l'unité de culte, sinon de foi, dans toute l'étendue des trois royaumes; si les deux grands partis de l'Église étaient restés d'accord, toute résistance eût été vaine. Heureusement, le coup d'État de la Saint-Barthélemy de 1662, en chassant les presbytériens de l'Église à laquelle ils appartenaient, les força à s'unir à des sectes qu'ils avaient détestées jusqu'alors presque autant que les évêques eux-mêmes. Cette commune persécution unit très-étroitement tous les non-conformistes ; elle se trouva d'ailleurs impuissante à lutter contre le nombre, les richesses et l'influence politique des nouveaux sectaires, et l'Église trouva, pour la première fois, en face d'elle, un groupe organisé de dissidents. L'impossibilité d'écraser un corps aussi puissant arracha aux hommes d'État anglais l'*édit de tolérance,* le premier acte de reconnaissance légale de la liberté des cultes ; la rapide multiplication des dissidents a dépouillé peu à peu l'Église établie de presque tous les priviléges dont elle jouissait exclusivement, et elle menace aujourd'hui de briser son union officielle avec l'État. Mais nous n'avons pas à nous occuper ici de ces conséquences éloignées ; il suffit de remarquer qu'avec l'acte d'uniformité et l'expulsion du clergé puritain, un nouvel élément entre dans l'histoire politique et religieuse, l'influence des dissidents ou non-conformistes.

La persécution. — Cette expulsion jeta tout d'abord les puritains dans un profond désespoir. Plusieurs d'entre eux voulaient se retirer en Hollande, d'autres proposaient de fuir dans la Nouvelle-Angleterre et les colonies américaines. Charles cependant était très-désireux de se servir des dissidents pour réaliser ses projets de tolérance à l'égard des catholiques; de nouvelles espérances de protection furent réveillées par une proclamation royale, qui exprimait le désir du souverain d'exempter des pénalités dont les menaçait l'édit « tous les citoyens paisibles qui ne s'y conformaient pas, par scrupule et excès de délicatesse d'une conscience aveuglée, et qui remplissaient leurs devoirs religieux à leur manière sans tapage et sans scandale ». Charles promit de présenter une motion dans ce sens à la prochaine session ; ce bill aurait permis au Roi de dispenser ses sujets non-seulement des prescriptions du *bill d'uniformité,* mais de toutes les lois et ordonnances imposant la conformité du culte et des serments religieux (1663). Le but en était si évident et si inconstitutionnel que les non-conformistes eux-mêmes refusèrent de soutenir cette proposition ; Ashley, seul parmi les chefs du parti puritain, entreprit de la défendre. L'attitude menaçante de la Chambre des communes obligea le Roi à la retirer ; mais cette tentative avait suffi pour exciter la colère des chefs de l'Église établie, et la méfiance qu'ils conçu-

rent des secrets projets du Roi en aviva leur haine contre les dissidents. Les Chambres arrachèrent à Charles un décret de bannissement contre les prêtres catholiques (1664), et, par un *Acte sur les conventicules,* voté l'année suivante, elles frappèrent d'amendes et condamnèrent à l'emprisonnement et à la transportation à la seconde récidive tous ceux qui se réuniraient au nombre de plus de cinq personnes pour d'autres actes du culte que la prière commune. L'acte des *Cinq milles,* un an plus tard (1665), compléta ce code de persécution, d'après lequel tout pasteur chassé par le *bill d'uniformité* était obligé de prêter serment que, « sous aucun prétexte, il ne prendrait les armes contre le Roi et ne souffrirait de changement dans l'Église ou l'État ». En cas de refus, il lui était interdit de s'approcher à plus de cinq milles du bourg ou de l'endroit quelconque où il avait exercé son ministère. Comme la plupart des non-conformistes appartenaient aux classes urbaines et commerçantes, le résultat de ces mesures fut déplorable ; les dissidents se trouvaient ainsi privés de tout enseignement religieux.

Heureusement, le zèle des fanatiques se calmait peu à peu, et la proposition de faire jurer fidélité à l'édit des Cinq milles par tous les Anglais fut repoussée, dans la même session, à la majorité de six voix. Les souffrances des non-conformistes ne pouvaient manquer d'éveiller les sympathies du peuple anglais ; la soif de vengeance qu'avait excitée la tyrannie des presbytériens victorieux s'était apaisée depuis leur défaite : la vue de ces pieux et savants pasteurs, chassés de leurs foyers, séparés de leurs troupeaux, de ces réunions religieuses sans cesse interrompues par les agents de la police, de ces prédicateurs assis au banc des prévenus, à côté de voleurs et de bandits, des prisons où l'on entassait ces honnêtes fanatiques dont la piété était le seul crime, plaidait plus éloquemment pour la tolérance religieuse que tous les raisonnements du monde. Nous pouvons nous faire une idée du degré de violence de la persécution par les renseignements que nous possédons sur une seule de ces sectes. Les quakers avaient excité une certaine inquiétude par l'excentricité de leurs manières et par leur refus de prêter serment et de se soumettre au service militaire ; aussi fit-on passer une loi particulière contre eux. Bien qu'ils fussent beaucoup moins nombreux que les autres sectes non conformistes, on en emprisonna plus de quatre mille, dont cinq cents à Londres seulement ; ce nombre, déjà considérable, s'accrut rapidement, et la *Déclaration d'indulgence,* publiée douze ans plus tard par le Roi, délivra douze mille quakers qui gémissaient en prison. Un des pasteurs expulsés, Richard Baxter, nous a laissé un récit des souffrances qu'ils eurent à endurer : « Plusieurs centaines d'entre eux, avec femmes et enfants, n'avaient ni logis ni pain; c'est tout au plus si leurs troupeaux pouvaient subvenir à leurs besoins, et les aider à sortir de prison ou veiller à leur entretien pendant qu'ils subissaient leur peine. Quoique d'une frugalité extrême, ils avaient beau-

coup de peine à vivre; quelques-uns ne se nourrissaient que de pain noir et d'eau, beaucoup ne recevaient que de huit à dix livres par an pour soutenir leurs familles; aussi se passait-il quelquefois six semaines sans qu'ils eussent un morceau de viande sur leurs tables ; c'est à peine si leurs honoraires suffisaient à leur donner du pain et du fromage. L'un d'eux labourait pendant les six jours de la semaine et prêchait le jour du Seigneur; un autre était obligé de couper du tabac pour gagner sa vie. » Mais la pauvreté était la moindre de leurs souffrances ; les comédiens se moquaient d'eux sur la scène, et ils étaient constamment hués dans les rues par la populace. « Beaucoup de ces pasteurs, craignant d'abandonner leur ministère après avoir été consacrés, prêchaient à ceux qui voulaient les entendre dans les champs et dans les maisons privées, jusqu'à ce qu'on les eût saisis et jetés en prison, où plusieurs d'entre eux périrent. Ils étaient excommuniés par la cour ecclésiastique et frappés de lourdes amendes pour n'avoir pas suivi le culte anglican ; des espions faisaient métier de découvrir les réunions qu'ils tenaient à minuit. » Alleyn, auteur d'une brochure très-connue, intitulée : *Appel aux incrédules,* mourut à trente-six ans, à la suite des souffrances qu'il avait endurées à la prison de Taunton ; Vavasoux Powell, l'apôtre du pays de Galles, passa les onze premières années qui suivirent la Restauration, enfermé successivement à Shrewsbury, à Southsea et à Cardiff, et finit par mourir dans la prison de Fleet ; enfin, John Bunyan languit pendant douze ans dans la prison de Bedford.

Le Voyage du pèlerin. — Nous avons déjà vu par quelle crise d'exaltation Bunyan avait passé pendant sa jeunesse. Hanté depuis son enfance par des visions et des voix du ciel, il luttait sans cesse, écrasé par le sentiment de ses péchés, que des maladies et des dangers, auxquels il échappa comme par miracle, n'avaient fait que rendre plus douloureux et plus profond. Mais malgré les troubles de sa conscience, sa vie était irréprochable ; son admission à dix-sept ans dans les rangs de l'armée de Cromwell prouve la bonne réputation dont il jouissait et l'austérité de ses mœurs (1641). Deux ans après, la guerre civile avait pris fin, et Bunyan épousa une femme pieuse, aussi jeune et aussi pauvre que lui. Leur misère était telle qu'ils avaient à peine une cuiller et une assiette pour eux deux ; et peut-être cet absolu dénûment augmentait-il encore les inquiétudes et l'abattement du jeune chaudronnier. Sa femme faisait tout son possible pour le consoler, lui rapprenant à lire et à écrire (car il avait beaucoup oublié depuis le temps de l'école), et lisant avec lui deux petits livres d'édification qui formaient toute sa bibliothèque. Mais son âme imaginative s'enténébrait de plus en plus. « Je me promenais un jour jusqu'à la ville voisine », nous raconte-t-il, « et là, je m'assis sur un banc dans la rue et me mis à réfléchir profondément sur l'état effrayant de mon

âme ; après avoir longtemps médité, je levai la tête, et il me sembla que le soleil qui brillait dans les cieux me refusait la lumière, et que les pavés mêmes des rues et les tuiles des maisons se liguaient contre moi. Je vis qu'ils s'unissaient tous pour me chasser du monde. Ils m'avaient en horreur, et moi, je pleurais d'être au milieu d'eux, parce que j'avais péché contre le Seigneur. Oh ! combien la moindre créature était alors plus heureuse que moi ! car elles pouvaient toutes rester fermes en leurs lieux ; moi, j'étais errant et perdu ! »

Enfin, après plus de deux ans d'une lutte acharnée (1653), les ténèbres se dissipèrent ; Bunyan se sentit converti et délivré du fardeau du péché. Il se joignit alors à une église baptiste à Bedford et devint, quelques années plus tard, célèbre comme prédicateur. Il n'avait pas été consacré au pastorat ; aussi ses prédications, sous Olivier Cromwell, étaient-elles illégales et « portaient-elles ombrage », nous dit-il, « aux docteurs et prêtres du comté » ; mais il put continuer son ministère presque sans opposition jusqu'à la Restauration. Six mois après le retour du Roi, il fut jeté dans la prison de Bedford, pour avoir prêché dans des réunions non autorisées, et, sur son refus de promettre de ne plus recommencer, on le garda enfermé pendant douze ans. La prison était pleine d'individus arrêtés pour les mêmes causes que lui, au milieu desquels il continuait son ministère, gagnant sa vie en faisant de la passementerie et trouvant sa consolation dans la lecture de la Bible, dans le *Livre des Martyrs* et dans l'usage des plumes et de l'encre qu'on lui avait permis d'avoir en prison.

Il était encore dans la force de l'âge (il n'avait que trente-deux ans lorsqu'il fut enfermé) ; son inaction et sa séparation d'avec sa femme et ses enfants lui semblaient dures à supporter : « L'absence de ma femme et de mes pauvres enfants », dit-il avec une touchante simplicité, « m'a été aussi douloureuse que si l'on m'arrachait la chair des os, non-seulement parce que je suis trop attaché à ces précieux dons de Dieu, mais aussi parce que je pensais souvent aux privations, à la misère et aux besoins qui accablaient ma pauvre famille ; si j'allais venir à leur manquer, surtout à ma malheureuse fille aveugle qui me tient de si près au cœur ! Oh ! la pensée des souffrances qui pouvaient fondre sur ma pauvre enfant me brisait parfois le cœur ! Pauvre enfant, pensais-je, que de douleurs pour toi, en réserve, dans cette vie ! Tu seras obligée de mendier, exposée aux mauvais traitements, au froid, à la faim, au plus complet dénûment, à mille maux, toi qu'aujourd'hui je voudrais préserver du moindre souffle de vent. » Mais la souffrance ne brisa pas son énergie, et Bunyan trouva dans l'activité de sa plume une compensation à la tristesse de cette étroite captivité ; traités de controverse, poëmes, méditations, la *Grâce abondante* et la *Sainte Cité* se succédèrent rapidement. C'est dans sa prison qu'il écrivit la première et la plus belle partie de son *Voyage du pèlerin* (1670-71). Aucun livre ne nous fait mieux comprendre quelle force

nouvelle d'imagination les Anglais avaient puisée dans la lecture attentive de la Bible. L'anglais de Bunyan est le plus simple et le plus familier dont se soit jamais servi un grand écrivain ; mais c'est l'anglais de la Bible. Les images du *Voyage du pèlerin* rappellent celles des prophètes et des évangélistes ; on y retrouve jusqu'au tour poétique du *Cantique des cantiques,* et c'est à l'*Apocalypse* qu'est empruntée la description de la Cité céleste. Mais Bunyan s'était si bien assimilé la Bible tout entière, que sa langue était devenue l'expression naturelle de ses pensées ; il avait vécu avec la Bible et au milieu des visions et des voix célestes jusqu'à perdre le sens de la réalité. Son récit est si naturel, ses allégories sont si vivantes, que le bouclier de l'Abattement et le château du Doute sont pour nous aussi réels que les lieux qui nous sont le plus familiers, et que nous connaissons M. Légalité et M. Sage-Mondain comme si nous les avions rencontrés dans la rue. Cette merveilleuse puissance de création est, sans contredit, la qualité maîtresse du talent de Bunyan, mais il en possède bien d'autres encore. Ne trouve-t-on pas chez lui l'élévation avec la clarté de la pensée, une grâce naturelle, une merveilleuse souplesse à passer sans effort du dialogue au récit dramatique, d'une touchante simplicité à une éloquence entraînante ? N'y admire-t-on pas une imagination fine et délicate qui colore les passages les plus naïfs, une humeur enjouée, une rare puissance dans la peinture des caractères, un art merveilleux à passer d'un tableau à un autre, par exemple de la vallée de l'Ombre de la mort au pays « où les Bienheureux se promènent d'ordinaire, parce qu'ils sont sur les confins du Ciel » ; une souriante bonhomie exempte d'amertume, tout ce qui fait enfin du *Voyage du pèlerin* un des plus beaux poëmes anglais ? Si c'est le puritanisme qui a découvert la poésie qu'éveille dans les âmes les plus simples le contact avec le monde spirituel, c'est Bunyan qui, le premier, a révélé cette poésie à l'univers. Le voyage du chrétien de la Cité de destruction jusqu'à la Cité céleste est simplement le récit de la vie d'un puritain comme Bunyan, vue à travers le voile d'un idéalisme spiritualiste qui en rehausse et en embellit les incidents les plus ordinaires. C'est lui-même, ce pèlerin qui fuit la Cité de destruction, gravit la colline de la Difficulté, contemple Appolyon face à face, aperçoit ses bien-aimés traverser le fleuve de Mort pour se rendre à la Cité céleste ; « la montagne sur laquelle la Cité était construite était au-dessus des nuages ; ils montaient donc par la région de l'air, causant agréablement tout le long de la route ».

La guerre avec la Hollande. — La popularité dont jouit le *Voyage du pèlerin* prouve que les sympathies religieuses du peuple anglais étaient encore profondément puritaines. Dix éditions avaient déjà été enlevées avant la mort de Bunyan (1688), et bien que Cowper osât à peine le citer, de peur d'exciter les railleries du monde élégant, sa popularité a été

constamment grandissant jusqu'à nos jours dans les classes moyennes et parmi les pauvres ; c'est le plus populaire et le plus connu de tous les livres anglais. Mais les mouvements intimes de la vie nationale avaient peu de rapports avec l'histoire extérieure du gouvernement de la Restauration. Pendant que Bunyan gémissait dans la prison de Bedford et que l'Église persécutait les non-conformistes avec tant de violence, l'Angleterre était abreuvée d'humiliations sans exemple dans son histoire. La lutte fatale avec la Hollande, que la sagesse de Cromwell avait su terminer, recommença de plus belle. La rivalité des négociants anglais et hollandais sur la côte de Guinée (1664), où les uns et les autres cherchaient à accaparer le monopole du commerce de la poudre d'or et des esclaves, fut encore aggravée par l'ambition du duc d'York et par le ressentiment que Charles lui-même avait gardé des insultes qu'il avait eu à subir de la part de la Hollande pendant son exil. On déclara la guerre : une bataille navale acharnée, à Lowestoft, finit par le triomphe de la flotte anglaise ; mais dans une rencontre avec Ruyter, au delà de Nord Foreland, Monk et son escadre ne purent être sauvés que par l'arrivée d'une flotte de secours sous les ordres du prince Rupert (1665). « On peut les tuer, mais non les vaincre », disait C. de Witt, et cela était vrai d'un côté comme de l'autre. Une troisième bataille, aussi terrible que les précédentes, fut gagnée par les Anglais, et leur flotte parcourut les côtes de Hollande, brûlant villes et vaisseaux. Mais la joie du triomphe s'évanouit bientôt au milieu des terribles calamités qui fondirent sur la capitale. En six mois, cent mille personnes moururent à Londres de la peste ; cette peste fut suivie d'un incendie qui commença près de Fish Street et réduisit la ville en cendres de la Tour jusqu'au Temple (1666). Treize cents maisons et quatre-vingt-dix églises furent détruites. On ne peut se faire aucune idée exacte de la perte en propriétés et en marchandises. Le Trésor était vide et tous les ports déserts lorsque la flotte hollandaise apparut dans la Nore, s'avança dans la Tamise sans rencontrer d'obstacles jusqu'à Gravesend, força la chaîne qui barrait la Medway, brûla trois vaisseaux de guerre qui étaient à l'ancre dans la rivière, et parcourut fièrement pendant six mois la côte méridionale, maîtresse absolue de la Manche (1667).

CHAPITRE III

CHARLES II[1].

(1667-1673)

Charles II (1667-1673). — Le bruit des canons hollandais, tonnant dans la Tamise et la Medway, réveilla l'Angleterre et lui donna le sentiment amer de sa dégradation. Le rêve des loyalistes s'était évanoui. « Tout le monde aujourd'hui », nous dit Pepys, « pense à Ollivier et se rappelle sa bravoure et la terreur qu'il inspirait aux princes ses voisins. » Le successeur de Cromwell assistait avec indifférence à l'humiliation de ses sujets irrités, espérant en tirer un profit personnel. Pour Charles II, l'abaissement de l'Angleterre n'était qu'un coup prévu dans la partie politique qu'il jouait, combinée avec tant d'adresse et de discrétion qu'il a réussi à tromper non-seulement ses contemporains les plus sagaces, mais aussi les premiers historiens de notre temps. Le peuple ne voyait en lui qu'un gentilhomme au teint brun, de figure agréable, passant son temps à jouer avec ses épagneuls et à s'amuser à faire la caricature de ses ministres, ou bien encore à jeter des gâteaux aux oiseaux aquatiques de son parc. Charles était en apparence le plus grand désœuvré de son royaume. « Il se laissait aller », disait un de ses courtisans, « au délicieux plaisir de la flânerie. » — « Le Roi », nous dit de son côté le pratique Pepys, « ne pensait

[1] Sources : A Burnet, Kennett, et autres autorités mentionnées précédemment, nous ajouterons les *Mémoires et les lettres de sir William Temple,* ainsi que le fameux *Essai de Macaulay* sur cet homme d'État, les *Voyages et Mémoires de Reresby* et les *OEuvres d'André Marvell.* Les *Mémoires du comte de Grammont,* par Antoine Hamilton, nous offrent un tableau spirituel et amusant de la vie du comte et de celle de Charles II lui-même. Lingard prend beaucoup d'importance pour cette époque et pour la suivante, grâce aux documents originaux qu'il a eus à sa disposition. Il fait un exposé clair et impartial des événements, au point de vue catholique. Consulter aussi le récit de Jacques II lui-même, dans les *Papiers d'État,* de Macpherson ; c'est Dalrymple, dans ses *Mémoires de Grande-Bretagne et d'Irlande,* qui a découvert le premier le secret des négociations avec la France ; mais tous les travaux antérieurs ont été dépassés par les *Négociations relatives à la succession d'Espagne* (Paris, 1835), de Mignet, indispensables pour avoir une connaissance approfondie de cette seconde moitié du dix-septième siècle. Consulter, pour l'état des mœurs à la cour de Charles II, le livre de H. Forneron sur *Louise de Kéroualle.*

qu'à s'amuser, et détestait la seule pensée d'un travail régulier.» Aussi le Roi se mit-il à rire, lorsque Tom Killigrew lui déclara avec une rude franchise que la seule personne capable de porter remède aux dangers du temps présent était un certain Charles Stuart, qui ne pense qu'à jouer des lèvres dans sa cour et n'a pas d'autre occupation. Charles II était doué, comme on sait, de grandes qualités naturelles; à l'heure du péril, il avait montré un sang-froid et une présence d'esprit qui ne lui firent jamais défaut pendant tout son règne, même dans les plus violents jours de crise. D'un naturel sociable et charmant, ses manières étaient celles d'un parfait gentilhomme; il y avait dans toute sa personne une courtoisie et un aimable abandon qui lui gagnaient le cœur de tous ceux qui l'approchaient. Ses études classiques avaient été très-imparfaites; c'est à peine s'il pouvait déchiffrer un livre latin élémentaire; mais son goût pour la chimie et l'anatomie, l'intérêt qu'il témoigna pour les recherches de la *Société royale,* montrent qu'il avait l'esprit vif et ouvert. Comme plus tard Pierre le Grand, il aimait surtout l'architecture navale et se vantait d'être un très-habile constructeur de vaisseaux. Il se piquait d'aimer l'art, la poésie et surtout la musique; mais c'était surtout comme causeur qu'il déployait sa vivacité et son esprit. Il se plaisait à conter des anecdotes, et savait y mettre de la grâce et de la bonne humeur. Cette gaieté ne l'abandonna jamais; même sur son lit de mort, il se tourna, dit-on, vers les courtisans qui l'entouraient en pleurant, et s'excusa d'une voix presque éteinte « d'être si long à mourir ». Il tenait tête à tous les beaux esprits de sa cour, et faisait assaut de reparties avec Sedley et Buckingham; Rochester lui-même, dans la plus sanglante de ses épigrammes, est forcé de reconnaître que Charles n'avait « jamais dit une sottise ». Plein de saillies originales comme son grand-père, Charles, par son ironie cynique, savait leur donner un tour amusant. Lorsque son frère, très-impopulaire en Angleterre, l'avertit solennellement des complots tramés contre sa vie, Charles ne fit qu'en rire : « Sois tranquille, Jacques, ils ne me tueront jamais pour te faire roi. »

Tous ces dons brillants, ce courage, cet esprit et ces talents étaient rendus inutiles par son indolence. Il ne montrait aucune ambition, il n'était passionné que pour les plaisirs des sens, et sa dépravation scandalisait les plus dépravés de ses courtisans. Les maîtresses succédaient aux maîtresses, et l'on prodiguait les titres et les biens à une foule de femmes perdues pour glorifier leur déshonneur. Les bâtards royaux venaient prendre place dans les rangs de la noblesse anglaise; la maison ducale de Grafton, par exemple, a pour ancêtre un fils adultérin du Roi et de Barbara Palmer, qu'il avait créée duchesse de Cleveland; les ducs de Saint-Albans descendent de Nelly Gwynn, actrice et courtisane; Louise de Kéroualle, envoyée par la cour de France pour gagner le Roi à ses intérêts, devint duchesse de Portsmouth et aïeule de la maison de Richmond;

enfin, dans sa jeunesse, Lucy Walters avait rendu Charles père d'un fils qu'il éleva à la pairie sous le nom de duc de Monmouth, et qui a donné naissance à la famille des Buccleugh. Mais Charles ne se contentait pas de ces maîtresses reconnues ni d'une seule espèce de plaisir; le jeu et le vin l'aidaient à passer agréablement son temps lorsqu'il ne pouvait ni s'amuser avec ses favorites, ni parier à Newmarket. Jamais il ne ressentit le moindre remords ni le moindre sentiment de honte. « Il ne pouvait croire », disait-il, « que Dieu condamnât l'homme au malheur éternel pour s'être un peu amusé et avoir fait l'école buissonnière ici-bas. » D'ailleurs, il était cuirassé contre la honte par sa cynique incrédulité dans la vertu humaine, qu'il regardait comme un artifice des hypocrites pour en imposer aux sots, et il ne croyait pas plus à l'honneur des hommes qu'à la chasteté des femmes. Le sentiment de la reconnaissance n'existait pas pour lui, persuadé qu'il était du mobile égoïste de toutes les actions des hommes; et bien que des soldats fussent morts pour sa cause et que des femmes eussent risqué leur vie pour lui, « il n'aimait personne et ne croyait pas qu'on pût l'aimer ». Mais s'il était incapable de gratitude pour les bienfaits, il ne gardait jamais la moindre rancune des offenses. Insensible à la haine comme à l'amitié, il n'avait conservé pour ses semblables qu'une sorte de mépris ironique.

La politique du Roi. — Les Anglais ne pouvaient croire que la liberté fût le moins du monde menacée par un voluptueux et un désœuvré comme Charles II. C'est ce qui faisait la force du Roi. Il n'avait aucun goût pour le despotisme des Stuarts, ses prédécesseurs, et il était trop intelligent pour ne pas rire des théories de son grand-père sur le droit divin; son indolence lui rendait intolérable, d'ailleurs, la seule pensée d'une autorité absolue comme celle de Charles Ier; il avait trop le sentiment du ridicule pour attacher la moindre importance aux pompes de la royauté, et il était trop bon enfant pour jouer au tyran. « Il dit un jour à lord Essex », raconte Burnet, « qu'il ne se souciait pas de ressembler à un sultan entouré de muets armés de sacs et cordons pour étrangler ses ennemis, mais qu'il ne se regarderait pas comme roi tant que des individus réunis en assemblée s'occuperaient de ses affaires et éplucheraient ses comptes et les actes de ses ministres. Un roi qu'on peut contredire, et dont les ministres peuvent être cités à comparaître devant les Chambres, n'est roi que de nom. » En d'autres termes, il n'avait aucun plan arrêté de gouvernement absolu, mais il voulait administrer son royaume avec toute l'indépendance possible; pendant toute la durée de son règne, il ne cessa pas un instant de poursuivre le même but. Il le poursuivait d'une manière si irrégulière et si détournée qu'il était aussi difficile de le démasquer que de le combattre.

Dès que l'opposition devenait trop forte, il cédait; si la nation exigeait

un changement de ministres, le Roi les destituait ; dès qu'on se mettait à crier contre la Déclaration d'indulgence, il la retirait. Le peuple affolé demandait-il des victimes au moment du complot papiste, Charles II lui en jetait en pâture jusqu'à satiété complète. Il savait céder et attendre, aussi bien que, le danger passé, reprendre immédiatement l'exécution de ses projets. Il était surtout résolu à ne pas recommencer ses voyages à l'étranger ; il ne voulait pas tomber dans l'erreur qui avait causé la chute de son père et se mettre en lutte contre le Parlement ; aussi s'efforça-t-il de vivre en bonne intelligence avec les deux Chambres jusqu'à ce qu'il fût devenu assez fort pour faire tourner la querelle à son profit. Il traitait les lords avec cette aisance familière qui enlevait toute gravité à leur opposition. « Leurs débats m'amusent », disait-il de son air indolent, et il restait près du feu à bavarder pendant que les pairs se répandaient en invectives contre ses ministres; et même, lorsque Shaftesbury se laissait aller à d'ignobles plaisanteries sur la stérilité de la Reine, Charles II riait plus haut que tous les autres. Des courtisans se trouvaient chargés de la « secrète direction » des Communes ; des propriétaires campagnards, ouvertement hostiles au nouveau régime, étaient conduits dans le cabinet du Roi pour lui baiser la main et entendre l'amusant récit de sa fuite après Worcester ; on essayait de corrompre les plus obstinés, et lorsque corruptions, flatteries, séductions de toutes sortes, avaient été inutiles, Charles abandonnait la partie et attendait une meilleure occasion.

Pendant ce temps, il cherchait à réunir les débris de l'ancien pouvoir royal encore subsistants, et à profiter de toutes les ressources nouvelles qui s'offraient à lui. Impuissant à ruiner en Angleterre l'œuvre du puritanisme, il pouvait au moins la détruire facilement en Écosse et en Irlande. Avant la guerre civile, ces deux royaumes avaient servi à mettre un frein aux excès des partisans de la liberté en Angleterre ; aussi, en ne tenant aucun compte de l'union établie par la Protection et le Long Parlement, Charles espérait-il se servir encore des Écossais et des Irlandais pour tenir les Anglais en échec. Il était soutenu dans cette œuvre de réaction par Clarendon et les loyalistes constitutionnels qui, d'un côté, avaient horreur des changements introduits par leurs adversaires politiques et, de l'autre, craignaient de voir les Irlandais et les Écossais former dans le Parlement anglais un parti aveuglément soumis à la couronne. Cette mesure, qui semblait pour le moment leur rendre une partie de leur indépendance, fut tout d'abord très-populaire dans les deux royaumes ; mais on ne tarda pas à en comprendre les tristes conséquences. En Écosse, le Covenant fut immédiatement aboli, et le nouveau Parlement indigène, réuni à Édimbourg, surnommé bientôt le *Parlement ivre,* surpassa les actes les plus extravagants des cavaliers anglais en annulant en un seul décret toute l'œuvre de ses prédécesseurs pendant les vingt-huit dernières années. Tout le système ecclésiastique de l'Écosse s'écroula : Cromwell avait

déjà interdit à l'assemblée générale de se réunir, on supprima les conseils presbytéraux et les synodes ; les évêques reprirent leur suprématie spirituelle et rentrèrent au Parlement. Une condamnation inique envoya à l'échafaud le comte d'Argyle, le seul noble assez puissant pour braver la volonté royale. Le gouvernement fut confié à une poignée de politiciens dissolus dirigés par lord Lauderdale, l'un des ministres les plus habiles et les moins scrupuleux de Charles. Ce nouveau gouvernement avait deux buts politiques bien arrêtés, l'abaissement du presbytérianisme (seule force capable de ramener l'Écosse à la liberté et de soutenir les libéraux anglais dans une lutte contre la couronne) et la levée d'une armée royale prête, en cas de danger, à franchir la frontière et à venir en aide au Roi.

En Irlande, la rupture de l'union avait ramené les évêques dans leurs diocèses, mais tous les efforts de Charles pour rétablir la balance entre catholiques et protestants, et pour fortifier ainsi le gouvernement, échouèrent par suite de la résistance opiniâtre des colons protestants aux projets de restitution des confiscations de Cromwell. Après cinq ans d'une lutte acharnée entre les loyalistes dépossédés et les nouveaux venus, l'ascendant des protestants resta aussi puissant qu'autrefois, et, malgré la cession nominale d'un tiers des domaines confisqués à leurs anciens possesseurs, un sixième à peine du sol fut abandonné aux catholiques. Les réclamations du duc d'Ormond obligèrent Charles II à lui confier l'autorité suprême dans l'île, mais Ormond était trop modéré et trop constitutionnel pour se prêter à des plans de tyrannie comme le fit, sous le règne suivant, lord Tyrconnell. La séparation entre les deux royaumes et l'Angleterre fortifia d'ailleurs l'autorité royale et permit à Charles II de se consacrer entièrement à la création d'une armée anglaise. L'idée seule d'avoir une armée permanente était devenue tellement odieuse à la nation, surtout aux royalistes souvent foulés aux pieds par les soldats de Cromwell, qu'on ne pouvait songer à la rétablir légalement ; Charles II et son frère, de leur côté, étaient convaincus que l'absence d'une armée disciplinée, prête à écraser la moindre velléité de résistance, avait été cause de la chute de leur père ; aussi, tout en licenciant l'armée cromwellienne, Charles profita-t-il du soulèvement insensé des « Hommes de la cinquième monarchie » (*Fifth monarchy men*) à Londres, sous la conduite d'un vieux soldat nommé Venner, pour conserver cinq mille fantassins et cavaliers à sa solde, connus sous le nom de *garde royale*. Un corps de gentilshommes et de vétérans, bien équipés, bien montés et commandés par d'excellents officiers, se trouvait ainsi à la disposition du Roi, qui continua à en augmenter peu à peu l'effectif avec précaution, mais sans s'inquiéter du mécontentement général. Vingt ans plus tard, ce corps s'élevait en Angleterre à sept mille fantassins et mille sept cents cavaliers et dragons, et, sur le continent, Charles avait une réserve de six magnifiques régiments au service des Provinces-Unies.

Charles II et la France. — Charles II était trop perspicace pour s'imaginer, comme son frère Jacques, qu'il pourrait, avec quelques milliers d'hommes et par un coup d'autorité, détruire l'ancienne liberté politique de l'Angleterre. Il lui aurait été plus difficile encore de venir à bout du protestantisme comme il le désirait. Qu'il eût abjuré ou non le protestantisme pendant son exil, il y avait longtemps qu'il n'était plus protestant de cœur. Toutes ses sympathies religieuses le tournaient vers le catholicisme; il encourageait les conversions parmi ses courtisans, et le dernier acte de sa vie fut une adhésion formelle à l'Église romaine. Mais il agissait moins par sentiment religieux que par calcul politique; il voyait que le despotisme dans l'État ne pouvait guère coexister avec la libre recherche et la liberté de conscience, et que le gouvernement, d'après ses propres paroles, « était bien plus facile et bien plus sûr dans les pays où l'autorité est considérée comme infaillible et où la confiance et la soumission du peuple sont aveugles ». Charles comprenait d'autant moins l'impossibilité d'imposer à l'Angleterre un changement de religion, qu'il avait longtemps vécu à l'étranger, où l'on avait vu plus d'une fois des peuples changer de religion avec leur souverain. Il comptait beaucoup sur les dissentiments entre les épiscopaux et les indépendants, et avait envoyé, deux ans après son avénement, un agent secret à Rome pour négocier la réconciliation avec la papauté; mais il vit que, pour réussir dans ses projets politiques et religieux, il devait chercher des secours en dehors de l'Angleterre.

La France était alors la puissance prépondérante en Europe ; son jeune roi, Louis XIV, se déclarait le champion du catholicisme et du pouvoir absolu contre la liberté civile et religieuse dans l'Europe entière ; ses finances étaient en pleine prospérité, et ses subsides pouvaient aider le roi Charles à se débarrasser de la tutelle du Parlement ; les armées françaises faisaient l'admiration du monde entier, et elles auraient facilement pu venir à bout de la résistance des patriotes anglais. Il fallait donc à Charles II l'appui du roi de France pour réaliser ses secrets desseins, et nous savons que Charles était trop étranger à tout sentiment de honte et à tout scrupule moral pour ne pas payer ce secours à n'importe quel prix. On exigea de lui son concours tacite aux projets de Louis contre l'Espagne. Celle-ci, privée de sa principale source de richesses par la révolte des Pays-Bas et par la décadence de la Flandre, affaiblie par les persécutions et les horreurs de l'Inquisition, par l'absence de toute liberté civile et la plus déplorable des administrations financières, avait cessé de menacer l'Europe et tremblait elle-même devant la France. Louis XIV voulait lui enlever les Pays-Bas, mais la présence des Français en Flandre était aussi odieuse aux Anglais qu'aux Hollandais, et l'Espagne se croyait assurée, en cas de lutte, du secours de ces deux puissances comme de celui de l'Empire.

Pendant quelques années, Louis se contenta de compléter ses troupes et de prévenir, par d'habiles négociations, la formation d'une ligue aussi formidable. Son premier succès diplomatique en Angleterre fut le mariage du Roi. Le Portugal, en secouant le joug de l'Espagne, était devenu en réalité le vassal de la France ; aussi, en acceptant la main de Catherine de Bragance, malgré les vives protestations de l'Espagne, Charles II annonçait-il son adhésion à l'alliance française. L'opinion publique en Angleterre vit le danger d'une telle politique et se montra, dès lors, favorable à l'Espagne. Déjà, en 1661, la populace de Londres avait soutenu l'ambassadeur espagnol dans une querelle de préséance, en pleine rue, avec l'envoyé de France : « Nous aimons tout naturellement les Espagnols », disait Pepys, « et nous haïssons les Français. » La vente à la France de Dunkerque, dont la possession était le seul résultat des victoires de Cromwell, excita au plus haut degré l'irritation du peuple anglais, et il sembla, un instant, que la guerre contre la Hollande allait se terminer par un conflit avec Louis XIV. Mais celui-ci voyait dans la guerre anglo-hollandaise un obstacle sérieux à la réalisation de ses projets. Venir au secours de l'un des deux partis, c'était jeter l'autre dans les bras de l'Autriche et de l'Espagne et former une ligue qui ferait échec aux projets de la France, et cependant il était obligé d'intervenir pour rétablir la paix qui seule pouvait lui permettre de s'emparer de la Flandre et empêcher l'union des autres États de l'Europe. Il fut obligé de venir en aide à la Hollande, et cette nouvelle éveilla en Angleterre l'espoir d'une guerre prochaine. Lorsque Charles II annonça l'intervention française aux Chambres, ce furent, nous dit Louvois, « des cris de joie à la perspective d'une lutte contre nous ». Grâce aux atermoiements du roi d'Angleterre et à l'habileté de Louis XIV, qui limita ses secours au strict nécessaire pour mettre un terme à la guerre, la soudaine conclusion de la paix laissa le terrain libre pour les intrigues diplomatiques de Charles II.

La chute de Clarendon (1667). — En Angleterre, l'irritation était très-vive et presque universelle ; mais elle prit un tour qui favorisa les plans du Roi. Lorsque le bill qui accordait à la couronne le droit de grâce échoua devant le Parlement, grâce à l'énergique et opiniâtre opposition de Clarendon, Charles résolut de se débarrasser le plus tôt possible du chancelier. Le parti presbytérien, représenté par Ashley, s'unit pour amener sa chute à Arlington et aux ministres qui penchaient vers le catholicisme (1663). Mais Clarendon se sentait encore puissant, soutenu qu'il était par la Chambre des communes, composée d'hommes aussi attachés que lui à l'Église établie. Déçus dans leur espoir de le supplanter, ses rivaux se servirent de la jalousie des marchands anglais contre la Hollande pour le pousser à la guerre contre ce pays (1665). Bien que le chancelier eût réussi, malgré les protestations d'Ashley, à faire passer l'*Acte des cinq*

milles, les calculs de ses ennemis se trouvèrent bientôt vérifiés. Cette guerre désastreuse, qui fut une honte pour l'Angleterre, rompit l'union de Clarendon avec le Parlement. Le premier ministre était devenu très-impopulaire dans la masse de la nation par son orgueil et sa vénalité. Il fut menacé d'une mise en accusation qui permit à Charles II, en le destituant, de satisfaire sa vengeance trop longtemps différée. Le chancelier reçut l'ordre de quitter immédiatement le royaume (1667).

Après l'exil de Clarendon, la mort de Southampton et la retraite d'Ormond et de Nicholas, le parti cavalier cessa de jouer un rôle dans le conseil, et la coterie qui avait représenté à l'origine les presbytériens et qui, sous la conduite d'Ashley, avait vainement lutté pour la tolérance contre l'opposition de la Chambre et du clergé, parvint alors « aux affaires ». La politique religieuse de Charles avait jusqu'alors entièrement échoué : l'Église établie avait trouvé un inébranlable appui dans Clarendon et la majorité des Chambres, les presbytériens avaient refusé d'acheter l'indulgence royale en accordant aux catholiques la liberté de culte et au Roi le droit de suspendre l'exécution des lois votées par le Parlement. On sentait, cependant, depuis les derniers votes de la Chambre des communes et la rupture avec le chancelier, que la politique de persécution avait été poussée trop loin. Charles espérait que la pression exercée sur les non-conformistes par le *Conventicle Act* et l'*Acte des cinq milles* les obligerait à chercher la paix à tout prix; aussi proposa-t-il de nouveau une tolérance universelle. Il comptait sur Ashley et ses amis pour soutenir cette proposition ; mais ceux-ci, qui avaient changé leurs vues, proposèrent de réunir toutes les communions, ce qui était en contradiction directe avec les projets de tolérance du Roi ; le nouveau ministre alla même jusqu'à déposer devant la Chambre des communes une proposition dans ce sens, signée par les théologiens modérés des deux grands partis religieux, par Tillotson et Stillingfleet au nom de l'Église établie, et par Manton et Baxter pour les dissidents. Le rejet de cette proposition ne put ramener Ashley et ses partisans à leur ancienne politique ; ils étaient bien favorables encore à la tolérance, mais à une tolérance dont les bienfaits ne s'étendraient pas jusqu'aux catholiques, « parce que les lois ont déclaré les principes de la religion romaine incompatibles avec la sûreté du gouvernement et de la personne de Sa Majesté » (1669).

La politique du conseil était déterminée par l'état des affaires publiques sur le continent. Louis XIV n'avait pas tardé à montrer la véritable cause de son empressement à faire conclure la paix de Breda (1667), entre l'Angleterre et l'Espagne. Il s'était assuré la neutralité de l'Empereur par un traité secret qui partageait avec lui les États espagnols dans le cas où le roi d'Espagne mourrait sans héritier; l'Angleterre était, croyait-il, tenue en laisse par Charles II, et la Hollande était trop épuisée par la dernière guerre pour songer à intervenir sans allié. Aussi, le jour même

de la signature du traité, faisait-il valoir ses droits sur les Pays-Bas. Il fait avancer son armée, et la prise de six forteresses, tombées sans résistance, rend Turenne maître de la Flandre. La Hollande fit immédiatement entendre d'énergiques protestations et prit les armes; mais elle ne pouvait rien faire à elle seule, et son appel à l'Angleterre resta sans réponse. Louis XIV était prêt à acheter à n'importe quel prix la neutralité de Charles II. Il offrit, pour prix de l'assentiment de Charles à ses projets sur les Pays-Bas, d'admettre l'Angleterre au partage éventuel de la monarchie espagnole, de lui attribuer les colonies américaines du Roi Catholique. Charles II avait déjà engagé de secrètes négociations sur cette base, lorsqu'il se vit obligé d'y renoncer devant le ton menaçant du Parlement et l'attitude de ses propres ministres. L'accroissement de la puissance française semblait à Ashley et à ses partisans trop dangereuse pour le protestantisme anglais; Arlington lui-même, quoique catholique au fond du cœur, songea moins aux intérêts du catholicisme qu'aux intérêts politiques de l'Angleterre et à l'opposition invariable faite par tous les hommes d'État anglais, depuis Élisabeth, à l'établissement des Français en Flandre. Louis XIV, averti du danger, voulut gagner l'opinion publique anglaise en proposant la paix à des conditions très-modérées, tandis qu'il écrivait à Turenne : « Je roule dans ma tête des projets qui sont loin d'être impraticables, et que je mettrai à exécution à quelque prix que ce soit. » Trois armées françaises étaient prêtes à attaquer l'Espagne, l'Allemagne et la Flandre (1668), lorsque Arlington envoya sir William Temple à la Haye, pour signer la triple alliance entre l'Angleterre, la Hollande et la Suède; Louis XIV fut contraint de se renfermer dans les termes du traité qu'il avait offert et d'accepter la paix d'Aix-la-Chapelle (1668).

Le traité de Douvres (1670). — Peu de mesures excitèrent un aussi grand enthousiasme que la triple alliance : « C'est la seule bonne chose que le Roi ait faite depuis la Restauration », disait Pepys. Le tory Dryden lui-même regardait comme un des plus grands crimes de Shaftesbury d'avoir rompu la *triple union*. Cette alliance obligeait simplement Louis à mettre à exécution les propositions de paix faites par lui-même, propositions d'ailleurs tout à l'avantage de la France; mais, en même temps, elle ruinait ses desseins de conquête et cimentait cette union des puissances contre laquelle il sentait instinctivement que son ambition devrait se briser un jour. Arlington voulait faire de cette triple alliance le noyau d'une vaste confédération ; il s'efforça non-seulement de la resserrer, mais aussi d'y faire entrer les cantons suisses, l'Empire et la maison d'Autriche. Il échoua, mais cette triple union préparait la Grande Alliance, qui devait plus tard sauver l'Europe. L'Angleterre avait reconquis au dehors le prestige que sa politique étrangère lui avait fait perdre depuis la mort de Cromwell ; c'était, en effet, un retour à la politique du protec-

teur, qui aurait voulu organiser une ligue des puissances protestantes du Nord contre les États catholiques du Sud. L'énergie et les succès des Hollandais portèrent un coup plus rude encore à l'orgueil de Louis XIV que l'intervention de l'Angleterre ; il fut profondément blessé de voir qu'« une nation de boutiquiers » (c'est l'expression même dont se servit plus tard Napoléon en parlant des Anglais) eût pu déjouer ses desseins au moment où il allait les mettre à exécution ; il s'abstint de toute attaque immédiate, mais ce ne fut que pour en tirer plus tard une plus éclatante vengeance. Il s'occupa uniquement, pendant les trois ans qui suivirent la paix d'Aix-la-Chapelle, à isoler les Provinces-Unies et à rompre la triple alliance en en détachant la Suède, en obtenant la neutralité de l'Empire, en s'assurant enfin des bonnes dispositions de Charles II, et il laissa sa victime sans autre secours que la bienveillance inutile de l'Espagne et du Brandebourg.

Ces intrigues diplomatiques réussirent à merveille, mais nulle part aussi bien qu'en Angleterre. Charles, un instant enivré du succès de la triple alliance, n'avait jamais sérieusement abandonné ses desseins et était résolu à en poursuivre la réalisation. Il comprit bientôt que son idée d'une union entre les non-conformistes et les catholiques « ne pouvait être qu'un rêve » ; il se jeta alors dans les bras de la France. A peine la triple alliance était-elle conclue, qu'il offrait à Louis d'entrer dans une ligue offensive et défensive avec lui ; il reconnut qu'il était le seul homme de son royaume qui désirât une telle alliance, mais cela ne l'empêchait pas d'être résolu à accomplir ses desseins sans s'inquiéter de l'opinion de ses ministres. Il les convertirait à ses idées ou agirait sans eux. Arlington et sir Thomas Clifford étaient catholiques au fond du cœur comme le Roi ; ils furent convoqués à une conférence avec le duc d'York, qui avait secrètement embrassé le catholicisme, et le Roi leur annonça, sous le sceau du secret le plus absolu, qu'il était catholique, et leur demanda conseil sur le meilleur moyen de rétablir la religion romaine. Ils résolurent de faire appel à Louis XIV et de « chercher sa protection », comme disait l'ambassadeur de France, « dont le roi Charles avait toujours espéré ressentir les puissants effets, dans le cas où il voudrait changer et améliorer la condition actuelle de la religion en Angleterre et y établir son autorité de telle façon qu'il pourrait désormais retenir ses sujets dans l'obéissance qui lui est due ». Il offrait de se déclarer catholique et de s'unir à la France contre la Hollande, en retour d'un subside annuel d'un million de francs C'est sur ces bases que furent entamées les négociations de Douvres entre Charles II et sa sœur Henriette, duchesse d'Orléans (1670). Le Roi s'engageait à annoncer sa conversion à condition d'être soutenu, s'il le fallait, par l'argent et les troupes de Louis XIV. Les deux pays déclareraient la guerre à la Hollande, l'Angleterre fournirait une faible armée de terre et porterait presque tout le poids de la lutte sur mer, moyennant un subside

annuel de trois millions. Dans le cas où le Roi d'Espagne mourrait sans héritier direct, Charles II promettait d'aider Louis à faire valoir ses droits sur la Flandre.

La Déclaration d'indulgence. — Rien ne prouve mieux l'immoralité politique de ce temps-là que le choix fait par Charles d'Arlington, l'auteur de la triple alliance, comme confident du traité de Douvres. Mais, à l'exception de Clifford et d'Arlington, personne ne fut informé de la conversion du Roi et de ses desseins; car il aurait été impossible d'obtenir le consentement de ceux qui représentaient dans le conseil l'ancien parti presbytérien ou celui d'Ashley, de Lauderdale et du duc de Buckingham. On réussit cependant à les entraîner à une guerre avec la Hollande en leur promettant la tolérance pour les non-conformistes. L'annonce du changement de religion de Charles II fut encore différée, et l'on entama, par l'entremise de Buckingham, des négociations dérisoires qui se terminèrent par un traité simulé dont Ashley et Lauderdale eurent connaissance. Ce traité, qui ne disait rien du changement de religion ni des promesses de la France, ne stipulait qu'une alliance offensive avec la France contre la Hollande. Il n'y avait pas là rupture formelle de la triple alliance, qui n'avait été organisée que pour protéger les États espagnols. Ashley et ses collègues se leurrèrent de l'espoir d'obtenir un édit de tolérance. Charles II cédait, en somme, sur un point très-important, en promettant à son premier ministre qu'aucun catholique ne bénéficierait de sa déclaration (1671). L'affaire une fois conclue et ses ministres joués, il ne restait plus qu'à tromper aussi le Parlement; on demanda de larges subsides pour la flotte sous prétexte de soutenir la triple alliance. A peine étaient-ils votés, que les deux Chambres furent ajournées, et l'on obtint de nouvelles sommes par la fermeture de l'Échiquier et en suspendant, sur l'avis de Clifford, le payement du capital et des intérêts de la dette publique. Cette mesure entraîna la faillite de la moitié des orfévres de Londres, mais elle fut suivie d'une nouvelle surprise, la *Déclaration d'indulgence* de 1672. En vertu de ses pouvoirs ecclésiastiques, le Roi ordonnait « que toute sentence ou loi pénale en matière religieuse contre les non-conformistes de toutes les communions fût désormais suspendue », et accordait la liberté du culte public à tous les dissidents, à l'exception des catholiques, qui n'étaient autorisés à célébrer leurs cérémonies que « dans les maisons privées ». Les résultats de cette *Déclaration* justifièrent Ashley et ses collègues (si quelque chose peut excuser leur conduite); les ministres dissidents revinrent, après des années d'exil, dans leurs foyers et au milieu de leurs troupeaux; les chapelles se rouvrirent, les prisons se vidèrent; Bunyan quitta Bedford, et les quakers, qui avaient été jusqu'alors les principales victimes de la persécution, se trouvèrent désormais libres d'adorer Dieu selon leur conscience.

La guerre avec la Hollande (1672-1673). — La *Déclaration d'indulgence* fut immédiatement suivie par une déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre à la Hollande. Le succès des alliés fut d'abord complet. L'armée française passa le Rhin, envahit trois des États néerlandais sans rencontrer d'opposition, et poussa jusqu'en vue d'Amsterdam. Ce ne fut qu'à force d'habileté et de courage désespéré que Ruyter réussit à tenir en respect la flotte anglaise, commandée par le duc d'York, après un combat acharné sur les côtes de Suffolk. Le triomphe du cabinet anglais valut des titres et des honneurs aux chefs des deux partis ; Ashley fut créé lord chancelier et comte de Shaftesbury, et Clifford devint lord trésorier. Les Hollandais ne durent leur salut qu'à l'orgueil de Louis XIV, qui repoussa avec hauteur leurs offres de soumission, et à l'approche de l'hiver, qui suspendit les opérations.

Le plan des deux cours dépendait dès lors des chances d'une rapide surprise, et l'élévation du prince d'Orange au commandement de l'armée hollandaise déjoua cette espérance. Guillaume, malgré son extrême jeunesse, montra, dès ses débuts, le sang-froid et la ténacité de sa race : « Ne voyez-vous pas que votre pays est perdu ? » lui demanda un jour Buckingham, qui avait été envoyé à la Haye pour négocier. — « J'ai un moyen infaillible », lui fut-il répondu, « de ne pas le voir ; c'est de mourir dans la dernière tranchée. » Ces retards inattendus obligèrent Charles à convoquer de nouveau le Parlement ; les fonds, qu'il s'était alloués avec si peu de scrupule, avaient été engloutis dans des dépenses de toutes sortes, et la fermeture du Trésor avait ruiné son crédit et rendu tout emprunt impossible. Il fallait donc en appeler aux Communes, mais les députés accueillirent sa demande avec une méfiance irritée. Ils ne s'occupèrent pas de la guerre ; le sentiment qui dominait tous les autres, c'était la crainte vague, bientôt justifiée, que la liberté et la religion avaient été indignement trahies ; on commençait à soupçonner que toute la force armée se trouvait entre les mains des catholiques ; on savait le duc d'York papiste de cœur, et c'était lui qui commandait la flotte. Des catholiques avaient été reçus comme officiers dans l'armée levée à l'occasion de la guerre de Hollande. Lady Castlemaine, la maîtresse du Roi, se vantait de sa conversion, et des doutes très-sérieux s'élevaient de toutes parts sur la sincérité du protestantisme du Roi. On craignait qu'un complot ne fût ourdi pour établir en Angleterre le catholicisme et le pouvoir absolu, et que la guerre et la Déclaration ne fissent partie du plan qu'on tramait. Le changement des dispositions du Parlement se manifesta par l'apparition du parti dit *Country party,* qui avait à sa tête lord Russell, lord Cavendish et sir William Coventry ; parti qui, tout en sympathisant avec les non-conformistes, cherchait avant tout à prévenir les desseins de la cour. Toutes les fractions du Parlement étaient du même avis sur la *Déclaration d'indulgence;* les Communes déclarèrent « que les lois pénales en matière ecclé-

siastique ne pouvaient être suspendues, sauf par le consentement des deux Chambres », et refusèrent le vote du budget jusqu'à ce que la Déclaration eût été retirée. Le Roi céda ; mais à peine l'avait-il retirée, que l'*Acte du Test* passa sans opposition aux Communes et à la Chambre des lords ; cette loi exigeait que tout homme appelé à une fonction civile ou militaire prêtât le serment de fidélité, reconnût la suprématie de la couronne en matière religieuse, se déclarât contre la transsubstantiation et prît la communion suivant les rites de l'Église d'Angleterre. Clifford conseilla immédiatement une résistance énergique, et Buckingham parla étourdiment d'appeler l'armée à Londres ; mais Arlington, voyant que tout espoir de réaliser le *Grand Projet* était perdu, pressa Charles de céder. Le Roi avait encore la ressource d'une dissolution, mais il était à craindre qu'un nouveau Parlement fût plus violent encore que le précédent, et Charles se résigna. Le duc d'York se déclara catholique et se démit de ses fonctions de lord amiral ; une populace furieuse se massa autour de la maison du lord trésorier Clifford en apprenant qu'il avait, lui aussi, fait profession de catholicisme et renoncé à sa charge. Les démissions arrivaient de tous côtés par centaines, tant de l'armée que des divers services civils. L'effet en fut prodigieux sur le public : « Je n'ose écrire les étranges choses que l'on répète par la ville », disait Evelyn. Ces démissions montraient quels dangers on avait courus. Dès lors, on perdit toute confiance en Charles II : « Le Roi », disait Shaftesbury avec amertume, « comme simple particulier, aurait certainement passé pour un homme bien né, d'excellente éducation et d'un bon naturel ; mais il s'est si mal conduit comme prince, qu'il n'y a personne au monde, homme ou femme, qui ose compter sur lui et ait la moindre confiance en sa parole ou en son amitié. »

CHAPITRE IV

DANBY[1].

(1673-1678)

Shaftesbury. — L'homme qui ressentit le plus vivement la perfidie du Roi fut sans contredit le chancelier Shaftesbury. Ashley Cooper s'était piqué toute sa vie de lire dans l'âme de ceux qui l'entouraient et d'avoir un instinct politique d'une rare pénétration qui l'avertissait à l'avance de tout ce qui allait arriver. Sa confiance en lui-même était prodigieuse. Tout jeune encore, presque enfant, il avait arraché son patrimoine aux mains de tuteurs avides, en faisant hardiment appel à Noy, alors procureur général. En commençant ses études à l'Université d'Oxford, il avait soulevé les nouveaux venus contre les coutumes vexatoires imposées par les anciens de son collége, et réussit à les faire abroger. A dix-huit ans, il était membre du Court Parlement, et, dès le début de la guerre civile, il prenait parti pour le Roi ; au moment des brillants succès de l'armée royale, il eut le pressentiment de la ruine de Charles Ier, et, passant du côté des parlementaires, il s'attacha à Cromwell et devint membre du conseil d'État. Une disgrâce passagère, pendant les dernières années du protectorat, lui inspira une haine profonde contre ce régime, et il en hâta la chute. Nous avons déjà vu de quelles amères invectives il accabla le protecteur, après sa mort, ses intrigues avec Monk et la part active qu'il prit au retour du Roi. Charles le récompensa de ses services en lui accordant la pairie et le premier rang dans le conseil royal. Ashley était alors âgé d'une quarantaine d'années : cet homme, qui avait été connu, pour se servir des expressions méprisantes de Dryden, comme la plus enrouée cornemuse de la troupe glapissante, une fois devenu conseiller de Charles II, parut se jeter dans la débauche avec une frénésie qui étonna son maître lui-même. Comme il laissait un jour échapper devant lui une plaisanterie obscène : « Savez-vous que vous êtes le plus vilain chien de tout le royaume? » lui

[1] Sources : Outre les ouvrages précédemment cités, voyez la *Vie de Shaftesbury*, par M. Christie, apologie assez habile de la conduite de ce ministre, qui jette un jour nouveau sur la politique du parti whig pendant cette période. Voyez aussi les *Lettres et discours de Shaftesbury*, publiés par M. Christie.

dit Charles II en riant. — « Parmi vos sujets, Sire », répondit Shaftesbury sans hésiter, « c'est possible. »

Cette légèreté de mœurs n'était qu'un masque. Sobre par tempérament et par habitude, sa mauvaise santé lui rendait tout excès impossible. On découvrit bientôt que le courtisan, qui flânait dans les boudoirs de lady Castlemaine, buvait et faisait assaut de bons mots avec Sedley et Buckingham, était un homme d'affaires, plein de talent et d'activité. Pepys s'étonnait, trois ans après la restauration, « que Shaftesbury pût être à la fois un homme d'État et un homme adonné aux plaisirs et à la dissipation », et ses rivaux lui enviaient cette souplesse d'esprit qui lui permettait de traiter les questions financières les plus ardues et d'amuser le Roi par ses spirituelles saillies. Même à la fin de sa vie, sa prodigieuse faculté de travail arrachait des éloges à ses adversaires. Dryden reconnaissait sa promptitude dans les affaires, son abord aimable et facile, et il s'étonnait « de cette incessante activité qui refusait à un corps vieilli un repos si nécessaire ». Cette activité était d'autant plus merveilleuse qu'il avait une santé déplorable. Un accident arrivé dans sa jeunesse lui avait laissé une incurable débilité qu'on devinait aux rides de sa longue figure pâle et au tremblement nerveux qui secouait sa frêle enveloppe. Son âme de feu usait ce « corps de pygmée », mais la faiblesse et la douleur ne parvinrent pas à aigrir son caractère. Ashley eut à subir des attaques plus violentes qu'aucun autre homme d'État anglais, à l'exception de Walpole; mais Burnet, qui ne l'aimait pas, avoue qu'il ne répondit jamais à ses adversaires par une parole amère ou irritée; même dans ses ripostes souvent assez vives, il montrait plus de bonne humeur que d'âpreté : « Quand donc cesserez-vous de prêcher? » lui murmurait un jour avec humeur un évêque, pendant un de ses discours à la Chambre des lords. — « Lorsque je serai évêque, monseigneur », répondit-il en riant.

Politique de Shaftesbury. — Ashley était supérieur à ses contemporains non-seulement par sa merveilleuse activité et son habileté, mais aussi par son dédain de tout avantage personnel. Dryden, toujours à l'affût des faits défavorables au chancelier, reconnaît sa parfaite intégrité. Comme chef politique, sa position nous paraît étrange. En religion, c'est à peine s'il croyait en Dieu; il avait une vague idée « qu'après la mort les âmes vont dans les étoiles », et il vivait en libertin. Ce déiste débauché représentait cependant, comme nous l'avons dit, dans le conseil royal, les presbytériens et les non-conformistes : il se montrait l'avocat ardent et inébranlable de la tolérance, mais pour des motifs purement politiques. Il comprit que la persécution ne servirait qu'à éloigner encore les dissidents, à désunir les protestants et à les livrer à la merci de leurs adversaires. Mais il vit aussi qu'en raison de l'état des esprits en Angleterre depuis la Restauration, la politique royale pouvait seule imposer cette

tolérance par un décret du Roi lui-même. Aussi se servit-il de tous les moyens possibles, railleries, encouragements à la débauche, promptitude dans l'expédition des affaires, pour entretenir Charles dans ses idées de modération et s'assurer son appui dans la lutte qu'il allait entreprendre contre la politique intolérante de Clarendon. Charles, comme nous l'avons vu, poursuivait un but personnel, et avait des raisons secrètes pour protéger Ashley dans sa lutte violente, mais inutile, contre le *Test,* contre les *Actes de corporation* et *d'uniformité,* et en faveur des dissidents. La fortune sourit enfin à l'habileté peu scrupuleuse d'Ashley Cooper; il jeta Clarendon dans les embarras de la guerre de Hollande en 1664, et profita de l'hostilité du Parlement contre le ministre pour rendre sa chute inévitable. Nous connaissons le marché encore moins scrupuleux qu'il conclut peu après, et par lequel il crut acheter la *Déclaration d'indulgence,* l'élargissement des dissidents et la liberté de culte pour tous les non-conformistes, au prix d'une seconde guerre avec la Hollande.

Le pays le considérait comme responsable de tous les actes du gouvernement, de ceux qu'il avait conseillés et de ceux auxquels il n'avait eu aucune part. Pendant qu'il faisait face à l'orage déjà menaçant, Ashley apprit, dans un moment d'abandon, le secret de la conversion du Roi. Il avoua à un ami son trouble « au sujet des sombres nuages qui s'amoncelaient sur l'Angleterre » ; mais, malgré ses inquiétudes, il se croyait encore assez fort « pour obliger le Roi à se plier à ses propres desseins ». En acceptant la place de chancelier et le comté de Shaftesbury et surtout en défendant avec véhémence la guerre à l'ouverture du Parlement, il s'était identifié plus encore avec la politique royale. C'est à ce moment, si nous en croyons un récit d'une authenticité douteuse, mais qui explique le brusque revirement de sa conduite, qu'il apprit par Arlington le mystère du traité de Douvres. Qu'il ait en effet été instruit par ce dernier, ou que ses soupçons comme ceux du peuple même se soient peu à peu changés en certitude, Shaftesbury vit qu'il avait été dupé. A l'amertume d'une telle découverte s'ajoutait l'irritation d'avoir trempé dans des projets qui lui faisaient horreur. Son changement de politique fut prompt et complet. Il insista tout à coup pour le retrait de la *Déclaration d'indulgence,* et, seul parmi tous ses collègues, défendit et appuya l'*Acte du Test* avec une extrême véhémence. Il obligea ainsi Jacques, duc d'York, et Clifford à se démettre de leurs fonctions, et il éleva une barrière contre toutes les tentatives futures des catholiques; il espérait même se venger de la duplicité du Roi en lui imposant sa politique. Charles II était pour le moment réduit à l'impuissance et se trouvait, comme il l'avait déjà dit à Louis XIV, tout à fait isolé dans son royaume; l'acte du Test passa à l'unanimité dans les deux Chambres; les non-conformistes eux-mêmes abandonnèrent le Roi, préférant la persécution à l'obligation de soutenir son système de gouvernement. La démission des officiers catholiques rendait impossible, en

admettant même qu'on y eût songé, tout emploi de la force, tandis que les résultats presque négatifs de la guerre de Hollande enlevaient l'espoir d'une intervention de la France.

La fermeté du prince d'Orange réussit à réveiller l'opiniâtre énergie de ses compatriotes. Les Français se retirèrent peu à peu, et l'habile Ruyter continua à tenir en respect la flotte des alliés. Guillaume ne fut pas moins heureux dans ses négociations diplomatiques; la maison d'Autriche se réveilla enfin à la vue des dangers qui menaçaient l'Europe, et son union avec les Provinces-Unies devint la base de la grande alliance. Shaftesbury résolut de mettre fin à la guerre; pour y arriver, il se rapprocha du parti des gentilshommes campagnards (*country party*). La Chambre des communes vit avec plaisir le duc d'Ormond et le prince Rupert, considérés alors comme chefs des parlementaires, rentrer au conseil royal. C'est à son influence que Charles II attribua l'opposition faite par les Communes à la guerre et leur refus d'accorder des subsides tant que le gouvernement n'aurait pas donné de nouvelles garanties au protestantisme. C'est à son instigation que les deux Chambres présentèrent une adresse contre le projet de mariage entre le duc d'York et une princesse catholique, Marie de Modène. Mais un acte de vigueur, tout à fait inattendu de la part du Roi, vint bouleverser les plans de Shaftesbury. A peine les Chambres s'étaient-elles séparées, au mois de novembre, que le chancelier reçut l'ordre de rendre les sceaux. (Nov. 1673.)

Charles II et Shaftesbury. — « Je ne dépose ma robe que pour ceindre une épée », avait répondu, dit-on, le comte de Shaftesbury en recevant l'ordre du Roi. Ces paroles paraissent au premier abord toutes naturelles : l'épée faisant partie du costume d'un gentilhomme, il devait nécessairement la reprendre lorsqu'il mettait de côté la robe de chancelier; elles furent cependant considérées comme une menace à mots couverts. Shaftesbury était toujours résolu à forcer le Roi de conclure la paix avec les États Généraux; mais les dangers qu'il prévoyait dans l'avenir lui causaient une plus grande anxiété encore que ceux du présent. Le duc d'York, héritier présomptif du trône, s'était avoué catholique, et presque tout le monde pensait qu'à son avénement la religion nationale aurait besoin de garanties. Shaftesbury vit tout de suite, et nous lui en savons gré, qu'avec un roi bigot comme Jacques et pénétré du préjugé du droit divin des rois, toute garantie serait inutile. Dès lors, il résolut d'obliger Charles II à exclure son frère du trône, et ce projet fut justifié plus tard par la révolution, qui accomplit ce qu'il s'était proposé de faire. Malheureusement il voulait se servir contre le Roi d'armes aussi indignes que les siennes. La démission de Clifford et la découverte de la conversion de Jacques avaient eu pour résultat de détruire toute confiance dans l'honnêteté des hommes publics. Une véritable panique s'empara de tous les esprits; on

disait tout bas que Charles était catholique au fond du cœur, et que, malgré le serment du Test, nombre de papistes déguisés avaient conservé d'importantes fonctions dans l'État; ce qui se trouvait être vrai pour Arlington.

Shaftesbury profita des vagues alarmes de la nation, qui se sentait impuissante à conjurer les dangers secrets révélés chaque jour, pour mettre ses plans à exécution. Il commença par exciter les inquiétudes publiques en faisant courir le bruit d'un soulèvement papiste et d'une prochaine insurrection en Irlande, soutenue par l'armée française. Il se retira dans sa maison de la Cité, sous prétexte qu'une conspiration avait été tramée contre lui, disait-il, « pour lui couper la gorge ». Pendant ce temps, il organisait rapidement le « country party » dans les deux Chambres et se plaçait ouvertement à sa tête. Une adresse pour le renvoi des ministres « infectés de papisme ou autrement dits malfaisants et dangereux », fut présentée à l'ouverture de la session de 1674, et le refus des subsides empêcha la continuation de la guerre. On présenta alors un bill qui empêchait les catholiques d'approcher de la cour, afin d'écarter Jacques des conseils du Roi; un autre bien plus important encore, le *Bill de garanties protestantes,* qui déclarait que tout prince du sang royal marié à une catholique était par cela seul déchu de son droit à la couronne, fut soutenu par Shaftesbury, Halifax et Carlisle, chef de la nouvelle opposition à la Chambre des lords. Le bill, embryon du futur *Acte d'exclusion,* échoua, mais cet échec laissa les Chambres inquiètes et agitées. Shaftesbury déployait des ressources infinies, intriguant dans la Cité, correspondant avec Guillaume d'Orange, poussant à une guerre avec la France, que Charles ne put éviter qu'en ayant recours à la générosité de Louis XIV, dont les subsides lui permirent de proroger le Parlement. Mais Charles comprit qu'il était temps de céder : « Les événements ont mal tourné », disait-il à Temple, dans un de ses rares accès d'impatience; « mais si j'avais été bien servi, j'aurais pu en tirer un bon parti. » Comme d'ordinaire, il céda sur tous les points, renvoya Buckingham et Arlington, et fit la paix avec la Hollande. Mais Charles n'était jamais plus à craindre qu'à l'heure de la défaite; il s'était déjà décidé à suivre une nouvelle politique qui devait faire échouer les efforts de Shaftesbury.

Depuis son avénement, il s'était contenté d'un système de balance, opposant les épiscopaux aux dissidents, Ashley à Clarendon, en partie pour garantir sa propre indépendance et en partie aussi pour obtenir dans la lutte quelques avantages pour les catholiques. Les dispositions des Communes avaient permis à Clarendon de déjouer tous ses plans; mais, à la chute de son ministre, Charles s'était senti assez fort pour abandonner son système de balance et avait recherché l'appui de Louis XIV et des non-conformistes pour réaliser ses nouveaux projets. La nouvelle politique n'eut pas plus de succès que l'ancienne. Les non-conformistes refusèrent

de trahir la cause du protestantisme, et Shaftesbury, leur chef, s'efforça de faire adopter des mesures qui devaient enlever aux catholiques toutes les espérances qu'avait fait naître chez eux la conversion du duc d'York. Au milieu de tous ces embarras, Charles résolut de se concilier les Communes, en adoptant hardiment la politique de la majorité de la Chambre, composée de cavaliers partisans de l'Église anglicane, et qui regardait comme son représentant au conseil sir Thomas Osborne, créature d'Arlington. Charles II, qui l'avait nommé comte de Danby, puis élevé au poste de lord trésorier à la place de Clifford, adopta franchement, en 1674, la politique de son parti.

Danby (1674-1678). — Le système de Danby était tout simplement celui de Clarendon. Attaché à l'Église établie, il détestait également les papistes et les dissidents, et se déclarait partisan de la monarchie tempérée par la loi et les deux Chambres. L'union de l'Église et de la couronne fut ratifiée dans une conférence entre Danby et les évêques, à Lambeth ; elle eut pour résultat la mise en vigueur des lois rigoureuses contre les conventicules et l'exclusion de tous les catholiques de l'entourage du Roi. Lady Mary, fille aînée de Jacques, duc d'York, reçut, par ordre du Roi, la confirmation selon les rites protestants, et le Parlement de 1675 emporta l'assurance qu'on se montrerait très-sévère pour la prestation du serment du Test. Le revirement du Roi ne se fit pas un jour trop tôt. Les cavaliers qui se ralliaient autour de Danby réussirent cependant à épargner au Roi l'humiliation de rappeler ses troupes qui se trouvaient au service du roi de France. Pour obtenir une majorité, Danby se vit obligé d'avoir recours à un procédé qui joua, pendant tout un siècle, un grand rôle dans la politique anglaise : il usait largement de la corruption. Il réussit même à reconquérir la majorité des Communes, qui s'était rapprochée du « country party », en réveillant le vieil esprit de persécution religieuse. Il proposa que le serment du Test, qui avait été imposé par Clarendon aux officiers municipaux, fût étendu à tous les fonctionnaires de l'État ; que chaque membre des deux Chambres, chaque magistrat et fonctionnaire fût obligé de jurer de ne jamais prendre les armes contre le Roi, « de ne jamais entreprendre d'altérer la religion protestante légalement établie sous le nom d'*Église anglicane,* ni d'apporter aucune modification dans l'organisation légale de l'Église et de l'État ». Le bill fut arraché à la Chambre des lords par les évêques et les cavaliers, et il n'échoua aux Communes que par suite d'une querelle de prérogative entre les deux Chambres, querelle habilement envenimée par Shaftesbury. De son côté, le « country party » restait assez influent pour refuser des subsides. Malgré son désir ardent de faire la guerre à la France comme Danby le promettait toujours, la Chambre des communes ne pouvait reprendre confiance dans la parole du Roi ; Danby vit bientôt combien cette mé-

fiance était justifiée. Peu après la prorogation du Parlement, Charles lui révéla les négociations qu'il n'avait pas cessé de poursuivre avec Louis XIV, et le pria de signer un traité d'après lequel, moyennant une pension annuelle garantie par la France, les deux souverains s'engageaient à ne contracter aucune autre alliance et à se prêter un mutuel secours en cas de soulèvements dans leurs États. Un pareil traité mettait non-seulement l'Angleterre dans la dépendance de la France, mais affranchissait le Roi de tout contrôle parlementaire. Le ministre demanda en vain au Roi d'attendre et de consulter le conseil, Charles II répondit à ses sollicitations en signant le traité de sa propre main (1676).

Danby se trouvait dupé comme Shaftesbury ; mais cette déception ne fit que l'enhardir davantage à former de nouveaux plans pour arracher le Roi à sa honteuse dépendance vis-à-vis de Louis XIV. Son premier soin fut de réconcilier Charles II avec le Parlement, qui se réunit en 1676 après une prorogation de quinze mois. Le « country party » aurait pu être un obstacle à cette réconciliation, mais Danby résolut de le briser par des mesures d'une rigueur exceptionnelle. Une imprudence de Shaftesbury lui facilita sa tâche. Désespérant de jamais amener la Chambre des communes, élue quinze ans auparavant dans un moment de réaction politique et religieuse, à une énergique opposition contre la couronne, il avait déjà proposé une adresse réclamant une prompte dissolution ; il soutint, de plus, qu'en vertu d'un décret d'Édouard Ier, ordonnant « que le Parlement se réunît au moins une fois par an, et même plus souvent si cela était nécessaire », le Parlement actuel, prorogé récemment pendant un an et demi, avait légalement cessé d'exister. L'*Acte triennal* enlevait à cet argument une partie de sa valeur. Danby représenta cet acte comme une excitation au mépris des Chambres, et, sur sa demande, les lords envoyèrent à la Tour les auteurs de la proposition, Shaftesbury, Buckingham, Salisbury et Wharton (1677). Tandis que l'opposition était atterrée par ce coup, Danby se hâta de présenter une loi qui devait ramener à la couronne la confiance des prélats alarmés ; par le bill de *sécurité* « de l'Église », on décidait qu'en cas d'avénement d'un roi non anglican, la nomination des évêques serait faite par les prélats existants et la tutelle des enfants du Roi confiée à l'archevêque de Canterbury.

Le traité de Nimègue (1678). — Le bill échoua devant les Communes, et les subsides ne furent accordés que grâce à l'argent que Danby distribua à profusion de tous côtés. Les nouvelles de la guerre continentale jetèrent l'Angleterre dans une panique si violente que Danby se vit dans l'impuissance de la calmer. A la nouvelle des succès des Français en Flandre et de la défaite du prince d'Orange à Cassel, des cris de guerre éclatèrent dans tout le royaume. La Chambre des communes se fit l'interprète du vœu national dans une adresse au gouvernement; mais Charles

para le coup en demandant de nouveaux subsides avant de déclarer la guerre, et, sur le refus des deux Chambres, toujours méfiantes, le Parlement fut prorogé. De nouveaux secours pécuniaires de la France, beaucoup plus considérables que les précédents, lui permirent de se passer des Chambres pendant sept mois. Mais le silence du Parlement ne réussit pas à calmer le pays; aussi Danby profita-t-il de l'indignation universelle pour presser le Roi d'agir avec énergie. Cavaliers et puritains étaient d'accord pour demander qu'on arrêtât les progrès des Français, et Danby cherchait à compenser son échec à l'extérieur en rapprochant les deux partis hostiles par une vigoureuse politique extérieure.

Charles céda, comme d'habitude. Il ressentait lui-même une certaine inquiétude en voyant les Français sur la côte de Flandre, et il reconnut « qu'il ne pourrait jamais vivre en bonne intelligence avec ses sujets » s'il abandonnait la Flandre. Il permit alors à Danby d'insister auprès des deux partis sur la nécessité de concessions mutuelles, et d'affirmer la nouvelle attitude de l'Angleterre par une démarche dont les résultats devaient être bien plus importants que Charles et son ministre n'avaient pu le prévoir. Le prince d'Orange fut invité tout à coup à venir en Angleterre, où il épousa Marie, fille aînée de Jacques, duc d'York. Comme le Roi était sans enfants et que son frère n'avait pas de fils, Marie se trouvait être l'héritière présomptive de la couronne; ce mariage promettait une étroite alliance politique avec la Hollande à l'avenir et, par suite, une énergique opposition aux vues ambitieuses de la France. La nation tout entière accueillait avec joie ce mariage protestant, qui assurait un héritier protestant au duc d'York. Louis XIV en fut profondément irrité; aussi repoussa-t-il les propositions de paix de l'Angleterre et remit-il son armée en campagne. Danby se montra tout prêt à accepter son défi; il rappela de Paris l'ambassadeur anglais et convoqua le Parlement (1678). Les Chambres répondirent par une adresse belliqueuse au discours belliqueux du trône; les fonds furent votés, et on leva une armée. Mais il n'y eut pas de déclaration de guerre. Pendant que Danby menaçait de faire la guerre, Charles était occupé à tourner les choses à son profit et à gagner du temps par des prorogations successives, par d'indignes négociations. A un moment donné, il réclama de Louis une nouvelle pension pendant trois ans pour prix de ses bons offices auprès des alliés. Danby s'abaissa jusqu'à en rédiger la demande, à laquelle Charles II ajouta : « Cette lettre a été écrite par mon ordre. C. R. » Une armée anglaise de trois mille hommes débarqua à Ostende; mais les alliés étaient divisés, incertains sur les véritables intentions du Roi, et Charles consentit bientôt à rappeler la brigade, moyennant une nouvelle pension. A peine ce marché était-il conclu, que Louis XIV retira les propositions de paix qu'il avait lui-même offertes et qui avaient été le prétexte de la retraite des Anglais. Danby offrit immédiatement de nouveaux secours aux alliés, mais toute confiance dans l'Angle-

terre était perdue. Les puissances européennes accédèrent les unes après les autres aux nouvelles conditions de la France, et le triomphe définitif de Louis XIV fut assuré par la paix de Nimègue (juillet 1678).

Le complot papiste (1678). — Le traité de Nimègue ne laissait pas seulement la France l'arbitre de l'Europe, mais Charles se trouvait à la tête d'une armée de vingt mille hommes levés pour la guerre qu'il avait refusé de déclarer, et avec près d'un million d'argent français dans son trésor. Sa conduite réveilla les anciens soupçons sur sa perfidie et sur un complot avec Louis XIV contre la liberté et la religion du royaume. Nous savons que ce complot existait, et que les espérances des catholiques augmentaient autant que les craintes des protestants. Coleman, secrétaire de la duchesse d'York et intrigant de la pire espèce, était assez au courant des véritables projets du Roi et de son frère pour l'engager à demander à Louis XIV de l'argent pour faciliter ses intrigues dans le Parlement. Un passage d'une de ses lettres nous donne une idée des folles espérances qu'avaient conçues les plus ardents catholiques de ce temps-là : « Nous avons une grande œuvre à accomplir », écrivait-il, « rien moins que la conversion de trois royaumes, et par là nous pourrions vaincre peut-être complétement l'hérésie pestilentielle qui a si longtemps dominé dans une grande partie du Nord. Notre succès porterait à la religion protestante le coup le plus terrible qu'elle eût encore reçu depuis sa naissance. » La lettre était secrète, mais les espérances des catholiques étaient connues, et l'alarme se répandit bientôt dans le pays tout entier. Sur ces entrefaites, un de ces vils imposteurs comme il en surgit toujours dans les temps de crise politique, profita de cette terreur universelle pour inventer la *Conspiration papiste*. Titus Oates, pasteur baptiste « avant la Restauration, plus tard vicaire, puis chapelain de la flotte, destitué pour cause d'immoralité et tombé dans une extrême misère », avait cherché à se tirer d'affaire par une conversion au catholicisme et avait été admis dans les maisons jésuites de Valladolid et de Saint-Omer. Pendant son séjour dans cette dernière ville, il apprit que les Jésuites allaient tenir à Londres une assemblée secrète, qui n'était probablement que la réunion ordinaire de l'Ordre. Expulsé de la maison de Saint-Omer à cause de sa mauvaise conduite, ce simple fait prit dans sa fertile imagination les proportions d'un complot contre le protestantisme et la vie du Roi. On rapporta cette histoire à Charles II, qui la reçut avec indifférence et incrédulité ; mais Oates fit sa déclaration par écrit et en affirma la vérité par serment devant un magistrat de Londres, sir Edmundsbury Godfrey ; il obtint enfin de paraître devant le conseil. Il déclara qu'on lui avait confié des lettres exposant tout au long le plan des Jésuites ; il s'agissait d'exciter une insurrection en Irlande, de s'introduire en Écosse sous le costume de *caméroniens* et d'assassiner le Roi pour faire monter le duc d'York sur le trône. Mais

comme il n'apportait aucun document à l'appui de ces accusations monstrueuses, Oates allait être renvoyé avec mépris, lorsqu'on saisit la correspondance de Coleman. Ces lettres donnaient une couleur de vraisemblance au complot. Danby lui-même, pressentant que Charles cachait des desseins qu'il n'osait avouer, ébranlé dans sa résolution première de repousser purement et simplement les révélations d'Oates, inclinait maintenant à s'en servir comme d'une arme pour contrarier la politique catholique de son souverain. Mais un homme moins scrupuleux encore avait déjà mis à profit l'émotion publique. Shaftesbury, relâché après un long emprisonnement et désespérant d'atteindre son but par d'autres voies, accepta avec empressement la fable du complot catholique : « Que le trésorier crie aussi fort qu'il lui plaît contre le papisme », disait-il en riant, « je crierai encore plus fort que lui. » Mais l'exaltation populaire fut portée à son comble lorsqu'on apprit que sir Edmundsbury Godfrey, le magistrat devant qui Oates avait fait sa déposition, avait été trouvé près de Londres dans un champ, le cœur percé de sa propre épée. On supposa que cette mort était « un meurtre commis par les Jésuites pour étouffer l'affaire ». De solennelles funérailles ajoutèrent encore à l'émotion universelle, et les deux Chambres nommèrent des commissions chargées de faire une enquête sur les accusations de Titus Oates.

Chute de Danby (1679). — Shaftesbury en prit la direction, et quelle que fût son ambition personnelle, il faut reconnaître qu'il montra dans cette occasion autant de sagesse que de clairvoyance. Son but était de forcer Charles à dissoudre le Parlement et à faire appel à la nation, de lui imposer un ministère qui l'affranchirait de sa dépendance à l'égard de la France et donnerait à sa politique un caractère constitutionnel. Sentant de plus qu'on ne possédait pas de garanties suffisantes contre le danger permanent d'un souverain catholique, il résolut d'exclure le duc d'York du trône. Le complot devint le levier de sa politique. Il augmenta encore la terreur populaire en acceptant sans examen de nouvelles dépositions de Titus Oates, qui accusaient cinq pairs catholiques de connivence avec les Jésuites. Les lords furent envoyés à la Tour, et deux mille personnes suspectes remplirent les prisons. Une proclamation ordonna à tous les catholiques de quitter Londres ; les milices furent appelées aux armes, et des patrouilles parcoururent les rues pour réprimer l'insurrection papiste dont Oates annonçait la prochaine explosion.

Pendant ce temps, Shaftesbury profitait de cette panique pour faire passer au Parlement, malgré l'énergique résistance du parti de la cour, un bill qui excluait les catholiques des deux Chambres ; cette mesure devait rester en vigueur pendant un siècle et demi ; mais elle manqua en partie son but, qui était surtout d'éloigner le duc d'York : une clause spéciale, introduite malgré l'opposition de Shaftesbury, faisait une exception

pour le futur Jacques II. Il entretint ainsi pendant quatre mois, sur le seul témoignage de Titus Oates, les craintes des protestants ; au bout de ce temps, le complot commençait à trouver moins de créance, lorsqu'un misérable nommé Bedloe, alléché par la promesse d'une récompense, raconta des histoires auprès desquelles celles de Titus Oates étaient bien pâles. Les deux dénonciateurs, excités par une sorte de rivalité honteuse, furent poussés à faire des révélations de plus en plus fantastiques. Bedloe affirma sous serment qu'il existait un projet de débarquement d'une armée papiste et d'un massacre général des protestants. Oates renchérit encore sur Bedloe en accusant la Reine elle-même, devant la Chambre des lords, d'avoir eu connaissance de la conspiration contre la vie de son mari. Si absurdes que fussent ces accusations, elles surexcitèrent encore la frénésie du peuple et des deux Chambres. Les pairs arrêtés furent accusés de haute trahison. Une nouvelle proclamation ordonna l'arrestation de tous les catholiques du royaume, et une série de meurtres juridiques, dont le seul souvenir est une honte, commença par le procès et l'exécution de Coleman.

Cette panique n'aurait pas duré longtemps, si elle n'avait été provoquée que par de fausses accusations; mais la découverte d'un véritable complot donna de la vraisemblance à la conspiration imaginaire. L'ambassadeur anglais à Paris, Edmond Montagu, ayant été rappelé à cause de sa mésintelligence avec Danby, obtint un siége à la Chambre des communes, et, malgré la saisie de ses papiers, déposa sur la table de la Chambre la dépêche envoyée par Charles à Louis XIV, pour lui demander le payement des services rendus à la France pendant les dernières négociations. Ce fut un coup de tonnerre; car jusqu'alors, malgré les soupçons qu'on avait conçus, les preuves mêmes de la dépendance de l'Angleterre vis-à-vis de l'étranger étaient restées inconnues. Danby, dont le nom se trouvait au bas de la lettre, fut accusé de haute trahison; mais Shaftesbury était plus désireux d'obtenir de nouvelles élections parlementaires que de punir un rival, et Charles était résolu à empêcher à tout prix un procès qui ne pourrait que jeter un jour fâcheux sur sa politique étrangère. Il se trouvait à la merci de Shaftesbury, et il accepta le marché que celui-ci lui proposait. Le comte promit de laisser tomber la mise en accusation, et le Roi, de son côté, s'engagea à convoquer bientôt un nouveau Parlement et à former un nouveau ministère.

CHAPITRE V

SHAFTESBURY [1].

(1679-1682)

Sir William Temple. — Lorsque le Parlement se réunit en mars 1679, le Roi, selon sa promesse, destitua Danby de sa charge de trésorier et constitua un nouveau ministère. Shaftesbury, le plus influent des membres de l'opposition, devint président du conseil, et les chefs du « country party », lord Russell et lord Cavendish, y prirent place à côté de lord Holles et de lord Roberts, les doyens du parti presbytérien, qui se confondait maintenant dans la masse de l'opposition. Savile, lord Halifax, dont on ne connaissait encore que l'éloquence mordante et habile, entra aussi dans le ministère à la suite de son parent Shaftesbury, tandis que les deux chefs les plus populaires du « country party », les lords Essex et Capel, étaient chargés du département de la trésorerie. On rappela sir William Temple, le négociateur de la triple alliance, de son ambassade de la Haye, pour lui confier les fonctions de secrétaire d'État; c'était le gage d'une politique étrangère qui devait rendre à l'Angleterre son rang parmi les puissances européennes.

Bien que le plan de gouvernement conçu par Temple soit resté sans résultat, il prend une certaine importance lorqu'on le considère comme un symptôme des modifications insensibles qu'avait eu à subir la constitution. Comme beaucoup d'hommes de son temps, il était alarmé à la fois par l'omnipotence des Chambres et par celle du Roi. Aux heures de crise nationale, la puissance des Chambres était irrésistible; elles avaient renversé Clarendon, puis Clifford et la Cabale; elles venaient de se débarrasser de Danby; assez fortes pour lutter contre la tyrannie, elles ne pouvaient tout à la fois veiller à la bonne gestion des affaires et conserver une influence durable sur la polique royale. Quant au Roi, malgré la permanence du Parlement, il avait agi pendant dix-neuf ans au gré de son caprice, déclarant la guerre contre le vœu de la nation et refusant de la faire

[1] Sources : Les mêmes, en y ajoutant la *Vie de William lord Russell*, par le comte Russell, son descendant.

lorsque ses sujets la désiraient; enfin, dans un temps où tout bon Anglais détestait la France, il s'était fait l'humble serviteur de Louis XIV. Le remède à cet état de choses était assez simple, comme on le vit plus tard. Par une lente évolution, que nous étudierons, le ministère était devenu une simple commission de hauts fonctionnaires choisis par la majorité de la Chambre des communes parmi les membres les plus savants du Parlement, et chargés d'exécuter ses volontés. Tant que celle-ci représentait le véritable courant de l'opinion publique, il est évident que le ministère se trouvait être aussi le miroir de la volonté nationale. Si simple que nous paraisse ce système, il n'avait encore été compris d'aucun homme d'État anglais. Temple lui-même ne voyait d'autre remède que le rétablissement des prérogatives anciennes du conseil royal. Ce corps, composé de hauts dignitaires de la cour, du trésorier royal, des secrétaires d'État, et d'un petit nombre de personnages de l'aristocratie désignés par le souverain, formait depuis le règne d'Élisabeth une sorte d'assemblée délibérante à laquelle la couronne soumettait les plus importantes affaires administratives. Mais les rois avaient toujours eu l'habitude de soumettre préalablement toutes les mesures graves à une assemblée plus restreinte, formée des plus importants conseillers; sous Jacques Ier, le comité secret, connu sous le nom de *Cabale,* avait à peu près supplanté le conseil proprement dit. Lorsque, au lendemain de la Restauration, le conseil fut reconstitué sur la large base d'une représentation de tous les partis, l'autorité réelle avait été concentrée dans les mains de la *Cabale* de « Clarendon, Monk, Ormond, Southampton » et des deux secrétaires d'État; à la chute de Clarendon, Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley et Lauderdale les remplacèrent. Par une étrange coïncidence, les initiales de leurs cinq noms formaient le mot *Cabal,* qui prit un sens sinistre dans l'imagination populaire. Ces comités restreints eurent l'avantage d'affranchir le Roi de la tutelle du grand conseil qui représentait plus fidèlement les idées de la masse de la nation. Les projets scandaleux de Clifford et de ses collègues, qui ont attaché à leur association le nom de *cabal* pris dans son plus mauvais sens, n'auraient jamais pu être exposés devant une réunion de grands seigneurs et de fonctionnaires héréditaires. C'est pourquoi Temple voyait dans l'organisation même du conseil privé un obstacle au pouvoir personnel plus sûr que le Parlement lui-même. C'est pourquoi la *Cabale,* ou plutôt le Cabinet (cette expression commençait à devenir courante pour désigner le comité secret), fut supprimée, et le conseil fut réduit à une trentaine de membres dont les revenus réunis ne devaient pas être inférieurs à trois cent mille livres sterling (7,500,000 francs), somme presque égale au revenu total de la Chambre des communes tout entière. Ce corps de seigneurs et de grands propriétaires, assez peu nombreux pour garder leurs délibérations secrètes et assez riches pour tenir la balance égale entre la couronne et les Communes, devait, Temple l'espérait du moins, opposer

une barrière aux violentes aggressions de l'une et mettre un frein au despotisme de l'autre.

L'exclusion. — Le nouveau conseil et le nouveau ministère avaient fait espérer un gouvernement sage et patriotique. Mais les difficultés n'étaient pas moindres pour cela. La nation fanatisée voyait partout des sujets de terreur et de soupçon; les élections du Parlement, faites en pleine effervescence, avaient amené l'échec de tous les candidats de la cour. Les Communes se montrèrent si peu traitables que Shaftesbury ne put remplir toutes ses promesses vis-à-vis du Roi; elles mirent, par exemple, une certaine âpreté à exiger la mise en accusation de Danby devant la Chambre des lords. Le choix des nouveaux ministres avait sans doute causé une satisfaction générale, mais le licenciement de l'armée et le départ du duc d'York pour la Hollande, sur un ordre du Roi, ne purent rendre à Charles II la confiance de ses sujets. Au fond, on craignait surtout l'avénement au trône d'un prince catholique, crainte que l'avenir devait tristement justifier plus tard. Shaftesbury était très-désireux d'exclure Jacques du trône, mais la majorité du conseil reculait devant une pareille décision et appuyait le projet de Charles II, qui restreignait les prérogatives de son successeur. Il enlevait au nouveau souverain le droit de présentation aux bénéfices ecclésiastiques; le Parlement du règne précédent devait continuer à siéger, et la nomination des conseillers, juges, lords, lieutenants officiers de marine, était dévolue aux deux Chambres tant qu'un prince catholique occuperait le trône. L'importance de ces concessions montre bien quelle pression l'entourage de Charles II exerçait sur lui; mais Shaftesbury les rejeta, non sans raison, comme insuffisantes et impraticables. Il continuait à plaider l'exclusion dans le conseil royal et faisait présenter aux Chambres, par ses partisans, un bill qui privait Jacques de tous droits à la couronne et les transmettait au prince protestant le plus proche du trône; ce bill fut voté par les Communes à une grande majorité; mais on savait que le Roi userait de « toute son influence pour le faire rejeter par la Chambre des lords ». Le comte eut recours alors à la tactique de Pym; les Communes eurent l'audace de préparer une *Remontrance*, et la ville de Londres prépara une pétition aux Chambres en faveur du bill. Tout ce que Charles put faire fut de proroger le Parlement pour quelques mois.

Monmouth. — Ce délai eût été inutile si le « country party » était resté uni; car la masse du peuple anglais et la Chambre des communes s'étaient prononcées si vivement en faveur de l'*exclusion*, que l'entente des ministres eût suffi à la faire triompher et à épargner à l'Angleterre la révolution de 1688. Les chefs les plus sages du parti penchaient déjà pour le changement de dynastie qui devait s'accomplir plus tard. Une fois Jac-

ques écarté du trône, c'était Marie, femme du prince d'Orange, qui se trouvait être l'héritière légitime dans l'ordre de succession ; aussi Temple, Essex et Halifax voulaient-ils appeler le prince en Angleterre pendant la prorogation, l'introduire dans le conseil et lui préparer ainsi le chemin du trône. Malheureusement Shaftesbury rêvait toute autre chose; pour des raisons demeurées obscures, il se méfiait du prince d'Orange; il voulait un changement beaucoup plus radical, suivant cet adage qu'on lui attribue : « Un mauvais sujet fait un bon roi. » Quelles que fussent ses raisons, il avait résolu de repousser Jacques aussi bien que ses enfants, et de les remplacer par le duc de Monmouth, l'aîné des bâtards de Charles II.

Ce faible et misérable débauché s'était acquis, grâce à sa beauté et à sa bravoure, une certaine popularité. Au moment où l'on faisait courir le bruit d'un mariage entre le Roi et sa nièce pour légitimer ses prétentions au trône, il revenait en triomphe des comtés de l'ouest de l'Écosse, où il avait réprimé une insurrection des covenantaires. Shaftesbury embrassa presque ouvertement sa cause. Il insista auprès de Charles II pour qu'il lui confiât le commandement de la garde royale, la seule force militaire du pays. Abandonné par ses collègues sur cette question délicate, le comte se montra de plus en plus ardent à poursuivre les membres supposés du complot papiste. La répression fut impitoyable : trois catholiques furent pendus à Londres; on exécuta huit prêtres en province, et l'on jeta la terreur dans les familles papistes en les espionnant jusque dans leurs propres maisons. Shaftesbury comptait sur le Parlement pour terroriser le Roi lui-même ; mais Charles II avait déjà vu quel parti il pouvait tirer de la scission produite dans les rangs du « country party » par la politique de Shaftesbury; Russell seul se montrait favorable à ses projets ; Halifax, Essex et Temple croyaient possible de mettre Marie sur le trône sans révolution violente, mais ils pensaient qu'en méconnaissant à la fois les droits de Jacques et ceux de ses enfants protestants, on risquait la guerre civile. Toutefois, l'influence de Shaftesbury sur la Chambre des communes faisait croire à une prochaine reconnaissance des droits de Monmouth ; Temple réussit à l'empêcher en conseillant à Charles de dissoudre le Parlement.

Renvoi de Shaftesbury.— A cette nouvelle, Shaftesbury fut saisi d'un violent accès de colère et se répandit en menaces de mort contre les conseillers du Roi. Une maladie subite de Charles II vint encore augmenter le danger ; les modérés du conseil, comprenant que l'avénement de Monmouth serait leur perte, se rallièrent tous, avec plus ou moins d'empressement, autour de la candidature du duc d'York. Effrayés des menaces de Shaftesbury, Essex et Halifax demandèrent au Roi malade le rappel de Jacques ; et, bien que le duc se fût de nouveau retiré à Édimbourg après la guérison de son frère, les mêmes ministres décidèrent Charles à exiler Monmouth et à renvoyer Shaftesbury du conseil.

Ce renvoi fut le signal d'une lutte sur la gravité de laquelle le Roi ne se faisait aucune illusion. Il avait su toujours jusque-là surmonter les difficultés à force de courage et de cynisme ; au moment des terreurs causées par la conspiration papiste, « on s'étonnait qu'il pût conserver sa gaieté au milieu de tant de difficultés de tout genre », disait l'aimable Reresby ; « mais il n'était pas dans sa nature de s'inquiéter facilement ni de s'appesantir sur quoi que ce fût ». Même pendant les troubles qui suivirent le renvoi de Shaftesbury, on vit Charles pêchant et flânant comme d'habitude dans le parc de Windsor. Des observateurs plus attentifs que Reresby devinaient, sous ce masque d'indifférence, une pleine conscience du nouveau péril qui le menaçait. « Son caractère, dès lors, changea visiblement », nous dit Burnet ; « il devint sombre et pensif, et comprit qu'il avait affaire à un peuple singulier, qui ne pouvait être ni effrayé, ni dompté ». Il fit face au danger avec sa légèreté et son sang-froid ordinaires. Des négociations secrètes furent de nouveau entamées avec la France ; Louis XIV se montrait aussi alarmé que Charles des dispositions belliqueuses de la nation anglaise et aussi désireux d'éviter la réunion des Chambres, mais les conditions auxquelles il offrait un subside semblèrent trop humiliantes au Roi lui-même. Cet échec obligea Charles II à convoquer un nouveau Parlement, qui, grâce aux nouvelles craintes de massacres et d'invasion entretenues dans le pays par Shaftesbury, se trouva animé d'un esprit bien plus violent que la Chambre précédente. Le conseil lui-même avait refusé d'appuyer la proposition de proroger le Parlement dès sa première réunion, en 1680 ; mais Charles passa outre. Isolé dans son propre royaume, il se montra très-résolu à gagner du temps, car les événements travaillaient en sa faveur. Le courant des sympathies populaires commençait à changer. Le jury ne pouvait plus ajouter foi aux faux témoignages de Titus Oates ; l'acquittement de cinq de ses victimes montra que la panique commençait à se calmer. Les efforts faits pour la réveiller prouvèrent encore mieux ce changement de l'opinion. On produisit de nouveaux dénonciateurs qui affirmèrent, sous serment, qu'il existait un complot contre la vie du comte lui-même, et que le duc d'York avait trempé dans tous les complots papistes. Un papier trouvé dans un tonneau de farine fut apporté comme preuve du danger auquel on venait d'échapper. D'immenses processions aux flambeaux se promenèrent dans les rues de Londres, et l'effigie du Pape fut brûlée aux cris de joie de la multitude.

Les pétitionnaires et les abhorrents. — Des actes plus audacieux encore montrèrent à quelles extrémités Shaftesbury était prêt à se porter. Élevé au milieu du tumulte des guerres civiles, il avait conservé, malgré ses cheveux gris, le feu et l'ardeur de ses jeunes années, et montrait une singulière témérité en poussant la nation à prendre de nouveau les armes.

Il forma, en 1680, un comité chargé de faire de l'agitation dans le pays; il rédigea et envoya à toutes les villes et à tous les grands jurys des adresses pour demander la réunion du Parlement; elles revinrent couvertes de plusieurs milliers de signatures. Monmouth, malgré l'ordre exprès du Roi, rentra à Londres à l'appel de Shaftesbury; un hardi pamphlet le désignait même comme le futur chef de la nation dans la lutte prochaine contre le papisme et la tyrannie. L'alarme du conseil fut telle que les garnisons de toutes les forteresses furent mises sur le pied de guerre. Mais le péril n'existait plus : l'opinion publique avait complétement changé, les acquittements se succédaient coup sur coup. Le cruel martyre de tant de victimes faisait succéder l'horreur et les remords à l'impitoyable frénésie excitée par Shaftesbury. La nation tout entière désirait un souverain protestant, mais ses sentiments de justice se révoltaient contre le tort qu'on voulait faire aux enfants protestants de Jacques, et chaque homme d'honneur considérait comme une injure personnelle le projet d'écarter Marie du trône pour placer la couronne sur la tête d'un bâtard royal. Le souvenir de la guerre civile était encore si vivant dans tous les esprits que le simple bruit d'un commencement de révolte rallia tous les loyalistes autour du souverain. On répondit à la masse des pétitions envoyées par Shaftesbury dans les provinces par des contre-adresses couvertes de milliers de signatures, où l'on déclarait « abhorrer » les desseins formés contre la couronne; de là les noms de « Pétitionnaires » et d' « Abhorrents » donnés aux deux factions d'où devaient sortir plus tard les deux grands partis des *Whigs* et des *Tories,* appelés à jouer un si grand rôle dans l'histoire politique d'Angleterre depuis le *Bill d'exclusion.*

Charles profita de cette réaction pour rappeler sans retard le duc d'York à la cour; il accepta les démissions de Russell et de Cavendish, qui, seuls de tout le conseil, soutenaient encore les projets de Shaftesbury. Celui-ci rendit insulte pour insulte ; suivi d'une foule de ses partisans, il comparut devant le grand jury du Middlesex pour dénoncer Jacques comme catholique et accuser la duchesse de Portsmouth d'être « un fléau national », pendant que le duc de Monmouth, revenu d'exil, parcourait le pays et gagnait tous les cœurs par la grâce de ses manières. Shaftesbury comptait avant tout sur l'appui des Communes élues en pleine panique et irritées par une trop longue prorogation ; en effet, leur premier soin, en se réunissant en octobre 1680, fut de voter « la répression du papisme et l'exclusion du trône de tout prince catholique ». Le bruit d'un complot catholique en Irlande fut à peine nécessaire pour faire passer sans opposition le bill d'exclusion à la Chambre des communes. Le conseil même commençait à hésiter devant l'attitude résolue de ses adversaires; Temple et Essex se prononcèrent tous deux en faveur du bill ; de tous les chefs du « country party », lord Halifax seul y était opposé, mais seulement pour

atteindre le but par des moyens moins violents. « Lord Halifax est tout à fait dans les intérêts du prince d'Orange », écrivait l'ambassadeur français Barillon à Louis XIV, « et ce qu'il semble faire pour le duc d'York est uniquement une manière d'amener un compromis dont le prince d'Orange pourrait bénéficier. » Charles II s'empressa de profiter de cette fatale division dans le seul parti capable de l'empêcher de réaliser ses desseins, en renvoyant Essex et Temple et en soutenant de son influence personnelle l'éloquence d'Halifax, qui réussit à faire rejeter le *Bill d'exclusion* par la Chambre des lords. Il en fut de même d'une proposition de divorce présentée en désespoir de cause par Shaftesbury pour autoriser Charles à répudier sa femme sous prétexte de stérilité et à se remarier pour donner au trône un héritier protestant.

Le Parlement d'Oxford. — La conduite du Roi, tout audacieuse qu'elle fût, avait eu pour point d'appui le revirement de l'opinion publique ; aussi Shaftesbury résolut-il de lui faire échec et de provoquer une réaction en sens contraire par un grand procès, afin de raviver dans le peuple la croyance d'un complot papiste. Lord Stafford, considéré jusqu'ici, par son âge et son rang, comme chef du parti catholique, se trouvait pour cette raison enfermé à la Tour depuis la première explosion des terreurs populaires ; il fut sommé de comparaître devant la Chambre des pairs, transformée en haute cour de justice, et la bande des dénonciateurs, réunis pour son procès en décembre 1680, s'efforça de prouver la réalité d'une conspiration catholique contre le Roi et la nation. Ces preuves étaient tout à fait sans valeur ; mais le procès réveilla en partie, comme Shaftesbury l'avait espéré, les anciennes frayeurs, et le prisonnier, condamné à mort par la majorité des pairs, fut bientôt conduit à l'échafaud.

Ce coup porté au catholicisme produisit une profonde impression sur tout le monde, excepté sur le Roi ; lord Sunderland lui-même, le plus habile des nouveaux ministres qui avaient succédé à Temple et à ses amis, poussait le Roi à céder. Halifax, toujours très-opposé à l'*exclusion,* profitait de la pression populaire pour présenter une mesure qui, sous une apparence de modération, atteignait le « même but que le *Bill d'exclusion* ». En effet, elle enlevait à Jacques, s'il montait sur le trône, tout droit d'opposer son *veto* aux décisions des deux Chambres, la faculté de négocier avec les puissances étrangères et le privilége de nommer aux emplois civils et militaires sans la permission du Parlement. Ce projet avait été, sans doute, suggéré par le prince d'Orange et était appuyé par les États de Hollande ; ils pressaient Charles d'entrer en accommodement avec ses sujets pour être eux-mêmes en état de s'opposer aux agressions continuelles dont la France harcelait ses voisins depuis la paix de Nimègue. Charles, bien qu'abandonné par ses ministres et même par sa maî-

tresse, la duchesse de Portsmouth, gagnée à la cause de l'exclusion par les menaces de Shaftesbury, était décidé à résister à tout projet tendant à limiter l'autorité royale ou à exclure son frère du trône. Sur le refus du Parlement de voter des subsides, il prononça la dissolution. La vérité est qu'il avait réussi à obtenir de l'argent de Louis XIV; à l'insu de ses ministres, il avait renoué avec la France des négociations secrètes, en promettant de rompre avec tous les ennemis de la politique du grand Roi; il remplit ainsi ses coffres et se rendit une fois encore indépendant des Chambres.

Il eut l'habileté de convoquer un nouveau Parlement en mars 1681. Cette convocation n'était qu'un simple prétexte. Le Roi voulait avant tout effrayer la nation et provoquer une réaction par crainte de la guerre civile ; aussi la convocation du Parlement à Oxford fut-elle une sorte d'appel au pays contre la défection de la capitale et un moyen très-adroit de raviver le souvenir des luttes d'autrefois. Il ordonna pour le même motif à ses gardes de l'accompagner, sous prétexte de réprimer toute tentative de désordre. Shaftesbury, épouvanté des projets de la cour, favorisa involontairement le plan du Roi en apparaissant tout à coup à la tête de ses partisans en armes, sous prétexte de défense personnelle. La violence du Parlement hâta encore le triomphe de Charles II. Tous les membres de l'ancienne Chambre avaient été réélus et revenaient plus exaltés que jamais. Le rejet du nouveau *Bill de restriction* présenté par Halifax, et qui, tout en accordant à Jacques le titre de roi, investissait le prince d'Orange de l'autorité réelle, indisposa contre eux les membres les plus sages et les plus modérés du « country party » ; ils essayèrent de remuer le public en citant devant la Chambre des lords un espion nommé Fitz-Harris. Cette violation de la règle constitutionnelle, par laquelle Fitz-Harris, en sa qualité de bourgeois, devait être jugé par ses pairs suivant le droit commun, acheva de ramener l'opinion publique à Charles II. La conduite de Shaftesbury était uniquement fondée sur cette idée, que la pénurie du trésor laissait Charles à sa merci, et que le refus des subsides arracherait au Roi son consentement au *Bill d'exclusion*. Mais l'or de Louis XIV avait affranchi Charles de sa dépendance ; le Roi n'avait réuni le Parlement que pour se montrer comme un souverain dont l'esprit de support et de conciliation n'était récompensé que par l'insulte et la violence ; ce fait une fois constaté, il prononça brusquement en avril la dissolution des Chambres et en appela, dans une déclaration solennelle, au jugement de la nation tout entière.

Dryden. — Cet appel fut reçu avec un véritable transport d'enthousiasme monarchique. L'Église se rallia à la cause royale, et la déclaration de Charles fut lue du haut de toutes les chaires ; les Universités déclarèrent que « ni loi, ni religion, ni crime, ni trahison, ne pourrait

annuler les droits sacrés de l'hérédité royale ». L'arrestation de Shaftesbury, accusé d'avoir suborné de faux témoins, prouva la puissance de la couronne, et la nation y répondit par la plume de John Dryden.

Né en 1631 d'une bonne famille du Northamptonshire, Dryden avait grandi au milieu du tumulte des guerres civiles dans une famille de puritains. Son grand-père, sir Erasmus Dryden, s'était laissé mettre en prison à soixante-dix ans plutôt que de payer une taxe illégale ; son père avait été membre de plusieurs commissions et gardien du séquestre sous la république ; enfin Dryden lui-même débuta dans le monde sous le patronage d'un cousin, sir Gilbert Pickering, un des juges de Charles Ier. Il se ressentit toujours de cette première éducation. Il avait, comme les puritains, le goût des controverses religieuses et ecclésiastiques ; deux de ses grands poëmes, *Religio laici* et *la Hyène et la Panthère,* ne sont que des traités de théologie versifiés. Le républicain n'était pas tout à fait mort en lui : « Le despotisme sous toutes ses formes, que ce soit une simple autocratie ou une oligarchie, sera toujours odieux à tous les bons citoyens », disait-il à l'heure même où Charles II semblait triompher ; aucun écrivain n'a exprimé d'une manière plus saisissante le droit suprême des peuples

« De nommer leurs rois, car leurs rois sont faits pour eux[1] ».

Dryden avait été bercé par les derniers échos de la poésie du siècle d'Élisabeth. Jonson, Massinger, Webster et Shirley vivaient encore à l'époque de son enfance, et les poésies lyriques de Robert Harrick, les exquises fantaisies de Georges Herbert, étaient l'œuvre de ses contemporains. Quand il entra dans le monde nouveau de la Restauration, quelques vétérans de l'école dramatique de la Renaissance, tels que Denham et Waller, travaillaient encore pour le théâtre ; Jérémie Taylor, qui vécut jusqu'en 1677, conservait dans sa prose d'une si libre allure l'ampleur et la force créatrice des contemporains de Shakespeare, et Clarendon appartenait aussi à cette époque par la noblesse majestueuse de son style ; Dryden enfin eut le privilége de voir le grand Milton rêvant à son *Paradis perdu* dans la chambre à tapisseries de Bunhill-Fields.

Dryden et les poëtes de son temps. — Dryden garda toute sa vie comme une étincelle de l'esprit du siècle dont il lui avait été donné de connaître les derniers représentants. Il aimait et étudiait Chaucer et Spenser, tout en copiant Corneille et Molière ; son plus beau panégyrique est, sans contredit, celui de Shakespeare ; et, à une époque où le critique influent Rymer déclarait « la poésie de l'âge précédent aussi barbare que son architecture », et raillait le *Paradis perdu,* « que quelques-uns décorent du nom de poëme », Dryden y voyait, au contraire, l'une des œuvres

[1] *To make their kings, for kings are made for them.*

poétiques les plus grandes, les plus nobles, les plus sublimes de tous les temps et de tous les pays. Mais au fond il différait autant, surtout dans sa jeunesse, des poëtes de la Renaissance que de ses successeurs. On le regarda comme le fondateur de l'école littéraire qu'on a appelée l'*École du bon sens,* car il est le premier des poëtes de premier ordre « qui n'ait eu d'invention que dans le style ». Poëte, il l'était certainement par le cœur et le tour particulier de l'esprit; car, bien qu'étranger à la fantaisie, aux délicatesses et aux grâces exquises de l'imagination, il aimait la grandeur et possédait la puissance nécessaire pour réaliser en partie ses grandioses conceptions. Poëte de la raison avant tout, de longues tirades, de froides argumentations interviennent à chaque instant dans ses tragédies aux endroits les plus pathétiques ; ses héros et ses héroïnes sont des dialecticiens de première force ; il touche à tous les problèmes de la morale, de la politique et de la religion, et reste toujours calme et impartial.

La nouvelle critique. — Peu à peu le goût et l'esprit critique de son temps agirent sur Dryden. L'*École du bon sens* (comme elle se nommait fièrement elle-même) triomphait alors dans la personne de Boileau, aussi bien en Angleterre que sur le continent. Andrew Marvell, l'un des derniers fidèles de la poésie du temps d'Élisabeth, était presque seul à rire de cette poésie qui s'abaissait au niveau de la prose ; on négligeait la fantaisie pour la raison « qui gagne l'intelligence, tandis que l'imagination séduit le cœur ». La nouvelle école rendit, en somme, d'immenses services en recommandant le bon sens, la clarté et la simplicité ; Buckingham, dans sa comédie *la Répétition,* raille agréablement et non sans justesse l'emphase et la chaleur factice des tragédies de Dryden. Celui-ci y répondit en se mettant, pendant une année entière, « au régime de la prose et de la raison ». Il se lassait d'être le « Sisyphe du théâtre anglais, destiné à rouler sans cesse jusqu'en haut une pierre qui retombait perpétuellement ». « Je n'ai jamais eu beaucoup de dispositions dramatiques », avouait-il sans fausse honte, et il rêva longtemps d'entreprendre, à l'exemple de Milton, quelque poëme épique. La nécessité de gagner sa vie l'en empêcha, et les années passèrent sans qu'il eût l'occasion de s'élever au premier rang comme poëte; inférieur à Etherege dans le genre comique, l'égal de Little dans la tragédie, l'*Annus mirabilis* (1671) est le seul de ses poëmes qui nous donne une idée de la réelle valeur de son talent poétique si distingué.

Dryden et le complot. — Il était très-découragé de ses insuccès lorsque éclata le complot papiste, auquel il ajouta foi sans hésiter : « Ce complot est réel », affirmait-il avec énergie ; mais son bon sens infaillible lui faisait deviner la vérité à travers les mensonges qui la faussaient. Il craignait surtout un retour à l'anarchie; car, malgré son éducation puritaine,

il avait été élevé, comme tous les hommes de son temps, dans l'horreur du désordre social et religieux qui avait régné à la suite de la guerre civile, et il s'était peu à peu attaché au gouvernement autoritaire comme à la seule garantie sérieuse contre une révolution. De là ses conversions successives de l'anglicanisme orthodoxe de la *Religio laici* au catholicisme modéré de *la Hyène et la Panthère,* et de là aussi ses nombreuses palinodies, chantant selon les circonstances Cromwell et ce Charles que le Protecteur avait traqué comme une bête fauve. Aucune invective ne lui paraissait trop injurieuse contre les adversaires de la couronne, aucune adulation trop basse pour conquérir les bonnes grâces du Roi. Dryden, comme presque tous ses contemporains, avait conscience des nouveaux courants d'idées et de sentiments qui allaient arracher les anciennes ancres de salut de l'humanité, mais il contemplait avec terreur le vaste océan où l'on était entraîné. Rationaliste et sceptique en religion plus qu'il ne voulait l'avouer, il reculait d'effroi à la pensée « de ce mouvement d'investigations inquiètes toujours plus hardies, sans un point fixe pour le cœur et l'âme ». Aussi se montra-t-il très-zélé pour les intérêts de l'Église, qui lui donnait sinon la paix, du moins le repos. Rationaliste en politique comme en religion, il éprouvait une horreur trop profonde pour un gouvernement composé de la lie de la démocratie pour ne pas se jeter, à la nouvelle du complot, dans les bras de la royauté.

Absalon et Achitophel. — Dryden croyait, comme la plupart des royalistes, que l'on ne devait qu'à l'arrestation de Shaftesbury d'avoir échappé à la guerre civile, à la plus cruelle de toutes, celle d'un fils combattant contre son père pour s'emparer de son trône. C'est le sujet d'*Absalon et Achitophel;* sous le voile transparent de la révolte du fils de David, il chante la lutte de Monmouth et de Charles. Achitophel ou Shaftesbury pousse Absalon ou Monmouth à lutter contre le roi d'Israël, qui n'est autre que Charles II. C'est une satire, la première importante satire anglaise, car on avait déjà oublié celles de Marston et de Hall. L'époque de la Restauration semblait particulièrement faite pour favoriser l'éclosion du genre satirique ; après un temps d'idéalisme et de luttes épiques, le sentiment de la disproportion entre les désirs et les forces de l'homme, entre ses espérances et leur réalisation, trouvait son expression dans une douce et souriante ironie ou dans l'amertume de la satire. Ajoutez à cela l'honnête indignation de Dryden contre l'hypocrisie qui l'entoure. Les hommes qu'il attaque ne sont pas, à ses yeux, des hommes, mais des comédiens. Buckingham et Shaftesbury, le chef athée des indépendants et le chef déiste des presbytériens, jouent tous deux un rôle. Mais la largeur et l'équité du caractère de Dryden lui faisaient éviter les allusions perfides à la manière de Pope. Il aimait en artiste les contrastes pittoresques et piquants, et avait l'orgueil d'un écrivain qui a conscience de son talent,

mais il n'aurait jamais voulu blesser qui que ce fût pour satisfaire une rancune personnelle, et témoignait une véritable horreur de l'injustice. Malgré son mépris pour Buckingham, il reconnaissait son mérite, et son aversion pour Shaftesbury ne l'empêchait pas d'admirer chez lui les grandes qualités de l'homme d'État. Le tour aisé et soutenu de ce poëme, où les inégalités et les fautes de goût deviennent de plus en plus rares, montre que Dryden était enfin devenu maître de sa plume. Il inaugurait un genre vraiment nouveau, et, s'il n'a pas le charme des vieux poëtes, il est aussi plus correct ; son vers, nerveux, clair, logique et condensé, proclame le triomphe de l'*École du bon sens*. Ses portraits prouvent l'importance qu'avait prise à cette époque l'étude du cœur humain à la suite des guerres civiles, aux dépens du sentiment de la nature. Ses analyses de caractères ont servi de modèles aux essayistes et aux romanciers du dix-huitième siècle. *Absalon* est surtout le premier ouvrage littéraire qui ait exercé une grande influence politique ; c'est en cela que Dryden est aussi le vrai précurseur de Swift, de Bolingbroke, de Burke et de Cobbett ; on s'arrachait son poëme, et la prophétie qui le termine contribua certainement au triomphe de Charles II.

Mort de Shaftesbury. — Malgré l'arrestation de Shaftesbury, Londres lui était resté fidèle ; le grand jury de Middlesex ne tenait aucun compte de l'acte d'accusation, et la nouvelle de sa sortie de la Tour fut accueillie par des carillons de cloches et des feux de joie dans toutes les rues. Mais l'enthousiasme loyaliste fut encore surexcité par la publication d'un plan trouvé parmi les papiers de Shaftesbury, plan d'association secrète pour faire triompher le *Bill d'exclusion*. « Les membres de l'association étaient tenus d'obéir aux ordres du Parlement, même dans le cas où il serait prorogé ou dissous par la couronne. »

Charles poursuivit hardiment l'exécution de ses nouveaux desseins ; il fortifia le dévouement de l'Église en recommençant à persécuter les non-conformistes ; le duc d'York revint en triomphe au palais de Saint-James, et la réaction devint si forte, que lord Sunderland et les ministres, qui étaient encore hésitants, recherchèrent la faveur du frère du Roi. Monmouth, qui avait fait une nouvelle tournée dans le pays afin d'arrêter cette réaction, fut immédiatement arrêté. Une audacieuse violation de la coutume plaça les tories à la tête de la municipalité de Londres (1682), et les jurés triés par eux sur le volet livrèrent tous les partisans de l'exclusion aux vengeances de la cour. Shaftesbury, effrayé de ce nouveau danger, se plongea, en désespoir de cause, dans de nouvelles conspirations. A la tête d'une poignée d'aventuriers aussi désespérés que lui, il se cacha dans la Cité, où il se vantait d'avoir à sa disposition dix mille « jeunes gaillards déterminés », prêts à paraître à son appel, et pressait ses amis de prendre les armes. Mais leur indécision l'obligea à prendre la

fuite; et, deux mois après son arrivée en Hollande (janvier 1683), ce grand chef de parti, grand par sa prodigieuse énergie et la merveilleuse souplesse de son talent, mais dont l'énergie et le talent n'avaient réussi qu'à ruiner, pour un temps, la liberté anglaise et à associer la plus noble des causes aux crimes les plus odieux, trouva pour la première fois son repos dans la mort.

CHAPITRE VI

LA SECONDE TYRANNIE[1].

(1682-1688)

Le triomphe de la royauté. — La fuite de Shaftesbury proclamait bien haut le triomphe du Roi. Grâce à sa merveilleuse perspicacité, l'ancien ministre avait compris que toute résistance était inutile. Mais les chefs whigs, si lents quelques semaines auparavant à répondre à son appel, continuaient à nourrir des projets de révolte, et les plus résolus parmi ceux qui s'étaient serrés autour de lui lorsqu'il se tenait caché dans la Cité, eurent recours à un plan d'insurrection et à un projet d'assassinat. Charles II et son frère devaient en être victimes au moment où ils passeraient devant la Rye House, sur la route de Londres à Newmarket. Les deux conspirations furent révélées aux ministres, et bien qu'elles fussent tout à fait distinctes l'une de l'autre, les avocats de la couronne eurent la cruelle perfidie de les confondre en une seule. Lord Essex, dernier rejeton d'une race funeste, se tua à la Tour pour échapper à la mort des traîtres. Lord Russell, atteint et convaincu d'avoir pris part au complot de la Rye House, fut décapité dans Lincoln's Inn Fields. Algernon Sidney subit le même sort (1683). Monmouth, terrifié, s'enfuit sur le continent, et l'on commença une série de poursuites pour sédition contre tous ses adhérents.

En 1683, l'opposition constitutionnelle qui avait si longtemps fait « une violente opposition au Roi », gisait écrasée sous ses pieds. Un homme moins intelligent que Charles II se serait laissé aller à ses instincts despotiques, en voyant la folle explosion de loyalisme qui salua son triomphe.

[1] Sources : Aux sources précédentes, ajoutons les *Mémoires* de Welwood, le *Journal* de *John Evelyn* (1620-1706) et celui de *Narcisse Luttrell* (1678-1714), et surtout les *Histoires d'Angleterre* de Macaulay et de Ranke. Voyez la correspondance de Louis XIV et de Barillon, son ministre à Londres, qu'on trouvera soit dans les *Mémoires de sir John Dalrymple,* soit en appendice à l'*Histoire de Jacques II*, par Fox; la *Vie et les Négociations de sir William Temple,* par Boyer (1715); une *Vie de Jacques II,* par Clarke, qui passe pour renfermer des fragments d'une autobiographie, aujourd'hui perdue, du Roi; l'*Histoire de la révolution de* 1688 par sir J. Mackintosh.

Le jour même où la foule qui entourait l'échafaud de Russell trempait ses mouchoirs dans son sang comme dans celui d'un martyr, l'Université d'Oxford déclarait solennellement que l'obéissance passive au chef de l'État, fût-il même le plus misérable des hommes, était un devoir religieux. Charles vit tout de suite que des obstacles insurmontables l'empêcheraient d'exercer le pouvoir absolu dans toute sa plénitude. L'Église anglicane était plus puissante que jamais; aussi se vit-on obligé de retirer un projet de rétablissement de l'*Acte d'indulgence* pour les dissidents devant l'énergique opposition des évêques. Le Roi eut grand soin durant les dernières années de son règne d'éviter de violer ouvertement la Constitution; il ne suspendit aucune loi, n'imposa aucune taxe par autorité royale et se conforma strictement en général à l'*Acte du Test*. Rien ne fait mieux comprendre la grandeur de l'œuvre du Long Parlement que l'étude du règne de Charles II. « Le Roi », dit très-justement Hallam, « ne rentra pas en possession d'autres priviléges que de ceux qui lui avaient été réservés par la Constitution. » Aussi ne fut-il fait aucune tentative pour rétablir les abus que les patriotes de 1641 avaient supprimés. Le Parlement était convoqué fréquemment, et, bien qu'il eût refusé à plusieurs reprises de voter des subsides, on n'essaya jamais de lever de nouvelles taxes par des moyens illégaux; les quelques infractions à la loi risquées par Clarendon ne se représentèrent plus après sa chute du pouvoir. Personne ne songea à rétablir la Chambre étoilée et la Haute Cour ecclésiastique; et si les juges étaient parfois serviles et les jurés triés sur le volet, du moins la couronne n'intervenait-elle jamais pour entraver la marche de la justice. La liberté, du reste, avait progressé sur deux points importants depuis 1641. Dès que l'imprimerie eut été répandue en Angleterre et eut commencé à prendre de l'influence sur l'opinion publique, elle avait été bâillonnée par un système de patentes. Les règlements établis par Henri VIII soumettaient la presse au contrôle de la Chambre étoilée; les libelles de Martin Marprelate ne firent que rendre ce contrôle plus sévère encore sous Élisabeth; le Long Parlement lui-même fit sentir son joug à la presse et resta sourd aux vifs reproches que Milton, dans son *Areopagitica,* fit entendre à ses collègues puritains. Mais la loi sur la presse, promulguée au lendemain de la Restauration, cessa d'être en vigueur en 1679, et les dispositions du Parlement ne permettaient pas à la couronne de ressusciter la censure.

Avec la liberté de la presse, la loi d'*habeas corpus* ajoutait de nouvelles garanties à la liberté individuelle de tous les citoyens anglais. Depuis une époque reculée, une clause fameuse de la Grande Charte interdisait tout emprisonnement arbitraire. Aucun homme libre ne pouvait être retenu en prison, sauf pour dettes ou crime avéré; et tout homme accusé d'un crime avait droit d'exiger de la Cour du Banc du Roi un ordre (d'*habeas corpus*) qui obligeait le geôlier de présenter en même temps le prisonnier et le

mandat d'amener, pour que la Cour pût juger s'il y avait eu ou non violation de la loi. Dans certaines occasions, comme dans le cas d'une arrestation par ordre du conseil royal, les juges soutenaient que l'ordre d'*habeas corpus* n'était pas exigible. Ce fut la cause d'un grand nombre de détentions illégales sous l'administration de Clarendon. Aussitôt après sa chute, on introduisit un bill pour remédier à cet abus, et après une longue lutte, la loi connue sous le nom de loi d'*habeas corpus* passa définitivement en 1679. Grâce à cette mesure importante, cette vénérable pratique judiciaire fut débarrassée de toute entrave et mise à l'abri de toute violation. Tout prévenu d'un crime, à moins qu'il ne fût accusé de félonie ou de trahison, pouvait réclamer le « writ d'*habeas corpus* », même pendant les vacances des tribunaux, et les juges et geôliers qui refusaient de lui reconnaître ce droit étaient sévèrement punis; toute personne accusée de félonie ou de trahison pouvait exiger sa mise en liberté sous caution, à moins que son affaire ne fût prête à passer aux prochaines assises, et si elle n'était pas citée aux assises suivantes, elle était libérée de toute poursuite; enfin, on défendait, sous les peines les plus sévères, d'envoyer un prisonnier dans aucune forteresse au delà des mers.

Mort de Charles II (1685). — Malgré l'irritation causée au gouvernement par la liberté de la presse et l'acte d'*habeas corpus,* Charles II ne fit aucune tentative pour restreindre la première ou violer la seconde; mais, tout en évitant d'éveiller la résistance populaire, il poursuivit résolûment et avec le plus grand sang-froid le rétablissement du pouvoir absolu. En vain Halifax faisait-il « ressortir la nécessité de s'opposer énergiquement à la politique agressive de la France, de rappeler Monmouth et de convoquer un nouveau Parlement », il finit par découvrir, comme tous les autres hommes d'État anglais, que le Roi l'avait joué, et que sa tâche une fois terminée, il ne pourrait conserver son poste qu'en se résignant à un rôle purement passif. Le duc d'York rentra au conseil malgré ses remontrances, au mépris de l'*Acte du Test*, et reprit sa charge de lord amiral; le Parlement, en dépit de la loi de triennalité, ne fut pas convoqué pendant les dernières années du règne. L'alliance secrète du Roi avec la France lui fournissait les fonds dont il avait immédiatement besoin, et l'augmentation du revenu des douanes lui promettait, grâce à la rapide extension du commerce anglais, des ressources suffisantes pour éviter tout nouvel appel aux Communes, aussi longtemps que durerait la paix. L'opposition n'existait pour ainsi dire plus. Le « country party » avait été ruiné « par la réaction contre les projets de Shaftesbury et par la funeste mort de ses principaux chefs ». Le peu d'influence que ce parti conservait se concentrait dans les villes; celles-ci furent assaillies de mandats « quo warranto », qui sommaient les municipalités de fournir des motifs pour le maintien de leurs chartes, menacées de suppression pour

cause d'abus de priviléges. La couronne rendit alors plusieurs arrêts qui amenèrent une suppression générale des anciennes franchises municipales; de nouvelles chartes octroyées, qui n'admettaient que les ultra-royalistes aux fonctions municipales, mirent la représentation des bourgs à la discrétion du souverain. Charles II avait pris depuis longtemps des précautions contre toute tentative de révolte, en augmentant sa garde. Le rappel de la garnison de Tanger lui permit de porter la garde à neuf mille hommes parfaitement armés, et d'ajouter à ce noyau de l'armée anglaise actuelle six régiments laissés provisoirement au service des Provinces-Unies.

Le danger était réel, mais tenait beaucoup moins à des actes isolés de tyrannie qu'au caractère ou aux plans particuliers du Roi. Sa mort, survenue au moment de son triomphe, sauva la liberté de l'Angleterre. Il avait cependant reconquis son ancienne popularité, et au printemps de 1685, en apprenant qu'il était dangereusement malade, la foule se précipita dans les églises pour prier Dieu de rétablir le Roi et de rendre ce bon père à son peuple. Les évêques qui entouraient son lit de mort tombèrent à genoux en implorant sa bénédiction; il étendit les mains et la leur donna avec solennité. Mais pendant que ses sujets adressaient pour lui des prières à Dieu et que les évêques demandaient sa bénédiction, le Roi ne se préoccupait que de mourir réconcilié avec l'Église catholique. Lorsque tout le monde se fut retiré, un prêtre nommé Huddleston, qui lui avait sauvé la vie après la bataille de Worcester, reçut sa confession et lui administra les derniers sacrements. Charles mourut comme il avait vécu, brave, spirituel, cynique même en présence de la mort. Malgré les tortures qu'il endurait, il pria les personnes présentes de « l'excuser de mettre si longtemps à mourir » : une de ses maîtresses, la duchesse de Portsmouth, pleurait penchée sur son lit; sa dernière pensée fut pour Nelly Gwynn, une autre de ses maîtresses. « Ne laisse pas ma pauvre Nelly mourir de faim », murmurait-il encore, quelques minutes avant de perdre connaissance, à l'oreille du duc d'York.

Jacques II (1685-1688). — Dès son avénement au trône (fév. 1685), Jacques II s'empressa de promettre de respecter les lois existantes et de protéger l'Église; ces assurances furent accueillies avec enthousiasme par la nation tout entière. Les craintes qu'avait inspirées l'attente d'un souverain catholique semblaient dissipées : « Nous avons la parole d'un roi », s'écriait-on, « d'un roi qui n'a jamais violé ses promesses. » La déloyauté de Charles II avait disposé tous les esprits en faveur de Jacques II; on le considérait bien comme borné, violent, entêté et despote au fond du cœur; mais ses ennemis eux-mêmes ne l'avaient jamais accusé de fausseté. On le croyait surtout très-jaloux de l'honneur de la nation, et résolu à l'affranchir de toute dépendance vis-à-vis de l'étranger.

On dut convoquer le Parlement, car il fallait une loi pour permettre à un nouveau roi de percevoir les revenus de la couronne; mais, grâce à ce réveil du sentiment monarchique, à l'autorité que le renouvellement des chartes municipales avait rendue à la couronne, les élections envoyèrent une Chambre des communes où Jacques II ne trouva qu'un très-petit nombre de députés hostiles. La question des garanties religieuses fut laissée de côté sur un simple témoignage de déplaisir du souverain; et on lui assura un revenu annuel, à vie, de près de deux millions sterling. Une insurrection dans le Nord et une autre dans l'Ouest, sous la conduite de Monmouth, acheva d'exalter au plus haut degré le loyalisme des sujets de Jacques. Les Écossais plaçaient tout leur espoir dans la maison d'Argyle; le fameux marquis, comme nous l'avons vu, avait péri sur l'échafaud au moment de la Restauration; le comte, son fils, ne put éviter, malgré sa prudence et sa soumission, la malveillance des odieux politiciens qui gouvernaient alors l'Écosse; il finit par être reconnu coupable de haute trahison pour des motifs qui excitèrent l'étonnement de tous les hommes d'État anglais. « Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat! » s'écriait Halifax. Le comte cependant put s'enfuir en Hollande, où il vécut paisiblement pendant les six dernières années du règne de Charles II. Monmouth avait aussi trouvé refuge à la Haye, où il fut reçu avec beaucoup de cordialité par Guillaume d'Orange, qui était convaincu que son père ne tarderait pas à le rappeler auprès de lui. L'avénement de Jacques II ruina toutes ses espérances. Argyle, saisi à cette nouvelle d'un accès de fanatisme religieux, prit la résolution d'arracher l'Écosse à l'autorité du Roi Catholique. Les deux chefs s'entendirent pour paraître en même temps en armes en Écosse et en Angleterre; et les deux expéditions firent voile à quelques jours de distance. Argyle échoua complétement. Son clan des Campbell se souleva dès qu'il eut débarqué à Cantyre, mais le pays se trouvait déjà occupé par les troupes du Roi, et de violentes querelles entre les exilés qui l'accompagnaient achevèrent de ruiner sa cause. Ses troupes furent dispersées sans combat, et Argyle, arrêté dans sa fuite, subit la mort des traîtres.

Monmouth eut tout d'abord une meilleure fortune. Sa popularité dans les comtés de l'Ouest lui avait fait choisir Lyme comme lieu de débarquement; aussi, quoique la petite noblesse restât à l'écart, tous les fermiers et commerçants du Devonshire et du comté de Dorset vinrent-ils se presser en foule autour de son étendard. Les villes drapières du Somerset étaient restées fidèles à la cause whig; aussi le duc fut-il accueilli avec enthousiasme à son entrée à Taunton : chaque maison était ornée de couronnes de fleurs, et une députation de jeunes filles présenta à Monmouth une Bible et un drapeau. Ses forces se montaient alors à six mille hommes, mais il perdit toute chance de succès en prenant le titre de roi. Les Chambres, fidèles à Jacques II, décrétèrent le duc coupable de haute trahison. La

petite noblesse, toujours attachée à la cause de Guillaume et de Marie, se tenait à l'écart et donna ainsi le temps à la garde royale d'accourir sur le théâtre de la révolte, tandis que la milice se réunissait sous l'étendard du Roi. Après un premier échec devant Bristol et Bath, Monmouth se replia sur Bridgewater et attaqua, dans la nuit du 6 juillet 1685, les troupes de Jacques II campées à Sedgemoor. Cette tentative ne réussit pas; les vaillants paysans et mineurs qui suivaient le duc furent mis dans l'impossibilité d'avancer par une profonde tranchée qui traversait la lande, et furent dispersés après une courte résistance par la cavalerie royale. Monmouth s'enfuit du champ de bataille, et, après avoir vainement essayé d'échapper à ses ennemis, il fut pris et envoyé sans pitié à l'échafaud.

Les assises sanglantes. — Jamais l'Angleterre ne s'était montrée plus fidèle à son roi; mais cette fidélité se changea en aversion après les terribles mesures de répression qui suivirent la bataille de Sedgemoor. North lui-même, garde des sceaux, et l'un des plus serviles instruments de la couronne, protesta contre les excès et les cruautés commis par les troupes après la victoire. Ses paroles indignées restèrent sans écho; il se retira de la cour le cœur brisé et mourut dans la retraite.

Jacques avait résolu d'exercer une vengeance plus éclatante encore. Le grand juge Jeffreys, homme de grand talent, mais d'un caractère violent, entreprit de mériter le poste de chancelier, par une série de meurtres judiciaires, qui firent de son nom le synonyme de férocité. Trois cent cinquante rebelles furent pendus pendant la *Tournée sanglante* de Jeffreys à travers les comtés de Dorset et de Somerset, et huit cents furent vendus comme esclaves au delà des mers. Un nombre plus considérable encore subit la peine du fouet ou de l'emprisonnement. La Reine, les dames d'honneur, les courtisans, le juge lui-même, faisaient un honteux trafic des grâces. Les cruautés épouvantables commises sur les femmes soulevèrent surtout la pitié universelle. Quelques-unes étaient fouettées de ville en ville sur les places de marché. Madame Lisle, femme d'un régicide, mourut sur l'échafaud à Winchester pour avoir caché un rebelle; Élisabeth Gaunt, pour un acte semblable, fut brûlée vive à Tyburn. La pitié se changea en horreur lorsqu'on apprit que toutes ces atrocités étaient connues et approuvées par le Roi. L'insensible Churchill lui-même, à l'énergie duquel on avait dû la victoire de Sedgemoor, s'indignait de voir Jacques II inaccessible à la pitié : « Ce marbre », disait-il en frappant sur le chambranle de la cheminée contre laquelle il était appuyé, « n'est pas plus dur que le cœur du Roi. »

On vit bientôt que cette boucherie était le signe avant-coureur de tout un système de tyrannie. Jacques saisit le prétexte de l'insurrection pour augmenter l'effectif de l'armée permanente. Charles l'avait portée à dix mille hommes, il l'éleva d'un seul coup à vingt mille. Ces troupes de

vaient être employées dans le pays même, car l'espoir d'une véritable politique étrangère anglaise s'était déjà évanoui. Jacques n'ignorait pas qu'il ne pouvait s'attendre à l'approbation du Parlement pour les projets qu'il caressait; aussi, bien que son orgueil se révoltât à la pensée de dépendre de la France, ce n'était qu'avec l'or et les soldats de Louis XIV qu'il pouvait espérer de venir à bout des résistances de la Chambre. Une semaine à peine après son avénement, il promettait à Louis XIV une reconnaissance et un dévouement égaux à ceux de Charles II : « Dites à votre maître », disait-il à l'ambassadeur français, « que je ne puis rien sans sa protection. Il est mon conseiller, et j'ai l'intention de le consulter en toutes choses. » Cette protestation d'obéissance fut récompensée par une promesse de subsides que Jacques reçut avec de serviles expressions de joie.

La tyrannie. — Jamais alliance secrète avec la France n'avait été aussi dangereuse pour la religion anglaise. L'Europe tremblait depuis longtemps devant l'ambition de Louis XIV; maintenant c'était son bigotisme qui l'épouvantait. En attaquant la Hollande, il avait déclaré la guerre à la liberté politique; à présent, en révoquant l'édit de Nantes, il s'en prenait à la liberté religieuse. Richelieu avait respecté cet édit, même après sa victoire sur les huguenots, et Mazarin n'avait fait que l'atténuer légèrement. Louis XIV, depuis le début de son règne, en avait violé successivement les principales dispositions; la révocation de 1685 ne fut que le terme naturel d'un système de persécution progressive. Les atrocités commises à l'égard des protestants, à cette époque, dépassent même les massacres du duc d'Albe; des dragons furent installés dans les familles des réformés; on vit des femmes malades jetées dans les rues, des enfants arrachés aux bras de leurs mères pour être élevés dans la religion catholique; enfin les ministres furent envoyés aux galères. Malgré les édits royaux, qui défendaient même aux victimes de sauver leur vie par la fuite, trois cent mille protestants au moins franchirent les frontières et se répandirent en Hollande, en Suisse et dans le Palatinat. Des milliers trouvèrent refuge en Angleterre, où ils établirent, dans des champs à l'est de Londres, la manufacture de soie de Spitalfields.

Tandis que les Anglais frémissaient d'horreur en apprenant les nouvelles de France, Jacques y trouvait un aliment à ses espérances. Au mépris de la loi, il remplissait la nouvelle armée d'officiers catholiques. Il avait renvoyé Halifax, sur son refus de consentir à l'abrogation de l'*Acte du Test*, et signifia en termes hautains au Parlement de 1686 que les brevets accordés aux officiers catholiques, quel que fût leur degré de légalité, ne devaient pas être contestés; il demanda de plus des subsides pour les nouvelles troupes. L'alarme causée dans les deux Chambres par le réveil du papisme et la création d'une armée permanente fut plus forte que leur

enthousiasme monarchique. La Chambre des communes, à la majorité d'une seule voix, renvoya le vote des subsides après le redressement des griefs, et demanda, dans son adresse au trône, la suppression des brevets illégaux; les lords se montrèrent encore plus hardis, et la protestation des évêques contre toute infraction à l'*Acte du Test* fut soutenue par Halifax dans un éloquent discours. Le Roi prononça la prorogation immédiate des deux Chambres et résolut d'obtenir de la magistrature ce qu'il ne pouvait obtenir du Parlement. Il épura la *Cour du Banc du Roi* en expulsant quatre juges qui refusaient de se prêter à ses desseins; leurs successeurs décidèrent, à propos de sir Edward Hales, nommé officier de l'armée royale bien qu'il fût catholique, qu'une dispense du souverain pouvait exempter du serment du *Test*. Ce nouveau principe était une sorte de revendication du droit de la couronne de se mettre au-dessus de la loi, et fut appliqué par Jacques avec aussi peu de convenance que de modération. Les catholiques furent admis aux emplois civils et militaires sans le moindre scrupule, et quatre pairs catholiques prêtèrent serment comme membres du conseil privé. Les lois qui interdisaient la présence dans le royaume des prêtres catholiques et l'exercice public de leur culte furent ouvertement violées. Une magnifique chapelle fut ouverte dans le palais de Saint-James pour l'usage particulier du Roi; enfin des Carmes, des Bénédictins, des Franciscains parurent dans les rues de Londres avec le costume de leur Ordre, et les Jésuites fondèrent une école importante dans le quartier du palais de Savoie.

Jacques II et l'Église. — Un homme plus sage et plus prudent que Jacques II aurait été frappé du mécontentement que ces mesures avaient excité presque partout, mais le Roi se faisait gloire de son obstination. Une émeute qui éclata à l'inauguration d'une nouvelle chapelle catholique dans la Cité, fut immédiatement suivie de la création d'un camp de treize mille hommes à Hounslow, pour intimider la capitale; le Roi se montrait aussi résolu en Écosse et en Irlande qu'en Angleterre. Dans le royaume héréditaire des Stuarts, il se conduisait en vrai despote. Le gouvernement fut confié à lord Melfort et à lord Perth, qui venaient d'embrasser le catholicisme, et le château d'Édimbourg fut confié à un gouverneur papiste. Sous Charles II, le Parlement n'avait été que l'humble serviteur de la couronne; mais, malgré leur servilité, les députés finirent par regimber. Lorsque Jacques eut la hardiesse de leur demander un acte de tolérance pour les catholiques, ils s'y refusèrent. En vain le Roi essaya-t-il de les séduire en leur offrant une entière liberté de commerce avec l'Angleterre : « Croyez-vous que nous vendons notre Dieu? » lui fut-il répondu avec indignation. Jacques ordonna aussitôt aux magistrats écossais de considérer toutes les lois contre les catholiques comme nulles et non avenues, et les magistrats n'osèrent lui résister.

En Irlande, il se passa même de toute apparence de légalité : les papistes furent admis, sur l'ordre du Roi, au conseil et aux emplois civils. Un catholique, lord Tyrconnell, placé à la tête de l'armée, la réorganisa entièrement, en cassant les officiers protestants et en admettant jusqu'à deux mille Irlandais catholiques dans ses rangs. Pendant ce temps, Jacques commençait une guerre systématique et hardie contre l'Église établie. Il considérait comme une bénédiction providentielle de pouvoir se servir de sa suprématie ecclésiastique pour défaire l'œuvre de ses prédécesseurs. Henri VIII et Élisabeth s'étaient efforcés de transformer l'Église d'Angleterre, de catholique qu'elle était, en Église protestante; Jacques employait les mêmes moyens pour la faire rentrer dans le giron de l'Église de Rome. Au mépris d'un décret spécial du Long Parlement confirmé plus tard par la première Chambre de la Restauration, qui déclarait illégal le rétablissement de la Haute Cour, sept commissaires, Jeffreys en tête, furent chargés en 1686 de la direction des affaires ecclésiastiques. Leur premier soin fut de frapper l'évêque de Londres. Jacques avait défendu au clergé d'attaquer le papisme du haut de la chaire; un ministre ayant bravé cet ordre, il signifia à l'évêque Compton qu'il eût à le suspendre immédiatement de ses fonctions; sur son refus, l'évêque fut immédiatement destitué. Cette pression exercée par la commission ne fit que pousser le clergé à prendre une attitude plus hostile à l'égard du Roi. Les chaires retentissaient de sermons contre la superstition, et les deux plus célèbres théologiens de ce temps, Tillotson et Stillingfleet, se mirent à la tête d'une armée de controversistes qui inondaient le royaume de brochures et de traités religieux.

La déclaration d'indulgence. — En vain la grande masse de la petite noblesse catholique se tenait-elle à l'écart, prédisant une inévitable réaction; en vain la cour de Rome elle-même lui recommandait-elle une plus grande modération (1687), Jacques était de plus en plus enivré par le succès apparent de ses entreprises. Il attribuait l'opposition à ses projets à l'influence des tories de la Haute Église restés au pouvoir depuis la réaction de 1681, et il se décida à les châtier. Le duc de Queensbury, chef des tories d'Écosse, fut destitué. Tyrconnell fut opposé à Ormond en Irlande. En Angleterre, il voulut montrer au monde que les liens les plus étroits du sang n'étaient rien lorsqu'ils entraient en conflit avec les devoirs de la foi. Son premier mariage avec Anne Hyde, fille de Clarendon, avait attaché tous les fils du chancelier à sa fortune. Dès son avénement, il avait envoyé l'aîné de ses beaux-frères, Édouard, comte de Clarendon, en Irlande, en qualité de lord gouverneur, et élevé le plus jeune, Laurence, comte de Rochester, au poste de lord de la Trésorerie; mais celui-ci fut averti que le Roi ne pouvait confier une charge aussi importante à un homme qui ne partageait pas sa foi religieuse; sur son refus d'abjurer, il fut révoqué, et son frère Clarendon le suivit dans la retraite. Un

catholique, lord Bellasys, devint premier lord de la Trésorerie (organisée en commission après le renvoi de Rochester); un autre catholique, lord Arundell, devint gardien du sceau privé; enfin un Jésuite, Petre, fut appelé au conseil. Tous les officiers qui refusaient d'approuver l'abrogation du Test étaient successivement destitués. Au mépris des lois, le nonce du Pape était reçu à Windsor, en grande cérémonie.

Jacques ne put plus bientôt se faire d'illusions sur le mécontentement public. Les grands seigneurs tories, malgré leur attachement à la personne royale, étaient aussi ardents dans leur haine de la tyrannie que les whigs eux-mêmes. En allant à la messe, Jacques avait chargé un jour le duc de Norfolk de porter devant lui l'épée d'État : le duc s'arrêta à la porte de la chapelle : « Votre père aurait été plus loin », lui dit le Roi. — « Le père de Votre Majesté valait mieux que nous, il ne serait pas allé plus loin. » Le jeune duc de Somerset reçut l'ordre d'introduire le nonce dans la salle d'audience des ambassadeurs : « Je ne peux obéir à Votre Majesté sans violer la loi », répondit-il. — « Ne savez-vous pas », lui dit Jacques avec colère, « que je suis au-dessus de la loi? » — « Votre Majesté peut-être, mais non pas moi », répliqua le duc. Cette réponse le fit aussitôt destituer, mais le mouvement de résistance ne fit que s'accentuer de plus en plus. Malgré les lettres du Roi, les directeurs de la *Charter House,* qui comptaient parmi eux quelques-uns des plus grands seigneurs de l'Angleterre, refusèrent d'admettre un catholique à participer aux bienfaits de cette fondation. Les plus fidèles partisans du Roi commençaient à murmurer, lorsque Jacques exigea d'eux l'apostasie comme preuve de leur loyalisme. Désespérant de soumettre l'Église et les tories à sa volonté, il se tourna, à l'exemple de Charles II, vers les non-conformistes et publia en 1687 une *Déclaration d'indulgence* qui annulait toutes les lois pénales portées contre les catholiques et contre les dissidents, et abrogeait tous les décrets imposant le serment du Test à ceux qui aspiraient à remplir une charge quelconque dans l'Église ou dans l'État. Cette offre était tentante pour les protestants dissidents, cruellement persécutés depuis la chute de Shaftesbury, et l'on ne peut guère s'étonner qu'ils aient paru hésiter pendant un moment et aient envoyé à Jacques de nombreuses adresses de remercîment. Mais la plupart d'entre eux, et surtout les chefs vénérés du parti, tels que Baxter, Howe, Bunyan, refusèrent cet *Acte d'indulgence,* qui ne pouvait être acheté qu'au prix d'une violation de la loi. Il était évident que la tentative de Jacques de diviser les forces du protestantisme avait complétement échoué, et que le seul moyen d'arriver à ses fins était d'obtenir du Parlement lui-même le rejet de l'acte du Test.

Jacques et les Universités. — Les Chambres restaient absolument hostiles aux projets du Roi. Il renvoya le Parlement et en convoqua un nouveau. Mais il savait qu'un Parlement librement élu ne consentirait

jamais à l'abrogation du Test. On pouvait, il est vrai, entraîner la Chambre des lords, en créant une nouvelle fournée de pairs. « Il est possible », disait le ministre lord Sunderland à Churchill, « qu'on fasse un jour appeler votre corps de cavalerie à la Chambre des lords. » Mais il était plus difficile d'avoir une Chambre basse complaisante à la volonté royale. Aussi les lords gouverneurs reçurent-ils l'ordre d'organiser l'administration des bourgs électoraux de façon à assurer l'élection des candidats qui s'engageaient à voter l'abrogation de la loi du Test, et de se renseigner sur les votes des magistrats de chaque comité. La moitié refusa d'obéir, et un grand nombre de grands seigneurs, les comtes d'Oxford, de Shrewsbury, de Dorset, de Derby, de Pembroke, de Rutland, d'Abergavenny, de Thanet, de Northampton et d'Abingdon, furent immédiatement destitués. Les magistrats répondirent à ceux qui les interrogeaient qu'ils voteraient selon leur conscience et enverraient au Parlement des hommes décidés à protéger la religion protestante. Malgré tous les règlements, on vit bientôt qu'il était impossible de former des corps municipaux disposés à faire nommer des représentants prêts à se plier à la volonté royale. Aussi tout projet de réunir un Parlement fut-il abandonné, et les courtisans les plus bigots conseillaient eux-mêmes la modération en présence de l'hostilité passionnée que Jacques devait s'attendre à rencontrer chez les lords, dans la petite noblesse et les classes commerçantes.

Le clergé seul hésitait à se mettre en révolte ouverte contre le souverain; même les actes de despotisme de la commission n'avaient pu détacher de la couronne ceux qui prêchaient tous les dimanches l'obéissance passive envers le pire des rois. Mais Jacques voulait plus que l'obéissance passive. Le clergé refusant de soutenir ses plans, il se considérait comme dégagé de ses promesses envers l'Église établie, et il résolut de l'attaquer dans les grandes institutions qui lui avaient servi jusqu'à présent de forteresses. Gagner les Universités au catholicisme, c'était s'emparer des seules maisons d'éducation dirigées par le clergé anglican. Cambridge cependant échappa assez facilement : un Bénédictin qui s'était présenté avec des lettres royales le recommandant pour être élevé au grade de maître ès arts, fut repoussé sur son refus de signer les articles; le vice-chancelier paya de la perte de sa dignité cette injure faite au Roi. Mais Oxford se trouva en butte à une attaque beaucoup plus violente et plus acharnée. Le directeur de *University College*, qui se déclara converti, fut autorisé à conserver ses fonctions, au mépris de la loi, et Massey, catholique ardent, se présenta avec l'appui de la couronne comme candidat au décanat de *Christ Church*. *Magdalen*, le plus riche collége d'Oxford, ayant perdu son proviseur en 1687, Jacques recommanda un certain Farmer, catholique ardent, mais de mœurs scandaleuses, et qui n'avait pas même les titres nécessaires pour remplir cette charge. Les *fellows* protestèrent, et, sur le refus du Roi d'avoir égard à leur protestation, choisirent l'un d'eux, nommé Hough, comme directeur. La com-

mission déclara cette élection nulle et non avenue, et Jacques, honteux de son premier candidat, présenta Parker, évêque d'Oxford, catholique de cœur et le plus vil de tous les courtisans. Les *fellows* restèrent obstinément attachés à leur chef régulièrement élu. En vain le Roi vint à Oxford, les fit venir en sa présence, et, au moment où ils s'agenouillaient devant lui, les tança comme des écoliers. « Je suis roi », dit-il, « je veux être obéi ! Allez immédiatement à votre chapelle et nommez l'évêque ! Que ceux qui s'y refusent y réfléchissent à deux fois, car ils sentiront tout le poids de ma main ! » On comprit que mettre *Magdalen* et *Christ-Church* dans les mains des catholiques, c'eût été faire d'Oxford un véritable séminaire : aussi résista-t-on aux menaces du Roi. Jacques sut pourtant se faire obéir. Une commission spéciale vint visiter l'Université, déclara Hough un intrus, et, sans avoir égard à son appel à la loi, fit enfoncer les portes de la maison du directeur pour y installer Parker à sa place ; sur le refus des fellows de se soumettre, on les dépouilla de leurs places. L'expulsion des fellows fut suivie de celle des *demies*. Parker, qui mourut peu après son installation, eut pour successeur un évêque catholique *in partibus*, Bonaventure Giffard, et douze de ses coreligionnaires furent admis comme *fellows*, en un seul jour.

Les sept évêques. — Jacques espérait toujours arriver à trouver un Parlement complaisant pour abroger l'acte du Test. En présence de l'opposition enragée du pays tout entier, les élections avaient été ajournées. Il promulgua une nouvelle *Déclaration d'indulgence* pour faire appel à la nation tout entière. Elle se terminait par la promesse d'une convocation du Parlement pour le mois de novembre, et il demandait aux électeurs de choisir des membres qui pussent assurer le succès de sa politique. Son but, disait-il, était « d'établir pour l'avenir la plus large liberté de conscience ». Cet appel royal devait être lu par chaque pasteur pendant le service divin six dimanches consécutifs. On ne donnait guère au clergé de temps pour réfléchir, mais il en eut assez pour se décider. Il refusa à la presque unanimité de consentir à sa propre humiliation. Cette *déclaration* ne fut lue que dans quatre des églises de Londres, et, dès les premiers mots, les fidèles sortirent en foule. Les prêtres des campagnes refusèrent presque tous d'obéir, et les évêques se rallièrent à la majorité du clergé.

Peu de jours avant le dimanche fixé par la *Déclaration*, l'archevêque Sancroft assembla ses coadjuteurs, et les six d'entre eux qui purent se rendre à Lambeth signèrent une protestation très-modérée où ils refusaient d'annoncer officiellement un décret illégal : « Mais c'est une déclaration de guerre ! » s'écria Jacques, quand le primat lui présenta l'adresse. Dès lors, il résolut de se venger des prélats qui avaient signé la protestation. Il ordonna à la commission ecclésiastique de les priver de leurs siéges ; les commissaires hésitèrent à lui obéir. Le chancelier, lord Jeffreys, conseilla alors, comme un moyen de châtiment plus facile, de les poursuivre pour

diffamation; et les évêques, ayant refusé de fournir caution, furent envoyés à la Tour. Ils se rendirent à leur prison au milieu des cris d'une multitude immense; les sentinelles s'agenouillèrent pour recevoir leur bénédiction comme ils franchissaient les portes, et tous les soldats burent à leur santé. L'attitude de la nation devint tellement menaçante, que les ministres pressèrent Jacques de céder. Mais son obstination croissait avec le danger : « L'indulgence de mon père a causé sa perte », répondit-il. Le 29 juin 1688, les évêques comparurent en criminels devant la Cour du Banc du Roi. Le jury avait été choisi avec soin, les juges n'étaient que les instruments de la couronne, et pourtant ils se sentirent intimidés par l'indignation populaire. A peine le président avait-il prononcé ces mots : « non coupables », qu'un tonnerre d'applaudissements éclata dans la foule et que des cavaliers se mirent à courir ventre à terre de tous les côtés pour annoncer cette bonne nouvelle.

CHAPITRE VII

GUILLAUME D'ORANGE[1].

Suprématie de la France. — Au milieu des désordres causés par le complot et le Bill d'exclusion, les plus sages parmi les hommes d'État anglais n'avaient cessé de mettre leurs espérances en Marie, fille aînée et héritière de Jacques II. Le despotisme de son père la désignait aux espérances de toute la nation. Mais pour l'Europe, l'avénement même de Marie n'était qu'une question secondaire; elle voyait surtout l'autorité nouvelle qu'il allait conférer à son mari, Guillaume, prince d'Orange. Nous sommes arrivés à un moment où la lutte de l'Angleterre contre la politique agressive de son roi se confond avec la lutte plus formidable encore de l'Europe contre les envahissements de Louis XIV, et ce n'est qu'en jetant un rapide coup d'œil sur l'état général du continent que nous pourrons comprendre le véritable esprit et le résultat de la révolution qui chassa Jacques du trône.

La France était alors, sans contredit, la première puissance de la chrétienté. Les guerres de religion provoquées par la Réforme avaient usé les forces des nations ses voisines. L'Espagne n'était plus en état de défendre le catholicisme; la paix de Westphalie, en accordant aux princes allemands une plus grande indépendance, avait éveillé la jalousie entre les puissances catholiques et les puissances protestantes, et, par suite, ruiné l'unité de l'Empire. La branche allemande de la maison des Habsbourg, déjà affaiblie par la longue guerre de Trente ans, parvenait avec peine à résister aux Turcs qui marchaient sur Vienne, par la Hongrie; les victoires de Gustave-Adolphe et des généraux formés à son école avaient épuisé la Suède; les Provinces-Unies comptaient encore à peine comme grande puissance, et étaient absorbées par leur lutte contre l'Angleterre, qui leur disputait

[1] Sources : Aux sources indiquées précédemment, ajouter : la *Correspondance de Charles Talbot, duc de Shrewsbury, avec le roi Guillaume III,* p. p. M. Coxe, et les *Papiers d'État et Lettres* recueillis par M. Carstairs. Ces derniers se rapportent surtout aux affaires d'Écosse de 1691 à 1718. Le volumineux ouvrage, publié en allemand par M. Onno Klopp, la *Chute des Stuarts et l'avénement de la maison de Hanovre,* contient aussi un grand nombre de précieux documents. Pour l'histoire de la Hollande au dix-septième siècle, voir la biographie de *Jean de Witt,* par M. Lefèvre-Pontalis.

l'empire des mers. La France avait seule profité de la ruine générale. Grâce à la sage politique de Henri IV et à l'édit de tolérance pour les protestants, les fâcheux vestiges des guerres civiles avaient été promptement effacés; les huguenots, toujours nombreux au sud de la Loire, mais sans places fortes, s'étaient entièrement consacrés à l'industrie et au commerce; Richelieu avait énergiquement réprimé les insurrections féodales, et, par sa politique de centralisation excessive, qui devait être si fatale à la France, il lui donna pendant quelque temps l'apparence d'un bon gouvernement et les moyens de faire valoir les ressources de son sol, supérieures à celles de toutes les autres puissances. Son territoire compacte et fertile, l'activité naturelle de la nation et son esprit d'entreprise, le rapide développement du commerce et de l'industrie étaient des sources naturelles de richesses que les plus lourds impôts ne pouvaient épuiser. Aussi, dans la seconde moitié du dix-septième siècle, la France était-elle considérée comme la première puissance de l'Europe. Le revenu annuel de la couronne de France était le double de celui de l'Angleterre, et Louis XIV comptait autant sur les ressources de son trésor que sur la gloire de ses armes : « Après tout », disait-il lorsque la fortune commença à lui être contraire, « c'est la dernière pièce d'or qui l'emportera. »

C'est à cette supériorité de richesse qu'il dut de pouvoir mettre sur pied des armées comme on n'en avait jamais vu depuis la chute de l'Empire romain. A l'avénement de Louis XIV, l'armée française se composait à peine d'une centaine de mille hommes; lors de la guerre de Hollande, le Roi en leva près de deux cent mille; enfin, au moment de sa lutte contre la Grande Alliance, il disposait de près de cinq cent mille soldats. Mais la suprématie continentale ne suffisait pas à la France. Depuis la décadence de l'Espagne, les flottes anglaises et hollandaises se disputaient seules l'empire des mers; c'est à peine si la France, sous Richelieu et Mazarin, comptait comme puissance maritime; mais, dès les premières années de Louis XIV, on créa une marine de plus de cent vaisseaux de guerre, et les forces navales françaises purent tenir tête aux escadres réunies de Hollande et d'Angleterre.

Louis XIV. — Une puissance aussi formidable eût été dangereuse de tout temps, mais elle le devint d'autant plus que les hommes d'État français étaient sans rivaux en Europe; quel diplomate pouvait-on comparer à Hugues de Lionne? Aucun ministre de la guerre, aucun ministre des finances n'approchait de Louvois et de Colbert. Leur jeune maître, Louis XIV, esprit étroit, bigot, sans élévation de vues et sans droiture, inaccessible à la reconnaissance et à la pitié, fou d'orgueil, insatiable d'éloges, égoïste jusqu'à la brutalité, possédait cependant plusieurs des qualités qui font les grands rois; il se montrait habile, patient, résolu, très-ferme dans ses desseins, capable de discerner le talent et de s'en servir; il était plein de

foi et de confiance en lui-même; dépourvu de toute grandeur véritable, il savait la remplacer par une certaine majesté théâtrale.

Il se contenta, comme homme politique, de récolter ce que les deux grands cardinaux avaient semé avant lui. Tous deux avaient su faire profiter la France de l'épuisement et des discordes que les guerres de religion avaient produits en Europe. Richelieu avait fait pencher la balance contre l'Autriche en s'alliant à la Suède, aux Provinces-Unies et aux princes protestants d'Allemagne; et les deux grands traités qui, grâce à Mazarin, mirent fin à la guerre de Trente ans (la paix de Westphalie et celle des Pyrénées), laissaient l'Empire désorganisé et l'Espagne épuisée. Dès lors, l'Espagne tomba dans une véritable décrépitude; elle était privée, par la perte de la Hollande, de la principale source de ses revenus, et affaiblie dans la Péninsule elle-même par la révolution de Portugal; son infanterie avait été détruite à Rocroy par Condé, ses flottes avaient été dispersées par la marine hollandaise; les Indes occidentales lui avaient pris le plus pur de son sang; la suppression de toute liberté civile ou religieuse avait brisé tous les ressorts moraux du peuple; l'Inquisition avait étouffé toute vie intellectuelle; l'expulsion des Maures, la tyrannie financière, la folie du système colonial paralysaient son industrie, et ce royaume qui, sous Philippe II, aspirait à l'empire du monde, n'avait plus ni influence ni ressources à l'avénement de Philippe IV. Dès 1661, l'année même où il devint véritablement maître de la France, Louis XIV se décida à continuer la politique de ses prédécesseurs et surtout à achever la ruine de l'Espagne. La conquête des provinces espagnoles des Pays-Bas aurait reculé jusqu'à l'Escaut les limites de son royaume; une chance plus éloignée s'offrait à lui par l'extinction probable de la ligne autrichienne qui était assise sur le trône d'Espagne. En assurant cette succession à un prince de sa maison, la France acquérait non-seulement la Castille et l'Aragon, avec toutes les dépendances espagnoles en Italie et dans les Pays-Bas, mais l'empire du nouveau monde.

L'Espagne ne pouvait être sauvée que par une coalition des États de l'Europe; Louis XIV s'efforça de la conjurer, pendant de longues années, par d'habiles négociations. L'intervention de l'Empire fut prévenue par une nouvelle alliance entre la France et les petits princes allemands; une ligue avec les Turcs détourna l'attention de l'Autriche vers la frontière de l'est. On maintint soigneusement la vieille alliance avec la Suède, on cultiva l'amitié de la Hollande; la politique de Charles II liait les mains de l'Angleterre. Les succès si complets et si éclatants de la France jetèrent la terreur en Europe, et les plans de la diplomatie de Charles II se trouvèrent déjoués. La Hollande comprit les dangers qu'elle courait en voyant paraître les armées françaises sur le Rhin; la conquête des villes maritimes de la Flandre réveilla l'Angleterre de sa léthargie, et la Suède se joignit aux deux puissances protestantes pour former la triple alliance. La

crainte d'une ligue plus formidable obligea Louis à se contenter de la partie méridionale de la Flandre et à occuper un réseau de forteresses qui le faisait, en réalité, maître des Pays-Bas tout entiers (1668).

Guillaume d'Orange. — Louis XIV était furieux de cet échec; non-seulement il détestait les Hollandais comme protestants et républicains, mais il voyait en eux un obstacle à la consommation de ses projets sur l'Espagne. Quatre ans se passèrent à préparer une vengeance décisive. L'armée française éleva son effectif à cent quatre-vingt mille hommes. Colbert créa une flotte qui pouvait rivaliser comme nombre et comme équipement avec celle de la Hollande; la Suède fut de nouveau gagnée à Louis XIV et l'appui de l'Angleterre assuré par le traité de Douvres. La Hollande vivait pendant ce temps dans une fausse sécurité. L'alliance avec la France, qui durait depuis Henri IV, était surtout chère aux grands négociants qui avaient été appelés au pouvoir à la chute de la maison d'Orange. Jean de Witt, chef de ce parti, y était même resté aveuglément attaché, bien que l'invasion des bords du Rhin par Louis XIV l'eût obligé de conclure la triple alliance. Sa confiance ne fut définitivement ébranlée que lorsque l'armée française franchit la frontière de son pays en 1672 et qu'il aperçut les feux de bivouac du haut des murailles d'Amsterdam. La Hollande se trouvait à la merci de Louis XIV, mais l'arrogance du vainqueur réveilla chez la nation ce courage indomptable qui avait déjà arraché la victoire au duc d'Albe et écrasé l'orgueil de Philippe II. La chute de Jean de Witt, massacré par la populace, donna le pouvoir au prince Guillaume d'Orange.

Quoique le jeune stathouder eût à peine atteint l'âge d'homme, il se faisait déjà remarquer par de hautes qualités. Ses premières impressions lui avaient appris à garder un étonnant empire sur lui-même. Orphelin et isolé dès son enfance, il avait été élevé par des gens qui regardaient son existence comme un danger pour l'État; aussi ses paroles et ses regards étaient-ils épiés et fidèlement rapportés, ses amis éloignés avec un soin jaloux. L'enfant grandit ainsi, silencieux, réservé, prudent, grave, froid de manières, bref et même brutal dans son langage. Faible et délicat dès son berceau, il devint asthmatique plus tard et fut même atteint de phthisie dans son âge mûr, ce qui lui donnait une toux incessante. Sa figure sombre et pâle était sillonnée de rides profondes, qui révélaient ses continuelles souffrances. Mais sous cette apparence maladive et glaciale, il cachait un caractère énergique et une âme de feu, un courage indomptable et une profonde habileté politique. Guillaume était né homme d'État. Son éducation avait été fort négligée; aussi ne savait-il rien en fait d'art et de littérature, mais il possédait à fond, grâce à Jean de Witt, tous les secrets de la politique. Le talent que montra dans son premier discours aux États Généraux le jeune stathouder, en passant en revue la situation

de tous les pays de l'Europe, le sang-froid avec lequel il calcula les chances de la lutte lui acquirent d'emblée la confiance de ses compatriotes. Cette confiance fut bientôt justifiée. La Hollande fut sauvée, et il reconquit les provinces les unes après les autres par son indomptable persévérance. Comme son grand ancêtre, Guillaume le Taciturne, il fut un général malheureux; aucun capitaine n'essuya de plus fréquentes défaites. Mais il sut mieux profiter de ses échecs que d'autres de leurs victoires. Sa bravoure était celle des grandes âmes qui se déploie surtout à l'heure de la ruine et du désespoir. L'intrépidité et le sang-froid avec lesquels ce général, presque enfant, rallia autour de lui ses escadrons rompus à la déroute de Senef et arracha à Condé les fruits de sa victoire, excitèrent l'admiration généreuse du vieux capitaine, son adversaire. C'est à de tels moments que le vrai caractère de l'homme perçait à travers le voile de sa réserve habituelle. Dès qu'il était au fort de la bataille, ses yeux lançaient des éclairs, et, au milieu de la terreur et de la confusion de la défaite, ses manières prenaient une aisance et une gaieté qui charmaient ses soldats.

Guillaume d'Orange et Charles II. — L'habileté avec laquelle il attira l'Espagne et l'Empire dans la coalition contre la France et jeta ainsi les bases de la Grande Alliance, prouve son talent politique. L'armée française était cependant toujours invincible; l'égoïsme des alliés et, par-dessus tout, la perfidie de Charles II, rendaient ses victoires encore plus rapides; Guillaume fut obligé de consentir, en 1678, au traité de Nimègue, qui laissait la France plus puissante que jamais. La Hollande, il est vrai, échappait à la vengeance de Louis XIV; mais le grand Roi arracha de nouvelles dépouilles à l'Espagne et garda la Franche-Comté, qu'il avait rendue à la fin de la précédente guerre. La France avait jeté l'épouvante en Europe par l'audace et le bonheur dont elle fit preuve en tenant tête toute seule à la coalition; et dès lors, l'arrogance de Louis XIV ne connut plus de bornes. La Lorraine devint un État vassal de la France; Gênes fut bombardée et le doge obligé de venir dans les antichambres de Versailles demander le pardon de Louis XIV; on infligea au Pape une humiliation, le menaçant de faire marcher des troupes sur Rome pour venger un léger affront fait à l'ambassadeur de France. La scandaleuse saisie de fiefs impériaux en Alsace et sur d'autres points de la frontière allemande était un outrage fait à l'Empire; enfin, le monde protestant tout entier ressentit comme une injure personnelle les horribles cruautés qui avaient précédé et suivi la révocation de l'édit de Nantes. Pour Louis XIV, la paix fut l'occasion d'une série d'insultes à toutes les puissances voisines, et chaque insulte facilitait la tâche de son froid et taciturne adversaire, qui cherchait à faire de la Haye le centre d'une grande alliance européenne destinée à contrecarrer les projets ambitieux de la France.

L'expérience de la dernière guerre avait appris à Guillaume que l'acquiescement de l'Angleterre à cette ligue était nécessaire. Depuis la paix de Nimègue, il n'avait rien épargné pour s'assurer l'alliance de Charles II. Un rapprochement entre le Roi et le Parlement était essentiel pour affranchir Charles de l'alliance de la France, et c'est à quoi Guillaume consacra ses efforts; mais il fut longtemps arrêté par l'obstination avec laquelle Charles II restait attaché à la puissance qui seule pouvait l'aider à réaliser ses projets. Toutefois, le changement de politique qui suivit la chute de la Cabale et l'arrivée de Danby au pouvoir réveilla les espérances de Guillaume, et son mariage avec Marie fut pour Louis un coup fatal. Jacques n'avait pas de fils, et le mariage du prince d'Orange avec Marie assurait à la Hollande, à la mort du duc d'York, les secours de l'Angleterre pour sa grande entreprise. Mais il était impossible d'attendre jusque-là; aussi Guillaume se servit-il de sa nouvelle position pour persuader à Charles de suivre une politique plus anglaise; ses efforts restèrent inutiles. L'éclat imprévu de la conspiration papiste compliqua la situation. Au moment où l'on présenta le bill d'exclusion, lorsque le Parlement semblait résolu à écarter Jacques du trône pour y placer Marie après la mort de son oncle, Guillaume se tint d'abord à l'écart, inquiet de l'issue, mais préparé à accepter cette bonne fortune L'erreur fatale que commit Shaftesbury, en faisant valoir les droits de Monmouth, força le stathouder à sortir de sa réserve. Pour conserver à sa femme la possibilité de monter sur le trône, il ne lui restait qu'à adopter la cause du duc d'York. Dans cette crise, Guillaume usa de toute son influence en faveur de Jacques; grâce à l'éloquence d'Halifax, le bill d'exclusion fut rejeté, et Halifax n'était que l'organe du prince d'Orange.

Guillaume et Jacques II. — Tandis que l'Angleterre était encore comme affolée par le complot papiste et la réaction royaliste, une conflagration européenne devenait de plus en plus menaçante. La patience de l'Allemagne se lassait de tant d'outrages, et ses princes s'unirent, en 1686, à Augsbourg, contre la France. On comprit dès lors qu'une nouvelle guerre était inévitable, et Guillaume épiait la conduite de son beau-père avec un redoublement d'anxiété. Ses efforts pour obtenir l'appui de l'Angleterre avaient complétement échoué. Jacques II avait renouvelé l'alliance de son frère avec la France, et la lutte qu'il poursuivait contre son peuple était, à elle seule, suffisante pour l'empêcher de se mêler aux luttes continentales. Le prince d'Orange attendait en silence, espérant encore que Jacques reviendrait à une politique plus nationale, et refusa tout encouragement aux mécontents qui l'invitaient déjà à se rendre en Angleterre les armes à la main. D'un autre côté, il refusa de soutenir le Roi dans ses projets d'abolition du *Test*. Il espérait encore secrètement amener, entre Jacques II et ses sujets, une réconciliation qui lui permettrait d'enrôler l'An-

gleterre dans la Grande Alliance ; mais ce rêve s'évanouit à l'apparition de la *Grande Indulgence* de mai 1687.

C'est à ce moment que Jacques le sollicita de se déclarer en faveur de l'abolitión du *Test* et des lois pénales contre les non-conformistes. Mais, en même temps, les chefs de la noblesse anglaise lui adressaient des appels pressants et des promesses d'assistance. Quelques-uns, comme Hyde, l'assuraient simplement de leur amitié. L'évêque de Londres lui promettait son concours. D'autres, comme les comtes de Devonshire, de Nottingham et de Shrewsbury, l'invitaient en secret ou ouvertement à ne pas céder aux demandes du Roi. Lord Churchill annonçait qu'Anne, la sœur de Marie, était décidée à soutenir la cause protestante. Danby, le chef du grand parti tory, envoyait des avertissements de plus en plus pressants. Ces lettres dictaient à Guillaume sa réponse. Personne, déclarait-il, n'était plus hostile que lui aux persécutions religieuses; mais en lui demandant de consentir à supprimer l'incapacité politique pour cause de religion, Jacques lui demandait, en réalité, de s'associer à une attaque contre sa foi.

Guillaume hésitait toutefois encore à intervenir les armes à la main. Malgré le mécontentement général, la situation de Jacques paraissait encore inébranlable. Il comptait sur la France et possédait une armée de vingt mille hommes; l'Écosse, écrasée à la suite de la révolte du duc d'Argyle, ne pouvait être d'aucun secours, et l'Irlande était prête à jeter une armée catholique sur la côte d'Angleterre. Il était même douteux qu'en Angleterre la désaffection fût assez profonde pour provoquer une insurrection. Les assises sanglantes avaient terrorisé les whigs, et le clergé, les tories et la Haute Église, quoique secrètement irrités, étaient toujours gênés par leur doctrine de l'obéissance passive. Le but de Guillaume était de repousser tous les conseils violents, en se bornant à organiser une opposition générale qui forcerait Jacques par des moyens légaux à se réconcilier avec son peuple, à changer de politique intérieure et étrangère et à se joindre à la ligue formée contre la France.

L'invitation. — A ce moment, la politique de Guillaume fut déjouée par un événement imprévu. Sa propre patience et celle de la nation reposaient sur la certitude de voir Marie monter sur le trône. Tout à coup, au moment de la lutte entre le Roi et le clergé, le bruit se répand que la Reine est de nouveau enceinte (1688). La nouvelle ne trouva guère que des incrédules, car cinq ans s'étaient écoulés depuis la dernière grossesse de Marie de Modène. Guillaume se vit obligé de hâter le dénoûment de la crise. La crainte de voir naître un petit prince de Galles, comme les catholiques le prédisaient avec joie, qui serait élevé dans la religion de sa mère, força les tories à choisir entre la tyrannie ou la liberté. L'Angleterre n'hésitait plus. Danby, fidèle à l'Église anglicane et adversaire déclaré de la politique française, répondait des tories, Compton des gens de la Haute

Église poussés à la rébellion par la *Déclaration d'indulgence ;* le comte de Devonshire enfin, l'ancien lord Cavendish du *Bill d'exclusion,* promettait l'appui des whigs et des non-conformistes, satisfaits d'une promesse de tolérance. Dix jours après la naissance du prince de Galles (30 juin), une invitation formelle adressée à Guillaume d'intervenir en Angleterre pour rétablir la liberté et protéger la religion protestante, fut signée par les principales notabilités politiques et portée à la Haye, le 30 juin, par Herbert, le plus populaire des marins anglais, qui avait été privé de son commandement pour avoir refusé de voter contre le serment du *Test.* Les lords suppliaient Guillaume de débarquer avec une armée assez forte pour justifier leur propre soulèvement.

L'invitation fut expédiée de Londres le lendemain de l'acquittement des évêques. L'effervescence générale, les cris partis des bateaux qui couvraient la Tamise, les feux de joie allumés dans toutes les rues montraient que le pays était à la veille d'une insurrection. L'armée elle-même, sur laquelle s'appuyait Jacques, se laissa gagner par le peuple. Jacques II était à Hounslow lorsqu'il apprit l'acquittement des évêques, et comme il s'éloignait du camp à cheval, il entendit une grande acclamation derrière lui : « Qu'est cela? » demanda-t-il. « Oh! rien », lui fut-il répondu; « vos soldats témoignent leur joie de l'acquittement des évêques, voilà tout ! » — « Et vous dites que ce n'est rien? » grommela le Roi. Il comprit dès lors qu'il se trouvait complétement isolé dans son royaume; les lords, la petite noblesse, le haut et le bas clergé, les Universités, la magistrature, les gens de négoce, les fermiers propriétaires, tous se tenaient à l'écart. Voilà maintenant que les soldats eux-mêmes l'abandonnaient. Les catholiques les plus fervents le suppliaient de céder, mais c'eût été changer son gouvernement de fond en comble. Toute apparence de légalité avait disparu ; shériffs, maires, magistrats, nommés par la couronne au mépris d'un acte du Parlement, n'avaient aucun titre légal à remplir leurs fonctions ; dans le cas même de la convocation d'un nouveau Parlement, les députés déclarés élus par ces fonctionnaires ne pouvaient légalement siéger à Westminster. On aurait eu de la peine à trouver un ministre et un conseiller privé exerçant une autorité régulière. Jacques était allé si loin dans la voie de l'illégalité, qu'on ne pouvait établir un gouvernement normal qu'en renversant tout ce qu'il avait fait. Il n'y songeait pas. Les remontrances de ses amis et les dangers qui le menaçaient ne servirent qu'à l'exciter à la résistance. Il leva le camp de Hounslow et dispersa ses troupes dans différents cantonnements. Les deux juges qui avaient décidé l'acquittement des évêques furent révoqués. Jacques II donna l'ordre au chancelier de chaque diocèse de lui indiquer les membres du clergé qui n'avaient pas lu la *Déclaration d'indulgence.* Mais sa volonté se brisa contre une résistance énergique sourde et universelle. Aucun chancelier ne voulut donner de réponse aux commissaires, et les commissaires eux-mêmes furent

réduits à l'impuissance par l'attitude de la nation. Quand les juges qui s'étaient montrés serviles envers la couronne firent leur tournée, la petite noblesse refusa de les recevoir. Jacques excita encore davantage la colère générale en voulant remplacer les troupes anglaises, dont la fidélité était douteuse, il est vrai, par des détachements de l'armée irlandaise que Tyrconnell venait de lever pour lui. Les pairs catholiques eux-mêmes protestèrent contre cette mesure à la table du conseil, et six officiers d'un seul régiment donnèrent leur démission plutôt que de mêler ces recrues irlandaises avec leurs hommes. Dès lors le *Lillibullero,* ballade grossière contre les Irlandais, fut chanté d'un bout à l'autre de l'Angleterre.

Le débarquement de Guillaume (1688). — La révolution était inévitable. Guillaume réunissait des troupes et préparait des moyens de transport en grand secret et avec une rapidité vraiment merveilleuse, pendant que les seigneurs anglais arrivaient en foule à la Haye. Le comte Shrewsbury offrit deux mille livres (50,000 francs) pour l'expédition, Edward Russell arriva comme représentant du comte whig de Bedford, et fut suivi par les représentants des grandes familles tories, les héritiers présomptifs du marquis de Winchester, de lord Danby, de lord Peterborough, et par l'un des plus ardents défenseurs de la cause épiscopale, lord Macclesfield. En Angleterre, les comtes de Danby et de Devonshire préparaient en silence avec lord Lumby le soulèvement des comtés du Nord. Malgré la discrétion de tous les conspirateurs, leur projet fut deviné par le fin et pénétrant Sunderland, qui n'avait pas craint de garder sa place au prix d'une apostasie secrète ; mais bientôt, comprenant que son maître était perdu, il eut l'impudeur, sur la promesse du pardon de ses crimes, de livrer aux conjurés les plans de Jacques II.

Celui-ci restait aussi follement entêté que par le passé; il ne croyait aucune insurrection redoutable sans l'appui du prince d'Orange et s'imaginait que la menace d'une marche des Français sur la Hollande empêcherait Guillaume de partir. Mais lorsque la guerre, si longtemps retardée, éclata en septembre, Louis XIV, par une erreur qui fut fatale à sa politique, au lieu de jeter ses troupes sur la Hollande, attaqua l'Allemagne. Les Hollandais se sentaient dès lors en sécurité; les États Généraux donnèrent leur approbation au projet de Guillaume, et les troupes qu'il avait préparées se réunirent rapidement sur l'Escaut.

A peine cette nouvelle était-elle parvenue en Angleterre que Jacques II passa d'une aveugle sécurité à une folle terreur. Des détachements écossais et irlandais avaient élevé son armée à quarante mille hommes, mais elle ne lui inspirait aucune confiance. Il n'y avait rien à espérer de la France. Il songea alors à renouer alliance avec les tories et la Haute Église. Il demanda aux évêques leur appui. Il prononça la dissolution de la commission ecclésiastique, réintégra les magistrats expulsés dans leurs

offices, rétablit les franchises municipales et permit au chancelier de rendre solennellement la Charte de Londres à la Cité. L'évêque de Winchester fut envoyé à *Magdalen College* rétablir les fellows expulsés. On ferma les chapelles catholiques et les écoles des Jésuites. Jacques destitua Sunderland, qui demandait la réunion d'un Parlement, et produisit devant les pairs, alors présents dans la capitale, les preuves de la légitimité de son fils que Guillaume refusait de reconnaître jusqu'à ce que le Parlement eût décidé la question de sa naissance.

Ces concessions et ces preuves venaient trop tard. Longtemps retenue par les vents contraires, battue par la tempête à sa première tentative de mettre à la voile, la flotte de Guillaume, composée de six cents navires de transport, escortés par cinquante vaisseaux de guerre, jeta l'ancre à Torbay, le 5 novembre 1688, et le prince d'Orange entra, à la tête d'une armée de 13,000 hommes, dans Exeter, aux acclamations de tous les habitants. Comme personne ne s'attendait à sa venue dans l'Ouest, aucun grand propriétaire ne bougea pendant plus de huit jours. Bientôt on vit nobles et gentilshommes accourir en foule à son camp et l'adhésion de Plymouth protéger son arrière-garde. L'insurrection éclata en Écosse. Danby, se précipitant sur York à la tête d'une centaine de cavaliers, donna le signal du soulèvement dans le Nord ; la milice accourut à son appel aux cris : « Un Parlement libre et la religion protestante ! » Les pairs et la petite noblesse se rallièrent autour de son drapeau, et une marche sur Nottingham unit ses forces à celles du comte de Devonshire, qui avait réuni à Derby les grands seigneurs des comtés du Centre et de l'Est. Partout la révolte était triomphante. La garnison de Hull se déclara en faveur d'un Parlement libre ; le duc de Norfolk apparut à la tête de trois cents gentilshommes sur la place du marché à Norwich, et les bourgeois et les étudiants accueillirent lord Lovelace à Oxford avec des cris de joie. Bristol ouvrit ses portes au prince d'Orange, qui s'avança résolûment sur Salisbury, où Jacques avait concentré ses forces. L'armée royale, minée par les soupçons et les dissensions intestines, se retira en désordre ; la trahison de Churchill et de plusieurs autres officiers jeta Jacques dans un profond désespoir. Il s'enfuit à Londres, où il apprit que sa fille Anne avait quitté le palais Saint-James pour rejoindre Danby à Nottingham : « Que Dieu me soit en aide », s'écria le malheureux roi, « mes enfants mêmes m'abandonnent. » Son orgueil était brisé, et, bien qu'il promît de convoquer les Chambres et d'envoyer des commissaires à Hungerford pour traiter avec Guillaume en promettant un Parlement libre, il était d'avance résolu à fuir. « Un Parlement », disait-il aux quelques serviteurs qui lui étaient restés fidèles, « l'obligerait à des concessions qu'il ne pouvait admettre » ; aussi attendit-il d'avoir reçu la nouvelle de l'arrivée de sa femme et de son enfant en France pour se rendre à l'île de Sheppey, où un navire l'attendait pour le transporter de l'autre côté du détroit ; de rudes pêcheurs le prirent pour

un Jésuite et l'empêchèrent de fuir ; un régiment de la cavalerie royale le ramena à Londres ; mais Guillaume et ses conseillers désiraient beaucoup favoriser une fuite qui les débarrasserait du principal obstacle à l'exécution de leur plan. Il aurait été difficile de déposer Jacques s'il était resté et dangereux de le garder prisonnier ; mais l'entrée des troupes hollandaises à Londres, le silence du prince d'Orange et l'ordre de quitter Saint-James remplirent le Roi d'une nouvelle terreur, et, profitant des moyens de fuir qu'on mettait ouvertement à sa disposition, il quitta Londres pour la seconde fois et s'embarqua, sans obstacle, pour la France (23 décembre).

La révolution. — Avant de partir, Jacques avait brûlé la plupart des lettres de convocation du nouveau Parlement, licencié l'armée et détruit autant que possible tout ce qui était nécessaire pour le fonctionnement d'un gouvernement régulier. En effet, Londres fut livré pendant quelques jours à la panique et à l'anarchie, mais l'instinct et l'amour de l'ordre prirent bientôt le dessus. Les lords qui s'y trouvaient en ce moment pourvurent, de leur propre autorité, en qualité de conseillers privés, aux besoins les plus pressants de l'administration et remirent le pouvoir entre les mains de Guillaume à son arrivée. Il était difficile de convoquer un Parlement en l'absence de toute personne revêtue de l'autorité nécessaire ; on se décida à réunir la Chambre des lords et à former une seconde Assemblée avec tous les anciens députés survivants du temps de Charles II et avec les échevins et conseillers municipaux de Londres.

Ces deux Chambres prièrent Guillaume de prendre en main la régence provisoire du royaume et de publier des lettres circulaires invitant les électeurs à envoyer des représentants à la Convention qui devait se réunir en janvier 1689. Les deux Chambres étaient également résolues à repousser toute idée de rappel du Roi déchu ou de négociation avec lui, et à confier le pouvoir provisoire au prince d'Orange. Mais ici l'accord cessait. Les whigs, qui formaient la majorité des Communes, votèrent une résolution qui, tout illogique et inconséquente qu'elle parût, était faite pour rallier tous les adversaires de la politique de Jacques II : les partisans de la Haute Église, qui n'étaient qu'effrayés de son bigotisme ; les tories, qui doutaient du droit de la nation de déposer son souverain, et les whigs enfin, qui soutenaient le système d'un contrat entre le Roi et le peuple ; ils votèrent la résolution suivante : « Le roi Jacques ayant essayé de renverser la constitution du royaume en rompant le pacte primitif conclu entre le Roi et le peuple, ayant, sur le conseil des Jésuites et autres personnes perverses, violé les lois fondamentales et s'étant retiré du royaume, se trouve avoir abdiqué le pouvoir, et le trône est dès lors vacant. » Mais les tories avaient gardé leur ascendant sur la Chambre des lords, et la question y fut vivement débattue. L'archevêque Sancroft et les principaux tories soutenaient qu'aucun crime n'entraînait la perte du trône, et que

Jacques était encore roi, mais que sa tyrannie avait donné le droit de lui retirer l'exercice du gouvernement et de le confier à un régent. Les tories modérés et Danby admettaient que Jacques avait cessé d'être roi, mais niaient que le trône pût être vacant, et soutenaient que, depuis son abdication, l'autorité souveraine avait passé à sa fille Marie. C'est en vain que l'éloquent Halifax se prononça énergiquement, avec les lords whigs, en faveur de la proposition des Communes. Le projet de la régence échoua à la minorité d'une voix, et celui de Danby fut adopté à une grande majorité. Mais les tories trouvèrent un obstacle imprévu dans le prince d'Orange, qui refusa la régence. « Il ne voulait pas », disait-il, « être l'huissier de sa femme. » Marie, de son côté, déclina l'offre de la couronne si elle la portait seule. Ces deux déclarations mirent fin à toutes ces incertitudes : Guillaume et Marie furent reconnus roi et reine d'Angleterre, mais on confia à Guillaume seul l'administration du royaume.

Une commission parlementaire, dont le membre le plus actif fut John Somers, jeune avocat qui s'était distingué au procès des évêques, et dont le rôle politique devait être plus tard très-important, rédigea une *Déclaration des droits* que les deux Chambres présentèrent à Guillaume et à Marie, le 13 février 1689, dans la salle des banquets de Whitehall. Cette déclaration rappelait la tyrannie de Jacques, son abdication et la résolution des lords et des Communes de revendiquer les anciens droits et priviléges du peuple anglais. Elle condamnait comme illégales la commission ecclésiastique et la levée d'une armée sans autorisation du Parlement; elle refusait au Roi le droit de suspendre les lois ou d'y soustraire qui que ce fût, d'imposer des taxes sans le consentement des deux Chambres ; elle promettait au peuple le droit de pétition, le libre choix de ses représentants, une juste et bienveillante administration de la justice. Elle affirmait la liberté de discussion pour les deux Chambres. Elle demandait des garanties pour le libre exercice de tous les cultes protestants et exigeait du nouveau souverain le maintien du protestantisme et des lois et libertés du royaume. Enfin, dans sa conviction que ces principes seraient acceptés et maintenus par Guillaume et Marie, elle finissait en déclarant le prince et la princesse d'Orange roi et reine d'Angleterre. Halifax les pria de consentir à prendre le pouvoir « au nom des Ordres du royaume ». Guillaume accepta la couronne en son nom et au nom de sa femme, et déclara en peu de mots sa volonté de respecter les lois et de gouverner avec les conseils du Parlement.

CHAPITRE VIII

LA GRANDE ALLIANCE[1].

(1689-1694)

La Grande Alliance. — La maladresse commise par Louis XIV en choisissant l'Allemagne comme point d'attaque au lieu de la Hollande, fut bien atténuée par ses brillants succès au début de la guerre. Toute la rive gauche du Rhin tomba bientôt entre ses mains; ses armées étaient maîtresses du Palatinat et pénétrèrent jusqu'en Wurtemberg. Il se croyait assuré du succès quand l'arrivée de Jacques à Saint-Germain vint renverser tous ses projets. Il fut immédiatement obligé de se mettre sur la défensive, et les épouvantables ravages qui marquèrent sa retraite sur le Rhin révélèrent la profondeur de la blessure faite à son orgueil. Le Palatinat fut changé en un véritable désert; le palais imposant de l'Électeur à Heidelberg, les tombes vénérées des empereurs à Spire, ainsi que les villes commerçantes et les huttes des vignerons, tout fut également détruit de fond en comble. De pareils excès ne pouvaient que faciliter la tâche de son redoutable rival. En acceptant le trône d'Angleterre, le stathouder Guillaume avait uni les deux grandes puissances protestantes dont les flottes dominaient les mers, et sa diplomatie avait su rapprocher les uns des autres tous les États allemands, un an auparavant, par le traité d'Augsbourg. Mais il y avait encore loin de ces accords à une coalition européenne contre la France; les deux branches de la maison d'Autriche, en Espagne et en Autriche, hésitaient à s'allier à des princes protestants contre un roi catholique; l'Angleterre ne se souciait pas de faire la guerre à la France au profit des libertés du continent. Toute hésitation disparut, dès que la réception de Jacques à Saint-Germain en qualité de roi d'Angleterre vint justifier la déclaration de guerre de l'Angleterre; la Hollande suivit, et les deux pays s'entendirent pour lutter énergiquement contre la France. L'adhésion de la cour de Vienne et de l'Espagne compléta enfin, en 1689, cette Grande Alliance dont Guillaume III était l'inspirateur. La Savoie entra aussi dans la coalition, et la France se trouva ainsi entourée de

[1] *Sources :* Comme précédemment.

toutes parts, excepté du côté de la Suisse, par un cercle d'ennemis; les royaumes scandinaves restèrent à l'écart, mais dans une sorte de neutralité hostile à l'égard de la France.

Louis XIV n'avait plus pour alliée que la Turquie; mais grâce à son énergie et à la rapidité merveilleuse de ses mouvements, que facilitait la centralisation extrême du pouvoir en France, les chances restèrent à peu près égales des deux côtés. L'Empire était lent à se mettre en campagne, l'Autriche sans cesse inquiétée par les Turcs, et l'Espagne réduite à l'impuissance; la Hollande et l'Angleterre seules mirent tout leur cœur dans la lutte, et encore cette dernière n'était-elle pas en état de contribuer largement à la guerre. Une brigade anglaise, formée des régiments levés par Jacques, ayant rejoint l'armée hollandaise sur la Sambre, se distingua, il est vrai, dans une escarmouche près de Walcourt, sous les ordres de Churchill, qui avait été récompensé de sa trahison par le titre de duc de Marlborough. Mais Guillaume avait encore à faire en Angleterre même.

Guillaume et l'Écosse. — A la révolution de 1688, personne n'avait tiré l'épée en faveur de Jacques II, mais la chute de son gouvernement fut plus rapide et plus éclatante encore en Écosse, au moins dans les Basses Terres, où le despotisme s'était fait sentir plus lourdement que partout ailleurs. A peine Jacques II avait-il rappelé ses troupes dans le Sud pour combattre l'invasion de Guillaume, qu'Édimbourg leva l'étendard de la révolte. Les paysans de l'Ouest prirent les armes, et le clergé épiscopal, qui avait été l'instrument de la tyrannie des Stuarts depuis la restauration, fut hué par la populace et chassé de tous ses presbytères. La nouvelle de ces désordres obligea Guillaume à intervenir, quoiqu'il n'eût pas encore l'ombre d'une autorité légale en Écosse; sur l'avis des lords écossais présents à Londres, il prit sur lui de convoquer une Convention dans le genre de celle d'Angleterre, et de ne tenir aucun compte des lois qui excluaient les presbytériens du Parlement d'Écosse. Cette Convention proclama la déchéance de Jacques II comme tyran, et offrit la couronne à Guillaume et Marie. Cette offre était accompagnée d'une *Revendication,* dans le genre de la *Déclaration des droits* déjà acceptée en Angleterre; elle se terminait par la demande de l'abolition de l'épiscopat. Guillaume accepta la couronne et la revendication; l'arrivée des régiments écossais, que le prince d'Orange ramenait de Hollande, affermit encore le gouvernement.

Sa force devait bientôt être mise à une rude épreuve. John Graham, de Claverhouse, dont les cruautés contre les covenantaires des comtés de l'Ouest avaient été récompensées par le titre de vicomte Dundee, quitta Édimbourg, se retira avec une poignée d'hommes dans les Hautes Terres, et appela les clans à la révolte. Les highlanders n'avaient jamais ressenti les effets du mauvais gouvernement des Stuarts; pour eux, la révolution

ne signifiait qu'une chose, la restauration de la maison d'Argyle et la restitution des terres qui leur avaient été données à la condamnation du comte. Les Macdonald, les Maclean, les Cameron se tenaient prêts à se joindre à Dundee pour combattre leurs anciens oppresseurs, les Campbell, et le gouvernement qui les soutenait, comme ils s'étaient levés quarante années auparavant, pour se rallier autour de Montrose, dans des circonstances semblables. Ils furent bientôt en armes. Au moment où les troupes écossaises de Guillaume, commandées par le général Mackay, passaient le défilé de Killiecrankie (27 juillet 1689), Dundee les chargea à la tête de trois mille montagnards, les mit en déroute et les refoula jusque dans la vallée. Mais sa mort, à l'heure du triomphe, brisa le lien qui retenait ses soldats ensemble, et en quelques semaines l'armée qui avait jeté la terreur dans les Basses Terres se fondit comme la neige. L'été suivant, Mackay pût construire le fort Guillaume, citadelle placée au centre même de l'insurrection; la promesse du pardon et l'offre de secours en argent suffirent à amener la soumission de tous les clans.

Sir John Dalrymple, gouverneur de Stair, qui était en même temps chef du pouvoir central en Écosse, avait espéré que des refus nombreux du serment d'allégeance lui permettraient de faire une guerre d'extermination, et d'affranchir ainsi l'Écosse de la terreur que lui causaient les highlanders; il avait même pris d'avance des mesures d'une sévérité excessive : « Vos troupes », écrivait-il au principal des chefs de l'armée, « devront entièrement dévaster tous le pays de Lochaber, les terres de Locheil, de Keppoch, de Glengarry et de Glencoe. Vos pouvoirs seront aussi étendus que possible, et j'espère que vos troupes n'embarrasseront pas le gouvernement de prisonniers. » Mais son espoir fut déçu par l'empressement des clans à accepter les offres de la couronne ; tous firent leur soumission, à l'exception de Macdonald de Glencoe, qui, par orgueil, ne put se décider à prêter serment que six jours après le délai fixé par la proclamation. Dalrymple saisit avec empressement ce prétexte pour ordonner « l'extirpation de cette race de brigands ». Cet ordre fut soumis à Guillaume, approuvé et signé par lui. « L'exécution doit être inattendue et secrète », écrivait le maître de Stair au colonel Hamilton qui devait la diriger. Les soldats choisis dans le clan des Campbell, ennemis mortels du clan de Glencoe, logèrent paisiblement pendant une dizaine de jours au milieu des Macdonald jusqu'à ce que tout soupçon sur leur mission eût disparu. Le 13 février 1692, dès l'aube, ils se jetèrent sur leurs hôtes, dont trente furent en peu d'instants étendus morts sur la neige; les autres, à la faveur d'un orage, s'enfuirent dans les montagnes et périrent pour la plupart de froid et de faim. « Je ne regrette qu'une seule chose », disait le maître de Stair en apprenant la nouvelle, « c'est qu'il en soit échappé un seul. »

Ce massacre, qui devait plus tard exciter tant d'horreur, ne fut guère connu au premier moment que de Dalrymple et de quelques affidés. La pacification des Hautes Terres permit au gouvernement d'Édimbourg de commencer l'œuvre de réorganisation du royaume, en acceptant la *Revendication des droits,* qui supprimait l'épiscopat. Guillaume avait rétabli en fait l'Église presbytérienne, qui choisit pour base de sa foi l'ancienne *Confession de Westminster,* et un vote du Parlement abolit le patronage des laïques. La Chambre écossaise se montrait opposée à l'*Édit de tolérance* proposé par le Roi, mais Guillaume fit preuve d'autant de fermeté que le Parlement, et déclara « que tant qu'il régnerait, la liberté de conscience serait absolue ». « Nous ne serons jamais de ceux qui prétendent », ajoutait-il noblement, « que la violence puisse être favorable à la vraie religion, et nous ne voulons pas que notre autorité serve d'instrument aux passions déréglées de n'importe quel parti. »

La révolte irlandaise. — Ce n'était pas en Écosse, mais en Irlande, que Jacques et Louis XIV espéraient arrêter les progrès de Guillaume III. Au milieu de son règne, Jacques avait résolu, comme nous l'apprend l'ambassadeur de France, de mettre ses coreligionnaires à l'abri des persécutions d'un successeur protestant, en donnant à l'Irlande une autonomie qui pût en faire un lieu de refuge pour ses sujets catholiques. Le gouvernement de l'île fut enlevé à lord Clarendon et donné aux catholiques. Lord Tyrconnell, le nouveau gouverneur, créé duc, se mit brutalement à l'œuvre. Tous les Anglais furent destitués. Les fonctions de juges, de conseillers privés, de maires et de conseillers municipaux furent réservées aux Irlandais et aux catholiques. Les soldats protestants furent chassés de l'armée. On mit à sa tête des officiers catholiques, et on la porta à 50,000 hommes. En peu de mois la prépondérance des Anglais fut anéantie, la vie et la fortune des colons furent à la merci de ceux qu'ils foulaient aux pieds depuis Cromwell. La fuite du Roi et la fermentation qui s'empara des Irlandais à cette nouvelle répandirent la terreur dans l'île. On crut à un prochain massacre ; quinze cents familles protestantes, établies pour la plupart au sud de l'Irlande, s'enfuirent au delà des mers, tandis que les protestants du Nord se concentraient à Enniskillen et Londonderry, et se mettaient sur la défensive.

La lutte fut cependant encore différée, et pendant deux mois Tyrconnell négocia avec le gouvernement de Guillaume ; mais son unique but était de gagner du temps. Il invitait en secret Jacques à revenir en Irlande ; à la nouvelle qu'il arrivait avec des officiers, des munitions et des subsides du roi de France, Tyrconnell jeta le masque. Un étendard fut hissé sur le château de Dublin avec ces mots brodés dans ses plis : « Maintenant ou jamais. » C'était le signal attendu par les catholiques. Les Irlandais affolés se ruèrent sur tout ce que leurs maîtres avaient laissé derrière eux, et

en quelques semaines commirent de tels ravages, disait l'ambassadeur de France à Louis XIV, « qu'il faudrait des années » pour les réparer. Pendant ce temps Jacques faisait voile pour l'Irlande et débarquait à Kinsale. Son but était d'envahir l'Angleterre avec les cinquante mille hommes dont Tyrconnell croyait pouvoir disposer. Mais ses plans furent réduits à néant par la guerre de races qui avait éclaté. Ni Tyrconnell ni les chefs irlandais ne voulaient rien entendre aux plans du Roi. Ils voulaient garder l'Irlande pour les Irlandais, et leur premier soin fut d'écraser les Anglais concentrés dans l'Ulster. La moitié de l'armée de Tyrconnell marcha contre Londonderry, où la plus grande partie des fugitifs protestants avaient trouvé refuge derrière de faibles murailles défendues seulement par quelques vieux canons. L'insuffisance des remparts de la ville fut largement compensée par l'héroïque défense de ces sept mille Anglais réduits au désespoir. Ils attaquèrent même les ennemis avec une telle furie dans plusieurs sorties successives, et les pertes des catholiques furent si considérables, que Hamilton, général en chef des troupes de Jacques II, changea le siége en blocus. Les protestants mouraient dans les rues, épuisés, par la faim et par la fièvre qu'elle provoque, mais le cri général continuait à être : « Pas de capitulation ! » Le siége dura cent cinq jours, et il ne restait de provisions que pour deux jours, lorsque, le 28 juillet, un navire anglais força la ligne des vaisseaux ennemis à l'entrée de la rivière, et les assiégeants furent obligés de se retirer.

Leur défaite devint une véritable déroute, grâce aux hommes d'Enniskillen, qui eurent le courage de traverser un marais pour charger une troupe irlandaise deux fois plus considérable que la leur, à Newtown-Butler. Ils chassèrent devant eux cavaliers et fantassins, et la panique s'empara bientôt de toute l'armée de Hamilton. Les soldats en déroute se replièrent sur Dublin, où Jacques se trouvait aux abois entre les mains de catholiques exaltés. Le Parlement qu'il avait réuni dans cette capitale se composait uniquement d'Irlandais et de papistes, dont le seul but était d'enlever leurs terres aux colons anglais et de rendre l'Irlande aux Irlandais. La loi constitutionnelle sur laquelle reposaient tous les titres de propriété fut immédiatement abrogée, malgré la répugnance du Roi, et l'on comprit trois mille protestants riches et de grande famille dans le plus formidable *bill d'attainder* que le monde ait jamais vu. Bien que Jacques eut promis la liberté religieuse, le clergé protestant fut chassé de toutes les cures; on mit les *fellows* et professeurs à la porte de Trinity College, et l'ambassadeur français, le comte d'Avaux, eut l'audace de proposer un massacre général des protestants qui étaient restés dans les provinces soumises à Jacques II, au cas où il y aurait soulèvement à l'arrivée des Anglais. Il faut dire, à l'éloge du Roi, qu'il repoussa avec horreur une pareille proposition : « Je n'aurais jamais la cruauté », disait-il, « d'égorger ceux qui vivent paisiblement sous ma domination. » — « Se mon-

trer indulgent pour les protestants », répliqua froidement son interlocuteur, « c'est être cruel pour les catholiques. »

L'Angleterre et la Révolution. — Guillaume fut obligé d'assister impuissant à la longue agonie de Londonderry, aux proscriptions et aux massacres ordonnés par le nouveau gouvernement irlandais. Les meilleures troupes, qui avaient été réunies à Hounslow, se trouvaient en ce moment sur la Sambre avec Marlborough; les embarras politiques augmentaient chaque jour, et il devenait impossible de se priver d'un seul des soldats restés en Angleterre. On peut dire cependant que, malgré la confusion et les intrigues qui suivirent la révolution, elle avait atteint son but. Whigs et tories s'entendaient parfaitement sur les questions de liberté civile. La *Déclaration des droits* avait été transformée en un *Bill des droits,* et l'adoption de cette mesure en 1689 rendit à la monarchie le caractère qu'elle avait perdu sous les Tudors et les Stuarts. Le droit du peuple de déposer le Roi, de changer l'ordre de succession et de mettre qui bon lui semblait sur le trône, par l'entremise de ses représentants, fut à jamais proclamé; et l'on abrogea toute prétention au droit divin ou à un droit héréditaire indépendant de la loi, par l'élection de Guillaume et de Marie. Depuis lors, aucun souverain anglais n'a osé revendiquer d'autres droits à la couronne que ceux qu'il doit à un acte du Parlement. Guillaume, Marie et Anne montèrent sur le trône exclusivement en vertu du *Bill des droits,* et ce n'est qu'à l'*Acte d'organisation* (Act of settlement) que Georges Ier et ses successeurs ont dû d'hériter de la couronne d'Angleterre. Le monarque anglais est aussi soumis de nos jours au Parlement que le plus petit percepteur du royaume. On rétablit non-seulement le caractère primitif de la royauté, mais l'ancienne constitution elle-même. L'Angleterre avait appris par une amère expérience la nécessité de rendre au Parlement la libre disposition des impôts. La concession que l'on avait faite aux deux derniers rois de leur accorder à l'avance une pension pour la vie entière expliquait leur politique antinationale; aussi le premier acte de la nouvelle Chambre fut-il de décider que le vote des revenus de la couronne ne serait valable que pour une période de quatre années. Guillaume se sentit profondément blessé : « Les gentilshommes d'Angleterre », disait-il, « avaient confiance dans le roi Jacques, qui était pourtant un ennemi des lois et de la religion, et ils ne veulent pas se fier à moi qui ai sauvé leur religion et leurs lois. » Cet accès de colère royale n'eut d'autre résultat que de décider le vote annuel des subsides, disposition qui, en dépit des légères modifications introduites plus tard par le premier parlement tory, a été maintenue jusqu'à nos jours.

Une autre réforme non moins importante fut l'établissement du contrôle des Chambres sur l'armée; la haine qu'excitait déjà du temps de Cromwell l'armée permanente n'avait fait que s'accroître sous Jacques II; mais la

guerre continentale rendait son existence absolument nécessaire. Jusqu'alors, toutefois, l'armée permanente n'avait aucune existence légale. Le soldat était un simple sujet; il n'y avait aucun moyen de punir les fautes purement militaires, ou d'assurer le maintien de la discipline; le droit que s'arrogeaient les officiers de faire loger les troupes dans les maisons particulières avait été supprimé par la loi. Le *bill contre les séditions* trancha cette difficulté. Le Parlement conféra aux officiers les pouvoirs acquis pour maintenir la discipline dans l'armée, et prit des mesures en vue du payement régulier de leur solde; mais argent et autorité n'étaient accordés que pour une seule année. L'*Acte de sédition* (Mutiny Act) ainsi que le vote des subsides sont restés annuellement renouvelables depuis la révolution, et comme l'État ne peut pas plus exister sans argent que l'armée sans discipline et sans solde, la réunion annuelle du Parlement est devenue une nécessité absolue : c'est ainsi que le plus grand changement constitutionnel de l'histoire anglaise s'est effectué d'une manière indirecte, il est vrai, mais très-efficace.

Quant aux dangers qui venaient du Parlement même, on ne sut pas les combattre avec autant d'adresse. Sous Charles II, l'Angleterre vit une Chambre, nommée dans un moment de réaction, siéger pendant dix-huit ans sans élections nouvelles. Un bill triennal qui limitait à trois ans la durée du Parlement passa presque sans opposition et n'échoua tout à fait que devant la répugnance invincible et le *veto* absolu de Guillaume III. Mais on eut plus de peine à trouver un moyen de contre-balancer l'influence qu'un roi pourrait prendre sur les Communes en les remplissant de fonctionnaires. Un bill sur les incompatibilités (Place bill) excluant du Parlement toute personne au service de l'État, fut repoussé, avec raison, par la Chambre des lords. L'usage actuel de fermer l'entrée de la Chambre à tous les fonctionnaires subalternes et de garder un certain contrôle sur les affaires de l'État en y admettant les grands officiers de la couronne, cette idée semble n'être venue alors à l'esprit de personne. On ne peut s'empêcher aussi de s'étonner que, tout en réclamant le droit du Parlement de surveiller l'armée et les revenus publics, le *Bill des droits* ait laissé le contrôle du commerce à la couronne. Ce n'est que plus tard, dans les discussions au sujet des priviléges accordés à la Compagnie des Indes orientales, que les Chambres revendiquèrent et obtinrent sans peine le droit de régler le commerce anglais.

La tolérance et l'Église. — Les résultats religieux de la révolution ne furent pas moins importants que ses résultats politiques. Dans cette lutte en commun contre le catholicisme, les partisans de l'Église et les dissidents avaient agi tout à fait d'accord; aussi les projets d'union étaient-ils devenus tout à coup populaires. Mais la chute de Jacques II vint mettre brusquement fin à ses espérances, et la fondation en Écosse d'une Église

presbytérienne, ainsi que la persécution contre les ministres de l'Église épiscopale dans les comtés de l'Ouest, réveillèrent la vieille animosité du clergé contre les dissidents. L'assemblée du clergé rejeta le projet des latitudinariens de modifier le *Prayer Book,* pour faciliter le retour des non-conformistes, et un *Bill d'union* présenté au Parlement échoua, malgré l'énergique appui du roi Guillaume. Celui-ci tenta aussi, sans succès, d'admettre les dissidents à l'égalité civile en obtenant l'abrogation de l'*Acte sur les corporations.* Du moins l'adoption d'un *Acte de tolérance* (1689) assura en pratique la liberté des cultes. Si l'on peut regretter au point de vue religieux l'échec de la proposition des latitudinariens, cet échec eut les plus heureuses conséquences politiques. Jamais l'Église ne s'était trouvée à la fois aussi puissante et aussi populaire qu'au moment de la révolution, et un rapprochement avec les non-conformistes aurait doublé son influence. On se demande si le clergé, qui a montré tant de répugnance pendant ces deux derniers siècles pour toute espèce de progrès politique, aurait été plus libéral si un pareil changement avait pu s'effectuer ; mais il est évident que sa force d'opposition s'en serait énormément accrue. Quoi qu'il en soit, l'*Acte de tolérance* forma un groupe de congrégations religieuses que leur opposition à l'Église obligeait à soutenir les mesures libérales qu'elle combattait. L'Angleterre, partagée entre deux puissants partis religieux, a évité ce qui fut un écueil pour tant de nations, chez lesquelles la religion s'est identifiée avec la réaction politique. Une scission dans le sein même de l'Église anglicane l'affaiblit plus encore. La doctrine du droit divin était encore très-répandue dans le clergé, mais il avait abandonné celle de l'obéissance passive ; le serment d'allégeance au nouveau souverain, exigé de tous ceux qui occupaient des fonctions publiques, fut considéré comme une iniquité par presque tous les ecclésiastiques. Sancroft, archevêque de Canterbury, ainsi qu'un petit nombre d'évêques et plusieurs membres du haut clergé, refusèrent de prêter serment et traitèrent de « schismatiques » ceux qui y avaient consenti ; déposés par un acte du Parlement en tant que « non jureurs », ils se regardaient, eux et leurs adhérents, comme les seuls véritables membres de l'Église d'Angleterre. La majorité du clergé se soumit par nécessité ; mais son irritation contre le gouvernement fut portée à son comble par la prétention du Parlement d'être le maître de l'Église, et par la déposition des évêques en vertu d'un acte des Chambres. Les nouveaux prélats, Tillotson, qui devint archevêque de Canterbury, et Burnet, évêque de Salisbury, étaient des hommes savants et pieux ; mais ce ne fut que parmi les whigs et les latitudinaires que Guillaume et ses successeurs purent trouver des partisans ; aussi est-ce à eux seuls qu'ils donnaient les plus hauts offices de l'Église. La rupture qui en résulta entre le haut et le bas clergé brisa la puissance de l'Église, et, jusqu'au temps de George, elle fut minée par des querelles intestines. L'irrita-

tion causée par ces mesures ajouta beaucoup aux difficultés de Guillaume.

L'amnistie. — L'esprit général du Parlement n'était pas la moindre de toutes. Dans les Communes, la majorité se composait de whigs, qui ne pensèrent tout d'abord qu'à redresser les injustices dont le parti whig avait souffert pendant les deux derniers règnes. On cassa le jugement de lord Russell, ainsi que ceux de Sidney, de Cornish et d'Alice Lisle. Les lords refusèrent de réhabiliter Titus Oates, malgré l'avis des juges, qui déclaraient sa condamnation contraire à la loi; mais Oates reçut cependant sa grâce et une pension. Les whigs ne se contentèrent pas de redresser leurs griefs, mais exigèrent aussi le châtiment de leurs ennemis. Whigs et tories, il est vrai, s'étaient unis contre le despotisme de Jacques et avaient pris part ensemble à la révolution ; aussi Guillaume s'efforça-t-il de prolonger cette union en faisant siéger, les uns à côté des autres, les chefs des deux partis dans son premier ministère. Il nomma le tory Danby lord président, fit du whig Shrewsbury un secrétaire d'État, et confia le sceau privé à Halifax, qui formait comme un trait d'union entre ses deux collègues. Mais, sauf dans les moments d'oppression et de commun danger, cette union était impossible. Les whigs demandaient à grands cris le châtiment des tories qui s'étaient joints à Charles et à Jacques dans leurs actes illégaux, et refusèrent de voter le *Bill d'amnistie générale* que Guillaume leur proposait.

Le Roi était décidé à empêcher que la révolution qui l'avait placé sur le trône coûtât une goutte de sang et fût suivie de proscriptions. La persécution sous toutes ses formes lui était odieuse ; il ne se sentait de sympathies pour aucun des deux partis en présence, et voyait surtout qu'une lutte à l'intérieur du royaume compromettrait le succès de la guerre. Pendant que les soucis de sa nouvelle dignité l'enchaînaient en Angleterre, la ligue dont il était l'âme se montrait trop lente dans ses mouvements et trop peu unie pour tenir tête aux armées françaises, si promptes, au contraire, et si résolues dans leurs opérations.

Les troupes de Louis XIV s'étaient repliées sur leurs frontières, mais pour se défendre désespérément. Les flottes anglaise et hollandaise, malgré leur jonction, ne purent s'assurer l'empire des mers. La corruption des services publics, la nonchalance et l'incapacité de l'amiral Herbert paralysaient la marine anglaise. Herbert, créé comte de Torrington et nommé commandant de la flotte pour ses services rendus pendant la révolution, laissa, par son indolence, les corsaires français parcourir les mers sans rencontrer aucune opposition. Enfin un combat indécis contre l'escadre française, dans la baie de Bantry, prouva son peu d'expérience. Pendant ce temps, Louis XIV mettait tout en œuvre pour s'emparer de la Manche : les arsenaux français équipaient navire sur navire, et les galères

de la Méditerranée étaient amenées à Brest pour renforcer la flotte. Une victoire des Français sur la côte anglaise aurait été le signal de graves complications politiques, car une réaction en faveur de Jacques commençait à se produire dans le peuple à la suite de la guerre, du surcroît d'impôts et de l'expulsion des non jureurs. Ajoutez à cela la panique des tories devant les cris de vengeance des whigs, et surtout la présence de Jacques en Irlande.

Les jacobites, ou partisans de Jacques, commençaient à se rapprocher les uns des autres, et l'on pouvait craindre à chaque instant une insurrection jacobite à l'approche d'une flotte française. Guillaume jugea, avec raison, qu'en cet état de choses, sa cause serait perdue s'il se laissait entraîner à céder aux rancunes des whigs. Il prononça la dissolution du Parlement qui avait repoussé le bill d'amnistie, et en convoqua un nouveau pour mars 1690. Le résultat des élections prouva qu'il avait bien deviné l'opinion de la majorité. Les bourgs étaient irrités contre les wighs à cause du refus du bill d'amnistie et de leurs efforts pour devenir maîtres des corporations; dans les comtés, tous les pasteurs conduisirent leurs troupeaux au scrutin pour voter contre les whigs. Le nouveau Parlement ramena les tories en grande majorité. Guillaume accepta la démission des plus violents parmi les conseillers wighs, et mit Danby à la tête des affaires. Au mois de mai, les Chambres votèrent l'amnistie. Ce brusque revirement avait pour but d'assurer aux factions anglaises une trêve momentanée qui lui permettrait d'écraser l'insurrection irlandaise. Tant que Jacques serait à Dublin, la trahison ne pourrait être vaincue à l'intérieur : le danger était imminent, et chaque moment si précieux que Guillaume ne pouvait se fier qu'à lui-même pour mener à bien aussi rapidement que possible cette difficile entreprise.

Bataille de la Boyne (1er-11 juillet 1690). — En automne 1689, le maréchal de Schomberg, un réfugié huguenot qui avait suivi Guillaume en Angleterre, débarqua dans l'Ulster à la tête de quelques troupes ; mais ce débarquement ne fit que surexciter le fanatisme des Irlandais catholiques; ils s'engagèrent en masse dans l'armée de Jacques II, qui se trouva bientôt en mesure de tenir tête au duc, à Drogheda, avec des forces doubles des siennes. Schomberg, dont les troupes n'étaient composées que de recrues très-inexpérimentées avec lesquelles il eût été dangereux de courir le risque d'une bataille, se retrancha à Dundalk, dans un camp où des maladies épidémiques lui enlevèrent la moitié de ses hommes, jusqu'au moment où l'hiver obligea les deux armées à se séparer. Pendant les six mois suivants, Jacques, se trouvant à bout de ressources, fit frapper à son usage de la monnaie de cuivre, et les soldats ne vécurent que de pillage. Guillaume, pendant ce temps, luttait avec énergie, de l'autre côté du détroit, pour arriver à mettre enfin un terme à cette guerre d'Irlande. Schom-

berg reçut dans le courant de l'hiver des vivres et des munitions, et, au printemps, se vit à la tête d'une trentaine de mille hommes. Louis XIV comprit l'importance de la lutte qui allait s'engager, et envoya à Jacques un renfort de sept mille hommes d'élite, sous les ordres du comte de Lauzun. A peine étaient-ils arrivés en Irlande, que Guillaume débarqua lui-même à Carrickferjus et avança rapidement vers le Sud. Bientôt il fut en face de l'armée irlandaise, et prit position derrière la Boyne : « Je suis ravi de vous voir, messieurs », s'écria-t-il dans un véritable élan de joie, « et si vous m'échappez, ce sera bien ma faute. » Dès le lendemain matin, 1er juillet (a. s. 11 n. s.) 1690, l'armée anglaise se précipita dans la rivière; à cette vue, l'infanterie irlandaise, saisie d'une panique soudaine, se disperse honteusement; mais la cavalerie résiste avec tant de bravoure que Schomberg tombe en repoussant une de ses attaques, et le centre anglais est tenu pendant quelque temps en échec. L'arrivée de Guillaume à la tête de l'aile gauche décida de la journée. Jacques, qui s'était plus occupé de protéger la retraite que de faire face à Guillaume, abandonne ses troupes pendant qu'elles se replient sur Dublin, et s'embarque à Kinsale pour la France.

Bien que l'armée jacobite eût été forcée d'abandonner la capitale au vainqueur, elle était toujours acharnée à la lutte. L'incapacité du roi stuart excita le mépris chez ses partisans eux-mêmes : « Changez de roi avec nous », répliquait un officier irlandais aux Anglais qui le raillaient sur la panique de la Boyne; « changez de roi, et vous verrez si nous ne vous battons pas à notre tour. » Ils furent plus heureux d'ailleurs, dès que Jacques eut quitté l'Irlande. Les Français abandonnèrent avec mépris l'armée en déroute, restée à l'abri derrière les murs de Limerick : « Vous appelez cela des remparts », disait Lauzun en ricanant; « les Anglais n'auront pas besoin d'employer le canon, ils pourront les renverser avec des pommes cuites. » Vingt mille hommes restaient à Sarsfield, brave et habile officier, qui avait déjà servi en Angleterre et sur le continent. L'audacieuse surprise d'un convoi de munitions pour l'armée anglaise, l'échec d'un effort désespéré pour prendre Limerick d'assaut, enfin l'approche de l'hiver, obligèrent Guillaume à lever le siége. La tournure que prenait la guerre sur le continent le rappelait en Angleterre, et il laissait le soin d'achever sa tâche en Irlande à un homme qui se révélait peu à peu comme un maître dans l'art militaire. Churchill, créé comte de Marlborough, revint de Flandre pour se charger du commandement d'une division qui avait débarqué dans le sud de l'Irlande. Il ne restait que quelques jours avant l'hiver qui allait suspendre les opérations, mais ces quelques jours furent bien employés. Cork, défendue par cinq mille hommes, fut prise en quarante-huit heures, et Kinsale partagea peu après le sort de Cork. L'hiver laissa le Connaught et la plus grande partie du comté de Munster aux mains des Irlandais; les troupes françaises restaient intactes, et l'arrivée

d'un nouveau général français, Saint-Ruth, avec armes et munitions, encourageait les insurgés; mais, dès les premiers jours de l'été de 1691, Ginkell, général anglais, en s'emparant d'Athlone, obligea les troupes françaises et irlandaises à lui livrer bataille à Augbrim. Saint-Ruth fut tué et son armée complètement dispersée.

Cette défaite laissa Limerick tout à fait isolé; enfin Sarsfield lui-même se vit contraint de se soumettre à une capitulation (octobre 1691). Deux traités furent conclus entre les généraux anglais et irlandais; par le premier, il était stipulé que les catholiques d'Irlande jouiraient, dans l'exercice de leur culte, de toute la liberté compatible avec les lois; on en reviendrait au régime du temps de Charles II. La couronne promettait de convoquer un parlement le plus tôt possible et de protéger les catholiques romains contre toute persécution pour cause de religion. En outre, une convention militaire permettait aux soldats de Sarsfield de le suivre en France, et les dix mille hommes qui composaient son armée préférèrent s'exiler à vivre dans un pays où tout espoir de liberté nationale était à jamais perdu. Lorsque le cri de désespoir des femmes qui assistaient à leur départ se fût éteint, un silence de mort régna sur l'Irlande. Pendant un siècle entier personne ne bougea, mais c'était le calme du désespoir. La plus terrible tyrannie légale dont jamais pays ait souffert vengea l'insurrection qui avait eu lieu sous Tyrconnell. Les vaincus devinrent, suivant l'amère expression de Swift, les fendeurs de bois et les porteurs d'eau de leurs vainqueurs. Bien que les Anglais eussent toujours à redouter des soulèvements locaux, jusqu'à la veille de la Révolution française l'Irlande cessa d'être une cause de danger politique pour l'Angleterre.

Les complots jacobites. — La guerre d'Irlande, malgré son peu de durée, avait été favorable à Louis XIV, car pendant que Guillaume III combattait à la Boyne, une série de brillants succès relevaient la fortune de la France. En Flandre, le duc de Luxembourg remportait la victoire de Fleurus et le maréchal Catinat battait le duc de Savoie en Italie. Une victoire d'une plus grande importance encore, le dernier avantage que la France devait remporter sur mer, mit un moment en danger le trône même de Guillaume III. Guillaume n'avait jamais montré plus de sang-froid que lorsqu'il quitta l'Angleterre pour lutter en Irlande contre Jacques II, au moment où les jacobites attendaient avec impatience l'apparition de la flotte française sur les côtes pour lever l'étendard de la révolte. En effet, à peine s'était-il éloigné, que l'amiral français Tourville prenait la mer avec l'ordre formel de livrer bataille. Il rencontra l'escadre anglo-hollandaise à Beachy Head (juillet 1690), et la division hollandaise fut immédiatement engagée. Bien qu'accablée par le nombre, elle lutta énergiquement dans l'espoir que Herbert lui viendrait en aide; mais l'amiral anglais, soit lâcheté, soit trahison, assista sans bouger à l'écrase-

ment de ses alliés et se retira à la tombée de la nuit pour chercher un refuge dans la Tamise. Cette défaite n'était pas seulement honteuse, elle mettait l'Angleterre en grand péril, car Tourville victorieux restait maître de la Manche, et sa présence sur les côtes du Devonshire invitait les jacobites à la révolte. Mais le mécontentement des tories et des *non jureurs* disparut à la nouvelle du débarquement des Français en Angleterre. L'incendie de Teignmouth par les marins de Tourville souleva toute la population des côtes de la Manche, et l'issue de la bataille de la Boyne mit fin à tous les rêves d'insurrection en faveur de Jacques II.

La réaction naturelle contre un prince qui se servait de l'étranger pour soutenir sa cause, donna une force toute nouvelle à l'autorité de Guillaume en Angleterre; mais le malheur devait continuer à poursuivre la Grande Alliance. La présence de Guillaume sur le continent était tellement nécessaire qu'il abandonna, comme nous l'avons vu, son œuvre en Irlande avant de l'avoir terminée et passa en Flandre au mois d'avril 1691. C'était la première fois, depuis le temps de Henri VIII, qu'un roi d'Angleterre paraissait sur le continent à la tête de son armée. Mais les lenteurs des alliés trompèrent les espérances de Guillaume III. Il fut obligé d'assister avec une petite armée au blocus et à la prise de Mons, la place la plus forte des Pays-Bas, par cent mille Français sous les ordres de Louis XIV. L'humiliation était cruelle; aussi la confiance dans la fortune de Guillaume disparut-elle un instant. Le coup fut plus douloureusement ressenti en Angleterre que partout ailleurs. Les espérances factieuses étouffées un instant par l'indignation qu'avait excitée la descente de Tourville se réveillèrent. Des chefs tories, tels que lord Clarendon et lord Dartmouth, entamèrent des négociations avec Jacques II, et quelques-uns des principaux whigs, tels que le comte de Shrewsbury, irrités de ce qu'ils appelaient l'ingratitude de Guillaume, suivirent leur exemple. Lord Marlborough caressait l'espoir d'une double trahison; il voulait provoquer une insurrection qui renverserait Guillaume, non en faveur de Jacques II, mais en faveur de sa fille Anne, dont l'attachement à la femme du général aurait donné à celui-ci la réalité du pouvoir. On avait encore bien plus de raison de craindre la trahison de l'amiral Russell, successeur de Torrington au commandement de la flotte. Sa défection aurait enlevé tout obstacle aux desseins de Jacques, qui se préparait, avec l'aide de Louis XIV, à tenter un nouvel effort pour reconquérir son royaume. Dès les premiers mois de 1692, une armée, composée d'une trentaine de mille hommes, s'établit en Normandie, toute prête à faire une descente en Angleterre. Des bateaux étaient préparés pour leur transport, et Tourville reçut l'ordre de les protéger avec la flotte française de Brest. Bien que l'escadre anglaise fût deux fois plus considérable que celle des Français, on croyait si généralement à la trahison de Russell que Louis ordonna à Tourville d'attaquer hardiment les alliés.

La Hougue. — Russell, quel que fût le but de ses intrigues, n'était pas un Herbert : « Ne croyez pas que je laisse triompher les Français dans nos propres mers », écrit-il d'avance à ses correspondants jacobites ; « si je les rencontre, je les combattrai, quand même le roi Jacques en personne serait à bord. » Lorsque les deux flottes se trouvèrent en présence à la hauteur de Barfleur, l'attaque énergique de Russell montra qu'il était fidèle à sa parole. Les cinquante vaisseaux de Tourville ne se trouvèrent pas de force à lutter contre les quatre-vingt-dix navires des alliés, et après cinq heures de combat acharné, les Français se virent obligés de fuir le long des côtes rocheuses du Cotentin. Vingt-deux de leurs vaisseaux atteignirent Saint-Malo, treize étaient à l'ancre avec Tourville dans les baies de Cherbourg et de Saint-Vaast la Hougue ; mais leurs ennemis les eurent bientôt rejoints, et une attaque hardie des Anglais leur permit de brûler navire après navire sous les yeux mêmes de l'armée française. Toute crainte d'invasion disparut après cette victoire, et le trône de Guillaume se trouva raffermi par la découverte en Angleterre et la répression d'une conspiration jacobite, que l'invasion était destinée à soutenir.

La ruine des espérances jacobites fut le moindre résultat de la victoire de la Hougue ; la France cessa dès lors d'exister comme grande puissance maritime ; car bien que la flotte eût bientôt complétement réparé ses pertes, les marins avaient perdu confiance, et Tourville lui-même ne risqua plus une seule bataille rangée. L'espérance commençait à renaître parmi les membres de la Grande Alliance, le charme était désormais rompu, les Français avaient été vaincus. Namur, il est vrai, se rendit à Louis XIV, et le duc de Luxembourg maintint le renom des armées françaises par sa victoire de Steinkerque sur Guillaume (1692) ; mais cette bataille ne fut qu'une inutile boucherie, où les vainqueurs perdirent autant d'hommes que les vaincus. Dès lors, la France se sentit épuisée et découragée par un si gigantesque effort. La misère publique était extrême. « Le pays », écrivait ouvertement Fénelon à Louis XIV, « est un immense hôpital. » En 1693, la campagne de Louis dans les Pays-Bas n'eut aucun résultat. Luxembourg ne repoussa qu'avec peine l'attaque de Guillaume à Neerwinde. Pour la première fois dans sa longue et triomphante carrière, Louis s'humilia et demanda la paix, offrant de faire le sacrifice de ses conquêtes. Cette tentative resta sans effet, mais elle prouva que les ambitieuses visées de la France étaient évanouies, et que l'œuvre de la Grande Alliance était accomplie.

Le premier ministère anglais. — Il semble au premier abord que la révolution de 1688 n'avait fait que transporter la souveraineté de l'Angleterre de Jacques à Guillaume et Marie ; en fait, elle avait été transportée du Roi à la Chambre des communes. Dès que le *Bill des droits* eut établi qu'elle avait seule le droit d'établir des impôts et qu'elle eut résolu

de n'accorder les subsides que pour un an, la Chambre des communes se trouva avoir en main l'autorité suprême dans l'État. Il ne fut plus possible de suspendre les sessions ou de résister longtemps à sa volonté, car on n'aurait abouti qu'à la ruine du trésor, à la désorganisation de l'armée et de la marine et à l'interruption de tous les services publics. Mais, bien que la révolution constitutionnelle fût complète, le mécanisme administratif était loin de s'adapter aux nouvelles conditions de la vie politique. Quelque puissante que fût la volonté de la Chambre, elle n'avait pas entre ses mains la conduite des affaires publiques; les ministres qui en étaient chargés ne se considéraient pas comme les serviteurs des Communes, mais comme ceux de la couronne, et c'était le Roi qui leur donnait des directions et vis-à-vis de qui ils se regardaient comme responsables. Les Communes pouvaient forcer le Roi, par une mise en accusation ou par des moyens indirects, à changer un ministre qui contrariait leur volonté, mais aucune loi constitutionnelle ne les autorisait à le remplacer par un homme dévoué à leur politique. Cette situation donna à la Chambre basse des allures qui désespéraient Guillaume et ses ministres. Elle devint corrompue, jalouse du pouvoir, inconstante dans ses décisions et d'esprit factieux, comme il arrive à toutes les assemblées politiques qui ont conscience de leur force sans être modérées par le sentiment des difficultés pratiques et des responsabilités morales de la toute-puissance. Elle ne faisait que se plaindre de l'insuccès de la guerre, des souffrances de la classe commerciale, du mécontentement du clergé, et blâmait ouvertement la couronne et les ministres. Mais il eût été difficile de dire quelle politique, quelles mesures elle aurait préférées. Son humeur changeait à chaque instant, et Guillaume ne se faisait pas faute de s'en plaindre amèrement. La Chambre était sans chef reconnu, ignorante de la politique, et sans cette organisation qui peut seule permettre d'agir.

Rien ne prouva mieux le talent inné des Anglais pour la politique que le fait d'avoir trouvé la solution la plus simple et la plus efficace de ce problème qui semblait inextricable. L'honneur en revient à un homme dont le caractère était loin d'être honorable. Robert, comte de Sunderland, ministre à la fin du règne de Charles II et pendant presque tout le règne de Jacques II, n'avait conservé son poste qu'au prix d'une complaisance honteuse pour son maître, et par une feinte conversion au catholicisme; dès qu'il vit Jacques II perdu, il s'assura le pardon et la protection de Guillaume, en trahissant le maître auquel il avait sacrifié sa conscience et son honneur. Depuis la révolution, Sunderland n'avait songé qu'à échapper à l'attention publique en vivant retiré dans sa maison de campagne; mais, à ce moment de crise, il sortit de sa retraite pour mettre sa merveilleuse habileté au service du Roi. Il conseilla tout d'abord de reconnaître le nouveau pouvoir des Communes en choisissant les ministres exclusivement dans le parti le plus puissant de la Chambre basse. Jus-

qu'alors aucun ministère, dans le sens moderne du mot, n'avait existé. Chacun des grands officiers de l'État, trésorier, secrétaire, garde des sceaux, avait été en théorie indépendant de ses collègues, chacun était « le serviteur du Roi », et n'était responsable que vis-à-vis de lui de la manière dont il s'acquittait de ses devoirs. Quelquefois il arrivait qu'un ministre, tel que Clarendon, s'élevait au-dessus des autres et donnait une direction générale au gouvernement; mais cette prédominance était toujours personnelle, jamais permanente, et, même dans ce cas, il y avait des collègues prêts à faire de l'opposition ou même à mettre en accusation l'homme d'État qui leur portait ombrage. Il arrivait souvent au Roi de renvoyer un ministre sans pour cela consulter les autres ministres, et, bien loin de viser à l'unité ministérielle, Guillaume lui-même s'était efforcé de conserver dans le cabinet comme en dehors un parfait équilibre des partis. Sunderland avait formé le projet de remplacer ces ministres indépendants par des ministres choisis dans un même parti, représentant les mêmes idées, et liés ensemble par un sentiment de fidélité et de responsabilité vis-à-vis de leurs coreligionnaires politiques. Ce plan non-seulement assurait une unité d'administration toute nouvelle, mais de plus donnait à la Chambre des communes une organisation qu'elle n'avait jamais eue. Les ministres, qui étaient les représentants de la majorité de la nation, devinrent les chefs naturels du Parlement, et surtout les petites factions se trouvèrent absorbées par les deux partis importants dont l'un était favorable et l'autre opposé au ministère; ainsi se trouvait résolu le problème qui tourmentait depuis si longtemps le Roi et les Communes. Les nouveaux ministres ne furent plus que de nom les serviteurs du Roi, et devinrent une commission exécutive représentant la volonté de la majorité de la Chambre des communes; elle pouvait être révoquée et remplacée par une autre commission chaque fois que la balance politique penchait d'un côté ou de l'autre.

La Junte. — Telle fut l'origine du gouvernement représentatif qui a continué depuis Sunderland jusqu'à nos jours. Mais quoique Guillaume eût assez d'intelligence politique pour comprendre et adopter les plans de Sunderland, il ne se décida que peu à peu à « les mettre en pratique, et seulement à titre d'essai ». Malgré une sorte de réaction passagère, Sunderland était convaincu que la balance politique penchait du côté des whigs; en effet, ils étaient non-seulement les représentants naturels des principes de la révolution, et partisans de la guerre, mais leur talent administratif et parlementaire les plaçait bien au-dessus de leurs adversaires. Ils reconnaissaient comme chefs un groupe d'hommes d'État auxquels leur union étroite d'actes et de pensées valut le nom de *Junte*. Russell, le plus éminent parmi eux, était le vainqueur de la Hougue; on y voyait aussi John Somers, avocat que sa défense des sept évêques avait

rendu célèbre; lord Wharton, connu comme le plus retors et le moins scrupuleux des hommes de ce parti, et enfin Montague, qui était en train de se faire la réputation du plus habile financier d'Angleterre. Cependant il est douteux, malgré tout, que Guillaume se fût jeté dans les bras d'un ministère purement whig, sans l'attitude des tories à l'occasion de la guerre continentale (1694).

La France était épuisée, et pourtant la guerre continuait toujours, et les alliés ne remportaient pas une seule victoire. En attendant, les corsaires français ruinaient le commerce anglais, et la nation souffrait de la constante augmentation des impôts. Les tories, toujours peu enthousiastes de la Sainte-Alliance, commençaient à désirer vivement la paix. Les whigs, au contraire, restaient partisans très-résolus de la guerre. Guillaume, qui attachait une importance particulière à la lutte contre la France, se décida petit à petit à suivre le conseil de Sunderland. Montague avait déjà facilité la continuation de la guerre en réalisant le plan proposé par un Écossais, William Paterson, pour la création d'une banque nationale. Cette *Banque d'Angleterre* (tel fut le nom de cette institution), tout en ayant un capital constitué comme toutes les autres banques, servit en fait à faciliter les emprunts d'État, en obtenant de la couronne la promesse de rembourser aux prêteurs leurs avances dès qu'ils le demanderaient. On ouvrit une souscription publique par un emprunt de 1,200,000 livres (trente millions de francs), et les souscripteurs de cet emprunt formèrent une Société entre les mains de qui tous les emprunts furent désormais placés. En dix jours, la liste des souscripteurs fut constituée. La découverte des ressources fournies par la richesse nationale révéla une source nouvelle de pouvoir, et la constitution de la dette nationale fut une garantie contre le retour des Stuarts, dont le premier soin eût été de répudier les engagements pris envers les créanciers de l'État. Cette manifestation du crédit public fortifia Guillaume au dehors, et lui permit d'exécuter pacifiquement le plan de Sunderland et de donner à son gouvernement l'unité d'action. Les ministres tories furent tous successivement remplacés par les membres de la Junte. Russell devint premier lord de l'Amirauté; Somers, garde des sceaux; Montague, chancelier de l'Échiquier, et Shrewsbury, secrétaire d'État (1695).

Avant même que ces changements eussent été complétement réalisés, on en sentit l'effet. Le ton de la Chambre se trouva complétement modifié. La majorité whig, solide, unie et bien disciplinée, vota docilement selon la volonté de ses chefs naturels, les ministres whigs de la couronne. Cette nouvelle situation permit à Guillaume de supporter les attaques auxquelles il fut en butte à la mort de la reine Marie (1694). Les tories crurent pouvoir le combattre plus aisément maintenant qu'il était seul. Mais le Parlement, que le Roi s'était rendu favorable en consentant enfin au Bill de triennalité, soutint énergiquement le ministère; et cette fidélité fut récompensée

par des succès sur le continent. En 1695, l'Alliance remporta enfin un triomphe éclatant sur la France par la prise de Namur. Guillaume profita de la victoire pour convoquer un nouveau Parlement, dont les membres se montrèrent décidés à continuer la guerre; mais ils n'étaient nullement un docile instrument entre ses mains. Ils le forcèrent à révoquer des dons exagérés de terres faits à ses favoris hollandais, et à renvoyer ses ministres pour l'Écosse qui soutenaient un absurde projet de colonisation écossaise dans l'isthme de Darien. Ils réclamèrent le droit de nommer les membres du nouveau Bureau de commerce établi pour régler toutes les affaires commerciales (1696). Ils repoussèrent un projet de censure de la presse, le dernier qui ait été proposé. Mais cette opposition n'avait rien de factieux. Le ministère était si fort que Montague put résister au mécontentement universel causé par la réforme du cours des monnaies, dont la valeur était inférieure à leur valeur nominale. En dépit des embarras financiers causés par cette réforme, Guillaume fut en état de tenir la France en échec.

La fin de la guerre approchait. Louis XIV ne continuait à se battre que pour obtenir des conditions plus avantageuses, et bien que Guillaume fût persuadé que l'on ne pouvait traiter avec la France que l'épée à la main, il se montrait presque aussi impatient que Louis d'obtenir la paix, et de pouvoir s'occuper de la succession d'Espagne que la santé chancelante du roi Charles II rapprochait de plus en plus. Une négociation secrète entre Louis XIV et Guillaume III leva tous les obstacles que l'Empire et l'Espagne avaient suscités pour empêcher un accommodement, et la paix fut enfin signée à Ryswick, en octobre 1697. C'était, en somme, un triomphe pour Guillaume, malgré ses nombreux insuccès sur les champs de bataille. Toutes les victoires de la France étaient restées stériles en face de l'Europe coalisée; et, pour la première fois depuis le temps de Richelieu, elle fut contrainte de consentir à une paix désavantageuse. Elle renonça, du côté de l'Empire, à toutes les conquêtes faites depuis le traité de Nimègue, à l'exception de Strasbourg. Louis rendit à l'Espagne le Luxembourg et tout ce qu'il lui avait pris dans les Pays-Bas durant la dernière guerre; enfin, le duc de Lorraine était rétabli dans ses États. Louis XIV se sentit surtout humilié d'avoir été obligé d'abandonner la cause des Stuarts et de reconnaître Guillaume comme roi d'Angleterre. La paix de Ryswick fut ainsi la ruine définitive de la conspiration formée entre Louis XIV et les Stuarts, depuis le traité de Douvres, pour faire de l'Angleterre un pays catholique et vassal de la France. Elle fit plus encore, elle fit de l'Angleterre le centre du système d'équilibre européen.

CHAPITRE IX

MARLBOROUGH[1].

(1698-1712)

La succession d'Espagne. — Ce fut beaucoup moins l'épuisement de la France que le besoin de se préparer pour une nouvelle lutte, plus formidable que les précédentes, qui décida Louis XIV, malgré son orgueil, à se soumettre aux conditions humiliantes de la paix de Ryswick. La mort du roi d'Espagne, Charles II, était imminente; avec lui s'éteignait la descendance mâle de la branche espagnole de la maison d'Autriche qui régnait depuis deux siècles. Les guerres de Louis XIV n'avaient que trop prouvé combien l'Espagne était déchue du haut rang qu'elle occupait autrefois en Europe. Mais son empire était si vaste, ses ressources si énormes, qu'on croyait en général qu'avec un gouvernement plus énergique, elle pourrait recouvrer quelque chose de son ancienne splendeur. Le monarque espagnol possédait encore quelques-uns des plus magnifiques pays de l'ancien et du nouveau monde : le Milanais, le royaume de Naples, la Sicile, les Pays-Bas espagnols, une partie de l'Amérique du Sud, sans compter l'Espagne même et les plus belles îles des mers espagnoles. Réunir un pareil empire aux États de Louis XIV ou de l'Empereur, c'eût été ruiner d'un seul coup l'indépendance de l'Europe, rétablie avec tant de peine par Guillaume III; aussi, pour éviter un pareil désastre, le roi d'Angleterre s'était-il hâté de reprendre sa liberté en signant la paix de Ryswick (1697). Il y avait trois prétendants au trône d'Espagne : le Dauphin, fils d'une sœur aînée de Charles II; le prince électoral de Bavière, petit-fils

[1] Sources : Le grand ouvrage de Macaulay, qui s'arrête à la paix de Ryswick, a été continué par lord Stanhope : *History of England under queen Anne*. La principale source, pour Marlborough lui-même, est sa biographie par l'archidiacre Coxe, avec ses dépêches. Henri Martin, dans son *Histoire de France*, a raconté avec soin la guerre et les négociations de la succession d'Espagne au point de vue français : c'est même la partie la plus judicieuse de son ouvrage. Les *Pamphlets politiques* de Swift, et la *Correspondance* de Bolingbroke, sont d'une importance capitale pour la seconde moitié du règne de la reine Anne. Voy. aussi Ranke, *Geschichte von England*, et l'*Histoire de l'Europe au dix-huitième siècle*, de C. von Noorden.

de la plus jeune, et l'Empereur enfin, dont la mère était la tante de Charles II. A vrai dire, au sens strict de la loi (s'il y avait application possible de la loi, à cette occasion), les droits de ce dernier étaient les plus solides; Marie-Thérèse, au moment de son mariage avec Louis XIV, avait consenti à signer une renonciation au trône d'Espagne, qui fut ratifiée par le traité des Pyrénées (1659), et annulé ainsi à l'avance les prétentions du Dauphin; une renonciation semblable anéantit aussi les droits du candidat bavarois; quant à l'Empereur, parent plus éloigné de Charles II, il ne se trouvait exclu du trône par aucun acte officiel. Guillaume III cependant était résolu, dans l'intérêt de l'Europe, à repousser les prétentions de l'Empereur, aussi bien que celles de Louis XIV; il voulut conclure la paix, persuadé qu'il était du prochain avénement du prince autrichien au trône espagnol, si la guerre se prolongeait et si l'Espagne restait dans la Grande Alliance et, par conséquent, unie à l'Empereur contre la France; de là cette brusque signature du traité de Ryswick.

Si la nation, en Angleterre et en Hollande, avait été dans les mêmes dispositions que Guillaume, il aurait appuyé les droits du prince électeur à la succession de l'empire espagnol tout entier; mais ses sujets étaient fatigués de la guerre. En Angleterre, la conclusion de la paix avait eu pour résultat immédiat, à la demande des Communes, de réduire l'armée à quatorze mille hommes, et l'on commençait même à réclamer un licenciement général. Il s'agissait d'amener les deux plus puissants prétendants à faire des concessions mutuelles. Par le premier traité de partage conclu entre la France, l'Angleterre et la Hollande, le prince de Bavière était reconnu roi d'Espagne, à condition de partager ses possessions italiennes entre ses deux adversaires; le Milanais devait revenir à l'Empereur, et les Deux-Siciles, ainsi que la province frontière, le Guipuscoa, à la France.

La mort du prince bavarois réduisit ce traité à néant. L'Autriche et la France restaient en présence, et une lutte terrible, où le triomphe de l'une ou l'autre puissance devait fatalement compromettre l'indépendance de l'Europe, paraissait inévitable. Le danger était d'autant plus menaçant que l'Angleterre semblait peu disposée à fournir à Guillaume les moyens de soutenir sa politique par la force des armes. Les souffrances causées par la dernière guerre à la classe commerçante, et l'accroissement de la dette et des impôts qu'elle avait entraîné, ravivaient, pour ainsi dire chaque jour, l'irritation du peuple, qui se vengeait de ses souffrances en attaquant Guillaume et les partisans de sa politique. La partialité du Roi envers ses favoris hollandais, la faveur qu'il accordait à Sunderland, son abord froid et maussade, ses efforts pour conserver une armée permanente lui enlevèrent le peu de popularité qu'il possédait. Aux élections de la fin de 1698, la majorité de la Chambre des communes était composée de tories décidés à maintenir la paix. La Junte whig perdit toute

influence sur le Parlement. Montague et Russell donnèrent leur démission, le ministère wigh tout entier dut se retirer; Somers et ses amis cédèrent la place à une administration composée de tories modérés, avec les lords Rochester et Godolphin à leur tête. Les quatorze mille hommes de l'armée furent réduits à sept mille. Guillaume, malgré ses instantes sollicitations, ne put faire revenir le Parlement sur sa décision de renvoyer la garde hollandaise. La marine, qui avait compté jusqu'à quarante mille marins pendant la guerre, n'en conserva que huit mille.

Le second *Traité de partage,* conclu en 1700, montre combien les intentions pacifiques de l'Angleterre étaient nuisibles aux projets de Guillaume. L'Espagne, les Pays-Bas et les Indes occidentales furent assignés au second fils de l'Empereur, l'archiduc Charles d'Autriche; toutes les possessions espagnoles en Italie étaient accordées à la France, et le duc de Lorraine devait abandonner à Louis XIV son duché et recevoir en échange le Milanais. Dans le cas où l'Empereur persisterait dans son refus de signer le traité, la part de son fils reviendrait à un prince dont on taisait le nom, probablement le duc de Savoie.

La seconde Grande Alliance. — L'Empereur ne cessait de protester, mais cette protestation n'avait que peu d'importance, tant que Louis XIV et les deux grandes puissances maritimes restaient étroitement unies. L'irritation de l'Espagne n'avait pas plus de poids; peu importait aux Espagnols qu'ils eussent comme roi un prince autrichien ou un prince français; mais leur orgueil se révoltait à l'idée du démembrement de la monarchie et de la perte des provinces italiennes. Le pauvre roi lui-même partageait l'indignation de ses sujets; aussi l'une des deux camarillas qui se disputaient autour de son lit de mort, lui arracha-t-elle un testament par lequel il léguait l'empire espagnol tout entier au duc Philippe d'Anjou, second fils du Dauphin et petit-fils de Louis XIV. Le traité de partage était si récent et le danger d'accepter ce legs si formidable, que Louis aurait eu de la peine à s'y résoudre s'il n'avait pas cru que les dispositions de l'Angleterre rendraient l'opposition de Guillaume tout à fait stérile. Jamais, en effet, l'Angleterre ne s'était montrée aussi hostile à toute idée de guerre; l'antipathie de la nation pour la politique de Guillaume était si universelle que beaucoup de gens approuvaient ouvertement la conduite de Louis XIV. Personne, pour ainsi dire, en Angleterre, ne craignait l'avénement d'un jeune garçon qui, tout Français qu'il était, ne tarderait pas, croyait-on, à se transformer en Espagnol par la force des choses; on préférait beaucoup cette solution à l'excès de pouvoir qu'aurait donné à la France la cession des territoires mentionnés dans le dernier traité de partage « qui aurait fait, disait-on, de la Méditerranée un lac français, entravé le commerce anglais dans le Levant et en Amérique, et rendu la France formidable sur mer ». « Je suis navré jusqu'au fond de l'âme »,

écrivait Guillaume avec amertume, « de voir presque tout le monde se réjouir de ce que la France ait préféré le testament au traité. »

Étonné et irrité tout ensemble du manque de foi de son rival, il se voyait impuissant à l'en punir. En 1701, le duc d'Anjou entrait facilement à Madrid, et Louis XIV déclarait avec orgueil « que désormais il n'y avait plus de Pyrénées ». L'œuvre de la vie entière de Guillaume paraissait complétement anéantie. Il se sentait près de sa fin. La toux ne lui laissait aucun repos; ses yeux étaient cernés et sans regard, et il se sentait tellement affaibli qu'il pouvait à peine monter en carrosse. Cependant jamais il ne se montra plus grand. Son courage semblait croître avec les difficultés, et ses forces, qui avaient été brisées par les insultes des factions anglaises, se relevèrent par un suprême effort de sa volonté. Son esprit si élevé, si clairvoyant, discernait, à travers les difficultés passagères dues à la diplomatie française et aux agitations de son propre royaume, les grandes questions qui devaient déterminer plus tard un changement dans la politique européenne. Au dehors comme au dedans tout semblait tourner contre lui. Pour le moment, il n'avait aucune autre alliée que la Hollande, car l'Espagne était désormais unie à Louis XIV, et l'attitude de la Bavière divisait l'Allemagne et tenait l'Autriche en échec. L'électeur chargé de l'administration des Pays-Bas espagnols et sur qui Guillaume avait compté, s'était joint aux Français et avait proclamé le duc d'Anjou roi à Bruxelles (1701). En Angleterre, le nouveau Parlement était rempli de tories résolûment opposés à la guerre, et pressé par le ministère tory de reconnaître le nouveau roi d'Espagne, il se soumit pour suivre l'exemple des États Généraux de Hollande.

Il n'avait d'autre espérance que dans les fautes où Louis XIV serait entraîné par son orgueil; son attente ne fut pas trompée. On n'avait approuvé la décision du roi de France que parce qu'il avait déclaré vouloir laisser l'Espagne autonome sous son nouveau roi. Malgré leur violente hostilité, les whigs et les tories étaient d'accord sur deux points : empêcher les Français d'occuper les Pays-Bas et de toucher à l'ordre de succession établi par la révolution de 1688. Mais Louis, aveuglé par son orgueil, ne comprit pas la nécessité de se montrer modéré à l'heure du triomphe. Agissant au nom de son fils, il introduisit des troupes françaises dans les sept places fortes connues sous le nom de Barrière hollandaise, à Ostende et dans les ports de Flandre. Le Parlement, si pacifique qu'il fût, approuva la demande faite par Guillaume au roi de France de retirer ses troupes, et l'autorisa à conclure une alliance défensive avec la Hollande. En même temps, on blâmait la politique du Roi et l'on mettait en accusation les précédents ministres, Somers, Russell et Montague (devenus pairs), pour leur participation aux traités de partage. Mais, en dehors même de la Chambre des communes, le sentiment national se réveillait à mesure que les desseins de Louis devenaient plus clairs. Il refusa de rétablir la Bar-

rière hollandaise, et une puissante escadre française se réunissait dans la Manche pour aider, à ce qu'on crut, un nouveau débarquement de jacobites, dont parlait une lettre adressée à Jacques II, qui fut interceptée et mise sous les yeux du Parlement. Les Communes elles-mêmes se laissèrent gagner par l'émotion générale. La flotte fut portée à trente mille hommes, l'armée à dix mille; le comté de Kent envoya une *remontrance* contre la conduite factieuse des tories qui contrecarraient la politique du Roi, et pria la Chambre de voter des subsides au lieu de rédiger des adresses. Encouragé par ces signes certains du revirement de l'opinion publique, Guillaume envoya des troupes anglaises en Hollande et conclut un traité secret avec les Provinces-Unies pour arracher les Pays-Bas à la France, et pour les donner avec le Milanais à la maison d'Autriche comme contre-poids à l'influence française.

Cependant l'Angleterre presque tout entière désirait encore conserver la paix, lorsque Louis XIV, par un acte inattendu, l'obligea à déclarer la guerre. Guillaume avait été reconnu roi au traité de Ryswick, et la France s'était engagée formellement à défendre son trône contre toute attaque. Louis XIV, entrant à Saint-Germain dans la chambre où Jacques II allait rendre le dernier soupir, lui promit de reconnaître son fils à sa mort comme roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Cette promesse était dans le fait une déclaration de guerre; l'Angleterre, se levant comme un seul homme, accepta le défi. Louis venait de soulever une question qui n'était plus seulement une affaire de politique européenne, mais bien une question de vie ou de mort pour l'œuvre de la révolution; le despotisme et la religion catholique allaient-ils être rétablis ou non en Angleterre par les armées françaises? Sur ce point, whigs et tories ne faisaient qu'un. Aucune voix ne s'était élevée en faveur de Jacques et de son fils, lorsque la mort du dernier enfant de la princesse Anne nécessita une nouvelle loi de succession (1701) qui écartait du trône non-seulement le soi-disant prince de Galles et une plus jeune fille de Jacques II, mais aussi la duchesse de Savoie, fille d'Henriette d'Orléans, catholique comme sa mère. On dut recourir aux descendants de Jacques Ier, dont la fille Élisabeth avait épousé l'Électeur palatin. Leur seul enfant survivant, Sophie, était la veuve de l'ancien Électeur de Hanovre, et la mère de l'Électeur régnant. C'est à Sophie et à ses héritiers protestants que la couronne fut dévolue. On déclara que tout souverain anglais devrait appartenir à l'Église établie. Il fut interdit aux futurs rois de quitter l'Angleterre sans une permission du Parlement, et aucun étranger ne put être admis aux emplois publics. L'indépendance de la justice fut garantie par une clause portant qu'aucun juge ne pourrait être destitué, sinon sur la demande du Parlement. Les deux principes que le Roi n'agit que par l'intermédiaire de ses ministres, et que les ministres sont responsables devant le Parlement, furent fixés par une

prescription qui complétait le régime parlementaire fondé par le Bill des droits : toutes les affaires publiques durent être traitées dans le conseil privé, dont toutes les décisions devaient être contre-signées par tous ses membres. L'unanimité du sentiment national qui s'était déjà manifesté dans les actes du Parlement tory, se manifesta avec éclat dans l'accueil fait à Guillaume à son retour de la Haye, où il venait de conclure une nouvelle grande alliance entre l'Empire, la Hollande et les Provinces-Unies, juste récompense de sa patience et de son habileté pour l'entente universelle. Le Danemark, la Suède, le Palatinat, se joignirent bientôt à la coalition, ainsi que la plupart des États allemands. Le Parlement convoqué en 1702 par Guillaume, malgré ses tendances tories, répondit à son pressant appel en votant une levée de quarante mille hommes et d'autant de marins. Un bill d'attainder fut lancé contre le nouveau prétendant; les membres des deux Chambres et tous les fonctionnaires jurèrent de défendre les droits de la maison de Hanovre.

Marlborough. — Le Roi était déjà beaucoup trop affaibli pour se mettre à la tête de l'armée; aussi fut-il obligé de confier la direction de la guerre dans les Pays-Bas au seul Anglais qui se fût montré capable d'un grand commandement. John Churchill, comte de Marlborough, né en 1650, était le fils d'un gentilhomme cavalier du Devonshire, dont la fille était devenue, à la Restauration, maîtresse du duc d'York. La honte d'Arabella contribua, plus encore que la fidélité de son père, à faire obtenir au jeune Churchill un brevet dans la garde royale. Après cinq ans de service à l'étranger sous les ordres de Turenne, le jeune capitaine devint colonel d'un régiment anglais au service de la France. Il avait déjà déployé de rares qualités militaires : un courage indomptable, un caractère hardi et aventureux, tempéré par un jugement calme et droit, enfin une vigilance toujours en éveil et une force rare pour endurer la fatigue. On le vit plus tard passer des journées entières en reconnaissance, et rester à Bleinheim quinze heures à cheval.

Mais Churchill dut bien moins ses succès à la cour d'Angleterre, à son courage et à son habileté qu'à sa beauté physique. On ne le connaissait au camp français que sous le nom du « bel Anglais ». Ses manières étaient aussi séduisantes que sa personne, et dans sa vieillesse même il avait conservé un charme irrésistible. « Il possédait toutes les grâces », disait de lui lord Chesterfield, et il ne perdit jamais cet air doux et indolent qui lui avait valu la faveur de lady Castlemaine. Un présent de cinq mille livres de la maîtresse du Roi fut le point de départ d'une fortune qui s'accrut rapidement et devint immense; car la prudente économie du beau jeune militaire se changea avec l'âge en avarice. C'était sur le duc d'York surtout que comptait Marlborough pour son avancement, qu'il mérita du reste par son inébranlable fidélité à la fortune de Jacques dans les sombres

jours du complot papiste. Il le suivit à Édimbourg et à la Haye, et fut récompensé, plus tard, par son élévation à la pairie et sa promotion au grade de colonel dans la garde royale. Le service qu'il rendit à son maître en sauvant l'armée d'une surprise à Sedgemoor, aurait sans doute été plus généreusement reconnu sans l'esprit étroit et bigot de Jacques II. Malgré les pressantes sollicitations de son souverain, Churchill était resté fidèle au protestantisme. Aussi, comme il connaissait bien le Roi, il ne compta plus sur de nouvelles faveurs : heureusement, il avait trouvé une nouvelle base pour sa fortune future dans l'influence croissante exercée par sa femme sur Anne, la seconde fille du Roi; aussi, au moment de la révolution, l'adhésion d'Anne à la cause protestante eut-elle une considérable importance. Aucun sentiment de gratitude envers son ancien protecteur ne put empêcher Marlborough de se mettre en correspondance avec le prince d'Orange, de promettre à Guillaume les sympathies d'Anne et d'abandonner l'armée royale réunie pour résister à l'envahisseur. Sa désertion porta un coup fatal à la cause royale. Si précieux que fût ce premier service rendu à Guillaume, il fut bientôt suivi d'un second plus important encore. Par les conseils de sa femme, Anne abandonna son père et passa dans le camp de Danby.

Cette conduite était révoltante, mais les services qu'avait rendus Churchill étaient trop grands pour rester sans récompense. Créé comte de Marlborough, il reçut le commandement des troupes pendant la guerre d'Irlande, et là, ses rapides succès lui attirèrent la faveur de Guillaume. Il fut nommé généralissime de l'armée de Flandre. Mais le sentiment du pouvoir exercé sur Anne poussa Marlborough à conspirer contre Guillaume, comme il avait conspiré contre Jacques.

Malgré sa cupidité extrême, il avait épousé Sarah Jennings, beauté sans fortune de la cour de Charles II, violente et envieuse, mais douée en même temps d'un étrange pouvoir de séduction. L'amour de Churchill pour elle brille comme un fil d'or sur la sombre trame de sa carrière. Au milieu de ses campagnes, quelquefois même sur le champ de bataille, il écrivait à sa femme des lettres passionnées. Cette fermeté d'âme que ni danger ni haine ne pouvait ébranler, disparaissait tout à coup pour faire place à un abattement presque maladif, dès qu'il redoutait sa froideur ou ses accès de colère. Jamais il ne se séparait d'elle sans éprouver une véritable douleur : » J'ai longtemps contemplé les falaises avec une lunette d'approche », lui écrivait-il un jour, au début d'une campagne, « dans l'espoir de vous apercevoir encore un instant. »

Comment s'étonner qu'une femme capable d'inspirer un pareil amour à Marlborough ait su s'attacher une nature aussi molle et aussi faible que celle de la princesse Anne? Les deux amies, secouant les contraintes de l'étiquette, ne s'appelaient jamais autrement que madame Freeman et madame Morley. C'est sur l'influence de sa femme que Churchill comptait

pour favoriser ses projets ambitieux contre Guillaume. Son plan était de chasser le Roi du trône en soutenant les tories dans leur opposition à toute velléité de guerre et en excitant jusqu'au délire la haine des Anglais contre les étrangers, et de faire couronner Anne à sa place. La découverte de cette conspiration excita une violente colère chez Guillaume, si calme d'ordinaire : « Si lord Marlborough et moi étions de simples particuliers », s'écria-t-il, « l'épée aurait bientôt tranché ce différend. » Mais il dut se contenter d'enlever au comte ses charges et son commandement, et de renvoyer sa femme du palais de Saint-James. Anne suivit sa favorite, et la cour de la princesse devint le centre de l'opposition tory, pendant que Marlborough entamait une correspondance active avec Jacques. Ses menées facticuses étaient si patentes, qu'il fut envoyé à la Tour à la première menace d'une invasion française, en 1692.

Marlborough et la Grande Alliance. — La mort de Marie obligea Guillaume à rappeler Anne, qui était devenue son héritière, et avec Anne, les Marlborough revinrent à la cour. Le Roi ne pouvait se décider à témoigner de nouveau sa confiance au comte; mais sentant la mort s'approcher, il vit en lui le seul homme capable par ses qualités supérieures, malgré sa bassesse et ses perfidies, de gouverner l'Angleterre et de diriger la Grande Alliance. Il employa Marlborough à négocier avec l'Empereur le traité d'alliance et le mit à la tête de l'armée de Flandre; mais à peine le comte avait-il pris possession de son commandement, qu'une chute de cheval porta le dernier coup à la santé déjà chancelante du Roi : « Il y eut un temps où j'aurais été content d'être délivré de mes soucis », murmura le mourant à Portland; « mais les choses ont bien changé, et je voudrais bien ne pas mourir encore. » Il savait cependant qu'un pareil vœu était inutile; aussi recommanda-t-il Marlborough à la princesse Anne comme le meilleur général de son temps, et l'homme le plus digne de lui servir de conseiller. Cette recommandation était superflue. Trois jours après l'avénement de la reine Anne, Marlborough fut nommé capitaine général des armées anglaises dans le royaume et sur le continent, et chargé de l'entière direction de la guerre. Le comte assura sa domination en Angleterre en élevant au poste de lord trésorier lord Godolphin, habile financier, son intime ami. L'affection de la Reine pour sa femme lui garantissait l'appui de la couronne à un moment où la popularité d'Anne donnait à la royauté un nouveau prestige aux yeux de la nation. Tout esprit de parti s'éteignit pendant quelque temps en Angleterre; les tories étaient acquis maintenant à la cause de la guerre, depuis qu'elle était dirigée par une reine tory, par un général tory; et les whigs les plus avancés se montraient prêts à soutenir un général tory favorable à une guerre whig. A l'étranger, la mort de Guillaume ébranla la Grande Alliance jusque dans ses fondements, et la Hollande elle-même

hésita, craignant d'être abandonnée par l'Angleterre dans la lutte qui se préparait. Grâce à l'attitude résolue de Marlborough, toute indécision disparut bientôt. Anne déclara, à son instigation, qu'elle était décidée à poursuivre avec énergie la politique de son prédécesseur, et le Parlement tory fut obligé de sanctionner les mesures vigoureuses prises pour la continuation des hostilités.

Le nouveau général se hâta de partir pour la Haye, où il reçut le commandement des troupes anglaises et hollandaises, et entraîna les États allemands dans la coalition, avec une habileté et un tact que Guillaume lui-même aurait pu lui envier. Jamais suprématie ne fut plus universellement reconnue que celle de Marlborough. Au bout de quelques mois, il était considéré par tout le monde comme l'âme de la Grande Alliance, et les princes, dont la jalousie avait souvent lassé la patience de Guillaume, se soumirent sans difficulté aux conseils de son successeur. Le caractère de Marlborough le rendait particulièrement propre à être le chef d'une grande coalition. Comme Guillaume, il devait peu de chose à son éducation première; les lacunes de ses connaissances se firent sentir jusqu'à la fin par sa répugnance à tenir une plume : « Ce que je déteste par-dessus tout, c'est écrire », disait-il à sa femme. La rédaction d'une dépêche lui coûtait beaucoup plus de peine que la combinaison d'un plan de campagne. Mais il avait, par un don de nature, des qualités qui ne se développent chez la plupart des hommes que par la culture. Son habileté pour les affaires était prodigieuse : il prit pendant dix ans (1702-1712) la direction générale de la guerre en Flandre, et en Espagne il conduisit toutes les négociations avec les cours alliées, sans perdre de vue les phases diverses de la politique anglaise. Il n'hésita pas à traverser la Manche pour décider Anne à un changement ministériel, à courir à Berlin pour s'assurer du contingent promis par l'Électeur de Brandebourg. En même temps il réconciliait l'Empereur avec les protestants de Hongrie, poussait les calvinistes des Cévennes à la révolte, arrangeait les affaires de Portugal et veillait à la sécurité des États du duc de Savoie. Jamais sa figure n'exprimait la fatigue, la hâte ou le mécontentement; il conserva jusqu'à la fin la grâce indolente de la jeunesse, et un éclat de colère ne vint jamais troubler sa dignité naturelle. On le vit souvent, dans le feu de la bataille, « donner des ordres, sans crainte du danger et sans hâte, avec autant de calme que de décision ». Il montrait le même sang-froid dans les séances du conseil, luttait avec la même sérénité contre « l'étroitesse d'esprit des princes allemands, le flegme des Hollandais, l'ignorante opposition des officiers, les libelles de ses adversaires politiques ». Il y avait comme un grain d'ironie dans la simplicité des moyens employés par lui pour résoudre des problèmes qui avaient défié la sagacité des cabinets européens. Le roi de Prusse fut un de ses alliés les plus incommodes par sa susceptibilité vaniteuse; mais toute difficulté cessa le jour où

Marlborough se leva dans un banquet officiel et lui offrit une serviette.

L'attitude de Churchill venait en partie d'un orgueil qui ne pouvait souffrir l'idée de révéler au vulgaire ses véritables sentiments. Pendant les jours douloureux qui précédèrent sa chute, il pria Godolphin de brûler quelques lettres où il se répandait en plaintes amères, arrachées par les tracasseries de ses adversaires : « Je désire que le monde continue à s'imaginer, à tort, que je suis un homme heureux, car il vaut mieux être envié que plaint. » Mais ce sang-froid venait surtout de sa nature purement intellectuelle. Son amour pour sa femme a été le seul sentiment qui ait coloré le froid rayonnement de son âme. Il ne connaissait, en général, ni amour, ni haine, ni doute, ni regret. Dans la vie privée, il se montrait bon et humain ; mais lorsque les circonstances l'exigeaient, il pouvait livrer des Anglais à la mort, ou conduire ses troupes à une boucherie certaine, comme à Malplaquet. L'honneur et les sentiments les plus délicats de l'humanité lui étaient inconnus, et lui, qui avait commandé à l'Europe et remporté d'éclatantes victoires, s'occupa, sans rougir, d'amasser une fortune immense par ses concussions et son avidité. C'est peut-être le seul exemple d'un homme véritablement grand qui ait aimé l'argent pour l'argent lui-même. Les passions nobles et viles qui agitaient son entourage n'étaient, à ses yeux, que les simples éléments d'un problème intellectuel, que la patience seule pouvait résoudre : « La patience surmonte tout », écrivait-il souvent. « Comme je crois que nous sommes poursuivis par la destinée, nous devons, après avoir fait tout le possible, nous soumettre sans murmure. »

Marlborough et la guerre. — Les ennemis les plus acharnés de Marlborough reconnaissaient ses remarquables qualités d'homme d'État. « Il acquit sur la coalition », nous dit Bolingbroke, « lui, nouveau venu, simple particulier, par son habileté et son talent, une influence beaucoup plus grande que celle qu'une naissance illustre, une autorité incontestable et le prestige de la couronne d'Angleterre avaient donnée au roi Guillaume. » Mais quelle que fût sa valeur au conseil, il était encore plus grand sur le champ de bataille. Seul parmi les maîtres dans l'art de la guerre, il ne commença à se faire connaître par ses victoires qu'à un âge où la plupart des hommes ont fini leur carrière. Bien qu'il eût déjà servi dans sa jeunesse sous Turenne, et pendant quelques mois en Irlande et dans les Pays-Bas, il n'avait pas eu de commandement important jusqu'à sa campagne de Flandre, à l'âge de cinquante-deux ans ; seul aussi, il se fit remarquer par des succès presque ininterrompus. Voltaire remarque qu'il n'assiégea jamais une forteresse sans la prendre, ni ne livra une bataille sans la gagner. Les difficultés qu'il rencontra vinrent moins de ses ennemis que de l'ignorance et de la timidité de ses propres alliés. Il n'éprouva jamais

de défaite, mais l'incapacité de ses officiers et l'obstination des Hollandais lui firent perdre le fruit de ses victoires.

Les prudents stratégistes de son temps étaient surtout stupéfaits de la vigueur et de l'audace de ses plans. Malgré son âge déjà avancé, Marlborough avait conservé la hardiesse et l'impétuosité de la jeunesse. Au commencement de la campagne de 1702, il résolut de porter, sans tarder, la guerre au cœur du Brabant. Ce plan échoua par la timidité des commissaires hollandais; mais sa marche hardie sur la Meuse refoula les troupes françaises et lui permit de s'emparer des forteresses les unes après les autres. La capitulation de Liége termina une campagne qui arrachait aux Français le cours inférieur du Rhin et délivrait la Hollande de toute crainte d'invasion. Les succès de Marlborough eurent d'autant plus de retentissement, que les autres alliés avaient à subir des fortunes bien différentes. En Italie, le prince Eugène de Savoie montra son habileté en surprenant les Français dans Crémone, mais sans en tirer d'avantages réels. Une descente des Anglais sur la côte espagnole échoua complétement. En Allemagne, les Bavarois se joignirent aux Français, et leurs forces réunies défirent les troupes impériales. Aussi est-ce de ce côté que Louis XIV résolut de poursuivre ses avantages. Au printemps de 1703, une nouvelle armée, sous les ordres du maréchal de Villars, délivra de nouveau l'Électeur, serré de près par les forces impériales; une querelle qui s'éleva entre les deux généraux en chef empêcha seule les Français et les Bavarois de marcher sur Vienne.

En attendant, la pusillanimité des députés hollandais servait à souhait Louis XIV dans les Pays-Bas. Marlborough avait été créé duc et magnifiquement récompensé des services rendus l'année précédente; mais les députés des États Généraux déjouèrent ses espérances dans cette seconde campagne. Malgré sa sérénité habituelle, il eut un mouvement de dépit, lorsqu'ils refusèrent de se joindre à lui pour attaquer Anvers et la Flandre française; il fallut les prières de Godolphin et du grand pensionnaire Heinsius pour le décider à retirer sa démission. Malgré ses victoires sur le Danube, les fautes de ses adversaires sur le Rhin et le secours inattendu d'une insurrection en Hongrie, les difficultés de Louis XIV croissaient de jour en jour. L'adhésion du duc de Savoie à la Grande Alliance menaçait ses armées en Italie d'une destruction complète, et le Portugal, en entrant aussi dans la coalition, vint offrir une base d'opération aux alliés contre l'Espagne. L'énergie du roi de France ne fit que grandir avec les difficultés; et, tandis qu'il envoyait le duc de Berwick, fils naturel de Jacques II, contre le Portugal, et que trois petites armées cernaient les États du duc de Savoie, l'élite des troupes françaises rejoignit l'armée bavaroise sur le Danube. Louis XIV avait conçu le plan hardi de hâter le dénoûment par une victoire qui lui permettrait de dicter la paix à l'Empire, sous les murs de Vienne.

Blenheim. — Le coup de maître de Louis XIV excita Marlborough à y répondre par un autre coup d'éclat, au printemps de 1704. Il montra à cette occasion une discrétion et une audace qui trompèrent à la fois ses alliés et ses ennemis. L'armée française de Flandre ne vit dans sa marche sur Mayence que le désir de transporter la guerre en Alsace. On décida les Hollandais à permettre d'éloigner leurs troupes de la Flandre et de les mener jusqu'à Coblentz, sous prétexte d'une campagne sur la Moselle. Ce ne fut que lorsque Marlborough eut traversé le Neckar et pénétré au centre de l'Allemagne, pour se porter sur le Danube, que l'on comprit le véritable but de ses opérations. Après une marche difficile et périlleuse à travers les campagnes accidentées du Wurtemberg, il rejoignit l'armée impériale commandée par le prince de Bade, emporta d'assaut les hauteurs de Donauwerth, passa le Danube et le Lech, et pénétra au cœur de la Bavière. L'imminence du péril amena sur le théâtre de la guerre les deux armées, qui luttaient l'une contre l'autre sur le cours supérieur du Rhin. L'arrivée du maréchal de Tallard avec trente mille hommes de troupes françaises, sauva pour le moment l'électeur de Bavière de la nécessité d'une soumission; mais la jonction de Marlborough avec le prince Eugène rendit les forces des deux armées égales en nombre. Après quelques marches et contre-marches, les adversaires se rencontrèrent sur la rive droite du Danube, entre la petite ville de Hochstædt et le village de Blindheim ou Blenheim, qui ont donné tous deux leurs noms à une des plus mémorables batailles de l'histoire. A un certain point de vue elle est unique dans l'histoire. La race germanique tout entière s'y trouvait représentée par les Anglais, Hollandais, Hanovriens, Danois, Wurtembergeois et Autrichiens, qui suivaient Marlborough et le prince Eugène. Les Bavarois et les Français, qui comptaient, comme leurs adversaires, une cinquantaine de mille hommes, étaient campés derrière une petite rivière coulant à travers un terrain marécageux jusqu'au Danube. La position était assez forte, le front de l'armée se trouvant couvert par les marais, la droite par le Danube, la gauche par le terrain accidenté d'où sortait le fleuve; enfin Tallard s'était non-seulement retranché, mais il possédait une artillerie très-supérieure à celle des alliés.

Marlborough se trouvait pour la première fois libre d'agir à sa guise : « J'ai tout lieu d'espérer », écrivait-il avec calme, « que tout marchera à souhait, car j'ai enfin des officiers prêts à m'obéir sans discuter, tandis qu'en Flandre, j'étais obligé de soumettre mes plans à l'approbation d'un conseil de guerre. » Les obstacles étaient cependant si formidables, que bien que les alliés se fussent mis en mouvement dès le lever du soleil, le prince Eugène, qui commandait l'aile droite, ne put franchir le fleuve qu'à midi. L'infanterie anglaise le passa immédiatement à gué, sur la gauche, et attaqua le village de Blenheim, où le gros de l'infanterie française s'était retranché; mais l'attaque fut repoussée après une lutte achar-

née, et à l'autre bout de la ligne, les Français surent tenir le prince Eugène en respect. Ils croyaient leur centre hors de toute atteinte; Marlborough le choisit justement pour son principal point d'attaque; ayant fait faire une route artificielle à travers le marais, il put enfin lancer huit mille hommes à cheval sur la cavalerie française, qui se croyait à l'abri. Deux charges furieuses, commandées par Marlborough en personne, décidèrent de la journée. Le centre de l'armée française fut refoulé vers le Danube et obligé de se rendre; l'aile gauche se replia en désordre sur Hochstædt; la droite, enfermée dans Blenheim et privée de tous moyens de fuir, tomba aux mains des ennemis; vingt mille hommes seulement réussirent à s'échapper, douze mille avaient été tués et quatorze mille faits prisonniers. L'Allemagne était désormais délivrée des Français, et Marlborough, qui poursuivit les restes de l'armée française jusqu'en Alsace, se rendit bientôt maître de la basse Moselle. Mais les pertes de la France ne pouvaient s'évaluer seulement au nombre d'hommes et de forteresses; une centaine de victoires depuis Rocroy avaient appris au monde à regarder l'armée française comme invincible, lorsque la nouvelle de la défaite de Blenheim et de la capitulation de l'élite de ses soldats rompit enfin le charme. Dès lors ce furent les alliés victorieux qui répandirent partout la terreur, et le nom de *Malbrough* devint une sorte d'épouvantail pour les enfants français.

Ramillies. — En Angleterre même, la victoire de Blenheim contribua puissamment à modifier la politique du gouvernement. Les tories avaient résolu de s'assurer la majorité dans la Chambre des communes, en excluant les non-conformistes de tous les corps municipaux qui nommaient la plupart des députés des bourgs. Les dissidents protestants étaient jusque-là autorisés par l'Acte de tolérance à acquérir le droit d'occuper des fonctions publiques en recevant, une fois par an, la communion dans l'Église établie, sans pour cela cesser d'appartenir à leur congrégation particulière. Pour supprimer ce système de « conformité occasionnelle », les tories voulurent soumettre les non-conformistes à un serment, et Marlborough prêta d'abord les mains à cette manœuvre. Mais les lords repoussèrent le bill toutes les fois qu'il leur fut présenté; on s'aperçut bientôt que leur résistance était encouragée sous main par Marlborough et Godolphin. Tout tory qu'il était, Marlborough ne voulait ni la domination exclusive des tories, ni le réveil des luttes religieuses qui eût entravé la guerre. Ce fut en vain qu'il essaya de reconquérir la faveur de son parti, en décidant la Reine à former, avec les dîmes et régales payées par le clergé à la couronne, un fonds destiné à augmenter les revenus des petits bénéfices, fonds qui porte encore le nom de *Libéralité de la reine Anne* (Queen Anne's Bounty). Les Communes montrèrent leur irritation en refusant d'ajouter une dotation au titre ducal conféré à Marlborough après sa

première campagne, et les grands seigneurs tories, avec lord Nottingham à leur tête, commencèrent à faire tout leur possible pour empêcher la continuation des hostilités. Ils quittèrent enfin les affaires en 1704, et Marlborough les remplaça par des tories plus modérés et favorables à la guerre; Robert Harley devint secrétaire d'État, et Henry Saint-John, homme d'un mérite éminent, fut nommé secrétaire à la guerre.

La marche du duc à travers l'Allemagne envenima encore la lutte politique. Les tories ardents et les jacobites menacèrent, si Marlborough échouait, de l'envoyer à l'échafaud, et il fallut la victoire de Blenheim pour le sauver de la ruine. Peu à peu, et presque malgré lui, le duc s'éloigna de son propre parti pour se rapprocher de celui qui soutenait réellement sa politique. Profitant du grand triomphe national remporté à Blenheim, il prononça la dissolution du Parlement; les élections de 1705 lui envoyèrent, comme il l'espérait, une majorité favorable à la guerre, et il réussit à unir les tories modérés qui lui restaient fidèles avec la Junte whig. Pour acheter l'appui des whigs, les sceaux furent confiés à William Cowper, et lord Sunderland reçut l'ambassade de Vienne.

Cette alliance déjouait les attaques du parti de la paix, et Marlborough se sentait rassuré sur la marche des affaires à l'intérieur; mais il eut à supporter de nombreuses déceptions sur le continent. Son plan d'attaque le long de la Moselle ne put réussir par suite du refus des Impériaux de se joindre à lui. Lorsqu'il perça les lignes françaises sur les bords de la Dyle, les généraux hollandais retirèrent leurs troupes, et sa proposition d'attaquer le duc de Villeroy dans les plaines de Waterloo fut repoussée par les commissaires des États Généraux en plein conseil de guerre, aux cris de « Mort et massacre! » A ce dernier coup, il perdit son calme ordinaire et éclata en reproches : « Si j'avais eu cette année la même autorité que l'année dernière, j'aurais remporté une plus grande victoire que celle de Blenheim. » Sur ses plaintes, les États rappelèrent leurs commissaires, mais l'année était perdue, et les alliés ne firent aucun progrès en Italie ni sur le Rhin. Leurs espérances n'étaient soutenues que par les exploits romanesques de lord Peterborough en Espagne. Libertin, étourdi et sans principes, Peterborough avait un véritable génie militaire; avec une poignée d'hommes, il s'empare de Barcelone, reconnaît les anciennes libertés de l'Aragon, et soulève la province en faveur du second fils de l'Empereur, qui avait été reconnu roi d'Espagne sous le titre de Charles III. La Catalogne et la province de Valence se joignent à l'Aragon, et se déclarent pour Charles.

Pendant ce temps Marlborough passait l'hiver de 1705 en négociations avec Vienne, Berlin, Hanovre et la Haye, et se préparait à une nouvelle campagne. Jaloux de sa liberté d'action et fatigué des généraux impériaux et hollandais, il avait conçu le projet de traverser les Alpes et d'envahir l'Italie; ses plans échouèrent par suite de l'opposition des alliés; mais il

se trouvait de nouveau libre d'agir à sa guise, lorsqu'il reparut dans les Flandres en 1706. Le maréchal Villeroy, qui commandait les Français, était aussi impatient que Marlborough de livrer bataille; les deux armées se rencontrèrent le 23 mai, près du village de Ramillies, sur le terrain légèrement accidenté qui forme le point le plus élevé du Brabant. Les troupes françaises s'étaient formées en croissant, leur front était protégé par des marécages. Après une feinte sur l'aile gauche, Marlborough se lança lui-même sur leur droite, à Ramillies, la brisa par une brillante charge qu'il conduisit en personne, puis, se retournant contre le front de l'armée, il mit les Français en pleine déroute et les poursuivit jusque sous les murs de Louvain. En une heure et demie, les Français avaient perdu quinze mille hommes, leurs bagages, leurs fusils; toute la ligne de l'Escaut, Anvers, Bruxelles et Bruges, tombèrent aux mains des vainqueurs. Il suffit de quatre siéges heureux pour achever la délivrance de la Flandre.

L'union avec l'Écosse. — L'année de la bataille de Ramillies est l'année mémorable qui vit l'union définitive de l'Angleterre et de l'Écosse. Le premier soin de la restauration avait été de détruire l'union antérieure; la première pensée du gouvernement de Guillaume fut de la rétablir. Des jalousies religieuses et commerciales s'opposèrent longtemps à la réalisation de ce projet. Les Écossais refusaient catégoriquement de supporter une partie de la dette anglaise, et l'Angleterre refusait de céder aucune portion de son monopole commercial dans les colonies. Les anglicans désiraient ardemment le rétablissement de l'épiscopat en Écosse, et les presbytériens écossais ne voulaient pas entendre parler de tolérance pour les anglicans. En 1703 pourtant, le vote par le Parlement écossais d'une loi organique avertit les hommes d'État anglais du danger qu'il y avait à attendre plus longtemps. Les whigs, qui ne se souciaient que de l'indépendance de leur patrie, s'unirent sur cette question avec les jacobites, qui n'étaient préoccupés que des intérêts du Prétendant. Les jacobites firent rayer de cette loi de succession le nom de la princesse Sophie, et les whigs introduisirent un article spécial par lequel aucun souverain d'Angleterre ne pouvait être reconnu roi d'Écosse, à moins qu'il ne garantît aux Écossais la liberté religieuse et commerciale.

Malgré la gravité d'une pareille mesure, qui tendait à la reconnaissance du Prétendant en Écosse après la mort de la reine Anne, ce qui aurait provoqué, sans aucun doute, une guerre entre l'Angleterre et l'Écosse, la question ne fut résolue que trois ans plus tard, grâce à la sagesse et à la fermeté de lord Somers. Il repoussa énergiquement la proposition des Écossais de former une sorte d'union fédérative plutôt que législative, ne tint pas compte des jalousies égoïstes des commerçants anglais, et fit passer un *Acte d'union* qui déclarait que les deux royaumes seraient désormais

réunis en un seul, sous le nom de *Grande-Bretagne*, et que la succession au trône aurait lieu conformément à la loi organique anglaise. On ne toucha ni à l'organisation législative de l'Écosse, ni à l'Église presbytérienne; mais les priviléges commerciaux furent étendus aux deux pays, et un système monétaire uniforme fut adopté. Désormais, le Royaume-Uni devait être représenté par un seul Parlement; quarante-huit représentants de l'Écosse venaient s'ajouter aux cinq cent treize députés anglais à la Chambre des communes, et seize pairs écossais aux cent huit pairs anglais qui formaient déjà la Chambre des lords.

En Écosse, l'opposition commença par être très-violente et presque universelle. On essaya de calmer les craintes des presbytériens, en votant une *Loi des garanties*, sorte d'appendice au *Traité d'union*, qui exigeait de tout souverain, à son avénement, la promesse solennelle de maintenir l'Église presbytérienne. Mais aucune garantie ne pouvait satisfaire les patriotes enthousiastes ou les caméroniens fanatiques. Les jacobites sollicitaient l'aide de la France et complotaient en faveur des Stuarts; les nationalistes parlaient de se séparer de l'assemblée qui avait voté l'union, et de former un Parlement rival. Le bon sens des classes commerçantes et leur fidélité au protestantisme finirent cependant par triompher. Le Parlement écossais donna son adhésion à la nouvelle mesure, et le *Traité d'union* devint, en 1707, une loi du royaume, que la reine Anne sanctionna par ces nobles paroles : « Je désire et j'espère que mes deux peuples agiront l'un envers l'autre avec tout le respect et la bienveillance possible, pour que le monde entier puisse constater qu'ils ont vraiment à cœur de ne plus former qu'une seule nation. »

Les événements ont dépassé ses espérances. Les deux nations que l'Union a rapprochées sont toujours depuis lors demeurées étroitement associées. L'Angleterre n'eut plus désormais à craindre d'être sans cesse attaquée ou trahie, et l'Écosse vit s'ouvrir devant elle de nouvelles sources de prospérité dont sa population sut merveilleusement profiter. Les fermes du Lothian devinrent des modèles de culture agricole; une ville de pêcheurs, sur la Clyde, se transforma et devint la riche et populeuse Glasgow; enfin les sauvages membres des clans des Hautes Terres, adoucis par la paix et la civilisation, se transformèrent en pâtres et en fermiers. On aurait pu craindre qu'une pareille transformation n'étouffât l'esprit national; loin de là, jamais peuple n'a eu de développement plus rapide et plus conscient que l'Écosse après l'Union. Seule la jalousie, cette jalousie qui avait séparé depuis le temps d'Édouard Ier ces deux peuples de même race et de même langue, disparut entièrement. L'Union entre l'Écosse et l'Angleterre a été solide et durable, parce qu'elle fut la réalisation et la reconnaissance légale d'un fait historique.

Marlborough et les whigs. — Après la défaite de Ramillies, les

Français subirent humiliations sur humiliations. La perte de la Flandre fut bientôt suivie de celle de l'Italie, après une victoire du prince Eugène qui délivra Turin. Peterborough se maintenait en Espagne, et Charles III entrait à Madrid à la tête d'une armée de Portugais et d'Anglais. Marlborough se trouvait à l'apogée de sa gloire. Ramillies lui avait donné assez d'influence auprès d'Anne pour l'obliger, malgré sa haine contre les whigs, à admettre au conseil lord Sunderland, le chef le plus acrimonieux de ce parti (1705). Mais le système d'équilibre politique qu'il avait su maintenir jusqu'alors menaçait ruine. Au point de vue constitutionnel, la tentative de Marlborough de gouverner l'Angleterre en associant les deux partis devint bientôt impossible à poursuivre. L'opposition croissante des tories à la guerre le portait de plus en plus à s'appuyer sur les whigs; ceux-ci lui vendaient très-cher leur appui. Sunderland, qui était convaincu, comme son père, de la nécessité de maintenir des partis bien tranchés, tenta d'expulser les tories modérés de l'administration, malgré le désir de Marlborough de les conserver : « L'Angleterre, écrivait le duc avec vivacité, ne sera pas ruinée pour quelques mécontents. » Marlborough n'était pas seul à s'opposer à ces projets. Harley, sentant sa position menacée, commença à intriguer à la cour, contre les whigs et contre Marlborough, par l'entremise de madame Marsham, femme de chambre de la Reine, qui supplantait peu à peu la duchesse dans la faveur d'Anne. Saint-John, bien qu'il dût au duc sa rapide élévation, fut amené par la même crainte à favoriser les pensées d'Harley. Marlborough essaya de reconquérir leur confiance, mais il était fatalement poussé à devenir l'instrument du seul parti qui soutînt énergiquement la guerre. Une coalition des whigs avec leurs adversaires provoqua chez lui un accès inaccoutumé de colère en plein Parlement, mais le convainquit qu'il fallait céder. La Reine se montra obstinée et violente; tory de cœur, sa confiance en Marlborough s'évanouit du jour où il accorda aux whigs leurs demandes. Ce n'était qu'en la menaçant de sa démission qu'il l'avait obligée à confier un poste à Sunderland; l'emportement avec lequel la duchesse lui imposait la volonté de son mari changea l'amitié de la Reine pour elle en une profonde aversion. Marlborough se vit forcé d'irriter de plus en plus sa souveraine par de nouvelles complaisances pour les whigs, en ôtant par exemple à Peterborough son commandement, à cause de ses sympathies tories, et en arrachant à Anne, en 1708, le renvoi de Saint-John et de Harley et des tories modérés dont ils étaient les chefs. Ce renvoi fut le signal du triomphe complet des whigs; Somers devint président du conseil et Wharton vice-roi d'Irlande. Les postes inférieurs furent occupés par des hommes destinés à jouer plus tard un grand rôle, tels que le duc de Newcastle et Robert Walpole (1708).

Pendant ce temps, la lutte sur le continent se poursuivait avec de singulières alternatives de revers et de succès. La France s'était relevée avec

une rapidité surprenante depuis le désastre de Ramillies. La victoire d'Almanza, remportée par le maréchal de Berwick, rendit l'Espagne à Philippe V; Villars obtint de nouveaux succès sur les bords du Rhin (1707), et le prince Eugène, qui avait pénétré jusqu'en Provence, fut refoulé en Italie. En Flandre, Marlborough perdit les fruits de sa victoire; il fut arrêté par l'habileté stratégique du duc de Vendôme et par les hésitations des Hollandais, qui penchaient maintenant pour la conclusion de la paix. Pendant la campagne de 1708, cependant, Vendôme, bien que supérieur en force, fut attaqué et défait à Oudenarde, et Marlborough, qui, sans la timidité des hommes d'État hollandais et anglais, aurait voulu frapper la France au cœur, s'empara de Lille, la plus forte des places d'armes de la frontière, en présence d'une armée de secours de cent mille hommes. L'orgueil de Louis XIV s'humilia enfin devant ces défaites répétées et les souffrances de son royaume, et il offrit de se soumettre à toutes les conditions des alliés. Il consentit à retirer son aide à Philippe d'Espagne, à rendre dix forteresses flamandes aux Hollandais et à l'Empereur tout ce que la France avait acquis depuis le traité de Westphalie; il proposa enfin de reconnaître Anne, de bannir le Prétendant et de démolir les fortifications de Dunkerque, le repaire des corsaires français détesté des Anglais.

L'Angleterre et la guerre. — Marlborough espérait que la paix serait désormais assurée; mais, malgré ses avis, les alliés et les ministres whigs exigèrent que Louis contraignît son petit-fils, par la force des armes, à abandonner la couronne d'Espagne. « Si je dois me battre », répondit le Roi, « j'aime mieux que ce soit contre mes ennemis que contre mes enfants. » Il fit à son peuple épuisé un appel désespéré, et la campagne de 1709 fut une noble réponse à cet appel. A l'horrible massacre connu sous le nom de bataille de Malplaquet, les Français se montrèrent sous un jour tout nouveau. Bien que mourants de faim, ils jetèrent leurs rations, dans leur impatience de se battre, et se replièrent à la fin de la journée en masses tellement compactes, que Marlborough ne put les rompre. Ils avaient perdu douze mille hommes, mais les alliés, en voulant forcer leurs retranchements, en avaient perdu plus du double. Les torrents de sang répandus à Malplaquet ne firent qu'augmenter le mécontentement causé par la prolongation des hostilités; et le rejet des offres de la France fut injustement attribué au désir de Marlborough de faire traîner en longueur une lutte qui lui apportait puissance et profits. Soudain la fureur populaire s'en prit aux whigs. Elle éclata à l'occasion d'un ennuyeux et inepte sermon sur la doctrine de l'obéissance passive, prêché à Saint-Paul par un pasteur de la Haute Église, le Dr Sacheverell. Son audace avait pour but de provoquer une répression. En effet, malgré les avertissements de Marlborough et de Somers, les ministres whigs le traduisirent devant la Chambre des lords, et son procès (1710) se changea

immédiatement en une grande lutte de parti. L'enthousiasme populaire pour Sacheverell montra l'aversion toujours croissante qu'inspiraient la guerre et les whigs. Les plus éminents prélats du parti tory se tinrent à côté de l'accusé à la barre; une foule immense l'escortait à l'allée et au retour, aux cris de : « L'Église et le Dr Sacheverell! » Il fut déclaré coupable à une faible majorité : le peu d'importance même de la condamnation était par le fait un acquittement; des feux de joie, des illuminations accueillirent dans toute l'Angleterre cette sentence, qui fut regardée comme un triomphe pour le parti tory.

Chute de Marlborough. — Le parti que les whigs avaient voulu écraser relevait la tête. L'expulsion de Harley et de Saint-John du ministère avait donné au parti tory des chefs plus habiles et plus énergiques que les membres de la Haute Église évincés au commencement de la guerre. C'est dans l'*Examiner* et une foule de brochures et de revues tories que l'humour de Prior, l'amère ironie de Swift, les brillants sophismes de Saint-John se donnèrent libre carrière, critiquant la guerre et criblant le général d'épigrammes : « Six millions de subsides et près de cinquante millions de dettes », écrivait Swift d'un ton sarcastique; « les très-hauts alliés nous ont ruinés. » Marlborough était conspué et tourné en ridicule; il était accusé d'insolence, de cruauté, d'ambition, de cupidité, de corruption et d'avarice. On doutait même de son courage.

La réaction de l'opinion publique délivra Anne de la pression à laquelle elle avait cédé, et les habiles intrigues de Harley minaient rapidement le ministère. Les whigs, sachant que le duc n'était devenu leur allié que par nécessité, se laissèrent aisément persuader que la Reine ne voulait que son humiliation; ils assistèrent froidement au renvoi de son gendre Sunderland et de son ami Godolphin; Marlborough, d'un autre côté, était leurré par l'espoir d'une réconciliation avec son ancien parti, et ne protesta pas contre la révocation, en automne 1710, des ministres whigs et l'entrée aux affaires des tories ayant à leur tête Harley et Saint-John. Mais les intrigues de Harley furent dépassées par le machiavélisme de Saint-John. Décidé à enlever au duc son commandement, il nourrit ses espérances d'une réconciliation avec les tories, au point de lui faire accepter le renvoi de sa femme de la cour, et de l'amener à promettre sa coopération aux projets des tories. Convaincu que l'alliance était conclue, il consentit à envoyer inutilement au Canada des troupes destinées à l'armée de Flandre, et il se trouva dans l'impossibilité d'exécuter le plan magistral qu'il avait conçu pour envahir la France au printemps de 1711. Il ne put pas même risquer une bataille, et dut se borner à prendre quelques petits ports de mer. Saint-John tira de ces misérables résultats de la campagne un argument en faveur de la paix. En dépit d'un article de la Grande Alliance qui interdisait les négociations séparées avec la France,

Saint-John, devenu lord Bolingbroke, traitait un accord secret entre la France et l'Angleterre. C'était pour cela qu'il avait entravé la campagne de Marlborough. En découvrant cette perfidie, le duc comprit à quel point il avait été dupé, et rompit enfin avec le ministère tory. Il retourna en Angleterre et persuada à la Chambre des lords de repousser la paix ; mais l'appui des Communes et de la Reine, ainsi que l'horreur du peuple pour la guerre, permirent à Harley d'écraser toute velléité de résistance. Au début de 1712, la création de douze nouveaux pairs annula l'ancienne majorité whig de la Chambre des lords. Marlborough, révoqué de son commandement, accusé de péculat et reconnu coupable par les Communes, quitta l'Angleterre, et sa retraite permit de conclure la paix.

Le traité d'Utrecht (1713). — La fuite de Marlborough fut suivie de la conclusion de la paix d'Utrecht entre la France, l'Angleterre et la Hollande; abandonné de ses alliés, l'Empereur fut obligé de signer aussi la paix à Rastadt. Par ces traités, le but primitif de la guerre, qui était d'empêcher la maison de Bourbon de posséder à la fois la France et l'Espagne, était abandonné. La seule précaution prise contre les dangers qui pouvaient en résulter pour l'équilibre européen, fut l'interdiction de la réunion des deux couronnes sur une même tête, et la renonciation de Philippe V à ses droits sur la couronne de France. La base des nouveaux traités fut celle des anciens traités de partage. Philippe V gardait l'Espagne et les Indes, mais cédait en retour la Sicile au duc de Savoie et ses possessions en Italie et dans les Pays-Bas, avec la Sardaigne, à l'archiduc Charles, devenu empereur. L'Angleterre recevait Minorque et Gibraltar, position qui la rendait maîtresse de la Méditerranée. La France consentait au rétablissement et à l'extension de la Barrière hollandaise; elle accordait aux réclamations de l'Angleterre le démantèlement de Dunkerque. Non-seulement Louis XIV reconnut les droits d'Anne et de la maison protestante de Hanovre, mais il consentait à expulser de France le Prétendant.

Le rapide déclin de la santé de la Reine faisait de sa succession la véritable question du jour, question qui réduisait la politique, livrée aux factions, à n'être plus qu'un tissu d'intrigues. Les whigs voulaient assurer le trône à la maison de Hanovre; ils étaient toujours puissants à la Chambre des communes, et montrèrent à la Chambre des lords la force de leur parti en repoussant un traité de commerce par lequel Bolingbroke voulait établir la liberté commerciale entre la France et l'Angleterre; la gloire de réaliser cette grande œuvre devait être réservée à William Pitt. Les tories poursuivaient au fond le même but. Mais Harley et Bolingbroke n'étaient pas d'accord sur la manière de l'atteindre. Harley voulait une alliance entre les whigs et les tories modérés. Bolingbroke, au contraire, voulait fortifier les tories en écrasant absolument leurs adver-

saires, de façon à assurer aux premiers la direction des affaires, quelles que pussent être les sympathies de l'Électeur. Pour déjouer les plans de son rival, il fit adopter par les Chambres une loi sur les schismatiques qui interdisait aux dissidents d'être maîtres d'école ou professeurs. Il creusait ainsi un abîme entre les tories et les whigs. Mais son succès dépassa ses intentions. Les whigs regardèrent cette loi comme le premier pas vers une restauration jacobite. L'électrice Sophie elle-même fut alarmée, et l'ambassadeur de Hanovre demanda pour le fils de l'électeur, le futur George II, récemment créé duc de Cambridge, le droit de siéger comme pair au futur Parlement, avec le but avoué d'assurer la présence d'un prince hanovrien en Angleterre lorsque la Reine viendrait à mourir. Excitée par Bolingbroke, la Reine, furieuse, laissa éclater sa colère dans une lettre à l'Électrice, où elle l'avertissait qu'une « telle conduite pouvait compromettre la question même de succession... ». Au mois de juillet, Anne renvoya Harley, devenu comte d'Oxford, et forma un ministère tory homogène, pour l'aider dans sa résistance aux demandes de l'Électeur.

A mesure que la crise approchait, les deux camps se préparaient à la guerre civile. Dès les premiers jours de 1714, les whigs se tinrent prêts à se soulever dès que la Reine aurait rendu le dernier soupir, et invitèrent Marlborough à revenir de Flandre pour se mettre à leur tête, dans l'espoir que son nom rallierait l'armée à leur cause. Bolingbroke, de son côté, pour fortifier le parti tory, nommait le duc d'Ormond, connu par ses sympathies pour la cause du Prétendant, gouverneur des Cinq Ports, district où tout prétendant à la couronne devait débarquer, et confia l'Écosse au comte de Mar, jacobite. Mais les événements déjouèrent tous ces projets. Le 30 juillet 1714, Anne fut soudainement frappée d'une attaque d'apoplexie. Le conseil privé s'assembla dès que les ducs d'Argyle et de Somerset eurent appris la nouvelle ; ils entrèrent à l'improviste au conseil et y prirent place. Ils étaient secrètement d'accord avec le duc de Shrewsbury, président du conseil dans le ministère tory, mais rival de Bolingbroke et partisan de la maison de Hanovre. Cet acte fut décisif. Les droits de la maison de Hanovre furent reconnus sans résistance. Shrewsbury fut désigné par le conseil, et accepté par la Reine mourante comme lord trésorier. Bolingbroke resta secrétaire d'État, mais se trouva impuissant et relégué au second plan. Pendant que le conseil prenait toutes les mesures de prudence nécessaires, on fit appeler quatre régiments dans la capitale, pour parer à une guerre civile éventuelle. Les jacobites, pris au dépourvu, renoncèrent à la lutte, et, à la mort d'Anne, l'électeur George de Hanovre, devenu héritier du trône par la mort de sa mère, fut proclamé roi d'Angleterre sans la moindre opposition (10 août 1714).

CHAPITRE X

WALPOLE[1].

(1712-1742)

L'avénement de George Ier marque un changement dans la position de l'Angleterre au milieu des États européens. Depuis le temps des Plantagenets, elle avait eu une vie presque constamment séparée de celle du continent. Mais la révolution l'avait forcée d'entrer dans la grande alliance des peuples européens ; quelque peu honorables qu'eussent été certains incidents de la lutte, la paix d'Utrecht avait montré en elle le principal obstacle à l'ambition de la maison de Bourbon. Non-seulement la Révolution avait mis l'Angleterre au rang des grandes puissances européennes, mais elle lui avait assigné une place à part parmi elles. L'alliance et la guerre avaient eu pour résultat d'établir ce qu'on appelle l'équilibre européen, équilibre qui reposait moins sur l'égalité réelle des forces que sur un compromis arraché à l'épuisement de tous les belligérants ; mais une fois reconnu et établi, cet équilibre pouvait, on l'espérait du moins, devenir un principe applicable à toutes les situations politiques. L'Angleterre devint le gardien spécial de cet équilibre, tel qu'il avait été défini par les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade. La politique anglaise a depuis lors toujours été fidèle aux principes appliqués avec une persévérance obstinée par les hommes d'État de l'époque des George. En luttant pour la paix et le respect des traités, même lorsqu'elle poursuivait son intérêt personnel, l'Angleterre a pris un pli qu'elle n'a jamais perdu. Malgré son tempérament national, batailleur et impérieux, elle n'a jamais

[1] Sources : Consulter la *Vie de sir Robert Walpole,* par Coxe ; les *Mémoires* d'Horace Walpole *sur le règne de George II,* et les amusants *Mémoires* de lord Harvey depuis l'avénement de George II jusqu'à la mort de la reine Caroline ; les brochures politiques, telles que : la *Lettre à sir William Wyndham,* et le *Roi patriote,* de Bolingbroke, ainsi que sa *Correspondance ;* les pamphlets de Swift, et le *Journal à Stella.* Les *Lettres d'Horace Walpole à sir Horace Mann* donnent une relation minutieuse de la chute de son père. On trouve dans lord Stanhope, *History of England from the peace of Utrecht,* un sobre et judicieux récit de toute cette période. On peut y ajouter la *History of England in the XVIIIth Century,* de M. Lecky.

complétement oublié que son rôle dans le monde est d'assurer la paix à elle-même et aux nations qui l'entourent, et que la meilleure garantie de paix réside dans le respect des engagements internationaux et de la sainteté des traités.

L'Angleterre et la maison de Hanovre.— L'avénement de George I[er] eut en Angleterre des résultats politiques très-importants. La couronne avait regagné, grâce à la reine Anne, l'ancien prestige qu'elle avait perdu par l'impopularité de Guillaume III. Sous les deux premiers souverains de la maison de Hanovre, le rôle de la couronne resta complétement passif. C'étaient des étrangers envers lesquels la fidélité, au sens propre, était impossible, et qui, de plus, paraissaient aussi nuls que des hommes peuvent l'être. Honnêtes et loyaux tous deux, ils acceptèrent franchement l'ennuyeuse fonction de rois constitutionnels, mais ni l'un ni l'autre n'avait aucune des qualités qui peuvent séduire la foule. Le premier George était une espèce d'huissier du palais, qui ne songeait qu'à thésauriser pour ses favorites et pour lui-même; le second George ressemblait à un sergent instructeur, et se croyait maître de son royaume parce qu'il répétait les leçons de sa femme, qui, elle-même, les avait apprises du ministre. Les mémoires spirituels de ce temps nous font bien connaître cette cour; mais comme personnages politiques, les deux George sont simplement absents de l'histoire d'Angleterre. Guillaume d'Orange n'avait pas seulement usé du droit de rejeter des lois votées par les deux Chambres, mais avait gardé dans ses mains la haute direction des affaires étrangères. Anne n'avait jamais abandonné, pas même en faveur de Marlborough, ses droits de chef de l'Église, et avait présidé jusqu'au dernier jour le conseil des ministres. Mais avec les George, on ne vit plus rien de semblable. Aucun souverain, depuis la mort d'Anne, ne prit part au conseil des ministres, ni ne refusa son assentiment à un acte du Parlement. En tant qu'électeur de Hanovre, le Roi s'occupait toujours des affaires continentales; mais cette politique personnelle suscitait une réprobation croissante, bien qu'elle n'affectât que fort peu la politique étrangère de ses conseillers anglais. En un mot, l'Angleterre était gouvernée non par le Roi, mais par les ministres whigs. Et les whigs n'avaient même à craindre aucune opposition sérieuse de leurs adversaires. « Les tories n'existent plus », écrivait Bolingbroke au lendemain de la mort de la Reine.

Dans la première Chambre réunie par le nouveau roi, les tories comptaient à peine cinquante membres, tandis qu'une division funeste brisait leur force dans le pays. Dans leur désespoir, les plus ardents se tournèrent vers le Prétendant. Lord Oxford fut mis en accusation et conduit à la Tour. Bolingbroke et le duc d'Ormond s'enfuirent d'Angleterre pour se mettre au service du fils de Jacques II. En Angleterre, sir William

Wyndham les appuyait en formant un parti jacobite avec les ruines du parti tory. Cette création d'un parti jacobite n'avait guère d'utilité pour le Prétendant, et porta un coup fatal aux tories. L'Angleterre était toujours hostile au retour des Stuarts, et la crainte des complots jacobites non-seulement aliéna aux tories les classes commerçantes, effrayées à la pensée que les jacobites en répudiant la dette publique tueraient le crédit de l'État, mais glaça le zèle des pasteurs et des nobles campagnards. En même temps, le nouveau roi prenait tout le parti tory en méfiance. Tandis que la couronne se tournait ainsi vers les whigs, l'Église, jusqu'alors la pierre angulaire du parti tory, perdait tout crédit politique, et n'était plus un adversaire redoutable. Pendant plus de trente ans, les whigs gouvernèrent l'Angleterre.

La durée de leur influence était due en grande partie à leur excellente organisation comme parti politique. Tandis que leurs adversaires étaient divisés par des différences de principes et privés de chefs vraiment capables, les wighs soutenaient tous les principes de la Révolution, et fournissaient des hommes de talent qui savaient les mettre à exécution. Ils se soumettaient avec une admirable discipline à la direction d'un groupe de grands propriétaires fonciers : les Bentinck et les Manners, les Campbell et les Cavendish, les Fitz-Roy et les Lennox, les Russell et les Grenville, familles auxquelles la résistance aux Stuarts, la part prise à la révolution et l'énergie déployée pour faire monter la famille de Hanovre sur le trône, leur donnaient le droit d'exercer le pouvoir. Ils durent néanmoins ce pouvoir avant tout à l'activité dévorante avec laquelle ils travaillèrent à prendre et à conserver leur ascendant sur la Chambre des communes. L'appui des classes commerçantes et des grandes villes leur fut assuré par le soin qu'ils prirent d'assurer le crédit public, et par une attention toute particulière que chaque ministère whig donna aux questions industrielles et financières. Ils se concilièrent les fermiers et les propriétaires par leur politique pacifique et par la réduction de l'impôt foncier; la représentation même des comtés fut quelque temps entre leurs mains, tant que les sympathies jacobites des squires écartèrent la majorité d'entre eux des affaires publiques. Parmi les représentants des comtés qui formaient la partie la moins nombreuse, mais la plus influente de la Chambre basse, les neuf dixièmes furent longtemps des parents ou des clients des familles whigs. Ils ne négligeaient pas non plus des moyens moins nobles de s'assurer la majorité. La fortune des maisons whigs était prodiguée à payer les petites corporations corrompues à qui appartenait la plus grande partie de la représentation des bourgs. Elle l'était avec moins de scrupule encore à acheter les voix au Parlement. La corruption politique était plus ancienne que Walpole et le ministère whig, car elle avait commencé sous la restauration.

Le changement fut radical. La Chambre des communes fut maîtresse

de l'État; indépendante vis-à-vis de la couronne, elle était responsable, bien que d'une manière imparfaite, vis-à-vis du peuple. Ce n'était qu'au moment des élections qu'un député sentait la pression de l'opinion publique. Le secret des débats parlementaires, qui avait été une sauvegarde nécessaire contre l'ingérence du pouvoir royal, devint une sauvegarde contre la surveillance des électeurs. Cette étrange alliance d'un immense pouvoir avec une absence complète de responsabilité eut des résultats inévitables sur la majorité des députés. Un vote avait trop de valeur pour être donné gratuitement. On vendit son appui pour des places, des pensions, de l'argent; mais, quelles que fussent les roueries des whigs et la solidité de leur organisation, c'est à leurs plus nobles qualités qu'ils durent leur longue domination. Ils continuèrent à être fidèles aux principes qui les avaient conduits au pouvoir, et leur administration ininterrompue changea ces principes en habitudes nationales. Avant que leur gouvernement ait pris fin, les Anglais avaient oublié qu'il fût possible de persécuter pour cause de religion, de supprimer la liberté de la presse, de corrompre la justice ou de gouverner sans Parlement.

Walpole. — La lutte de la Chambre des lords contre Harley à l'instigation de Marlborough, et la conclusion de la paix, marquent la fin de cette évolution constitutionnelle qui se préparait en silence depuis la restauration des Stuarts. La défaite des pairs et la chute de Marlborough, qui la suivit immédiatement, annoncèrent que le pouvoir politique était échu désormais à la Chambre des communes. Sunderland l'avait organisée de façon à lui permettre de diriger véritablement les affaires du pays, et l'essai malheureux de Marlborough pour rétablir l'ancien système ne fit que fortifier son autorité; depuis lors le ministère ne fut plus qu'un comité chargé d'exécuter la volonté de la majorité. On comprend toute l'importance de ce grand changement en voyant cette série de grands *commoners* qui devaient bientôt devenir les maîtres de l'Angleterre. L'influence de la tradition politique, de la richesse et de l'éducation administrative que leur position sociale leur assure, a, de tout temps, fait entrer au ministère des membres de la Chambre des lords, et un grand seigneur y a quelquefois figuré comme président du conseil. Mais on vit plus souvent encore des membres des Communes arriver à cette haute position, et l'on peut dire que depuis Harley tous les grands hommes d'État qui ont dirigé les destinées de l'Angleterre sont sortis de la Chambre basse. C'est grâce au génie de Robert Walpole que cette politique fut si nettement comprise, et poursuivie avec tant de persévérance. Né en 1676, il entra au Parlement deux ans avant la mort de Guillaume; ce n'était alors qu'un jeune propriétaire foncier du Norfolk, assez bien renté, ayant l'apparence et les goûts des gens de sa classe. Ses épaules carrées, sa figure vulgaire, mais réjouie, donnaient bien l'idée d'un gentilhomme campagnard comme

on en voit tant. Chez Walpole, le *squire* perçait toujours sous l'homme d'État. Très-peu instruit, il n'aimait « ni lire, ni écrire »; et s'il avait quelque goût pour les arts, ses trois passions dominantes furent la table, la bouteille et la chasse. Il était aussi bon cavalier que buveur intrépide. Dans les crises politiques les plus graves, la première lettre qu'il ouvrait était celle de son garde-chasse. Il y avait en effet quelque chose du chasseur de renard du Norfolk dans l'opiniâtreté enragée que Marlborough avait déjà notée comme le trait caractéristique de sa nature, dans l'extrême confiance en lui-même qui lui faisait dire : « Si je n'étais pas devenu premier ministre, je serais devenu archevêque de Canterbury », et dans le courage obstiné avec lequel il surmonta sa difficulté d'élocution et sut tenir tête, à lui seul, aux violentes attaques d'une véritable meute d'ennemis. La bonhomie naturelle, qui s'alliait si bien à ses autres qualités, devint pour lui une véritable force politique. Aucun homme n'a été attaqué avec plus de fureur que lui par les orateurs et les écrivains de son temps; mais il ne voulut jamais bâillonner la presse, et, bien qu'il eût pu faire tomber la tête de la plupart de ses adversaires compromis dans des intrigues avec le Prétendant, il n'usa jamais de son pouvoir. Son origine provinciale se révélait surtout dans son tour d'esprit à la fois sagace, honnête et étroit. Il était foncièrement droit, et fidèle jusqu'au bout à ses convictions. « Robin et moi », disait de lui plus tard le jacobite Shippen, en le comparant à ses adversaires, « nous sommes tous deux d'honnêtes gens; il est pour le roi George, moi pour le roi Jacques; mais ces gens à cravates longues ne pensent qu'à chercher des places, que ce soit sous le roi George ou le roi Jacques. » Il comprit l'importance des résultats acquis par la révolution, et il mit en pratique les principes de la révolution avec une rare persévérance pendant les longues années que dura sa domination absolue. Mais son gros bon sens sceptique témoignait de l'éloignement pour tout ce qui est sentiment et poésie. Les appels faits aux motifs d'action « les plus purs et les plus élevés » lui semblaient des élans d'écoliers, et lorsque de jeunes députés parlaient de vertu civique et de patriotisme, il répondait d'un air bonhomme : « Vous allez bientôt laisser tout cela et devenir plus sages. »

La révolte jacobite. — Personne ne pouvait prévoir tout d'abord le grand rôle réservé à Walpole. Bien que son ardeur à soutenir le parti whig lui eût attiré la haine violente des tories à la fin du règne d'Anne, et qu'on eût inventé une accusation de péculat pour l'expulser de la Chambre et l'enfermer à la Tour, Walpole était loin d'occuper, à l'avénement de George Ier, la position prépondérante à laquelle il devait rapidement s'élever. Le premier ministère hanovrien était tout entier composé de whigs, mais les chefs du parti et Marlborough lui-même en avaient été exclus. La direction des affaires avait été confiée au nouveau

secrétaire d'État, lord Townshend; il avait à côté de lui comme second secrétaire d'État le général Stanhope, qui fut élevé à la pairie. C'est la qualité de beau-frère de Townshend, plutôt que la confiance en ses talents, qui fit appeler successivement Walpole aux postes de payeur général de l'armée, de chancelier de l'Échiquier et de premier lord de la trésorerie, dans la nouvelle administration.

A peine établi, le nouveau ministère eut à combattre une tentative désespérée du Prétendant pour s'emparer du trône. Il n'avait aucune véritable chance de succès, car les jacobites militants étaient peu nombreux en Angleterre, et les tories étaient dispersés et découragés par la chute de leurs chefs. La mort de Louis XIV avait enlevé tout espoir d'une aide venue de France; le concours attendu de Suède fut un leurre; mais, malgré les avertissements de Bolingbroke, Jacques résolut d'agir seul; et sans en informer son nouveau ministre, il ordonna au comte de Mar de soulever les provinces du Nord en sa faveur. Pour les Écossais, le triomphe des whigs, c'était l'affermissement de l'autorité de la maison d'Argyle, et les clans des Hautes Terres, rivaux des Campbell, étaient aussi désireux de les combattre sous les ordres de Mar, qu'autrefois sous Dundee et Montrose. Malheureusement le comte de Mar ne ressemblait en rien à ces chefs fameux. Six mille highlanders le rejoignirent à Perth; mais sa lâcheté et son peu d'esprit de conduite paralysèrent son armée, ce qui permit à Argyle de rassembler ses troupes et de marcher contre lui. Après l'engagement indécis de Sheriffmuir, le Prétendant, qui était arrivé trop tard sur le lieu du combat, se montra plus indolent et plus incapable encore que le comte de Mar lui-même; à la fin de 1715, la nouvelle de l'arrivée des troupes anglaises obligea le prince à passer sur le continent, et les clans se dispersèrent dans les montagnes.

En Angleterre, le danger passa comme un rêve. A l'avénement de George, il y avait eu quelques émeutes; mais le bruit d'une insurrection dans les Highlands et d'une invasion française rallia tories et whigs autour du trône; l'armée se déclara chaleureusement pour le nouveau roi. La suspension de l'*habeas corpus* et l'arrestation du chef des jacobites, sir William Wyndham, les terrifièrent. Pas un homme ne bougea dans l'Ouest quand Ormond apparut sur la côte de Devonshire et fit un appel aux armes. Oxford seul, où l'Université était un foyer de jacobitisme, montra quelques velléités d'insubordination, et un petit nombre de gentilshommes campagnards du Northumberland se soulevèrent sous la conduite de lord Derwentwater et de M. Forster. L'arrivée de deux mille highlanders, envoyés par le comte de Mar, les poussa à marcher sur le Lincolnshire, où les catholiques se trouvaient le plus nombreux; mais, enfermés bientôt à Preston, ils furent contraints de capituler.

Le ministère profita du triomphe des whigs pour accorder aux non-conformistes le rappel de la *loi contre les schismatiques* et de celle de la *conformité*

occasionnelle, et pour tenter une importante modification constitutionnelle. Sous le règne de Guillaume, la durée du Parlement avait été fixée à trois ans par un bill spécial; maintenant que la Chambre des communes était le principal pouvoir dans l'État, un changement était devenu nécessaire; pour maintenir les whigs au pouvoir, on vota le bill septennal, qui donnait au Parlement une durée de sept ans. L'insurrection jacobite amena un changement encore plus important dans la politique extérieure de l'Angleterre. Au moment où, par suite du débarquement de Jacques en Écosse, George désirait ardemment séparer entièrement la France de la cause des Stuarts, la situation générale de l'Europe poussait à la conclusion d'une paix entre la France, l'Angleterre et la Hollande.

Les whigs et l'Europe. — Depuis la mort de Louis XIV (1715), la France avait été gouvernée par le duc d'Orléans, régent du royaume pendant la minorité du jeune Louis XV. Le duc était le plus proche héritier du trône, si Philippe d'Espagne restait fidèle à sa renonciation à la couronne de France, renouvelée par le traité d'Utrecht. Mais on savait que Philippe n'avait pas l'intention de s'y conformer, et le rêve de tous les Espagnols était de reprendre tout ce que l'Espagne avait jadis possédé. Une pareille tentative eût été un défi lancé à toute l'Europe, car la Savoie avait acquis la Sicile, l'Autriche possédait les Pays-Bas, Naples et le Milanais; la Hollande regardait les places de la Barrière comme nécessaires à sa sécurité, et l'Angleterre ne voulait pas renoncer au commerce d'Amérique. Le cardinal Alberoni, premier ministre de Philippe V, eut l'audace de tenter une si périlleuse entreprise. Tandis que le Roi intriguait contre le régent en France, Alberoni promettait de soutenir la cause jacobite afin d'empêcher l'Angleterre d'entraver ses desseins.

Il essaya d'abord de recouvrer les provinces que Philippe avait perdues en Italie, et fit pour cela des préparatifs de guerre plus formidables que ceux que l'Espagne avait vus depuis plus d'un siècle. En 1717, il était maître de la Sardaigne. L'Angleterre et la France se rapprochèrent immédiatement, et conclurent une alliance (1717) qui assurait en Angleterre la succession de la maison de Hanovre, et en France celle de la maison d'Orléans, dans le cas où le jeune roi Louis XV viendrait à mourir sans postérité. La Hollande se joignit, quoique à contre-cœur, aux deux pays alliés. Quand en été 1718 les forces espagnoles débarquèrent en Sicile et s'emparèrent de l'île, l'apparition d'une escadre anglaise dans le détroit de Messine fut suivie d'un engagement où la flotte espagnole fut détruite presque tout entière. Alberoni, pour venger cette défaite, équipa une armée que devait commander le duc d'Ormond, pour soulever de nouveau les jacobites en Écosse; mais sa flotte fit naufrage dans le golfe de Biscaye, et l'accession de l'Autriche et de la Savoie à la Triple Alliance laissa l'Espagne isolée contre l'Europe presque entière.

Les troupes françaises, qui envahirent le nord de l'Espagne, contraignirent Philippe V à renvoyer son ministre et à renoncer à la Sardaigne et à la Sicile. La Sicile échut à l'Empereur, et le duc de Savoie fut compensé de cette perte par l'acquisition de la Sardaigne, qui lui valut le titre de roi. L'œuvre du traité d'Utrecht fut complétée par la renonciation de l'Empereur à toute prétention sur l'Espagne, tandis que Philippe renonçait de son côté au Milanais et aux Deux-Siciles.

Le ministère Stanhope. — La lutte qui venait de finir avait montré les difficultés que créait pour l'Angleterre la double position de son souverain. Au fond de son cœur, George s'intéressait plus à son électorat qu'à son royaume. Il était menacé en Allemagne par la Suède, irritée de ce que le roi de Danemark, après avoir profité de l'absence de Charles XII, alors en Turquie, pour s'emparer de Brême et de Verden, les avait cédés au Hanovre. L'envoi d'une flotte dans la Baltique pour tenir la Suède en respect associe la politique anglaise à celle du Hanovre; Charles répondit à cet acte en s'alliant avec Alberoni et avec le tzar Pierre le Grand pour rétablir les Stuarts. Heureusement pour la nouvelle dynastie, sa mort devant Frederickshall mit fin à tous ses projets; mais la menace de son intervention avait amené la dislocation du ministère anglais. Les ministres avaient consenti à prendre le parti du Hanovre contre la Suède, parce que la possession de Brême et de Verden, très-utile au Hanovre à qui elle ouvrait un débouché sur la mer du Nord, était aussi de la plus haute importance pour l'Angleterre, en mettant entre des mains amies les embouchures de l'Elbe et du Weser, c'est-à-dire les principales voies du commerce anglais en Allemagne. Mais ils avaient refusé de faire un pas de plus. Le mécontentement du Roi fut secondé par des intrigues intestines dans le ministère, et, en 1617, Townshend et Walpole avaient dû résigner leurs portefeuilles. Les lords Sunderland et Stanhope conservèrent la direction du nouveau ministère, et leur premier acte eut pour but de maintenir la suprématie des whigs par une modification constitutionnelle.

L'influence qu'avait donnée à Harley la nomination de douze pairs, créés pour obtenir la ratification du traité d'Utrecht, avait montré que la couronne possédait les moyens de changer la majorité dans la Chambre des lords. Le ministère présenta, en 1720, un bill dont la paternité fut attribuée à lord Sunderland, et qui prétendait assurer la liberté de la Chambre haute en limitant les pouvoirs de la couronne, en ce qui concernait les créations de pairies. Le nombre des pairies aurait été déclaré immuable, et l'on n'aurait pu à l'avenir en créer de nouvelles que lorsqu'il se serait produit une vacance. On donnait à l'Écosse vingt-cinq pairies héréditaires au lieu de seize. Ce bill fut énergiquement combattu par Walpole. Cette loi aurait en réalité rendu le gouvernement impossible, puisque le système représentatif fait de la Chambre des

communes et du ministère, qui en est l'organe, les rouages essentiels de la machine gouvernementale. Ce n'est que par la prérogative de la couronne, exercée d'après les avis d'un ministère responsable, que les pairs peuvent être forcés à se soumettre à la volonté de la Chambre basse en cas de désaccord avec elle ; la proposition de Sunderland aurait amené le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dans une impasse. C'est l'opposition de Walpole qui fit rejeter le Bill de la Pairie, et son succès força ses rivaux à le faire rentrer dans le ministère ainsi que Townshend, il est vrai, dans des postes subordonnés.

La rentrée de Walpole aux affaires permit bientôt de distribuer les rôles d'une manière plus juste. Le développement subit du commerce anglais avait développé une fièvre de spéculation. Les richesses inconnues de l'Amérique espagnole avaient toujours agi comme un charme sur les imaginations anglaises depuis le temps des boucaniers ; Harley avait protégé une *Compagnie des mers du Sud,* qui affirmait qu'on arriverait à réduire la dette publique si on lui accordait le monopole du commerce avec les Espagnols. L'Espagne, toujours jalouse, ne voulait accorder aucune facilité au commerce étranger. Le traité d'Utrecht ne donna à l'Angleterre que le droit de prendre part à la traite des nègres et d'envoyer sur les côtes de l'Amérique du Sud un seul navire à la fois ; malgré cela, la Compagnie revint à la charge, offrant, en échange de nouveaux priviléges, de payer la dette publique qui représentait un intérêt annuel d'environ un million de livres (vingt-cinq millions de francs). Walpole avertit vainement le ministère et le pays de se défier de ce rêve extravagant. Ils perdirent la tête; l'année 1720 vit crouler compagnie sur compagnie, jusqu'à ce qu'une réaction inévitable eût amené une ruine universelle.

Cet effondrement conduisit Stanhope au tombeau. Plusieurs de ses collègues avaient reçu des gratifications de la *Compagnie de la mer du Sud* pour favoriser ses fraudes; Craggs, secrétaire d'État, mourut d'effroi pendant l'enquête, et le chancelier de l'Échiquier Aislabie fut envoyé à la Tour ; c'est au milieu de ce désastre que Walpole remonta au pouvoir. En 1721, il devint premier lord de la trésorerie, et Townshend reprit son poste de secrétaire d'État; mais leurs situations respectives étaient interverties. Townshend avait été le chef de la précédente administration. Maintenant Walpole était bien décidé, pour se servir de ses propres paroles bien caractéristiques, « à ce que la raison sociale fût Walpole et Townshend, et non plus Townshend et Walpole ».

Politique pacifique de Walpole. — Si aucun ministre n'a été plus maltraité par les poëtes et les historiens, il en est peu dont les mérites aient été plus appréciés par les vrais hommes d'État. Au point de vue politique, le temps pendant lequel il gouverna fut un temps d'immobilité

incroyable. Cette longue administration n'a pour ainsi dire pas d'histoire. Toute activité politique et législative cessa brusquement dès son entrée au ministère. Les années se passaient sans amener aucun changement ; au bout de trois ans, il n'y avait plus qu'un seul parti à la Chambre des communes. Les tories se trouvaient tellement réduits, que pendant quelque temps c'est à peine s'ils venaient aux séances ; la perte qu'ils firent en 1722 d'Atterbury, évêque de Rochester, convaincu de correspondance avec le Prétendant, révoqué et banni par un décret du Parlement, priva le parti jacobite du dernier chef qui lui restait. Malgré son caractère pacifique, la politique anglaise sous Walpole ne manqua cependant ni de grandeur, ni de dignité. Il réconcilia le pays tout entier avec les conquêtes de la Révolution. Son indifférence politique était d'accord avec le tempérament du pays. Toute l'énergie de la classe marchande était absorbée par la rapidité et l'extension du commerce et du développement de la richesse. Les marchands et les boutiquiers ne demandaient pas mieux que de laisser les affaires publiques dans les mains du gouvernement, pourvu qu'il administrât avec équité et modération. Tout ce qu'ils demandaient était qu'on les laissât jouir de leur liberté et développer leurs industries. Walpole le leur permit. Le progrès fut désormais économique plutôt que politique ; mais ce progrès économique dépassa tout ce qu'on avait jamais vu.

Il était beau, d'ailleurs, de donner le repos à l'Angleterre et la paix à l'Europe. Walpole ouvre la série des ministres anglais amis de la paix ; nul ne réussit comme lui : « Rien de plus funeste à l'Angleterre, dit-il, que l'état de guerre ; nous ne pouvons qu'y perdre tant qu'elle dure, et lorsqu'elle prend fin, nous ne pouvons guère y gagner. »

L'honneur national et l'influence anglaise, du reste, ne périclitèrent point entre ses mains ; car, grâce à sa fermeté politique et à son talent de diplomate, il remporta des avantages que des victoires ne lui eussent peut-être pas donnés. C'est la gloire de Walpole d'avoir conservé à l'Angleterre les bienfaits de la paix, en dépit de la complication des questions internationales et de la pression exercée par la cour et l'opposition. Un grand danger menaçait l'Europe : l'empereur Charles VI n'avait pas de fils ; il publia une *Pragmatique sanction* par laquelle il laissait ses États héréditaires, l'Autriche, la Hongrie et la Bohême, à sa fille Marie-Thérèse ; mais aucune des puissances européennes n'avait consenti à garantir la Pragmatique. L'Espagne, toujours désireuse de recouvrer ses anciennes possessions et son monopole commercial avec les colonies d'Amérique, vit là une occasion de détacher l'Empereur de la Quadruple Alliance, qui la laissait isolée en Europe. Elle promit de soutenir la Pragmatique si Charles s'engageait à l'aider à reconquérir Gibraltar et Minorque sur l'Angleterre et à assurer à un prince espagnol l'héritage de Parme, de Plaisance et de la Toscane. Elle accordait les plus grands avantages

commerciaux dans ses possessions d'Amérique à une Compagnie commerciale que l'Empereur avait établie à Ostende, au mépris des traités de Westphalie et des remontrances de l'Angleterre et de la Hollande. Cette faveur révéla l'alliance de l'Espagne et de l'Autriche, et la Russie menaçait de se joindre à elles. Walpole et Townshend prévinrent ce danger par un traité défensif conclu entre la France, l'Angleterre et la Russie (1725). Mais la Prusse s'étant retirée de l'alliance, l'Empereur et l'Espagne reprirent courage, et, en 1727, Philippe commença le siége de Gibraltar, pendant que Charles menaçait la Hollande. La modération de Walpole empêcha seule une guerre européenne d'éclater. Tandis qu'il envoyait les flottes anglaises dans la Baltique, en Amérique et sur les côtes d'Espagne, il réussissait par sa diplomatie à empêcher l'Empereur de bouger, et l'Espagne fut obligée de signer en 1729 le traité de Séville, qui assurait à un prince espagnol l'héritage de Parme et de la Toscane. Pour calmer le mécontentement de Charles, l'Angleterre consentit, en 1731, à garantir la Pragmatique sanction.

Walpole financier. — Si Walpole est remarquable par sa politique de paix, il fut aussi un grand financier. Il ne pouvait pas deviner jusqu'à quel degré les hommes d'État contemporains devaient porter la puissance financière de l'Angleterre, mais il eut le bon sens d'être le premier à comprendre que le seul devoir d'un ministre sage, dans un temps de rapide progrès industriel et économique, est de pratiquer la doctrine de « laisser faire, laisser passer ». Dès le début de son ministère il déclarait dans un discours du trône « que rien ne serait plus favorable à l'extension du commerce que d'offrir autant de facilités que possible à l'exportation des produits manufacturés et à l'importation des matières premières qui servent à leur fabrication ». Aussi son premier acte financier fut-il de supprimer les droits que l'on percevait sur plus d'une centaine d'articles d'exportation et sur près de quarante articles d'importation. En 1730, il montra le même esprit libéral en rompant avec le préjugé qui obligeait les colonies à ne faire d'échange qu'avec la mère patrie; il permettait à la Géorgie et aux Carolines de transporter leur riz dans n'importe quelle partie de l'Europe. Il en résulta que le riz d'Amérique chassa bientôt les riz d'Italie et d'Égypte. La loi sur les impôts indirects, malgré toutes ses imperfections, est la première ordonnance où un ministre anglais ait montré quelque intelligence des vrais principes de taxation.

La sagesse de Walpole fut récompensée par un rapide développement de la prospérité publique. Les exportations, qui étaient de six millions de livres (150 millions de fr.) au commencement du siècle, atteignirent le double cinquante ans plus tard. L'extension du commerce colonial enrichissait l'Angleterre. La population de l'Angleterre s'était subitement

accrue; celle de Manchester et de Birmingham, devenues villes manufacturières, avait doublé en trente ans. Bristol, le principal centre du commerce avec les Indes occidentales, vit sa prospérité grandir rapidement. Liverpool, qui n'était jusqu'alors qu'une petite ville de province et qui devait sa naissance au nouveau commerce avec l'Amérique, devint le troisième port du royaume. La valeur des terrains et les revenus de tous les propriétaires fonciers tripla, dès que la paix et la sécurité furent assurées. Le développement du pays n'empêcha pas Walpole de se montrer très-économe des deniers publics, de réduire progressivement la dette et de diminuer les droits du fisc. Avant la mort de George I[er], les charges publiques se trouvèrent réduites de vingt millions.

Walpole et le Parlement. — En 1727, à l'avénement de son fils, George II, on crut qu'on allait assister à la chute de Walpole, car le nouveau roi détestait le ministre de son père presque autant qu'il détestait son père lui-même. Quelle que fût cette haine, George II était entièrement gouverné par sa femme, l'habile Caroline d'Anspach. Celle-ci avait décidé qu'il n'y aurait aucun changement dans le ministère ; aussi, pendant les années qui suivirent, Walpole jouit-il d'une puissance sans égale. Il avait acquis sur George II une influence aussi grande que celle qu'il avait exercée sur son père. La Chambre des communes lui obéissait docilement. Le pays était calme et prospère. Les préjugés des gentilshommes campagnards contre Walpole étaient peu à peu ébranlés par ses efforts pour réduire l'impôt foncier. L'Église était en paix. Les jacobites n'osaient rien tenter. Quelques mesures commerciales et quelques réformes sociales faisaient tranquillement leur chemin dans les deux Chambres. Une enquête sur l'état des prisons montra cependant que le sentiment des besoins sociaux n'était pas complétement éteint. Un bill important décida que désormais tous les actes de procédure seraient rédigés en langue anglaise.

Une seule fois, Walpole souleva un orage en essayant une réforme d'une grande portée. Aucune taxe n'avait été aussi impopulaire dès l'origine que l'*excise* (impôts indirects). Elle était due à Pym et au Long Parlement, qui avaient établi des droits sur la bière, le cidre et le poiré, produisant à la Restauration un revenu annuel de plus de six cent mille livres (15 millions de fr.). La guerre avec la France entraîna l'établissement de nouveaux impôts sur le malt, des droits additionnels sur les spiritueux, le vin, le tabac et autres articles. La fortune publique s'était tellement accrue que l'excise s'élevait à près de deux millions et demi de livres par an à la mort de George I[er]. Mais elle resta toujours odieuse à la nation, et des philosophes comme Locke soutenaient que tout le revenu public ne devait provenir que des contributions foncières directes. D'un autre côté, Walpole vit dans l'augmentation des impôts indirects le moyen de rattacher la petite noblesse à la nouvelle dynastie, en suppri-

mant complétement l'impôt foncier. La contrebande et les fraudes diminuaient les revenus de sommes immenses; les pertes sur le tabac seul s'élevaient à près d'un tiers de ce qui était dû. L'*excise,* bill de 1733, chercha à remédier au mal en établissant des entrepôts officiels et en percevant les droits sur les marchands de l'intérieur sous forme d'excise (impôts indirects), et non de droits de douane. Cette première mesure aurait fait de Londres un port franc et accru du double le commerce anglais; la seconde aurait tellement accru le revenu de l'État, sans dommage pour personne, que les impôts fonciers seraient devenus inutiles. Pour le thé et le café seuls, cette modification apportée au mode de perception eût rapporté au moins cent mille livres de plus par an. Les choses nécessaires à la vie et les matières brutes pour la fabrication devaient être, suivant Walpole, libres de tous droits. Ce projet a été appliqué plus tard, mais, en 1733, le ministre était en avance sur son temps. Une agitation d'une violence inouïe se manifesta de tous côtés; malgré la Reine, qui voulait qu'on eût raison de la résistance par la force, Walpole retira le projet de loi. « Je ne suis pas un ministre capable de faire couler le sang pour imposer des taxes », dit-il avec une noble fermeté d'âme.

Cette explosion de préjugés populaires était due à la violence de la faction dite des *patriotes.* L'absence d'opposition sérieuse et de passion capable d'enthousiasmer un parti amène facilement la formation de coteries; la faiblesse des tories combinée avec la torpeur politique créa parmi les whigs l'esprit de coterie. Walpole était aussi jaloux du pouvoir; il éliminait successivement du ministère tous les collègues qui pouvaient lui porter ombrage, et ils devinrent les chefs d'un parti qui n'avait pas d'autre but que de renverser Walpole. L'amour du pouvoir était la seule passion qui l'emportait en lui sur son robuste bon sens. Townshend fut exclu du ministère en 1730, lord Chesterfield en 1733; et après avoir été entouré au début d'hommes de premier ordre, Walpole, après vingt ans de suprématie, n'avait plus dans son cabinet qu'un seul homme de mérite, le chancelier lord Hardwick. A la seule exception de Townshend, les collègues renvoyés par lui se jetèrent dans l'opposition la plus factieuse et la plus dépourvue de principes qui ait jamais déshonoré la politique anglaise. Les *patriotes,* comme ils s'appelaient, reconnaissaient pour chef Pulteney. Ils furent renforcés par une bande de jeunes whigs, « les gamins » (*the boys*), comme les appelait Walpole, dont l'ardeur était révoltée par l'inertie et le cynisme de sa politique; leur chef et leur orateur était un jeune cornette, William Pitt. Ils ne tardèrent pas à s'unir aux débris du parti tory qui s'occupait de politique et que dirigeait un homme habile, Bolingbroke, autorisé par Walpole à rentrer en Angleterre, mais à qui il refusa de rendre son siége à la Chambre des lords; la défaite de Walpole ne suffit pas à ébranler son pouvoir, et Bolingbroke, découragé de l'inutilité de ses efforts, retourna en France.

La guerre contre l'Espagne. — Au dehors se montraient de nouveaux périls. En 1733, la paix de l'Europe fut troublée par l'élection au trône de Pologne. L'Autriche et la France étaient mêlées à la querelle, et l'Angleterre, toujours jalouse de ce que pouvait faire la France, sentait se réveiller ses instincts belliqueux. Le Roi se montrait impatient de combattre, et les sympathies allemandes de Caroline la portaient également a prendre part à la querelle; mais Walpole resta inébranlable dans sa résolution de garder la neutralité. « Il y a eu cinquante mille hommes de tués en Europe cette année », disait-il pendant la guerre avec un légitime orgueil, « et pas un Anglais. » L'intervention de l'Angleterre et de la Hollande réussit, en 1736, à rétablir la paix; mais l'Angleterre vit avec amertume cette paix achetée par des avantages pour les deux branches de la maison de Bourbon. Une nouvelle monarchie fut créée pour un Bourbon aux dépens de l'Autriche, qui dut céder à un prince espagnol les Deux-Siciles, en échange de ses droits de succession sur Parme et la Toscane. D'un autre côté, la Lorraine était définitivement abandonnée à la France.

L'hostilité passagère provoquée par des questions de succession entre Philippe V et la maison d'Orléans s'était évanouie à la naissance des enfants de Louis XV, et les cours de la famille de Bourbon se trouvaient de nouveau unies par des sympathies de famille. Un pacte de famille avait été conclu en secret entre la France et l'Espagne dès 1733, dans le but de détruire la suprématie maritime de l'Angleterre. L'Espagne s'était engagée à lui enlever peu à peu tous ses priviléges commerciaux en Amérique et à les accorder à la France; et celle-ci, en retour, avait promis de soutenir l'Espagne sur mer et de l'aider à reprendre Gibraltar. La prudence dont Walpole avait fait preuve, en se tenant tout à fait à l'écart de la guerre de Pologne, avait rendu le pacte inutile à cette époque; mais les cours de France et d'Espagne n'avaient pas renoncé à le mettre à exécution un jour ou l'autre. Tous les efforts de la France, depuis la paix, tendaient à armer une flotte, tandis que l'Espagne cherchait à entraver de plus en plus le commerce anglais avec les colonies d'Amérique.

Le commerce des Anglais avec l'Amérique espagnole n'était fondé, il est vrai, sur aucun droit légal, mais il s'était rapidement développé, grâce à la connivence des fonctionnaires espagnols, pendant la longue alliance de l'Angleterre et de l'Espagne contre la France, et il avait été formellement autorisé par le traité d'Utrecht. Il était soumis, il est vrai, à des restrictions puériles; mais on y échappait par un système de fraudes qui réduisait à néant le monopole espagnol. Les efforts de Philippe V pour restreindre le commerce des Anglais à la traite des nègres et à l'usage d'un seul navire, selon les clauses du traité d'Utrecht, amenèrent des collisions qui rendaient difficile le maintien de la paix. Le mécontentement des classes commerçantes se changea en fureur lorsque,

en 1738, un capitaine de marine marchande, nommé Jenkins, raconta à la barre de la Chambre des communes les tortures qu'il avait endurées de la part des Espagnols, et montra une oreille qu'il prétendait lui avoir été coupée par eux, avec des paroles outrageantes pour George II. En vain, Walpole fit tout ce qui était en son pouvoir pour rester impartial dans la querelle et résista de toutes ses forces à une guerre qu'il jugeait injuste et impolitique. La mort de l'Empereur était imminente; il était très-important pour l'Angleterre d'avoir les mains libres pour pouvoir défendre l'équilibre européen. Tous ses efforts furent inutiles. Les négociations furent entravées par l'exaspération des Anglais et l'orgueil des Espagnols. En Angleterre, on l'accablait d'injures et de calomnies. On le chansonnait dans les rues en l'appelant « le boule-dogue de l'Angleterre et le chien couchant de l'Espagne ».

La mort de la Reine, et surtout l'ardente et ouverte hostilité du prince de Galles, lui portèrent les coups les plus sensibles. Son autorité commençait à être discutée dans la Chambre des communes. Les tories revenaient peu à peu au Parlement. Le nombre et la violence des patriotes s'étaient accrus quand ils s'étaient vus protégés par le prince Frédéric. Le pays abandonnait petit à petit Walpole. Les classes marchandes ne voulaient plus le soutenir, maintenant qu'il s'agissait d'une guerre commerciale. Ce n'est que lorsqu'il se sentit absolument seul que Walpole céda et consentit à une guerre contre l'Espagne (1739).

Chute de Walpole. — « Ils peuvent sonner maintenant les cloches à toutes volées », disait-il avec amertume en entendant des carillons et en voyant des feux de joie saluer sa défaite; « on les verra bientôt se tordre les mains. » La clairvoyance lui donna raison. A peine l'amiral Vernon eut-il paru sur les côtes de l'Amérique du Sud, pris et bombardé Porto-Bello, que la France défendit aux Anglais de s'établir sur le continent de l'Amérique du Sud, et envoya deux escadres aux Indes occidentales. A la mort de Charles VI (octobre 1740), la guerre européenne que redoutait Walpole éclata tout à coup. La France vit dans cet événement une occasion d'achever l'œuvre poursuivie par ses rois depuis Henri II : le démembrement de l'Empire en petits États incapables de résister à l'ambition française. Tandis que le nouveau roi de Prusse, Frédéric II, réclamait la Silésie, l'électeur de Bavière réclamait les duchés autrichiens qui devaient passer, en vertu de la Pragmatique sanction, ainsi que les autres domaines héréditaires des Habsbourg, à la reine de Hongrie, Marie-Thérèse. La France, alliée à l'Espagne, qui visait à conquérir le Milanais, promit son aide à la Prusse et à la Bavière. La Suède et la Sardaigne s'allièrent aussi à la France. Dès l'été de 1741, deux armées françaises entrèrent en Allemagne, et l'électeur de Bavière parut devant les murs de Vienne sans avoir rencontré d'obstacles. Jamais la maison d'Autriche ne

s'était trouvée en un aussi grand péril; ses adversaires se proposaient déjà de partager ses dépouilles; la France réclamait les Pays-Bas; l'Espagne, le Milanais; la Bavière, la Bohême; Frédéric II, la Silésie. On ne laissait à Marie-Thérèse que la Hongrie et le duché d'Autriche. Walpole, quoique inébranlable dans sa fidélité à la cause de Marie-Thérèse, lui conseilla d'acheter l'aide de Frédéric contre la France et ses alliés en lui cédant la Silésie. Mais les patriotes l'excitèrent à la résistance en lui promettant l'appui de l'Angleterre. Le dernier espoir de Walpole de sauver l'Autriche était perdu, et Frédéric fut poussé à s'allier à la France. Mais la Reine ne se laissa pas aller au désespoir ; elle s'assura l'appui de la Hongrie en rétablissant ses droits constitutionnels, et les subsides de l'Angleterre lui permirent de se mettre à la tête d'une armée hongroise, de délivrer Vienne, d'envahir la Bavière et de repousser, au printemps de 1742, une attaque de Frédéric contre la Moravie.

L'Angleterre, il est vrai, prit une part très-faible et très-peu efficace à la lutte; l'amiral Vernon fut battu devant Carthagène, et Walpole fut accusé d'entraver les opérations et d'affamer les troupes. Il continua à repousser les accusations des patriotes avec une merveilleuse présence d'esprit; mais, dans le nouveau Parlement, sa majorité était tombée à seize voix, et sa position vis-à-vis de ses collègues se trouvait en conséquence très-ébranlée. L'insouciance joyeuse qui lui avait permis d'affronter tant d'orages l'abandonna enfin. « Tu sais, écrivait-il à son fils, que je m'endormais autrefois dès que je mettais ma tête sur l'oreiller; j'oubliais toujours à table tous mes soucis, et j'étais le plus gai et le plus insouciant de tous; maintenant, je reste assis une heure durant, silencieux et les yeux fixes. » Mais cela ne pouvait durer plus longtemps; la majorité étant tombée à trois voix, Walpole donna sa démission au commencement de 1742.

LIVRE X

L'ANGLETERRE MODERNE

CHAPITRE PREMIER

WILLIAM PITT[1].

(1742-1762)

L'Église et les George. — La chute de Walpole révéla dans le caractère de l'Angleterre un changement dont l'influence s'est fait sentir jusqu'à nos jours sur son histoire politique et sociale. On vit tout à coup surgir de nouvelles forces, de nouveaux besoins, de nouvelles ambitions qui s'étaient silencieusement développées. Le point de départ fut le réveil religieux qui commença dans les dernières années du ministère Walpole. La vie religieuse semblait plus endormie que jamais. Le progrès du libre examen, l'aversion que, depuis la guerre civile, on avait prise pour toute discussion théologique, les nouvelles voies intellectuelles et matérielles ouvertes à l'énergie humaine, avaient produit une indifférence générale pour toutes les grandes questions religieuses, pratiques ou spéculatives. L'Église, dont l'influence semblait prédominante à la fin de la

[1] Sources : Lord Stanhope, Horace Walpole et Lecky, comme pour le chapitre précédent. Nous trouvons des détails sur Wesley et le mouvement qu'il dirigea, dans la biographie de Southey et dans l'étude plus approfondie de M. Tyerman. Voyez aussi : *The English Church in the XVIII*th *Century,* par Abbey et Overton, et surtout la remarquable *History of the English Thought in the XVIII*th *Century,* par M. Leslie Stephens. Pour Pitt lui-même, nous avons sa propre correspondance, les *Anecdotes and Speeches of Chatham,* par Almon; sa vie, par Thackeray, et les deux essais que Macaulay lui a consacrés. Le Registre annuel (*Annual Register*) commence en 1758, et l'on en attribue la première partie à Burke. L'ouvrage de Carlyle sur Frédéric le Grand contient un récit pittoresque de la guerre de Sept ans et de la part qu'y prit l'Angleterre. Pour Clive, voyez la biographie de sir John Malcolm et l'essai bien connu de lord Macaulay. L'ouvrage du colonel Malleson : *History of the French in India,* est capital pour l'histoire de la rivalité des Français et des Anglais dans l'Inde, comme ceux de M. Parkmann pour l'histoire du Canada.

Révolution, avait perdu toute influence politique. Les évêques, tous choisis parmi le petit nombre des ecclésiastiques whigs, voyaient leurs efforts paralysés par les méfiances et souvent la haine de leur clergé, qui tout entier appartenait au parti tory, mais se gardait de toute intervention dans les affaires politiques. La prudence des hommes d'État whigs favorisait cette immobilité. Ils évitaient soigneusement tout ce qui aurait pu éveiller les forces endormies de la bigoterie et du fanatisme. Quand les dissidents demandèrent le rappel des lois sur le Test et les corporations, Walpole déclara qu'il craindrait d'exciter les passions religieuses en prenant une telle mesure; il se contenta de publier annuellement une amnistie pour toutes les infractions à ces lois. En même temps il interdisait les assemblées générales du clergé et le privait ainsi de son centre naturel d'agitation et d'opposition. Cette impuissance politique n'était pas compensée par le zèle religieux. La plupart des prélats n'étaient partisans des whigs qu'en vue de leur avancement. Ils affluaient aux réceptions ministérielles. Un évêque du pays de Galles avoua n'être allé visiter son diocèse qu'une seule fois et avoir sa résidence habituelle près des lacs de Westmoreland. La faculté de donner plusieurs bénéfices à un seul ecclésiastique encourageait le haut clergé à vivre dans le luxe et l'égoïsme sans s'inquiéter des paroissiens, tandis que la masse des prêtres végétaient dans l'indolence et la pauvreté, et ne jouissaient d'aucune considération. Un observateur malveillant, mais pénétrant, flétrit le clergé anglais, disant qu'il est le moins vivant de toute l'Europe, « le plus négligent dans son travail, le moins austère dans ses mœurs ». Il y avait aux deux extrémités de la société anglaise un esprit de révolte contre la religion et les églises. « Dans les hautes classes », dit Montesquieu pendant sa visite en Angleterre, « tout le monde rit quand on parle de religion. » La plupart des hommes d'État du temps étaient opposés à toute forme de christianisme et se faisaient remarquer par la grossièreté et l'immoralité de leur vie. Walpole ne diminuait en rien son crédit par ses propos obscènes et ses habitudes d'ivrognerie. Un autre premier ministre, le duc de Grafton, avait l'habitude de se montrer à la comédie avec sa maîtresse à ses côtés. La pureté des mœurs et la fidélité conjugale étaient raillées comme des choses passées de mode, et lord Chesterfield, dans ses lettres à son fils, lui enseigne l'art de la séduction comme faisant partie de toute bonne éducation. A l'autre extrémité de l'échelle sociale se trouvait la masse des pauvres. Leur brutalité et leur ignorance dépassaient toute idée, car, tandis que la population augmentait rapidement et venait s'agglomérer dans les villes et autour des manufactures, aucune mesure n'était prise afin de pourvoir à son éducation et à son développement moral. On n'avait créé aucune paroisse nouvelle. Point d'écoles, sauf les écoles de grammaire fondées par Édouard et Élisabeth, et quelques écoles ambulantes dans le pays de Galles, destinées à enseigner le catéchisme. Les

paysans, que l'abus des lois sur les pauvres réduisait rapidement à la mendicité, étaient abandonnés sans enseignement moral ou religieux d'aucune sorte. « Nous ne vîmes dans la paroisse de Cheddar », dit plus tard Hannah More, « qu'une seule Bible, et l'on s'en servait pour soutenir un pot de fleurs. » A l'intérieur des villes, tout allait plus mal encore. La police n'était pas organisée, et l'on voyait par moments la populace de Londres ou de Birmingham se soulever, brûler des maisons, ouvrir les prisons, piller et saccager en toute liberté. Les lois impitoyables que la société terrifiée leur opposa ne firent qu'augmenter le nombre et la hardiesse des criminels. Ces lois punissaient de mort l'homme qui coupait un cerisier ; on vit pendre en un même jour vingt jeunes voleurs en face de Newgate; en même temps, l'introduction du gin donnait une nouvelle impulsion à l'ivrognerie. Dans les rues de Londres, des échoppes de gin invitaient chaque passant à s'enivrer pour un penny ; pour deux pence, on était ivre mort.

Le réveil religieux. — En dépit de ces tristes réalités, le sentiment religieux n'était pas mort en Angleterre. Les classes moyennes avaient conservée intacte la piété des ancêtres, et ce fut dans leur sein que prit naissance le réveil religieux qui éclata à la fin du ministère Walpole et changea en quelques années le ton de toute la société anglaise. L'Église reprit vie et retrouva son ancienne activité. La religion pénétra toutes les classes, régénérant les cœurs, les pénétrant de l'amour du bien, et, en même temps, elle purifia la littérature et les mœurs. Une nouvelle philanthropie réforma les prisons, adoucit et améliora les lois pénales, abolit la traite et donna la première impulsion à l'éducation du peuple.

Le réveil commença à Oxford, parmi un petit groupe d'étudiants. Indignés de l'engourdissement religieux, ils s'étaient soumis à des observances sévères, se faisaient remarquer par une dévotion enthousiaste et par une régularité de vie qui leur valut le surnom de « méthodistes ». Lorsqu'en 1738 ce groupe d'étudiants se transféra à Londres, il attira l'attention publique par la ferveur et même l'extravagance de la piété. On remarqua plus particulièrement trois d'entre eux ; chacun joua un rôle spécial dans l'œuvre générale, qui consistait à prêcher leurs idées morales et religieuses aux populations agglomérées dans les villes, et aux ouvriers des mines et des houillères du Cornouailles et du Nord. Whitfield, un serviteur de Pembroke College, était le prédicateur du réveil. L'éloquence gouvernait alors la politique anglaise, et l'influence de l'éloquence religieuse devint si grande, que, par peur de l'« enthousiasme », on fit fermer aux nouveaux apôtres les chaires de l'Église établie. Ils se virent réduits à prêcher dans les champs. Leur voix fut bientôt entendue dans les coins les plus sauvages et les plus barbares du royaume, sur les landes désertes du Northumberland ou dans les antres de Londres, ou

encore dans les longues galeries où dans ses moments de repos le mineur du Cornouailles entend les sanglots de la mer. La prédication de Whitfield ne ressemblait à rien de ce que l'Angleterre avait entendu jusque-là : théâtrale, extravagante, souvent vulgaire, mais désarmant toute critique par sa sincérité intense, par le sérieux de sa foi et par la sympathie vibrante et profonde pour les péchés et les douleurs de l'humanité. Un enthousiaste ordinaire n'aurait « pu comme lui arracher de l'or à la main fermée d'un Franklin, et exciter l'admiration du dédaigneux Horace Walpole ; ni voir, tandis que du haut d'un talus à Kingswood il prêchait devant vingt mille houilleurs noircis par les mines de Bristol, les larmes couler, et creuser des lignes blanches le long de leurs joues noircies ».

L'effet produit par Whitfield et ses amis sur ces masses ignorantes et rudes fut immense ; il en sortit à la fois du bien et du mal. Leur prédication excita une violente haine parmi leurs opposants. Leurs vies furent souvent en danger ; ils se virent parfois entourés par une foule hostile qui les plongeait dans l'eau, les attaquait à coups de pierres, les couvrait d'ordures. Mais l'enthousiasme qu'ils provoquèrent fut également passionné. Des femmes étaient prises de convulsions, des hommes forts tombaient à terre, subitement frappés ; l'orateur était interrompu par des rires ou des sanglots hystériques : tous ces phénomènes de violente excitation spirituelle, si familiers à notre temps, mais étranges et nouveaux alors, suivaient chacun de leurs sermons. La conviction du péché, la crainte de l'enfer, l'espérance du salut, saisissaient vivement les âmes et prenaient des formes à la fois grotesques et sublimes. Charles Wesley, un élève de Christ-Church, vint apporter la douceur de sa nature à ce mouvement si violent et si soudain. Il en était le « doux chanteur ». Ses hymnes expriment les ardentes convictions de ses coreligionnaires en termes si purs et si beaux qu'elles en effacent pour ainsi dire les bizarreries. Les sauvages accès d'enthousiasme hystérique se transformèrent en une passion pour le chant religieux, et ce fut le point de départ d'un mouvement musical qui graduellement changea la forme des cérémonies religieuses en Angleterre.

John Wesley. — Ce fut son frère aîné, John Wesley, qui incarna en lui-même, non pas tel ou tel côté de ce vaste mouvement, mais le mouvement tout entier. Déjà à Oxford, où il avait résidé comme fellow de Lincoln, on le considérait comme le chef d'un groupe de méthodistes ; et, plus tard, à son retour d'une mission aventureuse auprès des Indiens de Géorgie, il reprit la direction de la petite société, qui, dans l'intervalle, s'était transportée à Londres. Comme prédicateur, il était presque égal à Whitfield, et son frère seul lui était supérieur comme compositeur de chants religieux. Mais tandis qu'il réunissait les qualités de tous deux, il

en possédait d'autres qui leur avaient été refusées. Une ardeur infatigable, un jugement sain, une grande autorité, des facultés d'organisation extraordinaires, beaucoup de patience et de modération unies à une ambition impérieuse, obligeaient à reconnaître en lui un homme fait pour conduire les autres. Il avait, en outre, un talent d'écrivain et une érudition que ne possédait aucun autre méthodiste. Il était plus âgé que tous ses collègues quand commença le réveil, et aucun d'eux ne lui survécut.

Sa vie, qui s'étend de 1703 à 1791, remplit presque tout le siècle, et la secte des méthodistes avait traversé toutes les phases de son histoire avant que John Wesley se couchât dans la tombe, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Il eût été impossible à Wesley de conserver son pouvoir s'il n'avait partagé les folies et les extravagances aussi bien que l'enthousiasme de ses disciples. Il observa toute sa vie l'ascétisme d'un moine. Il se nourrissait par moments de pain seulement, couchait souvent sur de simples planches. Il vivait dans un monde de merveilles et d'intervention divine. C'était un miracle, si la pluie s'arrêtait et lui permettait de se mettre en voyage. C'était un jugement de Dieu, si un orage se déchaînait sur une ville qui avait été sourde à sa prédication. Il nous raconte qu'un jour, comme il était fatigué, son cheval se mit à boiter. « Je pensais : Dieu ne peut-il pas guérir l'homme ou la bête par n'importe quel moyen ou même sans moyen? Immédiatement mon mal de tête cessa, et mon cheval se mit à marcher sans peine. » Il montrait un fanatisme plus enfantin encore dans la direction de sa conduite. Soit dans les événements journaliers, soit dans les grandes crises de sa vie, il prenait ses décisions en tirant au sort ou en ouvrant au hasard sa Bible et en méditant le verset qui frappait le premier ses regards.

Malgré ces bizarreries et ces superstitions, Wesley était un esprit essentiellement pratique, ordonné et conservateur. Jamais homme aussi peu révolutionnaire ne s'est trouvé à la tête d'une révolution. Dans sa jeunesse, les évêques lui avaient reproché l'étroitesse et l'intolérance de ses idées. Quand Whitfield commença à prêcher dans les champs, Wesley « ne pouvait se réconcilier avec cette étrange manière de faire ». Il condamna l'idée d'admettre des laïques comme prédicateurs et s'y refusa jusqu'à ce qu'il se trouva n'avoir plus que des laïques pour prêcher. Aussi longtemps qu'il le put, il resta obstinément attaché à l'Eglise anglicane, et pour lui les méthodistes n'étaient qu'une société laïque en complète communion avec elle. Il se sépara des Moraves, qui avaient été les amis des premiers jours à cause de leur mépris des formes religieuses. Il rompit avec Whitfield, quand celui-ci se jeta dans un calvinisme exagéré. Mais ce même esprit pratique, qui le poussait à rejeter ce qui manquait de mesure comme à reculer devant les changements, lui permettait de maintenir et d'organiser les innovations qu'il adoptait. Il

devint le plus infatigable des prédicateurs en plein champ, et son journal, pendant un demi-siècle, ne nous parle guère que de nouveaux voyages et de nouveaux sermons. Contraint d'accepter des aides laïques pour son ministère, il sut faire de leur œuvre un côté nouveau et attrayant de son système. Son ascétisme des premiers temps ne se montrait plus que dans son éloignement de tous les plaisirs du monde, et cette aversion pour les côtés gais et joyeux de la vie qui forme le lien entre les méthodistes et les puritains.

Quand l'âge eut calmé en lui la ferveur superstitieuse de sa dévotion, son froid bon sens arrêta chez ses disciples les éclats d'enthousiasme qui avaient marqué le commencement du réveil. Il appliquait toutes ses forces intellectuelles à fonder une grande société religieuse, qui donnerait au nouveau mouvement une forme pratique et durable. Les méthodistes furent groupés par classes, on les réunit dans des agapes fraternelles, les membres indignes furent expulsés, et on nomma des ministres à postes fixes et des prédicateurs itinérants. Le corps tout entier était placé sous le gouvernement absolu d'une conférence de ministres. Mais, aussi longtemps qu'il vécut, Wesley dirigea seul la nouvelle société religieuse. « Si, par pouvoir arbitraire », répondait-il avec une simplicité charmante à ses adversaires, « vous voulez dire que j'exerce seul le pouvoir, sans l'aide d'aucun collègue, c'est certainement vrai, mais je n'y vois pas de mal. »

La nouvelle philanthropie. — La grande société qu'il fonda ainsi se composait de cent mille membres à sa mort et en compte aujourd'hui des millions en Angleterre et en Amérique; mais la formation de la secte méthodiste ne fut pas le résultat le plus important du réveil. Son action sur l'Église fut immense; elle arracha le clergé à sa léthargie, et le mouvement évangélique, qui trouva des représentants comme Newton et Cecil dans le sein même de l'Église établie, mit fin aux abus qui en faisaient la honte. Du temps de Walpole, le clergé anglais était le plus oisif, le plus indifférent du monde entier; aujourd'hui, il n'est pas de corps religieux qui montre plus de piété, d'énergique philanthropie, aucun qui excite un respect plus général et plus grand. La nation tout entière fut saisie d'un nouvel enthousiasme religieux, qui, s'il paraissait souvent un peu rigide et pédant, n'en eut pas moins une influence bienfaisante sur les mœurs et mit fin aux débauches qui déshonoraient les classes élevées et aux obscénités qui, depuis la Restauration, infectaient la littérature.

Le réveil amena un résultat plus beau encore. C'est à lui qu'on doit l'œuvre que l'Angleterre n'a jamais cessé de poursuivre depuis et qui tend à remédier aux misères, à l'ignorance, aux souffrances physiques, à la dégradation morale des classes pauvres. Ce ne fut qu'à la suite du réveil wesleyen que commença le mouvement philanthropique. Les

écoles du dimanche, fondées par M. Raike de Gloucester à la fin du siècle, furent le point de départ de l'éducation populaire. Par ses écrits comme par son exemple, Hannah More éveilla la sympathie de l'Angleterre pour la situation des ouvriers des champs, si souvent conduits au crime par la pauvreté. Cette ardente sympathie pour tous les souffrants ou les affligés fonda des hôpitaux, dota des institutions charitables, construisit des églises, envoya des missionnaires aux païens, soutint Burke dans son plaidoyer pour les Hindous, et Clarkson et Wilberforce dans leur campagne contre la traite.

Au milieu de tous ces philanthropes si admirables, John Howard nous attire tout particulièrement par le côté chevaleresque de son œuvre et de son caractère. Au milieu de cette sympathie universelle pour les malheureux, il se sentit appelé à soulager les misères des plus déchus et des plus abandonnés. Avec une ardeur et une persévérance extraordinaires, il se dévoua à la cause des détenus pour dettes, pour vols et pour meurtres. Ce fut en 1774, comme il occupait une place dans le bureau du sherif du Bedfordshire, qu'il fut amené à examiner l'état des prisons placées sous sa surveillance ; et, à partir de ce moment, le paisible propriétaire, dont la seule occupation jusque-là avait été de lire la Bible et d'étudier les variations du thermomètre, devint le plus zélé et le plus énergique de tous les réformateurs. Un an ne s'était pas écoulé, qu'il avait visité lui-même toutes les prisons de l'Angleterre. Dans presque toutes il trouva des abus effrayants, qui, signalés depuis un demi-siècle, n'avaient jamais été redressés par le Parlement. Des geôliers payaient pour obtenir leur position, et étaient autorisés à extorquer ce qu'ils pourraient des détenus. Même après avoir été acquittés, des accusés pouvaient être gardés en prison s'ils manquaient d'argent pour payer les sommes qu'ils devaient à leurs geôliers. Les débiteurs et les criminels étaient entassés pêle-mêle dans les prisons, que la cruelle législation d'alors remplissait toujours. Aucune discipline, aucune séparation entre les sexes. Chaque prison était un abîme de cruauté et de la plus honteuse immoralité, auquel le prisonnier n'échappait que lorsqu'il mourait tué par la faim ou par la fièvre des prisons, qui régnait constamment dans ces lieux de misère. Howard sut tout voir de ses propres yeux, expérimenter lui-même toutes les souffrances. Dans une prison, il trouva une cellule si étroite et si malsaine, que le malheureux qui y habitait demandait la mort comme une grâce. Howard s'enferma dans cette cellule et en supporta l'obscurité et la saleté jusqu'à la limite de ses forces. Par ces moyens, par les peintures fidèles qu'il fut à même de faire des scènes auxquelles il avait assisté, il put amener une réforme. L'ouvrage dans lequel il raconte ses terribles expériences et les plans qu'il propose pour la régénération des criminels, a fait de lui l'initiateur de toute la réforme des prisons en Angleterre. Il ne se contenta pas, du reste, d'agir sur l'Angleterre. Il fit voyage sur

voyage pour visiter les prisons de Hollande et d'Allemagne ; puis, poussé par son désir d'arrêter les terribles progrès de la peste, il se mit à inspecter les lazarets d'Europe et d'Orient. Il s'occupait de cette œuvre de charité lorsqu'il contracta une fièvre maligne à Cherson, dans la Russie méridionale, et « se coucha tranquillement dans la terre », comme il l'avait désiré.

Carteret. — Mais si le réveil de Wesley remuait le cœur même de l'Angleterre, l'état politique de ce grand pays n'avait fait aucun progrès. Le triomphe des ennemis de Walpole n'avait rien changé à la politique anglaise, ni à l'extérieur, ni à l'intérieur. La plupart de ses anciens collègues, ceux qui lui avaient fait de l'opposition pendant les dernières années, reprirent leurs postes, et appelèrent seulement parmi eux quelques-uns des plus éminents parmi les adversaires de Walpole. Les affaires étrangères furent confiées à lord Carteret, homme de grande valeur, très au courant des affaires du continent. Carteret suivit assez fidèlement les errements de son prédécesseur. Il visait à unir l'Autriche et la Prusse pour détruire la prépondérance acquise par la France en Allemagne. Et c'est l'Angleterre qui, à la suite de la victoire de Frédéric à Chotusitz, força Marie-Thérèse à signer à Breslau la paix dont Walpole avait déjà indiqué les bases, en cédant la Silésie à la Prusse; cette paix avait permis à l'armée autrichienne de chasser les Français de Bohême à la fin de 1742. Pendant ce temps une flotte anglaise bloquait Cadix, une autre jetait l'ancre dans la baie de Naples, menaçant de bombarder la ville, et forçait ainsi don Carlos à signer une promesse de neutralité, tandis que les subsides anglais détachaient la Sardaigne de l'alliance française.

Malheureusement Carteret et la cour de Vienne résolurent non-seulement de mettre à exécution la Pragmatique, mais encore de détruire tout ce que la France avait obtenu en 1736. Naples et la Sicile devaient être enlevées à l'Espagne, l'Alsace et la Lorraine à la France; et la couronne impériale qui avait passé à l'électeur de Bavière, l'empereur Charles VII, devait être restituée à la maison d'Autriche. Pour réaliser ce plan, une armée autrichienne vint au printemps de 1743 chasser l'Empereur de la Bavière, tandis que George II, qui soutenait chaleureusement la politique de Carteret, se mettait lui-même à la tête de quarante mille hommes, Anglais et Hanovriens pour la plupart, et, partant des Pays-Bas, se dirigeait vers le Mein. Il fut arrêté, puis forcé à la retraite par le duc de Noailles, qui apparut avec des forces supérieures sur l'autre rive du fleuve, et qui, lançant trente et un mille hommes contre lui, menaçait le Roi de l'obliger à se rendre. Le danger était grand, en effet, et dans la bataille de Dettingen, qui suivit (27 juin 1743), l'armée alliée n'échappa à une complète destruction que grâce à l'impétuosité de la cavalerie française et à la

ténacité opiniâtre des Anglais. Ils étaient résolus à ne pas lâcher pied, et ils finirent par forcer l'ennemi à repasser le Mein. Cette victoire, si mince en apparence, produisit d'étonnants résultats. Les Français furent obligés d'évacuer l'Allemagne. Les armées anglaise et autrichienne parurent sur le Rhin, et une alliance entre l'Angleterre, la Prusse et la reine de Hongrie semblait de nature à assurer les résultats de la victoire.

Fontenoy. — Les espérances de paix furent détruites par l'ambition de la maison d'Autriche. Au printemps de 1744, une armée autrichienne marcha sur Naples. Marie-Thérèse voulait donner les Deux-Siciles à l'Empereur en échange de ses domaines héréditaires de Bavière. Mais si Frédéric avait fait la paix pour obtenir la cession de la Silésie, il était prêt à reprendre les armes pour empêcher l'agrandissement de la maison d'Autriche. Son alliance subite avec la France ne réussit pas tout d'abord à changer l'état des choses. Car, s'il réussit à prendre Prague et à faire quitter les bords du Rhin par l'armée autrichienne, il fut lui-même chassé de Bohême, au moment où la mort de l'Empereur forçait la Bavière à mettre bas les armes et à s'allier avec Marie-Thérèse. Celle-ci crut alors son triomphe certain et fit même une alliance secrète avec la Russie pour le démembrement du royaume de Prusse. Mais, en 1745, la fortune changea, et l'on vit combien Carteret avait eu tort de changer la guerre défensive en une guerre offensive. Le roi Louis XV conduisit une armée dans les Pays-Bas; la Hollande ayant refusé d'agir, l'Angleterre fut obligée de les défendre. L'opinion publique fut si irritée des proportions que prenait la guerre, que Carteret, devenu comte Granville, fut renversé. Son caractère impérieux l'avait rendu odieux à ses collègues; il fut supplanté par le duc de Newcastle et son frère Henri Pelham. Celui-ci fut le chef du cabinet reconstitué (1745). Son caractère et la conscience de sa propre médiocrité lui inspirèrent une politique de conciliation qui réunit autour de lui tous les whigs. Chesterfield et les whigs de l'opposition, avec Pitt et les « gamins », entrèrent dans la nouvelle administration, et même avec eux quelques tories. La masse du parti whig restait fidèle à la politique de Walpole; ce fut pour amener un accord avec Frédéric et la fin de la guerre que les Pelham forcèrent Carteret à se retirer.

Il fallait toutefois commencer par s'occuper de la guerre de Flandre, où le duc de Cumberland fut défait par le maréchal de Saxe à la tête des armées françaises. Comme il avançait avec son armée composée d'Anglais, de Hanovriens et de Hollandais (car ceux-ci avaient dû marcher pour aller délivrer Tournay), le duc rencontra, près de Fontenoy, l'armée française défendue par une série de redoutes et de villages fortifiés. On ne pouvait l'aborder que par un seul et étroit passage. Ce fut par ce passage que les troupes anglaises, formées en colonnes serrées, se jetèrent furieusement en avant malgré le feu ennemi. Mais, au moment où la victoire leur

semblait certaine, l'artillerie française, vivement concentrée en avant, mit en pièces l'armée anglaise et la força à battre en retraite, ce qu'elle fit en bon ordre. Cette défaite fut suivie, en juin, par la victoire de Frédéric à Hohenfriedberg, qui chassa les Autrichiens de Silésie, et, à la fin de juillet, par le débarquement sur la côte d'Écosse de Charles-Édouard, fils du « vieux prétendant », comme on appelait Jacques Stuart.

Charles-Édouard Stuart. — La reprise des hostilités avec la France avait ranimé toutes les espérances des jacobites. Charles-Édouard, petit-fils de Jacques II, fut placé par le gouvernement français à la tête de forces importantes, et, en 1774, il se préparait à faire une descente en Écosse, quand une tempête vint détruire sa flotte. Les troupes qu'elle devait transporter furent obligées de marcher en toute hâte sur la Flandre pour y prendre part à la guerre. En 1745, le jeune aventurier s'embarqua avec sept amis seulement et aborda dans une petite île des Hébrides. Pendant trois semaines, il demeura presque seul; mais, le 29 août, les clans se rallièrent autour de son étendard à Glenfinnan, et Charles se trouva à la tête de quinze cents hommes. Sa petite armée alla en augmentant à mesure qu'il avançait dans le pays, se rendant par Blair Athol à Perth; il entra triomphalement dans Édimbourg et fut couronné sous le nom de Jacques VIII à Town Cross. Deux mille Anglais qui marchèrent contre lui sous la conduite de sir John Cope furent mis en pièces à Preston Pans, le 21 septembre 1745, par une seule charge des Écossais, et la victoire doubla les forces du prétendant.

Le prince se trouvait maintenant à la tête de six mille hommes, tous highlanders, car les habitants des Basses-Terres se tenaient encore éloignés de lui. Ce fut à grand'peine qu'il réussit à les persuader de le suivre dans le Sud; mais, grâce à son tact et à son énergie, il triompha de tous les obstacles, et après avoir adroitement échappé à une armée réunie à Newcastle, il traversa le Lancashire et s'avança le 4 décembre jusqu'à Derby. Mais là s'arrêtèrent ses succès. Il ne trouva presque personne pour soutenir sa cause dans ce pays où cependant les jacobites se croyaient tout-puissants. Le peuple se rassemblait pour voir passer les troupes, mais comme à une revue; parmi les catholiques et les tories du Lancashire, si nombreux pourtant, un seul squire prit les armes. Manchester, la plus jacobite des villes anglaises, se contenta d'illuminer et de donner deux mille livres (50,000 francs). De Carlisle à Derby, c'est à peine si deux cents hommes vinrent se joindre aux Écossais. La politique de Walpole avait évidemment fait son œuvre. La paix prolongée, la prospérité du pays, la clémence du gouvernement avaient gagné l'Angleterre à la maison de Hanovre. La récente entrée des tories dans l'administration avait achevé de séparer le parti tory des purs jacobites. Le jacobitisme, en tant que parti militant, était mort, et Charles-Édouard lui-même

réalisa l'impossibilité de conquérir l'Angleterre avec cinq mille Highlanders.

Il apprit bientôt que des forces deux fois supérieures aux siennes s'avançaient sur lui de deux côtés différents, tandis qu'une troisième armée, conduite par lord Stair et par le Roi lui-même, défendait Londres. L'Écosse aussi, profitant de l'absence des Highlanders, renouvela son serment de fidélité à la maison de Hanovre dans tous les districts des basses terres. Et, ce qui est plus frappant encore, on vit dans les Highlands les Macleod prendre les armes pour le roi George, tandis que les Gordon refusaient de se soulever, malgré les injonctions de quelques troupes françaises débarquées à Montrose. Ne pouvant pousser plus avant vers le Sud, Charles se replia précipitamment sur Glasgow. Y ayant trouvé des forces nouvelles, il marcha, le 23 janvier 1746, à la tête de neuf mille hommes, sur l'armée anglaise que commandait le général Hawley. Cette armée avait poursuivi le prince dans sa retraite et était campée près de Falkirk. Cette fois encore une charge impétueuse des Highlanders remporta la victoire, mais une victoire aussi néfaste qu'une défaite. La majeure partie de ses forces se dispersa dans les montagnes, emportant le butin, et Charles dut se retirer vers le Nord devant le duc de Cumberland. Le 16 avril, les deux armées se rencontrèrent dans un endroit appelé Culloden Moor, qui se trouve à quelques milles à l'est d'Inverness. Le nombre des Highlanders atteignait encore six mille, mais ils étaient affamés et découragés. L'armée de Cumberland était presque deux fois aussi considérable que celle du prince. Décimés par le feu ennemi, les Écossais se lancèrent en avant, selon leur habitude, mais ils furent reçus par une décharge de mousqueterie épouvantable, et le petit nombre qui réussit à rompre les premiers rangs de l'armée anglaise tomba sous les coups des lignes suivantes. Quelques instants plus tard, tout était terminé, et les Anglais se mettaient à la poursuite des Highlanders en fuite. Charles lui-même, après des aventures extraordinaires, alla chercher un refuge en France. Ses partisans ne réussirent pas comme lui à s'échapper. Cinquante d'entre eux furent pendus en Angleterre ; trois nobles écossais, Lovat, Balmerino et Kilmarnok, eurent la tête tranchée, et quarante personnes de haut rang furent déclarées déchues par un acte du Parlement. Dans les Highlands, il fallut prendre des mesures plus générales. Les droits féodaux furent abolis, les juridictions héréditaires rachetées aux chefs et transférées à la Couronne. Le tartan, ou costume des clans, fut prohibé par la loi. Ces mesures, accompagnées d'un acte d'amnistie, atteignirent leur but. La crainte qu'inspiraient les hommes des clans passa rapidement, et les actes des shériffs furent bientôt aussi respectés au milieu des Highlands que dans les rues d'Édimbourg.

Traité d'Aix-la-Chapelle. — Les défaites sur le continent et les

dangers de l'intérieur fortifiaient les Pelham dans leur désir de mettre fin à la guerre avec la Prusse. Ce n'était pas au moment où l'Angleterre était menacée par un prétendant catholique qu'il fallait affaiblir en Allemagne la principale puissance protestante. Sur le refus de Marie-Thérèse de consentir à une paix générale, l'Angleterre conclut la convention de Hanovre avec la Prusse (1745) et continua la guerre contre la France seule. La lutte n'était pas finie. Les victoires de Marie-Thérèse en Italie étaient contre-balancées par celles de la France dans les Pays-Bas, où le maréchal de Saxe gagna sur les Anglais et les Hollandais les victoires de Raucoux et de Lawfeld. Le danger que courait la Hollande et l'épuisement des finances françaises amenèrent enfin en 1748 le traité d'Aix-la-Chapelle, par lequel chacune des puissances belligérantes restituait les conquêtes qu'elle avait faites. La paix d'Aix-la-Chapelle n'était en réalité qu'une trêve qui permettait aux nations ennemies de reprendre leurs forces pour une lutte que tous prévoyaient. La guerre allait s'étendre bien au delà des limites de l'Allemagne et même de l'Europe. Elle allait se changer en un duel qui aurait le monde pour théâtre, et d'où dépendraient les destinées de l'humanité. La France réclamait les vallées de l'Ohio et du Mississipi, et posait ainsi la question de savoir si ce seraient les Français ou les Anglais qui imposeraient leur civilisation au nouveau monde. Déjà des aventuriers français avaient chassé les marchands anglais de Madras, et jetaient, pensaient-ils, les bases d'un établissement qui donnerait l'Inde à la France.

Clive. — Les débuts de l'Angleterre dans l'Inde ne faisaient pas prévoir le brillant avenir qui l'y attendait. Ce n'est qu'à la fin du règne d'Élisabeth, un siècle après que Vasco de Gama avait doublé le cap et fondé une colonie portugaise sur la côte de Goa, que la première Compagnie des Indes orientales avait été établie à Londres. Ce commerce, malgré ses profits, ne se développait guère, et il fallut l'espace d'un siècle encore pour que la Compagnie fût encouragée à fonder ses trois premières agences. La première de toutes, celle de Madras, se composait de six maisons de pêcheurs dominées par le fort Saint-Georges; celle de Bombay fut cédée par les Portugais, comme faisant partie du douaire de Catherine de Bragance; le fort William, avec le petit village qui devint Calcutta, avait été créé sous le règne de Guillaume III. Chacun de ces forts était construit en vue de protéger les magasins de la Compagnie et gardé soit par quelques « sepahis » ou « cipayes », soldats natifs, payés pour cela. Les commis et les marchands de chaque établissement se trouvaient sous la direction d'un président et d'un conseil. Au milieu du dix-huitième siècle, l'un de ces commis était Robert Clive, fils d'un petit propriétaire près de Market Drayton, dans le Shropshire, un mauvais sujet dont on avait été bien aise de se débarrasser en l'envoyant à Madras, dans les

bureaux de la Compagnie. Les premiers temps qu'il passa là-bas furent des jours de misère et de désespoir. Il était pauvre, d'une timidité hautaine qui éloignait tout le monde de lui, fatigué du travail de bureau et hanté par le mal du pays. Deux fois il tenta de se tuer. La seconde fois, voyant qu'il avait encore manqué son coup, il jeta son pistolet, en se disant qu'il était sans doute destiné à de plus grandes choses.

Dupleix. — La guerre et la captivité vinrent changer sa vie. Dès que la guerre de la succession d'Autriche éclata, les Français, se croyant les plus forts, essayèrent d'expulser les Anglais de l'Inde. Labourdonnais, le gouverneur français de l'île Maurice, vint mettre le siége devant Madras, la rasa et emmena les commis et les commerçants prisonniers à Pondichéry. Clive fut parmi les captifs, mais il réussit à s'échapper sous un déguisement. Retournant alors à Madras, il quitta sa position de commis pour entrer comme enseigne dans les troupes que la Compagnie s'empressait d'organiser. La prise de Madras avait donné une haute opinion des forces françaises, et Dupleix, gouverneur de Pondichéry, conçut l'espérance d'établir un empire français dans l'Inde. Lorsque du temps d'Élisabeth les commerçants anglais apportaient leurs marchandises à Surat, l'Inde tout entière, à l'exception du Midi, était soumise au pouvoir des empereurs mogols de la descendance d'Akbar. Mais après la mort d'Aureng-Zeyb, sous le règne d'Anne, l'empire des Grands Mogols tomba en décadence. Des princes vassaux s'étaient rendus indépendants à Rajpoutanah, et les lieutenants de l'Empereur fondèrent des royaumes séparés à Lucknow et à Haïderabad, au Karnatic et au Bengale. La plaine de l'Indus supérieur était occupée par une race de fanatiques religieux appelés Sikhs. Des envahisseurs persans et afghans traversèrent l'Indus et réussirent à saccager Delhi, la capitale des Mogols. Des bandes de pillards, qu'on appelait Mahrattes, et qui, en réalité, étaient des natifs longtemps maintenus en esclavage, descendaient des montagnes le long de la côte occidentale ; ils ravagèrent tout le pays jusqu'à Calcutta et Tanjore, et finirent par établir des gouvernements indépendants à Pounah et à Gwalior.

Dupleix profita habilement de tous ces désordres. Il offrit à l'Empereur de lui prêter son appui contre les rebelles et les envahisseurs qui avaient réduit à néant tout son pouvoir. L'Empereur accepta, et ce fut en son nom que Dupleix prit part aux luttes qui éclatèrent au centre et au sud de l'Inde, se rendit maître du gouvernement d'Haïderabad et plaça une de ses créatures sur le trône du Karnatic. Trichinopoly elle-même, la seule ville qui eût su résister à ce nabab du Karnatic, était sur le point de se rendre, lorsqu'en 1751, Clive conçut l'audacieux projet de la délivrer. A la tête de quelques centaines d'Anglais et de cipayes, il entra par surprise, pendant un orage, dans Arcot, la capitale du nabab; il s'enferma dans l'immense forteresse de la ville et tint tête cinquante

jours à des milliers d'assaillants. Touchés de sa bravoure, les Mahrattes, qui n'avaient pas cru les Anglais capables de se battre, vinrent à leur secours et firent lever le siége. Clive, délivré par eux, montra la même énergie sur le champ de bataille. Malgré l'insuffisance de sa petite armée, avec des recrues qui fuyaient au premier coup de fusil et des cipayes qui se cachaient quand les canons ouvraient le feu, il attaqua et défit à deux reprises les Français et leurs alliés, fit échouer tous les efforts de Dupleix, et rasa la fière colonne que le gouverneur français avait élevée en souvenir de ses premières victoires.

Les colonies américaines. — Clive fut obligé, par la maladie, de retourner en Angleterre et remit à plus tard la continuation de la lutte pour l'empire de l'Inde. Mais tandis que la France s'efforçait de devenir maîtresse dans l'Hindoustan, elle essayait aussi, et avec un succès en apparence plus complet, de s'emparer de la suprématie dans le nouveau monde. Les colonies anglaises d'Amérique, si populeuses pourtant, ne s'étendaient encore, à ce moment-là, que le long des côtes; car si de rares troupes d'explorateurs avaient pénétré dans les Alleghanies, avant la guerre de Sept ans, lés tribus indiennes continuaient à errer librement le long des lacs. Ce ne fut qu'après le traité d'Aix-la-Chapelle, et devant les prétentions de la France, que les colons et les hommes d'État anglais portèrent leurs regards sur l'intérieur du pays. Solidement établie en Louisiane et au Canada, la France revendiquait comme sien tout le pays situé à l'ouest des Alleghanies, et ses gouverneurs voulurent chasser tous les Anglais, colons ou marchands, des vallées de l'Ohio et du Mississipi, qui étaient encore au pouvoir des Indiens. De telles prétentions firent sortir Pelham lui-même de son inaction. Il chassa les colons français de l'Acadie ou Nouvelle-Écosse, et une colonie anglaise fonda l'établissement de Halifax. On forma une compagnie de l'Ohio, qui envoya des agents dans le bassin de cette rivière et au Kentucky; et des délégués de la Virginie et de la Pensylvanie resserrèrent l'alliance entre ces colonies et les tribus indiennes établies au delà des montagnes.

Les Français n'hésitèrent pas à accepter la lutte, et ce fut en Acadie qu'on en vint aux mains. Un navire de guerre apparut sur le lac Ontario, et Niagara fut fortifié. Douze cents hommes, dirigés sur Érié, délogèrent les quelques colons anglais établis au confluent de l'Ohio et fondèrent, à l'endroit même où fut bâti plus tard Pittsbourg, un fort qui commandait sur toute la vallée, et auquel ils donnèrent le nom de Duquesne. Les Anglais, sous la conduite d'un jeune Virginien, George Washington, attaquèrent le fort; mais leur tentative échoua, et ils furent obligés de se retirer de l'autre côté des montagnes, et de laisser tous les pays de l'Ouest aux mains de la France. Les tribus indiennes établies entre le Canada et le Mississipi se rattachèrent à la cause française, et ce fut grâce

à leur alliance qu'en 1755 les Français purent résister à Braddock. Celui-ci, à la tête des forces anglaises et d'une milice américaine, avait attaqué le fort Dûquesne; mais il fut tué, et son armée fut mise en complète déroute. Le marquis de Montcalm, qui, en 1756, commandait les Français au Canada, était doué d'un talent d'administrateur tout à fait remarquable. Il poursuivit avec plus de zèle encore que son prédécesseur l'annexion du pays, et il relia les trois principaux forts, Duquesne sur l'Ohio, Niagara sur le Saint-Laurent, et Ticonderoga sur le lac Champlain, par une chaîne de petits fortins qui barraient aux Anglais la route de l'Ouest.

Cette défaite fit comprendre à l'Angleterre le danger qu'elle courait; car il était certain que la guerre en Amérique serait suivie d'une guerre en Europe. Les ministres songeaient à une alliance avec la Prusse, comme au seul moyen de tenir la France en échec; mais Frédéric se tenait prudemment sur ses gardes, et les avances de l'Angleterre ne servirent qu'à lui aliéner Marie-Thérèse, qui ne songeait qu'à reprendre la Silésie. Les deux branches de la famille de Bourbon étaient toujours unies par le Pacte de famille, et, dès 1752, la reine de Hongrie, changeant subitement de politique, s'était secrètement alliée avec elles. La jalousie que faisait naître en Russie le pouvoir grandissant de l'Allemagne septentrionale, amena la tsarine Élisabeth à promettre son assistance à la reine de Hongrie, et, en 1755, il se forma secrètement une ligue entre l'Autriche, la Russie, la France, l'Espagne et la Saxe. Ces négociations furent si habilement conduites qu'elles échappèrent entièrement à Henri Pelham et au duc de Newcastle, qui succéda, en 1754, à son frère Henri Pelham, comme chef du cabinet; mais l'œil perçant de Frédéric de Prusse démêla tout de suite ce qui se passait, et il se prépara à tenir tête aux ligues ennemies qui allaient se déployer contre lui depuis Paris jusqu'à Saint-Pétersbourg.

La guerre de Sept ans. — L'Angleterre courait un danger presque aussi grand. La France entrait en scène avec une vigueur et une audace qui rappelaient le temps de Louis XIV. La faiblesse et la corruption de son gouvernement étaient voilées, pour ainsi dire, par la hardiesse de ses plans, par le talent de ceux qu'elle avait chargés de les accomplir.

En Angleterre, au contraire, tout était vague et indécision. Ce fut seulement à la fin de 1755 qu'un traité fut conclu avec le roi de Prusse. Cette alliance fut le signal de la guerre de Sept ans. Aucune guerre n'eut des résultats plus importants dans l'histoire du monde; aucune ne valut à l'Angleterre de plus grands triomphes, et cependant les débuts en furent désastreux. Newcastle était trop faible et trop ignorant pour gouverner seul, mais aussi trop jaloux de son pouvoir pour rechercher l'aide d'hommes plus capables que lui. Nous pouvons juger comment il s'était préparé à la lutte gigantesque qu'il allait entreprendre, par le fait seul

qu'au commencement de 1756 il n'y avait en Angleterre que trois régiments en état de servir.

La France, au contraire, fut prompte dans son attaque. Port-Mahon, dans l'île Minorque, la clef de la Méditerranée, fut assiégée par le duc de Richelieu, et forcée de capituler. Pour comble de honte, une flotte envoyée au secours de Port-Mahon, sous la conduite de l'amiral Byng, battit en retraite devant les Français. En Allemagne, Frédéric s'était emparé de Dresde dès le début des hostilités, et avait forcé l'armée de Saxe à se rendre; il avait aussi, par sa victoire à Prague, en 1757, pris possession de la Bohême ; mais une défaite qu'il essuya à Kolin l'obligea à se retirer dans la Saxe. La même année, le duc de Cumberland, qui, pour défendre le Hanovre, s'était posté sur le Weser avec une armée de cinquante mille hommes, fut repoussé par les Français jusqu'à l'embouchure de l'Elbe, et se vit forcé, par la convention de Closter-Seven, de disperser ses troupes. En Amérique, les choses allaient encore plus mal. L'inaction des généraux anglais contrastait avec le génie et l'activité de Montcalm. Déjà maîtres de l'Ohio par la défaite de Braddock, les Français chassèrent les garnisons anglaises des forts qui défendaient les lacs Ontario et Champlain, et leur empire s'étendit sans interruption de la Louisiane au Saint-Laurent. Un découragement sans exemple dans l'histoire d'Angleterre s'empara des hommes d'État les moins impressionnables, et l'impassible Chesterfield lui-même s'écria désespéré : « C'en est fait, nous ne sommes plus une nation. »

William Pitt. — Cette nation dont Chesterfield désespérait était, en réalité, à la veille d'un de ses plus grands triomphes, et ce fut l'incapacité même du duc de Newcastle qui mit en lumière le génie de William Pitt. Pitt était le petit-fils d'un riche gouverneur de Madras; il avait été envoyé au Parlement, en 1734, comme représentant d'un des bourgs pourris dépendants de son père, et il devint aussitôt le chef des jeunes « patriotes » dans leurs attaques contre Walpole. En le destituant du poste militaire qu'il occupait, Walpole lui permit de se consacrer entièrement à la politique. Sa nature ardente avait été appelée aux affaires par le cabinet de coalition qui fut formé à la chute de Walpole; mais à la mort de Henri Pelham, la jalousie de Newcastle rejeta Pitt dans l'opposition, et il perdit sa place. Le premier revers sur le continent amena la chute de Newcastle, et, au mois de novembre 1756, Pitt devint secrétaire d'État; mais au bout de quatre mois, il fut obligé de se retirer devant l'hostilité du Roi et de Newcastle. En juillet 1757, cependant, il fallut le rappeler au pouvoir, et Newcastle, devant l'insuccès de sa propre administration, se décida à s'unir à son rival. Heureusement pour l'Angleterre, ces deux hommes d'État étaient faits pour s'entendre. Pitt possédai toutes les capacités qui manquaient à Newcastle ; il était fait pour prendre

la direction générale des affaires, pour agir sur la politique étrangère et s'occuper de l'administration de la guerre. D'un autre côté, personne ne s'entendait comme Newcastle à conduire le Parlement. Il savait à fond la valeur vénale de chaque député, et connaissait les intrigues des moindres bourgs. Il ne s'inquiétait pas de la direction des affaires, mais il exerçait avec habileté une œuvre de patronage et de corruption que, du reste, Pitt lui abandonnait dédaigneusement. « M. Pitt fait tout », écrit Horace Walpole, « et le duc donne tout. Aussi longtemps qu'ils s'entendront sur cette répartition, ils pourront agir à leur guise. »

L'union de ces deux hommes, qui contrastaient si complétement, forma la dernière, mais la plus grande des administrations whigs. Du reste, toute sa puissance lui venait de Pitt seul. Pauvre comme il l'était, avec cinq mille francs de rente environ, issu d'une famille sans importance politique, ce fut par un subit trait de génie que ce jeune cornette, dont la jeunesse et l'inexpérience avaient excité les railleries de Walpole, s'empara d'un pouvoir que les deux Chambres avaient su conserver entre leurs mains depuis la Révolution. Chez lui, point d'ambition mesquine. « Mon intention », dit-il en prenant possession de sa place, « est de sortir l'Angleterre de l'état d'énervement où elle se trouve, et qui permet à vingt mille soldats français de la troubler. » Son appel fut bientôt entendu. Son esprit élevé s'empara de tout le pays, et il communiqua quelque chose de sa propre grandeur à tous ceux qu'il prit à son service. « Il n'est aucun homme », dit un soldat du temps, « qui, étant entré dans le cabinet de M. Pitt, ne se soit senti plus brave en en sortant. » Malgré les fautes de ses premières expéditions et les erreurs de ses combinaisons, il sut réveiller dans la nation entière une énergie et une volonté qui rendaient impossible la défaite finale. « L'Angleterre a été longtemps en travail », s'écria Frédéric de Prusse en reconnaissant en Pitt des qualités égales aux siennes, « mais elle a fini par enfanter un homme. »

Pitt et son temps. — C'est cette grandeur personnelle et indépendante qui frappe surtout quand on étudie le caractère et la vie de William Pitt. Ses discours comme ses actions portent un cachet qui contraste absolument avec le ton de ses contemporains. Au milieu d'une société sceptique, polie, simple jusqu'à l'affectation, spirituelle et amusante, mais prosaïque, d'un esprit aussi froid que le cœur, ne croyant ni à la vertu ni à l'enthousiasme, doutant de tout et surtout d'elle-même, Pitt se trouvait seul de son espèce. La profondeur de ses convictions, son amour passionné pour tout ce qu'il jugeait élevé et vrai, son ardente énergie, son imagination poétique, son attitude et sa rhétorique théâtrale, sa hauteur présomptueuse, son emphase et son extravagance étonnaient ses contemporains, et plus encore la confiance avec laquelle il faisait appel aux sentiments humains les plus nobles, le mépris qu'il opposait à la corruption

jusque-là toute-puissante dans la politique, la foi inébranlable qu'il avait en lui-même, en la grandeur de son but et en ses propres forces pour y atteindre. « Je sais que je puis sauver le pays », dit-il au duc de Devonshire en entrant au ministère, « et je sais qu'aucun autre homme ne peut le faire. »

Le trait dominant de la nature de Pitt était un orgueil intense et passionné, mais c'était un orgueil qui l'empêchait de s'abaisser au niveau des hommes qui avant lui dirigeaient l'Angleterre. Il fut le premier homme d'État depuis la restauration qui donna l'exemple du dévouement au bien public. Malgré son amour pour le pouvoir, aucun homme ne le refusa plus souvent que lui ou ne l'accepta avec un respect plus grand des principes qu'il professait. « Je ne veux pas aller à la cour », répondit-il quand on lui offrit de l'y recevoir, « si je ne puis y amener la Constitution avec moi. » Comme nous l'avons dit, il n'avait que du dédain pour la corruption qui l'entourait. Il laissa à Newcastle le soin d'acheter des siéges et de s'assurer l'appui des députés. Au début de sa carrière, Pelham l'avait nommé à l'un des postes les plus lucratifs de son administration, celui de payeur de l'armée; mais les profits étaient d'un genre illicite, et, malgré sa pauvreté, Pitt refusa d'accepter un centime de plus que son salaire. Ce fut surtout vis-à-vis du peuple que sa fierté se montra noble et élevée. Aucun chef ne jouit jamais d'une plus grande popularité que le « *grand commoner* » (grand tribun du peuple), comme on appelait Pitt; mais sa manière d'être était celle d'un homme qui commande à la popularité, et non de celui qui la recherche. Il ne s'abaissa jamais à flatter un préjugé populaire. Quand la foule criait à tue-tête : « Wilkes et la liberté! » il eut le courage de dénoncer Wilkes comme un vil débauché, et quand toute l'Angleterre était exaspérée contre les Écossais, il exprima hautement son estime pour ce peuple qu'il avait su, le premier, rattacher à la politique anglaise. Sa noble figure, son regard enflammé, sa voix majestueuse, le feu et la puissance de son éloquence lui donnèrent sur la Chambre des communes une autorité qu'aucun autre ministre n'avait obtenue. Il pouvait faire taire un opposant par un seul regard de mépris, et imposer silence à toute la Chambre par un seul mot. Mais il ne consentit jamais à employer les artifices ordinaires pour former un parti politique; et, à l'apogée de son pouvoir, il ne comptait guère qu'une demi-douzaine de partisans déclarés.

Le grand tribun du peuple. — La force réelle de Pitt résidait moins dans le Parlement que dans le peuple en général. Le titre si significatif qu'on lui décerna est le signe d'une révolution politique. « C'est le peuple qui m'a placé ici », répondait-il fièrement aux nobles du cabinet quand ils s'opposaient à sa volonté. Il fut le premier à sentir que l'esprit public, si longtemps indifférent aux choses politiques, se réveillait, et qu'il s'était

formé, par suite des progrès du commerce et de l'industrie, une classe moyenne qui n'était pas représentée par la Chambre d'alors.

« Vous m'avez appris », lui disait George II, alors que Pitt cherchait à sauver Byng en faisant appel au Parlement, « vous m'avez appris à chercher la voix de mon peuple en dehors de la Chambre des communes. » C'était cette classe non représentée à la Chambre qui l'avait porté au pouvoir. Durant toute sa lutte contre Newcastle, les principales villes le soutinrent de leurs dons et de leurs marques de confiance. « Pendant des semaines », disait en riant Horace Walpole, « il se mit à pleuvoir des tabatières d'or. » Londres lui fut fidèle dans les bons et dans les mauvais jours, et le plus riche de tous les négociants anglais, Alderman Beckford, était fier de lui servir de lieutenant politique. La nature de Pitt convenait admirablement au caractère des commerçants anglais, qui se ralliaient autour de lui, aussi bien pour son énergie, sa confiance en lui-même, son orgueil, que pour son patriotisme, son honnêteté et sa valeur morale. Le négociant comme le marchand étaient attirés par une sympathie naturelle vers le seul homme d'État de ce temps qui poursuivit un but désintéressé, qui se tînt éloigné des intrigues, et dont la vie pure fût remplie par les affections de famille.

Mais c'est à des causes plus profondes qu'il devait la vénération dont ses partisans l'entourèrent, et le respect que l'Angleterre lui a voué depuis lors. Il la devait à l'amour intense et personnel qu'il portait à sa patrie. Il crut en elle, à sa puissance, à sa gloire, à sa vertu, jusqu'à ce que l'Angleterre apprît à y croire elle-même. Il partageait ses triomphes, et ses défaites devenaient siennes. Les dangers qu'elle courait élevaient Pitt au-dessus de toute considération personnelle ou d'esprit de parti. « Soyez un peuple », criait-il aux factions qui travaillaient à sa chute, « oubliez toutes choses excepté la chose publique, je vous en montre l'exemple. » Son patriotisme ardent était comme un charme par lequel il tenait l'Angleterre. Les défauts mêmes de son caractère lui servaient auprès des classes moyennes. Les hommes d'État du parti whig qui l'avaient précédé affectaient, par fierté, une grande simplicité et une absence complète d'apparat. Pitt, lui, était foncièrement acteur, jouant son rôle à la Chambre, au ministère, jusque dans son propre cabinet. Il se mettait en grand costume pour gérer les affaires avec ses employés. Ses lettres à sa femme et à ses enfants, malgré son affection profonde pour eux, sont guindées et peu naturelles. Il prêtait ainsi aux plaisanteries du jour, et l'on tournait en ridicule son affectation, sa démarche pompeuse, l'attitude dramatique qu'il savait prendre dans les grands débats, malgré ses jambes enveloppées de flanelle et sa béquille à côté de lui. Quand il était encore tout jeune, Walpole le raillait, disant qu'il apportait à la Chambre les émotions et les gestes du théâtre; mais les classes sur lesquelles s'appuyait Pitt n'étaient guère sensibles aux fautes de goût, et ne voyaient rien de

ridicule dans l'homme d'État qui se rendait à son poste malgré les tortures de la goutte, et qui, mourant, se fit porter dans la Chambre des lords pour faire entendre une dernière protestation contre ce qu'il considérait comme un déshonneur national.

L'éloquence de Pitt. — L'influence que Pitt sut prendre sur ses contemporains était aussi due à son irrésistible éloquence. Nous avons vu, dans les orageux débats du Long Parlement, de quelle puissance peut être la parole dans les luttes politiques, et pourtant la pédanterie juridique et théologique du temps la paralysait en quelque sorte. La pédanterie disparut avec la Révolution; mais dans l'éloquence de Somers et de ses rivaux nous trouvons de l'habileté plutôt que du génie, du savoir, de la clarté dans l'expression, de la précision dans la pensée, la lucidité de l'homme d'affaires ou de l'avocat, plutôt que l'emportement de l'orateur. Chez Pitt, au contraire, peu ou point de clarté dans l'exposition. Il ne se distinguait ni par sa promptitude dans la discussion, comme Walpole, ni par ses discours soigneusement élaborés, comme Chesterfield. Ses discours préparés étaient généralement les moins bons, « car ils mettaient en lumière son manque de goût, sa recherche de l'effet, la banalité de ses citations et l'extravagance de ses métaphores. Ce qui l'élevait bien au-dessus de tous les orateurs de son temps, c'était la conviction profonde, l'ardeur et la sincérité de sa parole ». « Il faut que je reste assis », dit-il une fois à l'oreille d'un ami, « car, quand je suis debout, je ne puis plus retenir tout ce qui se presse dans mon esprit. » Son éloquence était comme transfigurée par le feu de sa passion. Il opposait au froid raisonnement, à l'esprit, au bon sens de ses contemporains, la toute-puissance de son audace grandiose, de son imagination poétique, une sympathie vraie pour toutes les émotions populaires, une sublime véhémence; il savait faire vibrer tous les sentiments humains. Il passait sans effort des accents les plus solennels à la raillerie la plus gaie, du plus piquant sarcasme aux plus pathétiques élans. Chacune de ses paroles atteignait le but qu'il s'était proposé; il s'en rendait compte et parlait avec autorité. Il fut le premier des orateurs anglais dont l'éloquence exerçât son pouvoir non-seulement sur le Parlement, mais sur la nation tout entière. Il n'était pas encore d'usage alors de publier les discours parlementaires; la voix de Pitt ne se faisait entendre, en dehors des murs de Saint-Étienne, que par des phrases détachées ou des passages saisissants répétés de bouche en bouche. Mais c'était précisément dans ces éclats soudains d'inspiration, dans ces appels courts et passionnés que son éloquence était la plus puissante; et les quelques phrases de lui qui nous sont parvenues font vibrer les cœurs anglais aujourd'hui comme autrefois.

Pitt et la guerre. — Mais, quelque passionnée qu'elle fût, l'éloquence de Pitt était celle d'un homme d'État, non d'un rhétoricien. Le temps a montré la justesse de son point de vue dans toutes les grandes luttes qu'il eut à soutenir : lorsqu'il défendit, par exemple, la liberté individuelle contre les emprisonnements arbitraires, sous prétexte de sûreté générale, ou la liberté de la presse contre lord Mansfield, ou encore lorsqu'il affirma les droits des colléges électoraux contre la Chambre des communes et les droits constitutionnels de l'Amérique contre l'Angleterre elle-même. Sa politique étrangère tendait à soutenir la Prusse, et la Prusse a justifié ses prévisions en créant l'empire d'Allemagne. L'Angleterre a adopté ses plans pour le gouvernement de l'Inde par la couronne elle-même; et, tout d'abord, ces propositions avaient été considérées comme insensées. Il fut le premier à reconnaître le caractère libéral de l'Église anglicane, le premier à demander une réforme parlementaire. Une mesure qu'il prit au commencement de son ministère montre la générosité et l'originalité de son esprit. Il pacifia l'Écosse en employant les jacobites au service de leur pays et en prenant dans les clans mêmes de quoi former des régiments de Highlanders. Le choix qu'il fit de Wolfe et d'Amherst comme généraux, montre à la fois son mépris de la routine et sa grande connaissance des hommes.

Plassey. — Quelque grands qu'aient été les mérites de Pitt, les succès qui marquèrent les premières années de son ministère furent dus surtout à des chances heureuses. En Orient, l'audace d'un simple commis de négociant avait rendu une compagnie de commerçants anglais maîtresse du Bengale, et ouvert ainsi la série de conquêtes inouïes qui devaient ajouter la presqu'île indienne, depuis Ceylan jusqu'à l'Himalaya, aux possessions britanniques.

La santé de Clive l'obligea à revenir passer quelque temps en Angleterre. Mais il retourna dans l'Inde au moment où éclatait la guerre de Sept ans, et y remporta une victoire plus avantageuse pour l'Angleterre que celles qui l'avaient rendu maître du Karnatic. Il était de retour à Madras depuis quelques mois seulement, quand la nouvelle d'un crime dont l'horrible souvenir est encore présent à tous les Anglais, l'appela au Bengale. Le Bengale, le delta du Gange, était la plus riche et la plus fertile de toutes les provinces de l'Inde. Son riz, son sucre, ses soies, et ses étoffes tissées par les natifs, jouissaient d'une grande réputation sur tous les marchés européens. Ses vice-rois, aidés de leurs lieutenants, s'étaient de fait rendus indépendants de l'Empereur, et avaient annexé au Bengale les provinces d'Orissa et de Behar. Surajah Dowlah, le chef de ce vaste territoire, jaloux des richesses et de l'esprit entreprenant des Anglais, prit les armes à l'instigation des Français, marcha sur le fort William, s'empara de la garnison et jeta cent cinquante de ses hommes

dans une étroite prison de Calcutta, appelée le trou noir. La chaleur d'un été indien fit son œuvre. Les malheureux prisonniers affolés par la soif se foulaient aux pieds les uns les autres, et, le lendemain matin, il ne restait que trente-cinq survivants. A cette nouvelle, Clive s'embarqua avec mille Anglais et deux mille cipayes pour aller venger ce crime. Il n'était plus le soldat novice d'Arcot; il montra un tact et une habileté extraordinaires dans ses négociations avec Surajah Dowlah, qui essaya d'éviter un conflit; il s'abaissa aussi à des ruses et à des perfidies tout orientales. Cependant, son courage restait le même; l'inégalité des forces était telle, que, quand les deux armées se rencontrèrent à Plassey, la veille même d'en venir aux mains, un conseil de guerre proposa la retraite. Clive s'isola dans un bosquet voisin; après une heure de méditation, il décida qu'on livrerait bataille. Le courage, du reste, était seul nécessaire. Les cinquante mille fantassins et les quatorze mille cavaliers qui, au petit jour, se répandirent sur la vaste plaine, le 23 juin 1757, ne purent tenir devant les premières décharges des fusils anglais; à la première charge, ils prirent la fuite. La mort de Surajah Dowlah permit à la Compagnie de placer un homme de son choix sur le trône du Bengale, et bientôt ce prince n'eut plus qu'une autorité nominale. Avec la victoire de Plassey commence la domination de l'Angleterre dans les Indes.

Pitt et Frédéric. — L'année de la victoire de Plassey fut marquée par une victoire non moins importante en Europe. Les expéditions militaires qui avaient marqué les débuts du ministère de Pitt n'étaient pas de nature à justifier les espérances que le pays mettait en lui. Il avait dépensé beaucoup d'argent dans d'inutiles descentes sur la côte de France, qui n'avaient pas causé grand dommage à l'ennemi. Mais ces incidents secondaires ne tiennent que peu de place dans l'ensemble de sa politique. Son mérite principal fut d'avoir reconnu le génie de Frédéric le Grand, et de lui avoir prêté une énergique assistance. Dès son entrée au ministère, il refusa de reconnaître la capitulation de Closter-Seven, qui avait réduit Frédéric aux abois, en ouvrant son royaume aux armées françaises ; puis il protégea ses flancs, en réunissant sur l'Elbe une armée anglo-hanovrienne, à la tête de laquelle il mit, sur le conseil de Frédéric, le duc de Brunswick; enfin, il versa subside après subside dans le trésor épuisé du roi de Prusse. A la confiance de Pitt, Frédéric répondit par le plus brillant déploiement de génie militaire que le monde moderne eût encore vu. Deux mois après sa défaite de Kolin, il se jeta sur l'armée franco-allemande qui avait pénétré jusqu'au centre de l'Allemagne, et il la mit en pièces à Rosbach (nov. 1757). Le mois suivant n'était pas écoulé qu'il avait passé de la Saale aux bords de l'Oder et, par une victoire plus signalée encore, à Leuthen, chassé les Autrichiens de la Silésie.

La victoire de Rosbach était destinée à changer la face du monde, en préparant l'unité allemande; son effet immédiat fut de forcer l'armée française à reculer de l'Elbe au Rhin. Là, l'armée de Ferdinand de Brunswick, à laquelle s'étaient joints vingt mille soldats anglais, les maintint en respect pendant l'été, tandis que Frédéric, battu en Moravie, repoussait les Russes en Pologne par la bataille de Zorndorf. Mais il essuya un nouveau revers à Hochkirch, où le général autrichien Daum fut vainqueur, et ce fut le signal d'une série de désastres. L'année 1759 fut la plus malheureuse de son règne. Un mouvement de l'armée russe mit le Roi dans l'obligation de l'attaquer à Kunersdorf, au mois d'août; il fut repoussé, mis en complète déroute, et sa situation paraissait désespérée, car la route de Berlin restait ouverte aux vainqueurs. Quelques jours après, la reddition de Dresde livrait la Saxe aux Autrichiens; et, à la fin de l'année, une nouvelle bataille, qui eut lieu à Plauen, fit des brèches terribles dans l'armée prussienne. Mais chaque désastre était bientôt réparé par la ténacité et l'indomptable énergie du Roi; et quand vint l'hiver, il était de nouveau maître de la Silésie et de toute la Saxe, à l'exception du terrain occupé par l'armée de Daum.

Cette année, où la fortune de Frédéric semblait si compromise, fut pour Pitt l'année des plus grands triomphes, l'année de Minden, de Quiberon et de Québec. La France projetait à la fois de faire une descente en Angleterre et de s'emparer du Hanovre; aussi avait-elle armé une flotte à Brest, tandis que cinquante mille hommes, sous la conduite de Contades et de Broglie, s'étaient réunis sur le Weser. Ferdinand, avec quarante mille hommes à peine, les rencontra le 1er août, sur le champ de bataille de Minden. Les Français marchaient à l'attaque le long du Weser; leurs flancs étaient protégés, d'un côté par le fleuve, de l'autre par une rivière qui venait s'y jeter. La cavalerie, forte de dix mille hommes, était massée au centre. Les six régiments anglais, dans l'armée de Ferdinand, faisaient face à la cavalerie française. Se méprenant sur un ordre du général, ils marchèrent en ligne droite devant eux, sans s'inquiéter des batteries ennemies qui les prenaient de flanc, et faisant une série de charges, accompagnées de volées de feux de mousqueterie. Au bout d'une heure, le centre de l'armée française était enfoncé. « J'ai vu », disait Contades, « ce que je n'aurais jamais cru possible, une simple ligne d'infanterie traversant trois lignes de cavalerie rangées en bataille et réussissant à les débander. » Les Français n'échappèrent à une déroute complète que par la faute de lord George Sackville, qui refusa d'achever leur défaite en ordonnant une charge de cavalerie. Quoi qu'il en soit, ils furent obligés de se replier épuisés sur Francfort et le Rhin. Ils ne furent pas plus heureux dans leur projet d'envahir l'Angleterre. Dix-huit mille hommes étaient sur le point de s'embarquer sur la flotte française, quand l'amiral Hawke arriva en vue des côtes, le 20 novembre, à l'entrée

de la baie de Quiberon. La mer était forte, et la côte où se trouvait la flotte française était fort dangereuse avec ses récifs et ses rochers de granit. Aussi le pilote se récria-t-il lorsque l'amiral voulut se préparer à l'attaque. « Vous avez fait votre devoir en m'avertissant », répondit Hawke avec calme ; « maintenant, placez-moi au flanc du vaisseau-amiral français. » Deux navires anglais se perdirent sur les récifs, mais la flotte française fut détruite et la retraite de Byng fut vengée.

La conquête du Canada. — Ce n'est pas seulement dans le vieux monde que cette année fut glorieuse pour les armes de l'Angleterre. Si Pitt s'était sagement contenté de soutenir la Prusse dans le vieux monde, il était seul dans la lutte qu'il avait entreprise de l'autre côté de l'Atlantique. Dès que Pitt prit en main les affaires d'Amérique, elles changèrent de face. On abandonna les inutiles courses de cavalerie, lancées au hasard de tous côtés, pour suivre un plan d'attaque savamment combiné. Il s'assura les sympathies des colonies en assurant aux officiers provinciaux, dans la campagne, un rang égal à celui des officiers royaux. A l'appel de Pitt, ils levèrent vingt mille hommes, et s'imposèrent de lourdes contributions pour les entretenir. Trois expéditions furent simultanément dirigées contre les Français, l'une dans la vallée de l'Ohio, la seconde contre Ticonderoga, sur le lac Champlain, la troisième dirigée par le général Amherst et l'amiral Boscawen, qui firent voile vers l'embouchure du Saint-Laurent. Cette dernière réussit brillamment (1758). Louisbourg, bien que défendu par une garnison de huit mille hommes, fut pris, ainsi que la flotte réfugiée dans son port, et toute la colonie du Cap-Breton fut conquise. La milice américaine s'unit aux troupes britanniques dans une attaque vigoureuse contre les forts. Montcalm parvint, il est vrai, avec des troupes très-inférieures en nombre, à repousser le général Acromby à Ticonderoga; mais une troupe, venant de Philadelphie et de la Virginie, avec le valeureux George Washington à sa tête, réussit à prendre le fort Duquesne. Ils donnèrent à leur nouvelle conquête le nom de Pittsburg et perpétuèrent ainsi le souvenir de l'enthousiasme qu'inspira aux colons le grand ministre qui leur ouvrait la route de l'Ouest. L'année suivante (1759) amena l'évacuation de Ticonderoga devant l'armée d'Amherst et la prise du fort Niagara, après la défaite d'un corps d'Indiens venu à son secours. Après la prise des trois forts, les Français ne pouvaient plus s'opposer à l'extension des colonies anglaises vers le Mississipi, ni empêcher le nord de l'Amérique de devenir anglais.

Pitt avait résolu non-seulement de déjouer l'ambition de Montcalm, mais encore de détruire complétement l'empire français en Amérique; et tandis qu'Amherst attaquait les forts, une expédition, conduite par le général Wolfe, remonta le Saint-Laurent et mit à l'ancre en aval de Québec. Pitt avait su discerner le génie et l'héroïsme cachés derrière

les manières gauches et les gasconnades du jeune soldat de trente-trois ans, qui avait déjà combattu à Dettingen, à Fontenoy et à Lawfeld, et à qui l'on avait dû en grande partie la prise de Louisbourg. Pitt lui confia le soin de porter le coup décisif. Mais, tout d'abord, sa sagacité parut être en défaut. Aucun effort ne pouvait faire sortir Montcalm des rochers inaccessibles qui, à ce point, bordent la rivière, et pendant six semaines Wolfe vit ses hommes s'user dans l'inaction, et lui-même était accablé par la maladie et le désespoir. Il finit cependant par prendre une résolution, et formant une longue ligne de bateaux, il dirigea son armée vers l'embouchure du fleuve jusqu'au pied des hauteurs d'Abraham, où se trouvait un passage étroit qui conduisait au sommet. Pas une voix ne troubla le silence de cette nuit, sauf celle de Wolfe lui-même, qui se récitait les strophes de Gray, l'*Élégie dans un cimetière de campagne,* et remarquait en finissant « qu'il aimerait mieux être l'auteur de ce poëme que de prendre Québec ». Mais c'était une nature aussi brave que sensible ; il fut le premier à débarquer et à s'engager dans le chemin étroit où deux hommes ne pouvaient pas passer de front. Ses hommes le suivirent, s'accrochant, pour monter, aux buissons et aux saillies des rochers, et le 12 septembre, dès l'aurore, l'armée se trouvait en bon ordre devant Québec. Montcalm s'empressa d'attaquer, bien que son armée, composée surtout de milices recrutées au hasard, fût très-inférieure en discipline aux Anglais; il fut reçu par un feu roulant. Wolfe chargea à la tête de ses hommes et réussit à rompre les lignes françaises, mais une balle le frappa en pleine poitrine au moment de la victoire. « Ils fuient », cria l'officier qui prit le mourant dans ses bras, « j'atteste qu'ils fuient ! » Wolfe rassembla ses forces pour demander qui fuyait. On lui répondit : « Les Français. » « Alors », murmura-t-il, « je meurs content. » Montcalm aussi fut mortellement atteint dans la lutte; sa mort permit aux Anglais de compléter leur victoire, et la soumission du Canada, achevée par la prise de Montréal, par Amherst, en 1760, mit fin au rêve d'un empire français en Amérique.

CHAPITRE II

L'INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE [1].

(1761-1785)

L'histoire et la guerre. — Jamais l'Angleterre n'avait joué dans l'histoire du monde un rôle aussi important. L'année 1759 fut une année de triomphes extraordinaires. En septembre, arrivait la nouvelle de Minden et d'une victoire devant Lagos. En octobre, on apprenait la prise de Québec, et en novembre, la défaite des Français à Quiberon. « Nous sommes obligés », disait en riant Horace Walpole, « de demander chaque matin quelle victoire il y a, de peur d'en manquer une. » Mais c'est moins le nombre que l'importance de ces triomphes qui donne à cette guerre une si grande portée. Il n'est pas exagéré de dire que trois de ces nombreuses victoires eurent sur les destinées du monde une influence qui se fera sentir pendant des siècles. La victoire de Rosbach ressuscita l'Allemagne, lui rendit la vie politique et intellectuelle, et prépara son union sous la direction de la Prusse et de ses rois. Avec la victoire de Plassey, nous voyons, pour la première fois depuis Alexandre, l'Europe prendre la haute main en Orient. Comme le disait Burke, une des races du Nord introduira au centre de l'Asie des mœurs nouvelles, de nouvelles doctrines et de

[1] SOURCES : Lord Stanhope, dans son *History of England from peace of Utrecht*, et M. Bancroft, dans son *History of the United States*, nous font connaître la guerre d'Amérique avec une égale recherche de justice et de vérité, mais à des points de vue différents. L'histoire de M. Bancroft est beaucoup plus détaillée, beaucoup plus pittoresque ; celle de lord Stanhope est plus pondérée et peut-être plus impartiale. Pour l'Angleterre même, nous pouvons ajouter aux ouvrages indiqués dans le dernier chapitre la remarquable Histoire de M. Massey (*History of England from the accession of George III*), les *Mémoires* de Walpole (*Memoirs of the early reign of George III*), ceux de Rockingham ; les *Papiers* de Grenville, la *Correspondance* de Bedford, celle de George III avec lord North ; les *Lettres* de Junius et l'ouvrage de lord Russell : *Life and Correspondance of C. J. Fox*. Les *Discours et Pamphlets*, de Burke, et surtout ses *Thoughts on the causes of the present discontents*, sont indispensables pour l'étude de cette période. L'*Histoire constitutionnelle* de sir Erskine May, si complète et si pénétrante dans son impartialité, nous console, autant qu'il est possible, de n'avoir plus, pour cette période, les *Commentaires* de M. Hallam. Voyez aussi Lecky, *History of England in the XVIIIth century*.

nouvelles institutions. Avec le triomphe du général Wolfe sur les hauteurs d'Abraham, commence l'histoire des États-Unis. En écartant un ennemi qui tenait en échec les colons de la mère patrie, en rompant la barrière que les Français leur opposaient dans le bassin du Mississipi, Pitt jeta les fondements de la grande République.

Ces victoires eurent pour l'Angleterre même des résultats prodigieux. La guerre de Sept ans décida de son avenir comme de l'avenir du monde. Jusqu'alors la puissance respective des États européens dépendait de leurs possessions dans l'Europe même. Mais après la fin de cette guerre, peu importa à l'Angleterre sa position relative vis-à-vis de ses voisins. Elle n'était plus une puissance purement européenne, une rivale de l'Allemagne, de la Russie ou de la France. Maîtresse de l'Amérique du Nord, future maîtresse de l'Inde, réclamant l'empire des mers comme son domaine propre, la Grande-Bretagne se trouva tout à coup placée à une incommensurable hauteur au-dessus des nations que leur puissance purement continentale semblait condamner à ne plus jouer qu'un rôle secondaire dans l'histoire du monde.

La guerre à peine terminée, le peuple anglais montra qu'il avait conscience des hautes destinées ouvertes devant lui; il n'eut pas de repos qu'il n'eût pénétré dans les mers les plus reculées. L'Atlantique n'était plus qu'un détroit au milieu de l'empire britannique, mais au delà, vers l'Occident, il y avait des mers où le pavillon anglais était presque inconnu. L'année qui suivit la paix de Paris (1764), deux navires anglais firent un voyage de découverte au détroit de Magellan; trois ans plus tard, le capitaine Wallis toucha les récifs de corail de Tahiti. En 1768 le capitaine Cook traversa le Pacifique d'un bout à l'autre, et partout où il débarqua, en Nouvelle-Zélande, en Australie, il prit possession du sol pour la couronne d'Angleterre, et ouvrit un monde nouveau à l'expansion de la race anglaise. Les hommes d'État anglais sentaient avec une égale vivacité le changement survenu dans la position du pays. Par la voix de Burke, le Parlement britannique affirma son caractère impérial, « parce qu'il surveille, comme du haut du ciel, de nombreuses assemblées législatives de second ordre, les dirige et les contrôle, sans les annihiler ». Le peuple, nourri des idées commerciales de l'époque, vit dans le développement immense des colonies, où la mère patrie conservait le monopole du commerce, une source inépuisable de richesses. Les échanges avec l'Amérique étaient à eux seuls en 1772 aussi considérables que ceux que l'Angleterre faisait au commencement du siècle avec le monde entier. Garder et accroître des possessions aussi vastes et aussi lucratives sera désormais le but des hommes d'État et la ferme volonté du peuple anglais.

Les colonies américaines. — Depuis le moment où l'émigration puritaine avait ajouté les quatre États de la Nouvelle-Angleterre, Massa-

chussetts, New-Hampshire, Connecticut et Rhode-Island, au Maryland et à la Virginie, le développement des colonies anglaises en Amérique s'était lentement, mais continuellement poursuivi. Des émigrants venaient s'y établir, en petit nombre il est vrai, et deux nouvelles colonies, au sud de la Virginie, reçurent de Charles II le nom de Carolines. La guerre avec la Hollande fit passer à la domination anglaise le district qui s'étend de l'Hudson aux lacs intérieurs (1664). Charles II s'empressa de placer son frère à la tête de ce district, qui changea alors son nom de Nouvelle-Amsterdam contre celui de New-York. Ce vaste territoire fut bientôt divisé pour former, en dehors de New-York, les colonies de New-Jersey et de Delaware. En 1682, une troupe de quakers suivit William Penn à travers le Delaware jusqu'au centre d'une forêt vierge, et ils formèrent une colonie dont le nom de Pensylvanie rappelle à la fois son fondateur et les bois où elle prit naissance. Ce ne fut que beaucoup plus tard, sous George II, qu'un nouvel établissement fut fondé par le général Oglethorpe sur la Savannah. Il reçut le nom de Géorgie et devait servir de refuge aux débiteurs anglais et aux protestants persécutés de l'Allemagne. Malgré la lenteur de leur développement, ces colonies grandissaient en nombre et en richesse. A l'avénement de George III, les colons formaient une population de près de 1,200,000 blancs et 250,000 nègres; c'était le quart de celle de l'Angleterre, et leurs richesses avaient augmenté dans une proportion plus grande encore. Les colonies du Sud étaient les plus productives. La Virginie était fière de ses plantations de tabac, la Géorgie et les Carolines de leur maïs, de leur riz et de leur indigo. New-York et la Pensylvanie se contentaient de leurs pêcheries, de leur commerce de blé et de bois. Mais les colonies du Nord et celles du Sud ne différaient pas seulement dans leur industrie. Dans les États du Sud la prédominance de l'esclavage fait naître un esprit aristocratique et favorise la création de vastes propriétés. Nous voyons même le système anglais des substitutions s'introduire parmi les riches planteurs de la Virginie, et plusieurs des anciennes familles anglaises y étaient représentées, par exemple celle des Fairfax et des Washington.

Dans toute la Nouvelle-Angleterre, au contraire, l'esprit des puritains dominait, et les colons conservaient leur piété, leur intolérance, leur simplicité de vie, leur besoin d'égalité, leurs tendances démocratiques des premiers jours. Par ses principes d'éducation comme par son activité politique, la Nouvelle-Angleterre avait une supériorité incontestable; car l'établissement des puritains avait immédiatement amené la fondation d'un système scolaire qui est la gloire de l'Amérique. « Chaque ville », disait l'acte, « dès que le Seigneur lui aura accordé de se développer assez pour posséder cinquante maisons, en mettra une à part pour enseigner aux enfants à lire et à écrire; et quand la ville possédera cent maisons, elle fondera une école secondaire. »

L'Angleterre et les colonies. — Ces différences, qui devaient avoir une si grande influence sur les destinées de l'Amérique, ne se firent pas sentir tout d'abord. Les colonies conservèrent longtemps, dans leur organisation extérieure, des traits communs qui contrastaient grandement avec l'Angleterre même, dans toutes les questions civiles et religieuses. La diversité des communions religieuses, plus grande là que partout ailleurs, eut pour conséquence la tolérance religieuse. La Nouvelle-Angleterre était toujours la forteresse du puritanisme; au Sud la plupart des colons restaient fidèles à l'Église anglicane. La population du Maryland se composait en grande partie de catholiques. En Pensylvanie, les quakers dominaient. Les presbytériens et les baptistes s'étaient réfugiés dans le New-Jersey pour échapper à la persécution. Les luthériens et les Moraves allemands abondaient en Géorgie et dans les Carolines. Avec une telle multiplicité de croyances religieuses, la persécution était impossible. Dans leur organisation et leurs tendances politiques, les États surent associer une extrême diversité apparente avec une unité fondamentale de tendance et d'organisation. Que le tempérament de la colonie fût démocratique, modéré ou oligarchique, la forme du gouvernement était toujours à peu près la même. Les droits primitifs des propriétaires, les concessions originelles du premier établissement, avaient presque partout cessé d'exister, ou étaient tombés en désuétude, sauf en Pensylvanie et en Maryland. Le gouvernement de chaque colonie dépendait d'une assemblée élue par tout le peuple, avec un conseil élu aussi ou nommé par le gouverneur, et un gouverneur qui tantôt était élu, tantôt était nommé par la couronne, et qui seul servait d'intermédiaire entre les colonies et la Grande-Bretagne. Les colonies, par une heureuse négligence, étaient abandonnées à elles-mêmes. On a dit plus tard avec esprit que « M. Grenville perdit l'Amérique parce qu'il se mit à lire les dépêches américaines, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait fait ». Il était difficile du reste d'intervenir dans l'intérieur des colonies. Leurs priviléges étaient assurés par des chartes royales. Leurs assemblées avaient le droit exclusif d'établir des impôts, et elles n'en abusaient pas. Walpole, comme Pitt plus tard, repoussa vivement l'idée d'établir des contributions indirectes en Amérique. « J'ai soulevé la vieille Angleterre contre moi par cette mesure, croyez-vous que je veuille soulever aussi la nouvelle? » Même dans les questions de commerce la suprématie de la mère patrie était presque nulle. Il y avait bien quelques droits d'importation, mais on les évitait par un système de fraude bien entendu. La restriction du commerce des colonies à la Grande-Bretagne était plus que compensée par les priviléges commerciaux dont les Américains jouissaient comme sujets anglais. Jusqu'ici rien ne venait porter atteinte au bon vouloir qui existait entre les colons et l'Angleterre, et le danger d'une agression française resserra encore ces liens.

Mais quelque réel que fût l'attachement des colons pour la mère patrie, les politiques exercés se rendaient compte que leur union future était menacée. Les triomphes mêmes de Pitt devaient contribuer à l'ébranler, car, en délivrant le Canada des Français, il éloignait le danger qui jusque-là avait rendu la protection de l'Angleterre nécessaire aux colonies. L'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de sa lointaine colonie fut celle d'un propriétaire; les divergences de caractères, que la nécessité de l'union avait empêché de sentir, devinrent de plus en plus visibles. Si les questions de commerce et de tarifs suscitèrent des murmures et des disputes, au fond de ces querelles il y avait aussi l'inquiétude qu'inspirait aux Anglais la forme démocratique du gouvernement et de la société dans les colonies, et les principes niveleurs qui y prévalaient.

George III. — Étouffer cet esprit républicain, dissiper tous les rêves d'autonomie, resserrer l'unité de l'empire britannique, fut un des buts principaux que se proposa le jeune souverain qui, en 1760, remplaça son grand-père sur le trône. Pour la première et la dernière fois depuis que la maison de Hanovre avait hérité de la couronne, l'Angleterre vit son roi prendre une part active aux affaires politiques. Le rôle que George III réussit à y jouer est certainement considérable. Dans l'espace de dix ans, il réduisit le gouvernement à n'être plus qu'une ombre, et il changea en antipathie la loyauté de ses sujets. Au bout de vingt ans les colons d'Amérique avaient pris les armes pour conquérir leur indépendance, et l'Angleterre était à deux doigts de sa perte. On a vu parfois de semblables résultats amenés par de très-grands hommes ou par des hommes méchants et corrompus; mais George n'était ni un grand homme ni un homme corrompu. C'est le plus petit esprit qui ait jamais régné en Angleterre, si l'on en excepte Jacques II. Il avait reçu une détestable éducation, et ses capacités étaient des plus médiocres. Il ne savait pas non plus se servir d'intelligences supérieures à la sienne, comme l'ont fait certains souverains pour cacher leur propre nullité. Au contraire, le seul sentiment qu'il éprouvât pour les grands hommes était un sentiment de jalousie et de haine. Il soupirait après le moment où la décrépitude ou la mort mettrait fin à l'activité de Pitt; et, même lorsque la mort l'eut délivré de cette « trompette de sédition », il s'opposa à ce qu'on élevât un monument au grand ministre, disant qu'on ferait ainsi au Roi une injure personnelle.

Malgré l'infériorité de sa nature, George avait un but bien défini, et il le poursuivit avec obstination. Son but était de gouverner. « George », lui répétait continuellement, dans son enfance, la princesse de Galles sa mère, « George, sois un roi. » Il s'intitulait lui-même « un whig de la Révolution », et il n'avait pas le désir de détruire l'œuvre qu'il attribuait

à cette Révolution. Mais il considérait la docilité de ses deux prédécesseurs vis-à-vis de leurs ministres, non comme la conséquence légitime de la Révolution, mais comme une usurpation sur l'autorité que la Révolution avait laissée à la couronne. Il était résolu à ne pas consentir à cette usurpation. Il ne voulait pas se mettre en opposition avec la loi, mais *gouverner,* s'affranchir de l'autorité des partis et des ministres, et être de fait le premier ministre du royaume. Nous avons vu combien un tel rêve était incompatible avec la constitution parlementaire, telle que Sunderland l'avait définitivement établie dans le pays ; mais George était décidé à réaliser son rêve.

Il y fut aidé par les circonstances. La défaite de Charles-Édouard et sa dégradation morale avaient tué le jacobitisme, et définitivement détaché de la cause des Stuart le clergé et les squires. Ceux-ci étaient disposés à prendre de nouveau une part active à la politique, et, à l'avénement de George III, qui, contrairement à ses prédécesseurs, était un Anglais né en Angleterre et parlant la langue du pays, ils trouvèrent l'occasion qu'ils cherchaient. Depuis le commencement du règne, les tories avaient peu à peu reparu à la cour. C'est à la longue, il est vrai, que le parti, dans son ensemble, se décida à soutenir le gouvernement ; mais son intervention modifia du coup toute la politique anglaise. S'étant tenus éloignés des affaires pendant tant d'années, ils étaient demeurés étrangers aux progrès qu'avaient faits les idées politiques depuis la révolution de 1688, et ils reportèrent sur leur nouveau souverain toute la vénération qu'ils avaient éprouvée pour les Stuart. Ainsi se forma un « parti du Roi », que George dirigeait à sa guise et fortifiait en se servant largement de l'influence et du pouvoir que les lois accordaient encore au souverain. Le Roi disposait de toutes les promotions dans l'Église, de tous les avancements dans l'armée et d'un grand nombre de places à la cour ou dans l'administration civile. Ce grand moyen de gouvernement, le patronage, dont la Chambre des communes avait fait un si grand usage et dont les ministres avaient usurpé le monopole, fut rapidement repris par George III et réservé exclusivement à la couronne. George avait entre les mains une des armes de Walpole, et il l'employa sans scrupule pour dissoudre le parti dont Walpole avait si longtemps maintenu l'unité. Il vit que, comme dans tous les partis depuis longtemps au pouvoir, la division s'était mise parmi les whigs, et qu'ils étaient affaiblis par le mépris qu'inspiraient à la masse du peuple l'égoïsme et la corruption de leurs représentants. Plus de trente ans auparavant, Gay avait raillé sur la scène les principaux hommes d'État, sous la figure de détrousseurs et de voleurs de grand chemin. « Il est difficile de déterminer », disait le spirituel auteur dramatique, « si ce sont les nobles gentilshommes qui imitent ceux des grands chemins, ou si ce sont ceux des grands chemins qui imitent les nobles gentilshommes. » Quand les

« nobles gentilshommes » furent représentés par de vieux intrigants, tels que Newcastle, le mépris public devint plus violent que jamais, et l'on se détourna avec dégoût des intrigues et de la corruption du parti whig, vers le jeune roi, qui prétendait jouer le rôle du « Roi patriote » inventé par Bolingbroke.

Retraite de Pitt. — Si Pitt et Newcastle étaient restés unis, soutenus comme ils l'étaient, le premier par les classes commerçantes et l'opinion publique, l'autre par toute l'organisation parlementaire, George aurait lutté en vain ; mais le désaccord s'était mis dans le ministère. Les whigs, fidèles aux idées de Walpole, regrettaient la paix, s'effrayaient des dépenses énormes qu'on avait faites, et se révoltaient en silence contre les entreprises et la suprématie du grand commoner. Ce fut malgré eux que Pitt rejeta les propositions de paix de la France, qui laissait à l'Angleterre toutes ses conquêtes, à la seule condition qu'elle rompît avec la Prusse. L'appui constant de Pitt avait permis à Frédéric de continuer la guerre, bien qu'il s'épuisât dans cette lutte inégale. Sa campagne de 1760 fut un des plus grands efforts de son génie. Repoussé devant Dresde, il réussit à reprendre la Silésie par sa victoire de Liegnitz et par celle de Torgau ; à repousser Daun, tandis que Ferdinand de Brunswick se maintenait, comme il l'avait déjà fait, le long du Weser. Mais les victoires mêmes affaiblissaient Frédéric. L'argent et les hommes lui faisaient également défaut. Il lui était impossible de frapper de nouveau un grand coup, et le cercle de ses ennemis se resserrait autour de lui. Son dernier espoir était l'aide fidèle de Pitt, et malgré les succès de sa politique, Pitt était à la veille de sa chute. L'envie et le ressentiment que sa suprématie avouée inspirait à ses collègues trouvèrent un auxiliaire dans le jeune Roi. Le comte de Bute, un pur courtisan, qui avait le caractère et les capacités d'un huissier du palais, fut imposé au premier ministre. Comme il n'était que le porte-parole de son maître, un parti de la paix se forma aussitôt, mais Pitt ne faisait pas mine de se retirer. Au contraire, il proposa en 1761 d'étendre encore le théâtre de la guerre. Un nouveau pacte de famille avait été secrètement signé par les deux maisons de Bourbon, celle d'Espagne et celle de France. Pitt voulait prévenir le coup, en s'emparant de la flotte qui rapportait les trésors des Indes à Cadix, en occupant l'isthme de Panama et en attaquant les possessions espagnoles dans le nouveau monde. Ses collègues reculèrent devant ce plan si vaste et si hardi, et Newcastle, excité par le Roi et soutenu par les whigs, s'y opposa formellement. Ce fut en vain que Pitt essaya de lutter. Il menaça de donner sa démission, se déclara personnellement responsable vis-à-vis du peuple. Tout fut inutile, sa démission au mois d'octobre changea la face des affaires.

Fin de la guerre de Sept ans. — « Pitt en disgrâce », écrivait un philosophe français, « cela vaut pour nous deux victoires. » Frédéric, de son côté, était aux abois. George, lui, ne vit dans la chute de son puissant ministre que le moyen de réaliser ses plans. L'appel de Pitt avait été entendu par les masses populaires. Quand il se rendait à Guildhall, les Londoniens se suspendaient aux roues de son carrosse, embrassaient ses valets de pied, et baisaient ses chevaux. Les whigs en rompant avec Pitt s'étaient annihilés eux-mêmes. Newcastle, après s'être débarrassé du grand homme d'État, fut à son tour chassé du ministère par le jeune roi, après une série de mortifications; les plus puissants parmi ses collègues whigs le suivirent dans la retraite. George se voyait triomphant des deux pouvoirs qui avaient entravé la libre action de la couronne : « le pouvoir fondé, disait Burke, sur la popularité, et le pouvoir fondé sur l'union politique ». Le triomphe du Roi fut marqué par l'élévation de lord Bute au poste de premier ministre. Il n'eut pas d'autre plan que d'être l'instrument de la volonté royale, et la volonté royale était de mettre fin à la guerre. Au printemps de 1762, Frédéric, qui résistait obstinément contre la fortune adverse, fut réduit à une ruine presque totale par la suppression des subsides anglais. Ce ne fut que grâce à son invincible énergie, grâce aussi au revirement qui se fit dans la politique de la Russie, à la mort de son ennemie la tzarine Élisabeth, qu'il put se retirer de la lutte par le traité de Hubertsbourg, sans avoir perdu un pouce de son territoire.

George III et lord Bute avaient déjà acheté la paix à un prix bien différent. Sans souci de l'honneur national, ils avaient été jusqu'à offrir la Silésie à l'Autriche, et la Prusse de l'Est à la Tzarine, à la seule condition que l'on cessât les hostilités. Heureusement que le résultat des affaires d'Espagne vint épargner à l'Angleterre une telle humiliation. Trois mois après la chute de Pitt, une déclaration de guerre de l'Espagne vint justifier sa proposition en faveur d'hostilités immédiates, et l'année 1762 amena des victoires qui prouvèrent combien il avait raison d'avoir confiance dans l'issue de la lutte. La Martinique, la plus riche des possessions françaises dans les Indes occidentales, fut conquise au commencement de l'année, et cette conquête fut suivie de celle de la Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent. En été, la prise de la Havane amena la soumission de Cuba; les Philippines, la plus florissante des colonies espagnoles du Pacifique, se rendirent à la flotte britannique. Ces succès décidèrent la signature de la paix de Paris en février 1763. L'Angleterre restituait à la France la Martinique et rendait à l'Espagne Cuba et les Philippines. Elle recouvrait Minorque dans la Méditerranée. Ses vraies conquêtes étaient dans l'Inde et en Amérique. En Inde, la France renonçait à tout établissement militaire, et elle était exclue de l'Amérique; elle reconnut à l'Angleterre la possession du Canada, de la Nouvelle-

Écosse et de la Louisiane jusqu'au Mississipi. L'Espagne recevait le reste de cette province en échange de la Floride, qu'elle abandonnait à l'Angleterre.

La Chambre des communes. — Le Roi était d'autant plus anxieux de conclure la paix, qu'il avait hâte de prendre en main la direction des affaires et de pouvoir s'y consacrer entièrement. Tant que dura la guerre, il était sans cesse menacé de voir Pitt rentrer au ministère et les whigs se rallier sous sa direction. La paix le délivra de cette crainte. Il pouvait compter sur les dissensions du parti whig, sur la loyauté de fraîche date des tories et sur l'influence du patronage de la couronne, dont il était désormais le seul dispensateur. Mais il comptait surtout sur la composition de la Chambre des communes. A une époque où elle était toute-puissante dans l'État, la Chambre avait perdu tout vrai caractère représentatif. Déjà, lors des guerres civiles, on avait reconnu qu'il était nécessaire de faire, dans la distribution des siéges à la Chambre, les changements qu'imposaient les modifications survenues depuis Édouard dans la population et la répartition des richesses. Mais les réformes du Long Parlement furent annulées par la Restauration. Depuis Charles II jusqu'à George III, on ne tenta aucun effort pour remédier aux abus grandissants du système parlementaire. De grandes villes, comme Manchester ou Birmingham, n'étaient pas représentées, tandis qu'on voyait des siéges occupés par les députés de bourgs qui, comme Old Sarum, n'existaient que de nom. Les souverains de la maison des Tudor s'efforcèrent de fonder un parti de la cour dans la Chambre des communes, en créant un grand nombre de ces députés nommés par des bourgades ou par de simples villages, alors au pouvoir de la couronne. Il en résulta que les propriétaires du voisinage s'approprièrent ces siéges, et qu'ils les achetèrent et les vendirent comme ils vendaient leurs propres terres ; même les villes qui avaient leurs députés n'étaient représentées que de nom, car l'acte qui, au quatorzième siècle, avait refusé les droits municipaux à la majeure partie des habitants, avait dans bien des cas limité les droits électoraux à la seule corporation qui gouvernait la ville. Le choix, pour ces siéges-là, dépendait uniquement de la bourse ou de l'influence des hommes politiques. Les uns étaient « les bourgs du Roi », d'autres nommaient avec soumission le candidat du ministère, d'autres encore, « les bourgs fermés », étaient à la merci d'intrigants, tels que le duc de Newcastle, qui, à une seule élection, put nommer un tiers de tous les députés des bourgs à la Chambre des communes. Les comtés et les grandes villes commerciales pouvaient seuls prétendre à un véritable droit de suffrage, bien que dans la pratique les dépenses énormes auxquelles entraînait la lutte électorale ne permettaient qu'aux grandes familles de la localité de prétendre à la députation. Dans les comtés eux-mêmes,

le suffrage était mal organisé et extrêmement restreint. Sur les huit millions d'habitants qui peuplaient l'Angleterre, on ne comptait que cent soixante mille électeurs.

La Chambre et la couronne. — Nous voyons combien la Chambre était loin de représenter l'opinion publique, par le fait que Pitt, à l'apogée de sa popularité, eut peine à y trouver un siége. L'argent était le vrai moyen d'entrer au Parlement. Les siéges étaient vendus et achetés ouvertement, et se payaient jusqu'à quatre mille livres (100,000 francs). Aussi comprenons-nous le cri d'indignation du jeune Pitt, qui s'écria plus tard : « Cette Chambre des communes ne représente pas le peuple de la Grande-Bretagne, elle représente des bourgs qui n'existent pas, des villes en ruine, des familles nobles, de riches particuliers, des potentats étrangers. » Un corps élu par de tels commettants, indépendants de l'opinion publique, grâce au vote secret en usage au Parlement, était dirigé par les mobiles les plus mesquins et les plus vils, et cependant il était investi d'une autorité presque sans bornes. Walpole et Newcastle avaient fait de l'intrigue et de la corruption la base même du gouvernement des whigs. George III s'en empara à son tour, pour en faire la base du pouvoir qu'il ambitionnait. Le revenu royal servait à acheter des siéges et des votes. Jour après jour, George examinait lui-même la liste des votes des deux Chambres, et distribuait des récompenses ou des punitions, selon qu'on avait ou non voté suivant sa volonté. Les premières places dans le service civil, dans l'Église et dans l'armée étaient réservées aux « amis du Roi ». On employait les pensions et les faveurs pour influencer les débats. Jamais la corruption n'avait joué un rôle pareil. Sous le ministère de Bute, il y avait un bureau spécial à la Trésorerie pour acheter les votes des députés, et l'on raconte qu'une fois, vingt-cinq mille livres (625,000 francs) furent dépensées en une seule journée.

Chute de Bute. — Nous voyons le résultat d'un tel état de choses dans le rôle que joue ce même Parlement qui jusque-là s'était incliné devant la grandeur de Pitt. En dépit de ses protestations, les préliminaires de paix furent votés à une majorité de cinq contre un. « Maintenant mon fils est vraiment roi! » s'écria la Reine douairière. Mais à peine avait-il remporté cette victoire que le Roi et son ministre se trouvèrent assaillis par la plus violente tempête de mécontentement populaire qui se fût produite depuis la chute des Stuart. Violent et aveugle dans ses manifestations, ce mécontentement était un symptôme des progrès de l'opinion publique. Le Parlement était devenu tout-puissant, et, en théorie, le Parlement représentait le peuple anglais tout entier; mais, en fait, la masse du peuple n'avait aucune action sur le gouvernement. Pour la première et la der-

nière fois, le Parlement était impopulaire et ses ennemis sûrs de la popularité. La Chambre des communes était plus corrompue que jamais, et elle était de plus l'esclave du Roi. Le Roi prétendait être un whig, et pourtant il restaurait un système d'absolutisme que le whiggisme rendait depuis longtemps impossible. Son ministre était un simple favori, et, aux yeux des Anglais, un étranger. Le peuple voyait tout cela sans en voir le remède. Il ne pouvait agir sur le gouvernement que par la violence. C'est par des émeutes et des tumultes qu'il donna libre carrière à son vieil esprit national de bigoterie religieuse, à sa vieille haine contre la cour hanovrienne, à ses vieilles habitudes de violence factieuse, à sa colère contre le Parlement. Bute se trouva l'objet d'une aversion si soudaine et si générale qu'il se vit forcé de donner sa démission en 1763, pour calmer l'indignation populaire.

Le Roi était fait d'une étoffe plus résistante que son ministre. S'il permit à son ministre de se retirer, il continua à le considérer comme le chef de l'administration; car le ministère que Bute laissait derrière lui était composé de ses collègues les plus favorables à la cour. George Grenville en était le chef nominal; mais toutes les décisions étaient dictées en secret par le favori. Charles Townshend et le duc de Bedford, les deux whigs les plus capables restés avec Bute après la retraite de Newcastle, refusèrent d'entrer dans le cabinet. On n'y trouvait qu'un seul homme de talent, lord Shelburne, un jeune Irlandais. La division qui régnait dans l'opposition permit seule au ministère de se maintenir. Townshend et Bedford étaient séparés du gros du parti whig, et les uns et les autres restaient éloignés de Pitt. George III avait compté sur ces divisions pour faire vivre son ministère, et il comptait sur la faiblesse du ministère pour le diriger à sa guise. Mais Grenville ne voulait être le jouet ni du Roi, ni de Bute, et les conflits entre lui et George III devinrent si aigus que celui-ci demanda, en désespoir de cause, à Pitt, de former un ministère. Jamais Pitt ne montra plus de patriotisme et de grandeur d'âme que lorsqu'il répondit à cet appel. Il oublia tous les ressentiments qu'il pouvait avoir conservés de son expulsion par Newcastle et les whigs; il mit comme condition à son retour le rappel de tous ses anciens collègues, Bedford excepté. George repoussa ces conditions qui l'eussent obligé à renoncer à ses projets. Le résultat fut que Grenville devint aussi puissant qu'il avait été faible. Bute cessa d'exercer aucune influence. Bedford, d'un autre côté, se joignit à Bute avec tout son parti, et le ministère devint homogène et fort.

Querelle avec la presse. — Le seul but de Grenville était d'établir la suprématie du Parlement sur les citoyens comme sur le Roi. Aussi se mit-il en lutte contre la force nouvelle de l'opinion publique qui avait montré son pouvoir en renversant Bute. Ne se trouvant pas représentée

par le Parlement, l'opinion publique chercha un organe dans la presse. En dépit de l'abolition de la censure après la révolution, la presse avait été lente à conquérir l'influence politique. Sous les deux premiers George, son développement fut retardé par l'absence de grands sujets de discussion, par l'infériorité des écrivains et surtout par la léthargie politique de l'époque. Ce ne fut en réalité qu'à l'avénement de George III, quand Pitt réveilla l'esprit national et fit renaître dans le pays l'intérêt pour les affaires publiques, que la presse devint une puissance politique. Ce fut dès lors par les journaux que l'opinion publique en appela des décisions de la Chambre, et ils servirent, sous la pression de la haine populaire, à amener la chute de lord Bute. Le *North Briton,* rédigé par John Wilkes, dénonça le cabinet, blâma la paix avec une grande violence et osa le premier attaquer directement le ministre.

Wilkes était un homme sans aucune valeur morale ; mais il savait admirablement s'attirer les sympathies populaires, et, par une singulière ironie de la fortune, c'est à lui que les Anglais doivent trois des plus importantes réformes de leur Constitution. Par sa défense des droits des électeurs contre le despotisme de la Chambre des communes, il fit comprendre à la nation la nécessité d'une réforme parlementaire. Il dirigea le débat qui devait mettre fin au vote secret dans les débats du Parlement. Il affirma enfin le premier le droit absolu de la presse à discuter les affaires publiques.

Dans ses attaques contre Bute, il ne fut que l'organe du mécontentement public. C'est surtout à ses attaques que l'on dut la retraite de Bute. Mais Grenville avait plus de force de résistance, et à peine avait-il reformé son ministère, qu'il résolut d'abattre l'opposition grandissante contre le Parlement, en frappant son chef. Dans le numéro 45 du *North Briton,* Wilkes avait critiqué le discours du trône, et un mandat d'amener avait été lancé contre « les auteurs, imprimeurs et éditeurs de libelles séditieux ». Quarante-neuf personnes furent arrêtées, et, en dépit de l'inviolabilité parlementaire, Wilkes fut envoyé à la Tour. L'arrestation était si illégale qu'il fut aussitôt relâché par ordre de la cour des plaids communs, mais il fut immédiatement poursuivi comme libelliste, et la Chambre des communes condamna son journal, qui se trouvait encore poursuivi devant la justice ordinaire comme un « libelle faux, scandaleux et séditieux ». La Chambre des lords, au même moment, traita de blasphématoire un pamphlet trouvé parmi les papiers de Wilkes, et autorisa les poursuites. Wilkes se réfugia en France, et fut bientôt exclu de la Chambre des communes. Les deux Chambres se constituant ainsi arbitrairement en cour de justice, lord Grenville terrorisa la presse et lança deux cents citations contre différents journaux; mais cette manière de faire souleva une indignation générale. On entendait de tous côtés les cris de : « Wilkes et la liberté! » Loin d'être réduite au silence, l'opi-

nion avait été exaspérée par le coup porté contre Wilkes, et six ans plus tard l'insuccès d'une poursuite dirigée contre un journaliste anonyme surnommé « Junius », pour sa *Lettre au Roi,* établit le droit pour la presse de juger la conduite non-seulement des ministres et du Parlement, mais du Roi lui-même.

L'acte du timbre. — Grenville se montra dans toute cette lutte sans prévoyance et sans force. Il fit preuve de la même insouciance dans les difficultés qui surgirent en Amérique. La guerre dirigée par Pitt avait coûté des sommes énormes à l'Angleterre, et le grand ministre se vit obligé de faire des emprunts très-considérables. La dette publique s'élevait à cent quarante millions de livres (3 milliards 500 millions), et le premier soin du ministère Grenville fut de chercher à faire face aux nouvelles charges de la nation. Comme une portion des subsides avait été dépensée pour la défense des colonies américaines, Grenville résolut de leur en faire supporter leur part. Bute et le Roi étaient d'accord sur ce point, mais leurs plans visaient plus loin que la question financière. Le nouveau ministre déclara qu'il appliquerait rigoureusement les lois sur la navigation qui assuraient à la mère patrie le monopole du commerce américain, qu'il lèverait des impôts dans les colonies pour faciliter le service de la dette, et surtout qu'il ferait sentir aux colonies leur dépendance vis-à-vis de l'Angleterre. Le commerce direct entre l'Amérique et les colonies françaises ou espagnoles des Indes occidentales était entravé par des droits prohibitifs; mais on y échappait par un système général de contrebande. Les droits furent réduits, mais ils furent rigoureusement appliqués, et l'on envoya des forces navales considérables sur les côtes d'Amérique pour supprimer la contrebande. Aux revenus qu'on attendait de cette mesure, on voulait ajouter une taxe sur le timbre, qui devait frapper tous les actes juridiques rédigés dans les colonies.

Les plans de Bute tombèrent en même temps que lui; mais Grenville était tout à fait d'accord avec Bute dans ses projets financiers, et maintenant qu'il se trouvait à la tête d'une administration forte, il procéda à l'exécution des plans formés pour frapper l'Amérique de taxes de douanes et de taxes intérieures. Un de ces premiers actes consista à appliquer rigoureusement les lois de navigation, et à réprimer la contrebande entre l'Amérique et les îles espagnoles. Quelque dures et maladroites que fussent ces mesures, les colons en reconnaissaient la légalité. Ils montrèrent seulement leur irritation en s'engageant à ne plus se servir de marchandises anglaises jusqu'à ce qu'on diminuât les taxes. Mais l'autre plan du ministre, celui qui consistait à établir un impôt dans l'intérieur même de la colonie, en reprenant le projet des contributions indirectes ou d'impôt sur le timbre, que le bon sens de Walpole avait rejeté autrefois, avait bien plus de gravité que la suppression de la contrebande. A la diffé-

rence des actes de navigation, il constituait un changement radical dans les relations de l'Angleterre avec ses colonies. Aussi le reçurent-elles bien différemment. Pour les colons, un pays ne devait être taxé que lorsqu'il était représenté au Parlement, et l'Amérique n'envoyait pas un seul député aux Chambres britanniques. Les assemblées coloniales se réunirent alors ; elles protestèrent toutes, sauf la Pensylvanie, contre toute ingérence du Parlement dans leurs finances intérieures. Le Massachusetts marqua nettement le point de vue auquel il se plaçait. « Les prohibitions commerciales ne sont ni équitables ni justes ; mais le droit de s'imposer soi-même est la base des libertés anglaises. Ce droit une fois nié, toute liberté est perdue. » Ce point de vue fut accepté par les assemblées de toutes les colonies, et elles envoyèrent en Angleterre, pour y porter leur protestation, Benjamin Franklin, un simple imprimeur de Philadelphie qui, par ses découvertes scientifiques, s'était fait un nom parmi les savants (1765). Franklin trouva peu de personnes, en Angleterre, disposées à soutenir la cause des colons. Grenville ne voulait pas changer ses plans, à moins de recevoir l'assurance que les colonies s'uniraient en vue d'une taxation commune, assurance que Franklin ne pouvait lui donner. L'acte du timbre passa dans les deux Chambres aussi facilement que s'il s'était agi de voter un octroi quelconque.

Le ministère Rockingham. — A peine l'acte du timbre était-il voté qu'une injure faite à la Reine douairière, dont le nom fut omis dans une loi de régence, raviva la querelle qui couvait toujours entre le Roi et le ministère. George offrit encore le pouvoir à Pitt. Mais Pitt était pour ainsi dire isolé. Le seul ami qui lui restât, lord Temple, son beau-frère, refusa de l'aider à former un cabinet, et il se sentit trop faible, ainsi abandonné, pour faire aucune nouvelle combinaison avec les whigs. Le Roi n'eut plus d'autre ressource que de se tourner vers le marquis de Rockingham, alors à la tête du gros du parti ; mais la faiblesse du ministère Rockingham, formé en juillet 1765, se montra dans la lenteur qu'il apporta à régler les affaires d'Amérique. Franklin ne voyait pas d'autre issue pour les colonies, une fois l'acte voté, que la soumission ; mais les colons ne voulaient pas entendre parler de soumission. Des émeutes éclatèrent dans toute la Nouvelle-Angleterre quand on apprit l'arrivée du papier timbré, et les collecteurs d'impôt effrayés abandonnèrent leurs postes. Les États du Nord et ceux du Sud se rapprochèrent dans le danger commun. L'assemblée de Virginie fut la première à refuser formellement au Parlement anglais le droit d'introduire des taxes dans les colonies, et à demander le retrait de la loi. Le Massachusetts non-seulement s'unit aux demandes de la Virginie, mais proposa un congrès de délégués de toutes les assemblées coloniales pour s'entendre en vue d'une action commune. En octobre 1765, ce congrès

répéta la protestation et les demandes de la Virginie. Quand cette nouvelle fut connue en Angleterre, à la fin de l'année, tous les regards se dirigèrent vers Pitt. Comme ministre, il avait, longtemps auparavant, rejeté un projet d'impôt sur les colonies. Il était malade et absent quand l'impôt sur le timbre avait été voté; mais il prit entièrement le parti des Américains et défendit leurs droits constitutionnels. Il glorifia leur résistance, que le Parlement qualifiait de rébellion. « A mon avis », dit-il, « ce royaume n'a aucun droit de prélever des taxes dans les colonies... L'Amérique est obstinée! L'Amérique est presque en rébellion ouverte! Sire, je me réjouis de voir que l'Amérique a résisté. Trois millions d'hommes assez morts à tous les sentiments de liberté pour accepter volontairement la servitude, eussent été de dignes instruments pour asservir le reste de vos sujets. »

Abrogation de l'acte du timbre. — Tout le monde désirait que Pitt reprît le ministère; mais les négociations entamées entre lui et les whigs échouèrent. La différence radicale de leur politique et de celle de Pitt leur fut admirablement expliquée par le plus pénétrant penseur en politique de ce temps. Quand Edmond Burke était arrivé à Londres, en 1750, il n'était qu'un aventurier irlandais, pauvre et inconnu. L'étendue de ses connaissances lui gagna dès l'abord l'amitié de Johnson, et sa puissance d'imagination, qui imprimait un caractère original et vivant à ses connaissances, semblait lui promettre une carrière philosophique et littéraire; mais ses goûts le portaient vers la politique. Il devint secrétaire de lord Rockingham, et entra au Parlement sous son patronage, en 1765. Ses discours sur l'*acte du timbre* et la guerre d'Amérique le rendirent bientôt célèbre. Son extérieur massif de quaker, sa petite perruque, ses lunettes rondes, ses poches toujours pleines de papiers, toute son apparence ne laissaient guère deviner un grand orateur, ni surtout le caractère spécial de son éloquence. Il y avait en lui une ardeur passionnée, une fantaisie poétique, une étonnante richesse de ressources, une facilité inouïe à passer de l'ironie au pathétique, de l'invective à la douceur, des plus brillantes images aux arguments les plus serrés. Son genre d'éloquence était tout nouveau en Angleterre. La clarté d'exposition de Walpole, les appels émouvants de Chatham faisaient place à l'expression passionnée d'une véritable philosophie politique. « J'ai plus appris de lui que de tous les livres que j'ai lus! » s'écriait Fox dans un élan de généreuse admiration. Si le raisonnement de Burke avait un caractère philosophique, il n'en résultait aucune froideur de ton ou d'expression; le fond même de sa nature était poétique. Ses idées, conçues par la raison, étaient façonnées et colorées par la splendeur enflammée de son imagination. Une nation était pour lui une grande société vivante, complexe dans sa structure, et dont les institutions, fruit des âges écoulés, sont si

étroitement unies aux glorieux événements du passé qu'on ne peut, sans sacrilége, y porter une main brutale. La constitution, à ses yeux, n'était pas un plan artificiel de gouvernement, mais l'équilibre parfait des forces sociales. Cet équilibre lui-même était la conséquence naturelle de l'histoire et du développement de la nation. Dans ce sens-là, il était conservateur, non par amour du *statu quo,* mais parce qu'il sentait l'importance de conserver l'ordre social et parce qu'il éprouvait une vénération idéale pour tout ce qui a existé. Chaque institution était consacrée pour lui par ses liens avec le passé et son rôle dans l'édifice social qui l'entourait. Toucher même à une anomalie semblait à Burke un coup porté à toute la construction complexe qu'on avait mis des siècles à édifier. « L'équilibre de la Constitution, » disait-il, « est si délicat, que le moindre déplacement risque de le détruire. » — « C'est une chose difficile et dangereuse que de toucher à une machine aussi compliquée. »

La meilleure réfutation à opposer à une telle théorie est peut-être l'influence qu'elle eut au point de vue pratique sur la conduite politique de Burke. Elle le servit bien, il est vrai, dans la grande question qu'il aborda dès son entrée au Parlement. Personne n'avait jamais compris avec autant de clairvoyance les forces naturelles qui forment les communautés ou groupent les communautés en État; et il voyait dans les colonies américaines, telles qu'elles existaient alors, le résultat de forces qu'il fallait être fou ou imbécile pour vouloir troubler. Mais les théories de Burke étaient moins applicables à la politique intérieure. Il regardait la révolution de 1688 comme la dernière étape des institutions anglaises. Il voulait conserver l'Angleterre telle qu'elle était sortie de la Révolution, et sous la direction des grands seigneurs fidèles à la Révolution. Il donna son ardente adhésion à l'impuissante inaction des whigs. Il se fit une idole de lord Rockingham, un honnête homme, mais le plus faible de tous les chefs de parti. Il s'efforça de réprimer la corruption du Parlement par son bill sur les incompatibilités; mais il s'opposa à tous les projets de réforme parlementaire. Bien qu'il fût, avec Pitt, le seul homme en Angleterre qui comprît l'importance de la liberté industrielle, il combattit avec acharnement les propositions du jeune ministre pour la liberté du commerce irlandais, et s'opposa de tout son pouvoir au traité de commerce avec la France. Son œuvre semble avoir été d'envelopper de riche poésie la politique de satisfaits timides inaugurée par sir Robert Walpole, et continuée par les whigs. L'intensité même de sa foi dans le développement naturel d'une nation semble l'avoir rendu incapable de comprendre qu'aucun bien puisse sortir de lois spéciales ou de réformes particulières. Dans la crise d'Amérique, le caractère de Burke s'accordait avec celui du parti whig. Rockingham et ses collègues furent contraints, bon gré, mal gré, de suivre en fait la politique préconisée par Pitt. Mais ils résolurent, tout en abrogeant l'acte du timbre, de répudier formellement les principes de liberté

des colonies formulés par Pitt. On fit une déclaration affirmant les droits absolus du Parlement sur les colonies, dans tous les cas sans exception. Après avoir voté cet acte, on proposa un bill pour l'abrogation de la loi du timbre. Malgré la résistance des amis du Roi, soutenu par George lui-même, le bill passa à une forte majorité.

Le ministère Chatham. — A partir de ce moment, le ministère ne put plus résister à l'opinion publique, qui demandait que l'homme le plus éminent du pays fût placé à sa tête. Pitt chercha encore à rallier les membres du parti whig, et, malgré l'abandon de lord Temple, il réussit à former un ministère suivant ses principes, au milieu de 1766. Rockingham refusa, il est vrai, d'en faire partie; mais la plupart de ses collègues acceptèrent, et quelques amis fidèles du grand tribun vinrent se joindre à eux. Dans son désir de rapprocher tous les partis, Pitt admit même quelques-uns des amis du Roi aux places inférieures de son administration pour fortifier sa position dans le Parlement. La vie du ministère dépendait de Pitt, de son immense popularité, de l'ascendant que son éloquence lui donnait sur la Chambre des communes. Mais en acceptant le titre de comte Chatham, il passa à la Chambre des lords (1766), et il vit aussitôt s'ébranler la confiance que son désintéressement absolu lui avait valu. Ce n'était aucune ambition vulgaire cependant qui avait déterminé Pitt à quitter la Chambre des communes. C'était le sentiment de sa santé chancelante qui lui faisait craindre les débats violents de la Chambre; et en effet, quelques mois plus tard, une maladie pénible et accablante, résultat d'un ébranlement de tout le système nerveux, l'obligea à se retirer. Lui seul faisait l'union et la force du ministère, ses collègues étaient incapables de poursuivre son œuvre (1767). Ils abandonnèrent les plans de Chatham pour l'Irlande, dont il cherchait à améliorer le gouvernement, aussi bien que pour l'Inde, qu'il voulait enlever à la Compagnie pour la mettre sous l'autorité de la couronne. Ils renoncèrent également à une alliance avec la Prusse et la Russie sur laquelle Pitt comptait pour contre-balancer le pacte de famille de la maison de Bourbon. Le seul but du ministère dont Pitt était le chef nominal, et que le duc de Grafton dirigea après sa retraite, était d'exister; mais l'existence même lui était difficile. Il chercha à se relever en s'unissant à la coterie dirigée par le duc de Bedford, et en plaçant un tory au secrétariat d'État.

Wilkes et le Parlement. — L'opinion publique, sur laquelle Pitt s'appuyait, se tournait contre un ministère aussi infidèle à ce qu'on attendait de lui. Les élections pour un nouveau Parlement dépassèrent comme corruption tout ce qu'on avait vu jusque-là. L'indignation grandissante du pays se manifesta par la violence avec laquelle l'opinion se tourna de

nouveau du côté de Wilkes. En 1768, il profita des élections pour revenir de France, et fut élu député par le comté de Middlesex, l'un des plus grands de l'Angleterre, et dont le vote représentait bien, par conséquent, l'opinion publique. Ce choix était, en effet, une condamnation de la Chambre des communes et des tendances du ministère. Le ministère et la Chambre reculaient devant une nouvelle lutte avec l'agitateur; mais cette lutte, le Roi avait hâte de la reprendre. Après dix ans de lutte et d'insuccès, George croyait toucher au but. Les deux forces qui l'avaient entravé étaient maintenant paralysées. Les whigs étaient irrémédiablement divisés, et, de plus, discrédités aux yeux du pays par leur hostilité contre Pitt. Pitt, de son côté, avait subitement disparu de la scène. Le ministère était sans appui dans le pays; quant au Parlement, il s'abandonnait de plus en plus aux hommes qui cherchaient leurs directions auprès du Roi lui-même. Une seule forme d'opposition restait ouverte au mécontentement public, et le peuple s'y porta avec plus de vivacité que jamais.

George III écrivit à lord North : « Je crois important de vous dire que l'expulsion de M. Wilkes est absolument nécessaire, et qu'elle doit être effectuée. » Les ministres et la Chambre s'inclinèrent devant sa volonté. Wilkes, qui n'avait pas comparu devant la cour de justice pour répondre à l'accusation de libelliste, fut déclaré hors la loi et jeté comme tel en prison. Il y eut de graves émeutes à Londres et dans tout le pays. Le ministère était déchiré par des dissensions intestines. Lord Shelburne menaça de donner sa démission. Chatham donna la sienne (1768), et sa retraite laissa le ministère dans l'absolue dépendance du Roi.

En 1769, la Chambre des communes traduisit Wilkes à sa barre pour crime de libelle, comme punissable par la justice ordinaire, et l'expulsa de son sein. Il fut aussitôt réélu par le comté de Middlesex. Jusqu'alors la Chambre des communes, malgré sa violence, était restée dans la stricte légalité, car son droit d'expulsion était reconnu de tous. Mais le défi du Middlesex la poussa plus avant. Elle décida que M. Wilkes, ayant été expulsé du Parlement pendant la présente session, ne pouvait plus être éligible pendant toute la durée du Parlement, et il décréta une nouvelle élection. Le Middlesex répondit à cette insolente prétention de restreindre la liberté des électeurs en nommant Wilkes une troisième fois. La Chambre, exaspérée, se laissa entraîner à une mesure plus révoltante encore. Elle expulsa de nouveau le député du Middlesex, et quand il fut réélu une fois encore à une immense majorité, elle vota que l'adversaire de Wilkes, le colonel Luttrell, aurait dû être nommé, et qu'il était le représentant légal du Middlesex. Non-seulement la Chambre des communes avait arbitrairement limité les droits électoraux de la nation, mais elle s'était arrogé ces droits en faisant de Luttrell un membre, bien que les propriétaires du Middlesex eussent affirmé par quatre fois leur volonté d'avoir

Wilkes pour représentant. Aussitôt le pays tout entier se souleva avec indignation contre cette violation des lois constitutionnelles. Wilkes fut nommé alderman de Londres, et le lord maire, les aldermen et les notables demandèrent au Roi la dissolution du Parlement. Une lettre de blâme envoyée par Londres et Westminster disait hardiment : « Qu'il arrive un moment où l'on voit clairement que les hommes ont cessé d'être des représentants. Nous sommes à ce moment-là. La Chambre des communes ne représente pas le peuple. » Junius, un auteur anonyme, attaqua le gouvernement dans des lettres qui, malgré leur ton rancunier et impudent, donnèrent une nouvelle force à la presse par leur clarté, leur élégance, la perfection de leur style et la puissance terrible de leur invective.

La réforme parlementaire. — L'orage grondait en vain, il ne parvenait pas à vaincre l'obstination du Roi. L'imprimeur des lettres de Junius fut poursuivi, et toutes les pétitions et remontrances de Londres furent rejetées avec hauteur. Au commencement de 1770, Chatham, délivré de la maladie qui l'avait si longtemps retenu loin du Parlement, fit sa réapparition à la Chambre des lords. Il s'empressa de dénoncer les usurpations de la Chambre des communes, et proposa un bill qui les déclarait illégales. Son génie politique lui fit comprendre le premier que de semblables mesures ne suffisaient pas, aussi longtemps que le Parlement ne représenterait pas le peuple d'Angleterre. Il fit un projet de réforme qui augmentait le nombre de députés des comtés, la partie la plus indépendante de la Chambre. Il ne put pas aller plus loin, car il ne trouva presque aucun adhérent pour le soutenir. Les tories et les amis du Roi n'étaient pas disposés à accepter des projets qui eussent diminué l'influence royale. Les whigs de lord Rockingham eux-mêmes étaient contraires à la réforme parlementaire. Ils se détournaient avec dédain de l'agitation populaire par laquelle seule l'opinion publique pouvait s'exprimer, et que Chatham encourageait, tout en blâmant ses extravagances. C'est à partir de l'époque des querelles entre Wilkes et les Communes que commença l'influence des meetings publics sur la politique anglaise. Les réunions d'électeurs dans le Middlesex en faveur de Wilkes furent le prélude des grands meetings du Yorkshire, où la réforme parlementaire commença à être sérieusement discutée par les propriétaires terriens. C'est ce mouvement en faveur d'une réforme et l'établissement de comités associés dans le pays tout entier pour la soutenir, qui montrèrent pour la première fois toute la puissance de l'agitation politique. Des sociétés politiques, les clubs, contribuèrent à exciter et à guider l'opinion publique. On vit surgir un grand nombre d'orateurs représentant diverses idées politiques, et exerçant une influence sérieuse; l'esprit de discussion se répandait de plus en plus, et il devenait évident que le Parlement aurait bientôt à compter avec les sentiments du peuple entier.

Puissance de la presse. — Mais l'opinion publique s'exerça bientôt sur le Parlement par des moyens plus efficaces encore que l'agitation populaire. Nous avons vu que la corruption de la Chambre provenait en partie de ce que les votes étaient secrets. Mais à mesure que la nation prit plus d'intérêt à ses propres affaires, il devint plus difficile de garder ce secret. Depuis l'avénement de George, on avait publié sous le titre de « Sénat de Lilliput » des rapports assez incomplets des plus importantes discussions; on y désignait les orateurs par des initiales ou des noms imaginaires. Ces rapports, obtenus par fraude ou même écrits simplement de mémoire, étaient souvent inexacts, et l'on saisit ce prétexte pour entourer de plus de mystère encore les agissements parlementaires. En 1771, les Communes décrétèrent qu'il était interdit de publier les débats, et six imprimeurs, qui bravèrent la défense, furent sommés de comparaître devant la Chambre. L'un d'eux, qui s'y était refusé, fut arrêté par le messager de la Chambre; mais cette arrestation amena un conflit entre la Chambre et les magistrats de Londres, qui déclarèrent la proclamation contraire aux lois, relâchèrent les imprimeurs et emprisonnèrent le messager pour arrestation illégale. La Chambre envoya le lord maire à la Tour, mais les acclamations sympathiques de la foule qui accompagnèrent le prisonnier prouvèrent que l'opinion publique était du côté de la presse. A la prorogation suivante, le lord maire fut relâché, et l'on renonça à empêcher la publication des débats parlementaires.

On vit rarement un changement de cette importance s'accomplir aussi tranquillement. Non-seulement la responsabilité des membres envers leurs commettants devint évidente et effective par la publication des débats, mais la nation elle-même put assister aux délibérations. Le peuple se mit à prendre un intérêt nouveau et toujours plus grand aux affaires du pays, et en suivant au Parlement ou dans la presse les discussions que faisaient naître toutes les questions importantes, il renouvela son éducation politique. L'opinion publique, recueillie et exprimée par les journaux, devint une force dans l'État, prit de l'influence sur les débats, et soumit les actions du gouvernement à un contrôle plus minutieux et plus constant qu'il n'avait été possible au Parlement de le faire.

Le rôle qu'elle était appelée à jouer donna à la presse une importance qu'elle n'avait jamais eue. C'est de cette époque que datent les premiers grands journaux anglais. Le *Morning Chronicle,* le *Morning Post,* le *Morning Herald,* le *Times,* furent tous fondés dans l'intervalle qui sépare les premières années de la guerre d'Amérique du commencement de la lutte contre la Révolution française. Nous voyons dès lors le journalisme se transformer. Les scribes de Grub-street furent remplacés par des publicistes d'une haute valeur morale et d'un véritable talent littéraire, et des philosophes comme Coleridge, ou des hommes d'État comme Canning, se servirent des journaux pour diriger l'opinion publique.

George III et l'Amérique. — Mais jusqu'ici ces influences ne se faisaient sentir que faiblement. George III put repousser dédaigneusement les conseils de Chatham, et il se lança dans une entreprise bien plus désastreuse pour l'Angleterre que la lutte contre la presse. Durant toutes les misérables complications des dernières années, ce qui avait irrité le Roi au plus haut point, c'était précisément l'acte si noble qui avait évité une guerre entre l'Angleterre et ses colonies. Pour lui, les Américains étaient des « rebelles », et le grand homme d'État qui avait fait triompher leurs droits était une « trompette de sédition ». George, dans sa correspondance avec lord North, déplore l'abrogation de l'Acte du timbre. « Tout le monde sent, écrit-il, que c'est la fatale condescendance de 1766 qui a permis aux Américains d'élever leurs prétentions jusqu'à réclamer une indépendance absolue. » En Amérique, le vote avait été accueilli avec des explosions de joie, et considéré comme la fin de la querelle. Mais des deux côtés, il restait une fierté blessée, une irritabilité qu'une main habile seule aurait pu adoucir; et, dans l'état de l'Angleterre, personne n'était capable de cette œuvre délicate. A peine la maladie de lord Chatham l'eut-elle éloigné des affaires, que la faible administration qui portait encore son nom était en contestation avec les colonies. L'assemblée de New-York ayant refusé de fournir des logements aux troupes anglaises, on la suspendit, et pour affirmer la souveraineté britannique, on décida de lever des impôts d'une valeur insignifiante sur les marchandises importées dans les ports américains. L'assemblée du Massachusets fut dissoute à la suite d'une discussion sans importance avec son gouverneur, et Boston fut occupé quelque temps par des soldats anglais. Cependant, les remontrances des législatures de Massachusets et de Virginie, et la baisse des fonds publics, avertirent les ministres du danger de leur entreprise, et, en 1769, les troupes furent retirées et tous les impôts, sauf un, furent abandonnés. Le Roi insista pour conserver l'impôt sur le thé, et son maintien suffit à empêcher le rétablissement des relations cordiales. Une série de querelles mesquines s'élevaient dans presque toutes les colonies entre les assemblées populaires et les gouverneurs nommés par la couronne, les colons continuaient à s'entendre pour ne rien importer d'Angleterre. Cependant rien ne faisait encore prévoir un éclat. En Amérique, l'influence de George Washington calma l'irritation de la Virginie. Le Massachusets se contentait de quereller le gouvernement et refusait d'acheter du thé tant que l'impôt serait maintenu. En Angleterre, Grenville lui-même, tout en approuvant l'impôt en question, renonça à toute autre taxe.

Le ministère du Roi. — Mais le Roi était le maître souverain, et les attaques de Chatham en 1770 avaient achevé de discréditer le ministère. Ceux de ses partisans qui s'y trouvaient encore attachés résignèrent

leurs fonctions et furent suivis par le duc de Grafton. Il ne resta plus que la coterie de Bedford et les amis du Roi ; ils se réunirent autour du chancelier de l'Échiquier, lord North, et formèrent un ministère qui n'était, en réalité, qu'un bureau des affaires publiques sous la direction du Roi lui-même. « Non-seulement il dirigea le ministre, nous dit un observateur attentif, dans toutes les affaires de politique extérieure et intérieure, mais il lui enseigna à conduire les débats au Parlement, lui suggéra les mesures qu'il devait prendre et lui indiqua quand et comment il fallait soutenir des motions ou s'y opposer. Le Roi se réserva le droit de patronage, s'occupa lui-même de l'administration dans tous ses détails, fixait la position relative et réglait les prétentions des différents ministres, magistrats et membres de sa maison, faisait personnellement les nominations et les promotions dans la magistrature anglaise et écossaise, et disposait à son gré des siéges et bénéfices de l'Église. Il avait la haute main dans toutes les affaires militaires et décidait les mouvements des troupes. Il donnait et refusait des titres, des honneurs, des pensions. » Cet immense système de protection servit à créer et à maintenir dans les deux Chambres une majorité dévouée au Roi, et nous en voyons les fruits dans la servilité de cette majorité, et surtout dans l'état de dépendance absolue où se trouva réduit le nouveau ministère. De fait, George fut pendant douze ans son seul ministre, de 1770 à la fin de la guerre d'Amérique, et il porte la responsabilité des plus sombres heures de l'histoire d'Angleterre.

L'émeute de Boston. — Son plan bien arrêté était de saisir la première occasion pour revenir sur « les fatales concessions de 1766 ». Une émeute vulgaire lui donna l'occasion qu'il cherchait. En décembre 1773, l'arrivée à Boston de navires anglais qui étaient chargés de thé excita au plus haut degré l'irritation des colons, bien décidés à ne pas en permettre l'importation. Une troupe d'hommes déguisés en Indiens montèrent à bord des navires et jetèrent toute la cargaison à la mer. Cette conduite fut blâmée par les partisans de l'Amérique en Angleterre aussi bien que par les propres chefs des assemblées coloniales, et Washington, comme Chatham, était prêt à soutenir le gouvernement s'il demandait une réparation. Mais une réparation ne suffisait pas au Roi, il voulait une répression sévère, et il repoussa vivement les propositions plus conciliantes de lord North et de ses collègues. Ils avaient déjà rejeté comme « oiseuse et vexatoire » une pétition de l'assemblée du Massachusets demandant la révocation de deux officiers publics qui avaient ouvertement conseillé l'abolition des libres institutions coloniales. Maintenant ils profitèrent de l'émeute, ils s'emparèrent du premier prétexte pour prendre des mesures rigoureuses. Un bill présenté au Parlement au commencement de 1774 ferma le port de Boston à tout commerce. Une autre loi punissait le Mas-

sachusets en lui retirant les libertés dont il avait joui depuis l'établissement des premiers colons. Sa charte fut modifiée. Le choix du conseil fut transféré du peuple à la couronne, et la nomination des juges confiée au gouverneur. Par une décision plus révoltante encore, le gouverneur fut investi du droit d'envoyer en Angleterre, pour être jugé, tout individu soupçonné d'avoir pris part aux derniers troubles. On envoya des troupes en Amérique pour appuyer ces mesures de répression, et le commandant en chef, le général Gage, fut nommé gouverneur du Massachusets. Le Roi était au comble de la joie : « Le sort en est jeté, écrit-il triomphalement à son ministre. Les colonies devront me vaincre ou se soumettre. »

Du reste, il était persuadé que quatre régiments suffiraient à leur faire entendre raison, et que si on les attaquait résolûment, « ces lions deviendraient des agneaux ». Le Roi se trompait, et ce fut avec rien moins que de la douceur qu'on reçut ses décisions. Les divers États oublièrent toutes leurs jalousies devant le danger commun que couraient leurs libertés. Les mesures que le Parlement avait prises contre le Massachusets, il pouvait les prendre contre les autres colonies, et il lui était possible de ruiner le commerce de tous les ports américains comme il ruinait celui de Boston. Les autres colonies prirent donc le parti du Massachusets, et toutes les législatures, sauf celle de Géorgie, envoyèrent des délégués à un congrès qui s'assembla à Philadelphie, le 4 septembre. Le Massachusets même agit avec plus d'audace encore. Aucun citoyen ne voulut accepter les nouvelles lois. Leur assemblée se réunit malgré le gouverneur, appela la milice aux armes et la pourvut de munitions.

Cependant la réconciliation était possible encore. Le congrès s'était montré plein de modération dans ses résolutions, car la Virginie était de tous les États le plus riche et le plus influent; et la Virginie, guidée par Washington, toute résolue qu'elle fût de s'opposer aux nouvelles lois du gouvernement, était restée attachée à la mère patrie. En Angleterre, les commerçants de Londres et de Bristol plaidaient chaudement pour la réconciliation ; et, en janvier 1775, Chatham se mit de nouveau en avant pour essayer de détourner une seconde fois le danger. Avec une élévation de sentiment tout à fait remarquable, il écarta toutes les demi-mesures et tous les compromis. « Ce n'est pas en annulant une feuille de parchemin, dit-il, que vous pourrez reconquérir l'Amérique. Vous devez respecter ses craintes et son ressentiment. » Le bill qu'il proposa, de concert avec Franklin, stipulait l'abrogation des dernières lois et garantissait le maintien des chartes coloniales. Tout droit d'imposition était abandonné et les troupes étaient rappelées en Angleterre. Une assemblée coloniale serait chargée de décider par quels moyens l'Amérique pourrait contribuer au payement de la dette publique.

L'indépendance de l'Amérique. — La proposition de Chatham fut

repoussée avec dédain par les Lords; une proposition de Burke, faite dans le même sens aux Communes, eut le même sort, et le Roi rejeta de même une pétition de la cité de Londres en faveur des colonies. Ce fut le signal de la guerre qui devait amener, huit ans plus tard, la perte des colonies américaines pour la couronne d'Angleterre. Le congrès des délégués vota aussitôt l'organisation de la défense, ordonna la formation d'une armée et plaça George Washington à sa tête. Jamais caractère plus noble ne commanda à une nation. Washington avait des manières simples et sans prétention; sa conversation était grave, courtoise, réservée. Sa sérénité calme frappait tous ceux qui l'approchaient; on se sentait en présence d'un homme entièrement maître de lui. Cependant son extérieur était loin de révéler tout ce qu'il y avait en lui de grandeur d'âme, d'élévation morale. Il dominait sans en être atteint toutes les petitesses, toutes les passions mesquines qui l'entouraient, avec la majesté simple d'une statue antique. L'estime dont l'entouraient les autres planteurs de la Virginie, ainsi que l'expérience militaire qu'il avait acquise dans les luttes de la frontière contre les Français et les Indiens, ainsi que dans la désastreuse expédition de Braddock contre le fort Duquesne, furent les seules raisons qui déterminèrent le choix du congrès. C'est plus tard seulement, au milieu des souffrances et des difficultés de la guerre, que les colons comprirent peu à peu toute la grandeur de leur chef. Son jugement si sûr, son héroïque force d'âme, sa fermeté silencieuse dans les difficultés, son calme dans les heures du danger ou de la défaite s'imposèrent à leur admiration, aussi bien que la patience avec laquelle il savait attendre, et la promptitude et la force avec lesquelles il savait frapper. Toutes ses actions comme toutes ses pensées étaient dirigées par le sentiment du devoir dans la plus haute acception du mot. Libre de toute jalousie, de tout ressentiment, de toute ambition, son seul but était de sauvegarder la liberté de ses concitoyens, son unique désir était de se retirer à son propre foyer quand il aurait reconquis leur indépendance. Aussi le peuple tout entier fut-il inconsciemment amené à s'attacher à lui avec une foi et une confiance que peu d'hommes inspirèrent, et ses concitoyens l'entourèrent d'une vénération qui, aujourd'hui encore, s'impose à nous. Cependant l'Amérique ne réalisa tout ce qu'il avait été et ce qu'elle éprouvait pour son libérateur, que lorsque la mort eut posé son sceau sur lui. « Le premier dans la guerre, le premier dans la paix, le premier dans le cœur de ses concitoyens. »

Washington, plus que tout autre, représentait l'attachement du parti virginien à la mère patrie. Aussi le fait qu'il accepta le commandement prouve-t-il bien qu'aux yeux des plus modérés, tout espoir de réconciliation était perdu. La lutte commença par une escarmouche entre une compagnie anglaise et un détachement de la milice à Lexington; et, quelques jours plus tard, vingt mille colons apparurent devant Boston

(avril 1775). Le congrès s'assembla de nouveau, se déclara le représentant des « colonies unies d'Amérique », et se chargea du gouvernement. Pendant ce temps de nouvelles troupes, comptant dix mille hommes, débarquaient à Boston ; mais la milice provinciale s'empara de la langue de terre qui réunit la ville au continent, et ce ne fut qu'après une lutte acharnée qu'on réussit à la déloger des hauteurs de Bunker's Hill, d'où ils dominaient la ville (17 juin). Leur bravoure pendant cette journée mit fin à toutes les accusations de lâcheté qu'on avait lancées contre les colons. « Les Yankees sont-ils des lâches? » criaient les hommes du Massachusets aux Anglais en les faisant reculer à leur première attaque jusqu'au bas de la colline. Mais nous trouvons un courage plus grand encore dans la manière dont les conscrits de la milice supportèrent leurs souffrances. Ils étaient seize mille d'abord, mais leur nombre tomba graduellement à dix mille, mal nourris, mal armés, avec quarante-cinq cartouches seulement par homme ; ils réussirent, sous la conduite de Washington, à tenir en respect à Boston les dix mille vétérans durant tout l'hiver, si bien qu'au printemps les Anglais prirent le parti de se rejeter sur New-York. C'est dans cette ville que l'armée anglaise, grossie encore par des troupes mercenaires venues d'Allemagne, s'était concentrée sous la conduite du général Howe. Pendant ce temps, le général américain Arnolds envahissait le Canada, d'où il réussit presque à chasser les troupes anglaises. Bien que son expédition échouât devant Québec, elle fournit une preuve nouvelle de la détermination et de l'énergie des colonies. Celles du Sud, les dernières à prendre les armes, expulsèrent leurs gouverneurs à la fin de 1775. Au commencement de 1776, le Massachusets chargea ses délégués de demander la répudiation solennelle de l'autorité royale ; tous les ports furent ouverts au commerce de toutes les nations au mépris des Actes de navigation. Ces pâs décisifs furent suivis du grand Acte qui ouvre l'histoire des États-Unis, la Déclaration de l'indépendance adoptée le 4 juillet 1776 par les délégués au congrès. On lit dans cet acte solennel les paroles suivantes : « Nous, les représentants des États-Unis assemblés en congrès, déclarons devant Dieu, notre juge suprême, qui voit la droiture de nos intentions, et publions solennellement que ces colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants. »

Mort de Chatham. — Les premiers triomphes des colonies furent bientôt suivis par des souffrances et des défaites. Howe, général actif à la tête d'une puissante armée, réussit à s'emparer de Long-Island par la victoire de Brooklyn au mois d'août; et Washington, dont l'armée était affaiblie par les désertions et les revers, et découragée par le peu de sympathie que l'État de New-York montrait pour la cause américaine, fut forcé d'évacuer New-York et New-Jersey, et de se rejeter d'abord sur l'Hudson, puis sur la Delaware. Le congrès se préparait à quitter Phila-

delphie, l'angoisse devenait générale, on commençait à parler de propositions de paix. Mais, par une surprise habilement conduite et une marche audacieuse sur les derrières de l'armée anglaise, Washington releva le moral de ses troupes et força à son tour le général Howe à se replier sur New-York.

Au printemps de 1777, les Anglais tentèrent un vigoureux effort pour réprimer la révolte au Canada, le général Burgoyne s'avança par les lacs pour s'emparer de la ligne de l'Hudson et, avec l'aide de l'armée de New-York, isoler la Nouvelle-Angleterre des autres colonies. Pendant ce temps, Howe remontait le Chesapeake, et marchait sur Philadelphie, la capitale provisoire des États-Unis et le siége du congrès. Washington, avec sa petite armée de sept mille hommes, fut mis en déroute à Brandywine, et forcé d'abandonner Philadelphie. Il essaya d'attaquer ses vainqueurs à Germannstown; mais ce coup hardi ne réussit pas, et il fallut se résigner à prendre ses quartiers d'hiver sur les rives de la Shuyllkill. L'énergie inébranlable avec laquelle Washington remonta ses troupes fatiguées et affamées, et leur communiqua la volonté et la force de tenir tête à l'armée de Howe, est le plus noble de tous ses triomphes.

Dans le Nord, la guerre avait pris une autre tournure. Quand le général Burgoyne apparut sur l'Hudson supérieur, il trouva la route d'Albany fermée par le général Gates à la tête de forces américaines. Les esprits, en Nouvelle-Angleterre, étaient devenus moins ardents à mesure que la guerre s'éloignait de leurs frontières; mais tout le pays se réveilla à la nouvelle de l'invasion et des violences commises par les Indiens que Burgoyne employait dans son armée. Les milices accoururent des villes et des campagnes pour se rendre au camp, et, après une attaque inutile, Burgoyne se trouva lui-même entouré par l'ennemi sur les hauteurs de Saratoga. Le 16 octobre, il fut obligé de se rendre. La nouvelle de cette désastreuse défaite vint en Angleterre comme pour confirmer les paroles que Chatham avait prononcées peu auparavant, en insistant pour qu'on conclût la paix. « Vous ne pouvez pas conquérir l'Amérique », répondait-il à ceux qui vantaient les succès de Howe. « Si j'étais un Américain comme je suis un Anglais, tant qu'une troupe étrangère foulerait le sol de ma patrie, je ne déposerais jamais les armes, jamais, jamais! » Puis, dans un élan d'éloquence indignée, il fulmina contre l'emploi qu'on faisait de l'Indien et de son couteau à scalper contre des enfants de l'Angleterre. Les propositions que fit alors Chatham auraient peut-être pu, entre ses mains, amener encore un rapprochement entre l'Amérique et la mère patrie. Il plaidait pour la conciliation la plus absolue, et avait fait le plan d'une union fédérale entre les colonies et la Grande-Bretagne, qui aurait laissé les premières entièrement maîtresses chez elles, et ne les aurait attachées à l'Angleterre que par des liens d'affection et de fidélité; mais cette proposition eut le même sort que les précédentes. A peine

l'avait-on rejetée, qu'on apprit la défaite de Saratoga, et peu après une nouvelle plus grave encore. La défaite de Saratoga avait encouragé les Bourbons des différentes cours à venger la guerre de Sept ans. En février 1778, la France conclut une alliance avec les États-Unis, et lord North essaya de parer ce coup en proposant des mesures conciliantes, et en promettant de renoncer à l'avenir au droit de taxer directement les colonies; mais il sentit que le temps de la conciliation était passé, et qu'il n'y avait plus d'espoir de reconquérir l'Amérique par les armes. George III, il est vrai, restait aussi obstiné que jamais, et le pays, aiguillonné par l'agression de la France, applaudissait passionnément à l'obstination du Roi. Mais, bien différent en cela du Roi, il sentait instinctivement que s'il restait un dernier espoir de regagner l'amitié des colonies et de déjouer les efforts des Bourbons, c'était en lord Chatham qu'il résidait; aussi, malgré la résistance du Roi, le pays tout entier le rappela au pouvoir. Mais la veille de son retour, il fut touché par la main de la mort. Brisé par l'âge et la maladie, Chatham fut porté à la Chambre des lords le 7 avril, et il ne put prononcer que quelques paroles entrecoupées pour protester contre l'abandon de l'Amérique. « Je me réjouis, dit-il, d'être encore vivant pour élever ma voix contre le démembrement d'une ancienne et noble monarchie. Sa Majesté, murmura-t-il, a hérité d'un empire dont l'étendue était aussi grande que sa réputation était intacte. Il y a dix-sept ans, ce peuple était la terreur du monde. » Il écouta avec impatience la réplique du duc de Richmond, et se leva de nouveau; mais presque aussitôt il porta la main à son cœur en perdant connaissance; il ne fut transporté chez lui que pour y mourir.

Progrès de la guerre. — A dater de la mort de Chatham, l'Angleterre vit le cercle de ses ennemis grandir et l'enserrer de plus en plus, et bientôt elle se trouva seule contre tous. A la fin de 1778, l'Espagne se joignait à la France et à l'Amérique contre elle. En 1779, la flotte franco-espagnole, composée de soixante navires, était maîtresse de la Manche et menaçait de faire une descente sur les côtes d'Angleterre. Mais, bien qu'elle ne dût plus se faire entendre, la voix de Chatham retentissait encore dans sa patrie et y réveillait la vie endormie. « Tomberons-nous sans force devant la maison de Bourbon? » murmura-t-il en expirant, et les divisions qui avaient affaibli la nation dans la lutte contre l'Amérique s'effacèrent devant la menace d'une invasion française. La faiblesse du ministère fut compensée par l'énergie héroïque de la nation. Pendant trois ans, de 1779 à 1782, le général Elliott résista à la famine et au bombardement dans la forteresse de Gibraltar. Une querelle au sujet du droit de visite avait poussé les cours du Nord à former une ligue de neutralité armée contre l'Angleterre, et ajouté la flotte hollandaise au nombre

de ses ennemis. Mais les vaisseaux anglais tenaient encore la mer. En Amérique, le sort de ses armes paraissait plus favorable. Après la défaite de Burgoyne, les généraux anglais s'étaient retirés de Pensylvanie et avaient porté tous leurs efforts vers le Sud, où existait encore un parti royaliste assez important. La prise de Charlestown et les succès de Cornwallis, en 1780, furent rendus inutiles par l'inébranlable résistance du général Green, mais les États étaient affaiblis et ruinés ; ils s'épuisaient à attendre l'appui que la France leur avait promis. En même temps, les pertes de l'Angleterre dans l'Ouest étaient plus que compensées par ses nouveaux triomphes en Orient.

L'Angleterre et l'Inde. — Depuis le jour de Plassey, l'Inde avait rapidement passé dans les mains de cette Compagnie commerciale qui, peu d'années auparavant, n'avait que trois comptoirs sur ses côtes. La victoire qui livra le Bengale à Clive avait été suivie d'un autre triomphe à Wandewash, par lequel le colonel Coote, vainqueur de Lally, gouverneur français de Pondichéry, établit la suprématie britannique dans l'Inde méridionale. La conquête achevée, il s'agissait maintenant d'organiser le pays et de l'arracher à la tyrannie et à la corruption des commis de la Compagnie devenus subitement les maîtres qui, dans leur nouveau rôle, travaillaient inconsciemment à la ruine du Bengale. Bien qu'il eût profité lui-même plus que personne du butin de ses victoires, Clive reconnaissait que le temps était venu où l'ambition personnelle devait faire place aux responsabilités du pouvoir. En 1765, il retourna dans l'Inde, et les deux années qui suivirent furent les plus glorieuses de sa vie.

Malgré l'opposition des commis et l'esprit de révolte de l'armée, il réussit à mettre fin au commerce illicite que faisaient les employés de la Compagnie, et leur interdit de recevoir les dons des natifs. Il donna lui-même l'exemple du désintéressement en renonçant au profit du public à un legs que lui avait fait le prince élevé par lui au trône du Bengale. Il revint en Angleterre plus pauvre qu'il n'en était parti. Plusieurs de ses compatriotes étaient intéressés à ce que les abus continuassent dans l'Inde, et Clive était résolu à leur tenir tête et à dénoncer le mauvais gouvernement du Bengale. Il parvint à obtenir l'intervention de lord North, et l'encouragea à n'accorder l'appui du gouvernement à la Compagnie pour la tirer de ses difficultés financières, que si elle se soumettait à des réformes administratives. L'acte de régularisation de 1773 établit un gouverneur général et une cour de justice suprême pour toutes les possessions anglaises dans l'Inde, interdit aux juges et aux membres du conseil de faire du commerce, défendit qu'on acceptât aucun présent des natifs, et ordonna que toutes les décisions des directeurs seraient soumises à l'approbation du gouvernement. Un vif intérêt s'éveilla en Angleterre pour les affaires de l'Inde, et un comité se forma dans la Chambre des

communes pour étudier la question. On examina avec une sévérité impitoyable toute la conduite de Clive. Celui-ci se plaignit amèrement dans la Chambre des lords de ce que, tout baron de Plassey qu'il était, on le mît en accusation comme un voleur de moutons; mais il ne put éviter le vote de blâme qui condamnait la corruption et la perfidie dont on avait fait usage durant les premiers temps de l'empire anglais dans l'Inde. Toutefois, la justice de la Chambre des communes s'arrêta là. Quand ses accusateurs passèrent de la censure du gouvernement dans l'Inde à la censure de Clive lui-même, le souvenir de ses hauts faits arracha à la Chambre un vote unanime disant que « Robert lord Clive rendit alors à sa patrie des services importants et méritoires ».

Warren Hastings. — Par l'Acte de 1773, Warren Hastings fut nommé gouverneur général du Bengale et superintendant général des trois présidences. Hastings était sorti d'une famille noble, depuis longtemps ruinée, et la pauvreté l'avait déterminé tout jeune à accepter une place de secrétaire dans la Compagnie. Clive discerna bientôt ses mérites, et, après Plassey, l'entraîna dans la vie politique. L'habileté administrative qu'il déploya durant cette période troublée l'éleva par degrés au poste de gouverneur du Bengale. Aucun homme n'était mieux fait pour cette position que le gouvernement anglais avait créée sans en soupçonner la réelle importance. Hastings était doué d'une puissance d'organisation et d'une autorité tout à fait extraordinaires. Son premier soin fut d'établir l'empire de la Compagnie sur le Bengale en abolissant le gouvernement des princes indigènes; car, bien que leur autorité fût purement nominale, elle entravait l'administration du pays. Le nabab ne fut plus que le pensionnaire de la Compagnie, et la nouvelle province fut brutalement, mais habilement organisée. Hastings se servit des employés et des commerçants de la Compagnie pour former ce corps de fonctionnaires publics qui, aujourd'hui encore, est un des plus remarquables résultats de la domination anglaise dans l'Inde. Le système législatif financier qu'il établit à la hâte était, malgré ses imperfections, bien supérieur à tout ce que l'Inde avait vu jusque-là. Il réprima la corruption avec une main aussi ferme que celle de Clive; mais il sut gagner l'affection des nouveaux « civiliens », comme il gagna celle des Hindous. Bien qu'il réussît à augmenter le revenu du Bengale et à envoyer chaque année à la Compagnie un excédant d'un demi-million, il le fit sans augmenter les charges des natifs ou s'aliéner leur bon vouloir. Sa connaissance approfondie du pays et la sympathie qu'il éprouvait pour ce peuple de l'Inde le dirigeaient dans son gouvernement. A une époque où leur langue n'était envisagée que comme un moyen de traiter les affaires commerciales, Hastings avait étudié tous les idiomes des Hindous; il connaissait leurs coutumes et savait comprendre et ménager les sentiments qui les

animaient. Sa popularité fut immense, sans exemple dans l'histoire des gouverneurs du Bengale; et, un siècle après ces grands événements, les mères indiennes berçaient encore leurs enfants au nom de Warren Hastings.

L'Inde et la guerre américaine. — Jusque-là, malgré la grande influence dont elle jouissait dans le Sud, la Grande-Bretagne n'était maîtresse absolue que du Bengale. Warren Hastings comprit les dangers que les Mahrattes pouvaient faire courir à la domination anglaise. C'étaient des bandits de sang hindou qui, postés dans les hauteurs qui dominent la côte occidentale, faisaient de là des expéditions à travers toute l'Inde, et avaient fondé dans le Guzerat, à Malwa et à Tanjore des principautés nominalement soumises au chef suprême des Mahrattes, qui régnait à Poonah. Warren Hastings eut pour but d'empêcher les Mahrattes d'envahir toute l'Inde et d'y prendre la place qu'y occupait autrefois le Grand Mogol. Il s'attacha les princes indigènes, ceux de Bérat et d'Oude, par exemple, par des traités ou des subsides, écrasa sans scrupules les Rohillas pour fortifier son allié le nabab d'Oude, et surveilla avec une jalousie inquiète, et jusque chez les Sikhs, toutes les autorités qui dans l'Inde pouvaient tenir tête à l'Angleterre. La France, jalouse du pouvoir des Anglais dans l'Inde, avait cherché à soulever contre eux les Mahrattes, et par l'intermédiaire de leur chef, la France put exciter toute la confédération contre les présidences britanniques.

Hastings fit face au danger avec une promptitude de résolution remarquable. Ses difficultés étaient grandes. Depuis deux ans, ses démarches étaient entravées par l'opposition de son conseil. Puis, quand il en eut raison, il se trouva en butte au mécontentement de la Compagnie, qui réclamait sans cesse de l'argent. Enfin la couronne elle-même menaçait de le rappeler. Son propre général, sir Eyre Coote, était avare, capricieux, prompt au découragement; il fallait le morigéner comme un enfant. Chaque courrier apportait à Hastings des plaintes et des blâmes. Mais il demeura maître de lui, et nous ne voyons dans sa conduite aucune trace des embarras qu'on lui suscitait. Dans la guerre contre les Mahrattes, il poursuit son but avec une ténacité que ni les erreurs de ses subordonnés, ni l'insuffisance de ses soldats ne purent ébranler. Il essuya défaite après défaite, et quand enfin il réussit à remporter un succès, il vit s'élever contre lui dans le Sud un danger plus grand et plus accablant encore.

Un aventurier militaire, Hayder Ali, avait fondé sur le plateau de Mysore avec les ruines d'anciennes principautés un empire uni et puissant. Malgré son absolutisme, aucun prince indigène n'était aussi juste que Hayder, aucune politique n'était aussi ferme que la sienne. Son esprit lucide discerna rapidement la puissance réelle de l'Angleterre, et ce ne

fut que la conduite misérable du conseil de Madras qui le décida à faire la guerre aux Anglais, la considérant comme moins redoutable que leur alliance. Malgré son âge avancé, il avait conservé toute sa vigueur militaire, et ce fut à la tête d'une armée bien disciplinée, munie d'une nombreuse cavalerie et appuyée par tout un train d'artillerie, qu'il envahit en 1780 la plaine du Carnatic. La petite troupe d'Anglais qui essaya de lui tenir tête fut repoussée dans Madras, et Madras même était menacé. On rapporta cette nouvelle à Hastings au moment où il commençait à triompher des Mahrattes; aussitôt son parti fut pris : il signa précipitamment la paix, et expédia à la hâte toute son armée à Madras. L'arrivée de Eyre Coote arrêta la marche de Hayder, et en 1781 la victoire de Porto Novo le repoussa jusque dans ses forteresses de Mysore. L'Angleterre, qui vit ses possessions diminuer de tous côtés durant la guerre d'Amérique, réussit à conserver toutes celles qu'elle avait dans l'Inde; et bien que les projets de conquêtes formés par Hastings ne se soient pas réalisés alors, cependant l'annexion de Bénarès, le développement des possessions anglaises sur le Gange, la soumission d'Oude, l'apparition des armées anglaises dans l'Inde centrale et la défaite de Hayder posaient les fondations de l'empire indien, que son génie avait audacieusement entrevu.

Fin de la guerre. — Tandis que l'Angleterre triomphait en Asie, la guerre d'Amérique devenait désastreuse pour ses armes. Lord Cornwallis avait tenté d'attaquer la Caroline du Nord; mais son collègue, le général Clinton, lui ayant refusé son appui, il fut obligé d'y renoncer et de se retrancher dans Yorktown. Une marche inattendue de Washington l'amena devant l'armée anglaise au moment où la flotte française tenait la mer, et Cornwallis, cerné de toutes parts, voyant ses troupes en proie à la famine, dut se résigner à une capitulation aussi humiliante que celle de Saratoga. Cette nouvelle tomba comme un coup de foudre sur l'infortuné ministre qui, jusque-là, pour obéir aux ordres du Roi, avait agi contrairement à ses propres convictions. Lord North sentait depuis longtemps l'inutilité de tous ces efforts. Il se mit à arpenter la chambre en gesticulant et en répétant : « Tout est perdu », et il donna sa démission. L'Angleterre semblait en effet sur le bord de l'abîme. L'Irlande, encouragée par la crise américaine, s'agita de nouveau. Une troupe de quarante mille volontaires avait été levée en 1778 pour la défense de l'île contre une invasion française. Leurs menaces de rébellion accompagnaient les réclamations de leurs deux chefs parlementaires, Grattan et Flood, qui demandaient l'abrogation de l'Acte de Poyning, par lequel le Parlement irlandais avait perdu l'initiative législative. Ils voulaient aussi qu'on reconnût la Chambre des lords irlandaise comme une cour d'appel suprême. C'était, en réalité, prétendre à l'indépendance nationale, mais

l'Angleterre, n'ayant aucune armée à opposer aux volontaires, se voyait dans l'impossibilité de résister.

La chute de lord North rappela les whigs au pouvoir avec lord Rockingham à leur tête (mars 1782), et Rockingham eut la lourde tâche de satisfaire les Irlandais et de mettre fin, n'importe à quel prix, à la guerre d'Amérique. Des deux côtés, il fallait se résoudre à des concessions humiliantes, et il fallait que la nécessité fût bien pressante pour que les Chambres consentissent à céder. Le Parlement d'Angleterre renonça, par une loi constitutionnelle, à sa suprématie législative et judiciaire sur le Parlement d'Irlande, et l'on entama des négociations avec l'Amérique et ses alliées. Au milieu des embarras de l'Angleterre, ses ennemis devenaient de plus en plus menaçants. L'Espagne ne voulait accepter la paix que si on lui rendait Gibraltar. La France demandait que l'Angleterre renonçât à toutes ses possessions dans l'Inde, à l'exception du Bengale. Mais la force de l'Angleterre était sur mer, et à ce moment elle y reparut en maîtresse. L'amiral Rodney, le plus grand des marins anglais avec Nelson et Blake, rencontra la flotte espagnole au cap Saint-Vincent, et quatre vaisseaux seulement parvinrent à lui échapper et à atteindre Cadix (16 janvier 1780). Au commencement de 1782, il fut appelé aux Indes occidentales par les succès de l'amiral français de Grasse, et le 12 avril il réussit, au moyen d'une manœuvre qu'il fut le premier à employer, à rompre les lignes ennemies et à chasser la flotte française de l'Atlantique. En septembre, les flottes des alliés furent repoussées devant Gibraltar par l'héroïsme d'Elliott.

L'Amérique ne voulut pas prolonger la lutte pour la seule satisfaction de ses alliés. En novembre, ses commissaires signèrent les préliminaires de la paix. L'Angleterre conservait sur le continent américain le Canada et Terre-Neuve, et reconnaissait l'indépendance absolue des États-Unis. Le traité de paix avec les États-Unis fut le prélude des traités de Paris avec les deux branches de la maison de Bourbon. La France ne gagnait rien par les traités de Paris et de Versailles. L'Espagne recouvrait la Floride et Minorque. L'Angleterre, de son côté, avait agrandi son empire dans l'Inde; elle conservait le Canada, elle conservait les Antilles, elle avait assuré sa domination sur les mers. Mais à la fin de la guerre, elle pensait plus à ses pertes qu'à ce qu'elle conservait. C'en était fait pour jamais de ses colonies d'Amérique. Il n'y a pas à s'étonner si, au premier moment, après une pareille perte, l'Angleterre se crut au bord de l'abîme, et si les Bourbons crurent que sa situation prépondérante dans le monde était à jamais ébranlée et perdue. L'avenir devait bientôt prouver à quel point ces apparences étaient trompeuses..

CHAPITRE III

LE SECOND PITT[1].

(1783-1789)

L'Angleterre et le monde. — Aucun des hommes d'État du dix-huitième siècle ne parut se douter que la création des États-Unis ouvrait une ère nouvelle dans l'histoire du monde. Ce qui étonna le plus à cette époque, c'est que l'Angleterre ne fut pas ruinée par la perte de ses colonies et la grandeur de sa défaite. Elle se releva au contraire plus puissante et plus vigoureuse qu'auparavant. Dix ans après la perte de l'Amérique elle montra plus de vigueur que jamais dans sa lutte avec la France, et elle s'éleva au premier rang des nations le jour de Waterloo. Mais sa vraie grandeur résidait plutôt dans le nouveau monde que dans l'ancien. Elle était devenue une créatrice de nations. En Amérique, elle avait enfanté un grand peuple, et ses navires d'émigrants devaient continuer à alimenter ce mouvement de la race germanique dont elle-même était sortie. Dès lors son œuvre fut une œuvre de colonisation. Ses colons allèrent disputer l'Afrique aux Cafres et aux Hottentots, et créer dans l'océan Pacifique des colonies aussi considérables que celles qu'elle avait perdues en Amérique. A tous elle donna non-seulement son sang et son langage, mais encore la liberté qu'elle avait conquise. L'importance de ces résultats imprime un caractère de grandeur à son histoire et en fait oublier les côtés inférieurs et mesquins. L'histoire de la France se limite désormais à la France elle-même; les destinées de l'Allemagne et de l'Italie n'ont guère d'influence en dehors de leurs frontières. L'Angleterre au contraire ne forme plus qu'une petite partie de l'Empire anglais. Son rôle ne se borne pas aux étroites limites de l'île mère, il commande aux destinées de peuples encore en formation. Les efforts de ses patriotes, la

[1] Sources : Outre l'ouvrage de M. Massey sur cette période, nous avons la *Vie de Pitt* (*Life of Pitt*), par lord Stanhope; *Life of Burke*, par Macknight; *Memoirs of Fox*, de lord Russell, et la *Correspondance* de lord Malmesbury, de lord Auckland et de M. Rose. Pour la traite des noirs, voir les *Mémoires de Wilberforce*, par ses fils. On apprend à connaître Burke par l'ouvrage de Macknight, par l'*Essai* remarquable de Morley, et surtout par ses propres écrits. Les meilleurs exposés de l'état des affaires de l'étranger, en 1789, se trouvent dans Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. I et II, et dans l'*Histoire de la Révolution française*, par Sybel.

sagesse de ses hommes d'État, la fidélité de son peuple tout entier aux principes de légalité et de liberté, avaient préparé sur le sol de l'Angleterre les destinées futures de l'humanité.

Le ministère Rockingham. — En même temps le développement industriel et commercial de l'Angleterre avait son contre-coup dans la politique anglaise. Bien que les tories et les amis du Roi formassent alors un parti bien discipliné de cent cinquante membres, les whigs, qui détenaient le pouvoir avec lord Rockingham, leur étaient encore supérieurs par leur nombre et leurs capacités. Leur constante opposition à la guerre d'Amérique et le ralliement de la coterie de Bedford au gros du parti contribuèrent à rendre aux whigs une partie de leur ancienne cohésion. Cette union ne fit du reste que fortifier leurs tendances aristocratiques et exclusives, et les séparer plus complétement sur certaines questions, telles que la réforme parlementaire, du petit groupe qui restait fidèle aux sympathies démocratiques de lord Chatham. Ce groupe reconnaissait pour chef lord Shelburne, et il fut bientôt fortifié par l'entrée au Parlement du second fils de Chatham lui-même. William Pitt avait à peine vingt-deux ans; mais il avait fait de fortes études, et son éloquence facile et harmonieuse avait été développée par les enseignements de son père. « Il sera l'un des premiers orateurs du Parlement », disait un député au chef des whigs, Charles Fox, après le premier discours de Pitt à la Chambre des communes. « Il l'est déjà », répliqua Fox. Grand et mince, mais sans grâce aucune, William Pitt imposait déjà alors, par l'orgueil que révélait tout son être. Cet orgueil était écrit sur son visage, dont jamais un sourire ne venait adoucir l'expression; il perçait dans ses discours, dans ses manières froides et dures, dans la gravité de sa démarche, dans le ton de commandement qui lui était habituel. Nul ne se doutait des grandes qualités que cachait cet extérieur hautain; nul ne pouvait deviner non plus avec quelle rapidité ce « garçon » (boy), comme le qualifiaient ses rivaux, devait écraser toute opposition et tenir l'Angleterre dans sa main. Il y eut seulement un sourire d'étonnement lorsqu'on le vit refuser tous les emplois inférieurs qu'on lui offrait dans la nouvelle administration whig, déclarant qu'il n'accepterait d'autre emploi qu'une place dans le cabinet.

Pitt n'avait aucun désir d'entrer dans le cabinet Rockingham. Pour lui, comme pour Chatham, la guerre avait mis en lumière la nécessité de mettre fin aux abus qui avaient rendu possible la formation du Parlement dont George s'était servi pour faire la guerre aux colonies. Il fallait soumettre la Chambre des communes à une réforme radicale, et dans ce but Pitt mit en avant une proposition fondée sur les idées de son père. Mais les whigs ne purent se résoudre aux sacrifices d'argent et d'influence qu'entraînait une telle réforme, et ils rejetèrent le bill de Pitt. Le

ministère essaya alors de restreindre l'influence et les moyens de corruption dont le Roi avait si fort abusé. Il déclara inéligibles tous les fournisseurs de l'État, et priva de leur droit d'électeurs tous les fonctionnaires payés, mesure qui diminuait l'influence de la cour dans soixante-dix bourgs. Enfin il appuya une proposition de Burke demandant qu'on réduisît les fonctionnaires civils, les pensions et les fonds secrets. Ces réformes eurent en effet pour résultat de diminuer l'influence du Roi sur le Parlement, de mettre fin aux tentatives directes de corruption sur les membres de la Chambre. Mais elles ne changèrent rien au caractère du Parlement; elles n'en firent pas une représentation nationale et n'augmentèrent pas sa responsabilité vis-à-vis du peuple. La jalousie que la majorité whig nourrissait contre le parti Chatham et la politique qu'il poursuivait, éclata à la mort de lord Rockingham au mois de juillet. Shelburne ne fut pas plutôt nommé premier ministre que Fox, pour des raisons personnelles, se retira avec la plupart des partisans de Rockingham. D'un autre côté, Pitt consentit à entrer dans le ministère comme chancelier de l'Échiquier.

La coalition. — Le ministère Shelburne fut de courte durée. A peine avait-il signé la paix avec les États-Unis, qu'il fut renversé au commencement de 1783 par la coalition la plus scandaleuse que l'Angleterre ait vue : l'alliance des partisans de Fox avec les tories demeurés fidèles à lord North. Jamais la nécessité de la réforme parlementaire ne fut plus clairement démontrée que par une coalition qui prouvait l'impuissance de l'opinion publique à ébranler la plus méprisable des factions politiques; car les mesures de Burke et de Rockingham, tout en diminuant l'influence du Roi, n'avaient pas profité à la nation, mais aux propriétaires de bourgs qui usurpaient la représentation du pays. Pitt présenta de nouveau son bill de réforme, qui fut rejeté par une majorité de deux voix contre une. Assurés de la majorité au Parlement et insouciants de l'opinion publique, les nouveaux ministres entreprirent avec hardiesse l'œuvre la plus importante qui fut jamais échue à des hommes d'État anglais. Ils sentirent l'impossibilité de laisser un empire comme celui que Warren Hastings avait fondé dans l'Inde, aux mains d'une simple Compagnie commerciale; et Fox proposa de transférer le gouvernement politique des directeurs de la Compagnie à un conseil de sept commissaires. Ces derniers seraient choisis d'abord par le Parlement, et ensuite par la couronne. Ils seraient nommés pour cinq ans, mais pourraient être révoqués à la demande de l'une ou l'autre des deux Chambres. Cette proposition souleva des tempêtes. Le projet était peu judicieux, car les nouveaux commissaires ne pouvaient avoir cette connaissance pratique de l'Inde qu'avait acquise la Compagnie, et faute d'un lien véritable entre eux et le ministère, le Parlement n'aurait pu exercer

aucun contrôle sérieux sur leurs actes. Mais, au milieu de la clameur générale, ces objections passaient inaperçues. La classe marchande se sentait atteinte par le coup qui frappait la société de commerce la plus importante du royaume. Les corporations tremblaient de voir annuler une charte, le Roi considérait ces mesures comme un moyen de transférer aux whigs le patronage de l'Inde, et la nation en général était contraire au bill à cause du ministère qui l'avait proposé.

Accorder à la Chambre des communes, telle qu'elle existait, le gouvernement de l'Inde, c'eût été donner un pouvoir nouveau et immense à une réunion d'hommes qui avaient indignement abusé de l'autorité dont elle jouissait déjà. Le Roi, ayant conscience du sentiment qui animait toute la nation à cet égard, se décida à faire usage de son influence pour combattre la proposition ministérielle dans la Chambre des lords. Le bill fut rejeté, et George III en profita pour ordonner aux ministres de rendre leurs portefeuilles. En décembre 1783, Pitt accepta le poste de premier lord de la Trésorerie, mais cette position eût été insoutenable si le pays s'était, comme par le passé, contenté de sa représentation parlementaire. Il est vrai que Pitt fut battu, et à plusieurs reprises, par une forte majorité dans la Chambre des communes; mais des pétitions parties de tous les coins de l'Angleterre, signées des tories qui dirigeaient l'Université d'Oxford aussi bien que des whigs qui formaient la corporation de Londres, vinrent ébranler cette majorité en prouvant que l'opinion publique était avec le ministère et non avec la Chambre. Fort de ce sentiment, Pitt, malgré les adresses qui demandaient sa révocation, réussit à différer la dissolution du Parlement pendant cinq mois, afin de laisser à l'opinion publique le temps de s'affermir tout à fait. Quand arrivèrent les élections de 1784, le pays savait ce qu'il voulait, et le sentiment national fut assez puissant pour surmonter les influences néfastes qui jusque-là avaient fait des élections une vaine simagrée. Tous les grands centres envoyèrent au Parlement des partisans de Pitt. La majorité qui lui faisait opposition perdit cent soixante siéges, et les quelques membres du parti whig qui réussirent durent leur nomination à des bourgs pourris.

William Pitt. — Au moment où le Parlement se réunit de nouveau après le renversement de la coalition, Pitt, ce ministre de vingt-cinq ans, était maître de l'Angleterre comme aucun ministre ne l'avait été avant lui. Le Roi lui-même cédait à son autorité, en partie par gratitude pour le triomphe que Pitt avait remporté en son nom sur les whigs, en partie aussi parce qu'il avait le pressentiment de la folie qui bientôt devait l'envahir, peut-être aussi parce qu'il sentait que le triomphe remporté par Pitt sur ses adversaires profiterait sinon à la couronne, du moins au pays lui-même. Les whigs étaient désorganisés, peu populaires, sans but politique. Les tories soutenaient le ministre qui avait « sauvé le Roi ».

Mais ce fut une force politique nouvelle qui apporta au jeune ministre sa véritable force. L'élan pris par l'industrie anglaise avait donné aux manufacturiers une immense influence. Les classes commerçantes retrouvaient en William Pitt tout ce qu'elles avaient aimé en Chatham : son noble caractère, sa haute conception du pouvoir, son patriotisme, cette largeur de vue qui s'étendait bien loin au delà de l'enceinte du Parlement. Il est vrai qu'il manquait à Pitt le côté poétique et imaginatif du génie de Chatham, sa vive perception de ce qui était juste et de ce qui était possible, ses vastes conceptions de politique nationale et ses prévisions si clairvoyantes sur l'avenir du monde. Les lieux communs faciles et bruyants de Pitt sonnaient creux à côté des phrases hachées de son père, dont l'éloquence est si vivante encore aujourd'hui parmi les Anglais.

D'un autre côté, il possédait des qualités qui avaient entièrement fait défaut à Chatham. Sa nature, bien qu'ardente et sensible, avait été dominée par une fière et ferme volonté. Sa simplicité et son bon goût lui faisaient éviter l'ostentation et l'extravagance de son père. Malgré leur diffusion et leurs lieux communs, ses discours étaient adaptés, par leurs défauts comme par leurs qualités, à l'intelligence des classes moyennes auxquelles Pitt s'adressait en réalité. Par son amour de la paix, son extrême activité, sa promptitude en affaires, son habileté dans les débats, ses connaissances financières, il rappelait sir Robert Walpole; mais il avait des vertus inconnues à Walpole et avait échappé aux défauts qui frappaient chez cet homme d'État. Il ne recherchait pas des avantages personnels. Il était trop fier pour se servir de la corruption comme moyen de gouvernement, et avait de lui-même une opinion trop élevée pour porter envie à qui que ce fût. Il savait apprécier les mérites des jeunes gens, et ceux qui se réunirent autour de lui, par exemple Canning et lord Wellesley, récompensèrent sa générosité par un dévouement qui dura au delà du tombeau. Pitt n'éprouvait aucune sympathie pour la cynique indifférence de Walpole. Sa politique fut, dès l'abord, une politique de réforme active, et il affronta tous les problèmes financiers, constitutionnels et religieux devant lesquels Walpole avait reculé. Surtout, il était loin de partager le mépris de Walpole pour les autres hommes, et le sentiment profondément humain qui dominait en lui forme un des plus nobles traits de son caractère. Son amour pour l'Angleterre était aussi profond et aussi ardent que celui de son père; mais on ne trouvait pas trace en lui de cette condescendance pour les préjugés et les passions anglaises qui avait été tout à la fois la faiblesse et la force de Chatham. Quand Fox lui reprocha d'oublier que Chatham était jaloux de la France et la regardait comme l'ennemie naturelle de l'Angleterre, Pitt répondit noblement qu'il « est puéril et mesquin de regarder une nation comme étant à tout jamais l'ennemie d'une autre ». Le dix-huitième siècle, qui vit se développer le sentiment de la solidarité humaine, marque une date

importante dans l'histoire de l'humanité, et produisit des hommes d'État empreints d'un caractère tout nouveau. C'est à lui que nous devons des personnalités telles que Turgot et Joseph II, qui ne limitaient pas aux frontières de leurs pays leur amour des hommes et croyaient fermement que, comme le bonheur de l'individu dépend du bonheur de la communauté à laquelle il appartient, de même le bien-être des nations en particulier dépend aussi du bien-être du monde tout entier. Pitt était l'un de ces hommes. Mais il s'éleva bien au-dessus des autres par ses connaissances et la force pratique qu'il apporta à la réalisation de ses desseins.

L'industrie anglaise. — C'est surtout comme financier que Pitt se distinguait, et il arriva au pouvoir à un moment où la richesse croissante de l'Angleterre rendait les connaissances en matière financière indispensables à un grand ministre. La nation avait fait des progrès extraordinaires. Pendant le dix-huitième siècle, la population fit plus que doubler, et les richesses se développèrent dans des proportions plus grandes encore. La guerre avait ajouté un million de livres (25 millions de francs) à la dette publique, mais c'est à peine si l'on en sentait le poids. La perte de l'Amérique ne fit qu'augmenter le commerce avec ce pays; et nous voyons l'industrie prendre cet essor qui devait faire de l'Angleterre l'atelier du monde entier. Quoique l'Angleterre fût déjà à l'avénement de George Ier la première des nations commerçantes, sa principale industrie domestique était l'agriculture. La fabrication des étoffes de laine s'était peu à peu développée dans le Norfolk, l'ouest du Yorkshire et les comtés du Sud-Ouest. Des manufactures de coton n'existaient qu'à Manchester et à Bolton, et étaient encore si peu de chose qu'au milieu du siècle l'exportation des étoffes de coton atteignait à peine la valeur de cinquante mille livres par an (1,250,000 francs). L'industrie du lin à Dundee et à Belfast progressait avec la même lenteur, ainsi que les soieries de Spitalfields. Les procédés de fabrication étaient trop grossiers pour permettre une puissante production. Il fallait pour établir une fabrique trouver un cours d'eau qui pût faire tourner une roue de moulin; on filait le coton à la main dans les chaumières; les *spinsters* (vieilles filles) de la famille étaient assises avec leurs quenouilles autour du rouet du tisserand.

Même si l'outillage avait été plus perfectionné, l'industrie aurait été entravée par l'absence de moyens de transport économiques et faciles. Les anciennes grandes routes, qui avaient tenu bon pendant tout le moyen âge, étaient défoncées par l'accroissement du trafic et du nombre des voitures et chariots. Souvent le commerce n'avait à sa disposition que des chemins vicinaux qui n'étaient faits que pour les chevaux. Une bonne partie du transport des laines se faisait par de longues caravanes de chevaux, et les marchandises plus lourdes, comme le charbon, étaient intransportables, sauf par les rivières ou dans les districts voisins de la

mer. — Une nouvelle ère s'ouvrit quand, en 1767, l'habile ingénieur Brindley joignit Manchester à son port de Liverpool par un canal qui franchissait l'Irwell sur un hardi aqueduc; le succès de cet essai mit à la mode les transports par eau, et l'Angleterre fut traversée dans toutes les directions par trois mille milles (4,827 kilomètres) de canaux navigables.

En même temps le charbon qui abondait dans le sol anglais prit une valeur toute nouvelle. Les riches mines de fer qui se trouvaient dans les comtés du Nord à côté des mines de charbon restaient mal exploitées par suite du manque de bois, seul combustible avec lequel on croyait pouvoir fondre le minerai. Au milieu du dix-huitième siècle, on inventa un excellent procédé pour fondre le minerai avec le charbon, et toute l'industrie du fer en fut révolutionnée. C'est la production du fer qui a placé l'Angleterre à la tête de l'industrie européenne.

Enfin la puissance du charbon comme source de force mécanique fut révélée par la découverte de James Watt, qui fit de la machine à vapeur, simple jouet jusqu'alors, le plus merveilleux instrument que l'industrie humaine ait jamais possédé. Cette découverte fut faite au moment où il n'y avait plus assez de bras pour suffire au travail des manufactures. Trois inventions successives, celle de la *tisseuse Jenny* par le tisserand Hargreaves en 1764, celle de la *machine à tisser* par le barbier Arkwright en 1768, et celle de la *mule* par le tisserand Crompton en 1776, furent suivies par la découverte de la machine dite *power-loom*. Ces découvertes auraient été comparativement peu importantes si l'on n'avait pas trouvé dans la machine à vapeur une production de force nouvelle et inépuisable. C'est cette force et ses applications qui permirent à l'Angleterre, pendant sa terrible lutte avec la France et Napoléon, de monopoliser la fabrication des étoffes de laine et de coton, et qui en a fait le plus grand pays manufacturier du monde.

Adam Smith. — Pour user sagement de ces progrès, il fallait une connaissance des lois de la richesse que l'époque antérieure ne pouvait posséder. Elle était devenue possible au temps de Pitt. Si la valeur d'un livre se mesure d'après son influence sur les destinées de l'humanité, la *Richesse des nations* (*Wealth of nations*) doit être rangée parmi les livres les plus importants qui aient jamais paru. L'auteur s'appelait Adam Smith; il avait fait ses études à Oxford et était professeur à Glasgow. Il soutenait que la vraie, la seule source de richesse était le travail, et que le meilleur moyen d'amener le bien-être général serait d'accorder la liberté du travail et de laisser chacun poursuivre à sa manière son propre intérêt. Chercher à donner artificiellement une direction au travail, à régulariser le commerce, à assigner à certains districts des industries particulières pour limiter les échanges entre un pays et un autre, c'est, disait-il, non-seulement faire tort au travailleur ou au commerçant, mais

encore causer un réel dommage à la prospérité générale de l'État. Le livre fut publié en 1776, au moment où commençait la guerre d'Amérique, et Pitt l'étudia pendant tout son séjour à l'université de Cambridge. Depuis lors, il regarda Adam Smith comme son maître. Dès son entrée au ministère, les principes du *Wealth of nations* devinrent la base de sa politique. Les dix premières années de son gouvernement furent le point de départ d'une phase nouvelle dans la politique anglaise. Pitt fut le premier ministre qui comprit le rôle important que l'industrie devait jouer dans la prospérité du monde. Il n'était pas seulement un ministre de paix et un financier, comme Walpole, mais un homme d'État, comprenant que le meilleur gage de la paix était l'extension et la liberté du commerce international, que l'économie des deniers publics n'avait pas seulement l'avantage de diminuer les charges générales, mais aussi celui de laisser des capitaux plus considérables entre les mains de l'industrie, et que les finances, considérées jusque-là seulement comme un moyen d'augmenter les revenus de l'État, pouvaient devenir un puissant levier de développement politique et social.

Pitt et les réformes. — Si Pitt ne parvint à tirer que peu de bien de ces principes, c'est qu'il eut à compter avec l'ignorance et les préjugés de son temps, et surtout que ses plans furent réduits à néant par la Révolution française. Il appuyait son pouvoir sur les classes commerçantes, et celles-ci croyaient encore que *prospérité* signifie or et argent, et que les monopoles étaient le meilleur moyen de favoriser le commerce. Il fallut beaucoup de patience et d'habileté pour amener les négociants et les squires de campagne qui l'avaient envoyé à la Chambre à accepter ses projets de réforme. Nous voyons par l'échec de la première grande mesure qu'il proposa, combien il était impuissant encore contre les préjugés de ses concitoyens. La question de la réforme parlementaire avait été soulevée, nous l'avons dit, lors de la guerre américaine. Chatham avait demandé qu'on augmentât le nombre des représentants des comtés, car ils formaient la partie la plus indépendante de la Chambre des communes. Le duc de Richmond parla de suffrage universel, de districts électoraux égaux et de Parlements annuels. Wilkes anticipa le *Reform bill,* voté plus tard, en proposant de supprimer les priviléges des bourgs pourris et de reporter les membres qu'ils nommaient sur les comtés ou sur des villes plus populeuses et plus riches. William Pitt avait fait de cette question la sienne, en la mettant en avant dès son entrée au Parlement; et l'un de ses premiers actes comme ministre fut de proposer un bill (1785) qui aurait amené la disparition graduelle des bourgs pourris, et en annulait immédiatement trente-six dont il transférait les députés aux comtés. Il obtint du Roi de s'abstenir de toute opposition, et tenta d'acheter les siéges des « bourgs pourris » à ceux qui les détenaient,

en leur offrant en compensation une somme égale à leur valeur vénale. Mais la majorité de son propre parti s'unit aux whigs pour empêcher le bill de passer. Les abus les plus frappants dans le Parlement, ceux contre lesquels Chatham et Wilkes s'étaient élevés, avaient pour la plupart disparu. La corruption des députés avait cessé. Burke, par son bill de réforme administrative, avait porté un coup décisif à l'influence royale en supprimant une foule d'emplois inutiles, de postes à la cour, de charges diplomatiques ou judiciaires qui ne servaient qu'à favoriser la corruption. Enfin, depuis le récent triomphe de l'opinion publique qui avait porté Pitt au pouvoir, on s'inquiétait moins du mauvais vouloir que le Parlement avait opposé jusque-là à la volonté nationale. Pitt n'en vit pas moins sa proposition rejetée, et Wilberforce raconte qu'il en fut « terriblement désappointé et abattu ». Il vit clairement quel était l'état des esprits dans la Chambre et dans le pays en général ; et, tout en conservant intacte l'opinion qu'il avait défendue, il ne tenta plus de la mettre en avant.

Pitt et les finances. — L'échec de sa réforme constitutionnelle fut plus que compensé par les succès de son système de finances. Quand il entra au ministère, le crédit public était tombé aussi bas que possible. La guerre d'Amérique avait doublé la dette nationale ; et cependant des sommes importantes restaient non consolidées, tandis que les revenus étaient considérablement réduits par suite d'un vaste système de fraude qui transformait toutes les villes des côtes en autant de nids de voleurs. Tout d'abord, Pitt combla le déficit au moyen de nouvelles taxes ; et le temps qu'il gagna ainsi lui permit de changer toute la face des affaires publiques Sa première mesure financière, qui consistait à reprendre l'ancien projet, repoussé par Walpole, de payer graduellement la dette au moyen d'un fond d'amortissement, était évidemment une erreur, mais elle eut l'heureux effet de relever la confiance publique. Il empêcha la fraude en abaissant les droits de douane, ce qui annulait les profits des contrebandiers. Il remit en vigueur le projet de Walpole au sujet des contributions indirectes. Pendant ce temps, les dépenses publiques étaient réduites, et on nommait des commissions chargées d'introduire l'économie dans tous les départements du service public. Le développement rapide de l'industrie nationale, que nous avons déjà signalé, contribua sans aucun doute au succès de ces mesures. Le crédit fut rétabli, la contrebande en partie supprimée. Au bout de deux ans, il y avait un excédent d'un million de livres ; et, quand même on supprima successivement plusieurs impôts, le revenu s'éleva constamment à chaque diminution des taxes.

Pitt prouvait en même temps la valeur politique de son système financier sur un champ plus vaste. L'Irlande était, comme aujourd'hui, la source des plus graves difficultés. Le gouvernement tyrannique sous

lequel elle avait gémi depuis la bataille de la Boyne produisait ses fruits naturels; ce malheureux pays était déchiré par les factions politiques, les luttes religieuses et les conspirations des paysans. L'attitude du parti protestant qui le gouvernait devint tellement menaçante pendant la guerre d'Amérique, que le Parlement anglais se vit forcé de renoncer à tout contrôle sur le Parlement de Dublin. Pitt reconnut que les souffrances et la rébellion de l'Irlande venaient, en grande partie du moins, de sa pauvreté. La population avait augmenté rapidement, tandis que l'agriculture demeurait stationnaire et que le commerce périclitait. Cette pauvreté était du reste le résultat de lois injustes. L'Irlande était un pays de pâturages, mais, pour protéger les intérêts des éleveurs anglais, il était défendu d'importer du bétail en Angleterre. Pour protéger les intérêts des drapiers et des tisserands anglais, les manufactures irlandaises étaient accablées de droits de douane. Le premier effort financier de Pitt tendit à redresser ces abus, et le bill qu'il présenta en 1785 établit la liberté commerciale entre l'Angleterre et l'Irlande. Cette mesure devait, à ses yeux, unir plus étroitement tout l'Empire et réparer la perte de l'Amérique en créant une Irlande loyale et prospère; et bien qu'il lui fallût lutter presque seul contre l'opposition violente des whigs et des commerçants de Manchester, il réussit à arracher l'assentiment du Parlement. Mais on introduisit dans le bill des amendements qui le firent rejeter par le Parlement irlandais. Cet échec ne fit que le pousser à une entreprise plus importante encore. La France avait toujours été considérée comme l'ennemie naturelle de l'Angleterre. Un traité de commerce avec la France, conclu en 1777, permit aux sujets des deux pays de résider et de voyager dans chacun d'eux sans laisser-passer ou passe-port, abolit toute prohibition de commerce des deux côtés et réduisit tous les droits d'importation.

Le procès de Hastings. — L'Inde doit à Pitt la forme de gouvernement qu'elle a conservée jusqu'à nos jours. Le bill qu'il présenta en 1784, tout en conservant en apparence les pouvoirs politiques et commerciaux des directeurs, établissait un comité de surveillance, composé de membres du conseil privé et chargé d'approuver ou d'annuler leurs actes. Dans la pratique toutefois, les pouvoirs du conseil des directeurs étaient entre les mains d'un comité secret composé de trois membres élus, auquel le bill réservait toutes les fonctions administratives importantes; et ceux du conseil de surveillance étaient exercés par son président. Comme ce président était, en réalité, un nouveau secrétaire d'État pour le département de l'Inde, et devint un membre important de chaque ministère, responsable comme ses collègues vis-à-vis du Parlement, l'administration de l'Inde se trouva faire partie de l'organisation gouvernementale des îles Britanniques. Le comité secret, avec ses connaissances pratiques des affaires de l'Inde, suppléait, le cas échéant, à l'inexpérience du ministère.

Mais il s'opéra à cette époque dans les rapports de l'Angleterre avec sa grande colonie un changement plus important que tous ceux qu'avaient établis des mesures législatives : les discussions que provoquèrent les « bills de l'Inde » firent naître dans la nation un sentiment de véritable responsabilité à l'égard de l'Inde et de son gouvernement. Dès lors, on voulut que le dernier des Hindous fût défendu contre l'injustice et les abus, aussi bien que le dernier des Anglais; et ce sentiment, en se répandant dans le pays, amena, en 1786, le procès de Warren Hastings.

Hastings revint de l'Inde à la fin de la guerre, espérant être récompensé aussi généreusement de ses peines que Clive l'avait été, car il avait sauvé toutes les conquêtes de Clive, et jeté les fondements d'un vaste empire en Asie. Il avait montré des capacités administratives extraordinaires, et la prévoyance, le courage et la modération qui caractérisent les véritables conducteurs de peuples. Mais la sagesse et la gloire de son gouvernement ne pouvaient en cacher la terrible cruauté. Il était accusé d'avoir vendu, et à un prix énorme, les services des troupes anglaises pour écraser les tribus libres des Rohillas ; d'avoir extorqué par la violence un demi-million au rajah de Bénarès ; d'avoir arraché par la faim et les tortures plus d'un million à la princesse d'Oude ; d'avoir abusé de la loi pour faire condamner à mort un natif qui lui était hostile. Il aurait conservé son pouvoir par une série de mesures aussi peu scrupuleuses. Sur presque tous les points, les enquêtes impartiales qui furent faites plus tard ont disculpé Warren Hastings. Il est certain que ses efforts personnels avaient contribué à assurer aux nouveaux sujets de l'Angleterre un gouvernement équitable et pacifique. Les procédés durs et impitoyables qu'il avait employés n'étaient que l'application d'un système administratif qui existait de toute antiquité dans l'Inde. Mais un tel système était odieux aux sentiments nouveaux d'humanité qui s'étaient développés en Angleterre, et peu de gens osèrent prendre la défense de Hastings. Burke demanda, avec une éloquence passionnée, sa mise en accusation. Ce grand procès dura des années, au bout desquelles Hastings obtint un acquittement. Mais le but que poursuivait Burke fut atteint. L'attention, la sympathie des Anglais avaient été éveillées en faveur d'une race absolument étrangère et vivant loin au delà des mers ; le paysan du Cornouailles avait appris à s'émouvoir des souffrances du paysan du Bengale.

La traite des noirs. — Pendant que le procès de Hastings suivait son cours, la sympathie du peuple anglais s'attachait à une question d'un caractère plus général encore. L'année qui suivit l'établissement du libre échange avec la France, la nouvelle philanthropie s'allia avec l'esprit religieux créé par les wesleyens pour attaquer la traite des esclaves. Un des avantages que l'Angleterre avait retirés des victoires de Marlborough avait été le monopole de la traite des noirs entre l'Afrique et les posses-

sions espagnoles. C'est l'Angleterre qui avait établi l'esclavage dans les colonies d'Amérique et aux Antilles. Mais elle sentait vivement maintenant l'injustice et l'horreur d'un tel commerce, les conséquences désastreuses qui en résultaient pour les tribus africaines, et la condition cruelle des nègres esclaves. Après une conversation en plein air au pied d'un vieil arbre à Holwood, juste au-dessus de la descente rapide qui mène au vallon de Keston, le jeune Pitt encouragea son ami William Wilberforce à présenter un bill sur l'abolition de la traite. Wilberforce, par sa position au Parlement comme représentant du parti évangélique, était bien placé pour se faire l'avocat d'une telle cause. Le bill de 1788 échoua devant l'opposition des marchands d'esclaves de Liverpool et l'indifférence générale de la Chambre. L'esprit large et humain qui inspirait la politique de Pitt avait à lutter contre bien des difficultés, à l'intérieur et à l'extérieur. Ses efforts pour détruire les préjugés internationaux vinrent bientôt se briser contre un obstacle plus sérieux que les préjugés anglais, car cet obstacle était né du mouvement même d'idées dont la politique de Pitt s'inspirait. De l'autre côté de la Manche le mouvement libéral et humanitaire produisait une révolution qui allait changer la face du monde.

L'Angleterre et l'Europe. — La résistance des puritains au dix-huitième siècle avait fini par réussir à réprimer, en Angleterre du moins, la tendance générale du temps au despotisme religieux et politique. Depuis la révolution de 1688, la liberté de conscience et le droit qu'a le peuple de se gouverner lui-même par ses représentants au Parlement, étaient établis de fait. L'égalité sociale existait depuis longtemps. Tous les citoyens, quel que fût leur rang, étaient régis et protégés par les mêmes lois. L'aristocratie anglaise, tout en exerçant une grande influence sur le gouvernement, jouissait de peu de priviléges. Par suite de cette tradition sociale et légale qui ne considère comme noble dans une famille que le seul fils aîné, et tous les autres descendants comme de simples bourgeois, l'aristocratie ne formait pas une classe à part. Aucune barrière infranchissable ne s'élevait entre les gentilshommes [1] et les classes commerçantes, et celles-ci, à leur tour, ne jouissaient d'aucun privilége qui les séparât des classes inférieures. Après une courte lutte, l'opinion publique, c'est-à-dire l'opinion générale des Anglais cultivés, devint l'élément prépondérant dans le gouvernement anglais. Mais, dans tous les autres grands États de l'Europe, les guerres religieuses n'avaient laissé après elles que le mot de liberté. Le gouvernement tendait au despotisme pur. Le privilége régnait en maître dans toutes les relations religieuses,

[1] Le mot *gentry* n'a pas d'équivalent en français, car il désigne à la fois la petite noblesse rurale et les riches propriétaires qui jouissent des mêmes droits.

politiques ou sociales. La société elle-même était fondée sur une distinction rigoureuse entre les classes, et le peuple en général ne jouissait pas des priviléges judiciaires ou économiques accordés aux classes supérieures. Nous avons déjà vu combien une telle conception de la vie nationale était contraire aux idées qui s'étaient répandues en Europe durant le dix-huitième siècle; aussi, dans presque tous les pays, voyons-nous les princes éclairés s'efforcer de satisfaire, au moyen de réformes administratives, le sentiment d'injustice qu'on ressentait autour d'eux. Frédéric le Grand en Prusse, Joseph II en Autriche et dans les Pays-Bas, poursuivaient le même but que Turgot en France.

C'est certainement en France que le contraste entre l'état de la société et les nouvelles idées de droit commun se faisait le plus vivement sentir. Nulle part le despotisme n'avait été aussi absolu. L'aristocratie s'était vu enlever toute participation aux affaires; elle jouissait de priviléges sociaux, elle était exempte de toutes les charges publiques, et n'avait pas le sentiment de ses devoirs envers le pays, sentiment qu'une classe gouvernante éprouve toujours en quelque manière. Les corporations et les monopoles entravaient les efforts des commerçants et les séparaient des classes ouvrières; de même que la haute valeur attachée au sang noble élevait une barrière entre l'aristocratie et toutes les autres classes.

État de la France. — Si nous comparons la situation politique de la France à celle des principaux pays qui l'entourent, nous reconnaissons qu'elle occupait un rang très-élevé. Son gouvernement était devenu moins tyrannique; il tenait plus compte de l'opinion publique, ses richesses s'étaient accrues et étaient plus également répandues, la justice était mieux administrée, l'ordre public plus assuré. Les paysans, tout pauvres qu'ils paraissaient à des yeux anglais, étaient cependant fort au-dessus des paysans allemands ou espagnols. La classe moyenne était la plus vive et la plus intelligente qu'il y eût en Europe. Sous Louis XV, l'opinion jouissait d'une liberté assez grande. Une classe d'hommes de lettres s'était formée, une société littéraire qui consacrait son activité et de merveilleux talents à populariser des idées de justice sociale et politique empruntées à des écrivains anglais, ou même acquises, comme ce fut le cas pour Montesquieu et Voltaire, par le contact personnel avec la vie anglaise. La conception morale du temps, son amour pour l'humanité, son sentiment de fraternité, sa haine de l'oppression, sa pitié pour les coupables et les malheureux, furent exprimés par une foule d'écrivains, et surtout par Rousseau, avec un feu et une éloquence qui pénétrèrent jusqu'au cœur du peuple.

Ces forces intellectuelles se heurtaient de tous côtés aux formes sociales qui les entravaient. Le philosophe dénonçait la tyrannie du clergé. Le paysan se plaignait du droit qu'avait son seigneur de le juger à sa cour

et d'exiger de lui des services féodaux. Le marchand était exaspéré par les restrictions commerciales et les lourdes taxes qui pesaient sur lui. Les gentilshommes campagnards se révoltaient d'être exclus de la vie publique et du gouvernement de leur pays. Impuissantes à amener aucun changement à l'intérieur, ces énergies nouvelles firent naître dans l'opinion publique une vive sympathie pour le peuple qui, par delà l'Océan, combattait contre la tyrannie. L'opinion publique força le gouvernement à s'allier avec l'Amérique, et des volontaires français partirent avec le marquis de Lafayette pour rejoindre l'armée de Washington. Mais tandis que cette guerre propageait de plus en plus dans la nation la soif de liberté, elle entraînait le gouvernement dans des embarras financiers qui l'obligèrent à faire un appel général au pays. Louis XVI se décida à convoquer les états généraux, qui ne s'étaient pas réunis depuis le temps de Richelieu, et il demanda aux nobles de renoncer à leurs immunités fiscales. Cette résolution réveilla les impulsions et les désirs qui sommeillaient dans la nation, ils prirent vie, et les états généraux étaient à peine réunis à Versailles, en mai 1789, qu'on vit s'ébranler tout l'édifice du despotisme et des priviléges. Un soulèvement à Paris détruisit la Bastille, et la prise de cette forteresse fut considérée comme le point de départ d'une nouvelle ère de liberté constitutionnelle en France et dans l'Europe entière. Même en Angleterre, les cœurs frémirent de joie à cette nouvelle. Fox s'écria, dans une explosion d'enthousiasme : « Voilà le plus grand événement qui se soit jamais accompli, et c'est aussi le meilleur. »

Pitt et la Russie. — Pitt voyait avec froideur, mais sans inquiétude, ces sentiments de liberté, si familiers à l'Angleterre, se développer en France. Du reste, à ce moment, il fut absorbé par la maladie du Roi, qui eut une attaque de démence en 1788, et par les prétentions à la régence que le prince de Galles mit aussitôt en avant. Le prince appartenait au parti whig, et Fox, qui voyageait en Italie, revint à la hâte pour appuyer le prince, convaincu que la régence serait suivie de son rappel au ministère. Pitt se plaça sur le terrain constitutionnel, et réussit à faire reconnaître que, dans cette circonstance particulière, le droit de choisir un régent temporaire, avec quelques restrictions que ce fût, appartenait au Parlement. Un bill qui conférait la régence au prince, conformément à ce principe, allait passer aux deux Chambres, lorsque le rétablissement du Roi vint mettre fin à cette longue dispute.

A l'étranger aussi, les difficultés de Pitt augmentaient. La puissance de la Russie avait grandi sous Catherine II ; et, dès son avénement, celle-ci avait résolu l'annexion de la Pologne, l'expulsion des Turcs de l'Europe et l'établissement d'un empire russe à Constantinople. Frédéric le Grand réussit momentanément à déjouer le premier de ces projets. Catherine s'était déjà rendue de fait maîtresse de toute la Pologne, ses armées occu-

paient le royaume, et elle avait placé une de ses créatures sur le trône, quand Frédéric, de concert avec l'empereur Joseph, la força à partager son butin avec l'Allemagne. Si le premier démembrement de la Pologne, en 1773, recula la frontière russe à l'ouest jusqu'aux sources de la Dwina et du Dniéper, il donna aussi la Galicie à Marie-Thérèse et la Prusse occidentale à Frédéric lui-même. Voyant qu'elle n'avait pu réaliser son premier dessein, Catherine attendit pour entreprendre le second que l'accord eût cessé d'exister entre les deux puissances allemandes. Les projets de Joseph pour l'annexion de la Bavière amenèrent une rupture entre l'Autriche et la Russie, et, peu après, la mort de Frédéric vint délivrer la Russie de son plus redoutable ennemi. En 1788, elle s'allia avec Joseph pour se partager l'empire turc. Mais la Prusse était toujours vigilante, et l'Angleterre ne se sentait plus, comme en 1773, entravée par les troubles en Amérique. Les relations amicales établies entre l'Angleterre et la Prusse par Chatham avaient été ébranlées par la duplicité de Bute, et presque rompues pendant la ligue de neutralité des puissances du Nord; mais Pitt avait réussi à les rétablir par l'appui qu'il prêta au successeur de Frédéric pour le rétablissement du stathoudérat en Hollande. On reconnut bientôt l'importance politique de cet acte quand, en 1789, on vit se former une alliance entre l'Angleterre, la Prusse et la Hollande pour la conservation de l'empire turc. Une lutte européenne semblait inévitable, et, pour une telle lutte, la sympathie et l'appui de la France étaient de la plus haute importance. Mais le traité d'alliance suffit à éloigner tout danger. Au printemps de 1790, Joseph mourut, désespéré de n'avoir pu vaincre l'opposition des Pays-Bas ni réaliser ses plans. L'Autriche renonça alors à prendre une part active à la guerre contre les Turcs.

Pitt et la France. — Pendant ce temps, les événements se pressaient en France. Les états généraux, en supprimant dans leur enceinte toute distinction entre les différentes classes, se transformèrent en assemblée nationale, et abolirent les priviléges des parlements provinciaux, des nobles, de l'Église. En octobre, la populace de Paris marcha sur Versailles et força le Roi et l'Assemblée à se transporter avec eux dans la capitale. Une constitution, fabriquée à la hâte, fut acceptée par Louis XVI, qui renonça ainsi au pouvoir despotique de ses pères. Aux yeux de Pitt, le tumulte et le désordre qu'entraînaient ces grands changements n'étaient que transitoires. Au mois de janvier 1790, il croyait encore « que les convulsions actuelles de la France devront tôt ou tard amener un ordre régulier et l'harmonie générale », et que lorsque sa propre liberté serait établie, « la France deviendrait une des plus brillantes puissances de l'Europe ». Mais le pays, en général, était loin de considérer la Révolution avec la bienveillance et le calme de Pitt. Le bon sens prudent de la

majorité des Anglais, leur amour de l'ordre et de la loi, leur répugnance pour les changements violents et les théories abstraites, autant que leur respect du passé, soulevèrent rapidement dans le pays un esprit antirévolutionnaire. Les avertissements passionnés d'Edmond Burke surexcitèrent les répugnances du bon sens anglais et aussi des préjugés nationaux.

La prise de la Bastille, qui excita l'enthousiasme de Fox, remplit Burke d'inquiétude. « Dès qu'on sépare la liberté de la justice », écrit-il quelques semaines plus tard, « toutes deux sont en danger. » La nuit du 4 août, dans laquelle tous les priviléges furent abolis, le remplit d'horreur. Il y vit, et avec raison, le moment critique qui révélait le caractère de la Révolution, et son parti fut pris immédiatement. « Les Français », s'écriait-il au mois de janvier, tandis que Pitt prédisait un glorieux avenir à la nouvelle Constitution, « les Français se sont montrés les plus habiles architectes de ruine qui aient jamais existé. En peu de temps, ils ont détruit leur armée, leur marine, leur commerce, leurs arts et leur industrie. » Mais, dans le Parlement, personne ne partageait ses vues. Les whigs, malgré leur défiance, suivaient l'exemple de Fox et applaudissaient à la Révolution. Les tories, plus défiants encore, suivaient Pitt, et Pitt exprimait hautement sa sympathie pour le gouvernement constitutionnel qui régissait la France. Il est vrai que le parti révolutionnaire donna alors une preuve significative de sa sympathie pour l'Angleterre. Irritée par l'établissement d'une colonie anglaise à Nootka-Sound, en Californie, l'Espagne avait réclamé l'appui de la France, conformément au Pacte de famille ; le ministère français, soutenu par ceux qui trouvaient qu'on allait trop loin et espérant arrêter les progrès de la Révolution et rétablir l'autorité royale, avait résolu d'entreprendre la guerre. Le parti révolutionnaire s'opposa naturellement à ce dessein. Après une lutte acharnée, il obtint qu'on retirât au Roi le droit de déclarer la guerre sans l'assentiment de l'Assemblée, et tout danger d'hostilité fut écarté. « Le gouvernement », affirmait Pitt, « est disposé à entretenir les relations les plus amicales avec la Grande-Bretagne », et il ne voyait pas pourquoi la Révolution empêcherait l'Angleterre de répondre à ces sentiments bienveillants. Il comprenait qu'une union active entre la France et l'Angleterre pouvait seule mettre un terme aux troubles en Orient. Son intervention déjoua momentanément un nouvel effort de la Prusse pour enlever à la Pologne Danzig et Thorn. Mais bien que l'attitude de la Russie fût encore très-menaçante pour la Turquie, une guerre russe était si impopulaire en Angleterre qu'un vote hostile du Parlement força Pitt à suspendre ses armements. A ce moment, une nouvelle alliance entre l'Autriche et la Prusse, qui devait amener la fin de la lutte en Turquie, menaçait aussi de porter une nouvelle atteinte à l'indépendance de la Pologne.

Burke et la Révolution. — Mais tandis que Pitt plaidait en faveur d'une union entre les deux pays, Burke travaillait à rendre cette union impossible. Il avait depuis longtemps, il est vrai, perdu toute son influence sur la Chambre des communes. Son éloquence qui, pendant les discussions sur le Stamp-Act, avait pu rivaliser avec celle de Chatham, était devenue insupportable à la plupart des députés. La longueur de ses discours, le caractère profond et philosophique de son argumentation, l'éclat et souvent l'extravagance de ses images, son ardeur passionnée, son manque de mesure et de tact, fatiguaient et décontenançaient les squires et les commerçants qui l'entouraient. On finit même par le surnommer : « la Cloche du dîner du Parlement », tant on voyait les bancs se vider dès qu'il prenait la parole. Pendant un temps, le procès de Hastings permit à toutes les énergies de se donner carrière, et ses appels magnifiques à la justice de l'Angleterre fermaient la bouche aux détracteurs. Mais, le procès terminé, il vit sa réputation diminuer rapidement, et l'approche de la vieillesse (il avait passé soixante ans) semblait lui conseiller la retraite d'une arène politique où il était impopulaire et isolé. Mais la vieillesse, les désappointements, la solitude, Burke oublia tout quand il vit se produire en France la réalisation de tout ce qu'il haïssait : une révolution fondée sur le mépris du passé et menaçant de détruire tout l'édifice que le passé avait élevé, les distinctions de classes et de rang réduites à néant par une doctrine d'égalité sociale, un État brutalement détruit et reconstitué, l'Église et la noblesse emportées en une nuit. En opposition avec cet enthousiasme qu'il considérait avec raison comme une nouvelle religion politique, il résolut de réveiller l'enthousiasme de l'ancienne religion politique. Il était à la fois un grand orateur et un grand écrivain, et maintenant que la Chambre était sourde à sa voix, il s'adressa au pays tout entier par ses écrits. Dans les *Réflexions sur la Révolution française,* qu'il publia en octobre 1790, il n'attaque pas seulement la précipitation et la violence qui souillèrent la Révolution française, mais aussi les principes mêmes qui l'avaient fait naître. Burke sentait si profondément la grandeur de l'ordre social, la valeur de cette continuité dans les affaires humaines sans laquelle, disait-il, « les hommes seraient comme des mouches d'été », qu'il était incapable de juger les événements. Il ne voyait pas sous l'esprit de révolte et le fol amour du changement une réelle élévation de but et de caractère que l'on retrouve même chez les plus ardents révolutionnaires. Il ne voulait reconnaître aucun abus dans le passé disparu, et ne voyait que la ruine de la société dans l'avenir. Il prêcha une croisade contre des hommes qu'il considérait comme les ennemis de la religion et de la civilisation, et il appela l'Europe entière à prendre les armes contre une révolution dont les principes étaient une menace de destruction pour tous les États.

Pitt et la Révolution. — Le grand obstacle à une telle croisade était Pitt, et l'un des plus véhéments passages de l'ouvrage de Burke se termine par une amère critique du ministère. « L'âge de la chevalerie », dit-il, « est passé ; celui des sophistes, des économistes, des calculateurs, lui a succédé, et la gloire de l'Europe est pour jamais évanouie. » Mais ni les critiques ni les invectives ne faisaient dévier Pitt. Au moment où paraissait l'ouvrage de Burke, il renouvelait à la France la promesse de ne prendre part à aucune croisade contre la Révolution. « L'intention de l'Angleterre », écrit-il, « est de conserver la neutralité qu'elle a jusqu'ici scrupuleusement observée à l'égard des dissensions intestines de la France ; elle ne s'en écartera jamais, à moins que la conduite des Français ne l'oblige absolument à se mettre sur la défensive. » Il était si loin de partager les craintes qui se répandaient de plus en plus, qu'il choisit ce moment pour soutenir le *Libel-Act* de Fox. Cet acte, en transférant le droit de juger les publications immorales du juge au jury, acheva de garantir la liberté de la presse. Il fit voter lui-même, en 1791, un bill qui, tout en passant presque inaperçu au milieu des orages du temps, n'en est pas moins une de ses plus nobles œuvres. Depuis la guerre d'Amérique, l'Angleterre redoutait par-dessus tout de donner aux colonies le droit de se gouverner elles-mêmes. Il semblait que ce serait faire un pas de plus vers une séparation complète. Pitt s'affranchit hardiment de ces craintes et établit une assemblée et un conseil dans les deux Canadas. « Je suis convaincu », disait Fox, en appuyant cette mesure, « que le seul moyen de conserver des colonies éloignées est de leur donner le moyen de se gouverner elles-mêmes. » La politique de l'un et les prévisions de l'autre ont été justifiées par les événements.

Burke n'eut pas plus de succès dans son propre parti. Fox resta toujours ardent partisan de la Révolution, et, lorsque Burke lança contre elle une nouvelle attaque, il la défendit avec une chaleur extraordinaire. Jusque-là une étroite affection avait lié ces deux hommes ; mais le fanatisme de Burke voulut y mettre fin. « Notre amitié n'est point perdue », s'écria Fox, en éclatant en pleurs. « Elle est perdue », répéta Burke, « je sais le prix de ma conduite, notre amitié est finie. » Dans l'enceinte du Parlement, Burke était absolument seul. Son « Appel d'un nouveau whig aux anciens whigs », en juin 1791, ne réussit pas à détacher de Fox un seul de ses partisans. Pitt lui conseilla froidement de louer la constitution anglaise, plutôt que d'outrager celle de la France, et Burke écrivait tristement aux princes français réfugiés à Coblentz, et s'armant contre leur pays : « Le parti que j'ai pris m'a valu beaucoup d'ennemis et peu d'amis. » Cependant l'opinion publique revint lentement à lui. La vente des *Réflexions* s'éleva à trente mille exemplaires, et prouva que cet ouvrage répondait à un sentiment général. L'humeur de l'Angleterre alors était, somme toute, peu favorable à une juste appréciation de la

Révolution française. L'esprit industriel dominait. Des hommes qui, à force de travail, réussissaient à s'enrichir rapidement, et se renfermaient dans le cercle étroit et pratique de leurs affaires, voyaient avec mécontentement ces troubles, ces désordres, cette activité vague et turbulente, ces appels emphatiques au sentiment humain, ces théories abstraites et souvent creuses. Pour l'Angleterre, c'était une époque de contentement politique et de bien-être social, de progrès économique et de réveil religieux. Véritables insulaires, incapables de comprendre d'autres races, les Anglais ne se rendaient pas compte que les éléments mêmes de ce contentement, de cet ordre, de ces progrès paisibles et harmonieux, de cette réconciliation entre la société et la religion, manquaient totalement à l'étranger. La sympathie générale que la Révolution avait d'abord éveillée se transforma lentement en dégoût, quand on vit le pays en proie à un bouleversement quotidien, à une anarchie grandissant chaque jour. La France révolutionnaire ne compta bientôt plus de partisans que dans quelques groupes de fanatiques qui se réunissaient sous le nom de « clubs constitutionnels », et dont les discours exagérés ne firent que hâter la réaction. Mais malgré les appels de Burke et les prières des nobles, qui avaient fui de France et brûlaient de marcher contre leur patrie, l'Europe ne prit pas les armes, et Pitt conserva sa même attitude de neutralité, bien qu'avec une plus grande apparence de réserve.

Conférence de Pilnitz. — Pitt était tellement désireux, à cause de la question d'Orient, de voir la tranquillité rétablie en France, qu'il déjoua un projet de descente sur les côtes normandes, formé par les émigrés, et déclara formellement à Vienne que l'Angleterre était décidée à ne prendre part à aucune des hostilités qui pourraient se produire entre la France et l'Empereur. Celui-ci, du reste, était aussi désireux que Pitt d'éviter tout conflit avec la France. Catherine, délivrée de la guerre avec la Turquie, aurait volontiers poussé les deux pouvoirs germaniques dans une lutte contre la Révolution dont elle aurait profité pour opérer seule l'annexion de la Pologne. Mais ni Léopold ni la Prusse n'étaient disposés à se lier les mains par une telle guerre. La fuite de Louis XVI, en juin 1791, faillit amener un conflit européen ; mais le Roi fut arrêté et ramené à Paris, et pendant quelque temps les révolutionnaires semblèrent avoir conscience du danger et revenir à plus de modération. Non-seulement Louis XVI accepta la Constitution, mais encore il supplia l'Empereur de renoncer à une intervention armée qui aurait certainement amené la chute du trône.

Dans leur conférence de Pilnitz, au mois d'août, Léopold et le roi de Prusse se contentèrent d'une déclaration vague invitant les puissances européennes à contribuer au rétablissement d'un gouvernement stable en France. Ils s'appuyèrent sur la neutralité de l'Angleterre pour refuser

tout secours militaire aux princes français, et ne s'occupèrent plus que des affaires de Pologne. Mais la paix, qu'ils désiraient, devint bientôt impossible. La déclaration de Pilnitz causa une irritation dont les royalistes constitutionnels de France voulurent profiter, et ils poussèrent à une guerre qui, selon eux, devait raffermir le trône. Les jacobins, d'un autre côté, sous l'influence des députés méridionaux ou girondins qui voulaient la République et qui voyaient dans une lutte nationale le moyen de renverser la monarchie, les jacobins, en dépit de Robespierre, décidèrent de prendre les armes contre l'Empereur. Les deux partis se réunirent pour demander la dispersion d'une armée que les émigrés avaient formée sur le Rhin; et, bien que Léopold eût accédé à cette demande, la France déclara la guerre à son successeur, François, au mois d'avril 1792.

Efforts de Pitt en faveur de la paix. — Les Français, trompés sur les sentiments de l'Angleterre, qu'ils croyaient animée de l'enthousiasme révolutionnaire, espéraient obtenir son alliance dans cette guerre; ils furent aussi indignés qu'étonnés lorsque Pitt leur refusa son appui. En vain il chercha à calmer leur irritation, en promettant de garder la neutralité, même si la Belgique était occupée momentanément par les troupes françaises, pourvu qu'elles n'intervinssent pas en Hollande. Il donna comme preuve de ses intentions pacifiques une réduction des forces militaires, et le dépôt d'un projet de budget conçu en prévision de la paix et proposant de larges réductions d'impôts. Les révolutionnaires français espéraient toujours l'appui de l'Angleterre dans leur œuvre d'émancipation européenne, mais ils commençaient à comprendre qu'il faudrait pour cela commencer par émanciper l'Angleterre elle-même. Il fallait donc tout d'abord y exciter une révolution qui délivrerait le peuple de l'aristocratie qui l'opprimait, et qui opprimait aussi, pensaient-ils, de grands peuples dépendants de l'Angleterre. Soulever l'Inde, soulever l'Irlande contre le joug anglais, fut le prélude nécessaire à l'établissement de la liberté en Angleterre. En Irlande, ils se mirent en relation avec les « Irlandais unis ». Dans l'Inde, ils négocièrent avec les princes indigènes. En Angleterre, ils s'efforçaient, par des intrigues avec les clubs constitutionnels, d'exciter le même esprit qu'en France. L'ambassadeur français, Chauvelin, protesta contre une proclamation qui dénonçait ces coupables menées. Fox lui-même, à ce moment-là, déclara que la discussion des réformes parlementaires était inopportune. Burke, pendant ce temps, travaillait à jeter l'alarme dans toute l'Europe par des écrits dont l'intensité de sentiment fait oublier l'extravagance du style. Depuis l'origine, il avait encouragé les princes à prendre les armes et avait envoyé son fils les rejoindre à Coblentz. « Soyez alarmistes », leur écrivait-il, « répandez la terreur. » Mais, en semant ainsi une terreur roya-

liste, il finit par soulever une terreur révolutionnaire dans la France même.

A la première menace de guerre, les deux souverains allemands s'étaient alliés; et, abandonnant à regret tout espoir de conserver la paix avec la France, ils avaient réuni quatre-vingt mille hommes sous le commandement du duc de Brunswick. Cette armée se dirigea lentement sur la Meuse (août 1792). La France, qui cependant avait déclaré la guerre, était presque sans défense. Son armée, en Belgique, céda au premier choc, et fut mise en déroute. La panique se mit dans l'armée, puis se répandit dans la nation entière, où elle eut de terribles conséquences. Dès qu'on apprit la marche en avant du duc de Brunswick, la populace de Paris envahit les Tuileries (10 août), et exigea que le Roi, qui avait cherché un refuge à l'Assemblée nationale, fût déposé et renfermé dans la prison du Temple. En septembre, tandis que Dumouriez, par sa fermeté et par d'adroites négociations, arrêtait la marche des alliés dans les défilés de l'Argonne, des bandes d'assassins stipendiés massacraient les malheureux royalistes qui remplissaient les prisons de Paris. Leur but était de jeter la terreur et d'influer sur le choix d'une nouvelle Assemblée chargée de proclamer l'abolition de la royauté. La retraite de l'armée de Brunswick, que la maladie avait décimée au point de rendre impossible une marche sur Paris, et une brillante victoire de Dumouriez à Jemmapes, victoire qui lui ouvrait les Pays-Bas, changèrent en folle confiance la panique des Français. Au mois de novembre, la Convention décréta que la France prêterait l'appui de ses armées à toute nation qui voudrait conquérir la liberté. « Tous les gouvernements sont nos ennemis », disait le président, « tous les peuples sont nos alliés. » En dépit des traités signés deux ans seulement auparavant et sans avoir aucun prétexte pour la guerre, le gouvernement français résolut d'attaquer la Hollande, et ordonna à ses généraux de soutenir par les armes la liberté du commerce de l'Escaut.

La France déclare la guerre à l'Angleterre. — Un tel acte obligeait l'Angleterre à prendre les armes. L'opinion publique s'exprimait de plus en plus fortement et poussait Pitt à la guerre. L'horreur des massacres de septembre, le hideux despotisme de la populace parisienne avaient fait plus que toute l'éloquence de Burke pour éloigner l'Angleterre de la Révolution. Mais, tout en rappelant l'ambassadeur anglais de Paris au moment où le Roi fut arrêté, Pitt conservait encore l'espoir d'éviter la guerre. Il espérait mettre fin à la guerre par la médiation de l'Angleterre, et pouvoir laisser la France arranger, seule et à sa guise, ses affaires intérieures. A aucun moment de sa carrière, Pitt n'a été aussi grand que lorsqu'il résista seul au cri de guerre de toute l'Angleterre. Même la nouvelle des massacres de septembre ne put ébranler en lui l'espérance que la France s'abstiendrait de toute guerre de conquête et éviterait l'anarchie.

Au mois d'octobre, l'envoyé français en Angleterre annonçait que Pitt était sur le point de reconnaître la République. Au commencement de novembre, il imposait encore la neutralité à la Hollande. Ce fut la France, et non l'Angleterre, qui rompit le rameau de paix auquel il s'attachait désespérément. Le décret de la Convention et l'attaque des Pays-Bas le forcèrent à prendre les armes; il était impossible que l'Angleterre souffrît de voir la flotte française à Anvers, ni qu'elle abandonnât une alliée comme la Hollande. Cependant, en décembre, la nouvelle du prochain démembrement de la Pologne le poussa à tenter une fois encore de rétablir la paix ; il offrit d'aider l'Autriche à s'emparer de la Bavière, si elle voulait traiter avec la France, et il promit à la France de ne pas l'attaquer si elle cessait de menacer les États limitrophes. Mais, en France, on crut que sa modération était de la crainte, tandis qu'en Angleterre, la nation avait pris le deuil à la nouvelle de la mort de Louis XVI, et désirait la guerre plus ardemment que jamais. Le rejet des propositions de Pitt rendit la guerre inévitable. Des deux côtés les rapports diplomatiques furent rompus, et au mois de février 1793 la France déclara la guerre à l'Angleterre.

CHAPITRE IV

LA GUERRE AVEC LA FRANCE [1].

(1793-1815)

Pitt et la guerre. — A partir de la déclaration de guerre, le rôle de Pitt changea. Son orgueil, son inébranlable fermeté et la confiance qu'il inspirait à la nation lui permirent de rester à la tête des affaires ; mais, dès lors, il se laissa entraîner par un sentiment public qu'il ne comprit jamais complétement. Les qualités mêmes de son caractère le rendaient impropre à la direction de la guerre. Pitt était, en somme, un ministre de la paix, étranger aux craintes et aux enthousiasmes qui le forçaient à faire la guerre, et n'ayant hérité, en aucune façon, du don qu'avait son père d'entrer dans les sentiments et les sympathies qui l'entouraient ou de faire partager les siens. Autour de lui le pays était livré à une exaltation et à des terreurs qui rivalisaient avec celles de la France. Les illusions que la France s'était faites sur l'état de l'opinion publique en Angleterre avaient gagné l'Angleterre elle-même. Les partisans de la République n'étaient pourtant que quelques poignées d'hommes qui jouaient à la Convention, en s'appelant citoyens et patriotes, et en imitant puérilement tout ce qui se faisait de l'autre côté de la Manche. Mais chez la majorité des Anglais la peur de la Révolution devint une folle panique. La masse des whigs eux-mêmes abandonna Fox, parce qu'il continuait à admirer la France et la Révolution. Les « vieux whigs », comme ils s'appelaient avec le duc de Portland, lord Fitzwilliam, lord Spenser et M. Wyndham à leur tête, suivirent Burke et donnèrent leur appui au ministère.

Pitt lui-même, tout en restant absolument étranger à la réaction politique qui grandissait autour de lui, était ému par la crainte imaginaire

[1] Sources : Nous pouvons ajouter à celles que nous avons mentionnées précédemment, la *Vie de Shéridan,* par Moore ; celles de lord Castlereagh, de lord Eldon et de lord Sidmouth ; les *Mémoires* de Romilly ; la *Correspondance* de lord Cornwallis ; la *Vie de lord Liverpool,* par M. Yonge ; les *Journaux* et la *Correspondance* de lord Malmesbury, de lord Colchester et de lord Auckland. Pour l'histoire générale de l'Angleterre, voyez Alison, *History of Europe,* et pour son histoire militaire, voyez sir William Napier, *History of the peninsular war.*

d'un danger social, et il croyait à l'existence de « milliers de bandits » qui étaient prêts à renverser le trône, à massacrer les propriétaires et à saccager Londres. « Paine n'est pas un sot », disait-il à sa nièce qui lui citait les *Rights of man,* dans lesquels l'auteur défendait les principes de la Révolution ; « il a peut-être raison ; mais si je faisais ce qu'il demande, j'aurais demain des milliers de bandits sur les bras, et Londres en feu. » C'est cette croyance à un danger social qui le rapprocha du parti de la guerre. Quelque douloureux que fût pour lui le conflit où s'engageait l'Angleterre, il se consola en pensant que la guerre empêcherait la diffusion des « principes français » en Angleterre.

Le plus déplorable résultat de cette panique fut la série des mesures législatives qu'elle provoqua. L'Acte de l'*habeas corpus* fut suspendu, une loi contre les assemblées séditieuses vint restreindre la liberté de réunion, et l'on donna une plus grande extension au Statut des trahisons. La presse fut en butte à de constantes poursuites; les sermons de quelques pasteurs dissidents furent attaqués comme séditieux, et les assemblées des amis de la Révolution furent brusquement interrompues. Les pires conséquences de la panique se virent en Écosse, où de jeunes whigs, coupables seulement d'avoir demandé des réformes parlementaires, furent condamnés à la déportation, et où l'on entendit un juge cruel regretter ouvertement le temps où l'on employait la torture dans les cas de sédition. En Angleterre, la panique disparut aussi soudainement qu'elle avait éclaté, faute d'aliment sérieux. En 1794, trois chefs de la *Corresponding Society,* société qui professait une grande sympathie pour la France, furent accusés de haute trahison et mis en jugement; leur acquittement prouva que le temps de la terreur était passé. Sauf quelques émeutes sans importance, auxquelles prirent part des malheureux mourant de faim, aucun trouble social n'ébranla l'Angleterre pendant les vingt années que dura la guerre. Mais la réaction aveugle contre les réformes nées de cette panique dura plus qu'elle. Pendant un quart de siècle il ne fut plus permis de proposer aucun changement aux institutions existantes, quelque bienfaisant qu'il pût être. Même le mouvement philanthropique, qui était un des traits les plus nobles et les plus caractéristiques de cette époque, fut entravé et arrêté par la peur de la Révolution.

La France et la coalition. — La situation de la France semblait très-grave. Elle était entourée d'ennemis; l'Empereur, la Prusse, la Sardaigne, l'Espagne et l'Angleterre étaient armés contre elle, et leurs efforts se trouvaient secondés par la guerre civile. Les paysans du Poitou et de la Bretagne se soulevèrent contre le gouvernement de Paris, tandis que Marseille et Lyon s'insurgeaient contre les jacobins qui avaient établi leur tyrannie dans la capitale. Les armées françaises avaient déjà été repoussées de Belgique, quand dix mille Anglais, commandés par le

duc d'York, rejoignirent les Autrichiens en Flandre (1793). Mais la cupidité et l'incapacité des alliés sauvèrent la Révolution. La Russie, ainsi que Pitt l'avait prévu, se préparait à accomplir ses desseins en Orient; et l'Autriche et la Prusse furent forcées, dans l'intérêt de l'équilibre en Orient, de prendre part au dernier partage de la Pologne. Ce nouveau partage aurait été impossible si la France restaurée avait pu jouer son rôle naturel en Europe, et accepter l'alliance que Pitt n'aurait pas manqué de lui offrir. La politique suivie par les cours allemandes fut de prolonger l'anarchie qui leur permettait d'écraser la Pologne, et les armées alliées qui auraient pu marcher sur Paris furent volontairement arrêtées à des siéges inutiles dans les Pays-Bas et sur le Rhin. Cette politique laissa à la France le temps de réparer ses désastres. Quels que fussent les crimes et la violence des chefs jacobins, la France sentit malgré eux le prix de la Révolution, et elle s'unit dans un même enthousiasme pour la défendre. Les révoltes de l'Ouest et du Sud furent écrasées. Les envahisseurs espagnols furent tenus en échec au pied des Pyrénées, et les Piémontais furent chassés de Nice et de la Savoie. Le grand port de Toulon, qui avait appelé les étrangers pour lutter contre le gouvernement de Paris et reçu une garnison anglaise dans ses murs, fut contraint à se rendre par un jeune officier d'artillerie né en Corse, Napoléon Buonaparte. Au début de 1794, la victoire de Fleurus rendait les Pays-Bas aux Français, à qui sourirent désormais les chances de la guerre. A l'intérieur, la cessation de la Terreur et de la domination des jacobins rallia tous les Français pour la défense de leur pays. L'effort fut immense, et la France vit ses armées repousser la coalition et partout remporter la victoire. L'Espagne fut obligée de solliciter la paix ; la Prusse fit rétrograder ses armées au delà du Rhin; les Piémontais furent rejetés au delà des Alpes, les provinces rhénanes enlevées à l'Autriche, et avant la fin de l'année la Hollande était perdue. Pichegru passa le Wahal au milieu de l'hiver avec des forces considérables, et le misérable reste des dix mille hommes qui avaient suivi le duc d'York aux Pays-Bas, affaiblis par la maladie et les privations pendant leur retraite, se rembarqua pour l'Angleterre.

Dissolution de la coalition. — Les victoires de la France brisèrent la ligue qui s'était formée pour l'écraser. La République batave, que Pichegru avait fondée dans la Hollande conquise, était une alliée de la France. La Prusse acheta la paix par la cession de ses possessions sur la rive gauche du Rhin. La paix avec l'Espagne fut conclue en été, tandis que la Suède et les cantons protestants de Suisse reconnaissaient la République française. En France même, les discordes civiles s'apaisaient. Les rigueurs exercées par le Directoire contre les jacobins accentuaient le caractère modéré du nouveau gouvernement.

Pitt profita de ce changement dans les dispositions du pouvoir en France

pour faire des ouvertures de paix. Il était las de la lutte. L'Angleterre avait, il est vrai, maintenu sa suprématie sur mer. Les succès de sa marine contrastaient avec ses échecs sur terre. Dès le commencement de la guerre, en 1794, l'amiral Howe avait remporté près de Brest, sur la flotte française, une victoire qui porte le nom du jour où elle fut livrée, *le 1er de Juin*. L'Empire colonial anglais avait été considérablement agrandi. La plupart des Antilles françaises, les plus riches colonies hollandaises, le Cap, Ceylan, les îles des Épices, les Moluques et Java étaient devenus possessions britanniques. Mais Pitt n'avait plus les moyens nécessaires pour continuer efficacement la guerre. L'armée anglaise était peu nombreuse, sans expérience militaire et confiée à des chefs tout à fait incapables. « Je n'ai pas un général », écrivait lord Grenville, ministre des affaires étrangères, « mais une vieille femme en rubans rouges. » Quelque mal conduite que fût la guerre, elle coûtait des sommes énormes. Si l'Angleterre manquait de soldats, elle avait des richesses, et Pitt fut obligé de se servir de ces richesses comme d'un engin de guerre. Il devint le trésorier de la coalition, et ses subsides permettaient aux armées alliées de tenir la campagne. Les énormes emprunts qu'ils nécessitaient et l'accroissement rapide des dépenses publiques ruinaient toutes les réformes financières de Pitt. Les impôts, qui avaient été prodigieusement réduits sous son administration pendant la paix, s'élevèrent dans des proportions inouïes. La dette publique grossissait par brusques et énormes bonds. En trois ans elle s'accrut de huit millions de livres (200 millions de francs).

Continuation de la guerre. — Si Pitt, en présence de la ruine de ses espérances financières, et des dangers que la continuation de la lutte entraînait pour l'Europe, désirait vivement mettre fin au conflit avec la Révolution, il ne trouva pas d'écho dans sa patrie. La nation voulait toujours ardemment la guerre, et Burke l'y excita encore par ses « lettres sur une paix régicide », dernière explosion de ce fanatisme qui avait si puissamment contribué à prolonger l'effusion du sang. Du reste, la France était aussi ardente à la guerre que l'Angleterre. Au moment où Pitt cherchait à entamer des négociations (1796), ses victoires éveillaient en elle la soif des conquêtes. Bien que Moreau eût été arrêté dans sa marche sur Vienne, les succès extraordinaires de Napoléon Bonaparte, qui commandait l'armée des Alpes, lui avaient donné le Piémont. En 1797, la Lombardie fut conquise en une campagne, les duchés au sud du Pô rançonnés, et le Pape forcé de demander une amnistie. L'Autriche fut contrainte par de nouvelles victoires de Bonaparte de conclure la paix à Campo-Formio. Elle cédait à la France les îles Ioniennes, autrefois dépendantes de la République de Venise, les Pays-Bas et toute la rive gauche du Rhin. Une République cisalpine, vassale de la République française, était formée

avec la Lombardie, les duchés au sud du Pô et les États de l'Église jusqu'au Rubicon. La France n'avait plus d'adversaire sur le continent, et l'Angleterre restait seule, sans un allié. La guerre pesait sur elle tous les jours plus lourdement, et la crainte d'une invasion française avait amené la Banque à suspendre ses payements en espèces. Une révolte de la flotte ne put être réprimée qu'avec peine.

Ce fut à cette heure si sombre que Burke rendit le dernier soupir, non sans avoir encore protesté contre la paix que, malgré son premier échec, Pitt essaya en 1797 de conclure à Lille. La paix semblait plus nécessaire que jamais, car la suprématie maritime de l'Angleterre était menacée par la même coalition qui avait failli la ruiner pendant la guerre d'Amérique. Les flottes hollandaise et espagnole étaient de nouveaux unies à la flotte française, et si elles réussissaient à se rendre maîtresses de la Manche, elles pouvaient permettre à la France d'envoyer des troupes en Irlande pour y favoriser un soulèvement. Ce danger s'était à peine manifesté qu'il fut dissipé par deux grandes victoires. Quand, en 1797, la flotte espagnole prit la mer, elle fut attaquée par l'amiral Jervis près du cap Saint-Vincent et refoulée vers Cadix, après avoir perdu quatre de ses plus beaux vaisseaux (14 février). La flotte hollandaise, partie du Texel pour protéger les forces françaises dans leur descente en Irlande, fut rencontrée près de Camperdown par la flotte bien supérieure en nombre de l'amiral Duncan, et presque anéantie après une lutte acharnée où les Hollandais se montrèrent dignes de leur ancien renom (11 octobre). L'Irlande, désespérée de voir ses espérances ruinées à Camperdown, se souleva; mais la révolte fut écrasée en mai 1798 à Vinegar-Hill, et le général Humbert, qui commandait les troupes françaises du débarquement, fut obligé de se rendre. Des trois attaques préparées par le Directoire, deux avaient été déjouées. L'Angleterre était toujours maîtresse des mers, et l'insurrection irlandaise était étouffée.

Le triomphe obtenu en 1799 en Égypte fut le couronnement de ces succès. Le génie de Bonaparte avait rêvé un plan grandiose fondé sur l'espérance d'un soulèvement dans l'Inde, où Tippoo-Sahib, successeur d'Hayder-Ali à Mysore, avait juré de chasser les Anglais du sud de la péninsule. Bonaparte proposa la conquête de l'Égypte comme préface de la conquête de l'Inde. En 1798, il débarqua en Égypte et soumit rapidement le pays tout entier; mais l'amiral Nelson surprit, dans la baie d'Aboukir, les treize bâtiments qui avaient accompagné l'expédition, amarrés tout près de la côte, rangés en ligne de bataille et protégés aux deux extrémités par des batteries et des canonnières. Nelson résolut de lancer ces propres vaisseaux entre les navires français et le rivage : le vaisseau-amiral prit la tête. Après un combat terrible de douze heures, neuf navires ennemis étaient pris et détruits, deux incendiés et cinq mille marins français tués ou faits prisonniers. Toutes les communications de

Bonaparte étaient coupées; l'espoir de se servir de l'Égypte pour conquérir l'Inde s'était évanoui.

Paix de Lunéville. — Délivrée des dangers qui menaçaient sa domination en Irlande et dans l'Inde, maîtresse des mers, l'Angleterre était libre d'attaquer la France ; elle y était encouragée par la disposition des puissances européennes et par les agressions incessantes de son ennemi. La Russie s'allia étroitement à l'Autriche, et Pitt, plein d'espoir, ne leur ménagea pas les subsides. Les armées combinées des Russes et des Autrichiens rejetèrent de nouveau les Français de l'autre côté des Alpes et du Rhin ; la République française ne conserva la Suisse que grâce à la ténacité du général Masséna. Une tentative des Russes et des Anglais pour arracher la Hollande aux Français échoua complétement. En Orient, l'Angleterre fut plus heureuse. Bonaparte, déçu dans son premier plan de campagne indien, voulut conquérir la Syrie et créer avec les belliqueux habitants de ses montagnes une armée qu'il pourrait lancer à son gré sur Constantinople ou sur l'Inde. Mais les Turcs défendaient héroïquement Saint-Jean-d'Acre, la clef de la Syrie ; l'artillerie française fut interceptée sur mer par le capitaine anglais Sidney Smith, dont les marins vinrent au secours des assiégés, et les assiégeants durent reprendre le chemin de l'Égypte. Le général français, désespérant du succès, abandonna son armée et rentra en France. Son retour à Paris fut bientôt suivi du coup d'État qui chassa les directeurs (10 novembre 1799); trois consuls prirent leur place. Sous le nom de premier Consul, Bonaparte devint le maître de la France. Son énergie changea la face des affaires européennes. Les propositions de paix qu'il fit à l'Angleterre et à l'Autriche avaient pour but de dissoudre la coalition et de gagner du temps pour réorganiser une armée qu'il réunissait à Dijon en secret, tandis que Moreau, avec l'armée du Rhin, s'avançait le long du Danube. Le premier Consul franchit le Saint-Bernard en 1800, et obligea l'Autriche, par la victoire de Marengo, à abandonner la Lombardie (14 juin). Une trêve arrêta la marche de Moreau, qui avait pris Munich et qui menaçait Vienne. A la reprise des hostilités en automne, les Autrichiens furent rejetés sur Vienne, et Moreau anéantit leur armée sur l'Isar, à Hohenlinden (2 décembre). En février 1801, la paix de Lunéville mit fin à la guerre continentale.

L'Irlande sous la maison de Hanovre. — Peu de mois avant la fin de la guerre, Pitt remporta un triomphe éclatant par l'union définitive de l'Irlande et de l'Angleterre. L'histoire de cette île pendant les cinquante ans qui avaient suivi sa conquête par Guillaume III est un sujet de honte éternelle pour les Anglais. A partir de la capitulation de Limerick, les catholiques (c'est-à-dire les quatre cinquièmes de la population irlandaise) avaient été traités comme des étrangers dans leur propre pays. On inter-

disait aux catholiques l'entrée aux deux Chambres, l'admission aux différents postes de la magistrature, aux fonctions municipales dans les villes, aux grades de l'armée, à la cour royale, au barreau, aux places du gouvernement. Ils ne pouvaient pas même élire leurs représentants au Parlement. Les confiscations en masse qui avaient suivi les insurrections successives des indigènes avaient considérablement diminué le nombre de propriétaires fonciers catholiques, et des lois draconiennes les obligeaient à professer presque tous la religion protestante. On avait été amené, par la force des choses, à tolérer jusqu'à un certain point la pratique de leur culte ; mais, dans toutes les questions politiques et sociales, les catholiques irlandais, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, étaient « les bûcherons et les porteurs d'eau » de leurs maîtres protestants, qui se considéraient comme de simples colons, fiers de leur origine anglaise ou écossaise, et pour qui le nom seul d'Irlandais était la plus grossière insulte. Parmi ces protestants mêmes, la moitié au moins n'était guère mieux partagée que les partisans de l'Église romaine ; les presbytériens, par exemple, qui formaient la majorité des colons de l'Ulster, se trouvaient exclus de tous les emplois civils, militaires et municipaux. L'administration et la justice étaient entièrement entre les mains des membres de l'Église établie, c'est-à-dire d'un douzième tout au plus de la population de l'île. Le gouvernement était entre les mains de quelques grands propriétaires fonciers. Les bourgs pourris, crées à l'origine pour mettre le Parlement irlandais entre les mains du Roi, étaient à la dévotion des propriétaires qui étaient ainsi maîtres de la Chambre des communes irlandaise, tandis qu'ils formaient à eux seuls toute celle des lords. Pendant la première moitié du dix-huitième siècle les deux tiers de la Chambre des communes étaient nommés par un petit groupe de seigneurs, qui étaient reconnus comme « entrepreneurs parlementaires » et qui « maniaient » le Parlement à leur guise. La politique irlandaise n'était pour tous ces gens-là qu'un prétexte à voler l'État ; comblés d'honneurs et de dignités, gorgés de pensions et de présents en espèces sonnantes, en récompense de leurs services, ils étaient les conseillers du lord gouverneur et les vrais maîtres du pays. La seule entrave mise à la tyrannie de cette oligarchie étroite et corrompue était l'union de l'Irlande avec l'Angleterre et la subordination du Parlement irlandais au conseil privé. Le Parlement irlandais n'avait le droit de proposer aucune mesure législative et financière, et ne pouvait répondre que par « oui ou non » aux projets de loi présentés par le conseil privé d'Angleterre. Le Parlement anglais, de son côté, réclamait la faculté d'imposer ses décrets à l'Irlande aussi bien qu'à l'Angleterre; un statut transféra la juridiction suprême, exercée jusqu'ici par les pairs irlandais, à la Chambre des lords. Pour compenser les bienfaits de sa protection, l'Angleterre fit tout ce qui était en son pouvoir pour anéantir le commerce de l'Irlande et ruiner son agriculture. Les

propriétaires anglais, jaloux de tout ce qui pouvait être favorable à ce malheureux pays, firent interdire par des lois spéciales le transport de bétail ou des moutons irlandais dans les ports anglais. On interdit aussi l'exportation de la laine par crainte de nuire aux bénéfices des tisseurs de laine anglais. La misère s'ajoutait ainsi aux malheurs d'une mauvaise administration, aggravée encore par le rapide accroissement de la population, jusqu'à ce qu'enfin la famine ait changé le pays en un véritable enfer.

Pitt et l'Irlande. — L'amère expérience de la dernière conquête suffit longtemps à contenir tout rêve d'insurrection parmi les Irlandais. Les vengeances particulières, les émeutes qui éclataient de temps en temps, provoquées par la misère et le mécontentement général, étaient brutalement châtiées par la classe dirigeante. Mais quand les menaces de révolte prirent un caractère politique, c'est la classe dirigeante elle-même qui se trouvait à la tête du mouvement. Dès le début du règne de George III, le Parlement irlandais réclama avec insistance le droit exclusif de décider en matière de finances, et l'on demanda à grands cris la suppression des entraves qui lui étaient imposées. Ces plaintes ne devinrent sérieuses qu'au moment de la guerre d'Amérique, et elles constituèrent alors un tel danger que l'Angleterre dut céder. Depuis la fin de la guerre, depuis le moment où les volontaires irlandais avaient arraché au ministère anglais la reconnaissance de l'indépendance législative de l'île, l'Angleterre et l'Irlande ne furent plus liées que par une union personnelle sous le même souverain. Pendant dix-huit ans, l'Irlande se trouva indépendante, mais cette indépendance nominale n'était pas autre chose que l'autorité despotique d'un petit nombre de familles nobles et du pouvoir exécutif irlandais soutenu par le gouvernement anglais.

Le système du monopole et du patronage avait été poussé à un tel excès, qu'au temps de l'Union, plus de soixante siéges étaient entre les mains de trois familles, les Hill, les Ponsonby et les Beresford, et l'influence prépondérante dans le Parlement appartenait aux « bourgs du Trésor » dont disposait le gouvernement. La victoire des volontaires produisit immédiatement des mesures en faveur des catholiques et des presbytériens. En 1780, les volontaires avaient déjà obtenu pour les presbytériens qui formaient une bonne moitié de leurs régiments, les droits politiques et l'abolition du test relatif aux sacrements. Le Parlement irlandais de 1782 supprima les dernières inégalités dont souffraient les dissidents. Les catholiques furent récompensés de leur concours par le rappel des articles les plus oppressifs des lois pénales auxquelles ils étaient soumis. Mais quand Grattan, soutenu par la majorité du parti irlandais, demanda la réforme du Parlement et l'égalité des droits pour les catholiques, il fut repoussé avec perte par les propriétaires de bourgs, qui

étaient maîtres du gouvernement et du Parlement. La classe dirigeante trouvait trop de profit dans l'exercice du pouvoir suprême pour le partager avec qui que ce fût. Ce n'était même que par la corruption que les vice-rois anglais réussissaient à s'assurer de leur coopération aux plus simples mesures administratives : « S'il y eut jamais un pays incapable de se gouverner lui-même », dit lord Hutchinson, « c'est l'Irlande, avec une aristocratie corrompue, une classe moyenne presque barbare, des chefs dénués de tout sens commun, une nation divisée en plusieurs parties. » Aux yeux de Pitt, la misère du peuple constituait le principal danger pour l'Irlande. Il comprit que les catholiques irlandais, asservis par leurs maîtres protestants, étaient chaque jour plus mécontents et ne cherchaient qu'une occasion de le prouver les armes à la main ; le secret de ce mécontentement venait de la pauvreté du peuple irlandais, pauvreté qu'aggravait encore, si elle ne l'avait pas amenée, l'exclusion jalouse des produits irlandais de leurs marchés maritimes en Angleterre. En 1779, l'Irlande avait reçu de lord North des libertés très-larges pour le commerce extérieur ; mais les droits terribles dont le Parlement anglais avait frappé tous les produits manufacturés d'Irlande, sauf le lin et la laine, leur fermaient toujours l'Angleterre. Dès le début de son ministère, Pitt mit fin à cette exclusion, par un bill qui établissait une entière liberté commerciale entre les deux îles. Ses premières propositions avaient été acceptées par le Parlement irlandais, mais les craintes et la mesquine jalousie des fermiers et des industriels anglais introduisirent des amendements par lesquels le Parlement britannique avait le droit de régler la navigation et le commerce irlandais. C'était détruire l'indépendance si récemment conquise. Aussi la loi, sous cette nouvelle forme, fut-elle rejetée par le Parlement d'Irlande.

La révolution et les tentatives de la France pour exciter une révolte en Irlande poussèrent Pitt à chercher de nouveaux moyens de concilier les différents partis et d'améliorer le gouvernement. En 1792, il obligea l'administration irlandaise à renoncer à la résistance qui l'année précédente avait fait échouer ses projets. Le Parlement irlandais accorde aux catholiques les droits électoraux et leur admission aux emplois civils et militaires dans l'île. Cette mesure permit d'espérer qu'une nouvelle ère de liberté religieuse allait s'ouvrir. Mais ces espérances étaient trop tardives. Le déchaînement des passions religieuses et sociales fit évanouir tout espoir de conciliation. Une association des « Irlandais unis » avait été fondée en 1791 à Belfast par Wolfe Tone. Ils voulaient unir protestants et catholiques pour obtenir une réforme parlementaire; mais ils se mirent bientôt en correspondance avec la France et préparèrent des mouvements insurrectionnels. Les paysans catholiques, qui ne cessaient de repasser dans leur mémoire la misère et les injustices qu'ils avaient endurées, se levèrent aussi en apprenant les nouvelles de France; leur mécontentement

produisit des crimes commis par des associations secrètes qui répandaient la terreur parmi les maîtres du pays. Les luttes entre protestants et catholiques qui avaient commencé avant la Révolution française accroissaient encore la misère. Les catholiques s'associèrent sous le nom de *Défenseurs* contre les attaques des *Enfants du Point du Jour,* recrutés parmi les plus fanatiques presbytériens. Plus tard ces sociétés donnèrent naissance aux grandes associations connues sous le nom d'« Irlandais unis » et d'« Orangistes ».

L'union. — Le mécontentement et l'irritation qui couvaient sous les cendres éclatèrent enfin avec violence. La panique causée en 1796 par les projets d'une descente des Français, commandés par Hoche, provoqua des actes de cruauté et d'oppression qui firent de l'Irlande un enfer. Des bandes de soldats et de fermiers parcoururent le pays, fouettant et torturant les « croppies » (c'est ainsi qu'on appelait par dérision les insurgés irlandais, à cause de leurs cheveux coupés en brosse), se livrant au vol, au pillage, à l'assassinat. Ces horreurs furent même excusées par les propriétaires qui composaient le Parlement irlandais ; on accorda à leurs auteurs un bill d'indemnité, et on les encouragea pour l'avenir par une *Loi contre les insurrections*. En attendant, les Irlandais unis se préparaient pour un soulèvement qui fut retardé par l'échec de l'expédition française sur laquelle ils comptaient pour les aider, et surtout par la victoire de Camperdown. Ces actes de barbarie provoquèrent d'atroces représailles lorsque l'insurrection éclata enfin en 1798. Les protestants loyalistes eurent à leur tour à subir la peine du fouet et d'épouvantables tortures, et tout soldat fait prisonnier était égorgé sans merci. A peine les rebelles étaient-ils réunis au nombre de quinze mille hommes dans le camp retranché de Vinegar-Hill, près d'Enniscorthy, que leur camp fut enlevé par les troupes anglaises, et l'insurrection se trouva complétement écrasée (12 mai 1798).

Cette brusque répression de la révolte eut lieu juste à temps pour prévenir de grands désastres. Peu de semaines après cette défaite décisive, au mois d'août, un millier de soldats français débarquèrent dans le comté de Mayo, sous les ordres du général Humbert, battirent des troupes trois fois plus considérables à la bataille de Castlebar et ne se rendirent qu'au lord lieutenant Cornwallis à la tête de trente mille hommes.

Pitt, dégoûté de la fureur bigote des protestants irlandais, soutint lord Cornwallis dans ses efforts pour empêcher les représailles de ses troupes et des orangistes ; mais les hideuses cruautés dont il fut témoin le décidèrent à en finir avec cette farce de l'indépendance qui laissait l'Irlande sans merci en de si tristes mains. La nécessité politique de l'union des deux îles était rendue chaque jour plus évidente aux yeux de tous les hommes

d'État anglais, par la conduite du Parlement irlandais pendant les disputes sur la régence ; tandis que l'Angleterre repoussait les prétentions du prince de Galles à la régence, l'Irlande au contraire les admettait ; comme le seul lien qui unissait encore les deux peuples était l'obéissance à un chef commun, un pareil acte aurait suffi pour les séparer tout à fait ; le sentiment du danger assurait, en Angleterre, un accueil très-favorable à la proposition de Pitt de réunir les deux Parlements (1799). L'opposition des électeurs irlandais fut difficile à vaincre ; mais ce n'était pour eux qu'une question d'argent ; on acheta le Parlement irlandais pour un million et par une large distribution de pensions et de pairies. Le moyen était bas et honteux, mais Pitt pouvait plaider les circonstances atténuantes en démontrant que c'était la seule manière de faire passer le bill de l'Union. L'affaire fut enfin arrangée en juin 1800. Cent Irlandais devinrent membres de la Chambre des communes à Westminster ; vingt-huit pairs laïques et quatre pairs ecclésiastiques choisis à chaque renouvellement du Parlement par les nobles et les évêques d'Irlande prirent place à la Chambre des lords. Le commerce entre les deux nations était délivré ainsi de toutes entraves ; et l'Irlande fut appelée à jouir de tous les priviléges commerciaux de l'Angleterre et de l'Écosse, et les impôts furent répartis proportionnellement entre les deux nations.

Pitt et la pairie. — La prodigalité de Pitt dans la distribution des siéges de pairs pour cimenter l'union de l'Irlande et de l'Angleterre amena un changement important dans la constitution anglaise. Peu de corps ont plus varié en nombre que la Chambre des lords. A la fin de la guerre des Deux Roses, les pairs laïques survivants étaient au nombre de cinquante-deux ; sous Élisabeth, on n'en comptait que soixante ; les Stuart multiplièrent les nouveaux siéges au point de les élever à cent soixante-six. Ce nombre ne varia pas pendant les règnes des deux premiers George, et nous avons vu que ce n'est que grâce à l'énergique opposition de Walpole que lord Stanhope fut empêché de limiter la Chambre des lords au nombre qu'elle avait alors atteint. Cette mesure aurait eu sans doute des inconvénients, mais, en tout cas, on aurait évité la multiplication insensée de pairies par laquelle George III, au début de son règne, mettait en minorité le parti qui l'empêchait d'agir à sa guise. Mais ce qui était chez le Roi un moyen de corruption servit à Pitt à renouveler cette Chambre, à la mettre en relations plus étroites avec les possesseurs de la richesse mobilière et immobilière, et à rendre la couronne indépendante des coteries qui se formaient parmi les pairs. Dédaignant pour lui-même les honneurs héréditaires, il les prodigua comme jamais ministre ne l'avait fait avant lui. Pendant les cinq premières années de son ministère, il créa quarante-huit nouveaux pairs ; trente-cinq dans les deux années 1796-1797. En 1801, les siéges de pairs qui avaient été le prix de l'union avec l'Irlande éle-

vèrent le chiffre total des créations des pairies à cent quarante. Son exemple fut suivi avec tant d'empressement par ses successeurs, qu'à la fin du règne de George III, le nombre des pairs était le double de ce qu'il était à son avénement.

Le caractère même de la Chambre des lords se trouva modifié. Jusqu'alors elle avait été un petit corps de grands seigneurs que des liens de famille ou de parti transformaient en une véritable puissance politique. Elle devenait désormais la citadelle de la propriété, la représentation des grands domaines et des grandes fortunes que le développement économique de l'Angleterre créait rapidement. Pour la première fois dans l'histoire, la Chambre des lords devenait par excellence l'élément conservateur dans la Constitution. Nous ne savons pas ce qu'il adviendra des réformes de Pitt dans l'avenir, mais elles ont déjà produit des résultats faciles à constater. Cette augmentation considérable du nombre des pairs, bien que due à la couronne, a, en fait, affranchi la Chambre haute de la pression que la couronne pouvait exercer sur elle par la distribution des honneurs et dignités. Ce changement, depuis que la Chambre des communes exerce réellement tous les pouvoirs de la couronne, a rendu beaucoup plus difficile la conciliation de la liberté d'action des lords avec le jeu régulier du gouvernement parlementaire. D'un autre côté, cette réforme de la Chambre des lords, qui lui donne des bases plus larges, augmente sa responsabilité vis-à-vis de l'opinion publique dans les cas où celle-ci se prononce avec énergie; grâce au tact politique inhérent aux grandes assemblées aristocratiques, les lords ont su éviter jusqu'ici de changer en opposition irréconciliable les conflits avec la Chambre basse.

L'émancipation catholique. — L'union législative n'était qu'une partie du plan conçu par Pitt pour pacifier l'Irlande. Immédiatement après l'établissement de l'union, on vit les heureux effets du libre échange établi entre les deux pays peu d'années auparavant. Malgré les troubles sociaux et l'insuffisance des capitaux, le commerce, la navigation et l'industrie irlandais n'ont pas cessé depuis lors de se développer. La révolution qui plaça l'Irlande sous la direction d'un Parlement commun à toute la Grande-Bretagne fut suivie d'une révision graduelle des lois les plus oppressives et de quelques améliorations partielles; les impôts furent allégés, et l'on tenta un timide essai d'organisation de l'instruction publique. Mais, selon Pitt, le meilleur moyen de conciliation était d'accorder l'égalité religieuse. En proposant au Parlement anglais d'unir les deux pays, il avait fait ressortir qu'une fois l'Irlande réunie à une nation protestante, le danger de voir un jour le catholicisme reprendre le dessus disparaîtrait de lui-même, pourvu qu'on rendît aux catholiques leurs droits politiques. Il ajoute que le meilleur moyen de se rallier le clergé catholique « serait d'assurer son sort » d'une manière efficace. Ces paroles rani-

mèrent les espérances des partisans de l'émancipation catholique, c'est-à-dire de la restitution aux catholiques de tous leurs droits civils. Lord Castlereagh lui-même, alors vice-roi d'Irlande, regardait cette émancipation comme le moyen le plus efficace pour vaincre l'opposition des catholiques au projet d'union. Le moindre signe d'opposition des catholiques eût fait tout échouer, mais les catholiques ne bougèrent pas.

Dès que le bill eut été voté, Pitt se prépara à présenter au conseil des ministres une loi qui aurait donné aux catholiques la complète égalité civile. Il se proposait d'abroger tous les serments religieux qui limitaient les droits électoraux ou qui étaient exigés pour l'admission au Parlement, dans la magistrature, au barreau, aux charges municipales, aux postes de l'armée et aux fonctions administratives. On substituait au serment religieux une simple promesse d'obéissance et de fidélité à la constitution, et l'État promettait de rémunérer les membres des deux clergés catholique et dissident, pour s'assurer de leur fidèle concours; on prit aussi des mesures pour se concilier l'Église épiscopale en fortifiant ses moyens de discipline et en augmentant les salaires des ministres les plus indigents; enfin l'on modifiait le système des dîmes qui était une source de querelles incessantes entre le clergé épiscopal et le peuple irlandais.

Ce plan était trop vaste et trop grandiose pour obtenir l'assentiment immédiat du cabinet; et, avant qu'il eût pu donner son avis, le projet fut communiqué au roi George III, par l'indiscrétion du lord chancelier, Loughborough : « Je considérerai comme un ennemi personnel », s'écria le Roi avec colère devant Dundas, « quiconque proposera une pareille mesure. » Pitt répondit à cette explosion de fureur en soumettant le plan au Roi. « Les circonstances politiques qui ont donné naissance à ces lois d'exception », écrivait-il, « les luttes incessantes entre des sectes hostiles et presque égales en force, la crainte de voir une reine papiste sur le trône, la compétition pour la couronne, l'avénement d'un prétendant étranger, les dissensions entre les puissances catholiques et protestantes en Europe, toutes ces circonstances n'existent plus aujourd'hui. » Mais tout raisonnement était inutile avec George III; malgré l'avis des hommes de loi qu'il consulta, le Roi se regardait comme obligé par son serment de couronnement à maintenir le Test; d'ailleurs son bigotisme s'accommodait trop bien avec celui de ses sujets, et avec la méfiance de l'influence politique des catholiques. Son obstination était accrue par la conviction que sa résistance obligerait Pitt à abandonner le pouvoir. Il donna sa démission en février 1801, le même mois où fut signée la paix de Lunéville. Il eut pour successeur M. Addington, président des Communes, aussi bigot, étroit et faible d'esprit que George III lui-même. Quant à lord Hawkesbury, qui succéda à lord Grenville aux affaires étrangères, il n'était pas connu en dehors de la Chambre.

Le ministère Addington. — Ce fut avec une vive anxiété que l'Angleterre se vit entre les mains de pareils hommes à un moment où chaque heure apportait de sinistres nouvelles. La disette s'aggravait et devenait famine. On augmentait les impôts, et cependant il fallut encore emprunter 25 millions de livres (625 millions) ; l'Angleterre était isolée, tandis que la paix de Lunéville garantissait la France contre toute attaque sur le continent. On reconnut bientôt que cette paix était le point de départ d'une politique nouvelle pour le premier Consul. Il avait voulu avoir les mains libres pour une lutte décisive contre la Grande-Bretagne, dont il voulait détruire à la fois la richesse et la situation prépondérante dans le monde.

L'Angleterre était à la fois l'intermédiaire de tout le commerce de l'Europe et l'atelier de son industrie. Tandis que ses mines, ses métiers, ses machines à vapeur lui donnaient presque le monopole de la production industrielle, le commerce de transit avait passé de la France et de la Hollande à la marine anglaise; en enlevant à ces deux pays leurs plus riches colonies, l'Angleterre avait pris possession du trafic colonial du monde entier. Bonaparte, par son gigantesque projet de blocus continental, voulait frapper à mort le commerce anglais en fermant à ses navires tous les ports de l'Europe. Il essaya de former une ligue avec les puissances du Nord pour lui arracher l'empire des mers. Le Danemark et la Suède, irrités de la brutalité avec laquelle l'Angleterre pratiquait le droit de visite, contre lequel avait été formée à la fin de la guerre d'Amérique la ligue de neutralité armée, accédèrent à une ligue des neutres qui était en fait une déclaration de guerre contre l'Angleterre et à laquelle la Prusse était disposée à se joindre. Le tzar Paul Ier de Russie, de son côté, voyait dans la puissance anglaise le principal obstacle à ses desseins sur la Turquie. L'affaire de Malte, qui, depuis que Bonaparte l'avait enlevée aux chevaliers de Saint-Jean en allant en Égypte, était toujours bloquée par des vaisseaux anglais, mais dont le Tzar réclamait la possession comme grand maître de l'Ordre, fut pour lui le prétexte d'un conflit avec l'Angleterre, et il se prépara ouvertement aux hostilités. Il était évident que, dès que le printemps aurait rendu la Baltique libre, les flottes de Russie, de Suède et de Danemark s'uniraient à celles de France et d'Espagne.

Cette habile combinaison fut déjouée par un coup terrible. En avril 1801, une flotte anglaise parut devant Copenhague, et après avoir réduit au silence dans une lutte désespérée les batteries danoises, elle s'empara de six vaisseaux, et força le Danemark à conclure un armistice qui permettait aux vaisseaux anglais de pénétrer dans la Baltique. La coalition du Nord fut brisée par la mort du Tzar. En juin, une convention entre l'Angleterre et la Russie régla la question irritante de droit de visite et de la contrebande de guerre, et cette convention fut acceptée par la Suède et le Danemark.

Au moment même de l'attaque contre Copenhague, un coup tout aussi efficace avait été porté aux projets de Bonaparte en Orient. La reddition de Malte à la flotte anglaise rendait l'Angleterre maîtresse de la Méditerranée; de Malte, elle se tourna vers l'Égypte. Le général Abercromby débarqua 15,000 hommes dans la baie d'Aboukir. Les troupes françaises laissées par Bonaparte en Égypte se concentrèrent rapidement et attaquèrent le 20 mars l'armée anglaise. Après un combat acharné, dans lequel Abercromby tomba mortellement blessé, les Français se retirèrent avec des pertes considérables. A la fin de juin, la capitulation de 13,000 soldats mit fin à la domination de la France en Égypte.

La paix d'Amiens. — Des deux côtés on avait hâte de mettre fin à cette guerre gigantesque. Bonaparte, désireux de donner à la France une organisation qui lui permît de recommencer la lutte avec des chances de succès, ouvrit des négociations pour la paix à la fin de 1801. Le gouvernement anglais s'empressa d'accepter ses offres. Les clauses de la paix d'Amiens, conclue en 1802, étaient nécessairement très-simples, car l'Angleterre n'avait aucune prétention à se mêler des affaires du continent.

La France promit de se retirer de l'Italie méridionale et d'abandonner à elles-mêmes les petites républiques qu'elle avait établies le long de ses frontières, en Hollande, en Suisse et en Piémont. L'Angleterre, de son côté, reconnut le nouveau gouvernement de la France, rendit les colonies nouvellement conquises, sauf la Trinité et Ceylan, accepta l'établissement d'une république aux îles Ioniennes et s'engagea à rendre Malte aux chevaliers de Saint-Jean. Il y eut un sentiment général de soulagement à la fin de cette longue lutte, et le nouvel ambassadeur de France fut porté en triomphe, à son arrivée, dans les rues de Londres. Les observateurs clairvoyants virent toutefois les dangers que le caractère du premier Consul faisait courir à la paix européenne. Quelles qu'aient été les erreurs des révolutionnaires français, leurs attaques contre l'indépendance des nations voisines avaient eu au moins pour mobile un vague désir de délivrer les peuples envahis du joug de leurs gouvernements. Mais le but de Bonaparte n'était autre que la conquête; il voulait devenir le maître de l'Occident, et aucune notion de droit national ou de liberté des peuples ne pouvait l'arrêter. Les ressources de la France étaient immenses. Le despotisme militaire avait mis fin tout à coup à l'agitation politique créée par la Révolution, mais il n'avait pas étouffé la vigueur toute nouvelle que la France avait puisée dans l'abolition des priviléges et la création d'une nouvelle classe moyenne sur les ruines du clergé et de la noblesse. La politique habile du premier Consul et le rétablissement du pouvoir de l'Église avaient assoupi peu à peu les dissensions qui déchiraient la France. Grâce à son économie et à sa sage administration, grâce aussi au système

de centralisation légué par la monarchie à la Révolution et par la Révolution à Bonaparte, celui-ci put mettre toutes les forces vives de la nation au service de son despotisme. La ruine des brillantes espérances éveillées par la Révolution, la soif de l'ordre, l'enthousiasme militaire, la gloire que donnaient à la France tant de victoires extraordinaires, rendaient possible l'établissement d'une tyrannie.

Ce régime absolu de Bonaparte était de plus soutenu par une police secrète, par le silence ou la servilité de la presse, par la suppression de toute liberté de penser et surtout par la volonté de fer et le génie du premier Consul. Une fois nommé consul à vie, il se sentit à l'abri de tout danger à l'intérieur, et ne songea plus qu'à empiéter continuellement sur les peuples voisins. Les promesses faites à Amiens ne furent pas tenues, les républiques établies sur les frontières de la France se virent bientôt entièrement à la merci de son caprice; le Piémont et le duché de Parme furent annexés à la France, et une armée française occupa la Suisse. Bonaparte ne répondit aux timides protestations du gouvernement anglais qu'en exigeant l'expulsion des émigrés qui avaient vécu en Angleterre depuis la Révolution et la reddition de l'île de Malte, où le gouvernement anglais avait maintenu une garnison jusqu'au moment où l'île pourrait être mise à l'abri d'un coup de main de l'escadre française. Il était évident qu'une nouvelle lutte était inévitable; d'immenses armements étaient faits dans les ports de France, l'Espagne pressait aussi les siens. Le gouvernement anglais ne voulut pas se laisser devancer par Bonaparte et déclara la guerre en mai 1803.

Trafalgar. — La rupture de la paix d'Amiens décida Bonaparte à porter la guerre en Angleterre même. Il ne daigna pas s'occuper des difficultés que présentait l'entreprise. « Quinze millions d'hommes », disait-il, faisant allusion à la disproportion numérique des habitants de la France et de l'Angleterre, « doivent nécessairement reculer devant une nation de 40 millions d'âmes. » Une descente en Angleterre fut préparée sur un plan gigantesque. Il forma à Boulogne un camp de 100,000 hommes, et un nombre immense de bateaux plats furent réunis pour les transporter de l'autre côté de la Manche. Le danger qui menaçait l'Angleterre obligea Addington à donner sa démission. Pitt fut rappelé au pouvoir (1804). Sa santé était délabrée, et son visage, de jour en jour plus hâve et fatigué, indiquait que la main de la mort était sur lui. Mais tout malade qu'il fût, la nation avait toujours la même foi en lui. Il était toujours le représentant de l'union de toutes les forces nationales. Il proposa de faire entrer dans le nouveau ministère Fox et les principaux whigs; mais il se heurta au bigotisme du Roi. Lord Grenville et Wyndham, de leur côté, refusèrent d'entrer aux affaires sans le concours de Fox. La retraite de Dundas, son plus précieux auxiliaire, laissa bientôt Pitt presque isolé dans le nouveau

cabinet. Mais, tout isolé qu'il était, il fit face aux dangers et aux difficultés avec autant de courage que jamais.

Lorsqu'on apprit que Napoléon, qui venait de prendre le titre d'empereur, s'était rendu au camp de Boulogne, l'invasion semblait imminente : « Qu'on nous laisse seulement six heures maîtres de la Manche », disait l'Empereur, « et nous serons les maîtres du monde. » Il avait combiné un plan admirable qui aurait coupé la flotte anglaise en deux et réuni toute l'escadre française dans la Manche; l'exécution en fut différée par la mort de l'amiral désigné pour la diriger. Comme le traité d'alliance avec l'Espagne mettait la flotte espagnole à la disposition de Napoléon, il méditait en 1805 de la réunir à la flotte française, d'écraser l'escadre anglaise qui bloquait les ports de la Manche, avant que les navires anglais chargés de surveiller les armements de l'Espagne eussent pu venir à son secours, et transporter alors en toute sécurité ses nombreuses troupes sur les côtes d'Angleterre. Les trois cent mille volontaires anglais qui se préparaient à repousser les Français n'auraient pu opposer qu'une résistance impuissante aux vétérans de la grande armée, s'ils avaient franchi le détroit. Mais Pitt avait déjà trouvé le moyen de détourner d'un autre côté les efforts de la France. L'annexion de Gênes, par Napoléon, avait excité les alarmes de toutes les puissances continentales. Les subsides de Pitt avaient levé toutes les difficultés qui s'opposaient encore à la formation d'une coalition, et la Russie, l'Autriche et la Suède s'entendirent pour arracher l'Italie et les Pays-Bas au joug de l'Empereur.

Napoléon fouillait en vain la mer de ses regards pour voir arriver cette grande escadre, dont il avait si habilement préparé la réunion dans la Manche. L'amiral Villeneuve, parti du port de Toulon à la tête d'une flotte française, fit sa jonction avec l'escadre espagnole, entraîna Nelson par une feinte jusqu'aux Indes occidentales, puis revint brusquement à Cadix pour se diriger en toute hâte vers Brest, y rejoindre l'autre flotte française et écraser les Anglais dans la Manche; mais Nelson, qui ne l'avait pas perdu, revint, fondit sur lui, avant qu'il eût pu exécuter son plan, et les deux amiraux se rencontrèrent le 21 octobre 1805 près du cap Trafalgar : « L'Angleterre », dit Nelson dans une proclamation fameuse, « s'attend à ce que chacun fasse son devoir » ; et, bien qu'il eût été mortellement blessé, au moment de la victoire, vingt vaisseaux ennemis amenèrent leur pavillon avant la fin du jour. « L'Angleterre », disait Pitt dans le dernier discours qu'il ait prononcé, « s'est sauvée par son courage, et son exemple sauvera l'Europe. » Mais Napoléon avait déjà abandonné le rêve d'une invasion en Angleterre pour prendre à revers la coalition; il lança ses soldats sur le Danube et força l'armée autrichienne à capituler honteusement à Ulm, trois jours avant la défaite de Trafalgar (17-20 oct.). D'Ulm il marcha sur Vienne, où il écrase les armées combinées d'Autriche et de Russie à la bataille d'Austerlitz.

« Austerlitz a tué Pitt », écrivait Wilberforce dans son *Journal*. Bien que le grand ministre n'eût que quarante-sept ans, sa voix creuse et son corps émacié annonçaient depuis longtemps une fin prochaine; le coup porté à ses espérances lui fut fatal. « Roulez cette carte », dit-il en montrant du doigt une carte d'Europe qui pendait à la muraille, « elle sera inutile pendant dix ans au moins. » Il ne sortit qu'une seule fois de son état de torpeur, et ceux qui s'étaient penchés sur lui l'entendirent murmurer faiblement : « Ma patrie! dans quel état je laisse ma patrie! » Il rendit le dernier soupir le 23 janvier 1806 et fut enseveli à l'abbaye de Westminster dans le tombeau de Chatham. « Quelle tombe », s'écria lord Wellesley, « que celle qui renferme à la fois un tel père et un tel fils, ces deux parfaits modèles de perfection morale et de gloire! »

Le ministère Grenville. — En face d'une telle perte, une seule chose pouvait atténuer le mal causé par sa mort, l'union intime de tous les partis; aussi vit-on Fox et le petit groupe des whigs démocrates, favorables à la paix et aux réformes, se rapprocher de lord Grenville et de lord Sidmouth, les deux chefs du whigisme conservateur et du torysme. Toutes les questions d'ordre intérieur se trouvèrent dès lors subordonnées à la nécessité d'arracher l'Europe à l'ambition de Napoléon. Fox se montrait aussi résolu sur ce point que Pitt lui-même. Il n'avait pas cependant encore abandonné l'espoir de conclure la paix; Napoléon ne répondit à ces ouvertures que par quelques paroles évasives, et déclara la guerre à la Prusse, la seule puissance qui parût en état de résister aux armées françaises. La bataille d'Iéna (14 octobre 1806) jeta l'Allemagne du Nord aux pieds de Napoléon. La mort de Fox survenue un mois auparavant lui avait épargné la douleur d'assister à la ruine complète de ses espérances. Cette perte affaiblit encore le cabinet Grenville au moment où s'ouvrait une nouvelle lutte plus désespérée contre la France. Le premier essai de Napoléon pour réaliser son système continental avait échoué par la dislocation de la ligue du Nord, mais il croyait pouvoir réaliser son rêve, maintenant qu'il était maître de l'Europe; et il trouva un prétexte à une attaque nouvelle dans les actes mêmes de l'Angleterre. Par un véritable abus des droits de la guerre, l'Angleterre déclara toutes les côtes de la France ainsi que celles de ses alliés, depuis Danzig jusqu'à Trieste, en état de blocus. Malheureusement, il lui était impossible de mettre sa menace à exécution autrement que sur le papier, même avec les forces immenses dont elle disposait; aussi Napoléon s'empressa-t-il de lui rendre la pareille en excluant les Anglais de toutes les transactions commerciales sur le continent, mesure qui devait, croyait-il, mettre fin à la guerre en ruinant les manufacturiers de la Grande-Bretagne. Un décret daté de Berlin (novembre 1806) déclara le blocus des îles Britanniques, sans qu'un seul vaisseau fût d'ailleurs envoyé pour l'effectuer. Tout com-

merce, toute communication avec elles furent interdits, toutes les marchandises anglaises saisies sur le territoire français ou sur le territoire des alliés devaient être confisquées. Les ports étaient fermés, non-seulement aux navires venant d'Angleterre, mais à tous les objets d'origine anglaise. Les efforts faits pour mettre à exécution un pareil système furent déjoués par un immense commerce de contrebande, par la résistance de la Hollande à des mesures qui la ruinaient, par la complicité de tous les employés prussiens et russes avec les Anglais le long des côtes, enfin par la force même des choses. Napoléon ne pouvait se passer des marchandises qu'il prétendait exclure; les licences innombrables qu'il accorda neutralisèrent l'effet de son décret. L'armée française qui combattait à Eylau était habillée en drap de Leeds et chaussée de souliers de Northampton.

S'il ne réussit pas à détruire l'industrie anglaise, il fit un tort sérieux au commerce anglais. Le transit commença à abandonner les navires anglais pour passer aux mains des puissances neutres, et surtout des Américains. Les commerçants firent appel au ministère Grenville, et celui-ci, en janvier 1807, rendit une ordonnance du conseil déclarant le blocus des ports de la France et de ses alliés et prescrivant la saisie de tous les navires neutres trafiquant avec ces ports. Ces ordonnances ne satisfirent pas encore les armateurs anglais. Mais le ministère Grenville n'était pas là pour les secourir. Il avait succombé sous les assauts de l'ignorance et du bigotisme qui avaient déjà renversé Pitt. Sa plus belle réforme, l'abolition de la traite des nègres, fut arrachée à la Chambre au mois de février 1807, malgré la violente opposition des tories et des armateurs de Liverpool; lorsqu'au mois de mars il parla de rouvrir la question de l'égalité religieuse en permettant aux catholiques de devenir officiers dans l'armée, le Roi demanda la promesse de ne pas s'occuper de cette question. Sur le refus de Grenville de prendre un pareil engagement, il fut congédié.

Canning. — Le renvoi du ministère Grenville rompit l'alliance des partis, et, depuis lors jusqu'à la fin de la guerre, l'Angleterre ne fut plus gouvernée que par les tories. Le duc de Portland succéda à lord Grenville en qualité de chef du cabinet, mais George Canning, ministre des affaires étrangères, en était l'âme. Ce jeune homme, naguère partisan dévoué de Pitt, avait acquis une grande influence sur la Chambre des communes par son brillant talent d'orateur; son esprit actif et entreprenant donna une énergie et une direction nouvelles à la guerre. Jamais l'opposition à la politique de l'Empereur n'avait paru plus désespérée. De Berlin, Napoléon se dirigea vers la Pologne, pénétra au cœur de ce pays, et, bien que tenu un instant en échec par les Russes au combat acharné d'Eylau, il finit en été 1807 par contraindre le tzar Alexandre, par la

victoire de Friedland, à consentir à la paix de Tilsitt. Les deux empereurs de l'Occident et de l'Orient, adversaires acharnés jusque-là, devinrent amis; l'espoir d'obtenir l'appui de la France dans ses projets de conquête de la Turquie avait décidé Alexandre à s'unir étroitement à Napoléon. Non-seulement la Russie accéda aux décrets de Berlin relatifs au commerce anglais, mais elle força la Suède, la seule alliée que la Grande-Bretagne eût conservée sur le continent, à renoncer à son alliance. Les escadres russe et suédoise furent mises ainsi au service de la France; et les deux empereurs comptaient s'assurer de la flotte danoise pour menacer la puissance maritime qui était le seul véritable moyen de défense de l'Angleterre. L'apparition inattendue, en juillet 1807, en vue d'Elseneur, d'une escadre anglaise armée en toute hâte et en grand secret par Canning, ruina leurs espérances. Elle sommait le gouvernement danois de lui livrer sa flotte, promettant de la restituer à la fin de la guerre; les Danois opposèrent à cette demande un refus catégorique, auquel les Anglais répondirent par le bombardement de Copenhague; toute la flotte danoise ainsi qu'une grande quantité d'approvisionnements pour les navires furent emmenés dans les ports d'Angleterre. Canning combattit avec la même décision et la même absence de scrupules le système continental de Napoléon. En novembre, parurent de nouveaux décrets du conseil. On renouvelait la déclaration de blocus contre la France et tous les pays où le pavillon britannique n'était pas admis; les navires à destination de ces pays seraient saisis, sauf s'ils venaient d'un port anglais. Napoléon répondit à ces décrets par le décret de Milan du mois de décembre, portant que tout navire venant d'Angleterre ou à destination de l'Angleterre ou d'une colonie anglaise serait considéré comme ayant violé la neutralité, et serait passible de saisie.

La guerre d'Espagne. — Le résultat du système continental fut de pousser Napoléon à des guerres successives pour obliger l'Europe à rester unie contre l'Angleterre. Il était maître de tout l'Occident, et toutes les conditions en avaient été changées comme par la baguette d'un enchanteur. La Prusse fut occupée par des troupes françaises; Napoléon érigea par un simple décret la Hollande en royaume, qu'il donna à son frère Louis; un autre de ses frères, Jérôme Bonaparte, devint roi de Westphalie, nouvel État composé des anciens électorats de Hesse-Cassel et de Hanovre; un troisième, Joseph, fut nommé roi de Naples, tandis que le reste de l'Italie, et Rome même, étaient annexés à l'empire français.

Ce fut le désir de détruire l'empire colonial de l'Angleterre qui poussa Napoléon à la pire des agressions, celle contre l'Espagne. Il agit avec sa ruse habituelle. Les gouvernements français et espagnol avaient partagé entre eux le Portugal par le traité de Fontainebleau (octobre 1807), et en présence de leurs menaces, la maison de Bragance, incapable de résister,

s'enfuit de Lisbonne et se réfugia au Brésil. Mais la prise de possession du Portugal n'était que le prélude de la conquête de l'Espagne. Charles IV s'était vu dans l'obligation d'abdiquer à la suite d'une émeute dans sa capitale. Attiré à Bayonne ainsi que son fils Ferdinand VII en mai 1808, sous prétexte d'une entrevue avec l'Empereur, ils furent contraints de renoncer tous deux à leurs droits à la couronne, tandis que l'armée française entrait à Madrid et proclamait Joseph Bonaparte roi d'Espagne.

Cet acte de brigandage politique poussa l'Espagne à la révolte, elle se leva comme un seul homme contre l'étranger; cette insurrection, qui paraissait n'avoir aucune chance de succès, fut accueillie en Angleterre par de véritables transports d'enthousiasme. « Jusqu'à présent », s'écriait Shéridan, un des chefs de l'opposition whig, « Bonaparte ne s'est mesuré qu'avec des princes sans dignité, des soldats sans bravoure, des peuples sans patriotisme. Il aura maintenant à apprendre ce que c'est que de combattre une nation animée tout entière de la même haine contre lui. » Whigs et tories s'accordaient pour dire que jamais il ne s'était présenté de meilleure occasion pour l'Angleterre de frapper un coup décisif et d'arracher le monde à la servitude, et Canning résolut de changer de système, de renoncer aux attaques intermittentes contre les colonies et les îles qui cultivaient le sucre, pour donner une vigoureuse impulsion à la guerre dans la Péninsule. D'énormes subsides furent envoyés aux insurgés, ainsi que deux petites armées commandées par sir John Moore et sir Arthur Wellesley. La capitulation à Baylen, en juillet 1808, d'un corps de troupes françaises qui avait envahi l'Andalousie, ébranla profondément la puissance de Napoléon, intacte jusqu'alors. La défaite de Vimièra, peu après, lui porta un coup presque aussi rude encore. Sir Arthur Wellesley, ayant débarqué à Mondego, à la tête de 15,000 hommes, chassa l'armée française du Portugal et l'obligea à se rendre le 30 août par la convention de Cintra. La fortune tourna bientôt, en Espagne, en faveur des Français, grâce à l'arrivée de Napoléon avec une armée de 200,000 hommes. Moore, qui s'était porté en avant de Lisbonne jusqu'à Salamanque pour secourir les troupes espagnoles, les trouva écrasées sur l'Èbre et fut obligé de se replier précipitamment sur la côte. Il sauva son honneur de général dans la bataille de la Corogne, 16 janvier 1809, qui lui permit de s'embarquer sans être inquiété; partout ailleurs, la cause de l'Espagne semblait perdue. Le Nord et le Centre étaient occupés par les armées françaises, et Saragosse elle-même, qui les avait déjà repoussées avec un courage héroïque, se soumit après un second siége non moins acharné que le premier.

Wellesley. — L'arrivée des débris de l'armée de sir John Moore et la nouvelle des échecs en Espagne jetèrent les Anglais, qui se laissaient déjà emporter par les plus folles espérances, dans un profond abattement; mais Canning restait impassible. Le jour même de l'évacuation de la

Corogne, il signait un traité avec la Junte espagnole de Cadix; et, au moment où l'armée anglaise en garnison à Lisbonne allait se rembarquer, elle reçut un renfort de 13,000 hommes de troupes fraîches qui furent placés sous les ordres de sir Arthur Wellesley. « Le Portugal », écrivait Wellesley, avec le plus grand sang-froid, « peut maintenant se défendre contre n'importe quelle armée française. » A cet instant critique l'Empereur lui-même retira les meilleures troupes de la Péninsule pour les diriger sur le Danube, car le soulèvement de l'Espagne avait poussé l'Autriche, aussi bien que l'Angleterre, à recommencer la lutte. Lorsque le maréchal Soult menaça Lisbonne au nord, Wellesley marcha hardiment à sa rencontre, le chassa d'Oporto en l'obligeant à une retraite désastreuse; puis, changeant tout à coup sa ligne d'opération, il marcha avec ses 20,000 hommes, d'Abrantès à Madrid. Pendant cette marche en avant, 30,000 Espagnols se joignirent à lui, et une sanglante bataille de deux jours livrée près de Talavera, le 27 juillet 1809, rendit aux soldats anglais leur vieille réputation de bravoure. Les pertes furent énormes des deux côtés, et les Français se trouvèrent avoir perdu du terrain, à la fin de la lutte. Mais l'apparition inattendue de Soult devant le front de l'armée anglaise fit perdre à Wellesley les fruits de sa victoire, et l'obligea à se replier en toute hâte sur Badajoz. De terribles désastres vinrent encore aggraver cet échec; la victoire de Wagram força l'Autriche à implorer la paix, et une armée de 40,000 soldats anglais expédiée en juillet 1809 pour assiéger Anvers, revient piteusement en Angleterre, après avoir perdu la moitié de ses hommes dans les marais de Walcheren.

Torres-Vedras. — Cet échec amena la chute du ministère Portland. Canning attribuait le désastre à l'incapacité de lord Castlereagh, pair irlandais, qui, après avoir puissamment aidé à l'union de l'Angleterre et de l'Irlande, avait été élevé au poste de ministre de la guerre par le duc de Portland. La querelle s'envenima, ces deux hommes d'État se battirent en duel et abandonnèrent leurs portefeuilles (septembre 1809). Le duc de Portland se retira aussi, et l'on forma un cabinet plus conservateur encore que le précédent, sous la présidence de Spencer Perceval, esprit actif, mais étroit et médiocre; le marquis de Wellesley, frère du général en chef des troupes anglaises en Espagne, devint ministre des affaires étrangères. A défaut de grandes qualités politiques, Perceval et ses collègues se montraient résolus à continuer la guerre, ce qui était de la plus haute importance dans les circonstances présentes. Le désespoir avait succédé dans la masse de la nation à l'enthousiasme du premier moment; la Cité fit même une pétition pour demander l'évacuation de la Péninsule par les troupes anglaises. Napoléon semblait invincible; profitant de l'abaissement de l'Autriche et de l'isolement de l'Angleterre, l'Empereur décida de mettre fin à la lutte en donnant une vigoureuse impulsion à la guerre

d'Espagne. L'Andalousie, la seule province espagnole restée indépendante, fut envahie au commencement de 1810 et soumise en peu de temps, à l'exception de Cadix. Le maréchal Masséna marcha sur Lisbonne, à la tête d'une belle armée de 80,000 hommes. Perceval lui-même perdit tout espoir de maintenir les troupes en Espagne et laissa à Wellesley, créé pair sous le nom de lord Wellington après la bataille de Talavera, la responsabilité de décider s'il fallait ou non rester dans la Péninsule.

Grâce à son sang-froid et à sa fermeté de caractère, Wellington osa affronter une responsabilité qui aurait effrayé des gens moins bien trempés que lui. « Je suis persuadé », répondit-il, « que l'honneur et l'intérêt de mon pays exigent que nous tenions ferme ici aussi longtemps que possible, et, s'il plaît à Dieu, j'y resterai. » En comptant les troupes portugaises formées par des officiers anglais, son armée s'élevait à cinquante mille hommes; bien que cette infériorité numérique le contraignît à assister impassible à la prise par Masséna des forteresses de Ciudad-Rodrigo et d'Almeïda, il lui infligea un terrible échec sur les hauteurs de Busaco et finit par se replier en octobre 1810 sur trois lignes de défense qu'il avait construites à Torres-Vedras tout le long d'une chaîne de hauteurs couronnées de redoutes et hérissées de canons. La position était inexpugnable; aussi Masséna, tout entêté et habile qu'il fût, se vit-il forcé, après un mois de vains efforts, de battre en retraite; il se retira dans un ordre admirable, mais les Français souffrirent à un tel point des privations en repassant à travers un pays dévasté, que lorsqu'ils atteignirent Ciudad-Rodrigo, au printemps de 1811, ils étaient réduits au nombre de 40,000 hommes. Ayant reçu de nouveaux renforts, Masséna, furieux, se précipita au secours d'Almeïda, que Wellington assiégeait; après deux jours d'une lutte sanglante et acharnée (mai 1811), Masséna dut renoncer à déloger l'armée anglaise de ses positions de Fuentès d'Oñore, et le maréchal se replia sur Salamanque, renonçant ainsi à tout espoir de chasser Wellington du Portugal.

L'Angleterre et l'Amérique. — Le succès de Torres-Vedras rendit du courage au peuple anglais et ranima en Europe l'espoir de combattre victorieusement la tyrannie de Napoléon; mais il n'eut guère d'autre résultat immédiat que la délivrance du Portugal. Les Français restaient maîtres de l'Espagne, à l'exception de Cadix et des provinces de l'Est, et même la côte orientale fut conquise en 1811, grâce à l'énergie du maréchal Suchet. Tandis que l'Angleterre essayait en vain d'arracher l'Espagne à Napoléon, elle fut tout à coup entraînée par sa politique agressive dans de graves difficultés avec l'Amérique. Les décrets du conseil par lesquels Canning avait essayé, en 1807, d'empêcher le commerce de transit d'être accaparé par les puissances neutres, en forçant leurs navires à toucher aux ports anglais avant de se rendre aux ports déclarés en état de blocus,

avaient créé dès l'abord une situation très-tendue avec l'Amérique. Dans la longue lutte entre la France et l'Angleterre, l'Amérique avait eu beaucoup à souffrir des deux belligérants, mais surtout de l'Angleterre. Non-seulement l'Angleterre avait maintenu le droit de visite, mais elle avait prétendu pouvoir saisir les marins anglais qui se trouveraient à bord de navires américains; et, comme il était souvent difficile de distinguer les Anglais des Américains, on vit des marins du Maine ou du Massachusetts servir de force sur la flotte anglaise. Quelque irritation que l'Amérique ressentît de ces insultes, elle était arrêtée dans ses désirs de vengeance, d'abord par son aversion pour la guerre, et aussi par les bénéfices qu'elle retirait de sa neutralité. Mais les décrets du conseil et celui de Milan la forcèrent d'agir, et elle mit l'embargo sur tout commerce avec l'Europe.

Après un an d'expérience toutefois, elle ne put maintenir cet embargo, et, au commencement de 1809, elle substitua à l'interdiction absolue du commerce avec l'Europe un Acte qui supprimait toute relation commerciale avec la France et l'Angleterre (*Act of non-Intercourse,* 1806). Cet Acte de non-échange fut aussi inapplicable que le précédent. Le gouvernement américain n'avait aucun moyen de le faire appliquer sur la frontière de terre, et sur mer elle n'y réussissait pas beaucoup mieux. Des navires partaient tous les jours à destination des ports anglais. On finit par révoquer l'Acte lui-même. L'Amérique se contenta de demander aux deux puissances de retirer leurs décrets, offrant à celle qui y consentirait d'interdire à l'autre tout commerce avec l'Amérique. Napoléon profita de cette offre, et, après avoir promis de révoquer les décrets de Berlin et de Milan, il demanda aux États-Unis de tenir leur parole. En conséquence, au mois de février 1811, les État-Unis annoncèrent que tout commerce avec l'Angleterre et ses dépendances était supprimé. Cette mesure réduisit le commerce d'exportation anglais en 1811 au tiers de ce qu'il était les années précédentes. En vain l'Angleterre prétendit-elle que l'Empereur n'avait pas tenu ses engagements, et que par suite l'Acte de non-échange avec elle était un acte d'injuste hostilité; elle dut céder devant la décision de la politique américaine et l'attitude belliqueuse de l'opinion publique aux États-Unis; la situation industrielle en Angleterre était devenue si grave, qu'en l'exposant à de nouveaux chocs, on aurait précipité la ruine que Napoléon s'efforçait de provoquer.

État de l'Angleterre. — Pendant les premières années de la guerre, l'accroissement de la fortune publique avait été prodigieux. L'Angleterre était seule maîtresse des mers. La guerre lui avait donné les colonies de l'Espagne, de la Hollande et de la France; si son commerce avait été un instant contrecarré par le décret de Berlin, les efforts de Napoléon avaient été bien vite déjoués par l'immense commerce de contrebande qui s'était organisé en Orient et sur les côtes de l'Allemagne du Nord. Les

exportations anglaises avaient presque doublé depuis le commencement du siècle. Les manufactures avaient profité des grandes découvertes de Watt et d'Arkwright, et la consommation de coton brut dans les filatures du Lancashire s'éleva pendant la même période de cinquante à cent millions de livres. L'accumulation des capitaux ainsi que l'augmentation de la population influèrent sur le pays et donnèrent à l'agriculture une prospérité factice et dangereuse. Le blé monta à des prix exorbitants, et la valeur des terres s'éleva en proportion. Les propriétaires fonciers agrandissaient leurs domaines avec une prodigieuse rapidité et voyaient doubler leurs revenus; les fermiers purent introduire dans les procédés de l'agriculture des perfectionnements qui changèrent complétement la face du pays. Mais si l'accroissement des richesses était énorme, elles se trouvèrent très-inégalement distribuées. Pendant les quinze années qui précédèrent Waterloo, la population s'éleva de dix à treize millions d'âmes, ce qui permit de maintenir les salaires à un taux assez bas; en d'autres circonstances ils se seraient naturellement élevés en raison de l'augmentation de la fortune publique. Les manufactures elles-mêmes, destinées plus tard à améliorer le sort des classes laborieuses, parurent les plonger tout d'abord dans une misère plus profonde encore. L'un des premiers résultats de l'introduction des machines fut de ruiner un certain nombre de petites industries domestiques et les familles qu'elles alimentaient. Pendant l'hiver de 1811, la crise produite par la transition du travail au métier à l'usage des machines provoqua les émeutes des *Luddites ou briseurs de machines* qui éclatèrent dans les comtés du Nord et de l'Ouest, et ne purent être réprimées que par la force des armes.

Tandis que les ouvriers des villes étaient obligés de sortir de leurs anciennes ornières et que le taux des salaires était maintenu artificiellement assez bas par l'accroissement de la population, la surélévation dans le prix du blé, si favorable au propriétaire et au fermier, n'apporta que la mort et la famine à la classe indigente; car l'Angleterre, séparée par la guerre des vastes champs de blé du continent et de l'Amérique, ne pouvait pas comme aujourd'hui réparer à l'étranger les résultats d'une mauvaise récolte. Cette disette fut suivie d'une horrible misère parmi les classes ouvrières (la taxe des pauvres fut élevée de 50 %), et l'aggravation de la misère fut suivie d'une recrudescence de crimes.

Réveil du mouvement réformiste. — C'est ainsi que la relation normale du commerce avec le bien-être général se trouva troublée par les événements particuliers de l'époque. La guerre enrichit les propriétaires, les cultivateurs, les négociants, les manufacturiers; mais elle épuisa les pauvres. C'est de ces années fatales qui s'écoulent de la paix de Lunéville à Waterloo que date la guerre de classes, l'hostilité entre les patrons et les salariés qui est aujourd'hui la plus grave des difficultés intérieures de

l'Angleterre. Mais c'est aussi de cette époque que date le réveil du mouvement progressiste qui avait été arrêté par la guerre. La publication de l'*Edinburgh Review* (1802), par un groupe de jeunes avocats d'Édimbourg, marqua ce réveil des idées de réforme administrative et constitutionnelle, abandonnées quatre fois par William Pitt avec tant de regrets. Jérémie Bentham remit en honneur les spéculations politiques en prenant la défense de la doctrine de l'utilité et en donnant pour but à la politique « le bonheur du plus grand nombre ». En 1809, sir Francis Burdett rouvrit la question de la réforme parlementaire. Une quinzaine seulement de membres du Parlement appuyèrent sa motion ; un pamphlet qu'il publia peu après, où il appelait la Chambre des communes « une réunion d'individus rassemblés par des moyens dont il est inutile de parler », lui valut un emprisonnement temporaire à la Tour, où il resta jusqu'à la prorogation du Parlement. Canning produisit un effet bien plus puissant par sa constance à remettre d'année en année sur le tapis la question de l'émancipation des catholiques. Aussi longtemps que vécut Perceval, l'introduction de l'une et l'autre réforme était impossible ; mais lorsque lord Liverpool arriva au pouvoir, le progrès des idées libérales dans la nation se fit sentir par l'esprit conciliant et modéré du ministère. L'émancipation des catholiques fut prise au sérieux, même par le conseil des ministres, et elle fut adoptée en 1812 par une triomphante majorité à la Chambre des communes, bien qu'elle fût rejetée par les lords.

Déclaration de guerre de l'Amérique. — Au milieu des troubles politiques et sociaux qui les tenait toujours en éveil, les hommes d'État tories ne voyaient pas d'un œil tranquille les terribles conséquences de la ruine de l'industrie anglaise, dont les menaçait l'alliance de l'Amérique avec Napoléon. Ils allaient rappeler les ordonnances du conseil, quand ils furent arrêtés dans leurs plans par la dislocation du ministère Perceval. Il avait été faible dès l'origine. Une rechute du Roi avait nécessité au commencement de 1811 un acte du Parlement confiant la régence au prince de Galles ; et le cabinet Perceval était menacé dans son existence par les sympathies whigs du prince. La conduite de la guerre se ressentit de leur situation précaire ; l'apparente inaction de Wellington en 1811 était due aux hésitations et à la timidité des ministres. En mai 1812, Perceval fut assassiné par un fou, nommé Bellingham ; le ministère donna sa démission, et le régent s'efforça de le remplacer par des whigs. Des défiances mutuelles empêchèrent l'accord de se faire, et le ministère démissionnaire fut réinstallé sous la direction de lord Liverpool, homme d'intelligence moyenne, mais modéré, instruit, et remarquablement habile à maintenir l'harmonie entre ses collègues. Le plus important parmi ses collègues était lord Castlereagh, qui devint ministre des affaires étrangères.

Il eut, dès son arrivée aux affaires, à faire face aux dangers provoqués

par les ordonnances du conseil sous Canning. Au commencement de 1812, l'Amérique n'espérait plus obtenir justice, et se résolut à la guerre. Le Congrès vota une augmentation de l'armée et de la flotte, et mit l'embargo sur tous les navires qui se trouvaient dans les ports américains. On aurait pu éviter les hostilités ouvertes en rappelant les ordonnances comme on l'avait déjà décidé, mais l'assassinat de Perceval avait fait manquer le moment favorable. Le 23 juin, douze jours après la formation du nouveau ministère, on révoqua les ordonnances. Mais le 13 juin un acte du Congrès avait déclaré la guerre à l'Angleterre.

Salamanque et Moscou. — Le moment choisi par l'Amérique pour entrer en lutte avec l'Angleterre était un des plus critiques de l'histoire de l'humanité. Six jours après la déclaration de guerre par le président Madison, Napoléon traversa le Niémen en marche sur Moscou. Le même système continental qui avait allumé la guerre entre l'Angleterre et l'Amérique rompit l'alliance de l'Empereur avec le tsar Alexandre formée à Tilsitt, et rendit inévitable une lutte avec la Russie qui devait être fatale à la France. Napoléon était irrité du refus de la Russie de supprimer définitivement tout commerce avec l'Angleterre, suppression qui eût ruiné les propriétaires fonciers russes; d'un autre côté, le Tsar voyait avec une inquiétude croissante l'extension de l'Empire français, conséquence fatale de la résolution prise par l'Empereur de faire exécuter son système commercial en s'emparant de toutes les côtes septentrionales. En 1811, la Hollande, les villes hanséatiques, une partie de la Westphalie et le duché d'Oldenbourg furent successivement annexés, et le duché de Mecklembourg se trouvait sérieusement menacé. La demande comminatoire adressée par la France à la Russie d'avoir à cesser immédiatement tout commerce avec l'Angleterre, amena une rupture ouverte, et l'on se prépara de part et d'autre à une lutte gigantesque.

On appela les meilleures troupes d'Espagne sur la frontière de Pologne; et Wellington, dont l'armée s'élevait à quarante mille hommes de nationalité anglaise et à vingt mille Portugais, profita de cette retraite pour abandonner la défensive et prendre l'offensive. Ciudad-Rodrigo et Badajoz furent prises d'assaut au printemps de 1812; et, trois jours avant que Napoléon eût passé le Niémen (24 juin) en route pour Moscou, Wellington traversa l'Aguéda et marcha sur Salamanque. Après une série de mouvements très-habiles de part et d'autre, Marmont, à la tête de l'armée du Nord, attaqua les Anglais campés sur les hauteurs aux environs de la ville (22 juillet). Pendant qu'il exécutait un mouvement tournant à droite des positions anglaises, il laissa son aile gauche isolée, et Wellington s'écria : « Marmont est perdu ! » Lançant sur lui le gros de son armée, il l'écrasa et resta maître du champ de bataille. Les pertes étaient à peu près égales des deux côtés, mais cet insuccès avait complétement démoralisé l'armée

française; sa retraite obligea Joseph à quitter Madrid, et Soult à évacuer l'Andalousie et à concentrer l'armée du Sud sur les côtes de l'Est. Pendant que Napoléon en était encore à avancer lentement dans les immenses plaines de Pologne, Wellington faisait son entrée à Madrid (août) et commençait le siége de Burgos. La ville résista héroïquement pendant un mois, jusqu'à ce que l'approche des deux armées françaises, concentrées au nord et au sud de l'Espagne, obligeât Wellington à battre précipitamment en retraite sur les frontières de Portugal (18 octobre).

S'il avait réussi à ébranler la domination des Français en Espagne, son échec final montrait combien leur position militaire y était encore solide. Mais on oublia bientôt cette déception en apprenant les nouvelles de Russie. Au moment où les troupes anglaises abandonnaient le siége de Burgos, commença la retraite de la grande armée de Moscou. Victorieux à Borodino, Napoléon était entré en triomphe dans l'ancienne capitale de la Russie et avait attendu avec impatience les propositions de paix du Tsar, lorsqu'un incendie allumé par les habitants eux-mêmes réduisit la ville en cendres. L'armée française fut obligée de se retirer au milieu des horreurs d'un hiver russe. Aussi, des quatre cent mille hommes de la grande armée, quelques milliers seulement repassèrent le Niémen (décembre 1812).

Chute de Napoléon. — Malgré les gigantesques efforts de Napoléon pour réparer la perte de la grande armée, le charme magique qu'il avait jeté sur l'Europe se trouvait rompu par la retraite de Moscou. La Prusse se souleva contre lui au moment où l'armée russe traversait le Niémen au printemps de 1813, et les Français qui l'occupaient furent immédiatement rejetés sur l'Elbe. Le génie militaire de l'Empereur se manifesta alors avec plus de puissance que jamais. Il réunit deux cent mille hommes à Mayence, marche contre les forces combinées de la Prusse et de la Russie en mai, les force à évacuer la Saxe par la victoire de Lutzen, et les rejette sur l'Oder par un second succès à Bautzen. Découragés par ces défaites et par la neutralité de l'Autriche, les deux alliés consentent au mois de juin à un armistice et négocient pour obtenir la paix. Mais l'Autriche, bien que peu disposée à ruiner la France au profit de la Russie, sa rivale en Orient, était aussi décidée que la Russie et la Prusse à détruire l'hégémonie de Napoléon en Europe; au moment où elle s'apercevait que l'Empereur cherchait à la jouer par de factices négociations, elle apprit que les Français étaient chassés d'Espagne, et elle se décida à agir.

En mai 1813, Wellington, quittant de nouveau le Portugal à la tête d'une armée qui s'élevait maintenant à quatre-vingt-dix mille hommes, atteignit les troupes françaises qui battaient en retraite et leur infligea une défaite à Vittoria (21 juin). C'est en pleine déroute qu'elles franchirent les Pyrénées. Madrid fut immédiatement évacué, et Clauzel sortit de

Saragosse pour se replier vers la France. Cette victoire ne délivra pas seulement l'Espagne des envahisseurs, mais elle rendit courage aux alliés. A la fin de l'armistice, l'Autriche unit ses forces à celles de la Prusse et de la Russie, et, en octobre, la terrible défaite de Napoléon à Leipzig obligea l'armée française à reculer jusqu'au Rhin. Les événements se précipitaient. Arrêté quelque temps par les siéges de Saint-Sébastien et de Pampelune, ainsi que par la résistance obstinée du maréchal Soult dans les Pyrénées, Wellington fut vainqueur sur la Bidassoa dans le même mois où fut gagnée la victoire de Leipzig, et entra en France. Les alliés y étaient aussi entrés par la frontière du Rhin. Le 31 décembre 1813, ils l'avaient franchi, et un tiers de la France tomba entre leurs mains. Deux mois encore, Napoléon, par des prodiges d'habileté, se maintient avec des conscrits levés à la hâte et à peine instruits contre des forces écrasantes, tandis qu'au sud Soult, forcé dans son camp retranché près de Bayonne et battu à Orthez, était obligé de battre en retraite sur Toulouse devant Wellington. Les deux armées se livrèrent en avril un combat acharné, mais sans résultat. A ce moment, sans que les deux généraux le sussent, la guerre était finie. L'étonnante résistance de Napoléon se termina le 31 mars 1814 par la capitulation de Paris; elle fut immédiatement suivie de l'abdication de l'Empereur et du retour des Bourbons.

La guerre d'Amérique. — La joie du triomphe de l'Angleterre sur son plus puissant ennemi fut troublée par les vicissitudes diverses de la guerre que Napoléon avait allumée de l'autre côté de l'Atlantique. La déclaration de guerre paraissait une pure folie de la part des Américains. La marine américaine consistait en un petit nombre de frégates et de sloops, et son armée se composait d'une masse de recrues mal exercées et mal armées. Les États eux-mêmes étaient divisés sur l'opportunité de la guerre; le Connecticut et le Massachusetts refusèrent de fournir, soit des hommes, soit de l'argent. Trois tentatives faites pour pénétrer dans le Canada, pendant l'été et l'automne, furent repoussées avec des pertes sérieuses. Mais les Américains trouvèrent d'éclatantes compensations à cet échec par de brillants succès sur mer. Dans deux engagements successifs entre des frégates anglaises et américaines, les premières furent obligées d'amener leurs pavillons. Ces deux victoires eurent des résultats beaucoup plus importants qu'on n'aurait pu le croire; ce furent les deux premiers coups un peu sensibles portés à la suprématie navale des Anglais.

En 1813, l'Amérique poursuivit ses triomphes en faisant de plus vigoureux efforts sur le continent; ses troupes traversèrent le lac Ontario, s'emparèrent de Toronto, détruisirent la flottille anglaise sur le lac Érié et se rendirent bientôt maîtresses du haut Canada. Une tentative d'invasion du bas Canada fut cependant repoussée avec succès, et les troupes anglaises et canadiennes réunies réussirent à reprendre, au cœur de l'hiver, la partie

du pays nouvellement conquise. Ces revers des États-Unis donnèrent une nouvelle autorité au parti qui avait été toujours opposé à la guerre, et dont le mécontentement n'avait fait que croître devant la terrible misère causée par le blocus et la ruine du commerce américain. On commençait à entendre parler de sécession, et le Massachusetts eut même la hardiesse d'envoyer des délégués pour conférer avec des délégués des autres États de la Nouvelle-Angleterre « sur leurs griefs et communs intérêts ».

En 1814 cependant, la guerre fut reprise avec une nouvelle vigueur. Le haut Canada fut envahi de nouveau; mais l'armée américaine, après avoir infligé en juillet une terrible défaite aux forces britanniques à Chippewa, essuya elle-même peu de semaines après un grave échec et se trouva rejetée sur les frontières des États-Unis. La chute de Napoléon permit à l'Angleterre de se donner tout entière à cette lutte contre un ennemi qu'elle avait cessé de dédaigner. Le général Ross apparut sur le Potomac avec une armée de quatre mille hommes, s'empara de Washington, dont il brûla entièrement, avant de l'évacuer, tous les monuments publics. Il y a peu d'actes plus honteux que celui-là dans l'histoire d'Angleterre, et il l'est d'autant plus qu'il avait été ordonné par les ministres de George III. Cette attaque de Washington n'avait été faite que pour frapper de terreur la population des États-Unis, et l'issue de la guerre dépendait en réalité des deux expéditions qui devaient pénétrer à la fois dans les États-Unis par le nord et par le sud. Elles échouèrent complètement. Une armée de neuf mille vétérans de la Péninsule qui s'était mise en marche en septembre pour attaquer Plattsburg, sur le lac Champlain, fut obligée de battre en retraite à la suite de la défaite de la flottille anglaise qui l'accompagnait. Le général Packenham parut à la tête d'une seconde armée en décembre à l'embouchure du Mississipi et attaqua la Nouvelle-Orléans, mais il fut repoussé par le général Jackson et perdit la moitié de son effectif. La paix était déjà conclue. La fin de la guerre de France, sans supprimer les causes de la lutte, fit sentir aux Américains le danger de sa prolongation. L'Angleterre avait hâte de conclure la paix, et l'on donna satisfaction aux revendications réciproques des Anglais et des Américains par le traité de 1814.

Retour de Napoléon. — Cette paix venait fort à propos au moment où l'Angleterre avait besoin de sa liberté d'action pour une nouvelle et dernière lutte avec la France. Par un traité passé avec les alliés, Napoléon fut autorisé à conserver un modeste débris de son magnifique empire, l'île d'Elbe, sur la côte de Toscane; de là il avait assisté aux querelles qui s'étaient élevées entre les vainqueurs, au congrès de Vienne, dès que l'on s'était mis à discuter la réorganisation de l'Europe. La question la plus grave était soulevée par les prétentions de la Prusse sur la Saxe, et par celles de la Russie sur la Pologne. Leurs réclamations rapprochèrent l'Autriche et l'Angleterre de leur vieille ennemie la France, dont l'ambassadeur

Talleyrand cherchait à faire décider la question par les armes. Une guerre entre les grandes puissances semblait imminente, lorsque Napoléon, quittant l'île d'Elbe, débarque près de Cannes, le 1er mars 1815, traverse les Alpes dauphinoises à la tête d'un millier de soldats de sa garde et se dirige sur Grenoble et Lyon. Il comptait, à bon droit, sur l'indifférence de la nation pour ses nouveaux princes, sur l'ardent désir de l'armée de venger ses défaites dans une nouvelle guerre, et par-dessus tout, sur le pouvoir magique de son nom auprès de soldats qu'il avait si souvent conduits à la victoire.

Vingt jours après son débarquement, il entrait aux Tuileries, sans opposition, tandis que Louis XVIII abandonné de tous s'enfuyait à Gand. Les espérances que Napoléon avait fondées sur les divisions des puissances alliées furent promptement dissipées par l'attitude énergique qu'elles prirent à la nouvelle de son débarquement en France; tous les dissentiments s'apaisèrent en face du danger commun. Elles s'engagèrent à fournir un million d'hommes pour la guerre et rappelèrent leurs armées sur le Rhin. Ce fut la seule réponse faite aux propositions de Napoléon. L'Angleterre fournit onze millions de livres sterling (275 millions de francs) pour soutenir ces immenses armées et se hâta de placer des troupes sur la frontière des Pays-Bas. Les meilleurs soldats de l'armée d'Espagne se trouvaient de l'autre côté de l'Atlantique, et sur les huit mille hommes qui se rallièrent autour de Wellington, la moitié seulement étaient Anglais; le reste se composait surtout de recrues inexpérimentées venues de Belgique et de Hanovre. Le plan de Wellington était de se joindre aux cent cinquante mille Prussiens du maréchal Blücher, qui s'avançait vers le cours inférieur du Rhin, et d'entrer en France par Mons et Namur, tandis que l'Autriche et la Russie marcheraient sur Paris par Belfort et l'Alsace.

Waterloo (18 juin 1815). — Mais Napoléon ne voulait pas entendre parler d'une guerre purement défensive. Grâce à des efforts vraiment prodigieux, il avait levé une armée de deux cent cinquante mille hommes, peu de mois après son arrivée à Paris; et au commencement de juin, cent vingt mille Français se concentrèrent sur la Sambre à Charleroi, tandis que les troupes de Wellington étaient cantonnées sur l'Escaut, entre Ath et Nivelles, et celles de Blücher sur la Meuse, de Nivelles à Liége. Les deux armées alliées avaient hâte d'opérer leur jonction à Quatre-Bras, mais elle était déjà impossible. Blücher et ses quatre-vingt mille hommes furent attaqués par Napoléon à Ligny et forcés après une lutte désespérée de se replier sur Wavre. Le même jour (16 juin), Ney, à la tête de vingt mille hommes et appuyé par une réserve de nombre égal commandée par d'Erlon, parut devant Quatre-Bras, où vingt mille soldats anglais et belges, à peine, avaient pu se réunir. Les Belges cédèrent devant les charges de la cavalerie française, mais la résistance énergique de l'infanterie donna

le temps à Wellington d'amener troupes sur troupes jusqu'à ce que Ney, se voyant à la fin de la journée bien inférieur en nombre aux ennemis, se retira du champ de bataille. Chacun des adversaires avait perdu environ cinq mille hommes dans ce combat acharné; cependant, malgré l'importance des pertes de Wellington, la résolution et la fermeté de l'armée anglaise avaient puissament contribué à déjouer la tentative de Napoléon de rompre les lignes des alliés.

La retraite de Blücher laissait les flancs de l'armée anglaise à découvert; aussi le jour suivant, lorsque les Prussiens se repliaient sur Wavre, Wellington, à la tête de près de soixante-dix mille hommes, se retira-t-il en bon ordre du côté de Waterloo, suivi par le gros des troupes françaises commandées par l'Empereur en personne. Napoléon avait détaché le maréchal Grouchy avec trente mille hommes pour harceler l'arrière-garde prussienne, pendant qu'il essayait avec ses quatre-vingt mille hommes d'amener Wellington à lui livrer bataille. Dès le matin du 18 juin, les deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Waterloo, à l'entrée de la forêt de Soignies, sur la grande route de Bruxelles. Napoléon avait craint de voir Wellington se retirer devant lui sans combat. « Je les tiens! » s'écria-t-il en voyant les Anglais se ranger en ligne de bataille sur la faible élévation de terrain qui coupe la grande route située entre le château de Hougomont, à droite de la ferme, et le hameau de la Haie-Sainte à gauche. Il avait de bonnes raisons pour croire au succès. On comptait des deux côtés soixante-dix à quatre-vingt mille hommes; mais les Français étaient supérieurs en artillerie et en cavalerie, et une grande partie des troupes de Wellington consistait en recrues belges qui se débandèrent et s'enfuirent dès le début du combat. Une furieuse attaque contre Hougomont commença la bataille à onze heures du matin; mais ce n'est qu'à midi que le corps de d'Erlon s'avança vers le centre auprès de la Haie-Sainte, qui dès lors porta tout l'effort de la journée. Jamais on ne vit un pareil héroïsme de part et d'autre, soit dans l'attaque, soit dans la résistance. Les colonnes de Drouet d'Erlon, repoussées par les fantassins anglais, avaient été culbutées par les cavaliers gris d'Écosse; mais les vainqueurs furent écrasés à leur tour par les cuirassiers français; le gros de la cavalerie française, forte de douze mille hommes, chargea à plusieurs reprises le front des lignes anglaises, emportant des canons, balayant avec la bravoure du désespoir les carrés formidables dont le feu nourri éclaircissait leurs rangs. Les colonnes françaises du centre s'avancèrent avec une bravoure presque égale sur la ferme de la Haie-Sainte, qu'elles finirent par arracher à leurs adversaires, et, sous la conduite de Ney, poussèrent une attaque vigoureuse, quoique inutile, contre les troupes massées au delà. Mais à ce moment les chances de la journée tournèrent contre Napoléon. Pour vaincre, il aurait fallu qu'il écrasât l'armée anglaise avant l'arrivée de Blücher, et l'armée anglaise n'était pas écrasée. Malgré les pertes terribles

qu'il avait subies (plusieurs de ses régiments étaient réduits à une poignée d'hommes), Wellington défendit sa position avec énergie, tandis que les Prussiens, partis de Wavre à travers des forêts, par des chemins pleins d'une boue épaisse, marchaient à son secours, sans s'inquiéter des attaques d'arrière-garde par lesquelles Grouchy espérait les retenir loin du champ de bataille. A quatre heures et demie leur avant-garde sortit du bois, mais le corps principal était encore assez loin; aussi Napoléon défendit-il longtemps sa position jusqu'à ce que leur nombre eût augmenté dans une telle proportion, que l'Empereur se trouva contraint de tenter un effort désespéré contre le front de l'armée anglaise. La garde impériale (sa seule réserve, et qui n'avait pas encore pris part à la bataille) fut alignée à sept heures en deux colonnes d'attaque. La première, commandée par Ney lui-même, balaya tout devant elle en gravissant la hauteur derrière la Haie-Sainte, où les lignes anglaises, quoique décimées, tenaient ferme; elle avait à peine atteint le front de l'armée ennemie qu'elle fut reçue par un terrible feu de mousqueterie et se vit obligée de se retirer devant une charge des Anglais. La seconde, forte de trois mille hommes, s'avança avec le même courage sur une pente près de Hougomont pour être repoussée et traitée de la même manière.

Au moment ou elles se retiraient lentement pas à pas, descendant la fatale colline, les Prussiens s'avancèrent au nombre de quarante mille hommes contre la droite de l'armée de Napoléon; leurs canons balayèrent la route de Charleroi, et Wellington choisit ce moment pour mettre toutes ses troupes en mouvement. Dès lors tout était perdu. Seule, la vieille garde restait ferme dans ce désastre de l'armée française, et ce ne fut qu'à la nuit que les Anglais, épuisés de fatigue, cessèrent de poursuivre les troupes ennemies dispersées qui se sauvaient éperdues du champ de bataille. La cavalerie prussienne continua la poursuite pendant toute la nuit. Une quarantaine de mille Français avec trente canons seulement repassèrent la Sambre. Napoléon lui-même s'enfuit précipitamment à Paris. Sa seconde abdication fut suivie de la triomphante entrée des armées prussienne et anglaise dans la capitale. La guerre se termina par l'exil de Napoléon à Sainte-Hélène et le rétablissement de Louis XVIII sur le trône des Bourbons.

ÉPILOGUE

Avec la bataille de Waterloo, nous arrivons à une époque dont quelques-uns de nos contemporains se souviennent encore, et au début d'une nouvelle période, la plus grande, la plus intéressante et la plus importante peut-être de l'histoire d'Angleterre, mais trop rapprochée encore de notre temps pour être traitée avec la froide impartialité de l'historien. Aussi croyons-nous que dans un ouvrage comme celui-ci il vaut mieux se contenter pour cette époque de tracer un rapide résumé des événements les plus marquants depuis 1815.

La paix. — La paix qui mit fin à cette guerre formidable contre Napoléon laissait la Grande-Bretagne fiévreuse et épuisée. Elle n'avait conservé de toutes ses conquêtes sur mer que Malte (dont les anciens possesseurs, les chevaliers de Saint-Jean, avaient cessé d'exister), les établissements hollandais de Ceylan et du cap de Bonne-Espérance, la colonie française de Maurice et quelques îles des Indes occidentales; le pays était écrasé de taxes énormes nécessitées par l'accroissement de la dette publique (elle montait alors à huit cents millions de livres sterling : 26 milliards de francs), et d'autant plus accablantes que la détresse était générale. Pendant un certain temps, le développement de l'industrie anglaise avait été si rapide que la production dépassait de beaucoup la consommation ; les marchés anglais et étrangers étaient encombrés de marchandises invendables, et les manufactures furent obligées de suspendre leur travail. La disette causée par une succession de mauvaises récoltes était encore aggravée par la conduite égoïste des grands propriétaires qui siégeaient au Parlement. Sentant que la prospérité de l'agriculture en Angleterre était purement factice et ne venait que de l'élévation du prix du blé produite

par la guerre, ils interdirent par une loi spéciale, votée en 1815, d'introduire du blé étranger dans le pays, sauf en cas de famine.

La société avait aussi ressenti des troubles profonds, conséquence naturelle du retour subit à la paix après vingt années de guerre et du licenciement des immenses armées de terre et de mer. Les mouvements populaires contre l'introduction des machines dans l'industrie, étouffés en 1812, se renouvelèrent alors, et la misère des campagnes amena une recrudescence de crimes. L'opposition obstinée du ministère, où dominait maintenant lord Castlereagh, à tout projet de réforme politique, causa une irritation dangereuse dans le pays et mit en évidence des hommes qui reçurent le surnom de *radicaux* parce qu'ils réclamaient une réforme *radicale* des institutions anglaises. Des agitateurs plus violents encore poussaient la haine du pouvoir royal jusqu'à la trahison et formaient de stupides complots. En 1819, la dispersion par la force d'une réunion convoquée à Manchester dans le but d'obtenir une réforme du Parlement, augmenta encore l'impopularité du ministère. Quelques désespérés, à la tête desquels se trouvait Arthur Thistlewood, formèrent le projet d'assassiner tous les ministres. Cette conspiration, dite de *Cato Street* (1820), révéla quelle haine violente ils avaient fait naître dans le cœur de leurs adversaires les plus exaltés. La mort de George III en 1820 et l'avénement de son fils le prince régent sous le nom de George IV ne firent qu'aggraver le trouble dans les esprits. Le nouveau roi, séparé depuis longtemps de sa femme, l'avait accusée en secret d'infidélité conjugale; son premier acte en montant sur le trône fut de renouveler ses accusations et de présenter au Parlement un bill de divorce. L'agitation publique qui suivit cette démarche obligea le ministère à abandonner le bill; la honte qui en rejaillit sur la famille royale et l'impopularité du souverain augmentèrent encore le mécontentement général de la nation.

Canning. — Le seul véritable danger pour l'ordre public était l'aveugle opposition à tout changement politique qui confondait les projets de réforme les plus sages et les plus modérés avec les utopies révolutionnaires. En 1822, le suicide de Castlereagh, devenu marquis de Londonderry, chef principal des conservateurs extrêmes, mit fin à cette politique de résistance obstinée. Canning devint ministre des affaires étrangères à la place de Castlereagh, et avec Canning on vit reparaître l'ancienne politique libérale et modérée de William Pitt. Au dehors, son premier soin fut de rompre avec la *Sainte-Alliance,* que les puissances du continent avaient formée à la chute de Napoléon, pour réprimer tous les mouvements libéraux ou révolutionnaires dans leurs divers royaumes, et dont la politique despotique avait poussé en 1820 Naples, l'Espagne et le Portugal à la révolte. Canning soutint le principe de *non-intervention* dans les affaires intérieures des États du continent; il appuya cette politique en

1826 en envoyant des troupes pour défendre le Portugal contre une intervention espagnole, tandis qu'il reconnaissait l'indépendance du Mexique et des colonies rebelles de l'Espagne dans l'Amérique du Sud. En Angleterre, grâce à son influence, la question de l'émancipation des catholiques gagnait du terrain, et un bill destiné à améliorer leur position passa à la Chambre des communes dès 1825. L'entrée aux affaires, en 1823, de son ami M. Huskisson fut le signal d'une nouvelle politique commerciale fondée sur la conviction des avantages immenses qu'offrait le libre échange, et qui devait amener plus tard l'abrogation de la loi des céréales.

Ce nouveau courant politique amena une scission entre les ministres, qui prit un caractère aigu après la mort de lord Liverpool en 1827. Canning devint premier lord de la Trésorerie, mais le duc de Wellington, ainsi que le chancelier, lord Eldon, et le ministre de l'intérieur, M. Peel, refusèrent de servir sous sa direction. Quatre mois après sa formation, le ministère Canning se trouvait dissous par la mort de son président.

Le cabinet éphémère formé par lord Goderich pour continuer l'œuvre de Canning se trouva ébranlé dès son arrivée au pouvoir par l'état des affaires en Europe. Malgré les efforts de Canning pour conserver la paix, l'insurrection des Grecs contre la Turquie durait toujours, et l'envoi de troupes égyptiennes chargées de dévaster la Morée et de réduire ses habitants à l'esclavage, força l'Angleterre, la France et la Russie à intervenir. En 1827, leurs escadres réunies, sous les ordres de l'amiral Codrington, attaquèrent et détruisirent la flotte égyptienne à Navarin; mais cette attaque contre la Turquie rencontra en Angleterre une désapprobation générale, et le ministère qui avait toujours manqué d'influence dans le Parlement fut obligé de se retirer (1828).

La réforme. — La formation par le duc de Wellington d'un ministère franchement tory, avec M. Peel comme leader principal à la Chambre des communes, semblait présager une politique de résistance à tout projet de réformes. Mais l'Irlande, où l'*Association catholique,* formée par Daniel O'Connell, entretenait une agitation croissante, en était arrivée à un tel degré d'effervescence, qu'il fallait, pour le ministère, choisir entre une politique de concession ou la guerre civile. Le duc céda, et présenta un bill qui, à l'exemple de celui de Pitt, admettait les catholiques au Parlement et à presque tous les postes civils et militaires, à l'exception de quelques-uns des plus élevés. Ce bill passa en 1829 avec l'aide des whigs. Il avait déjà jeté la confusion dans le parti tory, lorsque le désir d'une réforme parlementaire fut encore surexcité par la révolution de 1830 en France. Charles X fut chassé du trône et remplacé par son cousin, Louis-Philippe, duc d'Orléans, qui devait régner en souverain constitutionnel. Guillaume IV, qui venait de succéder (20 juin 1830) à son frère George IV,

était favorable à la réforme électorale, mais Wellington se refusa à toute concession. Ce refus l'obligea à donner sa démission, et pour la première fois depuis vingt ans les whigs se virent de nouveau à la tête du pouvoir, sous la présidence de lord Grey.

Dès 1831, le nouveau ministère présentait au Parlement un bill de réforme parlementaire, qui enlevait le droit de représentation à cinquante-six bourgs en pleine décadence, ou *bourgs pourris,* distribua les cent quarante-trois siéges ainsi gagnés entre les comtés et les grandes villes qui n'avaient jusqu'ici envoyé aucun député au Parlement, fixa à dix livres sterling de contributions le cens électoral des propriétaires dans les bourgs, et étendit le droit de suffrage dans les comtés aux locataires à bail et aux *copyholders.* Après un premier échec, le ministère fit un appel au pays. La nouvelle Chambre des communes vota immédiatement le bill ; mais l'agitation devint tellement menaçante lorsqu'on apprit qu'il avait été rejeté par les lords, que lorsqu'il fut présenté pour la seconde fois à la Chambre haute, les lords qui le désapprouvaient se retirèrent en masse, pour permettre le vote de la loi (1er juin 1832).

Le Parlement modifié se réunit en 1833 et produisit un mouvement de réaction par la violence et l'inexpérience d'un grand nombre de ses nouveaux membres et surtout par la conduite d'O'Connell. Lorsque lord Grey donna sa démission, en 1834, le ministère fut reconstitué sous les auspices du vicomte Melbourne. Congédié peu après par le Roi, qui s'était tourné du côté des tories, et remplacé pendant quelques mois par sir Robert Peel (novembre 1834 — avril 1835), lord Melbourne rentra aux affaires, après de nouvelles élections qui avaient renvoyé une majorité whig.

Bien qu'ébranlé quelquefois par les continuelles fluctuations de l'opinion publique, jamais ministère n'accomplit de plus importantes et de plus salutaires réformes que le ministère whig, présidé tour à tour par lord Grey et lord Melbourne, pendant les dix années qu'il resta au pouvoir (1831-1841). En 1833, l'esclavage, qui existait encore dans les colonies britanniques, bien que la traite des nègres eût été supprimée, fut aboli au prix de vingt millions de livres sterling (500 millions de francs) ; on retira à la Compagnie des Indes orientales le monopole du commerce, qui fut ouvert en Orient à tous les négociants. On porta remède en 1834 à la plaie toujours plus douloureuse du paupérisme, en publiant la nouvelle loi des pauvres. En 1835, la loi sur les conseils municipaux rendit aux habitants des villes le droit de s'administrer elles-mêmes, dont ils avaient été privés depuis le quatorzième siècle. L'*acte d'enregistrement général* passa en 1836, et le ministère porta remède aux incessantes querelles à propos des dîmes, par un *acte de commutation des dîmes.* On donna satisfaction aux dissidents en autorisant le mariage civil ; enfin un nouveau système d'instruction publique, inauguré en 1834 par de modestes sub-

ventions annuelles pour les écoles, fut poursuivi en 1839 par la création d'une commission du conseil privé, chargée de s'occuper de ces questions d'enseignement, et par l'augmentation annuelle des subventions scolaires.

Robert Peel. — Malgré l'importance de ces mesures, les difficultés du ministère whig augmentaient chaque année. L'Irlande, où O'Connell entretenait une incessante agitation pour le rappel de l'Acte d'union, ne pouvait être contenue que par des lois de répression. Malgré l'impulsion donnée au commerce par l'emploi de la vapeur pour les transports, qui fut inauguré lors de l'ouverture du chemin de fer de Liverpool à Manchester, en 1830, le pays était encore dans une situation cruelle. Le mécontentement des classes pauvres donna lieu, en 1839, à des émeutes au cri de : « Vive la Charte populaire ! » Le peuple demandait le suffrage universel, le vote au scrutin secret, des parlements annuels, des districts électoraux également répartis, l'abolition du cens électoral pour les députés et la rémunération des fonctions parlementaires. Au Canada, une querelle entre les deux districts du haut et bas Canada dégénéra en une formidable insurrection, grâce à la mauvaise administration du gouvernement colonial.

Comme ministre des affaires étrangères, lord Palmerston, disciple de Canning, montra de l'énergie, mais créa un malaise général par sa politique brouillonne ; pour soutenir doña Maria en Portugal et Isabelle II en Espagne contre des prétendants absolutistes, il forma une quadruple alliance avec la France et les deux royaumes de la Péninsule ; il força, en 1840, Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, à renoncer à ses attaques contre la Turquie par le bombardement de Saint-Jean d'Acre : en même temps la conscience publique était blessée par une guerre faite à la Chine (1839) pour l'obliger à autoriser l'introduction en contrebande de l'opium dans l'Empire. Le ministère reçut un coup plus terrible encore par les événements arrivés dans l'Inde, où l'occupation de Caboul en 1839 finit deux ans plus tard par une révolte générale des Afghans et la perte de l'armée anglaise au défilé de Khayber.

La mort de Guillaume IV et l'avénement de Victoria, fille de son frère Édouard, duc de Kent (1837), rendit quelque force au gouvernement. L'avénement de Victoria mit fin à l'union de l'Angleterre et du Hanovre, ce dernier État devant échoir au plus proche héritier mâle, Ernest, duc de Cumberland. Mais l'influence des whigs sur les Communes diminuait de jour en jour, et les élections générales de 1841 donnèrent à l'opposition conservatrice une majorité d'une centaine de voix. La confiance générale en sir Robert Peel, qui avait succédé à lord Melbourne comme chef du cabinet, lui permit de s'occuper activement de deux des questions qui avaient le plus embarrassé ses prédécesseurs ; il répara le désordre des

finances par l'abolition d'une foule d'impôts inutiles et oppressifs, et l'établissement de l'impôt sur le revenu (*income tax*); O'Connell fut accusé et convaincu d'excitation à la sédition en Irlande; il eut beau obtenir sa liberté, en faisant appel à la Chambre des lords, son influence reçut alors un coup dont elle ne put se relever. On conclut avec la Chine un traité qui ouvrit quelques-uns de ses ports au commerce de toutes les nations, et le désastre de Caboul fut vengé dans l'Inde par une expédition sous les ordres du général Pollock, qui pénétra victorieusement jusqu'à cette capitale en 1842, et annexa la province de Scinde aux possessions anglaises. L'atteinte que la puissance anglaise avait reçue amena pourtant de nouvelles luttes avec les natifs, particulièrement avec les Sikhs, qui furent écrasés aux trois grandes batailles de Moodkee, Ferozeshah et Sobraon (1845-1846).

Le libre échange. — Heureux à l'étranger, le gouvernement conservateur rencontra des difficultés inattendues à l'intérieur. Depuis l'établissement des lois sur les céréales en 1815, il y avait une lutte constante entre ceux qui défendaient ces mesures et d'autres semblables pour protéger l'industrie nationale, et ceux qui les considéraient comme une charge pour le consommateur au bénéfice du producteur, et réclamaient une complète liberté de commerce avec le monde entier. En 1839, une Ligue contre la *loi sur les céréales* s'était formée pour défendre les vues des partisans du libre échange. C'est en grande partie les craintes des fermiers et des propriétaires fonciers qui les poussaient à donner un vigoureux appui à sir Robert Peel. Bien que ce ministre, en entrant aux affaires, se fût engagé à défendre les mesures protectionnistes, il se rendit compte peu à peu de leur inefficacité, et en 1846 les mauvaises récoltes de pommes de terre et de blé en Irlande et en Angleterre le décidèrent à présenter un bill pour le rappel des lois sur les céréales. Le bill passa aux deux Chambres, mais le mécontentement de son propre parti obligea Robert Peel à se retirer du cabinet; il fut remplacé par un ministère whig sous la présidence de lord John Russell, qui resta au pouvoir jusqu'en 1852. Son premier soin fut d'étendre le système du libre échange à toutes les branches du commerce anglais, et dès lors le principe de la Ligue qui voulait « qu'on achète le meilleur marché pour revendre aussi cher que possible », est devenu la règle du système commercial anglais.

Ce fut là le seul événement important de cette période. Le bouleversement général des monarchies du continent, après la révolution de 1848, n'eut d'autre contre-coup, dans les îles Britanniques, qu'un faible soulèvement en Irlande, sous la conduite de Smith O'Brien, aisément réprimé par quelques *policemen*, et une démonstration chartiste à Londres, qui se produisit sans exciter le moindre trouble. Une nouvelle guerre contre les

Sikhs, en 1848, se termina l'année suivante par la victoire de Goojerat et l'annexion du Penjab.

La guerre de Russie et l'insurrection des cipayes. — La paix s'était trop longtemps maintenue entre les puissances européennes depuis 1815, pour qu'elle ne fût pas près de sa fin. En 1852, le ministère de lord John Russell tomba, pour faire place pendant peu de temps à un cabinet conservateur avec lord Derby à sa tête; mais l'union des whigs avec les libres échangistes de la nuance Robert Peel les ramena aux affaires à la fin de 1852. Lord Aberdeen, le nouveau président du conseil, fut dès l'abord obligé de s'opposer aux tentatives de la Russie pour imposer un traité humiliant à la Turquie; et l'Angleterre s'allia en 1854 à Louis-Napoléon, qui s'était fait proclamer empereur des Français, pour empêcher le Tsar d'envahir les principautés danubiennes. L'armée russe se retira; mais les troupes alliées débarquèrent en septembre sur les côtes de Crimée; après avoir remporté une victoire sur les bords de l'Alma, elles entreprirent le siége de Sébastopol. La garnison montra bientôt qu'elle était aussi forte que les assiégeants, qui, à l'arrivée de nouvelles troupes russes, se trouvèrent assiégés à leur tour. Une attaque des Russes contre les retranchements des Anglais à Inkermann (5 novembre 1854) fut repoussée à l'aide d'une division française; mais l'hiver fit plus de victimes que le canon des Russes, et le froid et la maladie décimèrent l'armée anglaise.

L'indignation publique qui se manifesta à la nouvelle de toutes ces souffrances obligea lord Aberdeen à se retirer du ministère, dès le commencement de 1855, et lord Palmerston devint président du conseil dans un cabinet qui comprenait les membres les plus belliqueux de la précédente administration. Après un siége de près d'une année, les alliés s'emparèrent de Sébastopol en septembre, et la Russie, épuisée par la lutte, consentit en 1856 à la paix, qui fut signée à Paris. Le renom militaire de l'Angleterre avait eu beaucoup à souffrir de la dernière guerre; ce fut en partie la cause d'une révolte des troupes natives au Bengale en 1857. Les intrigues de la Russie, le fanatisme musulman, l'irritation causée par l'annexion du royaume d'Oude par lord Dalhousie, et la croyance invétérée des Hindous que les Anglais avaient résolu de les faire chrétiens en les obligeant à renoncer à leurs castes, ont été considérés tour à tour comme les causes d'une insurrection qui reste encore un mystère pour tout le monde. Une sédition des troupes indigènes ou cipayes à Meerut, en mai 1857, fut suivie de la prise de Delhi, où le roi du pays fut proclamé empereur de l'Hindoustan, d'une nouvelle insurrection, du massacre des Européens à Cawnpore et enfin du soulèvement de l'Oude et du siége de la Résidence à Lucknow. Les troupes anglaises dans l'Inde étaient très-peu nombreuses; aussi, pour le moment, tout le centre et l'est de l'Inde

semblaient-ils perdus ; mais Madras, Bombay et le Pendjab restèrent tranquilles, et les Anglais surent non-seulement conserver leurs positions au Bengale et dans l'Oude, mais ils marchèrent sur Delhi, qui fut prise d'assaut en septembre 1857. Deux mois plus tard, l'arrivée de sir Colin Campbell, avec des troupes fraîches, sauva Lucknow, héroïquement défendue jusque-là par sir Henry Havelock, qui tint la campagne avec une poignée d'hommes et chassa les rebelles de la province d'Oude. Immédiatement après la pacification de l'Inde, le gouvernement du pays fut transféré en 1858 de la Compagnie à la couronne. La reine Victoria reçut le nom de souveraine de l'Hindoustan, et le gouverneur général prit le nom de vice-roi.

Lord Palmerston (1858-1865). — Le crédit que lord Palmerston s'était acquis pendant ces deux luttes contre la Russie et les cipayes fut ébranlé par la proposition qu'il fit en 1858 de modifier la loi sur les conspirations, à la suite d'une tentative d'assassinat contre Napoléon III, qui avait été préparée, croyait-on, sur le sol anglais. Des officiers français se laissèrent aller à de telles violences de langage qu'elles provoquèrent un grand mouvement d'enrôlements volontaires ; on compta bientôt cent cinquante mille hommes ; l'irritation était telle que le bill présenté par déférence pour la France fut rejeté par la Chambre des communes.

Lord Derby redevint premier ministre pendant quelques mois, mais de nouvelles élections ramenèrent lord Palmerston, qui ne quitta plus les affaires jusqu'à sa mort (1865). A l'intérieur, sa politique fut purement conservatrice ; il était préoccupé avant tout de maintenir la neutralité de l'Angleterre dans les cinq grandes luttes qui bouleversèrent alors non-seulement l'Europe, mais aussi le nouveau monde : une guerre entre la France et l'Autriche en 1859, qui finit par la création du royaume d'Italie ; une guerre civile en Amérique (1861) entre les États du Nord et ceux du Sud qui voulaient sortir de la Confédération, guerre terminée cinq ans après par la soumission de ces derniers ; l'insurrection de Pologne en 1863 ; l'expédition de la France au Mexique ; et enfin l'invasion du Danemark par la Prusse et l'Autriche en 1864. La guerre d'Amérique, en arrêtant le commerce du coton, réduisit les filateurs du Lancashire à une véritable détresse ; l'équipement de croiseurs américains au nom de la Confédération du Sud dans les ports anglais donnait en même temps aux États du Nord de justes motifs d'irritation qui ne se calmèrent que beaucoup plus tard. L'Angleterre resta neutre, et cette politique de non-intervention fut continuée après la mort de lord Palmerston par son successeur lord John Russell, qui conserva son attitude expectante même pendant le court et décisif conflit entre le royaume de Prusse et l'empire d'Autriche en 1866, qui donna au premier la suprématie en Allemagne.

L'Angleterre conserva la même attitude pendant la guerre franco-alle-

mande de 1870-1871, qui enleva à la France l'Alsace et la plus grande partie de la Lorraine, et rétablit au profit de la Prusse l'empire d'Allemagne détruit par Napoléon Ier. Elle paya assez cher cette neutralité en étant obligée de prêter les mains à la révision du traité de Paris, réclamée, par la Russie, et qui détruisit les plus clairs résultats de la guerre de Crimée.

Les nouvelles réformes. — Avec lord Palmerston finit cependant la politique d'inaction qui avait marqué son ministère. Lord Russell essaya à plusieurs reprises d'amener une nouvelle réforme parlementaire ; en 1866, il présenta un bill à cet effet à la Chambre des communes, et le rejet du bill entraîna la chute du ministère. Lord Derby, devenu président du conseil avec M. Disraëli comme chef de la majorité à la Chambre des communes, se trouva cependant obligé en 1867 de proposer un bill de réforme beaucoup plus radical que celui de lord Russell. Par cette loi, votée en août 1867, les droits électoraux dans les bourgs étaient étendus à tous les contribuables, et même aux simples locataires payant dix livres (250 francs) de loyer ; le cens électoral fut fixé à douze livres de contribution, trente-trois députés furent supprimés dans les bourgs anglais, vingt-cinq furent transférés aux comtés d'Angleterre, et les autres répartis entre l'Écosse et l'Irlande.

Les classes ouvrières se trouvèrent ainsi représentées par un grand nombre d'électeurs, et l'on put se rendre compte immédiatement de l'effet de cette grande mesure en voyant l'attitude énergique du Parlement après les élections de 1868. M. Disraëli, devenu premier ministre après la retraite de lord Derby, se retira de son propre mouvement, en constatant que les libéraux avaient une majorité de plus de cent voix à la Chambre des communes. Il fut remplacé par M. Gladstone, qui forma un ministère où pour la première fois toutes les nuances du parti libéral se trouvaient représentées. Le nouveau cabinet prouva sa vigueur et sa force par une série de mesures de la plus haute importance ; il s'occupa tout d'abord de l'Irlande, dont il essaya de guérir l'état chronique de mécontentement en y supprimant en 1869 tous les priviléges de l'Église anglicane et sa suprématie religieuse ; de plus, en 1870, il donna, par un bill sur les biens-fonds, des droits spéciaux aux fermiers dans tout le pays. On apaisa en 1868 les dissidents par l'abolition des taxes d'église obligatoires et par l'abrogation en 1871 des serments religieux exigés pour l'admission aux grades et fonctions à l'Université. D'importantes réformes furent aussi introduites dans la marine, et l'on s'occupa de la réorganisation complète de l'armée dès que le gouvernement eut supprimé les achats des grades et commandements. En 1870, la question d'éducation nationale fut facilitée par un bill qui pourvoyait à l'établissement de conseils d'instruction publique dans chaque district ; en 1872, on alla plus loin encore en introduisant le scrutin secret dans les élections.

La grandeur et la rapidité de ces réformes produisirent une réaction si violente parmi les électeurs, qu'une proposition d'organisation de l'instruction supérieure en Irlande échoua au Parlement; M. Gladstone se vit forcé, en 1874, de consulter l'opinion publique et de dissoudre la Chambre des communes. Le retour d'une majorité conservatrice de près de soixante-dix membres rendit la démission du cabinet libéral inévitable, et M. Disraëli redevint président du conseil.

FIN DU TOME SECOND.

INDEX

A

B

D

E

F

G

H

K

L

O

P

Q

S

Y

Z

FIN DE L'INDEX.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND

LIVRE HUITIÈME

L'ANGLETERRE PURITAINE (1583-1603).

CHAPITRE PREMIER

LES PURITAINS.

CHAPITRE II

LE PREMIER DES STUARTS.

1604-1623

CHAPITRE III

LE ROI ET LE PARLEMENT.

1623-1629

CHAPITRE IV

LA NOUVELLE ANGLETERRE.

CHAPITRE V

LA TYRANNIE.

1629-1640

CHAPITRE VI

LE LONG PARLEMENT.

1640-1644

CHAPITRE VII

LA GUERRE CIVILE.

Juillet 1642-août 1646.

CHAPITRE VIII

L'ARMÉE ET LE PARLEMENT.

1646-1649

CHAPITRE IX

LA RÉPUBLIQUE.

1649-1653

CHAPITRE X

LA CHUTE DU PURITANISME.

LIVRE NEUVIÈME
LA RÉVOLUTION.

CHAPITRE PREMIER
L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION.

CHAPITRE II
LA RESTAURATION.
1660-1667

CHAPITRE III
CHARLES II.
1667-1673

CHAPITRE IV
DANBY.
1673-1678

CHAPITRE V
SHAFTESBURY.
1679-1682

CHAPITRE VI
LA SECONDE TYRANNIE.
1682-1688

CHAPITRE VII

GUILLAUME D'ORANGE.

CHAPITRE VIII

LA GRANDE ALLIANCE.

1689-1694

CHAPITRE IX

MARLBOROUGH.

1698-1712

CHAPITRE X

WALPOLE.

1712-1742

LIVRE DIXIÈME

L'ANGLETERRE MODERNE.

CHAPITRE PREMIER

WILLIAM PITT.

1742-1762

CHAPITRE II

L'INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE.

1761-1785

CHAPITRE III

LE SECOND PITT.

1783-1789

CHAPITRE IV

LA GUERRE AVEC LA FRANCE.

1793-1815

ÉPILOGUE

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

ERRATA DU TOME PREMIER.

Page 4, ligne 37, *au lieu de : Soetere, lisez : Saetere.*
— 7, ligne 5, *au lieu de :* 407, *lisez :* 410.
— 8 (Sources), ligne 15, *au lieu de :* the Transactions of the Arch. Institute, *lisez : Origines Celticæ.*
— 9, ligne 36, *au lieu de :* détroits de la Medway et de la Cray, *lisez :* détroit de la Medway.
— 10, ligne 9, *au lieu de* : Kits', *lisez :* Kit's.
— 11, ligne 26, *au lieu de :* six ans, *lisez :* huit ans.
— 11, ligne 35, *au lieu de :* Andredswold, *lisez :* Andredsweald.
— 12, ligne 6, *au lieu de :* Cymric, *lisez :* Cynric.
— 17, ligne 9, *au lieu de :* Deirie, *lisez :* Deira.
— 17, lignes 15 et suiv., *au lieu de :* Æthelfrith, *lisez :* Æthelric de Bernicie.
— 18 et 19, lignes 4 et suiv., 11 et suiv., *au lieu de :* Æthelfrith, *lisez :* Æthelric.
— 27, ligne 17, *au lieu de :* Winwœd, *lisez :* Wuiwaed.
— 29, ligne 27, *au lieu de :* Streonoshalh, *lisez :* Streoneshealh.
— 33, lignes 1 et suiv., *au lieu de :* 663, *lisez :* 669.
— 35, ligne 15, *au lieu de :* Meonwaras, *lisez :* Meon-wara.
— 36, ligne 28, *au lieu de :* Cenwalh, *lisez :* Cenwealh.
— 37, ligne 40, *au lieu de :* Nechtansmere, *lisez :* Nectansmere.
— 39, lignes 1 et suiv., *au lieu de :* Ini, *lisez :* Ine.
— 39, ligne 3, *au lieu de :* Whithern, *lisez :* Abercorn.
— 39, ligne 19, *au lieu de :* Sumer-Soetas, *lisez :* Somer-Saetas.
— 40, ligne 8, *au lieu de :* Ealdhem, *lisez :* Ealdhelm.
— 40, ligne 17, *au lieu de :* 714, *lisez :* 715.
— 40, ligne 18, *au lieu de :* Wodnesburh, *lisez :* Wanborough.
— 41, ligne 21, *au lieu de :* 752, *lisez :* 754.
— 41, ligne 34, *au lieu de :* Ceolwulf, *lisez :* et les quatre rois suivants.
— 41, ligne 34, *au lieu de :* Ealdfirth, *lisez :* Ealdfrith.
— 45, ligne 1, *au lieu de :* Pengwern, *lisez :* Pengwyrn.
— 45, ligne 2, *au lieu de :* Scrobbesbyryg, *lisez :* Srobsbyryg.
— 46, ligne 35, *au lieu de :* 795, *lisez :* 796.
— 48, ligne 3, *au lieu de :* 800-880, *lisez :* 802-880.
— 49, ligne 27, *au lieu de :* Hengestesdun, *lisez :* Hengest-dun.
— 49, ligne 36, *au lieu de :* Svithum, *lisez :* Swithun.
— 53, ligne 34, *au lieu de :* Eldhelm, *lisez :* Ealdhelm.
— 57 et suiv., ligne 3, *au lieu de :* 892-1016, *lisez :* 893-1013.
— 108, ligne 16, *au lieu de :* Cnihtena-Gild, *lisez :* Cnichtenagild.
— 146, ligne 26, *au lieu de :* à la Noël, *lisez :* au commencement de janvier 1215.
— 150, ligne 42, *au lieu de :* dix ans, *lisez :* neuf ans.
— 153, ligne 31, *au lieu de :* d'un comte, *lisez :* d'une grande famille normande, les d'Oillis.
— 180, ligne 25, *au lieu de :* Flexing, *lisez :* Fletching.
— 185 (Sources), ligne 9, *au lieu de :* Trivet, *lisez :* Trivet et Murimuth.
— 188, ligne 33, *au lieu de :* 1053, *lisez :* 1063.

Page 189, ligne 41, *au lieu de :* les seigneurs de Snowdon, *lisez :* la renaissance galloise.

— 192, ligne 40, *au lieu de :* 1268, *lisez :* 1267.

— 192, ligne 40, *au lieu de :* Seigneur de Snowdon, *lisez :* prince d'Aberffraw.

— 207, ligne 1, *au lieu de :* Édouard Ier, *lisez :* Édouard Ier (1272-1307).

— 211, ligne 7, *au lieu de :* Doding et Leving, *lisez :* Dodings et Livings.

— 211, ligne 8, *au lieu de :* Dodington et Levington, *lisez :* Duddingston et Livingston.

— 212, ligne 5, *au lieu de :* Loch-Lynne, *lisez :* Loch-Linnhe.

— 212, ligne 25, *au lieu de :* 904, *lisez :* 924.

— 234, ligne 15, *au lieu de :* 1298, *lisez :* 1297.

— 235, ligne 13, *au lieu de :* 1302, *lisez :* 1301.

— 237, ligne 23, *au lieu de :* d'un de ses subalternes, etc..., *lisez :* de deux de ses subalternes, le vieux et le jeune Hughes le Despensier. La fortune rapide du plus jeune, que le Roi avait fait comte de Glamorgan, etc...

— 237, ligne 41, *au lieu de :* la condamnation de H., *lisez :* les poursuites contre les Despensier.

— 238, ligne 8, *au lieu de :* du Despensier, *lisez :* des Despensier.

— 238, ligne 24, *au lieu de :* son favori, *lisez :* ses favoris.

— 238, ligne 26, *au lieu de :* Hughes, *lisez :* le jeune Hughes.

— 272, ligne 10, *au lieu de :* des bulles papales, *lisez :* une bulle papale.

— 286, ligne 34, *au lieu de :* seize ans, *lisez :* quinze ans.

— 288, ligne 15, *au lieu de :* Littester, *lisez :* Litster.

— 292, ligne 27, *au lieu de :* Meed, *lisez :* Mede.

— 297, ligne 17, *au lieu de :* neuf, *lisez :* huit.

— 302, ligne 12, *au lieu de :* Sawtre, *lisez :* Sautre.

— 302, ligne 38, *au lieu de :* Glendower ou Glendowerdy, *lisez :* Glydwr ou Glendower.

— 329 (Sources), ligne 6, *au lieu de :* Hasted, *lisez :* Halstead.

— 339, ligne 30, *au lieu de :* Blanchadine, *lisez :* Blanchardine.

— 347, ligne 39, *au lieu de :* 1499, *lisez :* 1498.

— 351, ligne 17, *au lieu de :* 1512, *lisez :* 1511.

— 363 (Sources), ligne 1, *au lieu de :* Hall, *lisez :* Halle.

— 368, ligne 6, *au lieu de :* Guines, *lisez :* Guines (1520).

— 390, ligne 1, *au lieu de :* l'abbé de Kirkstead, son frère, *lisez :* ses confrères les abbés de Whalley, de Woburn et de Sawley.

— 428, ligne 16, *au lieu de :* 1388, *lisez :* 1346.

— 429, ligne 12, *au lieu de :* 1436, *lisez :* 1437.

— 456, ligne 5, *au lieu de :* 1576, *lisez :* 1575.

— 457, ligne 9, *au lieu de :* 1572, *lisez :* 1571.

— 460, ligne 35, *au lieu de :* 1577, *lisez :* 1576.

— 468, ligne 43, *au lieu de :* 1586, *lisez :* 1585.

Cet errata se compose de corrections faites par madame Green à l'œuvre de son mari dans l'édition parue en janvier 1888. *Nous avons pu profiter de cette nouvelle édition pour notre second volume.*

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.